

Gilles CAMPAGNOLO

Critique de l'économie politique classique

Marx, Menger
et l'École historique allemande

Préfaces de Bernard Bourgeois et de Bertram Schefold

Postface de Jean-François Kervégan

Collection **E**-conomiques



Éditions Matériologiques

Gilles Campagnolo

Critique de l'économie politique classique

Marx, Menger et l'École historique allemande

Nouvelle édition revue et augmentée

Préface à la première édition de Bernard Bourgeois

Préface à la version parue en anglais de Bertram Schefold

Postface de Jean-François Kervégan

ÉDITIONS MATÉRIOLOGIQUES

Collection « E-conomiques »

materialogiques.com

Collection «E-conomiques»
dirigée par Gilles Campagnolo (CNRS)

Afin de combler la lacune béante entre une formalisation très spécialisée et sa dénonciation problématique en sciences sociales, en particulier économiques, afin de répondre aux interrogations nées de la crise économique, du malaise social, de l'agitation politique, la collection «E-conomiques» ressaisit le réel à l'aune de la pratique effective des sciences (observation, expérimentation, théorisation). Elle présente des œuvres distinguant bons et mauvais usages de la raison pour surmonter l'incompréhension tenace et réciproque entre acteurs de ces disciplines. «E-conomiques» promeut dans ce but des travaux d'explicitation et de clarification de l'économie et des sciences sociales: sociologie, anthropologie, sciences cognitives, neuro-économie, sciences politiques et juridiques. La tâche urgente d'une philosophie, d'une épistémologie et d'une méthodologie dans l'entrelacement de ces disciplines est encouragée. L'universalité de la science l'impose, l'urgence de la crise l'exige. La collection «E-conomiques» la réalise.

Les publications de la collection «E-conomiques» fournissent aux spécialistes et à un large public cultivé les éléments dépassionnés de débats intéressants aujourd'hui tant l'honnête homme que le professionnel.

Volumes à paraître :

- Philippe Grill, *Enquête sur les libertés et l'égalité: une approche philosophico-économique*.
- Gilles Campagnolo & Jean-Sébastien Gharbi (dir.), *La philosophie économique en France aujourd'hui*.

L'éditeur et le directeur de collection reçoivent les manuscrits en .doc ou .odt.
Merci de les faire parvenir à : contact@materiologiques.com (objet: E-conomiques).

*Dans le livre qui s'ouvre ici, vous trouverez dans les notes de bas de page le signe arobase (@).
En cliquant dessus, vous accédez à une ressource en ligne.*

Gilles Campagnolo, Critique de l'économie politique classique

[Première édition, PUF, 2004.]

eISBN (PDF) 978-2-919694-67-9

ISBN (papier) 978-2-919694-66-2

© Éditions Materiologiques, juillet 2014.

233, rue de Crimée, F-75019 Paris

materiologiques.com / contact@materiologiques.com

Conception graphique, maquette, PAO, corrections, couverture : Marc Silberstein.

Logo de la collection par Kaori Kasai (© Kaori Kasai).

DISTRIBUTION EBOOK : Éditions Materiologiques, Numilog, etc.

DISTRIBUTION LIVRE PAPIER : auprès de materiologiques.com.

AVERTISSEMENT AU LECTEUR DE LA DEUXIÈME ÉDITION FRANÇAISE

La réédition après dix années d'un ouvrage marque d'une pierre blanche le parcours d'un auteur – blanche comme la teinte qu'a partiellement prise sa chevelure. L'ouvrage étant épuisé chez l'éditeur d'origine (les Presses Universitaires de France où il parut en 2004 dans la collection «Fondements de la politique»), la réédition est aussi l'occasion d'un retour sur soi, pouvant susciter des débats cornéliens. Celui du «passage au numérique», notamment. Celui d'une révision du texte, au moins partiellement nécessaire. Celui d'une entreprise plus vaste qu'est la prise de direction d'une collection. Nouveau mode de diffusion, nouvelle mouture, nouvelle étape : l'écrit, quelle que soit sa forme, demeure en l'occurrence celle des textes savants, le moyen de diffuser sa pensée. Mais, à distance de dix ans, qui ne se sentirait pas quelque peu tourmenté par les inflexions d'une vie et d'une trajectoire intellectuelle ?

Mais pensons aux lecteurs. Car c'est avant tout à leur demande que cette réparation a lieu. Il s'agit de pallier l'épuisement d'un éditeur-«papier» et de reprendre une interrogation scientifique sur un sujet que l'ouvrage a lui-même contribué à mieux faire connaître au public francophone. Les cas de conscience personnels éventuels passent après quand la nécessité vient de re-présenter une œuvre et – mais dans quelle mesure ? – de l'adapter à cet effet.

D'abord, l'esprit de l'époque a changé : entre 2004 et 2014, le monde de l'édition a beaucoup changé, le lectorat peut-être moins, mais ses habitudes se sont cependant modifiées et surtout il a fait par ailleurs l'expérience d'une crise économique d'ampleur comparable à celle des années trente du siècle dernier, ou encore des années 1880-1890 du précédent. Au XIX^e siècle, la banque Kredit Anstalt fut emportée, au XXI^e, ce fut Lehman Brothers. De la Grande Dépression de la fin du XIX^e siècle à aujourd'hui, les crises du capitalisme font trembler le monde ; les mécanismes sont toujours trop méconnus avant l'heure et

suscitent toujours autant de débats ensuite, ceux de l'époque à laquelle correspond le présent ouvrage, comme ceux de la nôtre. L'esprit (et les moyens techniques) de l'époque ont changé, les questionnements demeurent. Cet ouvrage en parlait il y a déjà dix ans.

Et alors que nous ne savons même pas si nous sommes plus proches du terme de la crise que du moment de son éclatement, changement de contexte ou pas, la perception du texte des pages qui suivent demeure toujours plus d'actualité. Il faut donc en adapter le médium en adoptant les formes de l'édition contemporaine : voici le résultat, le lecteur jugera sur pièce.



Quelques mots s'imposent toutefois encore, à titre de précisions. La littérature secondaire dans le champ scientifique exploré s'est développée, naturellement. Aussi étonnant que cela paraisse, le présent ouvrage pouvait se targuer dans sa première édition de présenter la première introduction générale pour un public francophone visant à couvrir l'école allemande critique de l'économie politique classique. Certes, ce n'était pas le premier à présenter la pensée économique allemande sous tel ou tel aspect, mais dans son ampleur. Ils n'étaient pas si nombreux – et la lacune patente à cet égard en littérature de langue française a été seulement un peu corrigée.

De fait, nous avons actualisé les références du présent volume pour le lecteur pour tenir compte des publications récentes, en format papier comme dans l'édition électronique¹.

[1] Gilles Campagnolo (dir.), *Existe-t-il une doctrine Menger ? Aux origines de la pensée économique autrichienne*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2011 @. La seule biographie intellectuelle de l'auteur majeur qu'est le fondateur de l'École autrichienne de pensée économique, Carl Menger (1840-1921), auquel le présent ouvrage consacre sa partie finale, est : Gilles Campagnolo, *Carl Menger, entre Aristote et Hayek*, Paris, CNRS Éditions, 2008. Si nous exceptons nos autres publications depuis dix ans – liste disponible à l'adresse [@](http://gregam.univ-mrs.fr/spip.php?article8343&a=931) –, notons que des ouvrages collectifs ont contribué à mieux faire connaître l'école allemande : Hinnerk Bruhns (dir.), *Histoire et économie politique en Allemagne de Schmoller à Weber*, Paris, Éditions de la MSH, 2004 ; Alain Alcouffe & Claude Diebold (dir.), *Histoire de la pensée économique allemande*, Paris, Economica, 2009 ; des manuels par lesquels l'école autrichienne a été présentée en français : Renaud Fillieule, *L'école autrichienne de pensée économique*, Lille, Presses du Septentrion, 2011, et Sandye Gloria-Palermo, *L'école économique autrichienne*, La Découverte, 2013.

La combinaison du changement d'époque et du développement inégal de la littérature secondaire selon les publics nous avait également conduit, il y a quelques années, à présenter une première version pour le public anglophone. La commande de la maison Routledge, suivie d'effet² a attiré l'attention du public international : incontestablement mieux averti, en raison d'un plus grand nombre de titres sur le sujet, du fait que la langue anglaise domine l'édition, même chez les auteurs allemands (quand ce ne sont pas, inversement, des auteurs américains d'ascendance germanique qui redécouvrent un héritage culturel avec celui du monde de leurs aïeux³), son attention⁴ montre combien regrettable est le fossé avec la littérature francophone qui dans ce domaine reste moindre ; la version révisée donnée ici de l'ouvrage d'origine garde sa raison d'être en couvrant ce champ pour le lectorat francophone.

Le souci de rendre autant que possible service aux lecteurs nous a donc conduit tant à préserver une grande partie de la substance du texte original qu'à en actualiser nombre d'éléments. Certains aspects qui auraient pu paraître datés ont été révisés, le texte est légèrement différent par endroits, plus fortement à d'autres. Pour autant, une œuvre a sa propre vie, et l'entreprise de la revivifier ne doit pas en faire un éternel chantier en cours d'achèvement – l'œuvre finie présentée ici est une nouvelle édition, ni une simple réimpression (sous format neuf et informatique), ni un ouvrage tout autre. On peut corriger certaines manières des rejetons de sa progéniture (satisfaire quelques-uns de ses remords quant à son développement), mais point les refaire, car ils ont désormais leur propre existence. Une forme neuve est une chance – pour laquelle nous remercions l'éditeur qui

[2] Le volume a paru sous le titre *Criticisms of Classical Political Economy. Menger, Austrian Economics and the German Historical School*, London-New York, Routledge, 2010.

[3] Citons par exemple le volume de références sur nombre d'aspects factuels de l'époque (notamment les associations savantes et les maisons éditrices allemandes au XIX^e siècle) : Erik Grimmer-Solem, *The Rise of Historical Economics and Social Reform in Germany 1864-1894*, Oxford UP, 2003.

[4] En témoigne les recensions données de la version anglaise (Routledge, 2010) par Nikolai Nenovsky, «Criticisms of Classical Political Economy. Menger, Austrian economics and the German Historical School», *The European Journal for the History of Economic Thought*, 18(2), 2011, p. 290-293 @ et «The Birth of Modern Economic Science (Reading Gilles Campagnolo's Book)», *Journal des économistes et des études humaines*, 16(1), octobre 2010 @.

s'est engagé –, mais rééditer peut donner lieu à modifications, pas à substitution.



Le geste de rendre de nouveau disponible l'œuvre pour laquelle des demandes ont été reçues par l'auteur s'accompagne d'un autre, de la part du fondateur des Éditions Matériologiques, geste courageux dans le cadre ouvert par les nouvelles technologies. Que Marc Silberstein soit remercié avec les Éditions Matériologiques, qu'il dirige, pour faire plus qu'une réédition en inaugurant avec ce volume une nouvelle collection intitulée « E-conomiques ».

Il y a dix ans, nous remercions également un certain nombre de personnes et d'institutions, auxquelles nous devons tant. Notre dette et notre gratitude n'ont fait qu'augmenter avec le temps. Pour cet ouvrage il a été fait usage de documents d'archives que nous avons pu explorer dans divers centres ; mentionnons en particulier ceux concernant le fondateur de l'École autrichienne, Carl Menger, à Vienne (où il reste toutefois très peu), à la bibliothèque Perkins de l'Université Duke (Caroline du Nord, États-Unis) pour les documents emportés par son fils dans son émigration, et au Centre d'études de littérature des sciences sociales européennes de l'Université Hitotsubashi (Japon) qui a conservé la bibliothèque personnelle de Menger, l'une des plus riches d'Europe en sciences sociales à son époque.

Que soient donc ici derechef remerciés ceux qui nous ont aidé à consulter et à éditer tant de textes, notamment les inédits de Menger⁵. Cette tâche de longue haleine, où l'examen des notes relève d'un véritable travail de bénédictin, s'est poursuivie durant les dix années qui se sont écoulées entre la publication originale de *Critique de l'économie*

[5] Nombre de volumes portent les annotations manuscrites qui ont servi aux révisions par Menger de ses propres *Principes d'économie politique*, les *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* de 1871, et de ses *Recherches sur la méthode en sciences sociales et en économie politique en particulier*, les *Untersuchungen über die Methoden der Socialwissenschaften und der politischen Oekonomie insbesondere*, de 1883. Un résultat de notre travail sur ces ouvrages est la première traduction intégrale française que nous avons donnée des *Recherches*, avec présentation et commentaire (Paris, Éditions de l'EHESS, 2011 – soit 128 ans après l'original allemand sur lequel la traduction a naturellement été effectuée). Les *Principes* devraient suivre. Pour nos autres publications de textes, notamment d'inédits de Menger, nous renvoyons le lecteur à une présentation générale nous concernant sur le site du Grequam (Groupement de recherche en économie quantitative d'Aix-Marseille) @, où le lecteur trouvera les liens aux publications récentes.

politique classique. Marx, Menger et l'école historique allemande et la présente version révisée qu'on va lire. Nous avons mieux fait connaître l'œuvre de Menger et nous avons contribué à réinterpréter ce qu'on entend par «pensée libérale». Au moment où une crise majeure remet en question ce que l'on pensait, parfois à tort et souvent avec une précipitation coupable, acquis à son sujet, l'utilité du propos apparaîtra clairement.

Que soient également remerciés tous ceux qui nous ont écouté, lu et conseillé, avant la première publication, comme depuis lors et avant la présente réédition, en particulier les professeurs Bernard Bourgeois, de l'Institut, auteur de la préface à la première édition (redonnée ici avec son aimable autorisation), Bertram Schefold (Goethe-Universität, Francfort/Main), auteur de la préface à l'édition anglaise de 2010 (traduite ici pour la première fois en français), et Jean-François Kervégan (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne & Institut Universitaire de France), qui nous honore obligeamment d'une postface à l'occasion de cette réédition. Que leurs bénéfiques augures accompagnent le lecteur dans un parcours que nous lui souhaitons agréable et instructif!

Gilles Campagnolo
Paris, janvier 2014 et
Tomsk, Sibérie, mars 2014

PRÉFACE À LA PREMIÈRE ÉDITION

Bernard BOURGEOIS,
de l'Institut,
Président de l'Académie des sciences morales et politiques

L'accession à la positivité scientifique, comme Comte ou Bachelard, parmi d'autres, l'ont montré, suppose un long travail d'autonégation de la représentation, voire de ce qui se donne comme la connaissance même, du contenu de l'expérience. Tel fut bien le lot, particulièrement, des sciences humaines, et, plus précisément encore, sociales, notamment de l'économie politique, dont l'objet est l'homme d'abord saisi non pas en sa concrétité ou totalité formelle, mais, même négativement, à partir de sa dimension théologique, puis métaphysique, idéale. C'est bien la métaphysique ou la philosophie qui, comme elle le fit, chez le grand penseur de l'expérience que fut Aristote, pour l'économie domestique, a consacré, au XVIII^e siècle, dans l'empirisme anglo-écossais, l'économie sociale, civile ou politique, en sa constitution scientifique, et cela, même si cette économie politique devenue classique s'est davantage pensée comme une philosophie économique que comme une économie philosophique. Il est vrai que la philosophie britannique de la nature humaine s'est jugée – en raison de l'universalité idéale visée dans son objet, l'*homo œconomicus* se libérant lui-même réellement dans le développement historique du marché mondial – comme une pensée véritablement universelle élevée au-dessus des conflits opposant les métaphysiques abstraites. Naïveté insulaire qui allait se heurter à la critique continentale.

En effet, si la diffusion de l'économie politique classique anglo-écossaise fut large et rapide sur le continent européen, surtout dans les pays germaniques ou germanophones, si elle fut grandement exploitée par les penseurs allemands de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle, elle y subit aussi une critique qui devait s'étendre tout au long de ce dernier siècle, accompagnant en ses intenses vicissitudes

l'élaboration finale d'une économie politique soucieuse de s'établir dans une radicale positivité. Mais, d'abord, se déploie en Allemagne une philosophie révolutionnée par Kant, qui, d'une part, répond à la question « Qu'est-ce que l'homme ? » en universalisant concrètement ou en totalisant celui-ci bien au-delà de l'abstraction naturaliste de l'*homo œconomicus*, et, d'autre part, assume consciemment son discours universaliste comme philosophie de l'ancrage socio-politico-historique, en particulier national, de toute philosophie. Sous des modalités très diverses, de Kant à Weber et Menger en passant par Fichte, Hegel, Marx, Stein, etc., la philosophie et l'économie politique allemande, puis autrichienne, vont se nourrir réciproquement dans l'assomption critique du « chemin spécial » suivi par cette économie politique qui a pu se désigner elle-même comme « économie nationale ». C'est ce devenir original de l'échange intellectuel entre philosophie et économie politique, dans l'Europe austro-allemande, depuis le caméralisme préclassique, à travers la critique multiforme, dialectique, historique, marxiste, de l'École classique, jusqu'à la critique marginaliste de cette critique par Menger, que décrit et juge le bel ouvrage, lui-même philosophique et historique, de Gilles Campagnolo.

Ce travail d'épistémologie concrète sur le lien réciproquement critique des systèmes philosophiques et des doctrines économiques à l'époque moderne, tout en se limitant au champ continental germanique de leur rencontre, est riche d'enseignements scientifiques, méthodologiques et spéculatifs de portée générale. Il constitue ainsi une précieuse contribution à la compréhension et fondation de l'historicité – aussi économique – de la raison et de la rationalité – d'abord philosophique – de l'histoire.

PRÉFACE DE LA VERSION PARUE EN LANGUE ANGLAISE¹

Bertram SCHEFOLD,
professeur émérite, Goethe-Universität, Francfort/Main

« **A**près tant d'années, je ne sais toujours pas comment fonctionne le capitalisme ! » – ce furent pratiquement là les derniers mots que j'entendis de la part de mon grand ami Nicholas Kaldor pour lequel je demeure plein d'admiration et que je considérerais comme le meilleur quand il s'agissait de combiner théorie et études appliquées en économie, alors que j'étais moi-même étudiant en doctorat à Cambridge, me dédiant à l'étude du regain de la pensée classique porté par Sraffa et aux tentatives de Joan Robinson pour étendre l'économie keynésienne à l'analyse de longue période. Maintenant (en février 2009), une génération plus tard, nous sommes dans une tourmente financière dont nous pourrions dire ce que Roscher avait énoncé d'un ton sceptique à propos de la vie de l'humanité entière : nous ne savons même pas si nous vivons dans le premier ou dans le dernier dixième de sa durée totale.

L'incertitude quant aux développements à venir n'est pas toujours aussi extrême, mais si notre capacité à prédire donne la mesure de notre compréhension des phénomènes, alors il est temps pour les économistes de manifester quelque modestie et de se souvenir d'approches qui furent moins prétentieuses. Nous devrions prendre en considération les théories du passé et du présent, non pas comme les plans d'une mécanique sous notre contrôle, mais bien comme autant de tentatives de nous orienter dans une réalité complexe dont nous soulignons différents aspects au cours de diverses périodes de l'histoire en fonction

[1] Traduction réalisée par Gilles Campagnolo, autorisée par l'auteur de cette préface parue à l'origine dans *Criticisms of Classical Political Economy. Menger, Austrian Economics and the German Historical School*, London-New York, Routledge, 2010, p. xxxi-xxiv.

de priorités qui résultent elles-mêmes de circonstances changeantes et de la volonté politique alors prédominante. En tant que philosophe, Gilles Campagnolo décrit dans le présent ouvrage la manière dont trois courants assez différents ont entendu dépasser l'économie politique classique alors dominante et en apparence inattaquable (sauf un certain nombre de fêlures bien visibles) dans la contrée capitaliste la plus avancée, la Grande-Bretagne, d'Adam Smith à John Stuart Mill.

La théorie classique était fermement arrimée à l'analyse sur longue période. La concurrence réduisait les prix des biens produits dans l'agriculture et l'industrie (les services n'entraient alors pas encore vraiment bien dans le tableau) à leurs coûts normaux, y compris un profit normal. Les prix soi-disant «naturels» qui en résultaient étaient la mesure adéquate du capital et du produit. L'accumulation du capital, avec l'adjonction du travail, conduisait à une croissance de l'économie qui pouvait rester en deçà ou, au contraire, excéder la croissance de la population. Dans le premier cas, les salaires étaient nécessairement bloqués au niveau de subsistance, et le surplus revenait sous la forme des profits et de la rente, avec une rente différentielle qui emportait avec elle le produit supplémentaire des terres les plus fertiles selon l'intuition qu'eurent pratiquement simultanément Ricardo, Torrens, Malthus et West en 1815 à l'occasion du grand débat sur les *Corn-Laws* («lois sur le blé»). Si l'accumulation était rapide, elle attirait des travailleurs migrants et les salaires pouvaient monter ; la théorie de la distribution devenait alors une question plus difficile. Le libéralisme se justifiait parce qu'une hausse des revenus en était le résultat, mais tous les effets de la croissance n'étaient pas pour autant bénéfiques. De manière bien connue, Adam Smith a mentionné l'effet abrutissant de l'accroissement de la division du travail dans les procédés industriels. Par ailleurs, on a observé que la simplification des tâches du travail manuel facilitait l'introduction de machines et que, sur la base de la production mécanique, un programme libéral semblait promettre un avenir d'abondance, mais John Stuart Mill avait assez de jugement pour reconnaître les menaces potentielles pour l'environnement, tandis qu'il était plutôt confiant quant au développement prospère de la culture et des mœurs. Dans l'ensemble, laissé à lui-même, le processus économique paraissait fonctionner de manière bénéfique, et là où il conduisait à quelques troubles au sein de la société, les libéraux classiques avaient tendance à recourir à la charité privée, non pas à l'État.

Le présent ouvrage déploie trois critiques du programme libéral classique qui ont toutes trois été formulées dans le monde germanophone. En parlant de « matrices » plutôt que de « paradigmes », Campagnolo rapproche ces trois matrices très diverses sous la forme de cadres de pensée : celui de l'École historique, en tant que celle-ci répond à la question de comment comprendre les différentes étapes de développement, en particulier dans l'Allemagne de l'époque des classiques, celui de Marx, qui est une réplique à la question sociale née de l'industrialisation, et celui de Carl Menger, qui a représenté un nouveau départ pour le libéralisme, fondé sur l'individualisme méthodologique et sur l'idée de la concurrence saisie comme un processus en devenir plutôt que comme la force devant faire parvenir à un équilibre. En dépit de l'hétérogénéité de leurs approches, ces trois critiques partagent l'objectif de dépasser les contenus à la fois des économistes classiques et néoclassiques, et de changer la méthode qui leur est commune, à savoir le « physicalisme » en tant qu'il est un essai visant à modeler toute science véritable sur le patron des sciences physiques. Avec fougue, Campagnolo présente de nombreuses observations à propos des contrastes paradoxaux et des similarités, qui le sont tout autant, existant entre ces critiques hétérogènes. Il trouve un élément d'institutionnalisme significatif dans le marginalisme de Menger et un libéralisme politique assez prononcé dans l'Autriche impériale. Les observations inattendues sont généralement le fruit d'une connaissance d'une ampleur peu commune : nombre de résultats qu'on trouvera ici proviennent de son vaste effort de recherche dans les archives qui se trouvent aux États-Unis et au Japon.

Dans sa présentation de l'École historique, Campagnolo débute non par List, mais par les philosophes Fichte et Hegel, ce dernier ayant étudié à la fois l'économie classique et le mercantilisme² dans sa forme la plus développée (chez Steuart). Hegel désigne la manière dont la liberté d'entreprise et l'initiative étatique se combinent pour soutenir le progrès en Allemagne, qui est – alors – un pays sous-développé, mais indique comment vont s'y affronter industriels et travailleurs

[2] *Ndt* : L'auteur utilise « *cameralism* » qui désigne la forme spécifiquement germanique du mercantilisme, tandis que le terme générique utilisé en français pour ce mouvement dans le cadre de l'Europe en général est « mercantilisme ». Steuart étant un auteur écossais, nous le rétablissons ici, mais point dans la suite où ce sont bien des auteurs germaniques qui sont évoqués.

si la moralité (au sens de la vie éthique : *Sittlichkeit*) ne fournit pas d'élément de cohésion. Pour analyser ce développement, l'École historique opère alors au moyen d'analogies historiques et de parallélismes, considérant l'«esprit» d'un peuple comme la force qui le meut. Campagnolo discute également la sociologie de Lorenz von Stein, et sa théorie de la finance publique, qui ont leurs racines dans cette approche historique. Il souligne l'importance des caméralistes, en tant qu'ils sont les auteurs qui ont fourni les représentations majeures des diverses formes du développement diversifié des différentes nations en fonction de leur histoire spécifique, de leur mode de gouvernement et de leurs systèmes de pensée. Les héritiers de l'École historique en Allemagne allaient produire le concept de style économique en vue de caractériser la coévolution des formes socio-économiques, d'une part, et des mentalités – de l'esprit des peuples, précisément – d'autre part. Parmi les caméralistes, Kaspar Klock, dans son *De aerario*, écrit durant la Guerre de Trente Ans, alla loin dans la voie d'accomplir un tel programme en décrivant les nations du monde avec une description fournie des conditions géographiques particulières dans lesquels elles vivaient – et pas seulement en Europe, mais en Asie, en Afrique et dans les colonies des Amériques –, ainsi d'ailleurs que leurs histoires nationales, leurs manières de gagner leur vie, leurs formes de gouvernement et d'imposition. Il est en vérité surprenant de voir combien de ces caractéristiques nationales remarquées par Klock sont encore bien visibles de nos jours. Campagnolo argue que c'est cet héritage de la vision caméraliste d'une unité entre institutions économiques et sociales et une certaine forme de gouvernance (Klock parle de *ratio rei publicae*, signifiant par là ce que Botero et d'autres avaient nommée la *ragione di stato*/raison d'État³) qui donna confiance aux membres de l'École historique dans leur croyance que de telles entités unitaires existaient véritablement et que l'économie et la société, l'État et la nation ne devaient pas être simplement regardées comme le jeu mécanique mutuel d'atomes humains seulement rassemblés par leur intérêt commun à se rendre aptes à poursuivre leurs intérêts individuels propres et divergents, mais aptes à agir au contraire comme des organismes. Si Campagnolo est dans le vrai, alors l'organicisme de l'École historique était plutôt dû au ressouvenir

[3] *Ndt*: Cette dernière expression est en français dans le texte.

collectif de l'idéal caméraliste ancien qu'à l'expérience effectivement vécue par l'Allemagne au XIX^e siècle.

Une fois qu'il a lancée cette idée si riche en suggestions, Campagnolo se tourne vers la Querelle des méthodes (*Methodenstreit*) et il décrit en détail comment Menger s'éleva jusqu'à dominer le champ disciplinaire à travers sa conception de l'individualisme méthodologique, et comment Max Weber trouva un compromis en acceptant cet individualisme mais en retenant la perspective historique. On peut faire jouer à Marx un rôle dans cette même action, non pas en tant que macro-économiste, mais en tant que penseur évolutionniste, muni d'une théorie de la valeur qui est une variante de celle des classiques et d'une perspective sur le processus historique qui est une variété de celle de l'école historique. L'approche de Campagnolo ne laisse plus alors de place à un exposé consistant de la théorie marxienne telle qu'elle découle de la genèse des formes de la valeur dans le chapitre I du premier volume de *Das Kapital* pour se déployer dans la théorie de la chute tendancielle du taux de profit, du crédit et de la crise – dans son troisième volume. Au lieu de cela, nous voici devant la confrontation intéressante, voire étonnante, entre différentes théories de la monnaie, et nous y trouvons que des lumières neuves éclairent l'interprétation des concepts de force de travail et de capital – et même si nous ne sommes pas toujours d'accord, nous jouissons de l'originalité de cette tête philosophique, y trouvant un stimulant pour réviser les idées reçues de l'enseignement courant ainsi que pour repenser ce que nous apprenons de nous-mêmes. Plus d'interprétations contemporaines aideraient sans doute parfois, par exemple en ce qui concerne le compte rendu que Menger donne de la rente ricardienne : mais le but de Campagnolo n'est pas tant de comprendre Ricardo que de pénétrer dans les spécificités de l'approche de Menger et de montrer comment, parmi les trois compétitrices du XIX^e siècle, elle allait émerger pour s'imposer comme la critique prédominante au XX^e siècle.

On ne sait même maintenant généralement pas bien encore comment la théorie autrichienne de Menger surgit de l'économie allemande du XIX^e siècle et comment elle se fondait sur des travaux tels que ceux de Rau (d'esprit plus classique), de Roscher (résolument historique) et de Mangoldt (quelque part entre les deux). L'analyse substantielle des besoins chez Menger, qui n'est pas seulement formelle, constitue

l'un des éléments qui le séparent du courant principal néoclassique⁴ ; un autre de ces éléments tient à son évolutionnisme et à son rejet du concept d'équilibre walrassien. Son influence a été variée, et elle va de Böhm-Bawerk (dont la théorie intertemporelle dans la forme qu'en donna Fisher fait maintenant partie intégrante de tous les manuels de micro-économie) à la théorie de Hayek quant à l'usage de l'information dispersée et à la sociologie de Weber. La diversité même régnant parmi ses disciples indique assez la difficulté qu'il y a à l'interpréter correctement. De même, il y eut Keynes, il y eut les keynésiens et des versions différentes de «ce que Keynes a dit». Le présent volume tente d'expliquer pourquoi le fondateur de la théorie autrichienne est devenu une source aussi riche de courants neufs en économie.

Nous sommes bien loin de toute fin de l'histoire. La théorie économique poursuivra son évolution. Le livre de Campagnolo n'est pas un manuel pour demain, ni même pour aujourd'hui, mais il combine à merveille les intuitions sur la méthode et la perspective historique pour nous aider à mieux comprendre comment les théories se transforment, et comment elles peuvent demeurer porteuses de signification alors même qu'elles sont relatives à leur histoire.

[4] *Ndt*: l'expression est celle de *neoclassical mainstream*, voire *mainstream* tout court.

INTRODUCTION

Les matrices de l'économie politique

*Etwas Neues kann man nur
finden wenn man das Alte kennt¹.*

1 – Volet historique : la science nouvelle de l'économie politique dans le contexte du XIX^e siècle en terre de langue allemande

L'École historique est aujourd'hui encore trop souvent oubliée². Le courant de pensée économique qu'elle porta joua pourtant le rôle majeur dans les sciences économiques au cours du XIX^e siècle, en contraposition à l'École libérale de Manchester. Au sein des milieux académiques, et largement en dehors d'eux, et jusqu'assez avant dans le XX^e siècle, il fallait prendre position : l'enjeu n'était pas exclusivement scientifique mais touchait à l'industrialisation économique des pays souhaitant rattraper la position du *leader* britannique, et encore à l'unification politique dans les pays de langue allemande en particulier. Cette préoccupation constante de modernisation et la conscience croissante qu'elle advenait à travers les crises du capitalisme entraînaient les auteurs associés à cette entreprise de constitution de la

[1] «On ne saurait rien découvrir de neuf sans connaître l'ancien» (Jean Gebser, *Ursprung und Gegenwart*).

[2] Cette réédition ajoute (voir l'avertissement de l'auteur) un certain nombre de références mises à jour, indiquant au fil des chapitres les meilleurs travaux parus depuis dix ans dans le domaine. En français, ceux d'Agnès Labrousse par exemple (qu'illustre son chapitre «La querelle des méthodes : une affaire close?», in Alain Alcouffe & Claude Diebold (dir.), *La pensée économique allemande*, Paris, Economica, 2009, p. 143-169). Leur rareté relative, en particulier en langue française, explique la méconnaissance qui est encore aujourd'hui malheureusement souvent le cas quant à l'École historique. On rencontre son nom, moins souvent une analyse approfondie des auteurs, même de son maître principal Gustav von Schmoller. Le présent ouvrage manifeste la diversité et la richesse qu'on englobe sous le nom de ces «écoles» allemande et autrichienne.

vie socio-économique dans la société civile en expansion à devenir les critiques de l'économie politique classique. Ils portèrent un regard attentif sur ses conceptions en formulant avertissements, mises en garde et critiques qui contribuèrent à leur tour à forger la modernité.

La validité et les limites de la notion d'«objectivité» au sein d'une théorie dominante, voilà ce qui fut questionné dans la domination de l'école classique au plan épistémique, tandis que c'était l'avenir de la voie spéciale empruntée sur les territoires germanophones de la *Mitteleuropa* (en d'autres termes, le *Sonderweg*, le fameux mythe auquel les sciences sociales d'expression allemande ont fini, pour le meilleur et pour le pire, par conférer une réalité) qui en était l'enjeu social et politique. Les interprétations du classicisme d'origine britannique (et dans une moindre mesure, française) furent nombreuses : elles fournirent autant de versions de l'historicisme, et manifestèrent autant de difficultés dans la méthode et l'application pratique de la théorie d'origine. Elles causèrent les débats des économistes historicistes allemands, puis de leurs homologues viennois, durant près d'un siècle, sur fond de contestation du libéralisme britannique (et d'expansion du droit civil français, d'abord répandu par les troupes napoléoniennes).

À partir des années 1840, en relayant une critique de type philosophique, l'historicisme allemand se fondait sur une relecture du caméralisme, cette forme germanique la plus répandue du mercantilisme, elle-même dotée de ses variantes. L'historicisme alliait une vision *pratique* de l'économie appliquée aux activités humaines dans une civilisation et chez un peuple donnés, à savoir ceux des territoires allemands dont se forgeait dans le même processus l'idée d'une unité nationale économique et politique. Wilhelm Roscher proposa une méthode constructiviste comparative en posant des parallèles historiques (une *Parallelismenbildung*) et en supposant la connaissance de l'esprit (ou du «caractère») du peuple (*Volksgeist* à prendre en première approximation au sens de l'*Esprit des lois* de Montesquieu) afin d'appréhender et d'affronter la réalité neuve de la vie moderne.

Avant Roscher, les philosophes allemands avaient eu l'intuition des enjeux de cette nouvelle réalité. Dès 1800, Johann Gottlieb Fichte suggérait au ministre de Prusse von Struensee l'introduction d'un État commercial fermé (titre de son ouvrage de 1800) et le jeune Hegel était témoin des transformations de la vie économique, des Alpes bernoises à la foire de Francfort/Main. Un siècle plus tard, dans les

années 1900, Max Weber distinguait deux vocations aux rôles de la modernité : celle du savant et celle du politique, toutes deux engagées sur le *Sonderweg* pris par une Allemagne retardataire dans le cadre d'un rattrapage accéléré de l'industrialisation de l'Angleterre (et à un moindre degré, la France).

La démonstration fut finalement donnée par Bismarck que le développement économique était l'outil de l'unification politique. Si l'une se grippait, l'autre déraillait et c'est lors d'une crise économique majeure, celle de la Grande Dépression des années 1890, que la crise de la pensée économique révéla l'étendue de la critique qui avait été menée contre l'économie politique classique – *et ses limites*. Trois courants avaient tenté de réorienter la science dans une direction neuve : l'historicisme allemand, le socialisme (celui de certains de ces mêmes historicistes, les *Kathedersozialisten* ou « socialistes de la chaire », et celui, né de tribulations plus révolutionnaires et périlleuses, de Marx), la pensée viennoise de Carl Menger (1840-1921), apparue la dernière, pour reprendre à nouveaux frais la question *épistémologique* fondamentale de la connaissance visée par cette accumulation de savoirs (et de pouvoir).

Durant un siècle, le rapport État-société civile du processus de modernisation eut dans la pensée allemande son étude la plus approfondie, une étude dont les leçons demeurent, au-delà du cas particulier, pour *toute* société empruntant un chemin vers la modernité car cette leçon, trop largement oubliée, se donnait pour objectif de mesurer combien l'objectivité du savoir dominant garantissait la validité et réalisation de ses prédictions, et d'articuler ce faisant l'universalité et la particularité dans les sciences économiques. Même aujourd'hui, alors que la science a pris depuis longtemps désormais la voie de la modélisation mathématique formalisée qui n'était pas le cas à l'époque, rappeler qu'exactitude et formalisme ne sont pas synonymes détermine à nombre d'égards des questions sur nos manières de penser l'économie qu'il est possible d'examiner à la lumière de cet héritage.

Par étapes, l'immense majorité des savants allemands du XIX^e siècle se convainquit qu'il n'était pas possible d'identifier dans l'économie classique britannique le savoir qui leur était nécessaire pour la construction, l'unité et le développement de l'Allemagne. Ce sentiment les a poussés et, l'un après l'autre, ils font voir à leur tour la constitution des sciences sociales nouvelles, de Lorenz von Stein à Karl Marx, des « socialistes de la chaire » et avant eux, des caméralistes jusnatu-

ralistes impériaux (Justi, Sonnenfels, Becher, Schröder, Hörnigk) à Gustav Schmoller et à Max Weber, à travers l'adversaire patenté de Schmoller, à savoir Carl Menger, le fondateur viennois de l'école de pensée économique dite « autrichienne » (tandis que Schmoller forgeait une Union pour la politique sociale – *Verein für Socialpolitik*³ –, qui visait, et parvint à faire de l'université le stabilisateur de la monarchie prussienne, autour de laquelle l'unité allemande se fit). Les étapes dans la formation philosophique, puis épistémologique des raisonnements formulés à propos de l'économie politique classique, pour la compléter, pour la contester, pour la critiquer et la reléguer dans le passé des sciences, ou se substituer à elle, avec plus ou moins de succès, voilà ce que le présent ouvrage entend retracer.



Soulignons d'emblée que ni les auteurs « classiques », ni les « historicistes » ne formèrent d'ailleurs d'« écoles » en tant que telles, au sens de la « secte » des physiocrates du Siècle des Lumières français, par exemple⁴. Mais ces dénominations naquirent plutôt de la reconnaissance de faisceaux convergents d'idées et d'attitudes de pensée. Certains aspects théoriques fondamentaux produisirent des effets en économie politique, comme dans d'autres sciences sociales naissantes, qui contribuèrent à cette identification, sur le plan du contenu scientifique (les sciences démographiques furent ainsi « malthusiennes » au moins autant que put l'être l'économie politique) ou de la polémique académique (les dénominations vinrent ainsi souvent des adversaires, comme celle de *Kathedersozialisten* produite par les conservateurs allemands, comme Heinrich von Treitschke). Cet ouvrage retracera certaines de ces polémiques, lorsque leur enjeu épistémique nous semblera le justifier, nous y reviendrons.

De fait, les choix pratiques en politique économique qui furent conséquence de choix proclamés, ou de rapprochements fortuits, sont aussi des indicateurs de l'orientation prise par la science. Plus que rap-

[3] la graphie originelle du nom de l'association en allemand est *Verein für Socialpolitik*. Ses membres l'ont, par souci de fidélité, maintenue jusqu'à nos jours (car le *Verein* existe toujours, l'auteur a l'honneur d'en être membre) et quoique la modernisation de l'orthographe allemande voudrait qu'on écrive maintenant « *Sozialpolitik* ». Nous maintenons dans cet ouvrage la dénomination dans sa graphie d'origine.

[4] Concernant la notion d'école en science, voir le numéro spécial « Épistémologie sociale » de la revue *Raisons pratiques*, dirigé par Alban Bouvier et Bernard Conein, vol. 17, 2008.

peler les divergences qui surgissaient et suscitaient au sein de chaque courant en voie de formation, ou de reformation tout au long du siècle, de longues controverses à l'occasion desquelles les auteurs argumentaient et prononçaient des condamnations acerbes, il conviendra d'en extraire les seuls éléments pertinents au regard de la constitution d'un savoir scientifique *critique*. Aussi nous laisserons de côté ce qui s'apparenterait trop à ce qu'a de péjoratif l'expression de « querelles d'Allemands » dans la langue française. Mais l'expression rendrait assez bien l'atmosphère des cercles académiques germaniques, en particulier après 1870 (à l'époque où le « Germain » est regardé comme l'« ennemi héréditaire » en France). La science allemande était certes (et même en certains cas d'abord) faite, comme Karl Marx le rappelait, d'idéologies – c'est-à-dire d'idées dont on pouvait espérer, ou dont il fallait attendre, l'impact dans les sphères sociale, politique et économique. Mais pour rendre justice au contenu conceptuel essentiel, c'est à la « substantifique moelle » qu'il y a en effet à en tirer que nous viserons.

Or, il faut le constater : tous les auteurs dont il sera question dans les pages qui suivent partageaient une référence originelle commune, celle à l'auteur de la *Richesse des nations* qui fut reconnu pour fondateur de ce courant qui prit le qualificatif de « classique ». Accolé à la nouvelle science, il manifestait qu'Adam Smith avait relégué (en apparence au moins) tant les auteurs mercantilistes (nommés « caméralistes » dans les territoires germaniques en raison de leur attachement à la Chambre de la Cour impériale, la *Hofkammer*) que les physiocrates dans un passé « préscientifique » tout autant que pré-révolutionnaire. Les époques ainsi datées étaient celles antérieures à la révolution industrielle anglaise, comme à la Révolution française.

Avec l'Ancien Régime, les pensées anciennes appartenaient au passé : tous les auteurs dont il sera question ici étaient, d'un accord quasi général, des « Modernes », même si pour certains, à leur grand regret. Le romantisme allemand du *Sturm und Drang* porta de tels regrets, mais une impasse se lisait dans sa nostalgie. Désormais, les savants et les écrivains se savaient contraints et étaient prêts à distinguer les sphères du domaine public et du domaine privé, de la société civile, entre le cercle de la famille et la communauté de l'État, princier ou monarchique de préférence. La question était de savoir où limiter la sphère de ce qui relève des puissances publiques : du prince, du roi, de l'empereur, en un mot de l'État moderne en formation – et

de l'*État de droit* dans les aspirations surgies des peuples éveillés par l'aventure française, révolutionnaire, puis napoléonienne.

Les thuriféraires de Smith tendirent de plus en plus à interpréter – était-ce à tort ? – la pensée de leur maître dans le sens d'un « État veilleur de nuit » et les Premiers ministres de Victoria proclamèrent trouver leurs inspirateurs dans ces « classiques », des « libéraux » au sens que le terme tendait à prendre désormais en économie, ancré dans la pensée politique anglo-saxonne qui dénie pour une part la souveraineté de l'État, ou du moins la limite. Dans le même temps, soit autour de la Révolution de 1848, « libéral » signifiait en France « progressiste » ou encore engagé dans le « parti du mouvement », en opposition au « parti de l'ordre » et de la conservation. En parallèle, dans les territoires germanophones, le rôle fondateur joué par Wilhelm Roscher dans les années 1840, puis celui de chef de file, dans les années 1870, de Gustav Schmoller manifestait l'attachement à la tutelle publique. La constitution d'une école dite « historiciste », et aux membres de laquelle le surnom de « socialistes de la chaire » fut attaché dans certains cas, marquait nettement les points d'adversité entre ces traditions nationales. Marx pourrait être considéré comme variante « de gauche », ou révolutionnaire plutôt que réformiste, de ce même courant socialisant au même titre qu'il est couramment situé dans la postérité de l'hégélianisme. L'inspiration originelle trouvée chez les philosophes joua d'ailleurs chez d'autres auteurs, comme Lorenz von Stein, qui menèrent la critique du classicisme.

Les historicistes à leur tour allaient susciter une réplique, une école de pensée économique qui ne se confondrait ni avec leurs vues, tout en en reprenant un ton critique, ni avec un simple retour au libéralisme classique des « Manchestériens ». Cette troisième position était critique tant de l'économie classique que de l'historicisme : elle s'ancrait dans un individualisme méthodologique pleinement conséquent. Des positions méthodologiques opposées avaient assigné à l'*homo economicus* des rôles divers – sur la postulation desquels nous reviendrons – et la revendication de son statut théorique se faisait problématique ; à son encontre les positions holistes des historicistes conduisaient à envisager les groupements reconnus comme cadres authentiques de la vie individuelle pouvaient être l'État, la classe ou la race. La spécificité nationale réclamait son dû : y avait-il un « homme allemand » ? L'*homo economicus* avait été présenté comme universel. Mais il fut

dès lors dénommé par ses adversaires – à partir d'un mot kantien dont l'usage fut dévoyé pour suggérer des sous-entendus menaçants l'identité nationale – l'homme «cosmopolite». Cette opposition était lourde de menaces pour l'avenir – rappelons toutefois que le nationalisme auquel se prêtait ici la pensée économique ne fut pas connoté péjorativement avant les aventures du XX^e siècle.

L'individualisme méthodologique pleinement conséquent de l'école née à Vienne allait conduire à des résultats scientifiques sur la base d'une analyse à la fois causale, réaliste et déductive (ou «ab-ductive», si l'on tient compte de raffinements logiques plus récents⁵). L'entièreté des processus économiques (échange, production, etc.) peut lui être soumise afin de renouveler l'examen qui permet d'ailleurs de retrouver (mais à titre d'illustrations de la théorie cette fois, et non de témoignages à glaner sur lesquels fonder celle-ci) les comptes-rendus de la pratique effective des échanges économiques observée dans des civilisations variées. L'école économique dite «autrichienne» née de l'œuvre de Menger fournit ainsi, tout autant que l'historicisme allemand, les prémisses de sciences sociales renouvelées, comme la sociologie économique de Max Weber qui donne un rôle *théorique* au statut *d'observateur*.

L'histoire de ce cheminement vers la détermination du rôle moderne du chercheur en sciences sociales suit le renouvellement de codes et de notions sur lesquels se fonde une manière nouvelle d'acquérir le savoir. Elle ne repose plus sur l'expérience tirée des aïeux, mais prend en compte les expériences du réel. Alors que la méthodologie inductiviste de l'historicisme devait entraîner sa propre ruine, cette nouvelle intelligence des lois et des effets socio-économiques ouvrait une voie possible à la science moderne : de fait, nombre des traits que nous connaissons encore aujourd'hui sont liés à cet individualisme méthodologique – et ce qui ne lui correspond pas vient à cet égard plus d'un manque de fidélité à la radicalité de l'entreprise originelle qu'à une démonstration qui prétendrait se passer de sa méthodologie.



L'oubli dans lequel l'école historique allemande devait tomber au XX^e siècle trouve probablement son origine principale dans la polém-

[5] Karl Milford, *Zu den Lösungsversuchen des Induktionsproblems und des Abgrenzungsproblems bei Carl Menger*, Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, Vienna, Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, 1989.

mique académique dite «querelle des méthodes» (*Methodenstreit*) et dans le succès des suites que lui donna Karl Popper dans sa propre épistémologie «faillibiliste» et anti-historiciste⁶. Mais le discours poppérien avait été précédé de celui de Menger et l'annonce du délitement de l'historicisme allemand était due à ce dernier. Au siècle suivant, Popper venait après la bataille, pouvant en tirer les fruits. Entre l'émergence des théories critiques de la philosophie (Kant) et des sciences sociales naissantes, dont l'économie politique en particulier, au tournant du XVIII^e au XIX^e siècle, la constitution de la matrice historiciste par Roscher dans les années 1840 et la confrontation, menée dans les années 1880 et 1890, entre Menger et Schmoller, l'historicisme allemand noua les fils d'une trame serrée de concepts critiques touchant à la méthode et à la pratique de la science économique. La polémique, mais certes pas ses effets, se dénoua avec la mort des protagonistes autour de la Première Guerre mondiale (Schmoller décéda en 1917, Weber en 1919, Menger en 1921) et la chute des empires centraux.

Auparavant, l'unité politique allemande avait été réalisée. Au plan scientifique épistémique, l'économie classique avait buté sur les critiques dirimantes dont elle n'allait pas se relever : le *mainstream* économique dominant avait connu sa révolution, avant de renaître sous une forme qui conduisit au néoclassicisme du XX^e siècle. Selon une formule célèbre concernant les révolutions, tout y avait changé pour que rien ne changeât... Toujours était-il que les enjeux de la crise majeure dont la polémique scientifique fut le symptôme montraient le double refus de limiter la science à une universalité de façade comme, inversement, à une spécificité nationale fondée sur des conceptions aussi naïves que revendicatives.

Le *Sonderweg* historiciste provenait d'une insatisfaction latente et persistante devant les lacunes des schèmes classiques ; son résultat fut l'union économique (douanière : *Zollverein*), et l'unité politique que celle-ci impulsa. Mais le *Methodenstreit* conduisit à arrimer fermement la science à de nouveaux critères gnoséologiques ancrés dans une réflexion sur la nature de la science. Si les modalités de l'intervention publique pouvaient encore s'ancrer dans les conceptions du peuple,

[6] Karl Popper, texte prononcé en 1936, mais publié comme *The Poverty of Historicism*, Londres, Routledge, 1957.

de la nation, de la classe, voire de la race, tous éléments courants de la littérature de l'époque, défendus par nombre d'auteurs. Mais ces derniers allaient se trouver enfermés dans des impasses, leurs théories progressivement rejetées hors des chemins de la science, en raison même des politiques qu'elles allaient dicter à certains régimes autoritaires et/ou totalitaires.

Au siècle précédent, la grande majorité des auteurs que nous allons présenter avaient été critiques du cheminement particulier suivi par l'économie politique classique. Ils s'étaient désignés eux-mêmes «économistes nationaux» (*Nationalökonomen*). Ils avaient été conduits à refuser (plus ou moins explicitement) tout statut théorique à leur science à titre général. Que reste-t-il de leurs critiques? Les aventures du XX^e siècle le cachent, et c'est dommageable. La restitution de la confrontation avec le mouvement qui renversa, au tournant du XIX^e au XX^e siècle, leur position, l'individualisme méthodologique, permet au contraire de reformuler la notion d'*homo economicus*, critique tant de l'économie classique que de l'historicisme national.

L'examen de la diversité des critiques nées des lacunes observées au sein des épistémologies implicites de ces débuts de la science prend deux aspects: d'une part, la critique des notions fondatrices de l'économie politique classique, d'autre part l'attention aux pratiques socio-économiques qui leur sont liées au plan politique et culturel – d'un mot englobant qui correspond mieux à l'allemand *Kultur*: *civilisationnel*. D'une part, fut remise en question la leçon inaugurale de la science économique, smithienne et ancrée dans la théorie dite «de la valeur-travail» d'individus appartenant à des groupes nationaux et/ou des classes sociales, au bénéfice d'une analyse causale, réaliste, exhaustive des processus économiques (échange, production, etc.) et d'une théorie dite «marginaliste» de la valeur-utilité subjective de l'individu en tant que tel. D'autre part, comme, chez les historicistes, l'induction n'était que le point de départ visant le statut de *lois* générales de l'économie politique, ils rataient inévitablement leur cible, en la repoussant toujours à l'horizon d'une collection plus vaste d'éléments destinés à nourrir cette induction. Inversement, les théoriciens du marginalisme des années 1870 repoussèrent cette façon d'opérer, se dégagèrent des recherches historiques. Les plus conscients des enjeux de «civilisation» parmi ces derniers, et quoique combattant eux aussi l'historicisme, furent toutefois certainement les Autrichiens et ils

réintégrèrent les phénomènes observés, qui pouvaient alors prendre place à titre cette fois d'*illustrations* des résultats de la science refondée à nouveaux frais – on le lit dans les analyses mengériennes, de la monnaie par exemple, ou encore dans l'idéal-type wébérien forgé pour chacune des « religions du monde » dont il indique les effets sur le comportement individuel. Ces réponses à l'historicisme entré dans une impasse allaient s'étendre au-delà de la seule école allemande.

En effet l'historicisme n'était pas limité pas à l'école éponyme nationale allemande. Son influence portait au-delà des territoires germanophones et sa charge critique, parce que née en partie de la philosophie allemande, se répandit partout où cette dernière fit jaillir des conceptions nouvelles : quoique parfois de manière ambiguë, chez des réformateurs et des révolutionnaires, des théoriciens comme des praticiens de l'action sociale. Citons Lorenz von Stein, qu'on peut regarder comme le « père des sciences sociales » allemandes avant Weber, Karl Marx qui fit émerger sa théorie d'une critique de l'« idéologie allemande », les disciples italiens des sciences reçues de Prusse et d'Autriche (à laquelle le nord de l'Italie appartient jusqu'au *Risorgimento* de 1858-1860). D'autres encore qu'on rencontrera dans les pages qui suivent : inspirés par le criticisme kantien, par l'idéalisme fichtéen ou l'« Esprit » hégélien, ou par une méthodologie ancrée dans l'antikantisme prédominant en Autriche (celui de Brentano), les méthodologues (ces « épistémologues » avant la lettre) des sciences sociales, et de l'économie politique en particulier, tentèrent tout au long du XIX^e siècle, au sein de l'École historique comme hors d'elle, de définir des critères de scientificité pouvant faire pièce aux héritiers classiques de Smith que furent David Ricardo, Jean-Baptiste Say, James et John Stuart Mill et leurs épigones libre-échangistes de l'École de Manchester.

Certes les classiques britanniques étaient révéérés en Allemagne également. Mais l'« économie nationale » y fut bien le discours dominant – et fournit dans une large mesure le moyen durant des années de « protéger » et d'« éduquer » les fondateurs d'une production locale nationale (on parle en allemand des « années des fondateurs » : *die Gründerjahre*) contre l'invasion des produits importés qui allait de pair avec la domination des théories également importées. Les promoteurs de l'unité allemande firent pièce à l'Angleterre et à son libre-échange, regardé comme la simple légitimation d'une libre circulation des biens qui manifestait la domination productive anglaise depuis le XVIII^e siècle. L'histoire de la pensée critique allemande

peut donc se lire comme la conceptualisation et la légitimation d'un rattrapage industriel et comme une marche vers la puissance.

Ce constat est bien celui des historiens économiques. Mais il doit se compléter d'une analyse s'abstrayant des particularités du cas d'étude, une analyse portée au niveau où relever les enjeux épistémiques, au-delà des conseils prodigués par les savants aux politiques comme des décisions prises par ceux-ci en suivant (parfois) les savants. Quand Bismarck visa à piloter la nation et l'industrie allemandes en suivant un cheminement différent du modèle précurseur britannique en vue de le rattraper, c'est que les penseurs critiques allemands avaient su déterminer les conditions de la science en construction. La polémique menée par l'École autrichienne naissante allait poser les éléments du débat sur l'objectivité de la science en confrontant théorie et histoire, en préparant une forme logique du positivisme, en posant les bases de débats qui allaient concerner la centralisation planifiée et l'information décentralisée au XX^e siècle. Au travers de la critique de l'école classique d'économie politique se trouvaient formulées des questions analogues à celles nées des études historiques.

En un mot, comme les politiques économiques réclamaient une conception de l'économie politique, cette dernière réclamait la compréhension philosophique – comme le rappelait Raymond Aron dans son étude de l'essor de ces sciences en Allemagne :

Histoire réelle et histoire idéale sont, prises isolément, insuffisantes. Elles renvoient l'une et l'autre à l'histoire humaine, celle-ci parce que les univers spirituels viennent de l'homme et, en dernière analyse, ne s'expliquent que par lui, celle-là parce que les événements ne nous intéressent que dans la mesure où ils influent sur l'existence. Cette histoire totale exige, comme l'histoire spirituelle, des décisions qui, comme dans l'histoire réelle, commandent l'organisation conceptuelle et l'orientation du devenir⁷.

L'économiste historiciste, qui se définit parce qu'il prend *avant tout* en compte l'histoire des phénomènes socio-économiques (soit au fondement de ses inductions, soit comme illustrations des lois de sa

[7] Raymond Aron, *La philosophie critique de l'histoire*, Paris, Vrin, 1938 (rééd. 1970), p. 354. Dans la réédition augmentée de 1986 (parue sous le titre *Introduction à la philosophie de l'histoire*), la première partie : « Les limites de l'objectivité historique » fait procéder l'analyse conceptuelle de la description historique antérieure.

discipline, selon le rôle qu'il réserve alternativement à l'induction et à la déduction) peut, comme tout historien, envisager sa tâche comme la *description* présente d'une réalité passée en vue d'une saisie objective «intemporelle» de son objet, ou regarder celui-ci comme situé le long d'un «cheminement indéfini» de développement, au terme duquel il peut être tenté de se situer lui-même. Le terme effectif assigne alors le chemin : illusion téléologique ou inévitable paradoxe temporel, l'horizon inaccessible des univers spirituels recréés est celui de l'observation menée chaque instant.

La recherche contemporaine n'est pas exempte de ces questions, bien au contraire, et qu'on parle plus souvent de nos jours de *development path* au lieu d'un *Sonderweg*, à travers des étapes de développement, ou *stages of economic growth* en lieu et place d'*Entwicklungsstufe* ne change pas la nature des questions. L'intérêt porté aux *modèles* et aux *simulations*, vedettes incontestées des sciences économiques contemporaines, ne rappelle-t-il pas que ce sont là des récits reconstruits (et toujours en reconstruction) et que la narrativité mise en œuvre suit ses lois qu'il appartient au philosophe de révéler dans les formulations d'hier comme dans celles d'aujourd'hui ?

Libre de faire tendre ses vues vers un projet d'avenir, le savant peut proclamer son objectif mondain, comme l'historiciste allemand du XIX^e siècle, ou juger au contraire que là n'est pas la tâche d'un chercheur libre des valeurs défendues par suffisamment d'avocats de multiples causes. Les œuvres historiques manifestent autant d'accès différents à la réalité en son contenu politique, social ou économique – du moins faut-il que ces catégories fussent différenciées : le tournant dans la critique de l'économie classique fut le moment de cette différenciation, dont il révéla la conscience. Narrant le passé, vivant le présent, se projetant dans l'avenir, l'historien allait être regardé par l'économiste comme le type du savant érudit formulant des interrogations sur le réel, qui se manifestent dans une multiplicité de *matrices* possibles. Quel critère trouver de leur pertinence ? L'économiste n'est-il pas celui qui doit saisir exclusivement la matrice logique des échanges matériels de biens et de services selon un appareillage minimal permettant sa compréhension dans les situations observées les plus différentes ?

2 – Volet épistémologique :

les matrices et les styles de l'économie politique

L'histoire de la science appelle la philosophie de la science. Le présent ouvrage sera un exemple supplémentaire de ce recours. C'est pourquoi son introduction appelle un volet philosophique après la présentation de la domination de la matrice classique. Dans la science nouvelle de l'économie politique, qui allait de pair avec la domination économique britannique, la réponse des penseurs allemands consista, tout en semblant d'abord l'accepter, à la questionner afin de s'en émanciper. Cette réception critique fut un approfondissement, qui concerne la philosophie de la science plus encore que la science elle-même. Dans le cas de l'économie politique, nous proposons pour mieux le saisir le concept de « matrice ». Le lecteur, en histoire et philosophie des sciences, est assurément plus accoutumé, peut-être même attaché, à la notion de « paradigme ». Il risque de s'étonner de la substitution que nous suggérons d'opérer : il convient donc de l'expliquer ici.

Les « sciences de l'esprit » (*Geisteswissenschaften*) peuvent être regardées comme forgées, en particulier dans leur constitution historique qui est en partie l'objet du présent ouvrage, à partir de prémisses fournies dans les systèmes philosophiques. Ce mouvement engendre naturellement différentes conceptions qui se révèlent concurrentes dans leurs tentatives de description du *réel effectif* (*Wirklichkeit*) : ainsi, le criticisme kantien suscita-t-il des théories hostiles en Autriche, et l'idéalisme hégélien fit-il surgir, à son corps défendant sans doute, le matérialisme dialectique qui put se présenter comme sa « remise sur pied ». Or, tout se fit là pour échapper à la « matrice » classique régnante. Il s'agit d'explicitier ici le sens de ces « matrices de l'économie politique » dont nous avançons le concept.

Une distinction traditionnelle en épistémologie et en histoire des sciences est celle entre le concept originel de « paradigme », au sens de Thomas Kuhn, et ses versions révisées (selon des modalités sur lesquelles nous ne reviendrons pas ici) puis avec la notion formulée par Imre Lakatos de « programme de recherche ».

En proposant le concept de « matrice », nous avons donc certes contre nous un usage assez répandu, mais d'autres notions ont été avancées, d'autres termes utilisés. Pour juger si celui que nous utiliserons se prête à l'investigation que nous souhaitons mener, voyons en quoi il diffère des autres notions existantes.

Nous le proposons afin de résoudre certaines difficultés inhérentes au paradigme, qui avaient été reconnues par Kuhn lui-même :

Sur le plan philosophique tout au moins ce second sens du terme *paradigme* est le plus profond des deux, et ce qu'il m'a entraîné à prétendre est la principale source de controverses et de malentendus que ce livre a fait naître [...]. Parmi les difficultés majeures de mon texte original, plusieurs ont leur origine dans le concept de *paradigme* [...] je suggère donc qu'il serait souhaitable de dégager ce concept de la notion de «communauté scientifique», [et] j'indique comment cela pourrait se faire. [...].

Le terme *paradigme* est utilisé en deux sens différents. D'une part, il représente tout l'ensemble de croyances, de valeurs reconnues et de techniques qui sont communes aux membres d'un groupe donné. D'autre part, il dénote un élément isolé de cet ensemble: les solutions concrètes d'énigmes qui, employées comme modèles ou exemples, peuvent remplacer les règles explicites en tant que bases de solutions pour les énigmes qui subsistent dans la science normale. [...] ⁸.

D'une part, le paradigme joue donc son rôle en tant qu'il est dans un «groupe donné», mais Kuhn s'empresse de tenter de l'en dégager (sans y réussir vraiment), engageant alors une «épistémologie sociale» (ou plutôt *social epistemology*, car le français n'est ici qu'un calque) qui a marqué les universités nord-américaines de son relativisme postmoderniste. Nous en avons évoqué un avatar plus haut, à propos de la notion d'«école» de pensée scientifique. L'intérêt pour les communautés scientifiques et leurs pratiques peut également résulter en une sociologie des laboratoires, dont l'illustration française la plus convaincante s'est trouvée dans les travaux de Bruno Latour. Le concept de «matrices» propose de saisir d'autres éléments sous-jacents, moins instrumentaux, non nécessairement liés à tel ou tel groupe, ou seulement de manière adventice.

[8] Thomas S. Kuhn, *The structure of scientific revolution*, Chicago UP, 1962; trad. Meyer, *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion «Champs», 1983, p. 238 dans la postface que Kuhn ajoutait dans l'édition japonaise une adresse à son collègue de l'Université de Tokyo, Shigeru Nakayama (un professeur renommé de l'Université de Tokyo, qui avait été son doctorant) et qui a été traduite dans l'édition ultérieure en français. Sur la diffusion de la pensée de Kuhn en Asie, on pourra lire Marta Hanson, «Kuhn's The Structure of Scientific Revolution, in East Asia, Expanded», *East Asian Science, Technology and Society: An International Journal*, 2012, 6, p. 561-567, National Science Council, Taiwan @.

D'autre part, lorsque Kuhn indique que c'est la résolution de tel ou tel problème qui passe par un nouveau paradigme, cette nouvelle solution rend manifeste le paradigme, bien plutôt qu'elle ne le suscite – comme si le paradigme avait attendu d'être révélé, une «grâce occasionnelle» toute profane en quelque sorte. Mais à qui ne saurait se satisfaire de «révélation», il semble manquer là une dimension majeure, celle des origines, d'une diachronie salutaire car explicative : pourquoi le problème qui vient à être rencontré au sein d'un paradigme, selon Kuhn, n'aurait-il d'ailleurs pas mené à en épouser un tout autre ? La présentation kuhnienne des situations d'émergence des paradigmes décrit des «carrefours», moments d'hésitation entre plusieurs voies, mais donne-t-elle accès aux éléments décisifs qui firent emprunter l'une ou l'autre ? La notion de «matrices» entend à la fois manifester cette pluralité et donner un cadre génétique à chaque possible en appuyant sa découverte sur les éléments antérieurs demeurés vivaces, quoique parfois négligés. La matrice retrace de la sorte les origines des choix effectués. Car qui sait d'où surgissaient les paradigmes kuhnien ?

La pression exercée par le problème scientifique rencontré, toujours mis en avant par Kuhn car non encore résolu, semble impliquer l'intervention d'un savant génial comme celle d'un *deus ex machina*. Sans rien nier du rôle des génies, certes toujours présents, un penseur ne sort de l'ordinaire que parce qu'il existe précisément un tel contexte devenu «ordinaire», ou «paradigmatique», mais aussi les éléments d'une (ou de plusieurs) alternative(s). Rendre compte de ceux-ci permet de ne plus convoquer *ad hoc* le génie : un cadre compris de manière plus englobante comme variété de mondes possibles lui rend le *terrain* même où se déployer. S'il est souhaitable d'avoir moins recours à l'«extra-ordinaire», sans l'exclure, ni pour autant s'enfermer dans une observation trop minutieuse des pratiques, alors le concept de «matrice» est un bon candidat, en retraçant structures conceptuelles et contextes décisifs.

En d'autres termes, l'on entendra d'abord par «matrice» conceptuelle (en l'occurrence en économie politique, mais l'application à d'autres sciences est possible), ce qui fait l'unité de la problématique dominante dans la discipline abordée selon une perspective particulière, et cela, au regard des conceptions alternatives temporairement laissées à la marge, non seulement durant une période donnée, mais à travers les formulations historiquement variées de schèmes qui, eux, peuvent

apparaître communs rétrospectivement – comme celui de «circuit», chez les physiocrates, chez Marx, par exemple, comme celui de «cycle» qui reparaît régulièrement dans l'histoire de la pensée économique.

Le terme «paradigme» est chez Kuhn d'un usage trop flottant à cet égard, ce qu'il reconnaît, nous l'avons signalé. La notion kuhniennne peut et doit être révisée : Kuhn signalait lui-même cette possibilité dans la postface de l'édition publiée au Japon de sa *Structure des révolutions scientifiques*⁹. La notion de «matrice» peut renvoyer ainsi selon nous de manière plus précise à la structure des concepts formulés sous diverses contraintes, variables selon l'époque, le lieu, la «civilisation» ou de la «culture» (au sens de l'allemand *Kultur*) que les groupes savants (comme les autres) subissent, et que les réactions qu'ils présentent nous signalent, mais dont ils ne sont eux-mêmes que l'expression de l'effet composé. Les structures conceptuelles qu'on cherche pour l'économie politique doivent être explicatives d'une certaine «culture commune» du philosophe et de l'économiste, désigner dans un discours scientifique donné ce qui montre un ancrage métaphysique, des crises et l'inévitabilité de révisions et de ruptures possibles. Les écoles par quoi on désigne les groupes structurés par des concepts communs évitent un temps des lacunes qui entraînent inévitablement à leur tour leur échec. Les matrices mêlent notamment l'ontologie des objets sociaux, des théories des crises (économiques), une observation fine de l'émergence et de la fin de l'usage des concepts.

Dans les moments de rupture, économistes et philosophes recourent mutuellement à ces rapports originels et structurels entre leurs disciplines : nous proposons d'appeler «matrice» les homologues entre périodes, nations, civilisations qui rendent explicite ce dialogue. La

[9] Kuhn (*La structure des révolutions scientifiques*, *op. cit.*, p. 248, nous soulignons) écrivait : « On peut à bon droit se demander : que partagent ses membres qui explique la relative plénitude des communications sur le plan professionnel et la relative unanimité des jugements professionnels ? À cette question, mon texte original permet de répondre : un paradigme ou un ensemble de paradigmes. Mais dans ce sens [...] le terme [*paradigme*] n'est pas approprié. Les scientifiques eux-mêmes diraient qu'ils ont en commun une théorie [mais il convient de rejeter cet emploi du mot, trop technique et restrictif, conclut Kuhn] jusqu'à ce que le terme puisse être débarrassé de ses implications habituelles, on évitera des confusions en en adoptant un autre. Je suggère le terme de *matrice disciplinaire* : *disciplinaire* parce que cela implique une possession commune de la part des spécialistes d'une discipline particulière ; *matrice* parce que cet ensemble se compose d'éléments ordonnés de diverses sortes, dont chacun demande une étude détaillée. »

notion acquiert ainsi un statut épistémique et méthodologique plutôt qu'ontologique : il ne s'agit pas de prétendre que le réel est composé de ces structures matricielles, mais que leur usage par l'observateur savant conditionne la perception des phénomènes d'émergence des questions de la science. Nous voyons moins dans ces matrices des éléments du monde «réel», des «paradigmes» effectifs présents dans le réel et découverts à différentes étapes, que la méthode d'approche, ou mieux, les instruments divers, pris en main et reposés, en fonction de leurs besoins, par les chercheurs. En bref, nous nous situons du côté de l'observateur. La notion de matrice doit donc servir à chaque fois qu'une description d'une école semble s'imposer, et telle ou telle matrice est présentée là où elle est la plus appropriée, sans prétendre s'approprier ni épuiser le champ d'investigation, dans un usage qui offre à l'historien, à l'épistémologue toute la souplesse utile à son enquête.

Ensuite, le concept de «matrices» tel que nous proposons de l'entendre est, par conséquent, d'emblée *génétique* : les concepts reconnus pour fondateurs sont ceux qui, interrogés à nouveaux frais, marquent la possibilité de *transitions* entre des époques «paradigmatiques». Ces «moments-pivots», dans les situations d'entrecroisement des matrices, des «carrefours» en quelque sorte (et le terme anglais de *crossroads* traduit bien cette idée)¹⁰ sont les «crises» : crises du monde réel et crises de la science qui se le donne pour objet d'étude. Les matrices sont productives en ce qu'elles suscitent ou accompagnent ces moments. Puisqu'elles sont des instruments de recherche, il vaudrait mieux dire qu'elles permettent de relire – et de relier des structures de concepts auxquelles l'occasion est fournie par la crise de révéler un usage et une utilité jusque-là inaperçus ou laissés de côté.

Ce faisant, la genèse des diverses théories est restaurée et une diachronie apparaît là où d'autres concepts en faisaient fi. Le paradigme kuhnien marchait comme par «à coups», son délitement se comprenant, mais le nouveau paradigme surgissant on ne savait d'où ; mais une notion comme l'*épistémè* de Michel Foucault, elle,

[10] Voir le commentaire donné sur la version anglaise du présent ouvrage (Routledge, 2010) par Nikolai Nenovsky, « Criticisms of Classical Political Economy. Menger, Austrian economics and the German Historical School : a review », *The European Journal of the History of Economic Thought*, 18(2), 2011, p. 290-293 @ ; « The Birth of Modern Economic Science (Reading Gilles Campagnolo's Book) », *Journal des Économistes et des Études Humaines*, 16(1), octobre 2010 @.

laissait dans l'ombre son origine comme son devenir. Caractérisant une époque de la pensée, chaque rapport entre les mots et les choses était idiosyncrasique à son temps, mais passée son heure de gloire, pourquoi disparaissait-il purement et simplement ? Une matrice peut devenir inactive, mais elle n'en demeure pas moins, comme à l'arrière-plan, utile alternative au «paradigme» dominant, qui n'est en somme lui-même qu'une matrice qui a réussi – toujours pour un temps seulement. L'*épistémè* foucaldienne n'autorisait que la synchronie, elle décrivait des époques scindées et incommensurables les unes aux autres dans leurs dispositifs d'intelligence du réel^[1]. C'est l'intelligence des liaisons qu'il s'agit au contraire de rendre à travers la notion de «matrice».

Ce qui nous intéresse ne trouve donc d'expression exactement adéquate ni dans la notion de Kuhn, ni dans celle de Foucault. En prenant en considération les réticences explicitées par Gilles-Gaston Granger et Carlo Ginzburg^[2] quant au paradigme kuhnien, nous proposons les «matrices» pour reconduire en amont des écueils sur lesquels bute l'*épistémè*, en particulier pour ne plus être incité à «découper des tranches» dans le réel de l'histoire des sciences, et ne plus être enfermé dans les impasses de paradigmes en fin de vie. Nous tentons en somme de retrouver une inspiration qui fut celle de Lakatos, insatisfait du paradigme kuhnien et proposant de parler de «programmes de recherche». L'ennui de ces derniers est que leur formulation tourne assez vite à une bureaucratisation des objectifs désormais de plus en plus «programmés», précisément. Un résultat de la diffusion de cette notion dans la conception de la science est de noyer la force vive de cette science qui finit par être gérée («managée») par des technocrates dans une prévision planifiée dont certains effets sont stérilisants. La paperasse des «projets» est tout autant «séparatrice» de l'inspiration

[1] Dans *Les mots et les choses*, en particulier, cette absolue incommensurabilité est manifeste et toute symbolisée dans la juxtaposition de deux graphes que Foucault fait figurer au cœur de l'ouvrage, coupant littéralement en deux les périodes étudiées dans les deux parties de l'ouvrage. Ce structuralisme de la scission irrémédiable au sein du discours de Foucault, prise dans sa radicalité (qui lui valut peut-être son succès), inquiète surtout par l'incapacité qui en résulte de saisir le déroulement historique qu'il implique.

[2] Il est possible de citer ici une grande partie de l'œuvre de Gilles-Gaston Granger. Nous renvoyons en particulier à son *Essai d'une philosophie du style*, Paris, Armand Colin, 1969. Également Carlo Ginzburg, «Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice», *Le Débat*, novembre 1980, p. 3-44.

vive du savoir qu'une synchronisation des discours des disciplines qui rend incompréhensibles les *passages* au sein de la variété rencontrée aux différentes «époques» de la science.

Une autre manifestation du soupçon qu'une nécessité autre que celle sciemment projetée dans les «programmes» des institutions scientifiques doit se faire droit au plan épistémologique consiste d'ailleurs dans la quête effective de notions alternatives. Citons celle de «style», inspirée des auteurs historicistes allemands précisément, dans une tradition qui remonte en deçà du XIX^e siècle et se poursuit jusqu'aujourd'hui (dans l'œuvre de Bertram Schefold, par exemple^[13]). La notion de «style» s'entend alors, dans un usage qu'il semble judicieux d'adopter, différemment de ce qu'on lit dans *l'Essai d'une philosophie du style* de Gilles-Gaston Granger (*Essai* issu notamment du séminaire d'épistémologie comparée qu'il fonda et où l'auteur du présent volume a fait ses armes). Granger caractérisait de la sorte un certain rapport de la forme à un contenu, soulignant le *travail* pratique de mise en forme^[14] et la variation qu'un même contenu de connaissance connaît chez des auteurs usant de formulations différentes adaptées chaque fois «à [cet] auteur».

Granger appliquait sa notion de style aux sciences humaines dans la troisième partie de *l'Essai*. Il y envisageait le cas de Menger, dont il sera beaucoup question dans les pages qui suivent. C'était en des termes discutables^[15], puisque Granger croyait que, chez Menger, l'action est «neutralisée» comme elle l'est (là, au contraire, indiscutablement) chez les deux autres pères de la théorie marginaliste, Stanley Jevons et Léon Walras. En répondant à la question «L'économie doit-elle être présentée comme une théorie de l'action du sujet?» par un «Il n'en est rien chez Menger» erroné, comme on le comprend à propos de la subjectivité de la valeur marginale chez le Viennois, Granger définissait à tort l'agent mengérien comme l'«enregistreur passif des lignes de force» – les fameuses «forces du marché». Cette vision pourrait s'appliquer, moyennant quelques raffinements, aux deux autres

[13] Héritée d'une tradition passant par l'historicisme et Othmar Spann, l'œuvre de Bertram Schefold en ce domaine trouve notamment son expression dans *Wirtschaftsstile: Studien zum Verhältnis von Ökonomie und Kultur*, Frankfurt, Fischer, 1994.

[14] la page 1 de *l'Essai* indique explicitement que c'est «non seulement» ainsi qu'il faut l'entendre.

[15] Granger, *Essai d'une philosophie du style*, op. cit., p. 223 sq.

fondateurs marginalistes cités ci-dessus, mais certes pas à Menger. Granger était à cet égard victime de la vision homogène du courant marginaliste qui avait alors cours (sur la dénonciation de laquelle il n'était peut-être pas suffisamment renseigné, et sur la nécessité de laquelle un chapitre de présent ouvrage reviendra)^[16].

L'usage de la notion de «style», pour revenir à elle, dans les sciences humaines pâtissait donc d'un manque d'information dans cet exemple pris par Granger. Et elle ne peut se montrer fructueuse qu'en pratiquant ces textes, comme en l'occurrence les recherches sur la méthode de Menger de 1883^[17]. Granger le reconnaissait en écrivant que «tout entier [cet ouvrage] est, du reste, d'un intérêt philosophique exceptionnel^[18]». Le premier intérêt du texte des *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politische Ökonomie insbesondere* est là : Menger y explique comment faire la science économique, et c'est une question philosophique. Quant à la méthodologie économique et au rapport entre méthode et réel, une philosophie économique vaillante peut alors reprendre les notions de «matrice» et de «style», ce dernier étant défini, non comme Granger l'entendait, à savoir comme idiosyncrasique à chaque auteur, mais au sens de la tradition allemande, soit adéquatement à la transmission des concepts dans une matrice reprise à différentes époques par divers groupes. La «matrice» n'est pas pour autant une essence intemporelle adaptée

[16] Voir le chapitre 9 du présent ouvrage. Notons que cette vision homogénéisée de Menger, Jevons et Walras a longtemps prévalu quant à la «révolution marginaliste» et qu'on en est revenu notamment grâce à l'étude des archives. L'article séminal avait été celui où William Jaffé avait pour la première fois proposé de dé-homogénéiser Walras et Menger. Nous renvoyons aussi le lecteur à nos travaux sur Menger et à l'article qui dresse un bilan : Philippe Fontaine, «Menger, Jevons and Walras Un-Homogenized, De-Homogenized, Re-Homogenized? A Comment», *American Journal of Economics and Sociology*, 57/3, 1998, p. 333-340 @.

[17] Leipzig, Dunckler & Humblot. Traduction intégrale en français (la seule, et parue 128 ans après l'original allemand), dotée d'un appareil scientifique moderne complet : présentation, traduction présentée et commentée par Gilles Campagnolo, *Recherches sur la méthode dans les sciences sociales et en économie politique en particulier*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011. L'ouvrage comprend la traduction partielle des lettres ouvertes polémiques qui ont suivi l'ouvrage (Menger, *Irthümer des Historismus*, Vienne, Alfred Hölder, 1884).

[18] Granger, *Essai d'une philosophie du style*, op. cit., p. 224, note 3. Cette remarque nous soutient la conviction que la traduction est une entreprise indispensable à réaliser pour les ouvrages majeurs de ce type. La traduction française n'existait pas encore alors, Granger avait (malheureusement) recours à la traduction italienne de 1907.

à chaque temps dans un « style » différent, mais plutôt un corps de notions (circuit, cycle, etc.) reprises à différentes époques pour divers objectifs auxquels leur adoption et adaptation nécessaires produisent un tel « style », comme une expression collective d'un rapport au réel dont les savants ne s'emparent qu'à travers des conceptions qu'ils rationalisent en doctrines différentes.

Ce qui ne se démode pas, c'est ce qui résiste au sein de la matrice : l'inspiration fondamentale de l'utilité de tel ou tel concept. Le style, lui, naît au contraire pour se démoder une fois qu'on aura atteint les objectifs, ou qu'on aura renoncé à eux, les jugeant irréalisables, inatteignables, ou n'en valant pas la peine. Les doctrines naissent et meurent comme les produits de l'activité de l'artisan, mais les outils demeurent, qu'il emprunte et adapte à son usage pour chaque fabrication nouvelle. L'observateur épistémologue apporte sa réflexion et sa description des structures de la science en manifestant qu'elle passe par des instruments dont les idées (les notions de la philosophie) ne sont pas les moindres. Les instruments matériels (comme les capacités computationnelles incommensurablement accrues par l'usage des ordinateurs) étant d'ailleurs dans un grand effet dans le choix des notions qui s'avèrent utiles à la réalisation de l'entreprise doctrinale de formulation d'une théorie, d'un modèle, etc.

Le sens que prend toute activité scientifique dans le temps se trouve dans l'audience que le style attire : certaines doctrines passent ainsi de mode, lorsque l'usage qu'on en pourrait faire devient lui-même incompréhensible. Rien ne dit d'ailleurs qu'une nouvelle configuration ne conduise certains à réactiver une matrice – il suffit de penser aux aventures du marxisme entre l'« horizon indépassable » que certains virent en lui à son abandon à la risée quasi générale et sa réactivation à l'occasion de la crise majeure du capitalisme financier du début du XXI^e siècle. Le style d'une doctrine manifestant une matrice plus ancienne et plus large qu'elle laisse donc une empreinte sur ce qui devient son époque, il la qualifie même aux yeux des générations futures, liant fort directement fondements philosophiques matriciels et propositions scientifiques de la théorie, jugements de l'histoire et application pratiques.

Que la formulation des théories soit formalisée ou pas, la manifestation de ces dimensions appuie l'exactitude et l'utilité pratique d'une théorie – car si, par construction, une théorie formalisée est

exacte, il peut exister des théories exactes non formelles, la relation entre formalisation et exactitude n'étant pas une relation d'identité, seulement une identification rendue de plus en plus fréquente par l'usage des instruments contemporains, notamment computationnels. Surmonter les réticences (en particulier, celles nées de la difficulté de maîtriser les outils) suppose une éducation adéquate à regarder le monde à travers ces lunettes qui donnent de la réalité à l'observateur l'image née en les traversant.



Les notions de «matrices» et de «styles» une fois posées, l'usage philosophique de la présente étude paraît ancré sur la détermination historique des événements survenus dans les idées – celles du XIX^e siècle en l'occurrence – sur le développement social, économique et politique. En tentant de dévoiler la part de mystère dans ces affaires, dont la plus mystérieuse est la manière dont les «styles» viennent au jour, on essaiera d'explicitier les besoins auxquels les matrices furent appelées à produire des solutions satisfaisantes. Pour la tâche présente, l'ontologie sociale et l'épistémologie sociale seront donc constamment convoquées en arrière-plan, sans pour autant être toujours explicitées au fil des pages, ni commentées au regard des études nombreuses¹⁹.

Si le style est à la fois le premier moteur, et l'expression la plus profonde d'une matrice à une époque donnée, alors en bonne méthode, le lecteur peut se passer d'un rappel constant à la théorisation de ces deux branches de la philosophie sociale, sans manquer pour autant de la garder présente à l'esprit – puisqu'au fond, le texte la porte, et l'apporte, constamment.

Mais il convient également, pour conclure le volet épistémologique de cette introduction, de présenter également un choix dans notre manière d'envisager la position de l'historien et du philosophe des sciences. Deux biais peuvent en effet entraver la lecture de l'histoire, contre lesquels il est bon de mettre en garde : les écueils d'une démarche «rétrospectiviste» en histoire des sciences et l'excès d'historicité. C'est d'ailleurs l'excès qui, dans les deux tendances, est répréhensible. Car

[19] Elles le sont encore plus depuis la date de première parution de cet ouvrage. Nous n'avons pas actualisé l'ensemble des références, notamment celles provenant du domaine anglo-saxon, jugeant plus naturel de laisser au lecteur prendre connaissance du texte avec les références qui servirent à son élaboration.

si la lecture rétrospective a été éminemment illustrée en économie par Mark Blaug, l'intérêt de reformuler à l'aune des connaissances et des formalismes actuels les savoirs d'hier ne contribue pas à leur analyse philosophique, mais à leur examen scientifique – nous y reviendrons dans la lecture que nous indiquons dans le volet suivant, lui proprement économique. La contextualisation poussée à l'excès risque, au contraire, de faire passer du sentiment sain d'une certaine relativité des propositions du savoir à un relativisme aveugle et négateur.

Pour éviter ces deux écueils, la scolastique déployée par les faiseurs de modèles rétroactifs et l'historicisme qui mène à une impasse analogue à celle rencontrée par les auteurs allemands en leur temps en question ici, il faut appréhender l'économie dans son cadre hérité de la *philosophia practica perennis* et des questions philosophiques inaugurales, à commencer par celles d'Aristote. Menger comme Marx relisaient attentivement le Stagirite qui, précisément, faisait encore autorité au XIX^e siècle dans les universités impériales. La conversion philosophique du regard, sur les questions mêmes d'économie, redonne de la profondeur à ces thématiques, tout en montrant que l'objet de l'économiste, ce qu'il se donne à observer, à expérimenter, à théoriser, ne se confond pas avec les objets de l'univers physique. Et Kuhn avait bien à l'esprit les théories de la *physique* en rédigeant la *Structure des révolutions scientifiques* où il promeut la notion de paradigme.

L'observateur de l'humain doit sentir différemment car il ressent en tout comportement humain une des possibilités qui sont ouvertes à l'action humaine à la différence des particules de matière physique (à la place desquelles il ne saurait se mettre). L'objet demeure en économie un *alter ego* et l'agent économique, fût-il l'*homo economicus* de l'économie politique classique, le sujet ou le citoyen de la puissance étatique (grecque ou moderne), ou le modèle moralement neutre de l'économie marginaliste, la critique qu'on mène à son propos se fait toujours au nom de certaines présuppositions quant à la nature humaine – on les trouve développées de l'*Éthique à Nicomaque*, en passant par le *Traité de la nature humaine* de Hume et la *Théorie des sentiments moraux* de Smith jusqu'aux développements de la pensée autrichienne 1900²⁰.

[20] Sur l'évolution de cet objet auquel différentes conceptions de l'économie servent de matrices, une étude de référence reste celle de Pierre Demeulenære, *Homo economicus* :

Cette position privilégiée de l'observateur scientifique dans les sciences humaines (*Geisteswissenschaften*) contribue à contextualiser la perception des phénomènes sociaux²¹. Elle ne remet pas pour autant en cause, mais asseoit mieux, pour ainsi dire l'usage scientifiquement fondé de la causalité et la quête de lois universelles qui s'en déduisent, selon une méthodologie qu'il convient à chaque fois de définir et d'explicitier. Il n'est d'économie politique, de science économique même qu'autant qu'une interrogation sur les conditions de possibilité de la connaissance scientifique, bref une analyse transcendantale, a été menée. Le rapport de la réflexion de la science sur elle-même rejoint sa philosophie en quête de vérité.

Explicitier reste ainsi la tâche philosophique par excellence : une fois née l'économie politique (au sein des œuvres des caméralistes allemands, des physiocrates français ou d'Adam Smith), encore fallait-il la *comprendre*. Une théorie du savoir devait accompagner la science pour manifester la conscience qu'elle peut (possibilité toujours reconduite à un horizon neuf) prendre d'elle-même. Nous nous attachons à restituer cette prise de conscience venue principalement d'un monde qui, quoique rétrospectivement apparaissant lié en quelque manière aux Lumières françaises, n'était pas celui de la langue de François Quesnay, ni, quoique contemporain de l'œuvre de fondation qu'on reconnaît à Smith, celui de la langue de ce dernier et de Ricardo : cette prise de conscience provint de la pensée de langue allemande.

Les métaphysiques de Leibniz et de Wolff préparaient-elles la philosophie allemande à ce rôle, en ramenant vers une certaine scolastique depuis, mais tout autant contre le cartésianisme ? Paradoxalement les conciliations de la théodicée furent le lieu d'émergence de la pensée critique. Tout à fait contraire à l'empirisme sensualiste de la *tabula rasa* qui va de John Locke jusqu'à Smith, cette métaphysique reconduisait

enquête sur la constitution d'un paradigme, Paris, PUF, 1996. Voir aussi le collectif dirigé par Raphaël Chappé et Pierre Crétois, *L'homme présumé*, PU de Provence, 2014, notamment notre chapitre « Les Recherches sur la méthode de Carl Menger : l'individualisme méthodologique contre les robinsonnades ? », p. 87-110.

[21] Que Menger nomme indifféremment *Sozialphänomene* ou *Sozialerscheinungen* (selon qu'il use de la racine gréco-latine ou saxonne) et le lecteur se référera avec profit, sur le vocabulaire germanique de l'époque, au glossaire dans notre traduction des *Recherches sur la méthode* de Menger, qui sera utile pour tous les auteurs évoqués dans ces pages et qui n'a d'équivalent en ce domaine que celui de Jean-Pierre Grossein dans son édition de *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* de Max Weber, Paris, Gallimard, 2003.

sempiternellement un combat dont Kant vit qu'il était insoluble. Sortir de l'arène qu'il décrit dans la seconde préface à la *Critique de la raison pure* requerrait de montrer les limites de ce qui peut être connu par l'esprit. La question kantienne portait donc sur les conditions de possibilité (autrement dit, les conditions transcendantales) de la connaissance. Quoique l'objet de Kant ne fût pas spécifiquement l'économie, il l'évoqua aussi toutefois et Fichte puis Hegel poursuivirent à leur manière – ce volume le fera voir. L'économie relève ainsi de l'étude des conditions de connaissance de l'exercice du choix d'action humaine – de la raison *pratique*²².

3 – Volet économique :

rationalisme, individualisme, variété du libéralisme

L'exercice de contextualisation poussé au plus près des connaissances actuelles dans les pages qui suivent s'accompagne donc d'une exploration philosophique que nous venons de présenter, qui est sa principale raison d'être. Indubitablement, le premier volet, historique, a pour objectif de préparer le second, de nature spéculative. Il lui sert comme le matériau sert la forme. Nous pensons donc qu'une lecture contextuelle doit conserver un rôle limité qui profite à la pensée, et qu'une analyse rétrospective du contenu même, qui offre une certaine explicitation des mécanismes et des phénomènes économiques doit servir de même. C'est le troisième volet de cette introduction, le troisième niveau de lecture du présent ouvrage.

L'action de l'agent économique consiste à faire des choix. Dans la mesure où il est libre de ses mouvements et de ses choix, sans préjuger des raisons pour lesquels il se meut ou il agit (accessibles à lui seul introspectivement et seulement devinables extérieurement), son action est contrainte par des raisons d'ordre purement économiques (en premier lieu budgétaires). Même sous des contraintes d'ordres différents (légales, par exemple, policières dans un État autoritaire, ou contraignantes au nom de dogmes d'État dans un État totalitaire, etc.), ces premières restrictions à l'action continuent toujours de s'exercer : les

[22] loin en aval, dans la période récente, on trouve dans une certaine mesure un souci analogue dans la théorie de l'action humaine appelée *praxéologie*, ainsi que dans le couple que forment « théorie du choix social » et « théorie de la décision » (individuelle, par construction). Les premières déterminations de l'exercice de la raison *pratique* dans l'action de type *économique* trouvent là aussi, comme chez Smith, un moment inaugural.

formes supérieures de contrainte se surajoutent seulement. Cela vaut, en retour, aux conditions socio-économiques où ces dernières s'exercent le moins la qualification de «libérales». Puisque, dans tous les cas, il s'agit de faire des choix; d'autant moins contraints que les sociétés sont plus libérales, ces choix sont d'autant plus purement *économiques*. L'étude du comportement économique s'applique quoi qu'il en soit, éventuellement additionnée d'autres éléments.

Les choix individuels paraissent donc dépendants de deux types de lois: ceux qui valent quant au rapport aux objets dont les individus ont besoin pour satisfaire leurs besoins, et celles qui prévalent pour des raisons extérieures aux nécessités d'ordre économique. Les premières sont les objets de la science économique, les secondes sont déterminées par des instances législatrices et appliquées ou étudiées comme telles. Leur confusion suscite une grande part des questions de méthodologie économique, en particulier, au XIX^e siècle, mais pas uniquement, et depuis lors, on ne saurait dire qu'elles ne ressurgissent régulièrement. Inversement, s'explique ainsi que l'action que représente de choisir puisse, quant à elle, s'apparenter à une tendance naturelle. On lit chez Smith cette notion, notamment par exemple quant à la tendance à l'échange, et on la retrouve reprise et nuancée, voire critiquée ou carrément déniée chez les auteurs de langue allemande, jusqu'à Menger compris.

Dans quelque cadre qu'on présente les critiques de l'économie politique classique, la tendance à naturaliser la conception de l'action économique constitue une cible des penseurs critiques du classicisme, y compris chez ceux qui recherchent authentiquement des lois universelles de l'action humaine et ne se contentent pas d'une compilation de doctrines antérieures. En concevant l'être humain comme un être pour l'action, on exige de déterminer des conditions de son exercice, dont les premières sont données par la nature. Par exemple, optimiser n'est pas une lubie économiste: cela signifie que l'agent économique individuel préfère une quantité supérieure à moindre coût, quel que soit le bien désiré, y compris moral (la satisfaction de justifier son action à ses propres yeux a du prix à ses yeux) ou imaginaire (un *placebo*, par exemple). Le coût de l'unité supplémentaire de bien acquise (coût évalué en argent, mais aussi en temps, en énergie déployée pour l'acquérir, etc.) détermine la limite vers laquelle l'agent tend. L'idée d'un niveau naturel (celui auquel les classiques rapportent rente, profit et salaire pour les propriétaires

terriens, les industriels capitalistes et les employés prolétaires) n'est pas du même type : si elle fonde l'économie classique, elle suppose une conception de la valeur-travail qu'on peut infirmer (ce que fait Menger).

Puisque l'action est d'autant plus économique que les contraintes d'un autre ordre (police, usages locaux, police des mœurs, etc.) sont moindres, la conscience des critères moraux et/ou politiques est d'autant plus perçue comme entrave aux choix que la contrainte se rapproche de son seul déterminant budgétaire. Inversement, plus l'individu est rapporté à une nation, une classe, voire une race – dans le discours d'usage courant à l'époque –, plus les déterminations morales sont grandes et rigoureuses – qu'elles soient, par exemple, celles demeurées fameuses de l'Angleterre victorienne ou de la sévérité en vigueur en Prusse. Inversement, l'étude de l'économie se simplifie en se purifiant en s'en détachant, jusque mesurer en partie sa scientificité à son a-moralité. L'historicisme allemand prêche au contraire de cultiver les traits culturels qui paraissent distinguer l'homme teuton : en s'en émancipant, la pensée économique ne retrouve pas l'*homo economicus* classique, mais ouvre à un homme dont il n'est pas besoin de supposer les traits moraux pour exercer l'analyse économique.

En combinant leurs besoins, leurs demandes et leurs offres réciproques de biens matériels et de services, les hommes entrent en rapport eu égard à ceux-ci. L'économie politique classique apparaissait comme la matrice d'une économie de production de *biens*. En n'établissant plus de distinction pertinente entre biens et services marchands, au terme de la critique du classicisme, Menger débouche sur une matrice différente pour décrire ces rapports inter-humains conçus à nouveaux frais. Le premier intérêt du texte des *Recherches* mengériennes, nous l'écrivions plus haut, est d'ordre philosophique. Mais quand Menger explique comment faire la science économique, c'est une clef pour lire son autre grand œuvre, les *Principes d'économie politique*²³, où il *fait* la science économique. La lecture du premier est indispensable à la compréhension du second. Tel est à notre avis un intérêt majeur à se pencher sur les *Recherches* : rendre plus intelligibles les théories économiques mengériennes en particulier, et le raisonnement économique en général.

[23] Carl Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Vienne, Wilhelm Braumüller, 1871 @, rééd. J.C.B. Mohr, Tübingen, 1970, *Gesammelte Werke*, volume 1.

Car plusieurs matrices peuvent d'ailleurs coexister dans la pratique scientifique effective d'une époque : en se rivalisant dans leurs principes en amont, comme dans leur expression en aval, par exemple sous la forme des politiques économiques qui en découlent, elles peuvent partager un même style, celui d'une époque, son *Zeitgeist* – qui remplace leur sol commun si celui-ci manque du fait de principes trop différents. Comme on voit, lit et dit le monde, on tend à le façonner : la performativité des formulations économiques s'enracine en deçà d'elles, dans des formes plus répandues de l'expression littéraire. Et la fécondité d'une matrice se mesure en grande part à sa convergence avec cet « esprit du temps » comme au succès des explications et des légitimations qu'elle apporte aux réalisations dont elle donne la clef, et, dans le meilleur des cas, la raison effective – en plus de lui fournir des raisons, au sens cette fois de justifications. À raison de cette pluralité, qui peut intriguer au premier abord dans le domaine scientifique – mais que Kuhn reconnaissait à propos de la notion de paradigme, et que nous sommes enclins à juger plus convaincante en parlant de « matrices », comme le volet précédent de cette introduction l'a montré – les affrontements dans le champ scientifique prennent sens entre ceux qui s'en veulent les représentants.

Le champ que couvre notre examen est celui des sciences économiques, définies par l'activité de ceux qui le labourent – comme le dit une formule connue : « L'économie, c'est ce que les économistes font. » C'est au sujet des accomplissements de ces savants, pris dans l'éventail du spectre des positions qu'ils ont épousées au long du XIX^e siècle, que nous posons à la fois la question kantienne, celle des limites de la connaissance possible (concernant les lois régissant les faits) et celle posée par Raymond Aron, à savoir celle de leur objectivité dans la réécriture permanente de *Geisteswissenschaften* dont l'histoire illustre le déroulement, mais où tout observateur savant se situe inévitablement lui-même. Ni l'une ni l'autre question n'épuise exclusivement ce champ : mais elles en cernent les traits essentiels.

Il est également vrai que des questions adventices, certes majeures, contribuèrent à cacher certains enjeux de la critique de ce que fut l'économie politique classique. La domination exercée par elle, en concurrence, puis alliée avec celle tirée du modèle des sciences physiques, ce « physicalisme » comme patron exclusif de toute science, constitue une manière d'envisager l'évolution du savoir au XIX^e siècle, dans

les sciences sociales et en économie politique en particulier, qui a pu masquer d'autres enjeux et *l'interrogation même* qui fut à la source du renouvellement des théories possibles au tournant de 1900. Il ne serait pas impossible d'en dire autant des années 2000, à propos de l'école dite *néoclassique*, cette fois.

L'étude de la période *antérieure* au triomphe du physicalisme permet de révéler, dans les sciences économiques, une pluralité originelle sous-jacente qui a pu continuer, et qui a *de facto* continué d'irriguer la pensée au siècle suivant, malgré les postures positivistes²⁴. Retrouver cette inspiration pluralisante, pour ainsi dire, là est notre objet, et l'époque de la critique de l'économie politique classique nous semble la plus propice à son étude, mais non pas son expression exclusive. De ce fait, une analyse rétrospective prend sens tout en devant lui donner de stricts garde-fous. On ne saurait en effet adopter la démarche «rétrospectiviste» qui, en histoire des sciences, finit par réduire à quelques formules formalisées la richesse des pensées tirées du passé : les formalismes actuels disent beaucoup et ils le disent non seulement *autrement*, mais aussi *autre chose* que les savoirs d'hier. L'excès d'historicité tout aussi condamnable du relativisme ne doit pas conduire à refuser de faire droit à l'expression des théories dans leur contexte.

Ainsi les premiers linéaments d'une élaboration mathématique (formalisée) de l'économie apparurent-ils au XIX^e siècle, et ils seront donc eux aussi mis en question dans les pages qui suivent, mais au moment de leur apparition et sans laisser imaginer à tort que l'appareil mathématique était alors assimilable au nôtre : la science économique s'est mathématisée, c'est-à-dire qu'elle n'était pas d'emblée mathématique et surtout, qu'elle n'est pas devenue scientifique parce qu'elle s'est mathématisée. Ses principes peuvent être tout aussi exacts sous une autre formulation. Si, par construction, le discours formalisé est exact, tout discours exact n'est pas pour autant formalisé. Tout discours exact est-

[24] L'ironie de l'«envie portée aux sciences physiques» par les économistes consista en ce que, lorsqu'ils se mirent à imiter cette méthode et voulurent parler cette langue, soit *au-delà de la période que couvre cet ouvrage*, les physiciens, eux, ne cessèrent de moquer leur prétention et de condamner leur pratique, quant à la méthode et aux résultats. Les économistes devinrent, par exemple, positivistes une fois le positivisme en grande part révoqué dans les sciences naturelles. Sur ce point, cf. Philip Mirowski, «The ironies of physics envy», in *More Heat than Light, Economics as Social Physics, Physics as Nature's Economics*, Cambridge UP, 1989, p. 354-395.

il en droit formalisable? Une histoire des réticences à la mathématisation de l'économie pour des raisons principielles manifeste assez que la question a été, et demeure ouverte, fonction elle-même de la validité qu'on peut reconnaître aux principes invoqués. Précisons alors, quant aux sujets débattus par les économistes dont il sera question ici, que les éléments demeuraient souvent à l'origine seulement illustratifs : leur valeur heuristique éventuelle et l'idée d'un langage unique de la science, venue des développements de la physique, lui restaient encore foncièrement étrangères. Leur avènement fut tardif. Mais on tenait déjà un langage exact.

Ainsi, contrairement à une idée parfois naïvement entretenue, la science n'émerge-t-elle pas de l'usage des mathématiques. En se mathématisant, une science ne gagne en exactitude que dans la mesure où le discours qui était tenu en son nom n'était pas déjà exact. Par construction, un discours formel est exact. Mais tout discours exact n'est pas nécessairement formel. Formalisation et exactitude ne coïncident pas. De sorte que des réticences envers la mathématisation incontestable de la science économique, à partir de la fin du XIX^e siècle et tout le long du XX^e siècle²⁵, ne discréditent pas forcément un discours hétérodoxe qui les manifesterait. Des croisements inattendus recèlent des leçons à cet égard : au XX^e siècle même, certaines des conceptions les plus hostiles aux mathématiques (ainsi, dans l'école autrichienne) allaient évoluer vers des tentatives de modélisation (par exemple, chez Israel Kirzner). Et il convient de demander si c'est un compromis (voire une compromission) ou, au contraire, l'indice que l'idée de modélisation n'est pas enracinée dans la seule *mathématisation* de la science, mais plutôt dans un processus plus fondamental de raisonnement, de type pas à pas et de nature procédurale auquel l'outil informatique, évidemment encore inconnu au XIX^e siècle, allait donner sa pleine et véritable expression.

Dans l'époque antérieure, qui nous concerne ici, l'économie politique classique n'émergea certes pas d'un langage formalisé. Sa critique historiciste non plus. Enfin, le propos des auteurs marginalistes, qui précéda la formalisation massive de la science dont ils renouvelèrent la méthode, fut ancré dans les mathématiques chez Walras, mais hostile à certaines formes de leur utilisation chez Menger, par exemple.

[25] Roy Weintraub, *How Economics Became a Mathematized Science*, Duke, Duke UP, 2002.

L'interrogation des phénomènes socio-économiques était d'un type différent dans ces inspirations « matricielles » diverses, la critique qui portait contre l'économie politique classique variait également. Tant dans son utilisation heuristique que dans sa thématisation épistémologique, la formalisation qui paraît aujourd'hui indissociable du discours des économistes allait *suivre*. Ainsi Rudolf Carnap avança-t-il en 1934 les idées qui donnèrent leur assise dans les sciences sociales au courant qui devait y être connu sous le nom de « positivisme logique ». Les économistes s'en targuèrent à leur tour sous une forme largement abâtardie dans les années 1950, popularisée en particulier par les écrits de méthode de Milton Friedman alors même que son heure de gloire était passée dans les disciplines de la nature²⁶.

Pour reprendre l'image d'un savoir qui, comme un fleuve, coulerait d'une source située en amont, ces disputes méthodologiques visaient avant tout à déterminer le lit que le courant pourrait emprunter. Mais les difficultés n'étaient pas moindres en aval, pour ainsi dire : l'économie politique classique du XIX^e siècle avait rencontré une occasion constante de contestations dans les difficultés qu'elle trouvait à s'appliquer à la réalité productive des pays qui empruntaient, avec un retard qu'ils payaient cher et qu'ils visaient dès lors à combler le plus rapidement possible, la révolution industrielle advenue dès le XVIII^e siècle en Grande-Bretagne. Le fameux « retard continental », rendu patent à l'occasion du « blocus continental » napoléonien et qu'on peut discerner jusqu'aux alentours de 1900, voire à l'aube de la Première Guerre mondiale, rend patentes les difficultés à adapter des principes tirés du libéralisme classique britannique et une vie économique « nationale » qui prend conscience d'elle-même, en parti-

[26] Signalons que l'esprit, sinon la lettre, des phrases suivantes de Carnap fut repris, au moins indirectement, par Friedman dans les sciences économiques (à une époque ultérieure à celle de notre étude) : « Parce que le langage physique est ainsi le langage de base de la science, la totalité de la science devient la physique. On ne doit pas comprendre cela comme s'il était d'ores et déjà certain que le système actuel des lois physiques suffit à expliquer tous les phénomènes. Cela signifie que tout énoncé scientifique peut être interprété, en principe, comme un énoncé physique, c'est-à-dire qu'il peut être posé de manière à établir des corrélations entre une certaine valeur numérique (ou un intervalle, ou une distribution de probabilité de valeur) d'un coefficient d'état et un ensemble de valeurs de coordonnées de position (ou sous la forme d'un complexe d'énoncés de ce genre » (Rudolf Carnap, « Die physikalische Sprache als Universalsprache der Wissenschaft », *Erkenntnis*, 2(1), 1931, p 432-465 : 463, nous traduisons @).

culier dans les territoires germaniques, au travers de la domination qu'elle subit, tant économique que politique, de la Grande-Bretagne et de la France impériale. Certes, l'objet de l'économie n'est pas, du moins immédiatement, d'influencer les décisions politiques, qui se fondent par ailleurs sur l'expérience (supposée) des héritiers des principautés immémoriales. Mais l'urgence de moderniser des territoires réfractaires à la soumission fit rechercher ce chemin spécial (*Sonderweg*). Il fallait l'emprunter pour s'émanciper en s'unifiant : la découverte de Bismarck ne fut pas autre, et ce furent les économistes historicistes, en particulier sous la houlette de Schmoller, qui le firent voir.

En partie subie, en partie choisie, la trajectoire qui s'imposa alors touchait à la question de l'adaptation de la science à cette modernisation. Les auteurs historicistes partaient de la récollection historique du caméralisme des époques passées du Saint Empire romain germanique. Cet ancrage initial fut sans doute un des relais les plus puissants de la défense et de la promotion de l'unité allemande : le processus d'unification fut saisi comme une répétition de la geste réinterprétée de l'aube de la modernité germanique, permettant une identification, plus ou moins fidèle, aux traditions. Le recours au passé permettait de faire face aux difficultés du présent. Face à cette motivation fondamentalement politique des historicistes, la butée contre laquelle cette tentative qui assurait la stabilité de l'édification socio-économique de la puissance productive allemande vint se heurter consista dans l'analyse *causale* de type *général* (et non spécifiquement nationale) que le Viennois Menger mit en avant. Il montra qu'en empruntant une voie qui s'était écartée, pour de bonnes raisons, de la matrice classique, les historicistes allemands s'étaient aussi éloignés de toute préoccupation théorique sérieuse. Une caractérisation à nouveaux frais de la science s'imposait, fondée sur la volonté d'édifier une science neutre et universellement valide.

En outre, en même temps qu'ils s'avisèrent de contredire certains dogmes classiques, les mêmes auteurs en reproduisaient d'autres, retrouvant certaines impasses sans pour autant toujours modifier les recommandations pratiques qu'ils visaient. De notre point de vue d'analyste critique, une approche qui se voudrait rétrospective et/ou formaliste rendrait difficilement compte de cela. Inversement, une approche contextuelle devra le rendre sensible au lecteur qui n'est plus familiarisé avec le passé. Là où l'histoire a failli à se faire théorie, c'est à une histoire consciente du chemin parcouru de le montrer.

Des éléments de sociologie, autre science née dans les débats du XIX^e siècle allemand, de Lorenz von Stein à Max Weber, font partie de la conception *réaliste* à adopter ici. En restituant le fait que la science du temps s'adressait à un public : la société civile, l'opinion publique, les dirigeants politiques, mais aussi les classes sociales, notamment les prolétaires, de cette époque, on montrera comment des décisions prises pour éclairer le prince eurent des effets ambivalents tant sur la science que dans la vie nationale. Les décisions se prennent dans l'urgence, les princes les requièrent – du moins quand ils ont conscience de leur nécessité. Et les savants des Écoles le savent : le prince aura recours à elles. Schmoller fonda en 1872 le *Verein für Socialpolitik* (Union pour la politique sociale) pour préparer les hommes d'État qui font les lois, les entrepreneurs qui s'en accommodent, à user des apports savants, requis par ceux chargés de prendre des décisions. Deux types d'hommes se répondent, soulignait Weber en 1909, aux vocations (*Beruf*) différentes : le savant et le politique²⁷.

Cette ambivalence entre savoir et visée politique fut constitutive du domaine de l'«économie nationale» allemande. Elle explique les types d'auteurs que nous rencontrerons. Elle conduit à poser à *la fois* les deux questions épistémologiques, et *méta*-économiques, pour ainsi dire, évoquées plus haut, à savoir : quelles sont les *conditions de possibilité* de la connaissance scientifique (question kantienne) et quelles sont les *conditions de possibilité* de l'objectivité dans le cas d'une science humaine (question aronienne). Ces questions sont spécifiées pour nos besoins en les posant en l'occurrence en économie. S'ajoute la question de quelle réalité la connaissance permet d'acquérir par l'expérience, au regard de celle acquise *a priori* au travers de lois générales, et quels critères présenter afin de juger qu'on saisit bien la *concrétisation* des lois scientifiques «naturelles» par des lois politiques «contractuelles»?²⁸

[27] Max Weber, «La vocation du savant et du politique» (1909). Traduction nouvelle de Catherine Colliot-Thélène, in Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, La Découverte Poche, 2003, comportant les deux textes «La profession et la vocation de savant» et «La profession et la vocation de politique».

[28] Ce doublon constitutif de l'ambivalence sémantique du terme «lois» se lit dès les premières lignes de *L'esprit des lois* de Montesquieu. Hegel le note et il imprègne aussi la pensée allemande pratique en philosophie du droit, réceptacle et source du champ que nous connaissons aujourd'hui comme «philosophie économique».

Si le XX^e siècle devait envisager la production du savoir économique en la calquant souvent sur la physique, et plus précisément sur la mécanique statique des équilibres partiels ou de l'équilibre général (respectivement chez Jevons et Walras), les penseurs contemporains de Menger, inventeurs simultanés, chacun à sa manière²⁹, du marginalisme nouveau, les auteurs antérieurs à cette orientation (Marx inclus) présentèrent des visions alternatives tant méthodologiques, épistémologiques que politiques et pratiques. Le débat sur l'analyse causale et la réflexion sur les méthodes eut pour résultat d'établir au mieux la « science économique ».

Pour développer notre analyse des critiques de l'économie politique classique, nous élisons donc comme élément central de l'analyse l'école maintenant (trop) oubliée de ces auteurs regroupés, en dépit de leur diversité, et par leurs adversaires comme par leurs suiveurs, sous le terme générique d'« historicistes », ou encore, du point de vue politique, de « socialistes de la chaire », des années 1840 à la Première Guerre mondiale, et surtout sous le II^e Reich, d'une Allemagne unifiée à partir de 1870. La raison est que les enjeux portés par celle qui allait être appelée « École historique allemande de l'économie » furent au croisement des questionnements épistémiques, philosophiques, méthodologiques, théoriques de l'évolution de la science économique.

Il en va de la sorte assurément concernant la « valeur-travail », abandonnée avec la révolution marginaliste, et remise à l'honneur dans les propos destinés au public de manière si maladroite et scientifiquement illusoire. Or, la critique sérieuse, c'est-à-dire le départ entre un bon et un mauvais usage de la notion, et comment elle a pu être une bonne fois mise au rancart à juste titre, voilà ce qui apparaît dans la critique de l'économie politique classique de la fin du XIX^e siècle. Or il semble que les programmes de recherche au XX^e siècle sont restés depuis lors assez muets sur la notion de valeur. Ce quasi-mutisme est cause de l'oubli des raisonnements tenus à l'encontre de la théorie classique – et à la réactivation de certaines de leurs facettes dans la théorie dominante actuelle, qui n'est d'évidence pas appelée « néoclassique » par simple succession dans le temps d'une matrice à une autre. Aucune coïncidence là-dedans, simplement un oubli malvenu des pensées critiques.

[29] Cet ouvrage montrera combien Menger condamne la visée même de l'équilibre walrasien dès les années 1880.

Inversement, les pensées ici évoquées se situent toutes dans un temps où la théorie de la valeur occupait les esprits : l'alternative entre valeur-travail ou valeur-utilité, la distinction entre valeur objective et valeur subjective, l'interrogation née du marginalisme au terme du XIX^e siècle, paraissait alors autant aller de soi que, de nos jours, au moins dans le champ théorique, celle sur les « anticipations rationnelles » des agents économiques. Les concepts classiques forment ainsi un univers qui nous est apparemment devenu étranger. Pourtant, son histoire est moins celle des erreurs préalables à l'avènement de la science que celle de l'exploration des conditions de possibilité de la constitution d'un savoir scientifique sur les activités humaines de production, d'échange, de distribution. Nous proposons de retrouver ces matrices, en produisant éventuellement des regroupements nouveaux ou des aperçus neufs.

Par exemple, plutôt que de considérer Marx isolément, ce qui fut par la suite beaucoup le cas, alors qu'on peut le classer comme l'un des leurs (à l'aile gauche), on gagnera à ressaisir une constellation d'auteurs qui émirent autant de propositions pour comprendre les étapes de l'évolution de l'histoire des peuples (Hildebrand parle d'*Entwicklungsstufe*).

Et plutôt que de discuter *in abstracto* la nature des lois économiques, on verra comment Wilhelm Roscher, le fondateur de l'école, put présenter sa critique du classicisme comme un progrès en souhaitant des lois « relatives » aux « parallèles » repérés dans l'histoire germanique, ce qui devait entraîner les difficultés sans fin que la querelle des méthodes, le *Methodenstreit*, allait ensuite exposer au grand jour.

L'analyse épistémologique³⁰ passe ainsi par une analyse contextuelle donnant à la notion de temps son plein effet pour présenter des approches qui furent autant d'alternatives au classicisme économique³¹.

[30] D'un mot qui n'existait donc pas encore : en allemand, on utilisait *Erkenntnislehre*, théorie de la connaissance.

[31] L'identité du temps et du concept en tant que tel, prononcée par Hegel à l'orée du siècle dans une philosophie spéculative de l'identité et de la différence avait orienté le cours de la pensée allemande autant que le *Faust* de Goethe la culture nationale. Encore faut-il ici saisir cette orientation dans l'économie comme « science positive » – en usant de ce terme (redondant dans certaines conceptions de la science, notamment le positivisme logique postérieur à notre étude) pour la distinguer du terme plus large de *Wissenschaft* qui inclut en allemand investigations scientifiques et pensée spéculative, en particulier la philosophie idéaliste (du type de Hegel).

Cet attachement aux notions gnoséologiques n'est sans doute pas étranger à l'inspiration historiciste même. Ainsi, déjà chez les auteurs que nous étudions, sont passées au rang de genres scientifiques des conceptions génétiques, comme celle d'*Entstehungsgeschichte* («histoire de la genèse» des phénomènes) ou évolutionnistes (*Entwicklungsgeschichte*, une «histoire de [leur] développement»). Les reprendre ne signifie pas se calquer sur les critères historicistes, mais les interroger dans leur cadre temporel, celui de l'histoire des peuples (*Völker*) et de l'«esprit» qu'ils s'assignaient (*Volksgeist*), dans la veine de la philosophie de l'histoire du temps.



La notion d'individu historique est alors l'enjeu d'une définition à repenser : soit notion collective, motivant et justifiant en même temps les décisions des dirigeants politiques, soit, au contraire, individualisme méthodologique renouvelé et radical dont la naissance se situe dans une *critique* du classicisme (loin de le récupérer !). L'individualisme méthodologique naît alors de l'interrogation portée sur l'agent économique dans le processus de ses échanges, sur la base de sa quête à satisfaire les besoins ressentis (*Bedürfnisbefriedigung*). Ce n'est plus là l'*homo economicus* de la matrice classique (gouverné *nolens volens* par la mécanique des actions et de la conscience de sa classe), ce n'est pas le sujet impérial allemand : ni chez Adam Ferguson, ni chez Adam Smith, ni chez Marx, ni chez Schmoller, ni chez leurs thuriféraires respectifs, on ne trouve cet atome individuel (*Atomismus*) pris en un sens économique *pur*.

Cette notion d'individu allait se trouver au centre de l'*économie* nouvelle, dite «autrichienne» avec Menger. C'est sous une parenté de langage seulement qu'on peut parler d'un modèle «physicaliste» chez les partisans de l'utilité marginale subjective. La définition qu'ils donnent de l'action humaine individuelle s'écarte d'une pâle copie des sciences physiques. Au terme d'un XIX^e siècle de formation du capitalisme industriel allemand, en contrepoint critique aux auteurs classiques et historicistes, le Viennois posa sans doute le plus clairement les bases des alternatives à venir : dans cette mesure la critique autrichienne d'alors vaut donc bien au-delà de l'école classique, à laquelle les auteurs allemands la réduisaient à tort³². Menger préparait en un sens la

[32] Voilà pourquoi il faut relativiser les thèses, par ailleurs convaincantes, de Philip Mirowski,

matrice dite «néoclassique», mais il conduisait à la rejeter d'emblée également en tant qu'elle devait se formuler à *partir de* la matrice classique – le nom même de *mainstream* qui lui est attaché depuis le milieu du XX^e siècle est assez explicite des ambiguïtés rémanentes de ce point de vue. La critique viennoise suggérait des réponses aux deux questions de théorie de la connaissance formulées plus haut, que nous disons, pour être bref, les questions kantienne et aronienne, des conditions de possibilité d'une économie politique *pure* et d'une *objectivité* de la science économique en un sens renouvelé.

C'est au titre de l'éclaircissement de la notion d'individu, des critères objectifs et subjectifs de la valeur économique, et des valeurs plus largement liées aux conceptions fondées sur cette même notion de valeur au sens restreint, que le lecteur trouvera dans les pages qui suivent un discours sans doute devenu atypique au regard de la pratique actuelle des sciences économiques : l'examen des discours du passé, ici du XIX^e siècle, vise à donner des outils pour des enjeux présents, et que ne disent dépassés que ceux qui confondent ce qui est démodé et ce qui est erroné. Nous revendiquons un intérêt pour ce qui est suranné, non pas au titre d'une archéologie, éventuellement foucaldienne et dandy, du suranné, mais en raison de la rectification critique présente des préjugés malformés. Que n'a-t-on dit ainsi du marxisme, avant de lui retrouver un crédit à l'occasion de toute nouvelle crise du capitalisme – renouveau sinon douteux, du moins devant lequel on peut rester dubitatif? Que n'a-t-on dit ainsi des thèses de Hayek et de ceux qu'on appelle «néolibéraux»³³, lors des mêmes crises, pour les vilipender après les avoir louées, peut-être à l'excès? Que ne se demande-t-on plutôt ce qu'on perd à ne pas interroger sereinement les fondements des doctrines?

Déplorer simplement l'insuffisance des discours tenus, ce serait méconnaître que précisément ce sont les temps de crise qui suscitent l'interrogation sur le passé. Elle renaît et l'on revient sur les méthodes employées par la science, dont on ne se préoccupe guère tant qu'on demeure convaincu de leur supposé simple progrès cumulatif. La

notamment dans le chapitre central, sur Carl Menger, de son ouvrage *More Heat than Light, Economics as Social Physics*, *op. cit.*

[33] Les travaux de Serge Audier, d'Emmanuel Picavet, notamment fournissent des outils et des clefs d'interprétation, dans le domaine francophone, au milieu d'une très vaste littérature en langue anglaise.

conviction étayée par la bonne santé de la vie économique se prête mal aux remises en question. Qui s'en inquiète est regardé comme Cassandre. Soudain, toutefois, face aux phénomènes non prévus, non anticipés, non expliqués, les lacunes se manifestent, béantes. On s'explique mal, et seulement partiellement en tout cas, ce qui survient, sans réussir à circonscrire ni toujours à contrer les effets non désirés – faute de les avoir prévus. Or c'est précisément ce que demande le prince, des indicateurs des actions prises et à prendre, ne se laissant jamais que temporairement oublier du monde savant, comme de celui des affaires : en temps de crise, l'utilité marginale de questionner fondements de l'économie et voies de la politique redevient *croissante*.

C'est selon nous une illusion trop souvent admise en faveur d'un regard rétrospectif sur la science passée que celui d'un censeur qui aurait aujourd'hui le fin mot de «la» théorie jugée valide. Quels que soient les outils dont il dispose, cette attitude le conduit à négliger ce qui, cependant, résonne encore, pour qui sait l'entendre, dans les débats portés à l'époque passée et se présentant à nouveaux frais, toujours pas tranchés, chez ceux qui ont oublié leurs pères d'hier et polémiquent ensuite sans fin avec leurs pairs d'aujourd'hui. Un héritage est à retrouver. Sinon pour reprendre ce que des développements plus récents ont démontré comme erroné, du moins pour revivifier les interrogations qui ont donné lieu à ces tentatives et permettre de saisir ce que la science des anciens auteurs a permis de formuler mais a été contrainte d'abandonner, au moins un temps, ce que nous gagnerions peut-être à reconnaître, et pour cela, d'abord à connaître, de nouveau. Il faut savoir discerner, et comprendre à nouveaux frais – en amont de la science, quant à ses fondements conceptuels, comme en aval – dans les conséquences de la pratique du conseil auprès de l'homme d'État.

Il faut reconnaître, d'une part, le rôle politique de la science, puisque le prince, tout en ne devant idéalement pas recourir au savant à la première difficulté, se tourne cependant vers lui régulièrement, et de plus en plus, comme en témoignage moins d'une impuissance que d'une ignorance devant la complexité croissante qu'il doit gérer. Qu'il soit en effet prince monarque ou élu, et dans ce cas, guide potentiellement charismatique (une voie périlleuse) ou représentant démocratique, de préférence pragmatique et averti, le choix que le dirigeant fait d'une politique économique engage l'avenir du peuple qui se l'est donné pour

chef – à tort ou à raison. Mais inversement, si le savant possédait *déjà* les clés de l'évolution du monde dans lequel il pense, il serait le seul véritable politique – et, pour le dire avec Platon, *le philosophe-roi*. C'est cette illusion qu'avec Hegel, la modernité dissipe. Il y a en ce sens à la fois une politisation de la science et une «scientifisation» du politique. Soit un phénomène que connurent précisément les historiciens : toute autre voie serait trop évidemment illégitime si elle s'opposait par exemple frontalement à ce que les connaissances permettent de discerner de l'évolution économique à venir, ou inversement si les scientifiques approuvaient le pouvoir sans plus rechercher de vérité (ce qui arriva en particulier dans les régimes totalitaires)³⁴.

En assumant chacun leur tâche, savant et politique se donnent les moyens de l'accomplir conformément à leur vocation : le dirigeant libère en revanche le savant de tout engagement autre que celui de chercher le vrai, en lui autorisant la distance convenant à sa vocation. Et le scientifique peut alors utilement proposer les connaissances qu'il a mises au jour dans un rôle d'expertise devenu de plus en plus important. Or, quelle que fût la méthode qu'ils assignèrent à la science, les membres de l'École historique allemande assumèrent précisément ce rôle sous la houlette de Gustav von Schmoller. Sur le fond d'une vision fantasmée de la place occupée deux siècles auparavant par les conseillers caméralistes du Saint Empire romain germanique, leur approche renouvelée de ce rôle fut constitutive de la stabilité du II^e Reich, en particulier sous la direction du chancelier Bismarck.

Inversement, les charges que le savant est pressé de prendre dans la vie politique influencent-elles sa manière d'agir, soumet-il la raison scientifique à l'impératif politique, alors la question de la validité épistémologique de sa pensée ne peut manquer de nouveau de se poser. La critique majeure formulée à l'encontre du marxisme soviétique ne fut de ce phénomène qu'un exemple parmi d'autres. En revenant à l'époque antérieure, nous observerons donc également

[34] Le dirigeant assume un pouvoir dont il doit détenir seul les attributs – de la sorte, il est bien, et quelle que soit la modalité de sa désignation, le prince, ce « point sur le i » selon la désignation donnée par Hegel. Les études sont foison sur le vocabulaire afférent à cette expression : la raison en est qu'elle résume rapports entre savoir (conseil économique par exemple) et politique (rapport à la démocratie) chez ses représentants. Voir Bernard Bourgeois, « Le Prince hégélien », in G. Planty-Bonjour (dir.), *Hegel et la philosophie du droit*, Paris, PUF, 1979, p. 85-130.

précisément comment cette science « nationale » des hommes et de la civilisation « germaniques » fut contestée : puisque la période dominée par la doctrine classique et sa contestation dans le monde germanique fut celle de la constitution de la nation allemande, les pièges de la relation du savant au politique furent ceux connus dans la politique impériale (redoublant la rivalité entre Autriche et Prusse) et la révolution économique.

L'Allemagne se couvrait d'entreprises industrielles et se peuplait de prolétaires, suscitant une urgence face à laquelle l'atерmoiemement aurait été fatal, mais devant laquelle l'expérience de l'homme d'État ne pouvait suffire : elle était surprise par ce qui était neuf. Les historiciens allemands s'engagèrent à conseiller le prince : leur réflexion les rapprocha sans cesse plus de la considération des faits en les éloignant de la formulation des lois. Jusqu'où s'agissait-il de science, de théorie, d'histoire, de conseil ou de service ? La voie inaugurale prise par Roscher (qui souhaitait encore, de manière asymptotique, formuler des lois du développement, des étapes, ou « couches » du développement de la civilisation, des *Entwicklungsstufe* comme Hildebrand les nomma plus tard) aboutissait-elle à l'abandon pur et simple, malgré les formules alambiquées visant à ménager des accommodements, de l'ambition scientifique ? Quand Menger souhaita remettre la science économique sur ses bases théoriques, il dédicaça son ouvrage théorique, les *Principes d'économie politique (Grundsätze der Volkswirtschaftslehre)* à Roscher : le lecteur verra que les oppositions sommaires des commentateurs sont à nuancer, ou plutôt à reformuler plus exactement. Menger ouvrait une voie que les autres pères du marginalisme ne surent pas apercevoir, ce dont la science contemporaine ne s'est encore seulement qu'à certains égards rendu compte³⁵.

[35] Comment il convient de redéfinir l'entreprise mengérienne, nous l'avons ailleurs présenté longuement. Dans les *Recherches sur la méthode dans les sciences sociales et en économie politique en particulier*, op. cit. (traduction de 2011), le lecteur le verra en suivant le compte-rendu de la crise du *Methodenstreit*. Nous la regardons comme le renouvellement non seulement de la science allemande, mais l'appel à une science économique ni classique, ni historique, ni néoclassique, mais enfin véritablement moderne. Redisons-le : et non pas destinée à épouser le « modèle physicaliste » qui devait tenir le haut du pavé jusqu'aujourd'hui. Certes ce fut encore à Vienne, la ville de Menger, mais un demi-siècle après lui, dans les années 1930 que prirent naissance les éléments qui allaient entraîner seulement plus tard, et surtout en raison de l'adaptation issue de l'émigration aux États-Unis de figures majeures de la pensée européenne, le basculement qui ne concerne plus

Il faut donc bien reconnaître – n'y sommes-nous pas constamment ramenés? – que le cadre philosophique des discours critiques de l'économie classique se révèle conceptuellement contraignant, peut-être autant, mais de manière moins visible, que les hypothèses mathématiques pour les modèles économiques. L'émergence de l'économétrie qui surgit de la prise de conscience de ces dernières contraintes date des années 1930. Les questionnements sont-ils communs entre ces contraintes diverses? Les cheminements résultants sont-ils parallèles? Cette question sourd également de la querelle des méthodes, du carrefour que représenta la fin du XIX^e siècle chez les auteurs de langue allemande.



Des matrices diverses autorisant des théories différentes, ce sont autant de mondes possibles qui ouvrent à des *variations* dans la création et l'interprétation même des thèses dominantes. La science se forge dans la confrontation de ce que nous appelons ces *matrices*. Les termes des critiques réciproques forment le cadre d'autant de procès intentés en inefficience ou en inconsistance envers les matrices adverses.

Qu'on pense à la question de la planification qui occupa deux siècles de réflexion économique! Chez les auteurs allemands, la pensée planiste, issue de Fichte, de manière plus discutable de Marx, ou d'autres, et favorable par construction au calcul (ne fût-ce que celui de la plus-value), devait rencontrer dans la planification effectivement mise en train dans les régimes de type soviétique des difficultés à terme insolubles: la rationalité ne se plierait-elle pas à la réduction à la calculabilité? Cette même philosophie allemande qui engendre la conception de Fichte n'avait-elle pas, à ce propos, toutefois déjà souligné la distinction à faire entre *Vernunft* et *Verstand*, rationalité pleinement effective et rationalité calculatoire? La confrontation menée entre Fichte et Hegel dans les premiers chapitres du présent ouvrage développe cette interrogation.

Retracer de tels débats revient à cerner les critères d'une *herméneutique* indispensable au renouvellement au sein d'une même matrice et entre des matrices différentes. Et ce, de manière d'autant plus pres-

notre propos. L'ouvrage paru en 2011 est postérieur à l'ouvrage ici réédité: il témoigne de la continuité de l'ambition visant à corriger ce basculement.

sante que la domination d'un courant donné (comme le classicisme en économie politique, de Smith à John Stuart Mill) fut écrasante et imposa *de facto* certains de ses concepts de l'activité scientifique même au reste des penseurs du domaine, le renouvellement ne pouvant venir que de l'extérieur, de la contestation née d'une insatisfaction majeure tant devant les modèles proposés que les choix de politiques économiques prônés – comme le disait Keynes, les dirigeants suivent plus ou moins consciemment les grandes lignes que les philosophes et les grands économistes qui les ont précédés ont tracées.

Or, les interrogations de la pensée allemande au XIX^e siècle, dans une Autriche impériale entrant dans l'ornière de l'Histoire, dans une Allemagne en voie de modernisation économique et d'unification politique lui volant la vedette, offrent un éventail des plus larges quant aux discours critiques de la science économique que l'on puisse trouver. Il y avait à Vienne «plus de théories que de bitume sur les pavés», selon un dicton local d'autodérision dans l'esprit du *Witz*, la pratique du jeu de mots qui manifeste l'esprit ludique et ironique local.

Et la réponse à l'«École historique allemande» que fut l'«École autrichienne» montre combien l'entrée dans la modernité fut douloureuse, au point que l'étude n'en a plus seulement valeur d'étude régionale, mais concerne bien, dans ses volets philosophique et économique, et à partir de la particularité des positions disséquées et critiquées la valeur d'universalité des conceptions sous-jacentes aux sciences sociales en constitution dans des nations en voie de modernisation. La question historique surgit au sein du particularisme de cet irrédentisme germanique mais dévoile en profondeur le chemin d'une exploration philosophique de matrices irréductibles au sein des multiples discours économiques possibles. On trouvera, en fin de compte, dans une étude de la pensée de langue allemande de cette époque, un remède à toute pensée unique. La confrontation des divers discours critiques de l'économie politique classique fait cerner l'essence de l'objet économique et la nature des phénomènes qui en découlent.

Il doit donc s'agir ici moins de trancher rétrospectivement entre courants de pensée du passé (classiques et historicistes, marxistes et autrichiens) que de les ressaisir. Sans contester l'intérêt que peut avoir une part de lecture rétrospective en histoire de la pensée écono-

mique³⁶, à condition de rappeler sempiternellement qu'il est impossible à l'historien de ne pas se situer lui-même au terme du passé qu'est l'état présent et que cet état n'est pourtant pas celui que la science peut atteindre et attendre de manière définitive, car ce qu'il vit n'est autre qu'un autre état de la science, sans nier non plus que cet état puisse être plus avancé (il l'est, de toute évidence), il convient de restaurer à sa dignité l'intérêt pour un examen à nouveaux frais de l'histoire du passé dans les enseignements qu'il peut offrir pour le présent. L'histoire n'est jamais exclusivement celle des erreurs réparées, elle est aussi celle des voies mal explorées, oubliées et laissées de côté pour des raisons bien plus adventices. Mesurée à cette aune, la valeur des réflexions sur le passé s'affiche, philosophique, économique, théorique même. Cela peut devenir plus évident en particulier en période de crise, cela l'est cependant toujours. L'histoire n'est pas pour nous l'histoire des erreurs passées, mais le grand champ des semences non encore totalement germées mais dont les pousses pointent comme autant d'indices de moissons à venir, dont les traces sont à repérer par ceux qui demeurent effectivement conscients de leur origine et de leur héritage.

Dans le volet épistémologique de cette introduction, c'est ce que nous avons nommé des *matrices*.

Il convient donc de restituer au lecteur d'aujourd'hui, en vue des intérêts présents, sans excès d'historicité, mais sans biais rétrospectif, les éléments saillants de la critique de ce qui fut la doctrine régnante à l'époque des auteurs que nous allons étudier au-delà de leur rhétorique propre (révolutionnaire, conservatrice, nationale, voire *völkisch*) mais conscients du devoir de rectifier, en utilisant leurs textes, la vulgate diffusée délibérément ou inconsciemment, maladroitement ou trop habilement, par leur postérité plus ou moins (in)fidèle. Fichte, Hegel, Marx, Menger, les pères de l'historicisme, Roscher et Schmoller et leurs suiveurs ou parallèlement à eux, au sein de l'École historique, les premiers auteurs de la sociologie économique, Lorenz von Stein, Max Weber, tous tinrent des discours fondateurs en récusant l'économie politique classique. Ils visaient à établir les éléments d'un savoir *scientifique*, c'est-à-dire valide selon des critères généraux défendables,

[36] Quand elle est excellente, telle que l'a pratiquée, par exemple, entre autres éminents historiens adeptes de cette conception, Mark Blaug.

en situant ce savoir au regard des auteurs dits classiques, *et contre eux – tout contre* pour certains.

Nous traitons donc des auteurs critiques, pas de ceux à qui ils s'en prirent. Les uns vouèrent les autres aux gémonies, mais pour défaire une matrice originelle, ils mirent au jour les éléments dont le délitement même recèle encore des leçons à tirer. Ces discours critiques du XIX^e siècle montrent leur unité non dans leurs positions (ils s'opposent en vérité entre eux) mais dans le procès qu'ils intentèrent au classicisme. C'est le fil rouge de notre enquête. Le verdict, on le sait, fut l'abandon de l'économie politique classique – même la synthèse dite «néoclassique» traduit en effet dans son appellation même autant une suppression qu'un maintien de la matrice classique, dans le processus de négation/renouvellement éminemment hégélien que nomme le terme dialectique allemand d'*Aufhebung*. Marx, Menger et les chefs de file de l'École historique, comme avant eux les philosophes allemands de l'idéalisme, montrèrent *les insuffisances du classicisme*. La variété de leurs approches montre toutefois un élément supplémentaire : elle récuse toute idée de confiance à accorder naïvement à une science de l'économie politique qui se présenterait comme définitive – que ce fût sur le mode proposé par John Stuart Mill dans ses *Principes d'économie politique* de 1848, ou d'autre manière, alors et depuis lors, la leçon encore à entendre est l'invalidité de toute pensée à dominer de manière unique des matrices essentiellement diverses. La preuve de leur rémanence ne peut toutefois être donnée qu'en exhumant les fondements de leurs discours.

Car si une «science normale» se cherche à chaque époque, selon la vision qu'on peut emprunter ou dériver des paradigmes de Kuhn, c'est seulement la négligence par rapport au reste de l'héritage de toute époque qui rend aveugle aux autres matrices effectivement encore actives. Dans cette perspective, la pensée européenne se révèle si oublieuse de ses dimensions propres qu'elle justifie de parler d'une exhumation. L'oubli dont fut victime l'historicisme, quoiqu'en partie imputable à ses méthodes, récusées en premier lieu par Menger, et à la lutte académique qui vit succéder à sa mainmise sur l'enseignement des sciences économiques en Allemagne sa relégation quasi complète³⁷, suivit l'effondrement du II^e Reich. Une époque se terminait

[37] Paradoxe de la politisation de la science évoquée plus haut, ce retournement montra

au terme de la Première Guerre mondiale. Les derniers des auteurs qui nous concernent dans cette étude disparaissaient : Schmoller en 1917, Weber en 1919, Menger en 1921.

Les marxistes comme les « Autrichiens », pour prendre les deux écoles adverses qui allaient occuper le front des combats autour de la théorie des prix, de la possibilité et de l'efficacité comparées du dirigisme et de la planification, d'une part, de la décentralisation et de la dérégulation liberté des marchés, d'autre part, de l'interdiction ou de l'apologie de la propriété privée au XX^e siècle, se retrouvèrent dans une marginalité, tantôt subie, tantôt revendiquée, quant au champ de la recherche théorique par l'effet même de cette lutte. Mais leur marginalité par rapport à un *mainstream* formalisé se doublait à la fois de leur centralité dans tous ces débats entraînant l'avenir politique du monde. S'y sont-ils épuisés en vain ? Les conséquences de leur affrontement sont encore d'autant plus sensibles si et quand une crise du capitalisme semble présenter de nouveau. Alors que le premier régime à s'être réclamé du marxisme s'est, quant à lui effondré depuis un quart de siècle maintenant, mais qu'on remarquera, inversement, que la seconde économie à l'échelle mondiale dans les années 2010 s'en réclame toutefois également, certes sous une forme particulière. L'Union soviétique, la Chine cherchèrent des voies dans des doubles discours plus ou moins cyniquement affichés. La vocation du politique et celle du savant se sont croisées, parfois malheureusement. Mais en assumant la domination politique d'un parti dirigiste, d'une part, et la réalisation d'une économie de marché pour rattraper la première puissance du moment, les États-Unis, on pense, au vu du processus de rattrapage autoritaire au cas de l'Allemagne traité ici, poursuivant un siècle et demi auparavant les résultats du modèle britannique par sa propre « voie spéciale ».

Mais les régimes démocratiques d'orientation économique libérale n'ont-ils pas aussi oublié certaines parts de leur passé ? Certes des travaux récents ont manifesté une reprise entamée de l'intérêt pour l'héritage historique et la réflexion philosophique sur les matrices

combien la politique d'exclusion (de courants de pensée différents, comme le marginalisme autrichien, ou d'autres catégories, comme les difficultés faites aux savants juifs, par exemple, dès le XIX^e siècle avec le cas bien connu de Georg Simmel) allait se révéler contre-productive à terme et une fois Schmoller (mort en 1917) absent pour le contrôler.

économiques³⁸. Les caractéristiques intrinsèques des théories hétérodoxes manifestent une validité renouvelée alors que la «synthèse néoclassique» triomphe. Son avènement, au début du XX^e siècle, à travers son premier moment marshallien marque donc le terme du nôtre. Le cadre théorique de la critique du classicisme est celui de la valeur-travail disparaissant en effet alors sur l'effet de l'apport marginaliste qui l'évacue. La synthèse effectuée par Marshall conjugua l'équilibre général de Walras avec des résultats classiques mais elle se situe au-delà de notre étude, autant que Menger s'accorda avec Walras dans leur critique commune des classiques, mais rejeta la matrice prix-quantités de l'économiste de Lausanne. Le renouvellement fut possible parce que la théorie de la valeur-travail avait été défaite : l'histoire des concepts en usage dans la critique préalable à ce tournant est ici présentée et vise à réparer la négligence qui suivit de questions nées dans ces discours mais dont l'oubli ne signifiait ni que les questions fussent toutes résolues, ni que fût suffisante l'explication dont l'exil dû par ailleurs aux conflits du XX^e siècle allait déplacer le cadre³⁹.

Les malentendus et les méprises que suscite l'oubli sont encore plus scientifiquement dommageables que les lacunes dans la connaissance historique des pensées étudiées ici, voire le mépris à leur égard. Si le processus de formation de la science dont le XX^e siècle disserta longuement de Popper à Kuhn, de Lakatos à Foucault, a conduit à méconnaître les discours qui en sont à l'origine, il se peut qu'un manque en soit responsable, que le recours aux concepts utilisés soit insuffisant. Nous proposons le concept de matrice et un retour aux sources. Nous croyons qu'il s'impose. À l'exil des savants européens au XX^e siècle s'est en effet ajoutée la disparition des sources textuelles :

[38] Dans les années 1980, un des premiers signes manifestes celui que fut la reprise de colloques Schmoller, avec une direction simultanée allemande et italienne : Michael Bock, Pierangelo Schiera, Harald Homann (Hrsg), *Gustav Schmoller oggi : lo sviluppo delle scienze sociali/G. Schmoller heute : die Entwicklung der Sozialwissenschaften in Deutschland und Italien*, Bologna, Il Mulino, Berlin, Duncker & Humblot, 1989. La crise qui a éclaté en 2008 a révélé certains efforts dans les années antérieures, mais a suscité une quantité de productions peut-être insuffisamment nourries aux sources historique et philosophique depuis lors.

[39] Ce sont les obstacles dressés par ces traductions du XX^e siècle qui obligent à interroger de nouveau l'héritage propre dont l'Europe a manifestement longtemps perdu la mémoire collective.

des fonds furent, pour certains, définitivement éloignés (aussi loin que le Japon dans le cas de la bibliothèque de Menger). Il convient de les réutiliser, de restituer les inédits dont la pertinence éventuelle peut ressortir seulement si on prend la peine de les examiner. La science pressée des projets à temps limité ne permet pas de réparer l'oubli. L'étude des sources, si. Elle permettra également de saisir les matrices de discours restitués en les resituant dans leur contexte, historique autant que conceptuel.

Puisque ces matrices ont coexisté ou se sont affrontées dans un cadre qui n'est plus le nôtre, nous serons d'autant plus en nécessité de retrouver des questions laissées irrésolues. Soit qu'elles fussent, pour certaines, négligées délibérément, soit, pour d'autres, enfouies sous tant de commentaires redondants qu'elles en devinrent illisibles. Qu'on pense à Marx, mais aussi à Menger. Nous «graissons les mains à la poussière des vieux livres», selon l'expression de Flaubert, nous les tirons des rayonnages boisés où ils dormaient abandonnés, comme disait Marx, «à la critique rongeuse des souris». Dans le cadre du présent ouvrage, nous en restons sciemment et délibérément au XIX^e siècle, afin de rendre aux textes le contexte des intuitions originales de leurs auteurs et aux écoles celles de leurs fondateurs – pour voir en filigrane dans les critiques qu'ils apportèrent au classicisme – et au-delà d'elles les matrices d'une économie politique réformée.



Le procès de la pensée classique en économie politique s'inaugure dans les systèmes philosophiques idéalistes allemands. Les héritiers du criticisme kantien sont rebelles en particulier à la doctrine du droit du maître de Koenigbourg, jugée trop accommodante et qui peut conforter certains concepts d'Adam Smith. La question de l'éloge ou de la critique de la science économique naissante se pose : la conception smithienne née d'une théorie sensualiste des sentiments moraux fournit le premier système articulé de saisie globale des rapports économiques – ce qui manquait au mercantilisme, connu sous le nom de caméralisme dans le monde germanique. Elle se heurte à la condamnation du «hasard libéral» chez Fichte et à une description à la fois rationaliste et effectivement réaliste de la sphère civile chez Hegel. La critique porte alors tant sur la théorie économique (capital et travail) que sur la méthode (causalisme et réalisme). Dans la filiation hégélienne, Marx entend «renverser» non seulement son maître

en philosophie, qu'il juge promouvoir «l'idéologie allemande», mais également la théorie de Ricardo, héritier de Smith. Menger, dont la grande œuvre de méthode, les *Recherches sur la méthode*⁴⁰ paraît l'année de la mort de Marx, 1883, balayant l'analyse ricardienne – sa seconde négation en somme, alors que la première (celle de Marx, en l'occurrence) n'est jamais qu'une réaffirmation, selon la formule hégélienne sur les négations successives.

La deuxième partie de l'ouvrage exhumera, pour les ordonner, les concepts historicistes présentant, depuis l'approche historiographique du caméralisme par ces auteurs jusqu'à leur recherche des racines nationales de l'économie, un procès d'un type différent mais non moins rigoureux. Les monographies que rédigèrent les historicistes traçaient la voie allemande vers la modernité, fondant leurs positions non seulement sur la théorie classique élémentaire, certes toujours enseignée comme leçons de base des *Wirtschaftswissenschaften* dans les universités réformées l'une après l'autre sur le modèle de la Humboldt-Universität de Berlin, mais sur une conception du bien commun (*bonum comune*) qui, pour être héritée de la tradition du souci de gouverner le peuple par une administration efficace placée sous l'autorité du prince (Habsbourg ou Hohenzollern), se trouvait adaptée à la situation nouvelle d'une contrée en voie d'industrialisation au long des années dites «fondatrices», les *Gründerjahre*. Ainsi, d'une pléiade d'auteurs se réclamant d'éléments puisés dans le passé divers des territoires du Saint Empire romain germanique naquit une représentation commune de l'économie allemande. L'Union douanière (*Zollverein*) vint la cristalliser, l'économie unifiant à terme le peuple sous un même pouvoir politique, résultat de la lutte contre les auteurs classiques britanniques et contre les soldats impériaux français, comme de la promotion de la civilisation (*Kultur*) autochtone sous les chefs de file (Roscher, Knies, Hildebrand et Schmoller) de l'École historique, et d'auteurs accompagnant ce mouvement comme Robert von Mohl, prônant l'État de droit, et Lorenz von Stein, précurseur d'une sociologie de terrain.

Le marxisme peut s'interpréter comme la version révolutionnaire, hostile à ces «socialistes de la chaire» thuriféraires de l'État moderne, marquant un point d'aboutissement et de renversement de l'économie

[40] *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften [sic] und der politische CEconomie insbesondere*, Leipzig, Dunckler & Humblot, 1883 @.

politique classique, et survivant hors de l'université sur la voie de la révolution internationaliste. Mais la confrontation de l'historicisme, et ce qui conduisit au délitement de cette école dans la querelle des méthodes, ce fut bien plutôt la pensée de Menger dont la disparition, juste après celle de Schmoller et de Weber, et dans l'effondrement des empires centraux, clôtura en somme une période de l'histoire du développement de la modernité à l'échelle du monde européen. Avant que les événements du XX^e siècle n'en portent le développement à celle du monde. Nous montrerons que, pour prendre la mesure d'un tel moment, loin d'avoir été une «immense dépense d'énergie inutile⁴¹», la fameuse querelle des méthodes révéla et catalysa les positions fondamentales qui, dans l'éventail des critiques portées au classicisme au long du XIX^e siècle, fondèrent les positions épistémiques, méthodologiques, théoriques dans les sciences économiques du siècle suivant jusqu'aujourd'hui. C'est proprement ce qui fait des auteurs étudiés dans les pages qui suivent, et quoiqu'ils appartiennent de fait à un temps révolu, encore les hérauts du nôtre.

[41] «[The Dispute Over Methods remains] substantially a history of wasted energies, which could have been put to better use» (Josef Schumpeter, *History of Economic Analysis*, London, George Allen & Unwin, 1954, p. 814, nous traduisons). Signalons la traduction de Jean-Claude Casanova et al. : *Histoire de l'analyse économique*, vol. III : *L'âge de la science : de 1870 à J. M. Keynes*, Paris, Gallimard, 1983.

PREMIÈRE PARTIE

**LE PROCÈS PHILOSOPHIQUE
DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE CLASSIQUE**

INTRODUCTION DE LA PARTIE I

La figure goethéenne de Faust et l'esprit du capitalisme conquérant – sur le dernier acte du *Second Faust* de Goethe

La figure de Faust, dans la tragédie éponyme de Goethe en particulier, accompagne le développement du capitalisme, depuis son émergence lente et difficile dans les contradictions du Moyen Âge finissant jusqu'à son triomphe dans la révolution industrielle à l'échelle continentale de l'Europe au XIX^e siècle. Les romans d'apprentissage du début du XIX^e siècle (tel le *Wilhelm Meister*, de Goethe encore une fois) narrent l'essor de l'«esprit bourgeois» à l'œuvre dans la modernité nouvelle, mais leurs personnages portent des vues trop étroites pour le monde qu'ils habitent, ou bien ils cherchent à le fuir (par exemple, dans la passion, comme le jeune Werther). En revanche, la figure renouvelée du personnage de Faust que Goethe livre au public porte avec elle la conscience du devenir même de la modernité.

Dans la première partie de son *Faust* (parue en 1808, après les ébauches limitées à quelques scènes connues aujourd'hui que furent l'*Urfaust*, 1775, et *Faust. Ein Fragment*, en 1790), Goethe montre l'esprit moderne échappant au cadre villageois suranné et libérant, avec Marguerite – qu'il conduit aussi à sa perte – des forces encore inédites. La première partie de la tragédie ne traduit cependant encore que partiellement celles-ci ; Faust ne les déploie, *en stupéfiant Méphistophélès lui-même*, que dans les derniers actes de la deuxième partie¹.

[1] Des commentateurs, par exemple Gert Mattenklot, croient nécessaire de mettre en garde le lecteur : «La quête de possession de Faust, ce négociant capitaliste, est un moment unique, il ne détermine pas la forme ; il est donc totalement absurde de vouloir résumer cette pièce à cette quête de possession, à l'économie de cette personne. La quête de possession du capitaliste est au contraire, dans la signification de l'esthétique de l'arc-en-ciel,

Au symbole puissant du personnage déjà mystérieux de l'homme nouveau épris de science et de liberté, mais révolté, et qui traite avec le diable pour finir vaincu par ce dernier, et cependant sauvé par la Grâce, en devenant l'objet exemplaire de la punition, mais aussi de la toute-puissance divine, Goethe ajoute celui de l'homme qui renverse l'ordre de la Création en mettant à son service les forces de cette dernière, moins cette fois grâce à l'aide magique de Méphistophélès que par l'effet cumulé de la technique et de l'activité humaines.

Au contraire des œuvres des Lumières qui avaient accompagné la naissance de la modernité au XVIII^e siècle et révolutionné les valeurs aristocratiques au profit de celles de l'ordre bourgeois, la pièce faustienne porte témoignage, à l'aube du siècle des révolutions technique, industrielle, économique, de la grandeur tragique du monde neuf où tout peut être entrepris. Sous la lourdeur du conformisme bourgeois, et sur le fond d'exténuation de l'Ancien Régime périmé, Goethe voit l'aurore de l'entreprise inouïe visant à rebâtir le monde. Dans *Faust*, il dit la quête neuve que le capitalisme du XIX^e siècle commençant incarne.

Dans la version populaire datant du XVI^e siècle, l'élaboration de la figure de Faust, à partir de sources historiques, avait servi d'instrument de propagande anti-humaniste et antimoderniste, de pair avec des pièces comme *Les Mystères du clerc Théophile* ou le *Cenodoxus*². Ou encore, pour garantir l'humanité souffrante contre le

une contre-image opposée à l'appropriation de la réalité, proposée par la forme de la pièce. Ce qu'exprime Faust dans son monologue de la fin du premier acte ne devient pas une maxime de sa propre action. Ce que dit le héros est plus vrai que ce qu'il fait, tout comme la forme du *Faust II* est plus véritable que ce qui ressort des efforts du héros (« Les premières scènes de *Faust II* », *Revue germanique internationale*: numéro spécial *Goethe cosmopolite*, 1999, n° 12, p. 35-46: 44 @). On peut douter de ce point de vue : c'est Goethe lui-même qui proclame l'avènement de la primauté de l'« Action » moderne sur le Verbe biblique dans son *Faust*; et, s'il est hors de question de réduire *Faust* à l'essor d'une éthique du capitalisme, il est néanmoins conforme au texte de mettre en évidence en Faust le type de l'entrepreneur (et non du négociant) moderne ; le confirment par ailleurs les passages des *Entretiens avec Eckermann* où Goethe loue l'esprit d'entreprise des Modernes, textes rapportés dans *Dichtung und Wahrheit* (Poésie et vérité).

- [2] À l'origine, en 1587, le *Livre du peuple* (*Volksbuch*) anonyme qui allait alimenter l'imaginaire du mouvement moderniste *Sturm und Drang*, puis de la *Goethezeit*, réunissait dans la figure de Faust toutes les contradictions du Moyen Âge finissant : né en 1480 dans le Wurtemberg, Faust a sillonné les pays allemands, où il s'est fait passer tour à tour pour docteur, sorcier, astrologue, nécromancien, théologien et professeur, en colportant la double image d'un savant de génie et d'un magicien hors pair, avant de disparaître

Malin, la Réforme faisait, après l'Église catholique, surtout confiance, et plus qu'à toute autre passion, à la peur que suscitait chez le croyant l'inconnu du salut : l'aventure intellectuelle du genre faustien mettait en péril le salut de l'âme, comme l'illustre encore en 1604 la version de Christopher Marlowe : *The Tragical History of Dr Faustus*.

Deux siècles plus tard, en Allemagne, le chantre qui célébrait l'apparition d'un monde nouveau devant le spectacle, auquel il assista, de la charge des soldats de l'An II à la bataille de Valmy, Goethe, donne avec son *Faust* un des types littéraires les plus grandioses de la littérature européenne romantique : une forme nouvelle naît de l'histoire médiévale avec l'attribution au personnage des éléments de la conscience moderne, et de l'usage devenu possible des forces productives tirées de la nature pour soumettre cette dernière elle-même, et non plus directement (comme l'outil le permet depuis l'émergence de l'activité *industrielle* de l'homme) mais *médiatement*, par la machine dont il suffit de diriger le mécanisme devenu *industriel*. L'«esprit du capitalisme» est déjà là, discerné en son principe *novateur*, en cette «seconde nature» qu'il crée et que Hegel allait lire à son tour dans son analyse philosophique de l'éthicité (*Sittlichkeit*) moderne.

Un commentateur du *Faust* goethéen, Lieven d'Hulst, souligne les points suivants : «Légendes populaires et folklore ambiant préparent à travers ce personnage resté mystérieux la naissance de symboles puissants : celui de l'homme nouveau épris de science et de liberté et celui de l'homme révolté qui traite avec le diable et qui, vaincu et emporté par ce dernier, devient l'objet exemplaire de la punition divine³.» Nous pensons pouvoir ajouter celui de Faust présentant l'image de l'entrepreneur moderne d'un capitalisme conquérant.

D'ailleurs, inspiration religieuse dissidente (celle des *dissenters* anglais à l'époque de Marlowe) et esprit à la source du capitalisme ont partie liée⁴. Une fois la puissance temporelle et spirituelle (doc-

vers 1540 sans laisser de traces précises. Conjuguant la tradition avec des éléments de l'*Aufklärung* et de la pensée rousseauiste, Klinger, qui a forgé le terme *Sturm und Drang*, avait d'ailleurs donné, avec le *Fausts Leben, Thaten und Höllenfahrt* (1791) le texte de base au chef-d'œuvre de Goethe.

[3] Lieven d'Hulst, *Le «Faust» de Goethe traduit par Nerval*, Paris, Fayard, 2002, p. 19-20.

[4] L'expression, souvent attribuée à Max Weber, apparaît en réalité d'abord chez Werner Sombart (*Der moderne Kapitalismus. Historisch-systematische Darstellung des gesamten europäischen Wirtschaftslebens von seinen Anfängen bis zur Gegenwart*. Dritter Band :

trinaire) de la papauté ébranlée, l'esprit faustien tranchait tant sur le catholicisme que sur le luthéranisme. Il n'épousait pas pour autant intégralement ces formes de protestantisme qui forgèrent par ailleurs les comportements individuels précurseurs et/ou fondateurs du capitalisme (comme le piétisme selon Max Weber). Mais il existe effectivement un rapport à cette *hexis* qui se mue chez Max Weber, on le sait, en un complexe d'attitudes favorables à l'accumulation de capital, ce qui est souligné dans *l'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. La figure du Faust de Goethe, alliée au diable, apparaît en miroir comme figure inversée de l'homme pieux libéré du carcan ecclésiastique et seul face à son Dieu. Ses instruments sont alors la magie et l'argent⁵. Mais c'est ainsi que l'homme réalise *par l'artifice* un monde neuf autour de lui, combinant sa capacité technique nouvelle «en ce monde» (*diesseitig*) et son abstinence (synonyme de capitalisation) en vue de l'autre. Son service n'est ni seulement divin, ni exclusivement d'inspiration diabolique.

Goethe, le premier, ne faisait plus seulement de «*Herr Doktor Faust*» ni un magicien alchimiste, ni un simple révolté contre Dieu (puni pour cela, toutefois sauvé *malgré tout* par la magnanimité divine, qui est l'expression de la grâce), mais désormais un savant qui devient, à la fin de la seconde partie de la tragédie, un *entrepreneur*. Le symbole de l'ambiguïté de la modernité s'inscrit dans cette figure, devenue universelle, à laquelle sa fin donne l'aura du génie incompris – tout autant que cet autre créateur maudit, le poète voué à une existence tragique : c'est une tragédie qu'écrit Goethe qui montre, dans les derniers actes, l'homme d'action moderne en prise avec les forces naturelles, qui rend des ambitions démesurées possibles en rangeant ces mêmes forces au service d'un but purement humain : une nature désormais instrumentalisée, calculée, mesurée, au service d'une démesure humaine rendue possible⁶. Soumission de

Das Wirtschaftsleben in Zeitalter des Hochkapitalismus, München & Leipzig, Duncker & Humblot, 1927) pour désigner la conjonction de l'«esprit faustien» que nous traitons ici et de l'esprit bourgeois : l'entrepreneur est un démiurge plus qu'un puritain affairé à la besogne par souci religieux. Voir le commentaire de Hinnerk Bruhns : «Économie et religion chez Max Weber et Werner Sombart», in Gérard Raulet (dir.), *L'éthique protestante de Max Weber et l'esprit de la modernité*, Paris, MSH Éditions, 1997, p. 95-120.

[5] Hans-Christoph Binswanger, *Geld und Magie. Deutung und Kritik der modernen Wirtschaft anhand von Goethes „Faust“*, Stuttgart, Bern, Weibrecht Verlag, 1985.

[6] Les poètes du XIX^e siècle, les Français en particulier, devaient voir dans la figure goethéenne «en butte à l'hostilité aveugle de la société, le parangon du poète incompris, voué à une

la nature et domination de l'artifice technique : *Faust* ne traduit pas seulement une certaine éthique présente également dans une forme de protestantisme (moins luthérienne que piétiste ou puritaine, *dissidente* au sens des *dissenters*, comme il a déjà été remarqué) et qui se trouve, par la force des habitudes comportementales, incorporée par les individus, reconvertie en « esprit du capitalisme », mais il dit aussi et surtout l'effort de cet esprit dans l'usage des forces naturelles – c'est ainsi que l'océan même est dompté par l'homme, à travers l'usage de la force marémotrice *canalisée* par Faust au dernier acte de la tragédie.



L'esprit du capitalisme indiqué par la figure goethéenne de Faust est *conquérant* : d'abord conquête exacerbée de la connaissance, puis de la femme (dans sa présence réelle, avec Marguerite, ou mythique, quand il s'agit d'Hélène de Troie), conquête de contrées à explorer dans l'espace (depuis les sommets – *Hochgebirge* – jusqu'aux rives de l'océan) et dans le temps (de l'Antiquité au seuil de l'avenir industriel du monde), dans le monde d'ici-bas et dans l'autre monde, auquel Faust a accès en suivant Méphistophélès. Le fait est que Faust s'est voué à l'« Action », qu'il substitue au « Verbe » (vers 10188 de la tragédie) en contestant de la sorte l'ordre divin.

Si les territoires nouveaux à défricher ou les royaumes à dominer venaient à manquer, il faudrait d'ailleurs encore trouver de quoi satisfaire l'appétit de l'homme, même en dehors de la Création – car s'arrêter dans la conquête signifie non seulement la mort, mais la damnation de l'âme, qui n'est reculée qu'autant qu'il est encore des terres à parcourir et des mers à dompter. La croissance (conquérante, énergétique, industrielle) ou la perte du salut, voilà le dilemme moderne – la tragédie étant qu'il ne s'agit toujours que de repousser l'échéance, qui demeure celle de l'effondrement et de la terreur.

Faust ne peut donc se contenter ni de *découvrir* ni de *conquérir* ; alors même qu'il suit son guide diabolique, il excède déjà les projets du

existence tragique, et édifiant son art et son magistère sur les aléas d'une condition en quelque sorte ennoblée par l'insuccès » (d'Hulst, « *Faust* » de Goethe traduit par Gérard de Nerval, *op. cit.*) : l'avant-garde romantique, contemptrice de la vie bourgeoise, n'est pas prête à reconnaître dans le bourgeois pondéré et compassé son héros, mais elle peut le reconnaître dans l'entrepreneur capitaliste aux vues démesurées mais au succès incertain dans des entreprises visant à transformer le monde.

Malin puisqu'il est conduit à *recréer* son monde. Contre la description romantique usuelle de l'esprit bourgeois, celui-ci n'est ici ni compassé ni boutiquier : l'esprit des temps nouveaux a la grandeur de la mesure, et il accomplit la promesse de la réalisation de l'humanité par elle-même dans *l'action*, exaltée, *généreuse*, mais également dure et *impitoyable* – le montre assez l'expropriation de Philémon et Baucis de leurs propres terres, devenues nécessaires à l'entreprise de creusement du canal que souhaite réaliser Faust.

L'«éthique de la besogne» mise en évidence par Weber comme typique de la Renaissance se trouve, à l'orée du XIX^e siècle, réactualisée en un déploiement de forces sans précédent dans aucun empire du monde passé. C'est pourquoi le débordement de mythes voulu par Goethe dans le *Second Faust* est fidèle à l'esprit de *cette* modernité-là, autrement, sinon plus, que le tableau de la médiocrité bourgeoise – si exacte fût-elle, qu'on la trouve chez les personnages de Schiller, dans la «Comédie humaine» balzacienne ou dans le style *Biedermeier* de la petite bourgeoisie germanique d'Europe centrale de la petite bourgeoisie germanique d'Europe centrale.

C'est du moins une interprétation possible du déplacement extrêmement rapide et surprenant du monde des mythes antiques à celui de l'entreprise moderne de transformation de la nature dans le dernier acte de la tragédie. Car l'esprit du capitalisme est *créateur*. Au terme de sa course (et de la pièce), Faust a parcouru tout l'espace et tout le temps. Il n'existe plus rien de neuf pour lui. Or le pacte avait été scellé : que sa course cessât, et son âme lui échappait – échappait-elle peut-être aussi à Dieu ? Le salut semble perdu, l'angoisse est extrême, les décisions aussi (encore une fois, en témoigne le meurtre de Philémon et Baucis sur lequel Faust ferme les yeux), et toujours la souffrance les accompagne. Mais alors, que faire encore ? La question semble vaine à qui a tout vu, tout connu, tout appris du monde tel que le Créateur l'a donné à voir, à connaître et à comprendre.

L'esprit se demande : *que faire* ? Mais par l'effet de cette seule question, il renverse donc l'ordre du monde : empires ancestraux, lois révolues, instruments et outils du passé..., tout cela s'appliquait à ce qui *existait déjà*. L'homme, le philosophe, n'a donc *encore rien fait*. Sur une «haute montagne» (*Hochgebirg*, sommet propre à la méditation et manifestation la plus patente de la Création telle qu'elle est), Méphistophélès parle :

Le philosophe ici ne sait que faire ;
 « Puisque le bloc est là, qu'on le laisse par terre !
 Nous n'en avons que trop débattu sans profit. » [...]
 Que la Nature soit comme ont veu. Que m'importe !
 J'en fais un point d'honneur et le diable était là⁷.

Car l'homme n'était pas présent au moment de la Création. Et, depuis lors, dix mille ans d'histoire humaine au moins se sont écoulés. Mais que sont-ils en effet pour Méphistophélès ? Et que sont les dix mille vers du *Faust*, avant le dernier acte ? Il n'est rien de neuf encore, sinon ce qui est à créer. Or, les instruments ne manqueront pas, dès lors que l'homme n'appliquera pas son activité, toujours débile, à la puissance de la nature, mais fera servir cette dernière à sa propre action : par le travail humain, dont Faust renverse la destination, c'est désormais la force des éléments que Faust engage, la mer qui reste à dompter qui fournit l'énergie pour transmuter la nature. C'est la machine, l'attirail de machinerie à grande échelle usant des forces naturelles, qui fait son apparition (comme dans le dernier chapitre de la troisième édition des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* de David Ricardo, en 1821). Il sera donné par là de satisfaire quelque besoin humain que ce soit :

Ah ! Jusqu'au désespoir je me sens tourmenté
 De voir agir sans but l'élément indompté.
 Mon esprit ose ici, se surpassant lui-même,
 Combattre et remporter la victoire suprême.
 Et c'est possible ! [...] ⁸

Weber lisait dans la fin du *Faust* « le sens d'un adieu, d'un renoncement à un âge d'opulence et de belle humanité⁹ ». Il nous semble au contraire que Goethe y entrevoyait les prouesses majestueuses de la technique humaine servie par les puissances de la nature et les réa-

[7] Nous utilisons l'édition de *Faust* dans *Goethes Sämtliche Werke*, VII/1 et VII/2, édité par Albrecht Schöne (édition commentée), Frankfurt-am-Main, Deutscher Klassiker Verlag, 1994. Pour la traduction française *Faust II*, traduction de Malaplate, Paris, Flammarion, 1984. Ici vers 10113-15, 10124-25, p. 421. Méphistophélès entend dire ici que, lui, l'ange déchu a assisté à la Genèse du monde, au contraire de l'homme. Nous renvoyons aussi à d'Hulst, « *Faust* » de Goethe traduit par Gérard de Nerval, op. cit.

[8] Dans la même traduction : vers 10219-22, p. 424.

[9] Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, traduction de Dampierre, Paris, Plon-Agora, 1989, p. 223.

lisations – pourquoi ne pas le dire en ces termes ? – de la combinaison *travail et capital*. Le canal qui est creusé par les troupes ouvrières sous le fouet de Méphistophélès l'est d'après les ordres de Faust (vers 11 123-11 130). Goethe évoque sans ambages la contrainte brutale, mais aussi la grandeur des réalisations similaires à celles qui suscitaient l'enthousiasme du poète de Francfort dans ses *Entretiens avec Eckermann* : le canal de Suez et le Mittelland Kanal à grand gabarit de l'Oder au Rhin¹⁰. Faust sous sa plume n'est plus ni un grand voyageur de la Renaissance, ni un simple aventurier, fût-ce des aventures de l'esprit ; Faust n'observe plus seulement le monde de ses contemporains, fût-ce dans les parties qui leur sont encore inconnues : il en a fait le tour ; alors il engendre un monde qui devient *de facto* le sien et le *leur*, parce qu'il les y emploie.

Tout est dans l'action (vers 10188).

La forme que Goethe donne à sa tragédie *Faust* dit déjà le sens de l'histoire d'un premier capitalisme, celui des fondateurs. Il rapporte la transgression du savant à une entreprise toute moderne de soumission de la nature. L'alchimie n'est plus de mise. Les arcanes cabalistiques sont renvoyées aux mondes des mythes et d'une sorcellerie révolue : place à la raison pratique ! Le poète peint sous les traits de pérégrinations fantastiques (rendues possibles par les pouvoirs de Méphistophélès) tout ce qui est à découvrir du monde existant ; mais c'est encore trop peu : il faut désormais inventer un monde *qui n'eût jamais existé sans l'activité humaine*. *Tout est dans l'action*, c'est Faust qui le dit. Le diable assiste d'abord Faust, puis il assiste à l'entreprise de Faust, relégué qu'il est au second plan.

L'homme reste ici cependant certes sans réponse de la part de Dieu – comme dans le « Prélude sur le théâtre » qui réunissait au début de la pièce le directeur, le poète et le comédien – jusqu'au moment final, et à ce salut aussi inattendu qu'extraordinaire pour manifester la toute-puissance divine, il y aura eu hésitation sur le salut. Mais Goethe l'a alors montré : le pacte présenté à Faust a changé de sens, pour devenir celui d'une modernité où la figure humaine aboutit à l'*idéal-type* de l'entrepreneur capitaliste.

[10] Goethe, *Entretiens avec Eckermann*, rapportés dans *Dichtung und Wahrheit* (Poésie et vérité), notamment à propos du canal à grand gabarit lors de la conversation tenue le 21 février 1827.

La modernité réside là, en ce que les éléments ne servent plus désormais ni Dieu ni diable, mais seulement l'homme : à l'orée du XIX^e siècle, le poète annonce qu'au travers des lois de la production mue par l'énergie des forces de la nature rendues ancillaires, *tout est devenu possible*.

CHAPITRE I

Le procès intenté par les philosophes allemands aux fondateurs de la pensée économique classique britannique

Dans l'art du gouvernement comme partout ailleurs, il faut ramener à des concepts tout ce qui peut s'y conformer, et refuser d'abandonner tout ce qui peut être maîtrisé au hasard aveugle, avec l'espoir que ce dernier fera pour le mieux¹.

L'*État commercial fermé* (*Der geschlossene Handelsstaat*), que Fichte publie en 1800, reformule une *ars mercatoria* dans le cadre philosophique de l'idéalisme de sa propre « doctrine de la science » (*Wissenschaftslehre*) en vue de demander compte à la science nouvelle qu'est l'économie politique de sa conception de la vie socio-économique d'une nation moderne : quelle forme de hasard naît de l'entrelacement des volontés humaines pour sembler se substituer à la Providence ? Quel type de nécessité s'impose quand l'homme (à l'instar de Faust) peut tout imaginer, tout penser et tout *re-crée*r ? Fichte refuse le « hasard aveugle » (qu'on pourra identifier à un « hasard libéral ») et prône une maîtrise tout humaine de la destinée socio-économique du peuple allemand.

La tradition de réflexion sur le commerce avait évolué dans le monde germanique depuis le XVI^e siècle vers une forme spécifique de mercantilisme, le caméralisme (*Kameralismus*), qui décrivait la société marchande comme active face au prince dont l'art est de gou-

[1] Johann Gottlieb Fichte, *Der geschlossene Handelsstaat*, 1800 ; trad. Gibelin, *L'État commercial fermé*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1939 ; nouvelle trad. Lausanne, L'Âge d'Homme, 1980 (le passage que nous citons ici en exergue apparaît p. 68).

verner (*ars gubernatoria*)². Fichte confronte la science smithienne nouvelle avec la tradition germanique et il condamne les deux savoirs comme insuffisants au regard de la raison pour dicter les principes du commerce fondés sur le droit auquel le prince doit recourir.

D'une part, l'expérience à laquelle se réfèrent les caméralistes est mensongère, en économie comme en politique, car elle trompe parfois celui qui ne se fie qu'à elle et agit sans principes rendus certains par l'exercice de la raison. Fichte veut étendre les principes de sa « doctrine de la science » présentée dans le *Fondement du droit naturel* de 1796. D'autre part, tandis que, vingt ans plus tôt, en 1776, Adam Smith interrogeait les causes et la nature de la richesse des nations sur la base de sa théorie sensualiste des sentiments moraux (publiée en 1759), inaugurant de la sorte l'école d'économie politique dite classique au siècle suivant, Fichte considère que la raison fondée sur les principes premiers de droit tirés du *Moi* doit étendre sa juridiction au terme pratique des relations matérielles dans la communauté nationale.

Fichte emprunte aux Lumières le souci de saisir les formes du commerce (réputé au long du XVIII^e siècle « adoucir les mœurs ») afin de mettre fin aux conflits de l'Europe qui sont devenus, au tournant du XIX^e siècle, les guerres révolutionnaires et napoléoniennes. Fichte ne veut toutefois ni s'en tenir aux connaissances accumulées par les praticiens mercantilistes, ni abandonner le commerce au hasard de la liberté du libéralisme naissant qui lui semble n'assurer que le succès du plus fort. Smith, le moraliste anglais, comme Fichte, le philosophe allemand, discernent que le moment est venu pour la *théorie*, et que celle de la physiocratie des Lumières françaises est insuffisante. Mais seul Fichte entend appuyer la théorie moderne des relations économiques sur un droit rationnel formulé à partir des principes métaphysiques du *Moi*. Le paradoxe de ce qui sera parfois nommé, par la suite, « socialisme fichtéen », naît précisément de ceci : une ontologie radicale du *Moi* et de sa confrontation à autrui vise à garantir à tous la maîtrise suffisante de leurs libertés, y compris celle d'exercer un métier et d'en vivre (c'est-à-dire de subsister, de se maintenir en vie, soit en allemand : *Lebenserhalten*).

[2] Sur le mouvement caméraliste et l'« art des marchands » (*ars mercatoria*) et l'« art des gouvernants », la deuxième partie de cet ouvrage reviendra.

Le philosophe est conduit de déduction en déduction à tracer les grandes lignes du premier projet d'État *fermé* à l'économie *intégralement planifiée*, où chaque citoyen reçoit sa tâche d'un plan décrété par les autorités : ce qu'il doit produire, échanger, obtenir et utiliser est à chacun compté exactement. Avec le capitalisme, ce qui, selon Max Weber, ne devait être, pour les théologiens du protestantisme dissident, que le léger voile des choses de ce monde s'est changé en une lourde carapace³, de même, depuis la Réforme, le «doux commerce» des hommes (qui désignait alors l'échange d'idées dans la conversation de bon ton autant que celui des marchandises) s'est mué en la discipline la plus rigide ne profitant qu'à ceux qui sont déjà des possédants. En forgeant l'idée des structures d'un système alternatif, Fichte ajoute comme sa condition de réalisation de l'idéal la conscience de cette rigidité et un trait autoritaire et coercitif, le plus strict que l'entendement puisse imaginer, puisque la planification envisagée est impérative sous peine d'exclusion de la communauté.

La dureté du système envisagé est à la mesure de la rigueur de la déduction formée par l'entendement. Hegel allait dénoncer cette exigence comme la suite inévitable de l'illusion qu'engendrent un usage exclusif de l'entendement (*Verstand*) et non de la raison (*Vernunft*), et la méconnaissance du caractère «sacré» de la liberté dont l'imperfection des réalisations mêmes puisqu'elle consiste à nouer et dénouer les relations à volonté, est la marque de sa perfection – or cette liberté concerne, certes, d'une part, l'activité politique du *gouvernement*, mais aussi, et ce, dès *La constitution de l'Allemagne*⁴, la sphère économique proprement dite où Fichte veut donc à tort que son autorité soit pleine et entière et exclusive.

Comment le procès intenté à l'économie politique est-il donc alors instruit par ces philosophes ? Les concepts de la libéralité de

[3] L'expression consacrée de «cage de fer» provient de la première traduction anglaise de Parsons, qui s'inspirait d'une expression du *Pilgrim's Progress* de Bunyan : «*iron cage*» est toutefois une expression assez éloignée du terme original de «*stahlhartes Gehäuse*» (soit un «manteau devenu carapace dure comme l'acier»). Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* ; trad. Grossein, Paris, Gallimard, 2003, p. 251.

[4] Georg W. F. Hegel, *Die Verfassung Deutschlands*, 1800-1802. Édition des *Werke*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1986, vol. 1, partie B (après la section *Erste Entwürfe einer Einleitung zur Verfassungsschrift*), p. 45 et suivantes. Nous citons la traduction de Jacob, *Constitution de l'Allemagne*, Paris, Champ Libre, 1974, p. 49.

la Providence et de la liberté des échanges, tels qu'ils étaient présentés par la physiocratie française des Lumières, visaient à montrer dans la France de Louis XV vue par «son» économiste François Quesnay l'abondance pouvant régner dans le royaume (qui en a bien besoin après les dépenses requises par les guerres incessantes sous Louis XIV) par l'exploitation bien comprise des ressources agricoles providentielles.

Inversement, dès lors que les ressources naturelles furent regardées comme *rare*s, soit dans le dernier quart du XVIII^e siècle (dont on peut remarquer la coïncidence avec un contexte de disettes dues à de mauvaises récoltes et des hivers particulièrement rudes) épouser une conception moins sereine, fit prendre aux économistes la voie d'une solution différente. La conscience de la rareté et une économie politique moderne fondée sur la division du travail (au lieu d'une répartition ancestrale des tâches) ont partie liée. Aux échanges entre les ordres agricole, artisanal et nobiliaire de Quesnay, l'image de la manufacture d'épingles décrite par Smith allait se substituer, de pair avec un essor de la production et de l'échange sous l'égide des lois de la répartition dues à une «main invisible» comprise comme un opérateur logique se substituant à la Providence. Alors que l'«invention» de l'économie politique au XVIII^e siècle⁵ s'était faite avec les notions d'abondance, de Providence et d'une certaine forme de «liberté» commerciale octroyée par le monarque (contre les taxes provinciales, par exemple, levées par des pouvoirs locaux), la pensée du XIX^e siècle allait substituer la rareté, l'idée de lois naturelles régissant les facteurs de production et la concurrence.



Encore faut-il s'entendre, en particulier sur des termes comme la liberté commerciale. Celle qui est prônée par Smith, puis infléchie vers des intérêts industriels par Ricardo et l'École de Manchester n'était plus celle qu'avaient réclamée les mercantilistes pour leurs Compagnies des Indes, orientales ou occidentales, à l'instar de celle qu'avait ainsi obtenue Petty du roi d'Angleterre pour son propre privilège et ses propres affaires. La liberté passée des intérêts particuliers de la *gentry* de haut vol devait plus tard être stigmatisée par

[5] Expression de Catherine Larrère : *L'invention de l'économie politique au XVIII^e siècle*, Paris, PUF, 1992.

John Stuart Mill (dans les années 1840) car la concurrence que lui substituent les classiques est une forme de liberté devant assurer des conditions égales de mise en compétition, non des privilèges. Pourtant, cette liberté concurrentielle était déjà, elle aussi, la cible de Fichte, dès ses premières formulations. En effet, si le libre-échange s'identifie aux privilèges *avant les classiques*, ne signifie-t-il pas, après Smith, laisser au pur hasard des intérêts privés l'échange sans contraintes (sans droits prélevés sur les marchandises ou sur les moyens de paiement – par exemple sans gabelle sur le sel, sans excise, et sans timbre sur les billets à ordre) ?

La conception smithienne englobait, la première, l'ensemble des relations marchandes sans privilégier ni secteur productif (à la différence de l'agriculture chez les physiocrates) ni « Compagnies » (mercantilistes) ou manufactures (colbertistes). Elle établissait, ce faisant, la première *science théorique* de l'économie, en manifestant les conditions d'un développement accru des forces productives qui devait s'ensuivre de la connaissance de lois naturelles plutôt que de l'observance des lois du prince. Au lieu d'un encadrement policier des richesses par les princes – et par exemple de la « police des blés » régnant en France –, l'Europe pouvait connaître des nations échangeant leurs biens pour leur plus grande prospérité.

Mais, aux yeux de Fichte, il manque tout autant à ces conceptions d'être conformes au droit rationnel des hommes à vivre. La fin dernière d'une idée éthique inconditionnée est la rationalité la plus haute, à la hauteur de laquelle aucune de ces conceptions ne se hausse. Or on peut d'autant moins s'en satisfaire que le bouleversement des traditions communautaires (par exemple, la fameuse fin des « enclosures » en Angleterre, dont Fichte ne parle pas, mais que Marx et d'autres allaient ensuite désigner comme cause de la paupérisation) a augmenté, pour la population, la misère qui ne semble pas moindre dans un nouveau régime d'échange libéral que sous celui policé de l'Ancien Régime. Le seul hasard des relations nouées et dénouées selon les opportunités de marché doit-il donc définir la liberté ? Il ne semble rien résoudre, au contraire. Tant par principe qu'en vue du bien moral et du bien-être physique des hommes, la liberté fichtéenne signifie donc, quant à elle, au contraire, le règne du droit moral et l'État est l'institution juridique qui soumet de manière coercitive l'expression de la liberté externe à cette rationalité ultime :

Si la théorie de la science [*Wissenschaftslehre*] est acceptée et universellement répandue parmi ceux qu'elle vise à atteindre, le genre humain sera délivré du hasard aveugle, la bonne et la mauvaise fortune n'existeront plus. L'humanité entière se tiendra elle-même en mains, sous la dépendance de son propre concept ; elle fera d'elle-même, avec une absolue liberté, tout ce qu'elle peut vouloir en faire⁶.

Au nom de la liberté véritable conforme au droit, Fichte exige que non seulement l'État permette, mais *réalise* le bien de ses membres. Alors, aucun des « États réellement existants » ne lui apparaît en vérité conforme au droit, et cela, alors même que l'Europe a perdu les bénéfices de l'unité continentale primordiale que Fichte mythifie – en revenant à l'empire de Charlemagne ou à la liberté de circulation qu'il disait régner aux XII^e et XIII^e siècles. En s'en prenant au « libre-échange », Fichte s'oppose donc aux privilèges commerciaux que l'édification des États nationaux a permis d'exercer sous ce nom, d'une part, et à ce qu'il juge n'être que leur extension systématisée telle que proposée d'autre part par les économistes.

Fichte critiquait déjà cet intérêt du plus fort dans un ouvrage antérieur, les *Considérations pour rectifier le jugement du public sur la Révolution française* de 1793, avec une perspective similaire quoique pour un discours autre (favorable aux révolutionnaires) quand il épousait une perspective historique retraçant les origines des dynasties d'Europe jusque dans les sylvies germaniques. Il prolonge cette analyse au Livre II de *L'État commercial fermé* de 1800, par-delà le *Fondement du droit naturel* de 1796 où les questions économiques trouvaient peu de place. De 1793 à 1800, la conviction demeure que la détermination de ce qui est « conforme au droit » demeure incomplète tant qu'y manque la question économique : *L'État commercial fermé* représente donc le terme d'une évolution plutôt qu'une rupture avec les *Considérations* – au ton certes plus proche d'un « anarcho-libéralisme ». Si la pensée fichtéenne mue vers l'éloge radical de la planification, elle s'inscrit dans un même refus, d'emblée, de l'alternative entre caméralisme et « hasard libéral ».

[6] Johann G. Fichte, *Sonnenklarer Bericht an das größere Publikum über das eigentliche Wesen der neuesten Philosophie, ein Versuch, die Leser zum Verstehen zu zwingen*, Berlin, Realschulbuchhandlung, 1801 ; trad. Valensin, *Archives de philosophie*, Paris, 1926, p. 87.

1 – Fichte et la critique du hasard libéral

La critique fichtéenne porte sur un «hasard libéral» assigné, à tort ou à raison, à Smith et à ses successeurs. Puisque le grand État de la Rome antique, puis ce que Fichte regarde comme sa reconstitution par Charlemagne ont éclaté sous les pressions extérieures ou intérieures – et considérons que Fichte écrit à l’époque où la pression napoléonienne doit faire voler en éclats ce qui reste du Saint Empire romain germanique à l’époque moderne –, et puisque l’époque du commerce, que Fichte juge avoir été le plus libre, celui des foires médiévales des cités bourgeoises d’Europe est révolue avec la division en États nationaux forts et impropres à s’unir (les principautés du Saint Empire germanique l’illustrent en effet), le maintien de la liberté primordiale des Romains ou des Carolingiens est purement illusoire. Les États modernes portent la guerre. Non seulement dans leurs ambitions territoriales, mais dans leur vie économique : seules des situations conflictuelles surgissent de la concurrence économique qui provoque ou qui suit, mais toujours accompagne les affrontements militaires. Quelque référence à l’histoire de l’Europe que l’on fasse, Fichte juge qu’un historien aurait bien des difficultés à assigner une époque précise pour sa reconstruction sur un mode rationnel. Ce constat doit faire aboutir à la prise d’une décision, responsable et grave, de fermeture des espaces économiques naturels nationaux, en particulier germanique.

Cette notion de l’espace naturel germanique – empruntée à la Révolution française et qu’on n’ose dire «vital» au regard de l’histoire ultérieure – est bien entendu à la racine du pangermanisme qu’on devait attribuer à Fichte, mais c’est la source d’une incompréhension profonde de la visée du philosophe dans ses textes de 1793 comme de 1800, qu’il prône l’esprit révolutionnaire ou autarcique : il vise la paix internationale et l’éducation du peuple. Ces éléments permettent diverses interprétations : encore faut-il maintenant les restituer.

Fichte adressait *L’État commercial fermé* au ministre le plus puissant de la puissance montante qu’est alors la Prusse, Johann Friedrich de Struensee : l’expérience ne saurait suffire, lui écrit-il, et les théories économiques contemporaines des événements historiques auxquels il faut faire face sont également impuissantes, car mercantilisme et caméralisme impérial sont fauteurs de guerre⁷, et la liberté conçue par

[7] Les illustrations en seraient nombreuses, par exemple chez les trois fondateurs du

leurs adversaires n'est qu'une apologie du hasard, et non la rationalité d'une fin éthique inconditionnée. La conception qui a son pivot dans le libre-échange se fonde en effet sur la rapacité de consommateurs aux désirs insatiables et sur l'affrontement dans la compétition entre des producteurs qui cherchent à éliminer leurs concurrents : ils entraînent tout autant les nations dans le conflit. Fichte rejette une liberté illusoire comme d'autres vieilles lunes, pour conclure que les États seront toujours en danger s'ils ne se renferment pas en eux-mêmes et que leurs citoyens seront toujours des producteurs soumis au hasard des marchés (et spoliés) si leurs activités ne sont pas strictement limitées selon une juridiction impérative et coercitive garantissant à chacun le sien de manière définitive. *L'État commercial fermé* détermine alors les conditions de possibilité d'un échange équitable au sein d'un espace géographique « naturel » donné, *l'Allemagne*⁸. Le terme « libre » s'entend là au sens défini par une irrévocable limitation réciproque des *Moi*.

« La sphère des actes libres se répartit entre les individus en vertu d'un contrat de tous avec tous, et cette répartition produit une propriété⁹. »

Les notions de « sphère des actes libres » et d'équité renvoient à un « partage » réalisé parmi la communauté entière en conformité au droit (c'est-à-dire par l'État, regardé comme la puissance externe chargée de le mettre en œuvre) en vue que puisse exister *pour tous* une propriété qui n'ait pas pour objets, selon la définition fichtéenne, les biens comme tels, mais les activités productrices de ceux-ci. Aux privilèges anciens comme au « laisser-faire » émergent, Fichte oppose donc un appel au « laisser vivre » tous les éléments actifs de la nation (les producteurs dans un vocabulaire saint-simonien postérieur, les « travailleurs ») dont l'écho allait longtemps encore retentir : « La fin de toute activité humaine est de pouvoir vivre ; [...] par suite, la répartition doit tout d'abord être faite de façon à permettre à tous de subsister. Vivre et laisser vivre !¹⁰ »

caméralisme en Autriche : Becher, Hörnigk, Schröder, dont le propos explicite était d'encourager les princes germaniques à faire pièce à Louis XIV par le commerce.

[8] Comprise dans ses « frontières naturelles », nous y reviendrons : *L'État commercial fermé*, Livre III, chapitre VI, § IV : « Au moment où se prennent ces mesures, l'État s'installera dans ses frontières naturelles » (p. 170).

[9] Fichte, *L'État commercial fermé*, op. cit., 1980, p. 72.

[10] *Ibid.*, p. 73.

Fichte instaurait un semblable *droit à la vie* dès son *Fondement du droit naturel* de 1796. Il devait le maintenir au fondement ultime de sa réflexion jusque dans son système final, dans *Das System der Rechtslehre* de 1812. Ce point nous apparaît comme un invariant théorique et pratique dans la mesure où les autres droits « premiers » (droit à la liberté, droit à la propriété exclusive d'une telle « sphère d'activité », c'est-à-dire *droit au travail*) prennent sens par rapport à lui : l'homme n'est libre et actif que s'il est d'abord *vivant*. Or, puisqu'un système économique met en jeu les sujets décisionnaires, comme autant d'agents sujets de l'État, et donc comme vivants en son sein, si ceux-ci venaient à disparaître, ce système (et l'État qui en a la charge) serait contradictoire.

Avant toute définition de la propriété – même telle que Fichte la conçoit, à savoir non en tant qu'un *avoir* figé de choses, mais comme un *droit d'usage* de ces choses –, Fichte fait donc passer la vie même des usagers, c'est-à-dire la possibilité maintenue de leur activité au sein de l'État. En outre, puisqu'il semble que la définition usuelle de la propriété (comme propriété des choses mêmes) fasse naître le voisinage de l'opulence et de la misère, et qu'à cette dernière certains citoyens ne survivent pas, ce « droit à la vie » fichtéen n'est que la condition logique pour garantir la cohérence de la communauté et la jouissance des droits des citoyens. Cette conception induit de donner un rôle coercitif de l'État, qui est la représentation consciente de la communauté à elle-même, pour éviter à tout prix qu'il s'enferme dans une contradiction qui se résoudrait en sa dissolution. En maintenant ses membres, l'État se maintient. Et cela ne peut se comprendre pour Fichte que dans sa réalisation conforme au droit, c'est-à-dire conforme à la réalisation de son concept.



Cependant, si la réalisation de l'État fichtéen est conforme à son concept en défendant ce droit *de manière absolue* – selon la formule connue : *justitia fiat, mundus pereat* –, encore faut-il savoir si la réalisation de l'État requiert qu'il soit de type fichtéen. Un examen de son exercice à travers la pratique prônée par Fichte s'impose donc. La critique de Hegel allait porter précisément sur ce point – nous y reviendrons. En amont et puisque Fichte formait son entreprise à partir de l'œuvre de Kant, la part trop souvent négligée de la *philosophia practica perennis* qu'est l'économie chez ce dernier réclame l'atten-

tion. Cette négligence peut s'expliquer parce que Fichte se proposait de porter le principe fondateur de la raison pratique (la liberté) à son achèvement jusque dans le domaine matériel, tandis que Kant avait presque réduit l'économique au juridique *abstrait* du droit privé dans la *Doctrin du droit* (*Rechtslehre*), où a lieu la rencontre de l'économie politique et du criticisme kantien.

La doctrine kantienne fait voir l'État comme une institution juridique qui, quoique certes fondée sur des marxismes pratiques, sert seulement à l'auto-organisation rationnelle de la liberté extériorisée dans la vie des particuliers. Kant se situe tant par rapport à l'héritage jusnaturaliste, mais aussi leibnizien et wolffien dans le cadre germanique, qu'à celui de Hume et de Smith, à l'origine de la pensée économique classique. La critique transcendantale a pour objet même de dépasser l'une et l'autre tradition. Une des conséquences à tirer de l'empirisme et du sensualisme britanniques, du moins dans une interprétation reprise lors de la création des États-Unis, qui se rendent indépendants à la même époque, est que le but ultime de la nature humaine est de parvenir au bonheur.

Sans que ce bonheur ne se réduise nécessairement aux seules fins du confort matériel, ces possessions que recherche l'être humain mû par l'insatiable «passion acquisitive» que met en évidence Hume, les fins spirituelles ne relèvent pas de l'activité de la *raison*, mais bien de la sensibilité chez les deux penseurs britanniques. Les des-seins humains, chez les auteurs jusnaturalistes, se distinguent de cette «quête du bonheur», mais ils paraissent à leur tour bien secs devant les fonctions originellement explicatives de la sensibilité dans l'interaction humaine : chez Smith, une sympathie pensée à nouveaux frais se substitue à la «sympathie-reflet» humienne pour se combiner à la passion acquisitive. Kant repère dans ces traditions, malgré leurs différences, le trait commun de l'effacement de tout intérêt *propre* à la raison en tant que telle. Formulé comme recherche des conditions de possibilité des deux types de conceptions, le projet kantien, dans les trois *Critiques* (*Critique de la raison pure*, *Critique de la raison pratique*, *Critique de la faculté de juger*) relève d'un esprit tout différent :

Les principes de la causalité inconditionnée empiriquement doivent être le point de départ. [...] La loi de la causalité par liberté, c'est-à-dire un principe pratique pur, forme ici de toute

nécessité le point de départ et détermine les objets auxquels seulement il peut être appliqué^[1].

Une causalité fondée sur la liberté (*Causalität aus Freiheit*) n'est évidemment pas la spontanéité humienne, mais l'exercice du libre choix s'imposant à soi-même selon le critère de la possibilité d'énoncer son contenu en maxime universelle. Les objets d'application d'une trouvent leur expression dans la *Doctrine du droit* (*Rechtslehre*), dans le célèbre texte « Qu'est-ce qu'un livre? », accompagné de « Qu'est-ce que l'argent? »^[2]. Peut-être moins connu, ce dernier texte est bien significatif d'une forme d'inspiration smithienne chez Kant, notamment en ce que la valeur-travail y est implicitement contenue. La définition donnée de l'argent – « l'argent est le moyen universel qu'ont les hommes d'échanger entre eux leur travail^[3] » – détermine le champ économique pour Kant, qui l'envisage dans le cadre des *contrats entre particuliers* (section précédente : « Division dogmatique de tous les droits acquis par contrat ») et par conséquent, sous le seul angle du droit privé. La globalité des échanges est, quant à elle, définie comme « richesse nationale [qui], en tant qu'elle a été acquise par la médiation de l'argent, n'est à proprement parler que la somme du travail avec lequel les hommes se payent entre eux^[4] ». Il n'en reste pas moins que Kant ne développe ni la conception d'une « richesse des nations » ou d'une « société civile » autant qu'elles avaient été développées d'un côté par Adam Smith et par Adam Ferguson, et devaient l'être, d'un autre côté, à la suite de sa propre critique, chez Fichte et chez Hegel.

À la suite, mais à la différence du maître de Königsberg, Fichte entend établir le droit à la vie fondé de manière inconditionnée sur une juridiction externe à laquelle rien ne doit échapper. Suivant le cheminement de la raison tracé dans la *Doctrine de la science*, sa doctrine de la liberté humaine doit s'appliquer en situation de production, d'échange et de consommation. En même temps qu'avec la Révolution française, la liberté et le règne du droit pour tous les

[11] Emmanuel Kant, *Kritik der praktischen Vernunft*, 1788 ; trad. Picavet, *Critique de la raison pratique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1943, rééd. coll. « Quadrige », 1985, p. 14.

[12] Emmanuel Kant, *Metaphysische Anfangsgründe der Rechtslehre*, Königsberg, F. Nicolovius, 1797 ; trad. Philonenko, *Doctrines du droit*, Paris, Vrin, 1988, p. 166-169.

[13] *Ibid.*, p. 167.

[14] *Ibid.*

citoyens surgissent dans l'histoire, les revendications nées de l'affirmation du droit rationnel viennent au grand jour et Fichte montre la vie de la communauté humaine comme elle doit être *selon la raison*. L'État conforme au droit réalise la liberté. Il apporte à la «fiction rationnelle» rousseauiste du contrat par lequel chacun des membres d'une communauté s'est lié aux autres «en corps»¹⁵ la garantie de la vie et de la propriété de chacun sous sa propre autonomie législatrice, au nom de la «volonté générale» inspirée par le penseur de Genève.

Étrange itinéraire des concepts qui, suivant une double filiation, de Rousseau à Kant, et de Kant à Fichte, aboutit à la reformulation fichtéenne adressée au ministre berlinois : le sous-titre de *L'État commercial fermé* est un *Supplément à la Théorie du droit et Essai d'une politique à donner ultérieurement*. L'ouvrage adressé au ministre d'État de Prusse Struensee se présente comme le programme d'organisation de la nation allemande en vue de garantir ces mêmes droits¹⁶. Fichte a déjà épousé des positions notoirement «éclairées» et favorables à la Révolution française¹⁷. La déduction fichtéenne n'est *pas* une utopie. Et, en effet, Fichte ne condamne pas tout simplement les États existants au nom d'un idéal, mais il dénonce l'esprit de résignation qu'il voit en eux face au poids du passé ou au hasard de la liberté à venir. S'il n'entend pas proposer les plans d'une Cité du bonheur universel, d'une utopie telle que fut la «Cité du soleil» de Campanella, ou le phalanstère que les disciples de Fourier devaient ressusciter, il cherche à définir les conditions de possibilité *dans les limites exclusives du droit* et concernant les relations inter-humaines, de lois d'organisation d'un État visant à enrichir tous ses citoyens par le «commerce», ce que nous appellerions aujourd'hui l'*économie publique*. Fichte rapporte

[15] Il ne s'agit donc pas du contrat de soumission des jusnaturalistes, comme le montre Robert Derathé dans son appendice sur la notion de jusnaturalisme : *Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps*, Paris, Vrin, 1950 (rééd. 1988).

[16] Struensee, alors au sommet de sa gloire, fréquentait assidûment les salons progressistes de la bonne société berlinoise, avide de nouvelles de Paris et parfois sympathisant des objectifs des révolutionnaires français modérés (des Girondins). Un buste de Struensee est visible à la cathédrale Sainte-Hedwige rénovée en musée de la capitale allemande réunifiée.

[17] Fichte avait rendu publiques ses positions, mais avec des précautions éditoriales dans le *Beitrag zur Berichtigung der Urtheile des Publikums über die französische Revolution* (Erster Theil. Zur Beurtheilung ihrer Rechtmässigkeit), 1793 (*Contributions pour rectifier le jugement du public sur la Révolution française*. La première partie porte sur la critique de sa conformité au droit).

toute l'activité économique aux modalités de l'intervention publique en laquelle il voit *le tout intégral de l'activité économique*. Il en tire des règles d'action, énoncées très explicitement comme suit :

Qui entreprend de montrer à quelles lois les échanges commerciaux publics devraient se conformer dans l'État examinera donc tout d'abord ce qui est de droit quant au commerce, dans l'État de raison ; il indiquera ensuite quel est l'usage dans les États réellement existants, et il montrera enfin la voie par laquelle un État peut passer de cette dernière situation à la première¹⁸.

Fichte se défend à maintes reprises et dès l'adresse liminaire de l'ouvrage de vouloir rien traiter que seulement exclusivement selon des principes clairs immédiatement déductibles de ses définitions initiales de la propriété, de la liberté et de l'activité humaine. Il rejette les utopies et souligne le malentendu éternel entre philosophes et praticiens de la politique, alors que ces derniers se réfèrent à une expérience dont la particularité ne peut guère valoir contre les raisonnements «immanquablement généraux à certains égards» des philosophes, dont aucun «pour autant qu'il ne tienne pas sa science pour un simple jeu, mais pour une chose sérieuse, ne concédera ou ne présumera jamais le caractère *absolument* irréalisable de ses propositions¹⁹».

La pensée spéculative en politique trace seulement l'esquisse que la raison lui dicte sans rien pouvoir imposer, ni non plus s'illusionner sur sa réalisation. En traitant du rationnel, le philosophe ne dépasse ni son rôle, ni son époque, et il émet avec Fichte sur la question *matérielle* une réflexion à valeur *générale*, qui ne se limite ni à un temps ni à un peuple donné, qui donc «n'a pas son point de départ dans un État réel déterminé – sinon elle ne serait pas politique générale, mais politique particulière à l'Angleterre, à la France ou à la Prusse, et pour ces États, de plus, en 1800 ou encore en automne 1800, etc.²⁰».

[18] Fichte, *L'État commercial fermé*, op. cit., 1980, p. 80. Derechef, cette définition de l'économie publique rappelle la définition de Rousseau dans l'article «Économie politique» (1755) sur le *gouvernement du royaume* : *Discours sur l'économie politique* @, in *CŒuvres*, Paris, Gallimard, «Pléiade», vol. III, 1964, p. 241-280.

[19] Fichte, *L'État commercial fermé*, op. cit., 1980, Adresse, p. 62. C'est pourquoi tombe toujours en partie à faux la critique qui s'en prend à la «raison constructiviste», car c'est souvent à tort que des soupçons sont formulés à l'encontre du philosophe comme naïf ou dupe de ses propres concepts. Loin de là, il est souvent le plus lucide de ses propres critiques.

[20] *Ibid.*

Politique et économie politique sont l'affaire d'une pensée spéculative qui prend en charge *pour la première fois aussi profondément* en compte le plan des échanges matériels entre les hommes comme un des plans de la réalisation de l'esprit : le plan de l'*idée* n'est pas utopique chez Fichte, pas plus qu'il ne le sera chez Hegel, car il est chez les deux penseurs, celui du *réel* même. Il n'y a guère plus réalistes que ces idéalistes-là. Les lois de la politique et de l'économie qu'ils mettent au jour coordonnent l'enchevêtrement des actions humaines, elles révèlent les causes et les effets de la richesse des nations dans leur ensemble collectif et de l'enrichissement des hommes dans leur activité particulière. Les lois économiques doivent lever ce mystère. Mais les définitions de la liberté, de la volonté et de la rationalité qui fondent les déductions du philosophe se rapportent bien à des objections à faire aux systèmes de la science lorsqu'ils ne se fondent pas sur le principe inconditionné de la raison fondée dans la métaphysique du *Moi*.

Ainsi l'empiriste sceptique Hume, le moraliste sensualiste Smith et l'idéaliste absolu Fichte (puisque ce sont là des termes parfois revendiqués par ces auteurs mêmes) découvrent-ils, au tournant du XIX^e siècle, les lois économiques de la modernité selon les définitions *divergentes* qu'ils donnent de la nature humaine. Ils se rejoignent dans la réfutation des conseils du mercantilisme et du vieux caméralisme, dans la dénonciation des privilèges parés du nom de «libertés», mais ils s'opposent par ailleurs. Et c'est en étendant le droit rationnel au domaine du «commerce» que Fichte prétend fonder un discours «scientifique» qui peut se poser en parallèle à celui formulé par Smith (si tant est qu'aucun des deux satisfasse en quoi que ce soit des normes de scientificité qui sont les nôtres aujourd'hui mais dont l'émergence précisément fut plus tardive²¹).

Quoi qu'il en soit donc de normes ultérieures, au tournant du XVIII^e au XIX^e siècle, ce que le sensualisme écossais comme ce que l'idéalisme allemand nomment «science» (*Wissenschaft* est un concept plus large, plus ouvert, que le terme français) est une organisation rationnelle du savoir bien différente de ce qu'elle allait pouvoir devenir. En sa forme encyclopédique, en particulier dans l'effort représenté

[21] Qu'on les fasse remonter à l'auteur représentant le *terminus ad quem* du présent ouvrage, le fondateur de l'école autrichienne d'économie Carl Menger ou, hors de notre propos, au positivisme logique encore postérieur.

par la publication de Diderot et d'Alembert, l'économie politique vient trouver place dans cette science comme une connaissance renouvelée du gouvernement des hommes.

La science a connu une «révolution copernicienne» dit Kant : outre la *Naturphilosophie* (Schelling, Hegel), la branche entière des savoirs relatifs à l'«esprit», les *Geisteswissenschaften*, établit une réorganisation générale grandiose de la rationalité tout entière. Conçus à nouveaux frais, les savoirs de la physique (depuis Galilée), de la chimie (depuis Lavoisier) voient désormais à leurs côtés, l'*économie politique* qui impose l'examen de la société civile et de la vie de l'esprit des peuples au plan de la science comprise comme *Wissenschaft*, ce que Hegel nomme «éthicité» (*Sittlichkeit*) et dont le domaine de notre examen ici, la pensée économique, est une facette essentielle.

La conception fichtéenne, quant à elle, inspirera peu ou prou ultérieurement nombre de partisans de l'autarcie en pays germanique (voire au-delà) au XIX^e siècle et jusqu'à nous. L'expression de «socialisme fichtéen» fit fortune. Son contenu présentait-il une anticipation approximative de diverses réalisations du «socialisme réel» au XX^e siècle ? La littérature abondante au sujet des échecs de celui-ci ne pose pas toujours la question, ou la mentionne seulement en passant²².

Dans le champ des études économiques académiques *stricto sensu*, la destinée du système fichtéen fut moins brillante, la planification intégrale «à la Fichte» étant purement et simplement écartée par les économistes de profession tandis que l'inspiration smithienne, même critiquée, devait prévaloir. Mais tous les planificateurs doivent, à un titre ou à un autre, à l'entreprise de réflexion de Fichte, leur spécificité s'affichant au titre du degré de divergence d'avec le système sans compromis fourni par lui. Fichte s'attendait à ce destin de sa doctrine, car il indiquait un mobile pourquoi sa pensée serait mise à l'écart au dernier chapitre de *L'État commercial fermé* :

Le fondement véritable du scandale que provoquera ma théorie
[est qu'auprès d']une grande partie des humains, cela ne porte

[22] Wladimir Andreff, *La crise des économies socialistes : la rupture d'un système*, Grenoble, PUG, 1993, p. 24. Elle mérite mieux, mais la relecture en fonction de l'époque vécue est inévitable, par exemple il fut un temps où la filiation de Fichte au cadre économique du national-socialisme fut également évoquée (comme par le premier traducteur français de *L'État commercial fermé*, Jean Gibelin en 1939 : lire son *Introduction* à la traduction).

pas de fruit de s'adresser à eux avec des raisons, puisque toute leur façon de penser ne s'est pas constituée selon des raisons, mais selon le hasard aveugle²³.

La faute en est au manque d'exercice par les hommes en pratique de leur rationalité. L'opposition entre la tâche descriptive et la tâche normative de la science, que Fichte ne respecterait donc pas en en appelant à calquer la première sur la seconde, serait-elle donc une raison plus solide pourquoi il doit s'attendre à ne pas être entendu ? Mais les disciples de Smith, Ricardo le premier, n'allaient-ils pas lire leurs prescriptions dans les descriptions mêmes d'un ordre libéral regardé comme l'ordre économique « spontané » ? Fichte, de son côté, souligne seulement qu'il appartient aux politiques de mettre en pratique la raison, aux « hommes d'État » de légiférer, de régir tous les comportements humains dans la nation. Celui qui se guide par le hasard succombe aux séductions du hasard et se laisse entraîner dans ses impasses : il faut tout penser conformément à un exercice inconditionné de la justice pensée par la raison. L'« inclination au jeu » des hommes est déplorable ; mais elle est irrémédiable selon Fichte. Or l'exercice d'un sain entendement qui mettrait fin au *jeu* dans les affaires sérieuses de l'État, c'est ce qu'il faudrait, mais ce à quoi les hommes ne se résoudront pas :

On ne voudra rien obtenir par une règle mais au contraire par la ruse et la chance, [et] la production, et tous les échanges humains, devront être rendus semblables à des jeux de hasard²⁴.

En raison inverse, le « sérieux » de la planification fichtéenne, envisagée comme intégrale dans l'ouvrage de 1800, ne risque-t-il pas de provoquer *l'ennui* des membres de la communauté nationale fermée ? On se le demande spontanément en lisant que cette planification intégrale des activités aboutit, par exemple, à limiter nécessairement les déplacements des membres de l'État²⁵ :

[23] Fichte, *L'État commercial fermé*, op. cit., 1980, p. 78.

[24] *Ibid.*, p. 178. Von Neumann et Morgenstern allaient, un siècle plus tard, donner naissance à une description modélisatrice de ces comportements avec la « théorie des jeux » qui reste un accomplissement de la science économique de la deuxième moitié du XX^e siècle, soit cent cinquante ans après l'annonce fichtéenne.

[25] Fichte, *Der geschlossene Handelsstaat*, in *Fichtes Werke*, éd. I. H. Fichte, III, p. 506, notre traduction.

Voyager ne peut être permis dans un État commercial qu'aux hommes de science et aux grands artistes. À l'oisive avidité de nouveautés et à l'envie de distractions et de dissipation devrait être défendu de promener son ennui par tout le monde.

À l'ère du tourisme de masse, et après avoir effectivement expérimenté dans certains pays tout au long du XX^e siècle de telles interdictions, leur caractère réalisable, mais ô combien périlleux, et finalement ineffectif, n'est que trop clair. La raison en est plus intéressante à souligner : l'ennui. Dans son *Système de la doctrine du droit* de 1812 (*System der Rechtslehre*), Fichte prône le loisir (*Musse*) comme horizon de l'activité travaillée. Mais ce loisir également est organisé par l'État. L'interdiction de voyager – sauf pour des raisons « sérieuses » (par conséquent le voyage limité aux décideurs, aux savants, et à la rigueur aux artistes les plus représentatifs de ce que le pays accomplit) – manifeste l'interdiction du divertissement « creux », du ridicule que montre en effet l'ère du tourisme de masse vers les destinations « exotiques ».

L'ennui et le divertissement constitueraient donc les limites dont Fichte lui-même discerne effectivement qu'elles ne seront pas surmontables : les hommes préfèrent risquer la misère plutôt que de supporter l'ennui, s'étourdir (voire s'abrutir) du spectacle bariolé du monde plutôt que de se résigner à l'ordre consciemment instauré. Ce ne sont pas seulement, comme chez Hume et Smith, les inclinations liées à la « passion acquisitive » qui fondent le penchant à l'échange, ni la seule « sympathie » opératoire en tant que capacité à imaginer à la place de l'autre ce qu'on souhaiterait, c'est la conviction, ancrée en chaque individu, d'une chance de prouver sa capacité à améliorer sa situation (ses gains) mieux qu'autrui ne saura lui montrer comment le faire. Fichte reproche aux économistes comme aux hommes d'accepter de recourir au hasard ; il y voit la preuve d'un manque de sérieux irrémédiable. Il s'y résigne, mais il le réprouve. Son système est l'expression de cette réprobation. Mais Hegel relève la puérilité de son reproche : les hommes composent avec leurs penchants ; et c'est la marque de l'entendement et de l'ineffectif (*unwirklich*) de ne pas voir que le trait le plus éminent des États existants est de n'être pas parfaits.

2 – Hegel : louange et critique de la liberté d'entreprendre

La raison du criticisme kantien, comme celle de l'idéalisme allemand jusqu'à Hegel compris ne saurait exclure de se préoccuper de

l'ineffectivité (*Unwirklichkeit*). Kant cherche les conditions de possibilité de l'exercice de la raison ; Fichte celle de son implémentation jusque dans les plus petits détails de la vie pratique ; Hegel manifeste la nature de son identité du rationnel et du réel *effectif*. Avant Hegel, la raison est en quête du vrai concept de l'esprit, permettant de la réconcilier avec elle-même dans le temps et dans l'histoire. Avec Hegel, elle saisit cette identité. Ne pas demeurer dans l'ineffectivité, c'est pour la raison s'évanouir. Se ressaisir dans la réalisation effective de sa nature dans le temps, c'est, dans le système hégélien, une auto-réalisation que la raison appelle dans son essence même, qui coïncide avec le déroulement des temps.

De cette suprême coïncidence, la garantie est le système de Hegel tout entier lui-même. C'est pourquoi le philosophe se situe en position de terme absolu du concept et du temps. Et, quoi qu'il en soit, c'est dire que la raison reprend, pour les abolir (*aufheben*), les catégories invoquées par Kant, puis par Fichte et aboutissant, chez le premier, à des apories, et chez le second, à des absurdités ineffectives, c'est-à-dire non pratiques et non tenables dans la vie des hommes. Une autre manière de le dire est que la philosophie de la liberté ne se trouvait encore qu'ébauchée dans les systèmes de Kant, de Fichte (et de Schelling) quand Hegel écrit précisément la *Différence des systèmes de Fichte et de Schelling* en reformulant le concept de liberté à cette occasion et en inaugurant le mouvement dialectique d'*Aufhebung* qui allait être la clef de son système, à la fois abolition et achèvement, pour démolir les systèmes inachevés et conduire à leur terme les entreprises philosophiques menées depuis le criticisme kantien.

Le concept de la liberté, qui est pur concept, se déploie dans le temps pour s'autoréaliser. Son Idée (à défaut de schème, puisque Kant a montré impossible une schématisation positive de la liberté, au sens de celle qu'on peut donner d'un concept mathématique, par exemple) est mise en évidence dans la permanence du réel effectif (*wirklich*) perdurant dans le temps, dans la succession des moments de l'histoire, qui se présente ainsi comme un véritable «tribunal du monde» effectuant le départ entre le bon et le mauvais usage de l'Idée. Celle-ci n'a pourtant que son moment *objectif* dans le monde, en particulier celui des relations de droit entre les personnes, dont l'énoncé ultime est la *philosophie du droit*. Au sein de ce moment véritablement concret, le «droit abstrait» et la «moralité» (*Moralität*) voient naître le moment de l'«éthicité»

(*Sittlichkeit*), c'est-à-dire le déploiement de la famille, de la société civile (*bürgerliche Gesellschaft* symptomatique du monde des Modernes, par opposition aux Anciens) et de l'État trouvent successivement leur place.

La philosophie de Hegel rend compte de chaque moment selon la raison. Elle s'appuie pour cela sur la distinction stricte faite entre *entendement* et *raison* (respectivement, *Verstand* et *Vernunft*), ainsi que sur la présentation des conditions de possibilité faisant de la société civile tout autre chose qu'une sphère que pourrait régir à sa guise un État planificateur, ou qu'un plan absolument indépendant livré au hasard. Entre celui-ci et la notion smithienne de relations sociales d'où émerge l'harmonie, *comme par le seul soin de la «main invisible»* du texte de la *Richesse des nations*, il existe d'ailleurs des différences à souligner. Hegel fait voir dans le surgissement de la liberté des particuliers la caractéristique de la modernité, de sorte que la différence est manifeste avec l'adhésion immédiate du citoyen antique à sa Cité, qui rendait celle-ci la «belle totalité» (*schöne Totalität*) pour laquelle le jeune Hegel manifestait de la nostalgie. Sa philosophie plus mûre indique au contraire la forme *rationnelle*, *c'est-à-dire concrète*, de la liberté, comme d'autant plus riche dans la sphère des rapports économiques entre individus particuliers.

Pour élaborer son concept de société civile, Hegel puise chez Ferguson celui de *civil society*²⁶. Hegel tire surtout de l'économie politique de James Steuart les éléments d'une compréhension détaillée du *Statesman*²⁷. Chez Hegel, la sphère *socio-économique* est donc *autonome* et elle se déploie à son propre niveau dans le système du droit²⁸, l'État déployant sa juridiction *pour soi* comme conscience de ce que

[26] L'essai d'Adam Ferguson, *An Essay on the History of Civil Society*, dont la traduction a influencé le public allemand, fut publié à Édimbourg en 1767 @.

[27] Selon Karl Rosenkranz (*Hegels Leben*, Berlin, 1844 @), Hegel a lu et commenté l'ouvrage de James Steuart, *Inquiry into the Principles of Political Economy: being an Essay on the Science of Domestic Policy of Free Nations*, Londres @ (1776 : donc paru la même année que la *Richesse des nations* de Smith). Hegel aurait consigné ses notes dans un cahier qui a malheureusement disparu. Dans *Économie politique et philosophie chez Steuart et Hegel* (Paris, Dalloz 1963), Paul Chamley veut montrer l'existence d'un système économique hégélien constitué et potentiellement alternatif à la matrice classique : nous contestons ce point en notant les rapprochements exacts.

[28] «Chaque degré du développement de l'idée de la liberté a son droit en propre, parce qu'il est l'être-là de la liberté dans une de ses déterminations propres» (Hegel, *Grundlinien der Philosophie des Rechts*, Berlin, Nicolai, 1821. Nous citons la traduction

cette sphère est *en soi*, c'est-à-dire en servant seulement son auto-organisation rationnelle, comme chez Kant, mais en lui adjoignant la conscience de la nécessaire réalisation de sa rationalité à cette occasion, retrouvant le réquisit fichtéen mais *dénué* de l'exercice d'une coercition externe qui résulte dans la négation de l'initiative individuelle.

Des premiers écrits de Hegel jusqu'aux *Principes de la philosophie du droit* publiés en 1821, l'État moderne se présente comme fondant la sphère civile non seulement en la laissant reposer en son sein, mais en lui permettant une activité d'où sa propre teneur émerge, comme le contenu des institutions intermédiaires se constituant au sein de l'État. Le philosophe montre l'immanence du processus et, comme contre-épreuve, combien fonctionnait à cet égard à rebours la Cité antique – ce qui met en évidence le caractère irrémédiablement *univoque et passé* de cette dernière²⁹. L'approfondissement du moment moderne conduit à rejeter la nostalgie qu'il est possible d'éprouver initialement pour le monde grec. S'ensuit par conséquent une louange adressée à l'analyse formulée par les nouvelles sciences qui se mettent en peine de fournir le savoir concernant cette sphère :

Cet emboîtement, auquel tout d'abord on ne croit pas, parce que tout serait livré à l'arbitraire de l'individu-singulier, est plus que toute chose remarquable, et a une similitude avec le système des planètes, qui toujours n'offre à l'œil que des mouvements irréguliers, mais dont les lois peuvent toutefois être connues³⁰.

Ainsi, c'est chez Hegel que s'accomplit la déchirante conversion de la modernité à elle-même, blessure dans laquelle tournent dès lors

de Jean-François Kervégan, *Principes de la philosophie du droit*, § 30, Remarque, Paris, PUF, 2013, p. 175-176.

[29] Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, *op. cit.*, § 206 Rem., p. 372-373 ; § 261, Addition, p. 704 sq. Citons ici la note définitive de Kervégan sur ce point : « Ce paragraphe [§ 261], tout comme le suivant, affirme clairement la réciprocité des droits et des obligations respectifs de l'individu et de l'État, conformément à certaines thèses libérales. Mais il souligne aussi, à leur encontre, que c'est seulement dans la mesure où l'individu reconnaît et met en œuvre le point de vue de l'universel qu'il peut légitimement veiller à la satisfaction de son intérêt particulier. Le bourgeois ne se confond pas avec le citoyen : c'est toute la différence entre l'éthicité moderne, différenciée et articulée en sphères et en intérêts distincts, et l'éthicité antique, vouée au monisme de la "belle totalité". Mais il lui est en tout état de cause (sub)ordonné : seule la position prééminente de l'universel confère au particulier, qui est son moment, une effectivité » (p. 432).

[30] Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, *op. cit.*, § 189, Addition, p. 681. On sait par ailleurs que Hegel n'avait guère été heureux dans sa propre *Dissertatio Planetarum* de

les romantiques, tandis que le philosophe décrit l'aurore d'un nouveau monde en faisant, après le poète (le Goethe du *Faust* en particulier), et cette fois selon la raison, une place à l'*économie politique* dans l'agencement systématique de son *Encyclopédie des sciences philosophiques*.

Hegel souligne que la science qui appréhende si bien les échanges entre les hommes ne les montre toutefois toujours que d'un point de vue *particulier*, de sorte que les intérêts de chaque individu (ou agent économique), une fois laissés au seul jeu du *hasard* des rencontres, retrouvent dans la description scientifique l'ordonnancement que ce déroulement pouvait laisser penser qu'ils perdaient. À la fois, s'expriment dans les activités qui visent la satisfaction de leurs besoins, les besoins et les modalités du travail en découlent et se présentent dans leurs régularités relevées par la science les phénomènes socio-économiques qui en découlent. La science met donc en évidence ce qui constitue certes toujours seulement un moment (*sub*)ordonné du développement de l'Idée au sein de l'objectivité du réel effectif, mais ce qui est bien l'objet de la connaissance des relations inter-humaines, en rapport à la vie matérielle, à savoir le système des besoins (*das System der Bedürfnisse*). Autonome, ce système n'est pas pour autant *indépendant* du système plus général de l'esprit : sans moment qui le précède (la famille), il ne peut exister (ses membres sont tous les enfants de quelque couple formant une famille avec leur naissance) ; sans moment ultérieur qui le suit, il ne peut pas trouver son fondement (dialectique et « rétrospectif » pour ainsi dire), puisqu'un moment ne saurait pas plus exister sans le précédent qui lui donne son sol, ni sans le suivant qui lui donne sens.

Dans la modernité, famille, société civile et État se requièrent l'un l'autre : le terme même d'*économie politique* caractérise la modernité alors qu'il fait figure d'oxymore insensé dans le monde antique³¹. Cette

jeunesse. Il n'en admire que plus Smith, Ricardo et Say qu'il cite pour leur rendre hommage dans le corps du paragraphe – Hegel citait d'ailleurs Smith dans sa *Realphilosophie* dès 1804.

[31] Dans l'Antiquité, le point de vue subjectif était au contraire *immédiatement* absorbé dans l'État (*polis* grecque ou Empire romain) et l'*économie* signifie alors seulement la gestion domestique (et les lois – *nomoi* – qui régissant l'*oikos* domanial). L'économie politique est la loi générale des relations d'échange dans l'espace marchand (local, national, international) qui décrit le fonctionnement de la société civile, une sphère dont l'existence est secrétée au sein de l'État par les progrès de la subjectivité qui a fait éclater le cadre antique et donne à la modernité sa nature essentiellement différente.

modernité, qui constitue le cadre de l'histoire de la sphère civile à partir de la liberté subjective, est la réalisation de la liberté du *Moi* par l'égalité des citoyens dans le règne du droit, s'inscrivant dans l'histoire – mais non pas nécessairement par une coercition exercée par l'État. Les voies de la réalisation de la liberté sont nombreuses : l'action *révolutionnaire* en France et la réforme *frédéricienne* en Prusse sont différentes, les recommandations de Fichte et celles de Hegel le sont également. Le tribunal de l'Histoire est convoqué pour déterminer celles qui échappent à l'*Unwirklichkeit* (ineffectivité).



Les deux penseurs, Fichte et Hegel, se séparent d'emblée sur la définition de la liberté et de la propriété. Les choses (*Dinge*) dont un individu singulier (dans le cadre de théories « positives » et d'un vocabulaire plus proche de nous : un « agent économique ») prend possession manifestent pour autrui l'existence de la volonté subjective qui fonde sa personne – et d'abord au plan juridique, avec la question que pose l'existence des « personnes morales » que sont des institutions ou des entreprises auxquelles est ainsi assignée à titre de fiction juridique l'expression d'une volonté commune, précisément pour que puisse leur être assignée la possession de certains biens et que la répartition des choses soit ainsi rendue possible. Le prédicat que reçoit la chose possédée quand un individu la fait sienne est d'être manifestée comme telle (« sienne ») aux autres. La reconnaissance de l'existence empirique dans ce caractère fonde tout développement ultérieur dans les rapports à autrui concernant la chose qui est réputée être sienne (par exemple, lorsqu'il l'échange, ou l'aliène, dans un contrat). Expression de la volonté de la personne et condition de sa liberté, la possession des choses est donc reconnue comme la propriété qui précède tout contrat de droit abstrait (dans les *Principes de la philosophie du droit*, l'exposé de ces points se trouve aux §§ 54 à 81).

Ainsi l'existence même d'une personne *juridique* est-elle liée à sa capacité à posséder les choses et, comme disait Rousseau, la première atteinte portée à l'encontre d'une personne est d'abord celle qui porte sur ses biens. Le « jeu » mutuel des échanges réciproques conformes aux intérêts de chacun est alors possible. L'atteinte à autrui est condamnée pénalement. L'échange sans contrainte est autorisé. Il produit bientôt un entrelacement de volontés particularisées si divers qu'il en paraît incompréhensible. L'économie politique a alors le mérite de trouver les

lois qui régissent la formation des échanges et met ainsi au jour des régularités dans cet entrelacs qui forme «système», le «système des besoins». Existerait-il même sans la propriété des choses en tant que telle? La grande question qui allait soucier le XIX^e et le XX^e siècle tient là; elle se trouvait posée entre Hegel et Fichte:

Fichte a posé la question suivante: quand je mets en forme la matière, celle-ci est-elle aussi mienne? Selon lui, lorsque j'ai façonné une coupe en or, il faut qu'autrui demeure libre de s'emparer de l'or si, ce faisant, il ne porte pas atteinte à mon travail. Si séparables que puissent être [ces éléments] en représentation, cette différence est en fait une finasserie vide; car si je prends possession d'un champ et le mets en culture, ce n'est pas seulement la fourche qui est ma propriété, mais aussi le reste, la terre, qui en fait partie. En effet, je veux prendre possession de cette matière, du tout: par conséquent, elle ne demeure pas sans maître, elle n'est pas son propre maître. En effet, même si la matière demeure en dehors de la forme que j'ai donnée à l'objet, la forme est précisément un signe de ce que la Chose [*Ding*] doit être mienne; par conséquent, elle ne demeure pas en dehors de ma volonté, en dehors de ce que j'ai voulu. Par conséquent, il n'y a là rien dont autrui puisse prendre possession³².

Hegel constate dans l'entendement la puissance séparatrice absolue qui *calcule* (*berechnen*) et ce en quoi Fichte voit (à tort selon Hegel) la raison pleine et entière s'exercer. L'entendement est capable d'une distinction entre la propriété des choses et leur usage: que l'individu ne soit propriétaire *exclusivement* que des activités de production par lesquelles il obtient sa subsistance est la thèse de Fichte. Il en suit une économie politique *alternative* à la matrice classique; elle s'impose même aux yeux de la raison si les activités dans lesquelles entrent les choses, *mais non les choses elles-mêmes* (les matières premières, les outils, etc.) appartiennent *exclusivement* à celui qui les travaille, ou encore si les activités lui sont garanties par la puissance publique. La propriété, comprise en son sens habituel (celui courant hier comme aujourd'hui, celui des économistes et de Hegel, à savoir la possession de la matière et de la forme des choses à la fois) autorise, elle, au contraire, la compréhension sous-jacente aux thèses des classiques libéraux. Que la concurrence règle seule «l'entrée dans l'industrie» (une condition de la «concurrence pure et parfaite») est une conséquence lointaine

[32] Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, op. cit., § 52, Addition, p. 620.

de cette position, mais celle-ci est nécessairement implicite au jeu des marchés et à l'ensemble des conditions de la concurrence dite «pure et parfaite» comme d'une compétition moins parfaite, mais mettant aux prises des propriétaires (comment vendre l'or de la coupe sans vendre la forme de la coupe en même temps que cet or? Ne serait-ce que pour la fondre, il faut bien l'acquérir telle qu'elle est).

Les conceptions antagoniques de Fichte (séparabilité de la matière et de la forme et de leur possession) et de Hegel (l'entendement exerce là une subtilité vaine: la vente fera passer la coupe entière sous le pouvoir d'autrui) épuisent-elles les fondements théoriques possibles du droit de propriété? Aux juristes et aux philosophes du droit de répondre³³, mais puisque l'objet de la possession ne saurait être que les choses ou leur usage, ou une combinaison des deux, la distinction du capital et du travail, quoique non encore formulée, est bien comme telle implicitement ancrée dans la réflexion de ces auteurs. Disons donc les choses autrement: la place réservée à la propriété (capital) détermine celle faite au travail³⁴ et chez Fichte, tout citoyen *est un travailleur* qui *doit* exercer une activité (faute de posséder les choses elles-mêmes), tandis que chez Hegel, le travail des hommes dépend de la conjonction de leurs possessions, de leurs besoins, de leur position au sein du «système des besoins» et d'un entrelacs dont l'attitude moderne est de reconnaître l'inévitabilité et la positivité³⁵.

La «finasserie vide» que Hegel reproche à Fichte signifie toutefois également le reproche suivant: le moment du travail n'est pas saisi

[33] Renvoyons le lecteur à deux ouvrages posant ces questions: Mikhail Xifaras, *La propriété*, Paris, PUF, 2004 et Pierre-Yves Quiviger, *Le secret du droit naturel ou Après Villey*, Paris, Classiques Garnier, 2012, en particulier «La question de la propriété», p. 37-124.

[34] Mais le mot «capital» n'apparaît que deux fois dans les *Principes de la philosophie du droit* de Hegel: § 200 (section «La richesse») et § 237 (section «La police», entendue au sens de l'administration du bien commun). Chez Fichte, le concept n'est pas plus présent et, surtout, ce n'est pas au sens moderne que devait donner Marx.

[35] Et en cela, encore une fois, à la différence de la conception antique où se trouvaient opposées, notamment chez Aristote, les activités *poiétique* et *praxique*: la première, autotélique, comporte en elle sa propre fin (le but de la fabrication de l'objet artisanal est l'existence de l'objet dans lequel elle s'abolit donc), jugée par suite de nature inférieure à la seconde, qui consiste à rester elle-même (comme on joue pour jouer dans le jeu ou en faisant de la musique: le musicien ne se hâte pas d'achever le morceau, il cherche à le jouer mieux; l'activité philosophique est du même ordre). L'activité de fabrication était donc regardée négativement par rapport aux arts libéraux.

par Fichte dans son caractère essentiel. Loin d'amoindrir le rôle du travail, Hegel en fait la clef de l'évolution des consciences-de-soi. Dans la célèbre dialectique du « maître et de l'esclave » de la *Phénoménologie de l'Esprit* (qu'il n'est pas question de traiter ici^[36]), en raison du mouvement des consciences opposées dans le rapport qui lie le donneur d'ordres (le maître) à celui qui les accomplit (l'esclave ou le valet, *Knecht*), Hegel montre que le rapport que l'esclave entretient avec la matière est à la source de sa formation (*Bildung*), de sa libération (d'une liberté analogue dans un premier temps à celle du stoïcien) et de tout développement ultérieur de la conscience-de-soi, à quoi le maître, qui ne connaît que la jouissance dans la position du *Moi* = *Moi*, doit quant à lui en revanche nécessairement échouer.

Chez Fichte, en revanche, la confrontation du *Moi* au *non-Moi* a déjà eu lieu, pour tous et pour chacun : elle n'a pas de développement autre que l'extension du principe de droit inconditionné. Elle implique en revanche qu'il n'est permis à aucun citoyen de ne pas travailler, et qu'en contrepartie, aucun ne saurait être exclu des moyens de produire – et donc de s'assurer de quoi vivre –, tandis que de l'usage d'une définition usuelle de la propriété découle en vérité l'éventualité d'un chômage qui met dans l'impossibilité d'obtenir les gains de son ouvrage et fait courir le risque de ne pas réussir à survivre en société (s'il n'existe pas par ailleurs une aide de l'État aux personnes dans cette situation). La conception de l'entendement séparateur fichtéen suppose l'égalité au regard de l'obligation de travailler (la fin des rentiers) et une limitation sévère à la liberté individuelle. Celle-ci pourrait apparaître contradictoire à son concept, mais Fichte présente une définition de la liberté qui se passe de toute subjectivité : il élimine cette contradiction en arrêtant la liberté de l'un là où commence celle des autres, conduisant à considérer les agents comme autant de producteurs mis en relation par un État regardé comme instance de

[36] Voir nos textes suivants : « Hegel et l'économie politique : un nouveau concept de travail », in Alain Alcouffe & Claude Diebolt (dir.), *Histoire de la pensée économique allemande*, Paris, Economica, 2010, p. 47-67 ; « Penser la vie matérielle des hommes : le jeune Hegel et les producteurs modernes », in Andreas Arndt et al. (dir.), *Hegel-Jahrbuch 2006 : Das Leben denken*, Berlin, Akademie-Verlag, 2006, p. 302-306 ; « Hegel et l'économie politique : la Science et le Système » in Jean-François Kervégan & Heinz Mohnhaupt (dir.), *Wirtschaft und Wirtschaftstheorien in Rechtsgeschichte und Philosophie – Économie et théories économiques en histoire du droit et en philosophie*, Frankfurt am Main, Klostermann-Verlag, 2004, p. 109-128.

coordination *extérieure* dans les ordres qu'elle adresse pour réaliser le plan tandis qu'elle se proclame comme instance de la souveraineté populaire. Souveraineté politique (au moins affirmée), sujétion économique, là où un certain refus libéral de la souveraineté externe de l'État chez les penseurs politiques britanniques s'accompagnait de la liberté des activités économiques.

Remarquons au passage que, si l'agencement des sujétions est tout différent, penser que le pivot de la communauté se trouve à l'extérieur d'elle peut conduire des visions opposées à se rejoindre. Quoi que Smith en a effectivement écrit dans la *Richesse des nations*, pour les auteurs libéraux qui le suivirent, l'État est simplement une souveraineté exercée en trop : libéralisme politique et économie de type classique ont d'emblée partie liée et ils sont indissociables. Mais dans ce cas également, l'État paraît *extérieur* à la vie de la communauté qui ne prend pas conscience *pour soi* de ce qu'elle est néanmoins *en soi*. Alors que l'État se subordonne ou non l'espace des échanges, son concept purement juridique, voire procédural, implique des lois qu'il impose de manière exogène, qui sont comme importées et imposées aux membres de l'espace marchand qui s'est forgé dans l'époque moderne de manière inévitable – et combien même ce dernier est conçu comme résultat d'un « ordre spontané » (selon le concept que devait forger Carl Menger, et Friedrich Hayek reprendre bien plus tard), ou non, et alors voulu et imposé de manière coercitive. Une curieuse alliance des autoritarismes se fait voir qui est prête à imposer le plan ou le marché, mais qui, dans les deux cas, manque la nature libre de l'institution étatique tout en la proclamant d'autant plus haut – les uns au nom des « démocraties populaires », les autres de l'imposition forcée d'une dérégulation jugée nécessaire au bon fonctionnement des marchés.

Avec Hegel, la nécessité intrinsèque à l'espace des échanges est appréhendée au contraire comme autonomie, d'une part, et médiation double qui le relie au milieu naturel (famille) et au domaine politique (État), un politique surgit toujours déjà en lui dans la naissance spontanée d'institutions intermédiaires. Deux destinations possibles de l'État moderne divergent là. La première, qui se trouve chez Fichte, dit ce qui suit :

La destination de l'État est de donner d'abord à chacun son bien propre, de le mettre en jouissance de ce bien propre, et, alors seulement, de le *protéger* dans sa jouissance [parce que]

c'est l'État, et lui seul, qui réunit une quantité indéterminée d'humains en un *tout fermé*, en une *totalité*³⁷.

La seconde, chez Hegel, veut qu'un tel État de type fichtéen reste ineffectif (*unwirklich*) car il fait paraître à ses sujets trois éléments qui lui aliènent toute participation authentique de leur part, à savoir : la conviction de leur incompétence, son dédain de leur capacité à juger et à faire ce qui pourrait être utile à leur bien personnel, et enfin, une croyance à l'immoralité générale. Un paradoxe qui a longtemps fait le succès de la conception classique se trouve au contraire chez Smith, après Mandeville (et sous une forme un peu différente) et consiste à dire que «les vices privés font le bien public». Il est possible de se contenter ici de cette formule trop lapidaire ramassant la moralité de la fameuse *Fable des abeilles* : en effet, il est moins question ici de discuter le mécanisme de la «main invisible» qui corrigeait ce que la formule a d'excessif (en effet, elle ne permet plus de justifier pourquoi il reste meilleur de faire le bien plutôt que le mal, un point que Smith tient à démontrer et dont il reproche l'absence à Mandeville) que d'analyser les reproches avancés par Fichte au hasard libéral. S'il n'est pas besoin que les agents soient vertueux pour que la somme totale de leurs actions soit favorable à leur bonheur, il devient inversement très difficile de justifier l'intervention de l'État sur l'ordre né du commerce, même en tant qu'expression de la souveraineté politique. Celle-ci est alors irrémédiablement illusoire, aliénée, et la conclusion hégélienne paraît claire : la direction fichtéenne appliquée au domaine économique se condamne elle-même à terme à dépérir de l'*ennui* qu'elle fait naître en ses membres – un ennui entendu au sens des tracasseries dont ils sont victimes, comme de la langueur inévitable que fait naître la répression systématique de leurs initiatives potentielles ; en d'autres termes, on ne veut pas vivre dans un tel État : «[On] ne peut donc espérer d'eux [des citoyens] aucune activité vivante, rien qui fortifie le sentiment de leur dignité³⁸.»



Le «hasard libéral», condamné par Fichte, s'incarnait dans l'expression de l'État «veilleur de nuit» des thèses libérales : l'absence de fondement rationnel de la vie dans la sphère de la société civile se tra-

[37] Fichte, *L'État commercial fermé*, op. cit., 1980, p. 70-71.

[38] Hegel, *Constitution de l'Allemagne*, op. cit., p. 51, ainsi que la citation précédente.

duisait en ce que le moment étatique était escamoté par les économistes classiques. En d'autres termes, tout fondement par la souveraineté y était refusé à la communauté qui, ne saisissant plus elle-même, était abandonné aux aléas des événements de pure chance. Encore une fois, la « finasserie vide » que Hegel imputait à Fichte ne semblait laisser que le choix, conforme à l'entendement séparateur qui conduit à une logique du « tout ou rien », entre limiter l'État à ce rôle de « veilleur de nuit » assumant un simple gardiennage et le seul respect des contrats signés à titre privé, ou bien réaliser l'État fermé fichtéen qui conduit à un régime autoritaire, inquisiteur et policier, à la planification intégrale et impérative indispensable pour assurer la liaison entre ses membres. Pour continuer de pouvoir concevoir la sphère des besoins comme *autonome*, l'État des libéraux semble, lui, devoir bientôt se réduire à des fonctions exclusives de protection, de sécurité des biens et des personnes. L'alternative est-elle dépassable ? Le schéma séparateur devait passer du XIX^e au XX^e siècle comme effet inévitable d'un entendement qui considère l'homme comme « un être double », à savoir que, comme la coupe en or mentionnée plus haut, il est pour Fichte « a) un être libre, raisonnable, b) une matière modifiable, une réalité qu'on peut traiter comme une simple chose » : Hegel reprend là des formules du *Fondement du droit naturel* de Fichte pour mieux les condamner³⁹.

Ce que nous voudrions faire voir ici, c'est que ce « hasard libéral », condamné dans ces termes par Fichte, et le propre système de ce dernier sont donc en somme *symétriques* dans la mesure même de leur irréductible opposition. L'indignation morale fichtéenne justifie à ses yeux sa position ; elle s'exprime de manière encore plus directe dans les termes qui suivent ; pour Fichte, le scandale qu'il y voit conduit à réprouver définitivement le libéralisme :

Il est inadmissible que quelqu'un puisse affirmer : « Pourtant, j'ai de quoi payer cela. » Il est précisément injuste que quelqu'un puisse s'offrir le superflu alors qu'un de ses concitoyens ne trouve pas le nécessaire, ou n'a pas de quoi le payer⁴⁰.

Mais, aux yeux de Hegel, c'est au contraire la position fichtéenne qui demeure en fin de compte la plus inefficace (*unwirklich*) des posi-

[39] Hegel, *Differenz des Fichteschen und Schellingschen Systems*, 1801-1802 ; trad. Méry, *Différence des systèmes de Fichte et de Schelling*, Gap, Ophrys, 1975, p. 130.

[40] Fichte, *L'État commercial fermé*, op. cit., 1980, p. 79.

tions. Elle méconnaît trop l'unité des facultés membres dans l'individu membre de l'État pour être durable. Toutefois, et en dépit de la condamnation ultérieure de Marx dans l'*Idéologie allemande*, Hegel ne se fait pas pour autant le chantre du libéralisme. Il réprouve même la candeur, vraie ou fausse, des auteurs anglais, disciples de Smith et membres de l'École de Manchester qui ne voient là, quant à eux, aucun motif de s'indigner.

Surtout, Hegel juge le système britannique *aveugle* au droit rationnel puisqu'on y oublie notamment la réclamation que chaque membre peut faire à la société de vouloir pouvoir survivre en son sein. Cette revendication est fondée dans la nature même du groupement social et on ne saurait laisser survenir dans la société les atteintes à la vie même des individus-singuliers qui la composent sans réagir. Une simple nécessité de conséquence logique l'exige puisque cette société ne pourrait, sans garantir la vie de ses membres, espérer se perpétuer durablement. Et, au plan individuel, l'appartenance volontaire à la société est certes conditionnée par l'espoir de la possibilité d'y trouver de quoi vivre. Si en planifiant, et donc en figeant les relations sociales par la force coercitive, un État séparé de la sphère civile nie la double médiation du politique au socio-économique, alors l'activité économique conçue dans le cadre de l'expression d'une entité politique ne peut avoir pour seule forme exclusive ni des règles qu'imposerait le marché sans égard à la survie des membres, ni des lois que l'État institutionnaliserait pour un bon fonctionnement imposé au détriment même de l'initiative volontaire de ses membres.

S'enfermer dans une double conception symétrique de la liberté et de la nécessité absolue, en se fondant sur une compréhension incomplète du concept de raison, voilà l'erreur majeure. La repérer est la tâche du penseur et ce qui sépare en définitive les deux philosophes, comme à la fois ces derniers des simples tenants dogmatiques de la science nouvelle de l'économie politique. L'entendement (de type fichtéen) ne conçoit les relations humaines que sur le mode inflexible d'un centre calculateur des besoins ainsi que des travaux nécessaires à leur satisfaction, fût-ce contre le gré et les calculs propres des intérêts de ceux dont le bien est visé. L'entendement de type économique classique (libéral) autorise certes le choix de sa tâche par chacun, selon ses capacités et sous la contrainte de ses propres besoins, mais c'est au hasard des rencontres que la concurrence s'établit donc, et la

main invisible est alors, comme la «vertu dormitive» de l'opium des docteurs Diafoirus, seulement le nom de l'incompréhension profonde du mécanisme de l'activité humaine qu'on espère harmonieuse, en s'en remettant à une puissance extérieure supposée⁴¹.

Ce qui manque dans les deux cas, et ce que réclame un concept clarifié de la «main invisible», c'est une fondation philosophique, d'une part, et son ancrage dans la conscience de soi de la communauté, c'est-à-dire de la société civile allant d'elle-même, d'autre part. Hegel fournit cela en fondant la société civile dans le processus dialectique de l'esprit objectif aboutissant à l'État. Écarter toute médiation institutionnelle, c'est *se priver* de tout moyen de réalisation de la communauté où règne le droit. Manifester les médiations, c'est le rôle d'une pensée spéculative apte à fonder la sphère des besoins. Fichte, comme les libéraux, est prisonnier de cette lacune, et espère consciemment que l'État saura imposer «comme de l'extérieur» ce qui ne devrait surgir qu'en lui. Hegel montre au contraire que la sphère sociale suscite *elle-même* les médiations (règles de «police» au sens ancien, règlements, regroupements en corporations) qui doivent assurer son autonomie afin que les échanges puissent s'y dérouler, en suivant alors spontanément des règles qui formalisent scientifiquement les régularités qu'on découvre dans la vie économique. L'État seul saurait certes garantir *a posteriori* l'institutionnalisation de ces échelons intermédiaires dans le cadre d'une communauté qui s'organise d'elle-même, c'est-à-dire qui invente ses propres *médiations* sans pour autant les absolutiser.

La raison économique hégélienne, si elle doit être conséquente, ne dit pas ce qui doit être sur un mode absolu; elle repère dans l'évolution des mœurs d'un peuple la source «spontanée» d'une législation rationnelle qui, à son tour, ne demeure réelle qu'en tant qu'elle se révèle conforme à la raison se déployant dans le cours de l'histoire. La raison économique, comme la raison politique, existe seulement lorsque la coutume devient consciente d'elle-même en se reformulant en institutions de droit. Contre le juriste Friedrich Karl von Savigny, chef de file de l'École de droit (parfois dite de la «jurisprudence») qui

[41] Steven Medema saisit les tergiversations sur cette harmonie supposée chez ses thuriféraires mêmes, comme chez les adversaires de la notion de «main invisible» smithienne: il intitule son ouvrage d'histoire de la pensée économique sur la question la *main hésitante*: *The Hesitant Hand: Taming Self-Interest in the History of economic Ideas* (Princeton UP, 2009).

domine alors l'université de Berlin, Hegel souligne que les us et coutumes jurisprudentiels ne sont *pas* la source du droit, mais que c'est l'État de droit (*Rechtsstaat*), qui était cher à la philosophie kantienne, qui demande à être reconnu de manière inconditionnée tout en devant reconnaître pour sa part à chaque sphère de la vie sa capacité d'être et sa dignité propre. L'État conscient de lui-même (soit l'État équivalent donc logiquement à son propre concept) n'est pas seulement État *extérieur*. Il investit la vie privée tout en la respectant, il explicite la dénomination sibylline appliquée à la sphère civile (dans les *Principes de la philosophie du droit* des § 157 à 183 ; et dans l'*Encyclopédie des sciences philosophiques* aux § 523 à 534). Cette double relation éclaire la nature effective d'un plan de la vie économique autonome :

La vie privée est essentiellement celle de la propriété privée, dont le système constitue en son développement la société civile-bourgeoise [...] et complémentirement. [...] Le fait de la propriété et de la société civile-bourgeoise qui en est le développement [du moment particulier] est justifié comme un moment qui est indépassable à son propre niveau, celui de la vie économique⁴².

La vie privée, essentiellement celle de la propriété privée, ne demeure toutefois autonome que dans la cohérence de la double médiation par laquelle elle se maintient dans le cadre social : l'économique est médiatisé par le politique à travers l'action des *agents du gouvernement*, les *fonctionnaires* (qui font fonctionner la justice et ce que Hegel appelle la « police » en réutilisant le sens quasi caméraliste qui désignait le service du *bonum comune*) et c'est le bien public qui est visé pour l'ensemble des particuliers ; le politique est médiatisé par l'économique à travers les institutions que secrète d'elle-même l'activité économique – depuis l'usage de la monnaie jusqu'au regroupement des producteurs en *corporations* au sein desquelles ils s'associent par affinités professionnelles, ce qui constitue leur premier pas hors du particulier vers une forme, encore limitée mais déjà présente, d'universel.

Une fois écarté le schéma absolutiste fichtéen, il n'existe cependant aucune garantie que ce « système des besoins » soit capable de demeurer *stable*, quelle que soit la durée (finie) considérée (une vie humaine,

[42] Bernard Bourgeois, *Hegel à Francfort ou Judaïsme, christianisme, hégélianisme*, Paris, Vrin, 1970, p. 31 et p. 121.

par exemple). Les crises en sont le lot, et la médiation de la conscience que la communauté prend d'elle-même ne permet pas forcément de les éviter. En revanche, elle semblerait requise pour les résoudre, en intervenant dans le fonctionnement même du système *marchand*. Ce point, d'ailleurs présent chez Smith dans la *Richesse des nations*, pose la question majeure de la stabilisation de la sphère de la société civile confrontée à l'instabilité des marchés. Fichte ne condamnerait-il pas finalement à juste titre le hasard ? Et comment éviter les crises ?

Dans la vaste littérature, parfois polémique, qui s'en est suivie, un thème majeur consiste à regarder ces chocs comme *exogènes*, car dus à des événements inattendus, catastrophiques au sens originel du terme, marquant une rupture dans le déroulement du temps, ce qu'illustre l'exemple smithien de l'augmentation de la demande de drap noir en cas de deuil national^[43]. Un autre thème provient du constat que « dans toutes les branches d'industrie, l'oppression qui frappe les pauvres établit le monopole des riches » et en particulier là où la concurrence n'existe pas, comme en Chine^[44]. Les effets de la concurrence apparaissent alors spontanément et systématiquement bénéfiques..., c'est-à-dire quand elle existe, car inversement, une législation brouillonne et/ou prescriptive gêne en particulier le commerce. Aux yeux de Smith, c'est l'erreur à quoi mercantilistes, voire physiocrates, ont succombé. Aux yeux de Hegel, c'est le chemin pris par Fichte en le radicalisant. Mais ni Hegel ni Smith ne remettent en cause ni les fonctions régaliennes, ni les dépenses éducatives ni gouvernementales (qu'elles soient nationales, régionales, locales) ni privées^[45].

Si le droit inconditionné ne doit pas étendre ses prescriptions à toute la vie socio-économique, on peut entrer dans le détail de ce sur quoi légiférer, ce qui trouve alors un écho chez Hegel, lecteur de Smith, sous la forme d'une exigence *différente et diversifiée* du droit fondé sur la raison, laissant même place à la justification rationnelle d'une compassion indulgente pour ce qui peut maintenir la vie :

[43] Adam Smith, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* @ ; trad. Taieb et Greenstein, *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, PUF, 1995, p. 68.

[44] *Ibid.*, p. 111. Sur l'exemple de la Chine, il faut plutôt y voir une remarque faite en reprenant l'usage fait par les physiocrates de ce cas, à partir d'une image donnée par les rapports des missionnaires jésuites, qu'une réalité de ce pays.

[45] *Ibid.*, p. 584.

La vie, comme ensemble des fins, a un droit à l'encontre du droit abstrait. Quand, par exemple, on la prolonge en volant un pain, certes il est porté atteinte par là à la propriété d'un homme, mais il serait contraire de considérer cette action comme un vol ordinaire. S'il ne devait pas être permis à l'homme dont la vie est en danger de procéder de telle sorte qu'il se maintienne [en vie], il serait alors défini comme privé de droit et, comme la vie lui serait déniée, c'est sa liberté entière qui serait niée. Diverses choses font bien entendu partie de la sauvegarde de la vie, et si nous nous soucions de l'avenir, il nous faut bien nous mêler de ces détails⁴⁶.

L'acceptation du droit à la vie sourd de la nécessité (*Not*) présente immédiate. Il poursuit :

Mais ce qui est nécessaire, c'est seulement de vivre *maintenant*, l'avenir n'est pas absolu et demeure livré à la contingence. Par conséquent, seule la détresse [*Not*] du présent immédiat peut justifier une action contraire au droit, parce qu'il résiderait dans le fait de s'en abstenir la commission d'un déni du droit, et même du pire, à savoir de la négation totale de l'être-là de la liberté⁴⁷.

La nécessité naît elle-même du jeu libre du système des besoins, du hasard auquel est donc bien soumis cet « État extérieur de la détresse et de l'entendement » (selon l'expression forte du § 183 des *Principes de la philosophie du droit*). Cette détresse ne peut pas demeurer inconsciente aux membres de la société, qui ne peuvent pas y demeurer insensibles ; mais elle n'implique pas pour autant de figer, à la manière fichtéenne, toutes les relations entre individus. Même alors que leur vie est menacée, ils doivent réagir en tant que citoyens libres de l'État édifié pour leur conserver la vie, s'ils veulent que leur société et leur État à la fois puissent persister dans leur être effectif.

Le trait distinctif de la modernité est ainsi l'émergence de ce couple conceptuel de la société civile et de l'État, hors duquel le *peuple* même ne paraît désormais plus concevable, une fois qu'a disparu le lien direct du citoyen antique à sa cité. La disposition d'esprit (*Gesinnung*) moderne se forge dans une appartenance double, par définition donc instable⁴⁸. Un peuple, s'il ne doit pas disparaître à la première occa-

[46] Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, op. cit., § 127, Addition, p. 649-650.

[47] *Ibid.*, p. 650.

[48] Tandis qu'une autre double appartenance fait de chacun, Kant le souligne déjà, un

sion, est dans la modernité à la fois un État-nation au droit inconditionné et un espace marchand où s'expriment les particuliers. La consistance *concrète* que Fichte cherchait à donner au second en l'enfermant dans les limites de la seule existence *juridique* du premier est une interprétation du rôle de l'État qui se fonde sur des définitions spécifiques pour fournir une alternative au classicisme, qui tend, lui, inversement à dissoudre au contraire toute souveraineté dans une forme marchande mise en exergue. Si une *constitution* nationale s'ancre avant tout dans une «disposition d'esprit» (*Gesinnung*), celle-ci trouve à son tour diverses expressions de type juridique, commercial, et notamment économique, dimension qui fait précisément difficulté en ce qu'elle ne se laisse pas rabattre sur un pur droit inconditionné, et ne se suffit pas non plus à elle-même.

L'intérêt particulier de l'individu-singulier, pour reprendre le terme hégélien, restreint celui-ci au système des besoins jusqu'à ce que, rappelle Hegel, l'action *extérieure* à son encontre le rappelle à cette double appartenance et à la conscience de sa mortalité. L'au-delà la sphère économique est la guerre nationale chez Hegel, tandis que pour Fichte, l'horizon de la fermeture de l'État était de garantir la paix en interdisant la coopération internationale, sauf dans les domaines supposément pacifiques des arts et des sciences. Hegel ne retrouve donc plus ici la veine smithienne, dont l'analyse est parfaitement délimitée au *point de vue atomistique* et au plan économique ; la guerre est le fait de groupes humains, et la guerre est un état d'exception par rapport à l'analyse des relations habituelles de type économique. Ce point se situe hors de la critique des concepts économiques – et nous le laissons ici de côté, car une autre analyse montrerait dans l'intrication et les distinctions des concepts de la propriété et de la liberté quelles conséquences l'analyse de l'état de guerre entraîne.



Une notion, elle, au contraire est appelée par le concept même de société civile et ne provient jamais de l'extérieur, celle de liberté d'entreprise, spontanément évoquée par Hegel de plus en plus souvent dans ses derniers écrits⁴⁹. Nombre d'indications sont réunies dans

citoyen de son État et du peuple doté d'un esprit propre (*Volksgeist*) auquel il appartient, et un membre cosmopolite du *monde en général*.

[49] Outre les lignes qui suivent, pour plus de détails, le lecteur pourra se référer à notre texte :

les *Écrits* du temps du professorat de Berlin, soulignant la différence entre la liberté au sens moderne et ce qui existait dans les guildes :

La liberté d'industrie [ou d'entreprise : *Gewerbefreiheit*] désigne de nos jours le contraire de ce qui jadis [était] la liberté de droit d'une cité, d'une communauté [*Gemeinde*], d'une guilde [*Zunft*] [à savoir] – la liberté d'industrie [était] le privilège qu'une industrie possédait. Maintenant, la liberté d'industrie : le fait qu'une industrie n'a aucun droit, mais qu'au contraire [le fait qu'on] puisse [l']exercer plus ou moins sans aucune condition ni règle⁵⁰.

Derechef, la question se pose : simple description de la liberté d'entreprendre caractérisant le monde moderne ou, de manière liée, condamnation voilée de la liberté sans règle du «hasard libéral»? Informé de la réalité socio-économique de son temps, s'appuyant sur ces connaissances pour analyser la notion de liberté d'entreprise, mais aussi défendre la notion de corporation, Hegel questionne les éléments que Fichte jugeait péremptoirement pour les écarter. Chez Hegel, la *Korporation* a sa place dans le monde moderne, hors de l'État, qui lui est supérieur dans le rapport à l'universel, mais au-dessus des individus : elle est l'association professionnelle moderne, aussi éloignée de la guilde médiévale (*Zunft*) et de son «esprit boutiquier» (*Zunftgeist*) que de la planification étatique intégrale. Hegel ne remet jamais en question la liberté «sacrée» de nouer et de dénouer des relations (ici l'échange) à la guise des individus exerçant leur libre volonté. Il ne la soumet jamais non plus dans la sujétion à une puissance extérieure à elle, et cela, en raison même des définitions que nous avons explicitées plus haut que Hegel donne de la personne et de sa liberté⁵¹.

Hegel montre cependant que la liberté requiert spontanément, pour se perpétuer, l'intervention consciente de la communauté sur

«Hegel und die Gewerbefreiheit der Modernen», in Andreas Arndt, Myriam Gerhard, Jure Zovko (eds.), *Hegel-Jahrbuch 2012: Hegel und die Moderne*, Berlin, Akademie-Verlag, Erster Teil, 2012, p. 140-148.

[50] Hegel, *Werke in zwanzig Bänden*, Frankfurt/Main, Suhrkamp Verlag, 1970, rééd. 2000, vol. XI, *Berliner Schriften*, «Notizen und Aphorismen», § 28, p. 567. Nous traduisons.

[51] Comme dit plus haut, cette liberté sacrée est présente dès son texte sur *La constitution de l'Allemagne* ; quoique consacré à la liberté *politique*, il contenait des éléments socio-économiques et il faut entendre par «constitution», non un texte constitutionnel précis, mais bien la *formation* de l'entité nationale sur divers plans.

elle-même. Dans le XIX^e siècle naissant en Allemagne, liberté d'entreprendre et union *libre* de «forces vives» nationales rassemblées pour produire des biens et unifier la nation sont deux éléments *neufs*; elles n'ont de chance de s'imposer contre des formes économiques plus anciennes qu'avec la conjonction de deux phénomènes: d'une part, un double choc externe dû à l'importation massive de biens anglais déstabilisant les productions locales et à l'invasion des troupes révolutionnaires puis napoléoniennes ravageant des zones entières avant de les réorganiser sur le modèle du Code civil; d'autre part, une impulsion directrice, de style autoritaire, de la part de princes ou d'États qui sont contraints de réagir à cette double menace. S'il existait un État unifié pour les Allemands, la situation serait sans doute différente, mais le Saint Empire romain germanique auquel Napoléon met fin est loin de remplir ce rôle et l'unité nationale allemande est très éloignée quand Hegel écrit. Alors que la révolution industrielle a déjà eu lieu en Grande-Bretagne, et la révolution politique en France, les territoires allemands accusent un double handicap qui conduit à leur ruine, sauf à redonner une constitution à une Allemagne neuve. L'incapacité de la bourgeoisie germanique face aux hobereaux (*Junkers*) est patente, et contrairement au cas anglais, la liberté des agents économiques et l'intervention des autorités dirigeantes doivent moins se confronter que se conforter en terrain germanique. Loin de se trouver opposées, les forces modernisatrices ont besoin de se manifester de concert, comme cela semble à Hegel se profiler dans le Wurtemberg⁵².

Dans ce cadre, la liberté d'entreprendre ne va donc point de pair avec une faiblesse des institutions et l'absence de médiation sociale du politique, mais au contraire avec la garantie de leur efficacité et du respect réciproque qui les confortera dans leurs sphères – chez Hegel, c'est là le sens de l'«éthicité» (*Sittlichkeit*) au sein du moment de l'«esprit objectif». Hegel emploie précisément le terme de «corporations» et non de «guildes» (*Korporationen*, pas *Zünfte*) pour bien signifier qu'il ne s'agit pas des résidus des catégories ayant dominé sous les caméralistes, mais d'associations professionnelles modernes

[52] Dans son cours de 1817-1818 comme dans l'article sur les États du royaume de Wurtemberg, Hegel soulignait combien la dissolution de l'ordre médiéval, et notamment des guildes (*Zünfte*) devait signifier autant «la formation du pouvoir supérieur de l'État» que celle de la liberté individuelle (textes réunis dans *Écrits politiques*, Paris, Champ libre, 1977; le «pouvoir supérieur de l'État» modernisateur apparaît p. 231).

qui en renouvellent le concept. Bien qu'il écrive *avant* que la révolution industrielle n'atteigne véritablement l'Allemagne, Hegel en subodore les prodromes. La constitution de telles organisations doit également permettre que l'Allemagne ne se peuple pas à son tour, après l'Angleterre, d'une armée de *prolétaires* périlleuse pour l'État, quand elle prend conscience de sa misère et se trouve prête à tout pour en sortir⁵³. Préfigurant les «chambres de commerce et d'industrie» modernes, qui devaient être prônées par les auteurs de l'École historique allemande de l'économie, les corporations sont ce que Hegel, après avoir lu les textes de l'économie anglo-écossaise, retient comme organisations secrétées par la sphère civile sans lesquelles les résultats des mécanismes de paupérisation qu'il observe à l'œuvre en Angleterre sont inéluctables, à savoir la formation spontanée d'un *Pöbel* («populace») qui menace l'unité du *peuple* (*Volk*)⁵⁴.

Les «chambres de commerce» sont sans doute plus proches de la *Korporation* que n'importe quelle autre forme d'organisation moderne, expression dans la vie éthique (*Sittlichkeit*) tant de la moralité (*Moralität*) du droit abstrait que de l'effectivité de l'activité dans la sphère civile. Ce ne sont pas non plus des assemblées de transmission des ordres (du gouvernement ou des actionnaires, les sociétés par actions existant alors encore peu en Allemagne) mais de formation de règles communes formulées et acceptées par les membres dans le cadre de la reconnaissance par l'autorité supérieure étatique. À leur échelle, elles rendent possible qu'existe une organisation de la justice (des tribunaux de commerce) comme premier moment succédant au «système des besoins» et d'une forme de police consistant dans le bon ordonnancement de la cité marchande : dans le système des *Principes de la philosophie du droit*, elles servent de transition effective possible vers l'État, vers l'universel.

Déjà forgée par les penseurs écossais (Ferguson), la notion de classe allait se transformer, après Hegel, dans la lutte des classes au sens de Marx et aboutir aux premières «*unions*» britanniques. Hegel ne s'op-

[53] Le sens de l'appel que devait lancer Marx aux prolétaires de tous les pays, qui n'ont «à perdre que leurs chaînes», est ainsi comme anticipé, mais cet ouvrage donnera l'occasion de revenir sur ce point.

[54] Il ne s'agit pas en effet de syndicats (ouvriers ou patronaux) dans les textes en question ici, pour la raison que ces derniers représentent des intérêts *séparés* correspondant à la séparation du capital et du travail absente du système hégélien.

pose pas à une logique de classe, simplement il n'y atteint pas encore. Ou encore, son analyse ne débouche pas sur les mêmes couples d'opposition conceptuelle que les économistes classiques dans la direction qu'allait suivre Marx. De ses premiers écrits jusqu'aux *Principes de la philosophie du droit*, Hegel a certes toujours conçu la communauté des citoyens selon une classification en *états* (*Stände*). Celle-ci connaît une évolution à partir du *Système de la vie éthique* (1803-1804), où les groupes sociaux se définissent encore par leur «caractère» propre, leur vertu spécifique (à savoir : la bravoure dans l'état paysan, la droiture chez les marchands, et enfin l'honneur des guerriers). Cette évolution a lieu en se tournant vers une prise en compte accrue progressivement de l'activité économique dans la production globale. Ainsi l'état des militaires est promis à un rôle secondaire, tout en remarquant qu'il se confond en bonne partie désormais avec celui des propriétaires terriens (capteurs de rentes) d'une part, et la bureaucratie de l'armée nationale d'autre part. Une nouvelle répartition voit donc le jour qui distingue bientôt le secteur primaire, s'occupant de la production des matières premières, l'état «industriel», où s'effectue la transformation des biens naturels, et l'état *public* des *fonctionnaires*.

Le schéma hégélien s'éloigne définitivement des castes de l'Ancien Régime et relègue dans un Ancien Régime que la Révolution française démet effectivement le couple roturier/noble (guerrier). Il ne préfigure pas pour autant encore l'opposition des classes, qui est fondée sur le critère de propriété du capital (et ne devait jouer son véritable rôle que dans le marxisme à venir). L'«État des états» hégélien (*Ständestaat*) garantit le respect de normes décidées par le prince, en fonction des modalités requises par chaque travail à accomplir, mais sans que ce dernier n'intervienne nécessairement si un état et une corporation donnés sont aptes à former la police de leurs propres règlements, négociés et consentis pour le bien commun dont la juridiction des tribunaux (pénaux ou de commerce) garantit l'efficace dans la sphère de la société civile. La description qui vient, dans les *Principes de la philosophie du droit*, après celle du «système des besoins», montre un encadrement de l'entrée dans l'industrie qui autorise l'investissement tout en garantissant le respect de critères normalisant tant l'activité que les biens à produire (qualité, conditions de travail) et les services à fournir, voire des mesures sanitaires et sociales (pour les consommateurs, pour les travailleurs, etc.):

Les corporations [*Korporationen*], les corps [*Kollegien*] sont plus forts que les individus [*Individuen*]. Différence de la constitution collégiale [*kollegialischen Verfassung*] et de la responsabilité personnelle. Aussi énergique que puisse être cette dernière, en particulier au début, d'autant plus s'affaiblit sa puissance. L'individu doit diriger comme un gentilhomme, en tant que personnalité autonome, [se] reposant sur lui [seul]. Mais l'individu, en tant que simple particulier, est dans une dépendance multilatérale; celle-ci, chacune [de ces dépendances] peut ou pourra lui porter dommage. Les coups apparaissent comme des choses personnelles, individuelles, et c'est par là en réalité quelque chose de plus ou moins hasardeux [*zufälliges*]⁵⁵.

Les libertés morale et politique individuelles sont garanties dans la société civile décrite par Hegel. La liberté économique s'entend comme associant des individus-singuliers au sein de «corps» intermédiaires qui médiatisent le jeu des intérêts particuliers de la sphère civile des besoins vers un premier universel *en soi et pour soi*. C'est à ce point que les agents qui souhaitent entreprendre une activité, les «entrepreneurs» (*Unternehmer*, quoique le terme n'apparaisse pas chez Hegel) prennent (idéalement) «spontanément» conscience de leur rôle. La critique fichtéenne du hasard libéral est assumée par Hegel dans un système qui reformule l'acte d'accusation de l'idéalisme allemand contre l'économie classique dans une nouvelle version. L'esprit germanique s'accommoderait-il mal de l'aventurisme qu'on peut imputer à la concurrence sans fard et sans limites? Préfère-t-il des cadres? Selon les historiens, les entrepreneurs allemands se comportèrent effectivement comme mus par un sentiment d'appartenance à de tels cadres:

Si l'on compare le capitalisme allemand avec le capitalisme anglais, on remarque la disposition des entrepreneurs allemands à se plier à des réglementations élaborées dans le cadre de la profession. Au XIX^e siècle, ils parviennent mieux que leurs homologues anglais à concilier la valeur bourgeoise de la liberté individuelle avec le sens de l'efficacité des organisations collectives et le souci de moralité des affaires. Cette soumission à des codes de bonne conduite est génératrice de

[55] Hegel, *Werke in zwanzig Bänden*, op. cit., vol. XI, *Berliner Schriften*, «Notizen und Aphorismen», § 29, p. 567. Nous traduisons.

réduction des coûts et joue de ce fait un rôle stimulant dans l'industrialisation⁵⁶.



Quoique notre objet ne soit pas une histoire comparée des capitalismes britannique et germanique, qui a fait l'objet d'une vaste littérature par ailleurs, c'est aux déterminations conceptuelles de la conception de l'être social qu'il convient selon nous de demander des éléments d'explication de ce constat. La parabole de la «main invisible», qui n'apparaît certes que très peu de fois dans l'œuvre de Smith, semble trouver chez les philosophes allemands son pendant dans une conviction antagonique de la nécessité de l'intervention dirigée. Celle-ci peut être conçue par l'entendement calculateur et séparateur comme absolue – et c'est le cas chez Fichte – ou bien comme l'intégration des traits de l'*homo economicus* classique à une vision plus large et dialectique de la vie de la communauté dans son être objectif – et c'est ce que Hegel présente, avec des éléments qui ne sont pas ceux qu'on trouvera chez Marx. Penser la modernité requiert toutefois à chaque fois, dans des courants aussi antagoniques soient-ils, d'élaborer un cadre de concepts concernant la vie matérielle des hommes *en dehors et en deçà* du seul cadre aperçu et mis en œuvre par ceux qui fondèrent l'économie politique, qu'on impute son invention à la France des Lumières ou à l'Écosse de la même époque.

C'est pourquoi le classicisme en économie trouve chez les philosophes idéalistes allemands comme son reflet. Strictement inversé dans le miroir du système de Fichte, ce reflet est ancré dans une philosophie de l'entendement calculateur qui refuse l'élément quasi magique d'harmonisation des actions humaines par la main, qui est bien dite «invisible», c'est-à-dire qu'elle échappe à cet entendement, tandis que Hegel y voit le moment dialectique par excellence. Pour Hegel, l'entendement séparateur se trompe lui-même en se prenant pour la raison en son entier. L'entendement est calculateur mais il néglige le mouvement propre qui suscite le devenir de l'être social, être qui, à l'instar de tout autre, vise à persévérer en son état et en lui-même. Hegel sent toute l'importance, mais aussi la naïveté tant

[56] Michel Hau, *Histoire économique de l'Allemagne, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Economica, 1994, p. 286.

de la pensée économique qui manque d'explicitement la nature du concept de travail que de la conception absolutiste «à la Fichte».

C'est aussi pourquoi Hegel a intenté non le procès de la nouveauté qu'est une liberté laissée en partie au jeu du hasard, mais celui des concepts économiques fondateurs dont l'interrogation n'a pas été menée et qu'on ne pouvait plus longtemps s'épargner. Au-delà de la chute de son système, après 1840, lorsque l'École historique allemande allait prendre le relais de la critique du classicisme, le «professeur des professeurs» de Berlin aura alors montré aux hommes de science la dialectique par laquelle les critiques des concepts de l'économie politique allaient devoir passer. L'approche hégélienne demeurait donc *critique* en faisant le départ entre l'usage insuffisant («abstrait» dans la terminologie hégélienne) de la raison dans les œuvres de Kant, de Schelling et de Fichte. Avec ce dernier, la conception de la propriété, de la liberté et des activités économiques était également concernée. Le constat que la science classique échoue tout autant, quoique dans son cas ce soit à se comprendre elle-même spéculativement, implique de manifester un refus clair de l'irrationnel. En le repoussant, Fichte ne l'acceptait-il pas comme tel (avec la notion de hasard)? Il convient au contraire de la rationalité dialectique jusque dans la main invisible smithienne, de sorte qu'aussi louables soient ses résultats, puisque la science nouvelle ne saurait sortir du cadre foncièrement limité qu'elle s'était donné, alors elle exigeait une fondation en raison.

La tâche philosophique n'avait pas été accomplie en entier aux sources du classicisme, car le sensualisme des Écossais ne suffisait pas à donner raison de certains concepts essentiellement dialectiques, comme celui de travail, selon Hegel. Mais encore fallait-il que la science fût consciente de ses propres limites pour ne pas céder à la confiance *aveugle* dans l'apologie de la liberté – ce que Fichte condamnait donc précisément, en désignant une faille en évoquant le «hasard libéral». Il appartenait aux philosophes d'attirer l'attention sur ce qui devait, faute d'une conscience nette des enjeux de méthode, se révéler une impasse. Cassandres d'une «main invisible» qu'ils ne rejetaient pas *a priori*, ni ne réfutaient *a posteriori*, les penseurs de l'idéalisme allemand avertirent seulement qu'il fallait la prendre pour ce qu'elle était (*métaphore* de la dialectique immanente à l'économie réelle).

Pour dépasser l'alternative entre un interventionnisme autoritaire hérité du caméralisme et un libre jeu des forces de marchés encore

embryonnaires, les philosophes allemands tâchèrent les premiers de saisir la raison qui se déployait dans le processus des échanges qui fondait désormais la communauté moderne. Ce dont l'économiste avait besoin pour inaugurer le champ de sa recherche, cela demandait encore à être justifié par le philosophe. Ce dernier n'outrepasse donc pas son rôle en dénonçant l'inconsistance éventuelle des fondements spéculatifs d'un savoir qui se présente comme se limitant volontairement à l'expérience, d'un savoir qu'on devait plus tard nommer « positif ». Au contraire, par l'effort de réflexion qu'il soutient, le philosophe désigne comme indispensable de prendre conscience de présupposés trop souvent demeurés implicites qui accompagnent le développement de la science.

Les auteurs qui devaient reprocher, tout au long du XIX^e siècle, d'abord dans certains territoires allemands, notamment en Prusse, là où Kant, Fichte et Hegel avaient enseigné, puis également depuis des régions où l'idéalisme étendit moins son emprise, ou suscita des réactions adverses, comme l'Autriche, où on devait reprocher aux idéalistes allemands une « métaphysique » jugée négativement, tous ne devaient d'ailleurs à leur tour pas faire autre chose que demander à nouveaux frais à la science de rendre raison de ses concepts. Ils n'allaient pouvoir eux-mêmes le faire que sur le fond des pensées nées au tournant du XIX^e siècle afin d'appréhender l'évolution de la modernité : le procès intenté par les philosophes à l'économie classique avait ouvert cette modernité.

CHAPITRE II

La critique du classicisme par Marx et par Menger

Dans le procès intenté par les philosophes allemands à la matrice classique qui produit maintenant ses effets en économie politique (après la philosophie politique anglaise et la morale sensualiste écossaise), la condamnation formulée par Kant, Fichte, Hegel, à la différence de celle des auteurs romantiques (de Novalis aux frères Schlegel) ou réactionnaires (comme Adam Müller), n'a jamais incriminé la science classique au nom d'une vérité autre que celle de la raison. Le procès ne portait *pas* non plus *contre* le projet d'un savoir positif de l'existence des sociétés, ni sur la limitation de la méthode à l'atomisme, mais sur la confusion entre des niveaux que le tout de la science porte en lui – science dont la constitution même est étudiée par la *Wissenschaftslehre*¹.

Fichte, à la suite de Kant, et aussi Hegel, après lui, font au contraire les louanges d'un savoir qui se déploie dans le surgissement neuf de la société civile et de l'État moderne aux prises avec la sphère économique. En Allemagne, il devait donc s'agir dans un premier temps d'importer ce savoir, puis de le critiquer. Les auteurs historicistes, Marx, dans la mesure où il marque une tendance au sein de leur univers, et Menger, en tant qu'opposant à la fois aux classiques, aux historicistes dans un cadre différent de l'idéalisme allemand, celui de la pensée viennoise de la fin du XIX^e siècle, allaient présenter autant de voies critiques².

[1] Une traduction possible de cette « doctrine de la science » serait alors ici l'« idéologie », entendue en un sens moins polémique que celui auquel Marx allait donner ses lettres de noblesse dans l'*Idéologie allemande*.

[2] Une remarque s'impose : à propos de Menger, il est souvent de règle chez les historiens de la pensée autrichienne de commencer par les questions méthodologiques (au détriment

Ignorant dans leur grande majorité les critiques formulées dans le procès intenté par les philosophes au classicisme libéral, les auteurs allemands de traités d'économie politique au XIX^e siècle traduisent les ouvrages anglo-saxons et, dans une moindre mesure, français (le *Cours* de Jean-Baptiste Say connu six éditions allemandes) introduisant auprès du public germanophone éclairé l'économie politique moderne et expliquant et diffusant les thèses libérales du classicisme. La science nouvelle se répand en terre germanique alors même que la postérité ricardienne se heurte en Angleterre, dès les années 1830, à une opposition active (Babbage, Malthus, Whately, etc.) qui, toutefois, contribue elle aussi à assurer la domination libérale (notamment du fait de l'aura de l'École de Manchester associée à Smith et Ricardo).

John Stuart Mill produit, dans ses *Principes d'économie politique* de 1848, un discours de synthèse, qu'il veut définitif, de la science classique, selon l'ambitieux projet d'en fonder les principes dans sa logique³. À ce moment, en Allemagne, la tradition rationaliste de la philosophie du droit de Kant, Fichte et Hegel a déjà été évincée par le courant historiciste dans la jurisprudence avec Savigny, Hugo, depuis longtemps, et, plus récemment, en économie avec Wilhelm Roscher. Quant au contexte, on sera tenté de déduire la fécondité de la lecture révisée de Smith par Ricardo dans l'apogée millien – mais là gît aussi toute sa défense contre les critiques : Mill donna le discours de référence du XIX^e siècle. Or, en montrant qu'il n'existe pas de discours définitif à attendre de la science, l'épistémologie du XX^e siècle devait le révoquer aussi bien ; chaque matrice rend à son tour possible

de la théorie), et en particulier par son opposition à l'historicisme dans le *Methodenstreit* (au détriment de sa critique du classicisme). Nous procédons sciemment en sens inverse, la théorie dans ce chapitre précédent devant introduire à la question de la méthode dans le suivant, et, comme l'historicisme est traité dans la deuxième partie de cette étude, en dégageant d'abord les traits de son opposition aux classiques, centrale chez les deux auteurs, Marx et Menger, à la fois commune et contradictoire.

- [3] L'approche rétrospective en histoire de la pensée économique a beau jeu de souligner qu'au regard d'une épistémologie encore ultérieure des sciences économiques, le projet millien marquait la fin d'une époque. Mais une analyse contextuelle montre qu'au regard de son époque, Mill apportait précisément les ultimes réponses aux questions posées au sein d'une matrice classique s'épuisant. Nous préférons porter l'attention sur le contexte plutôt qu'approcher rétrospectivement le sujet, à l'inverse de ce qu'a fait avec succès Mark Blaug dans les nombreuses rééditions de son ouvrage de 1962, *Economic Theory in Retrospect*, Cambridge University Press.

certains types de questions, eu égard aux concepts trans-historiques convoqués⁴.



Tandis que les systèmes criticiste et idéaliste se dissolvent, le premier ne trouvant pas de champ d'application (au moins jusqu'aux auteurs néokantiens de la fin du siècle), le second dans une «critique critique» forgée par les disciples de Hegel (que Marx allait moquer abondamment), la critique du classicisme doit désormais se placer au niveau de la science positive et de la théorie économique elle-même.

Or aucun économiste ne voyait autrement qu'avec la plus extrême perplexité (quand ce n'était pas avec horreur) la redéfinition de la propriété par Fichte et le projet de planification intégrale qui s'ensuivait. Par ailleurs, alors que la forme philosophique adoptée par Ludwig Feuerbach, une théologie démystifiée, demeurait dans l'orbite de l'idéalisme hégélien qu'elle renversait, l'entreprise de conceptualisation à nouveaux frais des principes fondamentaux de l'économie (propriété, liberté des échanges, etc.) s'épuisait, quant à elle, en répétitions qui se vidaient de leur sens ou en chimères improbables chez les héritiers de Hegel, de «droite» comme de «gauche».

Le système de l'*Encyclopédie des sciences philosophiques* hégélienne se délita bientôt après la mort du «professeur des professeurs» (1831). Rien ne devait-il sortir du travail spéculatif des philosophes, ni la caractérisation du travail par la formation de la conscience-de-soi (la *Bildung des Selbstbewusstseins* mise en exergue dans la *Phénoménologie de l'esprit*)? Ni la signification particulière du caractère «sacré» donné à la liberté de l'échange – que défendaient bien par ailleurs les libéraux classiques? Rosenzweig devait commenter la chute du système hégélien comme une nécessité pour que fût possible, quoique toujours incomplète, toute éventuelle reprise effective de celui-ci :

L'être chute dans l'histoire dont il est né, puis l'histoire, une nouvelle fois le dissout en devenir. Le droit naturel hégélien, pris dans sa totalité, n'a eu d'effets que dans l'École, pas dans la vie. Il a fallu que la vie produise au contraire l'éclatement

[4] Sur des aspects techniques de la postérité de Ricardo et sur Mill, cf. «La postérité ricardienne et l'œuvre de J. S. Mill», in Alain Béraud & Gilbert Faccarello, *Nouvelle Histoire de la pensée économique*, Paris, La Découverte, 1992, p. 509-553.

de l'unité de la pensée pour en agencer de façon neuve les éléments éclatés⁵.

L'économie nationale allemande (*Nationalökonomie*), en particulier l'École de l'historicisme devait, elle aussi, illustrer (nous le verrons plus loin) l'ignorance de l'esprit et le rejet du système hégélien, mais également et comme inconsciemment en assumer la reprise de nombreux éléments qui, issus de lui, devinrent la vulgate inconsciente d'une époque. Les impasses de la théorie et de la méthode qui résultèrent de cette ambiguïté n'empêchèrent pas que fussent posées au classicisme triomphant les questions qui devaient embarrasser l'expansion du classicisme en terre germanique – la deuxième partie de cet ouvrage reviendra sur la nature et les ambiguïtés constitutives des deux écoles, du classicisme comme de l'historicisme qui allait le combattre, faisant fond sur une synonymie pas toujours explicitée, plus ou moins consciemment élaborée, mais authentiquement vécue et constitutive à ce titre, entre ce qui est *National* et ce qui émerge du *Volk* (le doublon de termes de racines latine-grecque, d'une part, et germanique, d'autre part, est permis par la langue allemande).

Mais en laissant donc pour plus tard l'analyse détaillée du courant historiciste évoqué, intéressons-nous ici au fait que les attendus du procès intenté par les philosophes idéalistes allemands, comme les concepts qui donnèrent lieu à leur remise en cause de la pensée économique classique devaient être retrouvés par Marx et par Menger à l'intérieur du cadre classique même, tant dans un approfondissement que dans une hostilité déclarée à ces concepts théoriques fondateurs. Si, quant à accepter ou refuser la méthode dialectique, ces deux auteurs divergent, l'inspiration qui les guide fournit deux critiques nouvelles, antagoniques, de l'économie politique classique dans la seconde moitié du siècle⁶.

Alors que la controverse sur l'adéquation des résultats classiques à une politique économique *pratique* dans des territoires germaniques industriellement retardataires opposait et épuisait classicisme et historicisme, Marx et Menger revenaient aux fondements théoriques,

[5] Franz Rosenzweig, *Hegel und der Staat*, R. Oldenburg Verlag, München, 1920 @ ; trad. Bensussan, *Hegel et l'État*, Paris, PUF, 1991, p. 379.

[6] Leurs postérités devaient continuer d'illustrer cet antagonisme de fond dans leurs approches au siècle suivant (le XX^e siècle) bien plus qu'eux-mêmes en leur temps ; mais c'est à eux seuls que nous nous consacrons ici.

en prenant au sérieux les concepts fondamentaux de la pensée économique des classiques plus encore que les « théorèmes » libéraux qui étaient censés en résulter.

Penchés sur les mêmes textes et souvent tournés vers les mêmes sources⁷, le théoricien du matérialisme dialectique comme le fondateur de l'École autrichienne énoncèrent les raisons de l'échec du classicisme à satisfaire les attentes allemandes quant aux questions urgentes : comment se fixe le niveau des salaires ? est-ce le niveau de subsistance du travailleur ? si la monnaie n'est qu'un voile, quelles sont les formes véritables du capital ? et pratiques : quel système bancaire en résulte ? – et aussi quant au critère de scientificité qu'il convenait de formuler pour tenir un discours neuf et *pratique*.

Marx voit dans la révolution (qu'il imagine allemande) le résultat pratique de son analyse, Menger souhaite la modernisation (autrichienne). Mais ils partaient d'un constat commun, un point d'accord initial que leurs postérités, le marxisme et l'« austriacisme » (ou « marginalisme d'origine autrichienne », avec les réserves que ces termes doivent susciter⁸) ont fini par gommer, à savoir que – et quelles que fussent les différences quant à leurs déductions – l'échec de la théorie classique dominante en économie a des raisons théoriques majeures quant à l'objet et au statut de la science même – et que toute entreprise de réforme de l'économie politique doit donc défaire l'édifice classique et rencontrer à nouveau ces préoccupations fondamentales.

Opposés mais également révolutionnaires dans la théorie et dans la pratique, tant dans l'activité scientifique que dans l'activisme politique, les deux penseurs devaient forger des matrices réflexives qui allaient à terme mettre en mouvement des forces sociales immenses, et le globe en sa quasi-entièreté au siècle suivant. Or, cela provint en partie de ce que le classicisme péchait dès ses origines par les énigmes qu'il laissait sans solution comme par une visée de *scientificité* laissée inachevée :

[7] Marx et Menger puisaient dans les œuvres des philosophes pour redonner sens à l'entreprise de rationalité « économique » : la partie III y reviendra. Leur commun retour à Aristote, afin de retrouver en deçà de Smith le cadre de la *philosophia practica perennis*, permet de reformuler les questions économiques primordiales. L'examen des archives de Menger le montre (voir le premier chapitre de la troisième partie du présent volume).

[8] Ces termes sont sans doute inappropriés : on sait que Marx affirma ne pas se dire « marxiste » et la classification de Menger en tant que marginaliste autrichien se discute (notamment à la suite de Erich Streissler, « To what extent was the Austrian School Marginalist? », *History of Political Economy*, 1972, vol. 4, n° 2, p. 426-441 @).

le présent chapitre traite du premier point, et le prochain du second, notamment à propos des fondements méthodologiques de la science. La critique théorique est abordée quant à la nature, à l'essence et au rôle des deux concepts clefs de l'économie moderne, soit de la *production* capitaliste – à savoir les facteurs que sont le travail et le capital.

1 – Du travail, selon Marx et Menger

Les modifications apportées à la théorie de la valeur-travail par Marx risquaient de ne régler sans doute pas plus que chez les auteurs classiques les difficultés qui surgissaient sur le fond de leur certitude partagée que la nature de la valeur gisait dans le travail. Cette vision est aujourd'hui devenue si complètement étrangère à la science économique (sinon au public, auquel s'adressent encore des discours aux visées trop évidemment politiciennes, de quelque bord que ce soit) qu'il est difficile de rendre son impact. Il se mesure le mieux sans doute à la force des critiques qui furent déployées contre elle, par Marx comme par Menger, qui en menèrent une double critique efficace, et certes pas coordonnée, Marx, en l'épousant pour la renverser, Menger en niant tout simplement la valeur-travail. Suivre ce cheminement conduit à repartir du chapitre «De la valeur» que Ricardo ouvre, dans ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, en reprenant et commentant les définitions de Smith :

Adam Smith a remarqué que «le terme Valeur a deux significations différentes. Il exprime tantôt l'utilité de quelque objet particulier, tantôt le pouvoir d'acheter d'autres biens, que confère la possession de cet objet. On peut parler de valeur d'usage dans le premier cas, et de valeur d'échange dans le second»⁹.

Cette distinction faite par Smith le premier avait en somme fondé la science nouvelle de l'économie politique en établissant toute valeur «naturelle» d'objet sur le travail requis pour sa production (que cette production «commandait» au sens de la notion *labour-commanded*). Smith répondait en somme (Marx allait y revenir, lui, de manière explicite) à la question posée par Aristote au Livre V de l'*Éthique à Nicomaque*, à savoir quelle unité rend deux biens commensurables

[9] David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, trad. Soudan, Paris, Flammarion, 1993, p. 51.

afin d'en permettre l'échange ? Marx allait suggérer à son tour la «force de travail» une fois montré que la valeur-travail smithienne donnait un fondement insuffisant.

Marx s'attelait à nouveaux frais à la valeur-travail. Menger quant à lui, au contraire, allait détruire la notion. Sa critique, menée contre Ricardo, vaut alors évidemment aussi contre Marx, dans la mesure où Marx ne critiquait les thèses ricardiennes que pour les *approfondir* en voyant la valeur d'un bien dans un concept de travail *concret* (une *force* de production), tandis que Menger refuse tout simplement que la valeur d'échange repose sur quelque concept de travail que ce soit. Il nie simplement la validité de l'approche ricardienne et reprend la question sous l'angle de l'intensité des besoins ressentis *subjectivement* par l'individu (agent économique) qui aura une utilité du produit – utilité que Ricardo ne considérerait qu'en un sens objectif et dont il reconnaissait le caractère nécessaire, mais soulignait l'insuffisance pour déterminer le prix¹⁰. Menger devait partir des besoins que chacun vise avant tout à satisfaire en tant qu'être humain¹¹. Polémiquant contre les «économistes bourgeois», Marx croyait au contraire que sa «force de travail» devrait remplacer leur «travail sans phrase» indéterminé :

C'est faire de la sentimentalité mal à propos et à très bon marché que de trouver grossière cette détermination de la valeur de la force de travail [par la valeur des biens de consommation nécessaires à sa reproduction, *i.e.* à la survie du travailleur] et de s'écrier, par exemple avec Rossi : « Concevoir la puissance de travail en faisant abstraction des moyens de subsistance des travailleurs pendant l'œuvre de la production, c'est concevoir un être de raison »¹².

1.1 – Travail et « force de travail », la distinction marxienne

La différence des deux attitudes de Marx et de Menger se lit clairement à propos précisément de leur lecture de Pellegrino Rossi, le successeur de Jean-Baptiste Say au Collège de France, brillant vulga-

[10] «L'utilité n'est donc pas la mesure de la valeur d'échange, bien qu'elle lui soit absolument essentielle» (Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, p. 52).

[11] «Um seine menschliche Bedürfnisse zu befriedigen» et le concept de *Bedürfnisbefriedigung* sont des expressions récurrentes chez Menger (*Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, 1871).

[12] Karl Marx, «Achat et vente de la force de travail», *Le capital*, I, 1965, p. 722.

risateur du classicisme ricardien qui ne voyait dans la « découverte » marxienne qu'une subtilité inutile. Marx lui répondait en reprenant la distinction aristotélicienne entre puissance et acte, à la limite du sarcasme envers un piètre philosophe : « Rien de plus faux. Qui dit puissance de travail ne dit pas encore travail ; pas plus que puissance de digérer ne signifie digestion¹³. »

Il se trouve que Menger a donné lui aussi un commentaire des mêmes passages du *Cours d'économie politique* alors célèbre du comte italien devenu professeur français sur des thèmes anglais ; Menger renvoie souvent à lui dans les notes qu'il porte sur le manuel sans doute le plus lu en Allemagne au XIX^e siècle, celui de Karl-Heinrich Rau, qui lui a pratiquement servi de brouillon pour ses propres *Principes*. Menger commente avec sérieux le concept de Marx chez Rossi, pour l'évaluer, et l'écarter tout simplement :

La *force de travail* est un bien, mais point un bien économique (dans les cas de son emploi *libre*), car ce n'est pas elle qui vient *sur le marché*, mais le seul travail ; elle ne peut pas non plus passer d'un patrimoine à un autre. Elle est au contraire celle d'un homme *complet*¹⁴.

Menger reconnaît au concept forgé par Marx son intérêt anthropologique en même temps qu'il en nie tout intérêt opératoire dans le champ économique défini par ce qui « vient sur le marché », c'est-à-dire les « choses » (*Dingen*) qui satisfont un besoin ressenti par quelque sujet, et pour l'acquisition desquelles cet agent-ci entre dans une relation d'échange – ce sont là des biens *économiques* (*Güter*) et des services indifféremment, l'accomplissement du travail (*Arbeitsleistung*) en est

[13] Marx gardait de toute évidence rancune de sa condescendance à Rossi qui, de son côté, ne rendait justice ni au contenu ni aux traits caractéristiques du concept de Marx.

[14] Marx utilise l'édition du *Cours* de Rossi parue à Bruxelles en 1842-1843, Menger celles de 1851-1852 (également parue à Bruxelles) et de 1853-54 (parue à Paris), avec en outre les *Mélanges* posthumes. Les notes de Menger portées sur le volume de Karl-Heinrich Rau, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* (1863). Nous traduisons cette citation et les suivantes des pages 3 à 6. Ces notes manuscrites ont été relevées sur le volume conservé à la bibliothèque de Hitotsubashi (Japon) d'abord par Emil Kauder, *Carl Mengers erster Entwurf zu seinem Hauptwerk „Grundsätze“ geschrieben als Anmerkungen zu den „Grundsätzen der Volkswirtschaftslehre“ von K.-H. Rau*, copie dactylographiée, université de Hitotsubashi, 1960, puis par Gilles Campagnolo, « Une source philosophique de la pensée économique de Carl Menger : l'Éthique à Nicomaque d'Aristote », *Revue de philosophie économique*, n° 6, 2002, p. 5-35 @.

une catégorie parmi d'autres. Ce n'est que cela qui est en question, ce qui ne saurait être le cas de la «force de travail». Menger rejoint Rossi en expliquant à son tour l'inutilité de ce concept en économie (mais non peut-être ailleurs – mais la question sera alors de savoir où, et elle ne concerne plus les économistes comme tels):

La force de travail n'est pas, en vérité, un bien qui ne peut être la possession exclusive de personne – comme la lumière et l'air – ni passer dans la propriété d'aucun homme; elle est au contraire uniquement dans la possession d'un seul et elle ne peut, de ce fait, être vendue [aliénée: *veräußert*], car ce serait alors considérer la location [*Vermietung*] de toutes ses activités pendant un temps déterminé comme la vente [*Veräußerung*] de la *force de travail*.

La définition marxienne de la force de travail n'est certes pas très éloignée de cette approche, et entre «location» et «vente», aurait-on affaire à une argutie juridique? Menger refuse de considérer que le contenu de «toutes les activités» d'un homme durant le temps déterminé où il le *loue* puisse s'échanger de sorte à dire que la «force de travail» est aliénée: elle appartient en propre à chaque individu, par définition, et Menger écrit *Leistungen* (accomplissements) et non *Arbeitskraft* (force de travail) pour désigner ce qu'on peut considérer comme un intrant dans l'activité productive. Sur les marchés, seuls des produits finis s'échangent, ni la *totalité* des activités ni même une capacité indéterminée: au contraire, tout l'effort des parties est de contracter au niveau d'activité optimal de la relation salariée.

Si le seul échange qui peut dûment se définir comme rapport économique est celui de biens ou de services (d'ouvrages: *Leistungen*), alors il ne diffère pas de celui de n'importe quel bien, ce qui ôte son fondement à l'analyse de la plus-value que donne Marx. Inversement, un tel usage permet à Menger d'insérer cette notion d'*Arbeitsleistung* dans un schéma général où l'échange n'a lieu que si les évaluations subjectives des partenaires sont telles qu'elles les décident à y entrer – contre Ricardo et les classiques, dont Marx à cet égard. Ces motifs purement subjectifs n'entraient pas dans leur considération. Au partage conflictuel des profits et du salaire se substitue la considération du choix du salarié de travailler (ou pas) à un prix donné, en fonction des alternatives disponibles pour lui – il est possible d'invoquer *de l'extérieur* le fait que son choix est réduit du fait de sa condition pré-

caire et de sa subsistance à assurer, mais pas qu'une quelconque loi d'airain pèse sur lui¹⁵.

Menger ne nie pas qu'une distinction soit à effectuer entre «travail» (tout court) et «force de travail» – comme entre la puissance et l'acte, approche marxienne dont l'aristotélisme n'est pas pour lui déplaire. Mais Menger en nie la pertinence et la validité quant au *fondement* de la science économique à réformer. Il s'exprime à de nombreuses reprises dans les annotations qu'il porte aux œuvres de Ricardo, quasiment pas en ce qui concerne Marx. Sans doute la raison en est que Menger oppose une fin de non-recevoir globale à ces notions prises dans leur ensemble car elles demeurent, selon lui, et aussi raffinées soient-elles, incapables d'expliquer la formation des prix. Or, c'est la question majeure pour un économiste. Et seule la confrontation des utilités subjectives individuelles dans le processus d'échange le permet aux yeux de Menger. La clef de voûte du raisonnement mengérien tient à ce qu'il montre que la valeur *n'est pas mesurable*¹⁶.

Menger donne donc moins raison à Rossi qu'il ne le renvoie avec Marx aux chimères d'une erreur qu'il juge commune aux classiques et qui consiste à attribuer un substrat substantiel à la valeur, que ce dernier soit une unité stable de bien (introuvable en dépit de tous les efforts) ou encore une unité de travail (fût-ce dans l'astuce de la rechercher dans la reproduction de sa force). Marx radicalisait le ricardianisme, en faisant *finalement* du travail le *seul* facteur de production, puisqu'à l'origine de toute accumulation de capital ; et tout peut aussi se calculer en capital puisque le coût du travail pouvait se nommer «capital variable».

Menger rejette, quant à lui, l'idée même qu'il y ait *au sein de la production* une quelconque explication définitive ni de l'échange des biens et services (incluant l'accomplissement du travail), ni du prix auquel cet échange pourrait avoir lieu. L'analyse classique surdétermine la formation du prix (de marché ou «naturel») et n'éclaire pas non plus à juste raison le processus de la formation de valeur – et cela, même

[15] Plus tard, et en partie de manière analogue, une querelle sémantique aux effets bien concrets allait opposer (et continue d'opposer) ceux pour qui tout chômage est volontaire et ceux qui, comme Keynes, le nient.

[16] Carl Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* [1871], rééd. 1968, tome I, p. 107-108 et *passim*.

alors que Marx montre les formes diverses que le capital prend dans son cycle de transformation.

Avant de comparer les discours de Marx et de Menger sur le capital, la question du «juste salaire» montrera plus précisément ce point sur un exemple : pour Menger, ce n'est pas la distinction subtile (mais finalement inutile en économie) proposée par Marx, ce sont d'autres conditions qui sont requises pour qu'un bien prenne valeur *économique*, comme l'information dont le sujet économique dispose, la signification (*Bedeutung*) que le bien prend à ses yeux pour satisfaire ses besoins, fonction de la disponibilité, des capacités cognitives, etc.

1.2 – Du « juste salaire » (*fair wages, gerechter Lohn*)

Dans le cadre marxien comme ricardien, non seulement le travail crée la valeur, mais la répartition des bénéfices engendrés entre profits et salaires de ce travail est un enjeu de conflit majeur – et, corrélativement, un enjeu théorique dans la conception de la vie des hommes : travail et capital associés permettent seuls la poursuite de la production de biens et de services. En cas de succès, la dispute porte sur les proportions du partage des bénéfices. Mais faute d'engranger des bénéfices, les productions déficitaires sont éliminées par le jeu de la concurrence. Ricardo montrait que la part des profits (rémunération du seul facteur capital) ne pouvait être que la part qui reste une fois le niveau des salaires déterminé par ailleurs, à savoir sur le marché du travail. Le jeu de la concurrence y limite la hausse des salaires au niveau de la subsistance des travailleurs. Ce niveau n'est pas seulement une donnée essentiellement physiologique mais il varie lui-même selon les pays et les époques, pour autant, sans que ne change en rien cette «loi d'airain» qui l'empêche apparemment d'augmenter tendanciellement sinon exceptionnellement et temporairement.

En substituant la notion de «force de travail» au «travail sans phrase», Marx montrait dans toute somme de capital accumulé la forme «morte», déjà sédimentée de l'exercice exprimé de cette force dans le passé. En imputant finalement au travail *toute* création de valeur, Marx radicalise une ligne de pensée qui n'est pas indigne de Locke, par exemple. Mais puisque l'accumulation du capital est dès lors regardée comme expropriation forcée du travail au fil des générations, la question devient de savoir pourquoi son produit n'est pas intégralement celui des travailleurs, soit à titre individuel (à chacun selon son travail), soit en tant qu'ensemble des producteurs conscients

de leur rôle, c'est-à-dire de leur classe selon une redistribution à ordonner (à chacun selon ses besoins).

La revendication d'un droit au produit intégral du travail naît de ces réflexions, quel que soit par ailleurs le positionnement des auteurs qui devaient s'en emparer (comme le frère de Carl Menger, Anton Menger, antimarxiste mais socialiste et défenseur du mouvement consumériste à la fin du XIX^e siècle^[17]).

Cette position crée toutefois une difficulté quant à l'attitude à adopter par l'économiste sur le statut ontologique des objets de son étude, question s'étendant à la méthode à utiliser (sur laquelle le prochain chapitre reviendra). Mais la radicalisation de la valeur-travail classique par Marx est prise en défaut par Menger dans son cadre d'origine même, notamment quant à l'ambiguïté née de la surdétermination du montant du salaire («de marché» ou «de subsistance»). L'application d'une notion morale de justice est à la fois, et ce n'est pas le moindre paradoxale, induite et récusée au titre de la neutralité scientifique, et inévitable pour trancher l'indétermination, réintroduisant un élément d'arbitraire dont la dénonciation s'étend à la validité de la science ainsi remise en cause. Dès les origines – la problématique économique de la *Richesse des nations* –, Smith faisait dépendre le salaire du contrat entre maîtres et ouvriers dont les intérêts sont *par construction* opposés :

C'est par la convention, qui se fait habituellement entre deux personnes, dont l'intérêt n'est nullement le même, que se détermine le taux commun des salaires [*common wages of labour*]. Les ouvriers désirent gagner le plus possible ; les maîtres, donner le moins qu'ils peuvent ; les premiers sont disposés à se concerter pour élever les salaires, les seconds pour les baisser^[18].

Dès lors devaient exister une théorie du salaire parlant des conventions, toujours discutables, et une autre arguant de lois inéluctables des échanges. Smith soulignait l'existence d'un *minimum* incompréhensible d'entretien et de reproduction du travailleur, ce niveau qui allait

[17] Anton Menger, *Das Recht auf den vollen Arbeitsertrag in geschichtlicher Darstellung*, Wien, 1886 ; trad. Bonnet, *Le droit au produit intégral du travail*, Paris, Giard & Brière, 1900.

[18] Adam Smith, *An Inquiry into the Causes and the Nature of the Wealth of Nations*, 1776 ☺ ; tr. Taieb & Greenstein, *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, PUF, 1995, p. 77.

faire parler de loi d'airain, mais lui y voyait plutôt une sécurité minimale ancrée dans un mécanisme général où il distinguait trois types de concurrence : entre employeurs et employés, en tant que groupes plus ou moins coalisés ; entre employeurs, qui peuvent s'attacher les services des employés en offrant un salaire plus élevé ; enfin, entre employés qui, pour trouver du travail, sont prêts à baisser leurs prétentions si nécessaire.

L'économiste tient évidemment compte de la notion d'efficacité dans son évaluation des effets collectifs des actions de chacun (et dans la mesure où leur exercice est dénué de violence et reste licite – ce qui n'est pas toujours le cas, tant du côté des employeurs que des employés, en cas de grève avec des piquets actifs ou de *lock-out* mené *manu militari*). Pour autant, ce sont toujours des individus qui contractent. Dans la description classique, le cadre du raisonnement ricardien impose toujours la relation inverse signalée plus haut entre profits des entrepreneurs et salaires des employés. En faisant abstraction des unions (syndicales ou patronales) ou encore, en les condamnant (c'est-à-dire en interdisant ou en pénalisant légalement leur formation), les auteurs de l'École de Manchester en particulier concluaient que le salaire (de type classique) ne pouvait s'établir qu'au taux *naturel* de la quantité de biens nécessaires à la reproduction de la «force de travail».

Marx suivait ce raisonnement dès 1844¹⁹, aboutissant en toute logique à exiger *l'abolition pure et simple* du salariat (le chapitre suivant y reviendra). L'ajustement du niveau des salaires sur le marché au taux «naturel» dans une société donnée demeure à la fois la croix de la théorie et, en outre, si on le confond avec la quantité de biens de consommation juste nécessaire à reproduire la force de travail, alors l'économie politique «bourgeoise» garantit automatiquement au capitaliste son taux de profit maximal, semblant donner raison à sa dénonciation comme «bourgeoise». Quoique conscient de ces lois, Marx justifie donc d'emblée la lutte pour hausser les salaires au lieu d'abolir la condition salariée comme un pis-aller aussi partisan que celui de ses adversaires économistes «vulgaires», avocats des intérêts industriels et bourgeois.

[19] «Le salaire est déterminé par la lutte ouverte entre capitaliste et ouvrier» (Karl Marx, Premier manuscrit de 1844 : salaire, in *Manuscrits de 1844*, trad. Bottigelli, Paris, Éditions sociales, 1968. p. 5-7).

Pour Menger, au contraire, la formule même du «partage ricardien» est infondée. Bien plutôt, l'ouvrage qu'on accomplit dans le travail (*Arbeitsleistung*) étant un service comme tout autre bien et service, son marché ne se distingue pas de ceux des autres biens. Quant à l'analyse des prix en «niveau naturel» et «prix de marché» où le second oscille autour du premier, lui-même déterminé par la quantité de biens nécessaires à la reproduction du travail (ou de sa «force», dit Marx), elle relève du raisonnement repris par Rossi à Ricardo et que Menger entend invalider. Menger résume ainsi la position qu'il juge erronée :

L'Essentiel [wichtig]: les économistes examinent a) le salaire du travail en soi et pour soi, b) le salaire du travail en relation au profit. [Ceci] doit se lire: plus le salaire est élevé, plus le rendement du capital est faible et *vice-versa*. Ricardo et son école pensent que, dans une situation de salaire élevé, à l'inverse le «profit» est faible²⁰.

Rossi est fidèle à Ricardo, en développant le thème selon lequel l'entrepreneur est un être calculeur qui ajuste toujours au plus bas les salaires pour accroître son profit, non pas en ayant des choix alternatifs, mais parce qu'il n'y a certes pas d'autre solution en raison de la pression de la concurrence sur les produits (il sera éliminé, s'il agit autrement). Encore, les salaires se fixent au niveau *naturel*, soit la détermination (a), et le profit en est le résidu (bénéfices moins salaires). Encore une fois, puisque cela signifie toutefois que les salaires sont doublement déterminés, une mise en adéquation s'impose; elle échappe. Outre que la mesure du salaire par le strict nécessaire (à reproduire le travail) est dure au travailleur, le montant du paiement auquel salaire et profit donnent lieu dépend des bénéfices. En temps de crise, ceux-ci fondent sans qu'on puisse préserver que temporairement l'un ou l'autre facteur, soit en affamant les travailleurs, soit en contraignant l'entreprise à fermer. Ni en temps de prospérité, ni dans la crise, la preuve qu'*a priori* les deux mesures se correspondent n'est garantie: le salaire ricardien (et marxien) reste *surdéterminé*.

La conception mengérienne, son noyau de raisonnement dit «marginaliste» énonce au contraire l'idée que, pour tout bien donné, l'entrepreneur raisonne en comparant ce que coûte une unité supplémentaire

[20] Carl Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, note manuscrite sur une page intercalaire blanche (face p. 149) dans le volume annoté par l'auteur et conservé dans les archives. «Profit» désigne un profit «brut».

(l'embauche d'un ouvrier de plus) à ce qu'elle rapportera (à l'entreprise dans son ensemble, en fonction de la demande qu'il anticipe, mais en prenant là un pari étant donné la contingence inévitable du monde extérieur – en termes fichtéens, le règne du *hasard*). Pour tout niveau de salaire donné (qu'il dépende d'us ou de coutumes locales, de conventions légales dans un secteur de production donné, ou de toute autre raison), le coût incompressible de l'emploi résulte de la différence entre le coût de l'unité supplémentaire de travail acquise, l'heure *marginale* à l'embauche, et le bénéfice espéré de l'emploi de cette dernière unité de travail employé dans le résultat qu'en donnera sa vente. L'ajustement par le coût à la marge de la quantité de travail employé remplace l'adéquation par le taux de profit global, la question du niveau «naturel» du salaire classique est écartée.

On notera que cette approche-ci, plus ou moins explicite chez Menger et les deux autres pères fondateurs du marginalisme que furent le Britannique Stanley Jevons et le Franco-Suisse Léon Walras, implique l'évaluation subjective par les sujets contractants quant aux biens qu'ils souhaitent acquérir (ici, le travail et les produits de cette activité). Elle montre aussi l'émergence de la valeur dans le cadre exclusif de l'échange et, de ce point de vue, le travail ne se distingue d'aucun autre bien économique – ou de toute activité pour laquelle existe un besoin ressenti par un sujet qui accepte de se priver d'autres biens (ou services) afin de bénéficier du bien (ou du service) en question, et effectue donc un raisonnement de substitution avec un taux implicite éventuellement déterminable. Il en résulte que le travail n'a donc pas de valeur «en soi», mais qu'il en existe seulement un *usage rémunéré*. La recherche de la valeur d'une unité de temps travaillée dépend toujours du contexte où un usage est trouvé. Sans cet usage pour ce travail, sans emploi envisageable, lui, quel qu'il soit, si pénible, difficile soit-il, ne vaut simplement rien car la source de sa valeur n'est pas en lui.

Cette conclusion peut se heurter à des objections de type religieux ou moral. Encore faut-il voir si les préventions morales sont en cause, ou bien hors-jeu, en ce qui concerne l'activité de l'économiste. Or, seul le sujet individuel connaît et évalue l'intensité de son besoin, de son désir, de sa souffrance, de ce à quoi il est prêt à renoncer pour bénéficier de ceci ou de cela ; seul, il décide donc de travailler ou pas dans son avenir. Il dépend alors de son environnement tout entier pour sa décision ; s'il n'en a certes toujours qu'une certaine maîtrise partielle,

répète Menger, avec Marx et Walras à la fois, il en a cependant suffisamment pour agir, ou pas. Du moins, le supposer libre consiste précisément en cela. Marx dénonce l'illusion de la liberté seulement *formelle* des affamés. Toutefois, ce qui est « extorqué » au travailleur dans le système « libéral » reste-t-il dans le cadre de conditions légales de respect minimal de l'individualité ; le soupçon que l'égalité se paie au prix de la liberté et du non-respect des personnes se glisse à son tour dans le discours critique du marché.

Enfin, et il s'agit dès lors d'une relégation dernière de la notion de « juste » salaire, le véritable souci de l'économiste théoricien n'est en fait *jamais* celui du quota de travail incorporé dans un bien, d'où n'en proviennent ni la valeur, ni le prix. Le niveau du salaire dépend alors moins de la « force de travail » (physiologique ou intellectuelle) déterminée que de la situation de vente du service accompli. En montrant que le travail ne détermine pas la valeur, Menger enlève *de facto* sa signification *économique* au concept de « force de travail ».

2 – Marx et Menger, analystes du capital

L'autre facteur de production, faisant pendant au travail, est le capital, la cible de Marx, avant même que le terme « capitalisme » ne fût popularisé par Werner Sombart dans son ouvrage sur le capitalisme moderne, sur le *Hochkapitalismus*²¹, au tournant du XIX^e au XX^e siècle. Marx comme Menger conçoivent les deux facteurs différemment des classiques ricardiens. D'après Menger, la valeur du travail (exprimée en salaire) ne se comprend pas par rapport aux biens objectivement nécessaires au travailleur, mais par rapport à la dernière unité de travail supplémentaire nécessaire à l'entrepreneur capitaliste (pour des conditions du marché et des dotations en capital données). Pour Marx, mais avec des raisons tout autres, Ricardo puis Mill, dans ses *Principes d'économie politique* de 1848, donnaient le fin mot de l'économie classique. La lecture de leurs interprètes comme Rossi ne laissait plus voir qu'une version « vulgaire » plus critiquable, mais moins digne de la critique scientifique. Celle-ci porte sur la

[21] Werner Sombart, *Der moderne Kapitalismus. Historisch-systematische Darstellung des gesamten europäischen Wirtschaftslebens von seinen Anfängen bis zur Gegenwart*. Dritter Band : *Das Wirtschaftsleben in Zeitalter des Hochkapitalismus*, München & Leipzig, Duncker & Humblot, 1927.

conception du capital chez les classiques, mais de manière antagonique : Menger se fonde sur un postulat de *neutralité* (morale et politique) de la science n'impliquant la défense d'aucun groupe, tandis qu'à l'inverse le « socialisme scientifique » marxien voit dans le capital l'ennemi à abattre. Pour l'un, *tout* qualificatif politique discrédite la « science » (Menger) ; pour l'autre, il en est l'aboutissement et comme la légitimation.

2.1 – La question du capital

Le capital, pour Marx, on l'a dit, n'est que « travail mort ». La question du capital n'est alors qu'une extension de celle du travail. La radicalisation de la théorie de la valeur-travail opérée par Marx avec la « force de travail » rapporte « en dernière instance » tout facteur de production au travail seul. Jusqu'à la terre qui n'est à la limite que ce que sa culture en a fait à travers les générations paysannes. Le produit *intégral* du travail est l'enjeu de la théorie économique alors entendue comme un problème de *redistribution*. Ces thèmes sont connus. L'est aussi celui de ce que Marx regardait comme sa principale innovation, la *circulation* :

Les grands économistes comme Smith, Ricardo, etc., ont étudié le capital sous sa forme essentielle de capital industriel et n'ont abordé le capital de circulation (capital-argent et capital-marchandise) que comme phase particulière du processus de reproduction de tout capital²².

La question de la circulation du capital et de la transformation des prix en valeur, des valeurs en prix, de la forme argent à la forme marchandise et vice-versa a suscité une littérature à laquelle presque deux siècles d'efforts n'ont pas mis fin... Il n'en sera pas traité ici pour rien saisir d'autre que ce qui y est dit « vivant » et qui s'incarne dans la reproduction à travers le travail qui s'exerce dans le présent, et qui apporte la plus-value (*Mehrwert*).

Cette part « vivante » du capital apparaît sous forme monétaire dans les salaires (ou « capital variable »). Dans le cycle suivant de production, la différence entre valeur du produit obtenu et salaires payés permet d'avancer de nouveaux salaires. Le profit (de type ricardien) est reçu par l'entrepreneur, reparaît et s'accumule ; le cycle se repro-

[22] Karl Marx, *Le capital*, Livre III, La Pléiade, 1968, p. 1092.

duit. L'autre forme du capital entrant dans la production (matières premières, machines : le «capital technique») devient à son tour «travail mort», de sorte que la reproduction tout entière est, dans *Le capital*, «démystifiée» en tant que travail «exproprié».

Cela une fois posé, Marx nomme les salaires «capital variable²³». Est-il alors loisible de renverser la formule pour dire, à l'inverse, que le travail n'est qu'une des formes du capital ? Le mécanisme de reproduction traite des formes d'apparition du capital dans la production ; en renversant le point de vue sur les facteurs, ne risque-t-on pas de multiplier des manipulations, comme autant de tours de passe-passe, qui changent aussi peu la détermination ultime du capital, comme tombant du côté des travailleurs ou des capitalistes, que le fait que les décisions politiques interviennent comme autant de chocs extérieurs au processus ? Chez Menger, l'alternative ne se pose en aucun de ces termes :

Le capital, en tant qu'il est une somme de *valeurs* qui composent le fonds d'une entreprise, n'est ni mort ni vivant. Ce sont au plus haut point les biens qui représentent ce qu'est chaque capital. Mais le capital peut être employé ou non pour sa valeur ou pour la production de biens²⁴.

Menger redéfinit le capital comme ce qui existe là (et seulement là) où un besoin ressenti par un sujet engagé dans une activité économique peut 1) le convertir en valeur dans un échange, 2) l'utiliser dans la production, en vue de satisfaire un besoin dont il est seul à juger. Menger substitue explicitement aux catégories de Marx («*weder tot noch lebendig*») des ordres à surmonter à chaque fois dans la satisfaction des besoins : le premier, le plus direct, la consommation, dépend de rangs supérieurs qui impliquent des procès de production de plus en plus complexes. L'exemple est celui du pain, en remontant jusqu'à la moisson du blé, en faisant figurer à chaque étape tous les intrants nécessaires. Si l'utilité qu'un sujet attribue à un objet quelconque pour satisfaire ses besoins (valeur toute *subjective* mais bien réelle en ce qu'en l'absence de cette satisfaction, le besoin final ne serait jamais

[23] Marx aurait-il, après tout, prêté par avance son meilleur sens à l'expression de «capital humain» qui allait bien plus tard valoir son succès (et un prix Nobel) à Gary Becker, de l'École de Chicago ?

[24] Cité par Kauder, *Entwurf* (1960), note de Menger en marge de la page 140 à l'ouvrage de Rau.

satisfait) suppose de voir en ce bien (jusqu'au plus petit, comme la levure pour du pain qu'on ne voudrait pas azyne) un instrument d'une production d'un bien qui apporte de la satisfaction à l'agent, alors cet objet lui-même devient *de facto* indirectement un bien et son ordre est supérieur dans la hiérarchie des fabrications, d'après la gradation que donne Menger.

Finalement, l'ensemble des biens qui seraient à disposition d'un individu constitue ce qu'on appellera son *capital*. Pour ce capital, destiné à produire les biens consommables directement ou à en acquérir d'autres, par l'échange, le travail n'est pas la réalité ultime de son essence, mais un intrant parmi d'autres, sous la forme de l'ouvrage accompli (par le moissonneur, par le meunier). Cet ordonnancement vaut autant pour le producteur que pour le consommateur, quelle que soit la place du détenteur d'un capital quelconque au sein de la production : la distinction fondatrice qui existe chez Marx entre détenteurs des moyens de production et « prolétaires » devient alors inopérante, dès que l'activité économique est prise comme visant la satisfaction subjective de besoins incommensurables entre individus.

En d'autres termes, la qualité pour un objet d'être un bien économique (du « capital ») ne dépend *pas* de sa forme, mais de l'intention de son détenteur : la distinction marxienne en « biens de type I » et « biens de type II » opposait, elle aussi, consommation et production, mais elle était statique malgré le processus de transformation, alors que Menger construit une structure dynamique progressant vers des ordres toujours plus élevés et inconnus avant qu'on ne rattache la qualité observée d'un bien à un processus de production. Rien n'est mort ni vivant en dehors de la relation au sujet humain, mais utile ou inutile à celui-ci. Le capital peut présenter les formes les plus diverses, sa fonction seule le différencie (la farine est pour la ménagère un bien de consommation, mais du capital, sous forme de stock, pour le minotier).

Le concept mengérien clef est la satisfaction des besoins, subjective par construction (*Bedürfnisbefriedigung*). La réflexion passe alors du rôle du capital dans la production des biens et de sa reproduction dans la circulation, aux cycles de sa transformation et de son emploi : la notion d'investissement établit celle de l'entrepreneur au centre de l'activité économique, le travailleur devant un élément mobilisé par lui pour la production. Historiquement, le renversement de la perspective sur l'activité économique devait avoir lieu dans l'École autrichienne née

de Menger, développée par ses disciples à partir de Eugen von Böhm-Bawerk, qui allait viser explicitement Marx et le marxisme comme tel dans sa *Théorie positive du capital* en 1888. Toujours à ce même titre, la vision autrichienne ouvre la perspective d'un marché d'entrepreneurs généralisé où chacun gère son propre être comme un capital à rentabiliser. C'est toutefois là pousser au-delà du cadre de la présente étude.

2.2 – Le rôle ignoré par les classiques des formes monétaires du capital

Michel Foucault soulignait comme un trait de l'*épistémè* classique (en particulier en économie) qu'ouvrait Smith, et surtout Ricardo, de laisser de côté la querelle du XVIII^e siècle sur la monnaie-signe ou marchandise, et de ne voir en l'argent qu'un « voile » sans rôle propre²⁵.

De ce point de vue, Marx comme Menger annonçaient des temps nouveaux où la monnaie devait retrouver un rôle de premier plan comme forme capitalistique. Leur double critique s'adresse à une conception neutraliste de la monnaie, dont la forme ne devrait plus présenter de bien grande importance dans l'échange des marchandises²⁶. Marx centre sa démonstration de la reproduction du capital sur la transformation « Marchandise-Argent-Marchandise » et sur sa contraposée « Argent-Marchandise-Argent ». Menger, quant à lui, saisit la monnaie pour son absolue disponibilité et il présente les fonctions de garant d'opportunité, de réserve de précaution, de réserve de spéculation, de numéraire servant à faciliter la mesure de la valeur dans l'échange des biens entre les hommes dans des termes somme toute devenus des plus communs, mais dont l'idée de « mesure de la valeur » fait surgir le paradoxe même de cette valeur que nous avons bien énoncé, en conformité au texte mengérien, comme n'étant *pas* mesurable²⁷.

[25] *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1971, chapitre consacré à Ricardo.

[26] Comme si envisager leur échange mutuel, marchandises contre marchandises, suffisait en un sens – une inspiration que le néoricardien Piero Sraffa allait retrouver au XX^e siècle. Dans une littérature redevenue abondante après les déceptions connues dans certains courants du marxisme, ce renouveau a fait sens. On peut voir à ce propos : Jean-Pierre Potier, « Sraffa più marxista di Marx », in Giorgio Lunghini (dir.), *U.T.E.T.*, Torino, 1993 (jamais publié en français, directement traduit en italien par Marina Spadaro pour la revue *L'Indice dei libri del mese*, Rome, XI/7, juillet 1994, p. 38).

[27] La section « Maßstab im Güterverkehre [sic] der Menschen » dans les *Principes d'économie politique* de 1871, le chapitre VIII de ces mêmes *Grundsätze*, et l'article « Geld » (1892, rév. 1909), comme l'unique texte publié par Menger en français : « La monnaie, mesure de valeur » (1892), permettent de manifester la résolution mengérienne de ce paradoxe

Quand, vers 1857, Marx reprenait du début ses études et sa critique de l'économie politique interrompues depuis 1844, il mit en évidence les problèmes laissés en suspens par les économistes « bourgeois ». Ses cahiers (les *Grundrisse*) témoignent de ses efforts et de son échec²⁸. Le texte de Marx s'ouvre significativement avec un « chapitre sur l'argent » qui est une critique en règle du traité intitulé *De la réforme des banques* (1856) d'un économiste de second rang, Alfred Darimon, qui bute sur l'antagonisme des formes prises par le capital. Marx ironise :

L'or et l'argent sont des marchandises comme toutes les autres.
L'or et l'argent ne sont pas des marchandises comme toutes les autres [mais vous] élevez toutes les marchandises au monopole qu'à présent seuls l'or et l'argent possèdent. Laissez subsister le pape mais faites un pape de chacun²⁹.

Une solution aussi absurde que celle adoptée par Darimon, que Marx raille à peu de frais, résulte directement de la formulation qui a été adoptée au départ dans l'économie « vulgaire ». Mais la cause profonde est l'absence de traitement de la monnaie par les classiques : comme elle n'est chez eux qu'un voile des échanges réels, leur vision des institutions centrées sur elle semble de bien peu d'épaisseur – alors qu'il s'agit des banques ! Et ils restent sans théorie adéquate. Marx enchaîne alors sur ce qui allait devenir un leitmotiv du *Capital* :

La vraie question, la voici : le système d'échange bourgeois ne rend-il pas indispensable un instrument d'échange spécifique ? Ne crée-t-il pas nécessairement un équivalent spécial pour toutes les valeurs ?

La réponse de Marx est positive : oui, il faut un tel instrument, il faut un tel équivalent. Mais elle ne lui donne toutefois pas d'autre clef de la valeur que la fondation sur le travail qu'il a déjà établie au centre de son analyse.

qui fonde son analyse de l'« écoulabilité » (*Absatzfähigkeit*). Marx traite ce point dans le Livre II du *Capital*, comme s'il allait de soi, car il adopte une forme substantielle de la valeur qu'est pour lui la force de travail. Les deux œuvres sont comme deux miroirs où les parties éclairées par l'une sont dans l'obscurité de l'autre, et formant de la réalité commune à laquelle elles se réfèrent des reflets incompatibles.

[28] L'historien Henri Denis l'a retracé dans *L'« économie » de Marx. Histoire d'un échec*, Paris, PUF, 2^e éd., 1980.

[29] Karl Marx, *Œuvres*, trad. Rubel, Paris, Gallimard « Pléiade », Principes d'une critique de l'économie politique (*Grundrisse*), tome II (ébauche 1857-58), 1968, p. 195.

Chez Menger, au contraire, le traitement du capital en *formes* diversifiées de la monnaie peut être considéré comme digne d'être expliqué car il établit une tension entre l'individualisme méthodologique et la description institutionnelle à laquelle l'histoire de l'origine de la monnaie donne lieu, dans son œuvre même (ainsi au chapitre VIII de ses *Grundsätze* de 1871). Nous reviendrons sur cet aspect de la méthode, mais il est clair que Menger saisit la rationalité du processus d'échange comme spontanée, au moment où se met en place la monnaie. Les exemples qu'il utilise (d'ailleurs pas moins historiques que ceux de Marx ou des historicistes allemands) illustrent chaque type de cycle *réel* de capital monétaire.

Dans les articles de 1892, en particulier, «Geld» (*Handwörterbuch der Staatswissenschaften*), «La monnaie, mesure de valeur» (*Revue d'économie politique*) et «On the Origin of Money» (*Economic Journal*), Menger témoigne abondamment que la théorie monétaire ne se comprend pas sans analyser l'échange, mais aussi que l'échange n'est pas ressaisi sans recours à la monnaie, dans ses formes tant *matérielles* qu'*institutionnelles* (ainsi, les instruments de paiement ont une histoire). De l'époque du troc jusqu'aujourd'hui, l'histoire monétaire montre la déduction réaliste dont Menger dénonce l'absence chez les classiques. Car les diverses formes monétaires ne sont pas indifférentes quant au processus d'échange. Elles ne «voilent» pas l'économie des choses (l'économie *réelle*), mais elles interfèrent avec elle selon des lois que l'économiste doit rechercher.

Le résultat de cette négligence des classiques fut leur quête continue d'une commensurabilité des biens dans l'échange *au sein des biens*. Mais la réponse à la question posée par Aristote dès l'Antiquité ne peut pas plus être connue par rapport à une mesure qui serait inhérente à la monnaie conçue comme voile que dans les biens de manière intrinsèque. Marx proposa de passer par la quantification de la force de travail qui leur a été incorporée, et les sections précédentes ont montré son pari.

Menger est à l'opposé : la mesure de la valeur pour les objets de l'échange, comme pour son instrument (la monnaie), n'existe à ses yeux que dans le moment de leur mise en présence ; le capital ne se conçoit pas plus sans ses formes monétaires que la valeur sans l'échange. Les partenaires échangent leurs possessions en vue de satisfaire leurs besoins subjectifs incommensurables et ils investissent en fonction de la production qu'ils entendent établir. Toute valeur

surgit de la relation interpersonnelle, et le même mécanisme préside à l'émergence «spontanée» de l'instrument général d'échange le plus adapté, multipliant les occasions d'échanger par sa qualité première d'être le plus facile à écouler (*absatzfähig*).

Menger ne traite cependant pas du seul système d'échange capitaliste «bourgeois», celui que Marx entendait disséquer, mais bien de *tout* système d'échange, et il entreprend de vérifier sa réflexion sur l'histoire de peuples variés à propos desquels il lit les récits de voyageurs, depuis les rivages de l'Afrique (où les «*cauris*», des coquillages, cités déjà par Kant pour leur utilisation, reparaissent dans ses notes) jusqu'au Mexique³⁰. Menger propose comme concept-clef la «capacité d'écoulement» (*Absatzfähigkeit*) pour expliquer les formes monétaires : les plus faciles à écouler émergent de l'échange individuel sur le marché comme innovation de quelques individus particulièrement astucieux, et leur disponibilité est accrue (elles sont bientôt *réservées* à cet usage d'échange) car elles révèlent la valeur imputable aux autres biens (elles servent de numéraire comptable) – mais ce n'est pas une valeur intrinsèque à l'objet (ses qualités physiques, sa quantité de travail incorporé, etc.) qui apparaît ainsi, mais la relation d'échange à laquelle est interne l'évaluation :

L'argent n'est pas le produit des conventions entre les hommes dans l'économie, ni non plus absolument pas de décisions législatives. L'argent n'est pas le fruit de la décision des peuples [mais d]es individus singuliers³¹.

Parmi les héritiers (*Enkelschüler*) de Menger, Friedrich Hayek en particulier allait de nouveau souligner l'aspect spontané de l'émergence de la monnaie en vue de supporter sa propre théorie *généralisée* des *institutions spontanées* : il outrepassait certes de la sorte le projet fondateur de Menger, qui insistait non seulement sur l'existence d'un développement automatique du mécanisme de diffusion des innova-

[30] Parmi les quelque vingt mille volumes que compte la bibliothèque de Menger conservée à l'université de Hitotsubashi (au Japon) où nous avons pu les examiner, nombre sont des récits de voyage. Menger fait ainsi un travail d'«ethnologue» avant la lettre qui allait ultérieurement inspirer Karl Polanyi, de sorte qu'on peut tracer une lignée de Menger à des œuvres comme *La grande transformation* qu'on n'imagine d'abord pas dans le milieu de l'école dite «autrichienne».

[31] Carl Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Vienne, Wilhelm Braumüller, 1871 @, rééd. in *Gesammelte Werke*, Tübingen, Mohr, 1968-1970, vol.1, p. 267.

tions³², mais sur la standardisation *favorable à ce mécanisme*, qui peut être apportée par la puissance gouvernementale, à condition qu'elle entraîne bien la forme monétaire vers plus de «facilité à l'écoulement», et potentiellement vers toujours plus d'abstraction. À la différence de Hayek, Menger ne condamnait d'ailleurs pas le monopole d'État sur l'émission de l'instrument d'échange (ainsi que le montrent ses textes «Geld» et «La monnaie, mesure de valeur»³³. Mais il soulignait son rôle tout en dénonçant la croyance historiciste erronée selon laquelle *l'imprimatur* princier créait la monnaie. En revanche, si elle ne crée pas l'instrument général de l'échange, l'émission de cet instrument, une fois maîtrisée, permet de stabiliser les influences qui s'exercent par ailleurs sur les biens apportés sur les marchés : «Un État, un groupe d'États, peuvent décréter la quotité d'émission du numéraire³⁴.»

En tant que conseiller de la réforme monétaire impériale de 1892 (*Valutareform*), Menger n'innova d'ailleurs pas en prônant des décisions gouvernementales dans le champ monétaire, comme la fin du bimétallisme (après l'Union latine, l'association qui à la même époque avait temporairement associé de manière limitée la France à ses voisines méridionales). Mais il regarda toujours le rôle que l'État devait jouer (à travers la banque centrale) sur la monnaie comme pouvant servir à limiter ce phénomène de variabilité des prix qu'on allait plus tard nommer *inflation*³⁵.



En fin de compte, les lacunes patentes de la théorie économique classique repérées par Marx et Menger ne pouvant être comblées au sein même de la matrice ricardienne, les remarques critiques des deux auteurs contribuèrent à rendre son programme obsolète, ses (fausses) solutions inutiles. Des voies divergentes s'ouvraient alors : tandis que,

[32] «*Ihrer automatischen Entwicklung*» (Carl Menger, «Geld», *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Jena, 1892, rév. 1909, p. 555-610).

[33] Carl Menger, «La monnaie mesure de valeur», *Revue d'économie politique*, 1892, n° 6, p. 159-175 (texte reproduit in Gilles Campagnolo, *Carl Menger, Entre Aristote et Hayek : aux sources de l'économie moderne*, Paris, CNRS Éditions, 2008, p. 206-220).

[34] Menger, «La monnaie, mesure de valeur», *op. cit.*, p. 173.

[35] Imputer à Menger les prémisses d'une théorie du type du *free-banking* qui fit florès dans l'École autrichienne de la fin du XX^e siècle serait donc simplement erroné, tandis que voir dans son œuvre une pierre fondatrice de la prudence qui allait se nommer «orthodoxie» financière est plus acceptable.

dans l'École autrichienne, la question des formes du capital devait prendre toujours plus d'importance, là où la suppression du capital fut tentée, l'analyse même entra en crise, et la science «anticapitaliste» du capital allait prospérer politiquement mais périliter théoriquement au XX^e siècle. Hayek allait, quant à lui, élaborer dans cette confrontation bien d'autres concepts, dont certains très peu «mengériens» quoique héritiers des débats de son temps (par exemple, quand Hayek narre l'évolution monétaire comme essor et chute d'un «nationalisme monétaire» qui rappelle celui de l'historicisme allemand). Mais les héritiers de Menger allaient lui devoir certains de leurs succès à l'encontre de la matrice marxiste : «Pour Hayek, il ne saurait y avoir de théorie des cycles distincte de la théorie économique pure et méthode d'investigation autre que *déductive*³⁶.»

Soulignons pour conclure que la théorie économique ne se limite pas aux seuls facteurs de production capital et travail – dont il a été question dans ce chapitre. Marx et Menger traitèrent encore de la rente, du libre-échange, du crédit, de l'épargne, de l'actionnariat et de nombreux autres thèmes outre ceux traités ici. Si aucun ne joue peut-être toutefois un rôle aussi fondamental pour l'économie politique classique que la valeur-travail et la reproduction du capital qu'elle entraîne, il n'en est pas moins tout aussi exact que ces deux concepts sont devenus étrangers à la science économique actuelle – de même que la monnaie n'est plus un «voile» pour personne –, alors que le poids des instruments financiers pouvant incarner le capital tend à écarter comme peu signifiante toute forme antérieure³⁷.

Toutefois, les analyses d'autres concepts (ainsi, ceux des institutions qui régissent la monnaie) figurent comme des appendices des deux aspects fondamentaux de la production de marchandises et de leur échange sur la base du travail (ou de la «force de travail», dirait Marx) incorporé. La fécondité et les limites des deux critiques, même radicales, apparaissent si l'on considère comment Marx reprenait en bonne partie la théorie de la rente foncière de Ricardo pour l'appli-

[36] C. Deblock & J.-J. Gislain, «Le crédit et la théorie du cycle économique chez Hayek», in Gilles Dostaler & Diane Ethier (dir.), *Friedrich Hayek : philosophie, économie, politique*, Paris, Economica, 1989, p. 121.

[37] Ce qui n'exclut pas de porter de l'intérêt à un projet théorique comme l'échange des marchandises contre des marchandises, dans le néoricardianisme de Piero Sraffa, déjà signalé.

quer aux revenus du capital industriel, tandis que Menger reprenait la question de la valeur même à la racine. L'écho qu'avaient rencontré les classiques anglo-saxons dans le monde allemand suscita une réaction historiciste qui ne laissait (la deuxième partie de l'ouvrage le montrera) au XIX^e siècle que peu d'espace pour accueillir les matrices rendues vivaces par Marx et par Menger.

Marx quitta l'Allemagne pour lancer ses diatribes et son action politique depuis Paris, Bruxelles, et surtout Londres, terre natale de l'économie politique – où l'Association internationale des travailleurs vint au jour à son tour. Menger était Autrichien et, quoique né en Galicie orientale, Viennois d'adoption, comme la plupart des meilleurs hauts fonctionnaires et savants de l'Empire : c'est en accord avec le *Kultusministerium* qu'il fonda son école³⁸, l'École d'économie autrichienne, autour de sa chaire viennoise. La chasse faite au prophète révolutionnaire explique que Marx a développé en exil ses théories, que leur internationalisme *de facto* comme dans le contenu contribua d'ailleurs à répandre dans toute l'Europe et au-delà.

Quant à l'école de la postérité mengérienne, en dépit du soutien ministériel autrichien, aucun enseignement de son inspiration ne fut autorisé à concurrencer l'École historique durant tout le II^e Reich (en raison de l'hostilité, et de la puissance du contrôle exercé par Schmoller jusqu'à sa mort en 1917).

Il est un peu surprenant de noter que le journaliste révolutionnaire pourchassé Marx, et le professeur viennois à la réputation établie Menger, se retrouvaient ainsi un peu paradoxalement dans la mise à l'écart orchestrée sous la domination des deux écoles qui tenaient le haut du pavé, celle des classiques et celle de leurs adversaires historicistes. L'école marxiste se fit un devoir de défaire les pavés pour les lancer contre l'ordre établi, celle des disciples de Menger eut des ministres (Eugen von Böhm-Bawerk, Friedrich von Wieser, élèves directs de Menger) mais sans atteindre au statut de matrice dominante, de *mainstream*.

L'influence de leurs deux critiques fut essentielle dans la disparition de l'École classique cependant, car si l'un recyclait le fonds

[38] Correspondance entre Menger et le ministère impérial austro-hongrois : lettre du 19 mars 1903 [citée in Yukihiro Ikeda, *Die Entstehungsgeschichte der „Grundsätze“ Carl Mengers*, Sankt Katharinen, Scripta Mercaturae Verlag, 1997, p. 1].

ricardien, l'autre l'avait balayé. Ce qu'il convient de déterminer alors au sein de ces deux matrices alternatives, c'étaient leur définition de choix fondamentaux (opposés) quant à la nature de l'être social (choix de type ontologique), de l'analyse des relations d'échange (choix de type épistémologique «avant la lettre»)³⁹ et de la variation subjective/objective des croyances des agents et des méthodes d'observation des savants. Le prochain chapitre portera donc précisément sur ces questions.

[39] Si le néoclassicisme ajouta une version du marginalisme (l'équilibre général walrassien) et des résultats classiques, la conception mengérienne est la moins aisément assimilable (cf. partie III).

CHAPITRE III

Le procès méthodologique de l'économie politique classique

Les positions respectives de Karl Marx et de Carl Menger ne se comprennent que si on les replace dans leur opposition divergente par rapport à David Ricardo. Les positions que leurs théories devaient engendrer au siècle suivant sont donc ancrées dans cette matrice classique qu'ils s'employèrent à subvertir (Marx) ou à convertir (Menger) dans une approche enfin pleinement scientifique pour le monde moderne. S'il est aisé de distinguer leurs positions – et le chapitre précédent l'a fait sur certains points quant à leur analyse du travail et du capital –, il faut aussi comparer leurs méthodes.

En choisissant de se mesurer à l'économiste classique de référence que demeura Ricardo, jusque et y compris dans l'œuvre qui constitua l'apogée de l'économie politique classique, les *Principles of Political Economy* de John Stuart Mill, les deux penseurs avaient conscience de formuler un cadre neuf pour la science de leur époque dans des directions déterminantes pour l'avenir – et naturellement parfaitement incompatibles. Leur intérêt pour notre étude des matrices critiques de la pensée classique dans les sciences sociales, et en économie en particulier, n'en est que plus grand.

Chez Marx, l'admiration pour le système ricardien l'emporte : il traque le soubassement théorique de la pensée bourgeoise en vue d'un projet révolutionnaire devant renverser sa domination politique tout en conservant les fondements qu'elle présente comme scientifiques pour se légitimer. Marx croit à la structure théorique dont il combat les résultats. Marx reproduit ce qu'il juge comme la tentative bourgeoise de justification de la domination capitaliste pour apporter aux prolétaires la vérité désignée comme seule libératrice.

Menger affronte une école académique tout aussi puissante en se confrontant aux historicistes allemands dans la fameuse « querelle

des méthodes» (*Methodenstreit*) des années 1880 jusque bien plus tard, puisque vers 1900, Max Weber reprend la tentative d'une science fondée sur la méthode de l'individualisme et refusant les structures holistes naïvement acceptées comme allant de soi dans la vulgate de l'historicisme. Menger pourfend également l'analyse classique, qui fait tout autant obstacle selon lui à une science économique exacte qu'elle avait pourtant l'ambition d'inaugurer – puisqu'Adam Smith présentait à cet égard sa propre œuvre, la *Richesse des nations*, comme un nouveau départ après les thèses mercantilistes et physiocratiques. Chez les deux auteurs, la critique des fondements théoriques se double d'une critique méthodologique.

Que la critique scientifique doive déboucher sur la critique révolutionnaire par les armes, c'est dès qu'il énonçait ses *Thèses sur Feuerbach* que Marx en était convaincu. En revenant, à partir de 1857, à l'étude de l'économie, Marx rompait avec la philosophie et formulait son projet politique à partir du sein de la science. Mais qu'on analyse sa pensée comme une politique, une sociologie¹ ou une économie, elle était explicitement voulue comme «critique de l'économie politique classique»; elle visait à condamner le programme de cette conception des relations humaines et, pour ce faire, en le subvertissant de l'intérieur, en le portant à son terme véritable, en en révélant la part incomplètement pensée – selon une méthode que Hegel avait élaborée, et qu'on pourrait considérer que le même Hegel avait en somme déjà fait jouer contre Kant et Schelling, mais aussi à l'encontre du projet de planification intégrale de l'économie selon Fichte (comme le premier chapitre de cette partie l'a montré). Pour Marx, qui annonce qu'il «renverse» la logique hégélienne dont il s'inspire, les concepts employés par les classiques sont de manière analogue des concepts de l'entendement encore abstrait, demeurés inachevés.

Le projet de Marx, outre ses autres dimensions, est donc tout aussi *méthodologique* que celui de Menger : il s'agit d'ouvrir une voie à la science qui n'a pas été prise et qui explique qu'on s'est ensuite enfermé dans une impasse. Contre l'historicisme, Menger en appelle à un «individualisme méthodologique» (le terme devait apparaître plus tard avec

[1] C'était un projet de Raymond Aron que de donner une «analyse socio-économique du capitalisme» des «équivoques» de la sociologie marxiste dans le chapitre correspondant de son ouvrage *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1976, p. 141-221.

ses disciples, notamment Friedrich von Wieser). Marx entend, quant à lui, produire un «socialisme scientifique» qui achèverait la part théorique de la tâche entreprise par Smith : non seulement, il s'agit d'expliquer la nature et les causes de la richesse des nations, mais aussi et surtout des classes composant ces mêmes nations – classes dont les intérêts se révèlent alors transnationaux, *internationaux*, justifiant de constituer une Association internationale (des travailleurs) sur cette base. Ce but sous-tend toute autre considération, de sorte que la politique apparaît comme la résultante d'une démarche méthodologique.

Pour Menger, la science est et doit demeurer analytique (ce qui ne signifie pas nécessairement mathématique, la troisième partie de cet ouvrage le montrera) et elle doit réévaluer de fond en comble les postulats classiques... pour s'en libérer définitivement. La méthode scientifique proposée par Menger est à la fois *réaliste* (d'inspiration aristotélicienne), *analytique* et *déductive, exacte* (elle obéit à une causalité *stricte*). Son impact sera tel qu'elle sera *de facto* le moyen de fournir des outils de politique économique, mais ce but pratique doit rester distinct de la théorie. La science doit, quant à elle, demeurer éthiquement et politiquement neutre. Notamment, elle doit être à l'écart des positions que Marx nomme «de classe» : ni la conscience de classe ouvrière, ou bourgeoise, ni leur haine réciproque ne doivent interférer avec une neutralité quant aux valeurs qui est inscrite par Menger dans ses propres recherches : Weber ne devait, plus tard, que reprendre ces mêmes positions *scientifiques* au titre de sa *Wertfreiheit*. Si Marx juge inhérents à l'observateur «bourgeois» des biais en faveur de sa classe, Menger refuse de voir dans l'objet de la science autre chose qu'une réalité factuelle et causale et dont, par conséquent, un observateur doit pouvoir prendre connaissance sans se rendre avocat de quelque cause que ce soit. La science doit être éthiquement neutre. Toute science véritable l'est par construction en visant son seul objet.

L'opposition commune au classicisme de Marx et de Menger se traduit en un projet parallèle d'une science «purifiée», mais leurs approches confrontant des postulats et des visées irréductiblement antagoniques, les deux auteurs s'ignorèrent. C'est l'année de la mort de Marx, en 1883, qu'a lieu la publication des *Recherches sur la méthode des sciences sociales et de l'économie politique en particu-*

lier de Menger². Les archives montrent que les réactions de Menger à l'égard de la théorie de Marx sont quasi inexistantes³. S'y ajoute une dimension d'incompréhension mutuelle : quoique lui aussi d'abord journaliste, Menger, de sa chaire viennoise, méprisait les « pamphlétaires », mais surtout les « avocats » nuisant à la science pour la défense de causes n'y appartenant pas – Menger juge Marx comme il juge Frédéric Bastiat (qui mettait, lui, sa science au service des propriétaires), en l'écartant.

1 – De la relation de type logique : de la causalité stricte dans une science exacte

Tout est soumis à la loi de la cause et de l'effet. Ce grand principe n'admet aucune exception, et c'est en vain que l'on en chercherait un contre-exemple dans le domaine empirique. Le développement et les avancées de l'homme ne tendent pas à ébranler ce principe, mais ont, au contraire, bien plutôt comme résultat de l'établir solidement, d'élargir toujours plus la connaissance de son domaine de validité ; et les progrès de l'homme sont ainsi liés à sa reconnaissance croissante et inébranlable⁴.

Cette assertion méthodologique ouvre les *Principes d'économie politique* de Menger, ses *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* de 1871. À Ricardo comme à sa postérité fait, selon Menger, défaut une notion stricte de causalité qui explique, que les classiques soient classés comme libéraux ou non (socialistes ricardiens, Marx même), leur échec. Partagée par les économistes français libéraux⁵ comme par les

[2] *Recherches sur la méthode dans les sciences sociales et en économie politique en particulier*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011 (traduction intégrale, dotée d'un appareil scientifique moderne complet : présentation, traduction présentée et commentée par Gilles Campagnolo). L'ouvrage comprend la traduction partielle des lettres ouvertes polémiques qui ont suivi l'ouvrage (Menger, *Irrthümer des Historismus*, Vienne, Alfred Hölder, 1884). Il est la seule version française et parut en 2011 cent vingt-huit ans après l'original allemand !

[3] Nous avons inspecté tant les œuvres publiées que les archives de Hitotsubashi (Japon) ou de Perkins (université de Duke), tous fonds d'archives que nous avons pu examiner en détail sur place.

[4] Carl Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Vienne, Wilhelm Braumüller, 1871 @, rééd. in *Gesammelte Werke*, Tübingen, Mohr, 1970, vol. 1, p. 1. En l'absence de traduction française existante, nous utilisons la nôtre (dont la version intégrale est à paraître en 2015).

[5] Ils étaient nombreux après Jean-Baptiste Say – dont les différends de méthode avec Ricardo

Britanniques, dans l'École de Manchester notamment, leur méthode erronée a suscité l'insatisfaction des historicistes allemands ; ceux-ci en ont toutefois imposé dans le monde germanique une autre qui était tout aussi fausse selon le Viennois.

1.1 – Menger, critique de l'insuffisante analyse causale des auteurs classiques

L'accusation de Menger porte toutefois moins à l'encontre de Smith que de sa postérité : Smith a certes formulé la théorie d'une valeur-travail que Menger juge insoutenable à l'examen, et a répandu la croyance dans une « tendance innée à l'échange » que Menger montre particulièrement apte à induire en erreur⁶. Mais l'erreur vient de sa postérité, de ce qu'elle ne l'a lu que partiellement et *partialement* (notamment dans le but de justifier et de diffuser le libre-échangeisme). À l'œuvre fondatrice de Smith, Menger reconnaît au contraire le mérite d'avoir une première fois fixé l'objet de la recherche économique :

[Smith s'est donné] comme objet de sa recherche tout entière dans le domaine de l'économie politique [...] d'expliquer en quoi a consisté le produit du grand corps du peuple, ou de la nature de ces fonds qui ont fourni les sommes nécessaires à la consommation aux différentes époques et chez différents peuples⁷.

Menger repère toutefois une erreur (supplémentaire), de perspective cette fois, qui relie précisément le fondateur de l'économie politique classique et les auteurs allemands historicistes, cette fois : la croyance que la science de l'économie politique doive s'appuyer sur des sujets collectifs tels que les peuples. Menger ne croit pas aux entités conceptuelles collectives, aux concepts collectifs (*Kollektivbegriffe*) comme étant *méthodologiquement* les objets adaptés à étudier la réalité des échanges inter-humains. C'est sur les individus que l'analyse doit por-

furent notables et ont été toutefois signalés par Menger à la lecture de leur correspondance éditée. Nous y reviendrons en troisième partie de cet ouvrage.

[6] Dans les premières lignes du chapitre IV sur l'échange des mêmes *Grundsätze* (*Gesammelte Werke*, op. cit., p. 153), Menger entame sa démonstration par une démonstration du caractère erroné d'un passage de la *Richesse des nations* affirmant la naturalité de l'échange comme de la parole (dans l'édition de la traduction allemande publiée en 1801 à Bâle, p. 20).

[7] Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, op. cit., note manuscrite de l'auteur sur la page intercalaire de l'édition originale envoyée à l'auteur (face à l'« Avant-propos ») consultée dans les archives.

ter : Smith a d'ailleurs en fait usé de la bonne méthode d'analyse de l'action des agents, quoique ce fût ensuite au service de l'explication de la richesse agrégée des peuples. Les historicistes – nous y reviendrons – s'égarent, eux, mais les classiques étaient mal engagés par l'erreur de fond de la valeur-travail. Ils poursuivirent leurs débats, ce qui eut des conséquences néfastes, quand ils crurent corriger Smith, alors même que la méthode de l'individuation qu'il leur avait indiquée aurait dû prévenir des erreurs trop lourdes⁸.

1.2 – La critique de la théorie ricardienne de la rente

Un exemple illustrera ce que Menger entend par causalité stricte : sa critique de la rente différentielle selon Ricardo. La valeur-travail s'enrichit de considérations du genre de la rente, et elle servira de modèle afin de comprendre ce qui suscite la surdétermination des catégories ricardiennes : la critique de Menger ne porte pas sur une version « naïve » de la théorie. Nous n'utilisons alors sciemment pas d'autre interprétation que celle de Menger en ce qui concerne le compte rendu que celui-ci donne de la rente ricardienne : nous procédons ainsi à dessein, afin de pénétrer les spécificités de l'approche de Menger et de montrer comment, parmi les trois compétiteurs du XIX^e siècle, avec le marxisme et l'historicisme, la théorie mengérienne allait émerger pour s'imposer comme la critique prédominante au XX^e siècle.

La rente foncière paie la location d'un bien foncier utilisé pour une production (agricole, en général) ; elle est un revenu du capital (foncier). Quand le débat s'engage de nouveau sur la nature de la rente et la raison de ce revenu, en 1815, la rente est, dans la conception smithienne, considérée comme le revenu du *monopole* exercé sur la terre (cultivée en particulier). C'est-à-dire qu'à quantité de terre et de facteurs de production donnés (y compris la technique agricole utilisée), l'offre de

[8] La méthode mettant en avant l'*homo œconomicus* est elle-même sujette de vastes controverses. Une mise en garde majeure selon nous est qu'il ne faut pas voir une version d'elle radicalisée et systématisée sous le nom de l'« individualisme méthodologique » (cf. parties suivantes) de Menger. Hayek a certes souligné à maintes reprises une racine smithienne. Mais de quel homme présumé parle-t-on ici ? Le lecteur pourra se référer à Pierre Demeulenære, *Homo economicus : enquête sur la constitution d'un paradigme*, Paris, PUF, 1996 et à Pierre Crétois & Raphaël Chappé (dir.), *L'homme présumé*, Presses Universitaires de Provence, 2014, notamment le chapitre de Gilles Campagnolo, « Les Recherches sur la méthode de Carl Menger : l'individualisme méthodologique contre les robinsonnades ? » (p. 89-112).

produits agricoles ne peut pas être modifiée, et son prix égalise offre et demande. La rente varie en fonction du coût des facteurs complémentaires (en hausse en cas d'amélioration, à la baisse en cas de taxation par les autorités, ou encore d'augmentation des salaires agricoles), mais cela se passe sans influencer les prix⁹. Ricardo ne fut pas le premier à s'opposer à cette vision des choses et au simplisme associé à l'idée de rente ainsi fixée. Mais c'est Ricardo qui introduit de manière définitive (après des tentatives antérieures restées peu connues à son époque même) l'hypothèse des *rendements décroissants* de la culture : sur une surface de terre donnée, la portion utilisée pour la production est, dans un premier temps, celle des meilleures terres, au rendement le plus élevé, puis les suivantes sont mises en culture, déjà un peu moins fertiles et demandant plus de travail, voire d'autres apports (engrais, etc.) ; enfin, graduellement, des lopins moins propices sont mis en culture, exigeant des coûts toujours plus lourds pour conserver une productivité agricole élevée, puis seulement moyenne. Ricardo écrit :

Lorsque la société progresse, des terres de seconde qualité sont mises en culture, la rente apparaît immédiatement sur les terres de première qualité, et son montant dépend de la différence de qualité entre ces deux terres¹⁰.

Selon la logique ricardienne, des terres également fertiles doivent donc produire une rente nulle – ce qui va à l'encontre des louanges tressées à l'agriculture (fille de la Providence divine) au XVIII^e siècle, mais aussi de ce que l'économiste allemand Johann Heinrich von Thünen allait pouvoir affirmer à partir de l'observation du cas des propriétés des *Junkers* de la plaine germano-polonaise. La thèse ricardienne allait donc trouver des adversaires, mais seulement plus tard. Elle remplissait en attendant la lacune de l'explication de la rente en soulignant que des terres de fertilité décroissante impliquent l'idée du coût de la dernière parcelle mise en valeur. Son effet est déterminant sur les prix et un raisonnement de type « à la marge » avant la lettre est ainsi déjà à l'œuvre dans l'explication de la rente différentielle. Menger ne

[9] Alain Béraud & Gilbert Faccarello (dir.), *Nouvelle histoire de la pensée économique*, Paris, La Découverte, 1992, ici Alain Béraud, « Ricardo, Malthus, Say et les controverses », p. 380 et sq.

[10] David Ricardo, *On the Principles of Political Economy and Taxation*, John Murray, London, 1817, 1819, 3^e éd. 1821 ; trad. Soudan, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Flammarion, 1993, p. 92.

pense pas moins comprendre la théorie, et la prendre en défaut, en faisant observer que Ricardo pensait devoir compléter la pensée de Smith, mais que la rente se trouvait alors surdéterminée, car désormais gouvernée par *deux* principes. D'une part, Ricardo écrit :

Supposons qu'il n'y ait pas de terre ne rapportant pas de rente ; le montant de la rente sur la terre la moins fertile serait alors proportionnel à la valeur du produit excédant le montant de capital dépensé et les profits ordinaires. [...] Le même principe gouvernerait la rente d'une terre de qualité quelque peu supérieure, ou mieux située ; par conséquent, la rente de cette dernière terre excéderait la rente de la terre de moins bonne qualité en raison des avantages supérieurs qu'elle possède ; on pourrait dire la même chose d'une terre de troisième qualité, et ainsi de suite¹¹.

La rente provient d'une comparaison des terres de qualité décroissante, d'une part, mais elle peut, d'autre part, être déterminée intrinsèquement par la différence entre son produit et les frais de cette production. Menger fait remarquer que, chez les auteurs postricardiens, de la combinaison de la théorie de la rente différentielle avec celle de Smith devait résulter une surdétermination tout à fait incohérente (comme, parallèlement, celle du salaire vue plus haut). Ricardo affirmait la coïncidence des deux déterminations en affirmant que la rente des terres les meilleures est *très* supérieure aux autres et qu'une équivalence apparaît spontanément à terme entre les deux déterminations. Or, ses successeurs lurent Ricardo fort imprudemment :

Plus récemment, en se fondant sur le chapitre de Ricardo et pour *compléter* sa *Theory*, on est parvenu dans cette direction à ce que la rente s'établisse comme la différence entre les coûts de production (en tenant compte du paiement des intérêts pour les améliorations introduites) et la « valeur » du produit ; il suit de là que la théorie de la productivité différentielle et de l'emplacement différent des terres n'est plus nécessaire à la *Theory* de Ricardo¹².

Selon Menger, loin de compléter la théorie de la rente différentielle, ce « perfectionnement » l'a invalidé ! Et Menger de poursuivre :

[11] Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, op. cit., p. 342-343.

[12] Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, note manuscrite sur une page intercalaire blanche (face aux pages 146-147) dans le volume annoté par l'auteur et conservé dans les archives.

Les admirateurs de cet expédient négligent seulement le fait que la différence ci-dessus est elle-même à éclairer et que la productivité différentielle par l'emplacement des terres est même le fond de l'explication. La révision de la théorie de Ricardo au sens ci-dessus n'est, en définitive, pas du tout sa complétude mais son renversement destructeur, car la différence établie ci-dessus n'avait pas été enseignée par Ricardo à l'origine¹³.

Or l'emploi de l'une des deux explications rend *de facto* l'autre fausse. La rente, déjà *surdéterminée* chez Ricardo, devient dès lors *indéterminée* dans sa postérité : les efforts théoriques sont ruinés en raison d'un usage mal maîtrisé de la catégorie de causalité. Le débat sur la rente est plus large, en Angleterre même, avec Malthus, ou encore dans l'objection soulevée par von Thünen, déjà mentionné, en prenant en considération les conditions de la plaine germano-polonaise, cette étendue de terres *uniformément mauvaises* et qui dégagent pourtant une rente (recueillie par les *Junkers*).

Quoique les connaisseurs du sujet puissent se trouver décontenancés par le caractère expéditif de l'idée qu'a Menger du sujet, qu'on comprenne que notre but n'est pas tant ici de comprendre Ricardo que le Viennois qui met déjà en évidence ces objections mais, au total, porte une critique plus fondamentale sur la méthode employée par les classiques. Menger insiste sur le fait qu'il leur faut soit abandonner celle des versions concurrentes de leurs théories d'un même objet qui ne concordent pas entre elles, ou qui ne le peuvent qu'au prix de concessions avancées *ad hoc* en permanence, soit se résigner à des résultats indéterminés. Comme Marx, Menger relève que les proclamations des héritiers classiques (en particulier libre-échangistes, mais pas seulement), eux-mêmes moins conséquents ou moins prudents que leurs maîtres, nuisent à la sélection d'un résultat théorique *exact* et, à terme, ruinent le cadre classique.

Sur cet exemple, on voit ce que Menger entendait éviter – ses propres annotations aux œuvres de Ricardo (en anglais et en allemand) offrent d'autres perspectives et des indices de ses propres visées. Menger souhaite que la science économique, à l'instar des sciences de la nature, progresse de manière patente et que cela soit visible aux yeux de tous. Est-ce pour autant épouser la méthode des sciences

[13] *Ibid.*

physiques¹⁴? C'est certainement déjà rejeter celle présentée par les économistes classiques. La critique de Menger sur les points de méthode est adressée aux ricardiens; mais elle s'applique, *mutatis mutandis*, à la tentative d'économie de Marx quant à un usage *surdéterminé* de la notion de causalité concernant le revenu du capital (technique et industriel, plutôt que foncier). La notion de «force de travail» n'a pas chez Menger le sens positif opératoire que Marx lui accorde à titre légal, juridique (droit du contrat de travail), et finalement logique, de type dialectique (sorte d'analogie de la *Bildung* qui apparaît dans la conscience-de-soi du serviteur aux prises avec l'être-là de la matière à travailler dans la *Phénoménologie de l'esprit* de Hegel).

Pourtant, Marx comme Menger entendaient expliquer de manière *causale* le mécanisme du capital pour clarifier le vague du «travail sans phrase» des classiques, en se faisant fort d'en révéler les intentions cachées. L'ambition commune prenait des voies totalement distinctes et le «socialisme *strictement* scientifique» fondait, chez Marx, la détermination de relations de connexion causale *enfin* précises dans la perspective classique, renversée à dessein. Marx se pensait comme celui qui devait dévoiler le fonctionnement véritable de l'économie (*réelle* et *monétaire*) à partir de ce que l'économie dite «bourgeoise» en disant tout haut tout ce qu'elle taisait; il entendait en constater les contradictions, pour pouvoir les contester, et annoncer en prophète du bonheur de l'humanité leur suppression finale. À une telle ambition, Menger ne pouvait guère s'identifier, mais sa critique causale, non dialectique, si elle n'annonce aucune catastrophe, cherche à prévenir les erreurs de l'orientation classique.

2 – De la relation de type juridique et social : la politique comme science appliquée

Il existe une extension de type politique, dans la formation des politiques économiques, à l'ambiguïté de nature méthodologique, et l'analyse d'une relation juridique et sociale problématique émerge de

[14] Comme souligné en introduction, l'ajustement au physicalisme peut entraîner des «régressions» et ce que nous appelons les matrices de l'économie politique sont des outils adéquats pour mesurer ces retours «sur soi» parfois dus à l'usage de catégories perverses. Cf. Philip Mirowski, *More heat than light. Economics as Social Physics, Physics as Nature's Economics*, Cambridge University Press, 1989, chapitre «The corruption of the field metaphor, and the retrogression to substance theories of value», p. 276-353.

la critique de la relation causale inachevée chez les classiques, et chez Ricardo en particulier. De même que ce dernier blâmait les grands propriétaires terriens de tirer des bénéfices trop importants de la rente foncière en empêchant une utilisation plus efficace du capital par les industriels, Marx a condamné ces derniers d'extorquer aux travailleurs le fruit de leur ouvrage en nuisant à une organisation rationalisée des entreprises productives – faire sans propriétaires privés serait faire mieux, car la lutte permanente de leurs intérêts entraîne gâchis et redondances. Marx joint à sa méthode une dimension de jugement fondé à la fois sur l'efficacité et sur une morale sociale et politique essentielle.

C'est cette combinaison que rejette Menger. Mais elle requiert toutefois d'autant plus examen que l'on peut contester que Ricardo ait jamais épousé une version aussi naïve de la valeur-travail – et il faut en cela le distinguer de ses épigones. Les auteurs ricardiens reprochèrent à Smith d'avoir considéré (du moins, c'est la lecture qu'ils en faisaient) seulement deux états de l'accumulation du capital : l'un, primitif, où le travail déterminait seul la valeur, et l'autre, développé, où les profits et la rente viennent compliquer les choses. Au contraire, dans toute société, les mêmes lois ne s'appliquent-elles pas si la science doit être universelle ? Ou bien les étapes du développement demandent-elles d'être analysées selon des stades de raisonnement différents ? La généralisation est méthodologiquement fiable aux yeux de Menger, alors que Marx distingue des lois diverses appropriées à des époques différentes (stades de production antique, asiatique, médiéval, moderne). La désapprobation de Menger pour tout relativisme historiciste, qui allait trouver à s'exprimer contre l'École historiciste allemande, trouve ici une illustration, au-delà même des désaccords qui ne réduisent pas la valeur exclusivement à la proportion du travail incorporé dans les instruments du capital¹⁵.

Marx, quant à lui, élabore sa théorie en vue de fonder scientifiquement le socialisme. Le point de départ est la critique de l'exposé « bourgeois » de la production capitaliste. Le point d'aboutissement est la révolution, qui est alors tant une étape nécessaire qu'un espoir à l'horizon des temps. Il existe ainsi dans le marxisme, comme l'avait mis en scène

[15] Béraud & Faccarello, *Nouvelle Histoire de la pensée économique*, op. cit., voir dans le chapitre « Ricardo, Malthus, Say et les controverses » le passage pages 397 et suivantes citant Ricardo dans ses *Notes sur Malthus*.

André Malraux dans la scène d'ouverture de *La condition humaine*, tant une volonté qu'une fatalité. L'intention normative quant au contenu politique dédouble alors systématiquement le projet descriptif formulé quant au domaine de la science. C'est aussi pourquoi Marx invalide le discours ricardien *tout en reprenant à son compte* ses fondements : il vise l'obtention de ce qui manquait précisément aux premières théories socialistes versant dans l'utopie, un fondement scientifique solide, tout en contestant que la nature bourgeoise de ce dernier¹⁶.

Pour que la pensée bourgeoise soit connue (et critiquée) comme elle doit l'être, dans les conditions de son propre devenir historique, Marx en ressaisit les éléments dialectiques internes qui sont censés la porter à son achèvement, c'est-à-dire à sa suppression (son destin étant dans un tel devenir *aufgehoben werden*, éminemment hégélien). Les positions quelque peu historicistes assurément de Marx évoluent certes, mais non le but pour lequel il avait pris parti, dès avant le *Manifeste* de 1848, pour la Ligue des communistes, en soulignant dans la *Neue rheinische Zeitung* (*Nouvelle gazette rhénane*) combien tout observateur est à ses yeux *engagé* face à la réalité des mises en procès des révolutionnaires, et en assumant pour sa part un discours tourné contre les classes dominantes, mais aussi contre l'utopie que fait naître de l'attrait de mondes imaginaires, comme ceux dont, de Fourier à Owen, les exemples sont parlants. De Hegel, Marx conserve le refus d'une abstraction qui nie le *réel*¹⁷.

On comprend aussi mieux de la sorte que l'agitation désordonnée des courants anarchistes semble, elle, aussi vaine à Marx que les utopies des patrons sociaux et des philanthropes – d'autant qu'elle s'appuie sur des analyses économiques fausses (celles de Proudhon, combattu dans *Misère de la philosophie*), ou qu'elle se nie dans une

[16] Paradoxalement, Marx n'a eu de cesse de faire prendre conscience aux travailleurs que le socialisme utopique est nuisible à leurs intérêts et qu'ils devaient avant tout apprendre des meilleurs représentants de la bourgeoisie – celle-ci ne les avait-elle pas précédés dans la voie de la révolution politique ? Cette preuve, par ailleurs discutable, de l'argument souligne d'ailleurs encore sa nature rhétorique et sa portée stratégique (en particulier à l'égard des travailleurs nourris dans l'admiration de la grande Révolution française et passés à l'action internationaliste : jacobinisme, non seulement parisien mais européen, et marxisme trouvent là des points de connexion).

[17] Or le *rationnel* au sein de ce réel effectif, selon la formule hégélienne, est bien ce qui met au jour l'identité de l'effectif (*wirklich*) et de la raison : Marx « renverse » l'identité, il la conserve donc (en la dépassant : *Aufhebung*).

abstraction nihiliste (le négativisme meurtrier de la *nietchaevtchina*) ou quasi mystique (Kropotkine).

Face aux illusions nées de telles croyances, l'option communiste de Marx est, au contraire, de faire passer le socialisme à l'épreuve de la science¹⁸. Le combat mené autour de la *scientificité* explique comment la «force de travail» doit remplacer le «travail sans phrase» indéterminé des économistes «bourgeois», eux-mêmes censés demeurer *par définition* aveugles à cette abstraction *en raison* de leur «position de classe» originelle. La mystique de la force de travail prolétaire prend le relais de l'analyse économique. Prendre une conscience véritable du concept de travail est à la fois nécessaire du point de vue de la méthode dialectique et la tâche ne peut incomber qu'à l'économiste qui prendrait le parti des travailleurs – de même que ce fut le meilleur des économistes bourgeois, Ricardo, qui avait su saisir la nature et le rôle de la rente et du *capital* dans son aspect positif et conquérant (industriel).

Le procès que Marx fait aux classiques n'est pas seulement un procès quant à leurs résultats insuffisants, mais quant à leur intention dernière: même si ne sont de mauvaise foi que les «seconds couteaux», ils sont tous les mêmes, défenseurs de la classe possédante. Marx défend la classe antagonique. Menger stigmatise alors les uns et les autres du nom d'«avocats»¹⁹. Dans le chapitre précédent, nous avons traité la question du «juste salaire» au point de vue de la théorie, elle sera réintroduite ici quant à la méthode, avant de poursuivre sur l'intention de Marx d'élaborer un discours de la science plus approprié à la vérité que celui tenu jusqu'alors par les classiques, comme Menger aussi le voulait – aussi différents que fussent leurs buts ultimes d'une science partisane, ou bien «neutre en valeurs».

[18] C'est toujours selon Marx qu'il s'agit d'illusions, mais il est aussi clair que l'échec des systèmes se réclamant de leurs vues peut maintenant se balancer de celui des régimes politiques qui se sont réclamés de sa pensée à lui; le discrédit est général sur l'anticapitalisme. Inversement un tel mouvement peut entraîner un regain d'intérêt pour les thèses anarchistes, d'autant plus fort que les crises du capitalisme continuent de surgir.

[19] Le manque de scientificité que devaient ensuite reprocher aux marxistes les héritiers de Menger dans l'École autrichienne n'est donc pas imputable à un «vice» d'intention originel, mais à une position théorique, celle d'avoir choisi la classe prolétaire et à une erreur conceptuelle, celle d'avoir épousé la théorie ricardienne. Les erreurs de méthode signalées par Menger au plan scientifique allaient faire le succès des thèses de Hayek et de Karl Popper une fois popularisées et descendues au niveau polémique, voire pamphlétaire, dans les *The Road to Serfdom* et *The Open Society*.

2.1 – La question du « juste salaire » revisitée du point de vue de la méthode

La discussion du « juste salaire » suppose un cadre théorique (détaillé au chapitre précédent). Marx lui adjoint la revendication de justice sociale et économique, qui naît chez les travailleurs lorsqu'ils prennent conscience de ne réclamer que leur *dû* en demandant *l'intégralité* du produit de leur travail – l'addition des plus-values résiduelles à chaque cycle reproduisant le capital, le produit intégral de leur peine est ce *tout* que demandait déjà le Tiers-Etat selon Sieyès au seuil de la grande Révolution française. La répartition des bénéfices entre profits et salaires selon le schéma ricardien menait, on l'a vu, en effet à la confrontation entre capitalistes et prolétaires, une lutte dont le résultat dépend du rapport de force établi en fonction de l'action collective à la fois dans les entreprises singulières en lutte et au sein de la nation : chez Marx (mais c'était déjà le cas chez Adam Ferguson, dans les Lumières écossaises du temps de Smith), les classes comme leur « lutte » sont un constat.

La conséquence politique du constat sociologique doublé de l'analyse économique porte loin : souhaitée ou pas, la guerre civile est au terme de l'aggravation du conflit. Si la logique de la théorie marxiste du capital conduit au but ultime de l'abolition du salariat, il n'en reste pas moins qu'une lutte immédiate pour un salaire plus élevé, sous l'étendard d'un « juste salaire », peut être poursuivie. Elle bute logiquement sur la « loi d'airain des salaires » sur laquelle économistes « bourgeois » et « socialistes » se retrouvent, de Ricardo à Malthus, d'Owen à Lassalle, comme sur une nécessité logique du système de production capitaliste. Mais pourquoi y voir une incohérence si la visée est bien de renverser le rapport de domination économique existant ? Entre révolution et réforme, le choix n'est pas seulement celui des moyens, mais celui du but ultime que le mouvement prolétarien se donne. Or, puisque la fondation des positions « bourgeoises » vulgaires sur des thèses économiques « naturalisées » légitime de manière prétendument scientifique le discours de l'exploitation, Marx voit dans la réciproque, la théorie sans faux-semblant de la vérité de l'exploitation par le capital, l'instrument de la dénonciation de l'outrage pour la défense des travailleurs. Il entend bien répondre en économiste aux avocats des propriétaires, mais pour assumer lui aussi ensuite un rôle d'avocat – précisément ce rôle dont Menger refuse qu'un scientifique puisse l'endosser légitimement.

En conséquence de ce double rôle qu'il assume et dont il sait tirer profit à l'occasion, Marx aborde toujours la question du salaire au plus près de l'analyse de Ricardo, mais *contre* les conséquences à en tirer quant au partage des bénéfices entre profits et salaires. Les thématiques se mêlent constamment, notamment dans ses adresses au bureau de l'Association internationale des travailleurs. Ainsi, la séance du 27 juin 1865 oppose Marx aux partisans d'Owen et aux «socialistes ricardiens» qui sont enclins à accepter comme inéluctable la loi d'airain des salaires en tirant la conséquence de ne devoir plus songer à rien obtenir que de la bienveillance des entrepreneurs. Des salaires justes «*fair wages*», ce seront au contraire des salaires en rupture avec la loi économique capitaliste, s'il doit s'agir de préparer la rupture d'avec le capitalisme, répond Marx, qui conclut :

Sur leur bannière, il leur faut [aux travailleurs] effacer cette devise *conservatrice* : «Un salaire équitable pour une journée de travail équitable» et inscrire le mot d'ordre *révolutionnaire* : «Abolition du salariat!»²⁰

Or, Marx demeure convaincu que le niveau de subsistance est un niveau de rappel tendanciel du niveau du salaire – les faits le montrent, et l'analyse le fait voir, depuis le poids de la présence de l'«armée de réserve» du capital, faisant pression sur le niveau du salaire, jusque, à long terme, à la paupérisation relative et absolue des masses, à la prolétarisation des couches moyennes et à la polarisation des affrontements socio-économiques. L'urgence réside toutefois dans un combat à court terme pour la hausse du taux de salaire. La baisse tendancielle du taux de profit est un fait acquis – c'est-à-dire qu'elle l'est aux yeux de Marx, dans sa théorie, en raison des définitions qu'il a adoptées, de la composition organique du capital et de l'augmentation mécanique de celle-ci avec son accumulation dans le temps – quoiqu'il faille tenir compte du progrès technique à un niveau dont Marx ne se rendit peut-être pas suffisamment compte. Cela étant, ce qui aboutissait chez Ricardo à un état stationnaire est remplacé chez Marx par un état *révolutionnaire* final.

Les appels de Marx manifestent en somme la clôture de la matrice ricardienne – celle qui voulait qu'un combat quotidien fût pour-

[20] Karl Marx, «Salaire, prix et plus-value» (le texte original : «Value, Price and Profit, by Karl Marx, Addressed to Workingmen», fut publié en 1898 (trad. La Pléiade, 1965, tome I, p. 526).

suivi par les parties prenantes de la production pour l'amélioration de leurs conditions respectives, celles du travail par la hausse des salaires et celles des capitalistes pour l'extorsion de la plus-value. Marx s'élevait logiquement contre des socialistes qui concluaient que, puisqu'il en allait ainsi, il valait autant ne rien demander du tout aux patrons, et des anarchistes pour qui la révolution immédiate n'avait à tenir aucun compte des rapports de force des classes. L'anarchisme ne vaine rien ; le socialisme réformiste laisse tout perdre. Marx choisit le communisme tel un pis-aller entre des impasses théoriques.

L'intérêt de la position de Marx sur le salaire est de montrer cette ambiguïté dans la confrontation au sein de l'Association internationale des travailleurs qui sont autant ses adversaires que ses alliés dans le combat anticapitaliste (socialistes, anarchistes de tout poil). Une duplicité analogue se lit dans sa critique des thèses classiques parmi lesquelles seulement la cohérence de ses propres directions prend sens. Au contraire, chez un auteur comme Menger, sans agenda politique mais sans hésitation devant l'évacuation de la notion de valeur-travail (*a fortiori* de celle de «force de travail»), l'emploi de l'ouvrage comme *locatio operæ* (vente non intégrale de services déterminés) continue de déterminer plus traditionnellement le prix du service rendu par le travailleur :

Ce sont toujours des services concrets, définis quoique seulement par des groupes ou bien par la pratique (mais bien toujours des services déterminés), pour lesquels chacun se loue, même s'il loue là tous ses ouvrages [*Leistungen*]. Il ne peut être question que de cela puisque [...] la force de travail est quelque chose que l'homme détient *par* sa volonté ; ce serait une aliénation [*Entäußerung*] d'une part de lui-même, comme par exemple d'une *main*, et nous n'avons cependant de cela aucun concept exact. Aussi la location [*Vermietung*] n'en est *pas* indéterminée. Il [l'homme] ne se loue pas en vue d'un meurtre [*Morden*]²¹.

Voire... mais du moins le cas extrême évoqué pour finir n'est-il pas légal dans la grande majorité des législations existantes – et selon le concept même de travail. Dans le contrat privé passé par le «tueur

[21] Note portée par Menger sur son volume de Karl-Heinrich Rau, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* (1863), p. 4.

à gages» employeur et employé sont hors de la légalité²². Le rappel des définitions élémentaires est celui des bases d'un cadre législatif en évolution rapide au XIX^e siècle. Hegel ne dit pas le droit, mais sa philosophie lui emprunte ses définitions, parmi lesquelles celle-ci, de la *locatio operæ*: «(*locatio operæ*) [...] aliénation de mon *pouvoir de produire* ou de mes *services*, dans la mesure, bien entendu, où ils sont aliénables, pour un temps restreint ou après une autre restriction²³.»

Dans le même § 80 des *Principes de la philosophie du droit*, Hegel renvoie d'ailleurs au § 67 où il limite l'aliénation (*Veräußerung*) de la propriété à des «talents particuliers, corporels et spirituels», à la fois vente et expression objectivée de l'activité singulière, dans les deux cas, la limite est fournie par la personne même de celui qui se loue : il est logiquement impossible de se rendre esclave par contrat, car la personne du contractant serait niée et ne pourrait donc pas contracter au moment même qu'elle le ferait²⁴.

Si les conditions de travail indiquent bien que la location ne saurait porter ni sur la totalité de la personne du travailleur, ni sur ce qui atteindrait sa moralité, son intégrité, la raison en est précisément que l'employé l'est en vue de travaux déterminés. Il peut refuser tout ce qui va au-delà du «contrat de travail», plus précisément encore nommé «contrat de salaire» en allemand (*Lohnvertrag*) par lequel le juste emploi de son activité est borné. Cette limitation est centrale – notons qu'elle se lisait déjà chez Hegel, au moment où celui-ci reprend la classification kantienne des contrats de droit privé²⁵. Le salaire est versé en

[22] Il en va différemment des fonctionnaires de l'État dans des missions de sécurité et de défense, qui toutefois ne sont pas rémunérés *en vue de* la commission d'attentats à la vie d'autrui, mais de missions où cette éventualité ne peut pas être écartée. Le permis de tuer (*license to kill*) est exclu à titre officiel (même dans les services secrets...) et ce sont des services concrets légaux que passent les partenaires d'un contrat de travail privé.

[23] Hegel, *Grundlinien der Philosophie des Rechts*, Berlin, Nicolai, 1821, rééd. in *Werke*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1986, vol. 7. Nous citons la traduction de Jean-François Kervégan, *Principes de la philosophie du droit*, Paris, PUF, 2013, p. 235.

[24] «Par l'aliénation de la *totalité* de mon temps, concrétisé par le travail, et la totalité de ma production, je ferais de l'élément-substantiel de ceux-ci, de mon activité et de mon effectivité *universelles*, je ferais de ma personne la propriété d'un autre», ce qui implique contradiction (*ibid.*, p. 217).

[25] Il s'agit de la reprise des éléments de la *Doctrine du droit* kantienne dans les § 31 à § 80 des *Principes de la philosophie du droit* de Hegel. Marx n'a sans doute pas lu tous les textes concernés, comme le laissent penser des raisons historiques d'édition tardive

échange des produits d'une activité *dans une fonction définie pour une durée déterminée* sans pouvoir exiger d'autre activité, ni contraindre le travailleur à poursuivre son activité au-delà du temps requis (sinon par dérogation et moyennant une compensation négociée et acceptée de son plein gré par le travailleur). Dans sa capacité juridique, la personne du travailleur demeure libre de contracter dans les termes du «contrat de salaire» même sur la question des heures supplémentaires!

Considérée maintenant hors du point de vue juridique proprement dit²⁶, il est toutefois conforme à la nature de la volonté de la personne que les parties contractantes s'engagent pour une compensation, par exemple contre une somme, aisément comptable, d'argent, le salaire – rappelons qu'il tire son nom du sel, qui fut une manière de le payer : l'argent n'est qu'un moyen commode. Pour Marx, l'«idéologie allemande» trouvait là à s'illustrer dès ses fondements, dans la justification hégélienne de la modernité bourgeoise : le mécanisme formel de la position purement juridique était mis à nu, de sorte qu'il devenait de fait révolutionnaire selon Marx de révéler la *vérité* de la société bourgeoise comme résidant dans un formalisme où la liberté formelle immédiatement niée par la condition matérielle des travailleurs prolétaires faisait éclater une contradiction ne pouvant rester longtemps supportable à des consciences averties de la contradiction où elles étaient forcées d'entrer.

2.2 – « Position de classe » et science économique :

l'économie telle que les hommes la vivent selon Marx et selon Menger

La construction marxienne n'est cohérente qu'en ajoutant des notions sociologiques aux concepts économiques, et des positions politiques aux structures économiques mises au jour : ces positions n'ont de sens qu'en situant aussi, pour des raisons *objectives* de domination effective des classes les unes sur les autres, les positions de classes des auteurs des différents discours tenus sur la réalité du monde social.

Un salarié n'est pas un esclave : la production moderne (capitaliste) est précisément le régime de l'histoire de la lutte des classes fondé

de certains textes de Hegel, ainsi que le fait que sa *Critique de la philosophie du droit hégélienne* (*Kritik der Hegelschen Rechtsphilosophie*) de 1843 ne traite d'aucun de ces paragraphes d'une œuvre qu'il connaissait et commentait par ailleurs excellemment.

[26] Il faut toutefois signaler que la notion de «force de travail» intervient dans le contrat de travail de droit français tel qu'il existe encore aujourd'hui.

sur le contraire de l'exploitation esclavagiste, de type antique par exemple. Quelle ironie fait alors parler Marx d'«esclavage salarié»? La rhétorique marxienne est aussi à considérer. La plus-value se dit selon Marx d'une *extorsion* tirée du travail, sur le fond d'une théorie de la valeur-travail qui explique tout autant l'activité de l'entrepreneur que celle du brigand, mais par là critique sa *légitimité* au regard d'un idéal (du type d'une idée régulatrice kantienne) d'une humanité sans aliénation de son travail ni exploitation capitaliste. Marx aboutit à montrer non que le fait même de rémunérer le facteur de production capital (sous forme de profit) soit illogique dans le mode de production capitaliste, mais qu'il doit être dénoncé *avec ce mode de production*, puisqu'il n'y a que du *travail* à la source de toute production, dans cette vision.

S'il existe une *analogie* de situation entre les classes dominées des différentes époques de l'humanité, en tant qu'elles sont dominées, c'est aussi parce que la domination, une fois connue et reconnue, doit être dénoncée comme *illégitime*. L'activité de ces mêmes classes dominées se différencie selon les types d'économie, mais leur enchaînement dans l'histoire du monde, selon la version matérialiste déployée par Marx sur une dialectique de type hégélien, mène à chaque étape à une révolution résultant de l'inadéquation croissante des structures des productions se figeant pour un temps donné et des forces productives continuant de se déployer. La déduction assez connue de ces stades relève de la connaissance qu'on acquiert de leurs mécanismes économiques. Marx part du principe (spinoziste) que la connaissance seule permet la liberté par rapport à l'état déterminé des choses, et de la conviction (hégélienne) que prendre part au processus infléchit son devenir effectif. Modifier les lois scientifiques d'un système de production donné, au nom de quelque utopie, voilà ce qui est privé d'effectivité historique. Mais connaître le processus permet d'en discerner le terme.

Un double glissement (d'ordre méthodologique) a alors lieu qui rend dans cet exposé le seul point de vue économique *insuffisant* pour juger du cours des choses selon la doctrine marxienne (voire, pour juger celle-là même sur ses propres critères) : l'un mène de la valeur-travail au «juste salaire», nous l'avons exploré ; l'autre, plus sociologique, mène de l'individu contractant à la classe dominée à laquelle il appartient par là. Une fois acquis que Marx comme Hegel ont fait leur deuil de la «belle totalité antique» (que Marx trouve dans sa thèse

sur Épicure et Démocrite, plus que chez Périclès), l'analogie entre salarié et esclave est apparemment assez étonnante chez le défenseur des prolétaires : elle vise à dénoncer du droit moderne comme formel (dans la *locatio operæ*) et à susciter, *in fine*, une *représentation* chez le travailleur qui transforme sa conscience-de-soi, condition nécessaire de la signature du contrat mais aussi de la réalisation de son service salarié, en *conscience* de classe :

Si le vouloir, si le diktat du capitaliste lui apparaissait [au travailleur] dans sa résignation comme une loi économique permanente, il n'aurait en partage que la misère totale de l'esclave, sans jouir de sa sécurité²⁷.

La conscience-de-soi est individuelle, mais son contenu, dicté par la situation des autres contractants dans la même situation, est *conscience* de classe. Le prolétaire est défini comme l'agent privé de capital ; sa *réalité* gît dans le rapport de force qui explique son état. Sous le voile du droit, le rapport de forces semble pire que celui de l'esclave (que son maître avait du moins intérêt à bien nourrir et loger pour qu'il le serve optimalement). Inversement, même les meilleurs auteurs classiques, libéraux et non vulgaires, sont *par construction* aveugles à cet aspect, puisqu'ils font prévaloir l'être formel sur la nature réelle du concept de « travail ». Ils invoquent par conséquent une « juste » rémunération de *tous* les facteurs de production, alors que Marx souligne l'injustice constitutive du rapport de production même. Chez Marx, il n'y a qu'un facteur, le travail, à l'origine de l'autre, le capital, se trouvant une violence originelle répétée contre le premier. L'indignation morale sert le propos, qui déborde là l'économie²⁸.

Or, si l'économiste n'a plus rien à dire sur la « position de classe » sans en épouser *de facto* et nécessairement une lui-même, se disqualifiant au regard d'un autre auteur par là même, que reste-t-il de l'ambition scientifique ? Menger tombe d'accord avec Marx au moins sur ce point qu'il ne faut plus d'idylles sur ce point, mais des faits.

[27] Marx, « Salaire, prix et plus-value », *op. cit.*, p. 526.

[28] « En fait, les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce qu'on voudra, hormis matière à idylle. Goethe, irrité de ces billevesées, les raille dans le dialogue suivant [citation] » (Marx, *Le capital*, Livre I, La Pléiade, 1965, p. 1168). Marx renchérit, en citant une anecdote d'une historiette attribuée à Goethe : « *Le maître d'école* : Dis-moi donc d'où la fortune de ton père lui est venue ? *L'enfant* : Du grand-père. *Le maître d'école* : Et à celui-ci ? *L'enfant* : Du bisaïeul. *Le maître d'école* : Et à ce dernier ? *L'enfant* : Il l'a prise. »

Contre toute hypocrisie et sans plus avoir à se préoccuper des condamnations divines, la science n'a que faire non plus de la morale. Foin des jugements autres que ceux de la raison *en son sein*. L'indignation ou les positions personnelles sont hors du champ de la science²⁹.

Menger comme Marx entendent s'en tenir aux *lois* déterminées par la *science* ; la science demeure le royaume de la vérité à leurs yeux. Et c'est en politique que Marx fait jouer les ressorts de sa rhétorique puissante, mais cette attitude illustre assez leur différence : c'est leur conception de la science qui diffère, car l'un l'approfondit pour un propos bien plus large et plus ambitieux de transformation de la réalité dont il s'agit de commencer (mais de commencer seulement) par tenter de viser la connaissance la meilleure possible, tandis que l'autre entend purifier cette connaissance de tout enjeu qui ne serait point le sien.

Pour autant que le droit conserve un sens (ce que Marx tend – mais tend seulement – à nier en dénonçant le « formalisme bourgeois », mais qu'il ne rejette pas définitivement puisque c'est bien au nom d'un droit qu'il en appelle à une politique de classe), c'est une situation analogue à celle d'esclaves dans l'ère moderne même que Menger dénonce, à son tour, lui aussi : « Les pauvres (*et non les travailleurs dont de nombreux sont très libres*) sont encore à moitié des esclaves, leur chaîne est seulement plus longue³⁰. »

La terrible ironie de cette phrase traduit moins le cynisme ou la compassion d'un haut fonctionnaire impérial, professeur de l'université de Vienne, que l'antagonisme irréductible de deux « visions du monde » : pour Menger, le constat porte sur les *pauvres*, et il ne change en rien l'analyse économique dont les sujets sont, eux, des travailleurs « très libres ». Là où la théorie de Marx est aussi fautive que celle de Ricardo (voire plus, puisqu'elle l'approfondit), c'est dans la confusion entre deux

[29] Menger, tardif héritier des Lumières josphiennes dans l'Empire très catholique et très réactionnaire de la fin du XIX^e siècle, suit une morale à la fois modérée et « éclairée », qui lui valut de nombreux ennemis à la Cour. Son influence libérale auprès du Kronprinz Rudolf (qui devait se suicider à Mayerling) fut vilipendée, son propre décès sans extrême-onction (difficilement concevable pour un professeur de l'Université) eût pu être objet de scandale s'il n'avait été, semble-t-il, maquillé sur l'acte officiel...

[30] Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* (1871) est la partie d'une longue note manuscrite par Menger portée sur le deuxième feuillet intercalaire dans son propre volume conservé dans les archives.

ordres de raisonnement : celui de l'état de fait de la personne et celui du statut de l'agent dans la production.

Les pauvres portent les chaînes de leur misère, mais les travailleurs ont la liberté de porter leur activité où ils le souhaitent (naturellement en exceptant les serfs, parfois encore présents dans les territoires orientaux de l'empire austro-hongrois). Le constat de l'existence d'une pauvreté hideuse est indéniable ; il est partagé par les deux auteurs – et par tout auteur de bonne foi de l'époque. Mais l'appréciation divergente des conséquences juridiques et sociales de l'ordre économique redouble la signification de ce que Marx nomme les « superstructures » de la société capitaliste : ni l'origine des fortunes, ni la justice du salaire ne sont des thèmes de l'ordre de l'analyse économique aux yeux de Menger ; il serait à la fois trop ambitieux et d'un sophisme assez évident que de rapporter la science, qui concerne l'échange des biens et la manière dont la valeur surgit dans la rencontre entre deux partenaires, à des questions qui sortent du cadre de l'échange volontaire ou qui impliquent un débat de légitimité. La question du pauvre et celle du salarié sont peut-être liées, mais celle du salarié est de l'ordre de l'analyse économique, celle du pauvre reste problématique³¹.

Là où les questions classiques sont mal posées, c'est lorsque les agents ayant un rôle économique sont définis selon leur revenu : rente, profit ou salaire. Que faire de qui n'a rien des trois éléments ? En théorie, la personne privée de tout revenu ne peut que disparaître – sauf que, comme chez Hegel, une forme de droit à se maintenir en vie paraît opposable à la société dans laquelle elle évolue. S'il ne convient pas de puiser dans le cadre, mais de le supprimer, alors ces questions s'évanouiront, comme le paradoxe apparent que Marx rend patent en utilisant l'expression d'« esclavage salarié ». La résolution de certaines questions sociales ne peut-elle être donnée qu'en dehors de la science ? Le positionnement politique fait partie de la stratégie marxienne.

Inversement, une analyse économique générale doit expliquer le mécanisme de *toute* rétribution d'ouvrage accompli, et elle doit pouvoir même comparer, sur cette base, entre des populations diverses dans des civilisations éloignées et ayant de modes de production variés.

[31] On a certes pu dire d'un certain socialisme (essentiellement non marxiste) qu'il voyait avant tout le pauvre dans le prolétaire : Menger précise que la distinction (que Marx fait aussi, en opposant notamment parfois prolétariat et *Lumpenproletariat*) n'est pas l'objet d'une science qui puisse donner des résultats.

Marx cherche des critères d'analyse différenciés. Menger, dans des notes «ethnologiques» avant la lettre, portant sur les coutumes des peuples sur lesquels il lit des récits de voyageurs, cherche un mécanisme rendant minimalement compte de la vie matérielle des hommes et de leur action dans la production et l'échange. L'analyse rationnelle de l'économiste reçoit alors des illustrations de cas exemplaires, et elle se prête à être infirmée – ne rencontre-t-on pas une version préalable du critère de falsifiabilité que Popper allait avancer? Le mécanisme minimal, s'il était prouvé, aurait une signification universelle, où ni la position de classe, ni la situation dans le temps et dans l'espace des individus concernés n'entreraient alors. Aux yeux de la part d'analyse au-delà de l'économie chez Marx, ces réflexions, puisqu'elles sont toujours inévitablement de droit inhérentes à un observateur, soulèvent un problème de statut.

Notons, puisque Menger et Marx ne dialoguèrent pas, que cette même question devait se poser également entre les auteurs historicistes et Menger. Plus tard, Max Weber devait répondre à cette question. Mais, en ce qui concerne Marx, sa position est que la science n'est *jamais* neutre du point de vue de la *classe*; cet historicisme *dialectique* et non empirique rend la conciliation impossible et les deux conceptions cheminent parallèlement en s'ignorant. Au contraire, pour Menger, «l'économie politique est une science totalement neutre, à l'encontre des socialistes de la chaire, des libre-échangistes ou des communistes³²».

Pour que la science progresse, sa neutralité est une condition qu'a malheureusement manqué de respecter tout autant chacun des groupes incriminés par Menger. Encore faut-il que la validité de la science – c'est-à-dire son objectivité, son impartialité et/ou son universalité, devait dire Raymond Aron en différenciant ces concepts dans son *Introduction à la philosophie de l'histoire* – ne soit limitée aucunement ni dans ses conditions de production ni dans l'explication du monde que le scientifique épouse. Menger est loin de voir à l'instar de Marx la science comme une superstructure qui exprimerait un ordre du monde qu'elle contribuerait à légitimer. Il considère plutôt cette thèse même comme l'essence du raisonnement erroné que partagent les classiques, qu'ils soient des «libre-échangistes», des marxistes

[32] Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, note sur la page blanche précédant l'avant-propos. Weber qui allait précisément lire et reprendre Menger à cet égard en son temps.

(«communistes») ou des historicistes (en quel sens les «socialistes de la chaire» continuent de s'appuyer sur des thèses d'économie politique classique, la deuxième partie de cette étude le montrera). Des *Principes d'économie politique*, les *Grundsätze* de 1871 aux *Recherches sur la méthode*, les *Untersuchungen* de 1883, ainsi que dans tous ses textes méthodologiques et, parfois, polémiques, Menger a répété inlassablement sa conviction en la neutralité de la science – au nom de laquelle il allait même blâmer à certains égards ses propres disciples³³.

Chez Marx, au contraire, la position de *partialité* partisane fut assumée, voire revendiquée, comme défense légitime de l'«intérêt de classe» des plus démunis, ouvriers et chômeurs, représentants de l'humanité entière dans leur dénuement. C'est au titre d'une philosophie de l'histoire où lui-même épousait la cause des dominés que Marx voit dans ceux qui n'ont à perdre que leurs chaînes, selon l'expression consacrée, l'incarnation de la liberté nue dans ses revendications pures de tout particularisme. Le Parti communiste porte celles-ci comme le représentant moderne de l'humanité dans la progression historique : le ton du *Manifeste du parti communiste* de 1848 est déterminé sur le fond de cette conception revendiquée, tandis que les libéraux allemands avançaient masqués (la domination de l'École historique tendant à les écarter parfois des positions académiques).

Cette franchise de Marx, pour louable qu'elle fût, ne rendait pas pour autant son discours plus digne d'une science *neutre*. Assumer le caractère partisan (que Menger dénonce chez tous) la condamne plutôt à chuter dans les travers semblables à la matrice classique, à commencer par le conflit entre capitalistes et prolétaires autour du «partage ricardien» des bénéfices entre profits et salaires. Le discours de Marx est donc bien universel, mais au sens et au nom d'un changement complet de valeurs et il faut la croyance dans le socialisme, qui doit véritablement transmuier à son avènement les intérêts prolétaires en ceux de toute l'humanité pour suivre le raisonnement de Marx : dans ceux qui sont dénués de tout, Menger voit les pauvres ; Marx voit les

[33] Menger et Böhm-Bawerk s'opposèrent sur ce point, notamment sur le texte de la *Théorie positive du capital* du second. Les preuves textuelles sont cependant plus rares que les commentateurs ne l'ont souvent prétendu. Sur la recherche de ces preuves, voir Jean Magnan de Bornier, «Menger, Böhm-Bawerk et la théorie du capital», in Gilles Campagnolo, *Existe-t-il une doctrine Menger ? Aux origines de la pensée économique autrichienne*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2011, p. 187-202 @.

porteurs des intérêts de l'humanité. L'homme au sens générique dont il s'agit signifie plus qu'un groupe social – mais c'est cependant toujours d'une opposition de tels groupes, les classes sociales, qu'il s'agit. Cette prétention à l'universalité ne porte donc pas sur la méthode *économique*, mais elle appartient à un autre registre. Elle constitue dès lors une croyance, indémontrable au regard des critères de Menger, mais qui peut paradoxalement servir à justifier une prétention à l'universalité trans-historique indépendamment de la position de la classe et de la nation d'origine du dogme. L'achèvement de l'économie politique par Marx allait en effet devenir un tel dogme, dans sa transposition sous d'autres cieux qu'allemands, au siècle suivant³⁴.

Si Menger tient avant tout à la neutralité de la science, la raison est qu'elle doit en assurer l'objectivité (au sens aronien), c'est-à-dire l'impartialité dans une lutte entre des valeurs fondatrices pour les matrices concurrentes. Chez Menger, comme plus tard chez Weber, la science ne permet pas vraiment de décider, du point de vue de l'économie, dans cette « lutte entre des dieux » que constitue la confrontation des valeurs. Par exemple, la science économique ne permet pas de trancher à propos de positions ontologiques, sur l'existence des étants ultimes de la sphère socio-économique, ni par ailleurs de faire des choix eschatologiques (comme la rédemption marxiste par le prolétariat) – sur lesquels la science ne peut pas se prononcer.



Les moyens décisifs d'échapper à la dénonciation réciproque semblant manquer, Marx et Menger prenaient figure de prophètes de visions de l'avenir de la science incompatibles entre elles : ils devenaient les hérauts d'affrontements à venir.

Mais leur statut au regard des développements prévisibles de la science différait cependant. Marx pensait pouvoir établir la possibilité d'un « socialisme scientifique ». Et la justesse de sa vision dépendait ainsi en quelque sorte de l'établissement de cette science de manière incontestable, en d'autres termes, de l'acceptation assez générale de

[34] Les économistes autrichiens comme les autres adversaires des marxistes devaient la prendre plus tard pour leur cible principale, en particulier une fois que des régimes politiques existants allaient s'en réclamer. Ainsi, au moment du débat sur le socialisme « réel » dans les années 1920, la polémique allaitelle naître pour ne plus vraiment s'éteindre, avec un regain singulièrement puissant à partir des années 1970, jusqu'à la fin du principal régime s'étant réclamé d'une politique économique marxiste, l'Union soviétique.

sa matrice sous-jacente. Cependant, le marxisme restait par bien des aspects conceptuels fondamentaux, à commencer par la notion de «force de travail», ancré au sein de l'économie politique classique; il échouait en somme à conclure le procès engagé par les philosophes³⁵. Quelles que fussent les justifications que Marx tirait de sa propre critique de l'économie classique, il rendait lui-même la science un discours ancillaire au service de la politique, et il devait être dénoncé pour cela comme porteur d'une lourde erreur de méthode par Menger et par ses héritiers. Si les batailles «idéologiques» devaient gagner le monde d'après la Première Guerre mondiale, alors même que Menger avait porté si peu d'attention à Marx, c'est que l'acte d'accusation était déjà dressé, en même temps que celui de l'économie classique.

En revanche, les exigences de scientificité «pure» émises par Menger devaient (nous y reviendrons) fonder un point de vue plus «général» (au sens aristotélicien) en mobilisant une notion de causalité stricte et un réquisit de neutralité axiologique destinés à s'étendre à tous les domaines d'application de l'économie théorique. Pour autant, l'individualisme méthodologique radical dont l'école autrichienne se faisait porteuse n'était pas destiné à devenir le *mainstream* de la profession. Il nous faudra essayer de comprendre, plus loin dans cette étude, pourquoi des trois contempteurs de l'économie classique (marxisme, école autrichienne, historicisme allemand), même celui-ci ne parvint pas à s'établir ensuite complètement comme matrice dominante. Un premier élément explicatif, nous l'allons voir dans la partie suivante, est que l'école individualiste radicale dut combattre autant que l'économie politique classique un historicisme allemand qui se nourrissait, lui, d'un autre programme, celui de rebâtir l'identité nationale allemande. En cela, les auteurs historicistes allaient retrouver certaines critiques portées dans la théorie et la méthode par Marx et Menger en parallèle contre le classicisme.

Chaque première négation d'une position en est sa réaffirmation; seule la seconde négation est une véritable nouvelle position: cette leçon de la dialectique hégélienne semble avoir été illustrée par la succession des critiques de Marx et de Menger envers l'économie politique classique. Seul Menger en sortit pour de bon, seul Menger en balaya

[35] Comme si, en fin de compte, «le retournement de Hegel par Marx [était vécu] comme un retour à Smith: c'est la négation de la négation de Smith par Hegel» (Pierre Rosanvallon, *Le libéralisme économique: histoire de l'idée de marché*, Paris, Le Seuil, 1989, p. 183).

les conceptions pour leur en substituer de nouvelles (individualisme méthodologique cohérent, valeur-utilité subjective, etc.) tandis que Marx restait comme prisonnier de déterminations plus anciennes, qu'il raffinait en somme alors même qu'il entendait les renverser.

Chaque négation est cependant également une détermination posée face à une variété de déterminations positives existantes : chaque critique adressée aux auteurs considérés comme représentatifs de l'économie politique classique (Smith, Ricardo, Say, James Mill et John Stuart Mill) permet de mieux comprendre la richesse comme les limites du libéralisme des économistes classiques. Le XIX^e siècle offre alors un vaste spectre de positionnements méthodologiques et théoriques – autant de variantes sur les matrices fondamentales entre lesquelles les auteurs se partagent.

La formulation par des auteurs essentiellement britanniques d'une matrice qui allait envahir l'espace continental où la pensée économique de langue allemande devait accompagner le processus d'unification nationale n'était pas sans incidence sur le procès qui leur était intenté. Quoi qu'il en fût, Marx demeura leur plus grand héritier paradoxal, qui prôna leur renversement et rejoignit la bibliothèque du British Museum dans sa fuite des persécutions policières sur le continent. Menger fut donc seul à mettre un point final au règne de la valeur-travail, mais au terme du XIX^e siècle. Des années 1840 à 1910, l'École historique, aujourd'hui presque oubliée, avait été, sous l'impulsion de Wilhelm Roscher puis la férule de Gustav Schmoller, le courant critique jouant le plus grand rôle. Sa dénonciation de la «pensée britannique» (en particulier de l'École de Manchester) impose de porter un regard attentif sur la nature, les causes et les limites de l'objectivité de la matrice classique dominante et des théories scientifiques qui la contestent.

Après avoir évoqué les voix du fondateur du «socialisme scientifique» et du fondateur de l'École individualiste autrichienne, il doit donc s'agir maintenant de traiter de l'École allemande, de rendre à nouveau audible sa voix oubliée dans le chœur anticlassique, et de rouvrir ainsi cet autre front sur lequel elle joua le rôle de force de contestation et de civilisation majeure à partir des années 1840 jusqu'à la Première Guerre mondiale.

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉCONOMIE POLITIQUE
DES HOMMES ET DE LA *KULTUR*:
L'ÉCONOMIE HISTORIQUE ET
NATIONALE DU PEUPLE ALLEMAND
(« *VOLKSWIRTSCHAFTSLEHRE* »
ET « *NATIONALÖKONOMIE* »)

INTRODUCTION DE LA PARTIE II

Les termes et les thèmes liés à la *Wirtschaft* dans la pensée allemande moderne

Tous les termes liés à la Wirtschaft acquièrent seulement au XVIII^e siècle un sens inhérent à l'économie entendue comme activité rationnelle visant la planification et le contrôle des recettes et des dépenses. Avant cette époque, on renvoie en général à la position du chef de famille, avec tous ses droits et également ses devoirs, économiques mais autres également¹.

Au XVIII^e siècle, la jonction entre le fiscalisme et une première version du caméralisme élaborée dans l'Autriche des Habsbourg s'est opérée dans le Saint Empire. La terminologie formée allait déterminer la pensée allemande dans le domaine économique et dominer les formes de mercantilisme variées qui dictent alors les politiques économiques des princes d'Europe centrale. Il s'agit d'un fiscalisme, issu du droit appliqué à la gestion du Trésor du prince : il fut dès la Renaissance à la source de la création d'un discours pré-économique s'émancipant des thématiques proprement scolastiques (de l'usure, de la double nature spirituelle et temporelle de l'activité industrielle), qu'elles fussent d'inspiration thomiste, franciscaine ou scotiste. Il s'agit d'un *caméralisme* : sortie de l'ombre portée de la philosophie aristotélécienne jointe à la dogmatique chrétienne, c'est, en terre germanique, l'étape centrale du mercantilisme teuton. Le terme *caméralisme* provient de la «Chambre de Cour» (*Hofkammer*), soit le corps chargé d'administrer du «Trésor public» qui se confond naturellement au XV^e siècle avec le «Trésor du prince».

[1] Otto Brunner, «Das "ganze Haus" und die alteuropäische Ökonomie», *Neue Wege der Verfassungs- und Sozialgeschichte*, Göttingen, 1968, p. 37.

Depuis la première *Hofkammer* instituée par Maximilien I^{er} en 1498², une tradition ininterrompue jusqu'à l'orée du XIX^e siècle fait se joindre les connaissances qui se rapportent aux « sciences de la Chambre » (*Kameralwissenschaften*) pour évoluer vers une administration publique préfigurant la doctrine de la gestion bureaucratique moderne des affaires de l'État (*Verwaltungslehre* incluse dans les *Staatswissenschaften*). Les conseillers du prince ne cessèrent de perfectionner les techniques camérales, au fur et à mesure des besoins financiers du prince, mais il s'en fallut longtemps de beaucoup que la réalisation de leurs conceptions en politiques effectives fût souhaitée, voire souhaitable, pratiquée, voire même praticable. L'inflexion majeure advint avec le besoin de former des armées permanentes plutôt que de recourir à un mercenariat coûteux, toujours incertain à recruter, toujours périlleux à maîtriser et au final, quoique redoutable au combat, moins efficace pour défendre des territoires une fois la conquête établie. Les troupes régulières sont plus aptes à garder les places – mais il leur faut une solde régulière. Le fiscalisme promet au prince de lui enseigner la capacité de la leur fournir. Il manquait cependant alors encore au caméralisme un cadre plus global d'explication de l'activité économique. Alors même qu'il semblait devoir apporter des recettes permettant de régner toujours, le caméralisme était en mal d'innovation *théorique*.

L'apport théorique provint des concepts neufs de l'économie politique écossaise : les œuvres de David Hume, Francis Hutcheson, James Steuart, Adam Ferguson Lord Anthony Shaftesbury préparaient celle d'Adam Smith, qui allait être reconnu comme fondatrice de l'économie politique classique, pour donner sa cohérence à la vision d'ensemble que la *Richesse des nations* vint couronner en 1776. Ces œuvres furent très rapidement traduites et leur influence éclipsa bientôt celle de la pensée allemande caméraliste plus traditionnelle. Cette dernière devait ressurgir toutefois plus tard au moment où les attaques allaient se diriger contre la matrice classique, et que des propositions normatives d'une économie alternative au dogme classique libéral allaient pouvoir voir l'avantage qu'il y aurait à se ressourcer à la tradition autochtone de la pensée germanique. Les thèmes qui n'avaient en fait pas cessé d'irriguer la conception caméraliste, ceux d'une « police »

[2] Voir Anton Tautscher, entrée « Kameralismus », *Handwörterbuch der Sozialwissenschaften*, Stuttgart-Tübingen-Göttingen, 1956.

(*Polizei* désignant, au sens ancien du terme, l'administration du bien commun, le *bonum comune*), ceux d'une décision de nature politique, incarnée par le prince, surplombant les intérêts de corporations, elles-mêmes encadrant les actions individuelles. *Ars gubernatoria* et *ars mercatoria* sont liées dans la pensée allemande, l'importation des doctrines classiques ne devait les disjoindre qu'un temps.

Tandis que les philosophes allemands avaient tenté de joindre à nouveaux frais la science moderne et les exigences propres de la rationalité critique – la partie précédente l'a montré concernant Fichte et Hegel, voire Marx et Menger –, les traits proprement germaniques de l'ancien *Kameralismus*, qui l'avaient distingué des autres formes du mercantilisme (le colbertisme français, le bullionisme ibérique, etc.) furent alors redécouverts au XIX^e siècle par les auteurs allemands qui abordèrent l'économie à travers l'historiographie. Ils suscitèrent, autant qu'ils ressuscitèrent les sciences camérales dans des chaires universitaires suivant la réforme des universités de Göttingen, de Halle jusqu'à l'ouverture de la plus moderniste, la Humboldt Universität d'une Prusse en plein essor, envisageant de diriger le mouvement national depuis Berlin.

Contre les classiques, les historicistes forgèrent les outils de leur propre méthode, en portant l'ambition d'une science *sui generis* née du terreau historiographique national. Puisque l'activité économique des hommes dépend de l'état de leur environnement économique, de ce qu'ils croient et de ce qu'ils considèrent comme juste, si l'on y ajoute le constat de changements institutionnels profonds imposés par la modernisation économique, industrielle, gouvernementale, administrative, alors la conviction apparaît que les modèles économiques dépendent pour une grande part des conditions du développement dans le temps et dans l'espace. L'École historique allemande en conclut graduellement que les modèles économiques devaient être déterminés par l'histoire et par conséquent spécifiques aux peuples, sinon dans leurs traits les plus généraux (pour lesquels ils recouraient encore précisément aux thèses de fond de la pensée classique, comme la valeur-travail) du moins dès qu'un minimum de détail s'imposait. Cette conviction suscita tant la conception d'un « chemin spécifique » (*Sonderweg*) de la modernisation allemande, qu'une méfiance grandissante envers la théorie classique « britannique ».

Cette attitude conférait aussi à l'étude des affaires humaines dans leur ensemble, aux sciences de l'esprit (*Geisteswissenschaften*), et aux

sciences sociales (*Sozialwissenschaften*) naissantes et à l'économie politique (*politische Ökonomie* ou *Ökonomik*) un rapport particulier à la nation (sous l'appellation de *Nationalökonomie*) et au peuple allemand (selon le terme usuel de *Volkswirtschaftslehre*). La distinction entre ces sciences qui relevaient des humanités et d'un noyau réduit de lois éventuellement assimilables à celles des sciences naturelles, où accepter certaines thèses classiques à titre de généralités, introduisit un malaise quant à la nature de la science même qui fut à l'essence même de la conception historiciste. Celle-ci domina pendant plus d'un demi-siècle, des années 1840 jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'économie politique allemande, tant dans le monde académique germanique que dans ses rapports avec le politique et les grands industriels. Les connaissances détaillées qu'apportèrent les études empiriques des historicistes contribuèrent à forger une identité allemande tant *économique* que politique, et apportèrent la stabilité dont le Deuxième Reich fondé en 1870 avait besoin.

Pour l'historien Pierangelo Schiera³, la relecture effectuée par les historicistes des «sciences camérales» qui les avaient précédés avait joué un rôle fondateur. Schiera souligne que ces historiographes du caméralisme, eux-mêmes mués en thuriféraires de la modernisation spécifique de leur monde, portèrent le questionnement *pratique* de la matrice classique au sein du monde germanique. Leur relecture du passé sous un angle économique, voire «économiste», les conduisit à adopter, pour les adapter, des concepts caméralistes préclassiques, voire «pré-économiques» afin de servir la construction de l'identité nationale et fournir les éléments d'une économie «nationale» de la modernité, la *Nationalökonomie* de l'École historique.

Le philosophe Domenico Losurdo, quant à lui, use de l'expression d'un «laboratoire bourgeois» (*laboratorio borghese*) pour désigner cette époque, les lieux et le milieu de l'édification de cette science⁴. Mais si l'hypothèse d'un dédoublement entre «laboratoire pratique» (britannique) et «laboratoire théorique» (dans une Allemagne politiquement et économiquement retardataire mais observatrice de la matrice clas-

[3] Pierangelo Schiera, *Il Cameralismo e l'Assolutismo tedesco*, Milan, Giuffrè editore, 1968.

[4] Domenico Losurdo, *Il laboratorio borghese: scienza e politica nella Germania dell'Ottocento*, Urbino, Il Mulino, 1987. Spécialiste de l'idéalisme allemand, Losurdo a réuni ses essais dans *L'ipocondria dell'impolitico*, Lecce, ed. Milella, 2001, recension par Gilles Campagnolo, *Revue française d'histoire des idées politiques*, n° 17, 2003, p. 183-193 @.

sique) est séduisante pour la facilité du parallèle conceptuel qu'elle offre, encore ne vaut-elle, avec ses limites, que si elle permet de juger de l'écart entre la situation de fait et la conscience qui en est prise; c'est cet écart qui fait parler de «chemin spécifique» (*Sonderweg*) emprunté dans les territoires allemands. La réalité doit donc être appréhendée dans les concepts créés et utilisés alors, resitués dans leur contexte – il y a un «esprit» du temps, voire du peuple (*Zeitgeist*, *Volksgeist*) à reconstituer, comme concernant la vie éthique, ou encore l'éthicité (*Sittlichkeit*) hégélienne déjà évoquée dans la partie précédente. Mais les économistes historicistes rejetaient carrément, au moins dans leurs proclamations, toute inspiration idéaliste et philosophique au profit d'un traitement par les faits qu'ils voulurent exclusivement *empirique* de la réalité économique, contre la théorie également, renvoyée à l'abstraction⁵.

Quel procès contre le classicisme les auteurs historicistes soutinrent-ils donc à leur tour? Principalement celui de la méconnaissance des réalités spécifiques par le schéma général de l'économie politique

[5] Concernant leur usage maladroit de l'accusation d'abstraction, comme leur refus de se reconnaître dans des formes philosophiques comme l'hégélianisme, les auteurs historicistes furent sans doute aussi maladroits que véhéments. Ils méconnurent qu'il n'y avait pas, au sens de l'emprise sur l'effectivité mondaine, pas de philosophie plus «empirique» que l'idéalisme, en particulier chez Hegel: «Malgré de nombreux avis contraires, la philosophie de Hegel est l'une des plus antimétaphysiques des systèmes philosophiques, un système qui demeure le plus dans le domaine de l'expérience ordinaire» remarque à juste titre John N. Findlay, *Hegel: A Re-Examination*, 1958, rééd. Oxford UP, 1976, p. 348. Citons un autre commentateur qui ne s'en laisse pas conter à ce sujet: «On n'a pas assez souligné que le plus grand spéculatif de l'histoire de la pensée en fut aussi le plus grand empirique! Le philosophe qui a répété que le concept peut tout engendrer, même l'existence du non-conceptuel, a également énoncé cette proposition tout aussi catégorique: "Tout doit nécessairement nous parvenir d'une manière extérieure", et la philosophie hégélienne est, de part en part, en son processus encyclopédique comme en son processus phénoménologique, la *conjonction* du *ceci sensible* et du *sens universel*» (Bernard Bourgeois, présentation de sa traduction de la *Philosophie de l'esprit* (*Philosophie des Geistes*), volume III de l'*Encyclopédie des sciences philosophiques* (*Enzyklopädie der philosophischen Wissenschaften*, dritter Teil), Paris, Vrin, 1988, p. 86). Outre leur incompréhension, dans leur dénégation, les historicistes s'aveuglèrent sur les thèses qu'eux-mêmes reçurent de la vulgarisation généralisée de grands thèmes de Hegel durant le siècle – ce qu'en dépit de son interprétation inexacte de Hegel, Weber allait, lui, savoir repérer (par exemple, dans son texte sur Roscher et Knies: «Roscher und Knies und die logischen Probleme der historischen Nationalökonomie» [1903-1906], p. 1-145 @, voir en particulier, p. 41 et sq. in *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre* [1922], Tübingen, J.C.B. Mohr, 7^e éd., 1988).

classique, forgée par des observateurs précoces sur l'exemple premier en date de développement que donna la révolution industrielle britannique. Or, les caractères d'autres nations en développement devaient différer. Un trait de l'économie allemande de l'ère industrielle, hérité des traditions fiscaliste et caméraliste, était notamment un large privilège donné à l'administration (*Verwaltung*) des affaires par le prince. L'exemple patent en fut la dynastie de Prusse qui, en même temps qu'elle unifiait économiquement les territoires allemands par des unions douanières successives à partir du milieu du XIX^e siècle, finit par constituer l'identité politique de l'Allemagne sous l'égide d'un «chancelier de fer»: c'est la Prusse d'Otto von Bismarck qui aboutit en 1870 à forger le Deuxième Reich à travers des guerres sciemment causées contre l'Autriche et la France.

La méthode des universitaires allemands les menait à proposer des recommandations et ils purent voir certaines d'entre elles devenir des réalisations d'une monarchie directive, sinon sociale, comme conséquences d'une édification sur un socle auquel leurs propres travaux contribuèrent largement. *Nolens volens*, le très réactionnaire Bismarck conduisait la Prusse et l'Empire sur la voie de la première monarchie accordant de larges droits sociaux aux couches populaires, une sorte de «*soziales Königtum*» où l'on s'appuyait sur l'autorité princière pour mener des réformes dont la légitimité scientifique était donnée par les économistes du cercle très officiel pour la «politique sociale» fondé en 1872 à Eisenach (*Verein für Socialpolitik*) par des universitaires qui, sous la férule de Gustav von Schmoller, allaient disséminer leurs idées chez les hauts fonctionnaires, les décideurs politiques et économiques allemands du dernier tiers du XIX^e siècle.

Ces historiographes allemands redécouvraient l'art du «conseil au prince» dans leur relecture des auteurs caméralistes. Ils créèrent une économie «administrée» telle que ni dans les siècles antérieurs, ni chez les autres puissances européennes contemporaines (hormis sans doute la centralisation française héritée de Colbert et renforcée par les sentiments jacobins des révolutionnaires ou impériaux des Napoléons) il n'y avait eu de bureaucratie si puissante, triomphante et apte à saisir les impératifs de la modernité socio-économique. La bureaucratie inhérente n'était que le signe précisément, selon Max Weber, de l'essor de la rationalité capitaliste dans sa marche vers la modernité après les «années des fondateurs» (*Gründerjahre*) et

l'essor de grandes entreprises concentrées (*Konzerne*) et connectées au pouvoir (dans le complexe militaro-industriel dont la zone de la Ruhr offrait un exemple saisissant). L'adaptation de l'ancienne « science de la police » (*Polizeiwissenschaft*) à l'ère moderne suscitait une administration efficace de l'économie qui, notamment du fait de cet apport des historicistes (comme d'autres qui accompagnaient cette école sans lui appartenir et furent à l'origine de l'État de droit, comme Robert von Mohl, ou des sciences sociales naissantes, tel Lorenz von Stein) devait caractériser le capitalisme qualifié de « rhénan », d'« allemand » ou de « continental ».



La science du conseil avisé (de l'expertise, dans un parler plus contemporain) au prince (ou à quelque puissance souveraine que ce soit) s'appuie-t-elle toutefois sur une méthode valide ? N'est-ce pas à l'aune du type de discours scientifique qu'elle présente et du discours qu'elle présente comme scientifique qu'il convient de la mesurer ?

La remise en cause systématique de l'économie politique classique imposait ces questions aux économistes de langue allemande. Elles finirent par se poser sans plus pouvoir être reportées ou minorées au tournant du XX^e siècle, sous la pression de l'École autrichienne née de l'œuvre de Carl Menger. Celui-ci engagea avec Schmoller la querelle devenue fameuse, dite « des méthodes » (*Methodenstreit*). Son dénouement jamais complètement explicité entraîna toutefois *in fine* le délitement des positions historiciste. La matrice de l'historicisme avait certes contribué à donner naissance à des œuvres nombreuses, qui se vouaient toutes à repousser les principes abstraits du classicisme britannique, mais elle-même devait s'effacer devant la redéfinition stricte de termes rigoureux de la science et de la démarche de recherche dans le champ de la théorie. Les concepts historicistes avaient dominé pendant plus d'un demi-siècle, mais ils allaient s'évanouir avec, d'une part, l'effondrement économique et politique allemand de la Première Guerre mondiale et, d'autre part, l'avènement d'une science comprise à nouveaux frais. L'organisation économique de la Prusse bismarckienne, comme de l'Empire, était impensable sans la participation que ces élites universitaires lui avaient apportée. Si leurs propos réformistes leur avaient valu le surnom de « socialistes de la chaire », ces auteurs avaient toutefois bénéficié de cette légitimité même qu'ils avaient dans les faits conférée au pouvoir autoritaire

d'une Allemagne unie (contre le pouvoir passé de l'Autriche, contre les autres grandes puissances européennes) et stabilisée dans son développement social et économique. Lorsque l'appui réciproque que se prêtaient le pouvoir et la science allemande, chaque appui vint alors à manquer à l'autre : la *Machtpolitik* fut en péril, et l'historicisme approcha de sa fin ; le Deuxième Reich disparut dans la Première Guerre mondiale, Schmoller décéda en 1917, Weber en 1919, et l'adversaire par excellence, Menger, en 1921.

Jusque-là, le discours tenu en économie politique au service d'une « communauté morale » (*Gemeinschaft*), terme cher à Schmoller, et d'une civilisation (*Kultur*) de langue allemande, éclairée par le progrès et destinée elle aussi à se moderniser pour éclairer le monde, avait trouvé son expression dans l'École historique allemande. Ses concepts majeurs, à savoir les idées régulatrices de l'administration publique des progrès économiques, d'un État de droit (*Rechtsstaat*) moins constitutionnel que caractérisé par une monarchie qu'on puisse dire jusqu'à un certain degré « sociale », de la réglementation impérative et de la régulation indicative, de l'activité productive et de l'agressivité commerciale, ces notions reprises d'un caméralisme recouvert au service d'une modernité assumée étaient par essence plus pratiques que théoriques.

Les auteurs historicistes avaient eux aussi, encore plus que les philosophes allemands, entrepris de dresser un réquisitoire circonstancié du XIX^e siècle contre le classicisme. Mais ils échouaient à en saper les fondements conceptuels mêmes. Ils regardaient comme allant de soi la valeur-travail, continuaient de raisonner en termes de classes caractérisées par la rente, le profit et le salaire, conservaient, même à leur corps défendant, la vision du monde ricardienne : selon eux la vieille noblesse terrienne (les *Junkers* en Prusse) devait apprendre à céder du terrain devant la classe industrielle qui montait, tout en ménageant les classes laborieuses pour éviter la formation d'une populace (*Pöbel*) dont Hegel le premier avait annoncé le danger. Toute tâche de nature théorique n'était cependant pas absente du projet initial de Roscher, nous le verrons, mais elle alla diminuant : c'est pourquoi il convient de caractériser la *Nationalökonomie* en la scindant en deux époques suivant son expression dans la pensée allemande.

Nous reprenons de la sorte une distinction d'ailleurs traditionnelle de l'histoire de la pensée économique qui distingue l'École historique originelle (Wilhelm Roscher, Karl Knies, Bruno Hildebrand, princi-

palement) qui allait être remplacée – à la génération suivante, alors que le compromis et le grand écart entre un noyau de lois « naturelles » qui étaient simplement reprises de l'économie classique et une « économie nationale » fouillée, détaillée et fondée sur la *Kultur* germanique allaient être devenus intenable – par une « jeune école » dans la lignée de Gustav Schmoller, qui devait lui annoncer hautement reléguer le classicisme en son entier au rang des vieilleries. Mais l'écho des divergences de méthode par rapport à l'école classique fait aussi entendre un son plus profond qui révèle la conscience différente que les deux écoles prirent de l'héritage caméraliste authentiquement germanique : cet objet d'études historiographiques pensé à nouveaux frais fut, en vérité, *reconstruit* par l'historiographie allemande du XIX^e siècle en fonction des buts qui lui étaient contemporains – et ils différaient dans les années 1840 et dans les années 1870. Un printemps des peuples (1848) et des ambitions de renouveau déçues faisant place à une *Realpolitik* assumée qui semble couronnée de succès avec la constitution d'un nouveau *Reich* séparent les deux époques, les deux écoles. L'administration dépend du pouvoir, une *Machtpolitik* économique fait sens : c'est pourquoi un chapitre spécifique ne sera pas de trop pour traiter de l'expression la plus durable de l'historicisme, à savoir l'administration économique.

Quant au dernier chapitre de cette deuxième partie de notre étude, il devra mettre en évidence le délitement de l'édifice historiciste, sa crise face à la critique qu'il devait à son tour essuyer. La dénonciation à multiples facettes des lacunes de l'économie politique classique par les penseurs de l'espace germanophone en Europe allait être reprise par ceux qui se mirent à leur école, en premier lieu dans les territoires administrés par les puissances impériales allemande et autrichienne, puis dans presque tous les pays (Italie, Russie, États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, leurs principales cibles étant pour cette raison moins enclines à les suivre). Mais c'est de l'intérieur, de l'autre capitale impériale passée derrière Berlin, depuis Vienne, que la dénonciation en règle d'une impasse historiciste allait venir.

En demandant si les concepts qui avaient souvent été mis en avant allaient obliger d'abandonner toute ambition théorique de la science et s'ils allaient vraiment servir, une fois qu'ils avaient joué leur rôle critique face aux thèses classiques, autre chose que le combat pour l'unification nationale allemande, Carl Menger montra une autre voie

à suivre. Avant, puis au cours du *Methodenstreit* dans les années 1880, il dédiaçait d'abord son ouvrage théorique de 1870 à Roscher, puis tournait ses critiques acerbes contre Schmoller. Surtout il donna les arguments qui devaient effectivement faire rejeter profondément dans l'oubli au XX^e siècle une pléthore d'auteurs. Une école sombra, un héritage disparut, emporté ensuite dans les bouleversements du siècle. Ceux qui demeurèrent en poste n'étaient pas les meilleurs, la domination économique migra outre-Atlantique.

Sans prétendre à nulle réhabilitation d'une école déçue, sans doute à juste titre devant les critiques du grand penseur viennois, il s'agit d'exhumer cet héritage, rendu d'autant plus nécessaire que ses résultats s'évanouirent ensuite devant une entreprise bien différente de modélisation systématique qui s'autoproclamait indépendante de toute histoire, mais qui aboutit à méconnaître purement et simplement même ce dont l'erreur n'avait pas été démontrée. Autrement dit : l'historicisme avait sans doute encore à fournir des leçons, et pas seulement à en recevoir. Son délitement aura-t-il été plus grand, au moins en apparence, plus complet que celui des concepts caméralistes dont ils s'inspiraient, quand, un siècle plus tôt, ceux-ci avaient cédé la place devant la vague de l'économie politique smithienne, puis ricardienne, déferlant sur le continent européen ? S'il en était ainsi, cela ne fut-il pas alors en partie à tort ? On gagnerait assurément à recouvrer une partie de l'héritage européen – du moins le pari vaut-il la peine de le tenter, et cela consiste à restituer ici une vision du monde, de notre monde européen.

CHAPITRE I

L'économie nationale de l'Allemagne (*Die Nationalökonomie*)

Après les œuvres fondatrices de l'économie politique classique, une pléthore de suiveurs en popularisa les thèmes dans des manuels et des catéchismes d'économie « vulgaire ». Les meilleures œuvres devaient reprendre l'édifice théorique depuis les fondements logiques de la science ; mais elles furent tardives et exceptionnelles, comme celle de John Stuart Mill. Les fondements du classicisme y furent portés à leur terme, non modifiés mais parachevés et encore mieux fondés en apparence. Une conséquence de la production intermédiaire d'un niveau moindre fut que les interrogations *théoriques* et *méthodologiques* proprement économiques portées depuis l'intérieur de la matrice classique (comme chez Marx) manquèrent plutôt pour la confronter systématiquement aux réalités nationales, notamment au cas particulier de l'aire germanique. Menger, lui, vint plus tard et si ses notes manuscrites visibles dans les archives montrent combien il critiquait les *Principes d'économie politique* de 1848 de Mill¹, son combat public était tourné avant tout contre les historicistes.

En conséquence, la remise en question de la doctrine classique porta sur les aspects pratiques. Des traditions nationales expliquent que l'économie des territoires de langue allemande (une « *deutsche Nationalökonomie* » avant la lettre) devint le thème central des recherches poursuivies une fois les textes fondateurs de l'économie politique classique importés pour se retourner contre ceux-ci et contester la domination britannique – comme si le retard économique allemand

[1] John Stuart Mill, *Principles of Political Economy*, London, 1848 @. Nous utiliserons l'édition des *Collected Works*, par Robson, Toronto/London, Routledge and Kegan, 1963-1991. Menger les lisait en anglais, et en allemand dans la traduction de Soetbeer, *Grundsätze der politischen Oekonomie*, Hamburg, Perthes-Besser und Mauke, 1864.

suscitait un ressentiment général, car la diffusion des auteurs écossais et anglais n'avait eu nulle part en Europe un succès aussi rapide que dans les territoires allemands depuis le principal port d'entrée des marchandises et des idées qu'était Hambourg. Autant que les invasions napoléoniennes et la diffusion du Code civil napoléonien, quoique naturellement différemment, les marchandises et les idées sur l'économie britannique qui les accompagnaient semblaient rendre les Allemands conscients qu'absence d'unité politique et arriération économique allaient de pair. La question devenait : comment contrebalancer, dans les consciences d'abord, dans l'action pratique ensuite, la présence du double envahisseur, militaire français et commercial anglais ?

Peut-on parler d'une « pensée économique allemande » à propos de la réaction de refus des « théorèmes » classiques ? Tout d'abord, les écrits qui allaient constituer le corpus de la *Nationalökonomie* ne se bornaient pas à un tel refus ; ils ne soulevaient souvent d'ailleurs pas d'incompatibilité foncière entre leurs propres propositions et les thèses classiques. En réalité, on y accueillit d'abord très largement les doctrines libérales. Penseurs modernes et praticiens d'une politique nationale en reconstitution dans un Saint Empire romain germanique éclaté puis dissous, voyaient là, dès la fin du XVIII^e siècle, l'instrument du renouveau par les réformes – en évitant la révolution. Les arguments contre-révolutionnaires qu'ils épousaient par peur de la contagion jacobine républicaine, puis de l'invasion impériale venues de France avaient un temps fortifié leur confiance dans les « idées anglaises ». Edmund Burke eut ses suiveurs en Allemagne, qu'affronta Hegel. Les nouvelles apportées du Paris jacobin effrayaient, et l'épisode napoléonien terrifia. Mais les idées nouvelles se répandaient.

Le congrès de Vienne ne réussit toutefois qu'en apparence à contenir la renaissance d'un sentiment national unitaire dans les limites de l'ancien Saint Empire officiellement aboli et rétabli sous la forme d'une confédération surveillée par les puissances parmi lesquelles Autriche et Prusse s'imposent. Mais les idées nouvelles ont essaimé. Elles avaient déjà montré l'inutilité de l'existence de centaines de principautés : en 1815, à côté de l'Autriche et de la Prusse, c'étaient mille huit cents États qui se partageaient le sol allemand dont quelques-uns assument véritablement ce statut comme la Saxe ou la Bavière, mais la plupart sont des petites principautés, des villes libres ou des seigneuries avec à leur tête des principicules ou des seigneurs dignes des temps médiévaux. La contestation politique ne pouvait être étouffée

que pour un temps, tandis que tout attisait l'attrait ressenti pour une modernité qui signifiait aussi enfin une plus grande simplicité. Les idées du Code civil avaient suivi les troupes françaises; les nouvelles conceptions économiques avaient traversé les terres allemandes avec les produits anglais; les deux genres de nouveautés avaient trouvé des soutiens, leur apport séminal devait germer. Lorsque le blocus napoléonien prit fin, les marchandises anglaises inondèrent l'Allemagne depuis le nord-ouest, manifestant l'évidence de la supériorité du pays où «l'économie guidait les pas des politiciens» – comme Pitt le Jeune le disait avec reconnaissance devant Adam Smith en personne.

À ce moment, le caméralisme teuton ne semblait plus représenter qu'une vieillerie aux ministres des princes les plus éclairés. Un exemple en était, en Prusse, le ministre d'État Struensee, auquel Fichte adressait son *État commercial fermé* en 1800 (la première partie de cette étude a montré en quelle situation et avec quelles convictions). Les résistances suscitées par les idées classiques, notamment sous la forme du credo libre-échangiste manchestérien, eurent des échos tant là où l'on s'opposait à la modernisation que là où devaient rapidement se faire sentir les effets de l'invasion commerciale britannique au détriment de la production allemande, encore à l'état artisanal, et surtout encore le plus souvent disséminée et rurale².

Le paradoxe qui fait surgir en Allemagne la conscience d'une modernité nouvelle est que les chocs extérieurs y paraissent accompagnés de matrices conceptuelles, savantes ou vulgarisées, alternatives aux idées traditionnelles, mais que ces dernières peuvent fournir une ressource de réaction authentiquement indigène, qui prend rapidement un tour national. Bref, le classicisme rencontra la situation suivante: loin d'être étrangers aux nouvelles thèses libérales, les auteurs allemands s'en trouvèrent vite gavés au point de croire pouvoir parvenir rapidement à *des résultats pratiques*; ils se trouvèrent amèrement déçus. Leur déception leur fit presque aussi rapidement rechercher une alternative et se tourner vers l'application à la réalité germanique.

[2] Les populations rurales produisent à domicile, même les biens d'artisanat, notamment le textile. Ces couches populaires rurales inférieures (*ländliche Unterschichten*) sont très pauvres, la mécanisation est lente à progresser (la première filature mécanique de coton date de 1784 seulement, à Ratingen) et la dissémination des produits à collecter est la règle; cette combinaison permet de parler d'une première industrialisation rampante sans révolution.

C'est alors que le fameux «retard allemand» prit la tonalité d'une orientation propre vers une «voie spécifiquement allemande» pour atteindre la modernité. Le nom qui lui fut bientôt donné, *Sonderweg*, fut rapidement bientôt revendiqué parce que les économistes y reconquirent une voie de salut. Ils n'eurent alors de cesse de concevoir les moyens de cette modernisation, en les proposant aux princes à qui il appartenait de la réaliser, dans une veine conforme à leur intérêt recouvré pour les traditions caméralistes. Le mouvement fut initié chez les historiens et les juristes renouant avec le passé des principautés qui les employaient ; c'est seulement encouragé par le succès de l'École historique de la jurisprudence de Friedrich von Gentz, Gustav Hugo et Friedrich Karl von Savigny que Wilhelm Roscher vint proposer à son tour un tournant historique *en économie*.

1 – Roscher, fondateur de l'École historique de l'économie

La publication inaugurale de l'École historique fut les *Leçons d'économie politique suivant la méthode historique* de Wilhelm Roscher³. Le terme composé *Staatswirtschaft* qui traduit «économie politique» trahit le rôle attribué à l'État, et il faut y lire l'héritage du caméralisme. Dès l'année suivante (1844), l'*Histoire de l'économie politique en Allemagne*⁴ est à l'origine de la fortune de l'historicisme allemand et, comme le terme d'économie *nationale* (*Nationalökonomie*), cette dénomination allait s'imposer désormais de soi. Dans le Saint Empire éclaté, après le congrès de Vienne de 1815 imposant la restauration des princes et de la domination autrichienne, il n'a cependant pas de référence politique précise – il n'est pas en tant que tel un appel à l'unification nationale, mais, envisagé sous un aspect culturel et linguistique, il renvoie cependant à la conscience qu'un peuple, celui des territoires allant du Rhin à l'Elbe, prend de sa civilisation. Le rôle de l'approche historique de l'économie allemande allait contribuer à former sinon un mouvement, du moins la disposition d'esprit (*Gesinnung*) favorable à un tel mouvement, qui est le soubassement de toute nation.

[3] *Grundriss zu Vorlesungen über die Staatswirtschaft nach geschichtlicher Methode*, Göttingen, 1843 @.

[4] Wilhelm Roscher, *Geschichte der Nationalökonomie in Deutschland*, 1844. L'édition allait être révisée, augmentée et republiée sept fois jusqu'en 1874 (München, Cotta, Oldenburg) et de nouveau jusqu'en 1900.

La méthode d'enquête historique prônée par Roscher plonge la pensée économique du présent dans un passé qu'elle reconstruit en le relisant de manière apologétique. Quand le courant d'idées d'abord roschérien allait être repris et renouvelé par Schmoller, plus tard, dans le dernier tiers du XIX^e siècle, il allait continuer d'accompagner, mais sur un ton d'une force beaucoup plus affirmative, la révolution industrielle allemande. Le développement industriel porte alors des contrées retardataires (et dont les populations sont conscientes de l'être) à réussir à dépasser, dès avant 1914, les résultats obtenus au cours d'un siècle et demi d'industrialisation britannique : dès 1900, les exportations allemandes de produits manufacturés dépassent celles de la Grande-Bretagne⁵.

Que propose l'École historique ? Qu'est-elle et qui s'en réclame ? C'est ce qu'il s'agit ici de voir en soulignant que sa matrice surgit d'abord en réaction à, mais du sein de la matrice classique, qu'elle entend moderniser des Lumières jugées trop « abstraites » et qu'elle permet d'adapter les idées qu'elle adopte, à l'instar de ce qu'avait réalisé l'École de la jurisprudence en renouvelant les théorèmes du « droit naturel » par l'histoire politique des territoires de civilisation allemande.

1.1 – Une économie qui se revendique du modèle de l'École historique du droit

L'École historique de l'économie se nomma elle-même ainsi en référence à l'École historique du droit. Roscher s'inspirait de l'originalité de la conception de Savigny qui agrégeait les insatisfactions nées devant les constructions « abstraites » du droit rationnel qui avaient conduit à la Révolution française. S'il faut condamner l'esprit révolutionnaire français, c'est principalement parce qu'il entend recréer le droit. Or la créativité juridique du peuple allemand s'exprime dans la coutume, véritable source du droit. Le juriste n'a qu'à ordonner ce

[5] Le *Final Report of the Committee on Commercial and Industrial Policy after the War* @ le reconnut (mais un peu tard) en 1918. Commandé pour rechercher les causes de la puissance allemande de 1914, il indiquait : « Le succès reconnu à bien des égards de la concurrence de l'Allemagne avec le Royaume-Uni était en partie dû à une entrée en scène tardive de l'industrie allemande en comparaison [de l'anglaise...]. L'Allemagne démarrait, bénéficiant de tous les avantages d'un équipement tout à fait moderne et sans souffrir d'une organisation traditionnelle » (cité in *Documents d'histoire anglaise*, Paris, Colin, 1972, p. 329). L'historien Roland Marx parle quant à lui d'un *déclin* relativement marqué de l'industrie britannique pour la même période : *Le déclin de l'économie britannique de 1870 à 1929*, Paris, PUF, 1972.

qui en découle, à le formaliser. L'école historique du droit regroupe les auteurs proclamant ce rejet du « droit naturel » et des philosophies aux conséquences dangereuses.

De même, les économistes qui allaient suivre Roscher étaient convaincus de l'inanité des constructions *a priori* du XVIII^e siècle. Les Lumières éclairaient selon eux moins qu'elles ne faisaient obstacle au développement qu'il convient de rendre concret pour compléter les thèses de Smith et de Ricardo. Ces dernières leur paraissent peut-être belles et bonnes, mais le libéralisme qui a su intégrer le classicisme à son discours ne doit-il pas également rendre compte de la réalité économique ? Plus les économistes allemands eurent conscience de l'échec pratique de la doctrine classique, plus ils devaient s'en écarter. Le cas allemand est exemplaire car le retard de la production industrielle y paraît inexpiable. Les thèses des classiques doivent y être adaptées sous peine de résultats encore plus contre-productifs (misère, création d'une populace agitée de soubresauts de révolte) là où une société civile est encore seulement en train de naître, là où les banlieues ouvrières ont déjà envahi le paysage. Surtout, le développement industriel dans les principautés morcelées et enclavées semble loin de pouvoir jamais se réaliser sans la formation de confédérations ou d'unions douanières efficaces pour supprimer des barrières au transit des marchandises.

Il faut ajouter que de telles réformes dressent aussi des obstacles nouveaux, et non des moindres, en avivant les rivalités entre potentats locaux. Voilà autant de défis aux schèmes importés d'Angleterre, qui prennent sens dans l'« économie nationale » allemande, alors qu'ils n'en avaient déjà plus en Grande-Bretagne, voire dans la France postrévolutionnaire. La profession de foi de Roscher condamne sans ambiguïtés tout naturalisme abstrait en ces questions et signale les lacunes des thèses classiques à cet égard : « Qui ne connaît pas exactement, pour chaque fait économique qui se produit, le mécanisme étatique et administratif à l'intérieur duquel se déroulent les processus sociaux et économiques, celui-là ne sera jamais capable que de conclusions nébuleuses et incertaines⁶. »

Le texte du *Grundriss* de 1843 sert de manifeste à la naissance de l'École historique de l'économie. De même que l'École du

[6] Citation in Fritz Hartung, *Zur Entwicklung der Verfassungsgeschichtsschreibung in Deutschland*, Berlin, Akademie-Verlag, 1956, p. 446.

droit de Savigny, qui s'appuyait sur le droit coutumier germanique (*Gewohnheitsrecht*), ce nouveau discours se revendique comme allemand et il consiste à lire dans les pratiques et dans les institutions économiques du passé national de quoi repérer les éléments économiques adaptés à une réalité *locale*. L'histoire et la géographie, le temps et l'espace forment le système de référence proposé pour chaque question précise avancée. Le déroulement historique est regardé comme le catalogue des conseils qui ont déjà fait leurs preuves ; l'adaptation moderniste consiste à les organiser en un corps de doctrine – c'est lui que Roscher et ses disciples dénomment leur « théorie »⁷.

La « théorie » roschérienne, si l'on peut dire, ne consiste donc pas à découvrir des « lois naturelles » par le seul usage de la raison, mais à établir par le témoignage et l'expérience l'état des relations économiques pour un lieu (un pays, une région, une localité) dont les institutions proviennent des règnes du passé, de leurs princes, et non d'un droit rationnel.

L'idée d'une construction comme celle de Fichte dans l'*État commercial fermé*, soit l'idée d'une proposition formulée *ab nihilo*, est selon Savigny, dans le registre du droit, à l'opposé, insensée par définition : non seulement parce qu'elle propose des bouleversements majeurs, mais parce qu'elle s'y engage en raison d'une réflexion abstraite (c'était déjà le reproche de Hegel, nous l'avons vu) et en tant qu'elle méconnaît la nature du droit, qui ne repose pas sur la raison, cause des révolutions, mais sur l'expérience des peuples, preuve de leur continuité et légitimation des dominations. Les contempteurs allemands du classicisme à la Fichte, mais aussi les suiveurs des idées fraîchement importées d'au-delà du Rhin et de la Manche s'illusionnent sur ces lois « naturelles », par l'effet de leur libéralisme. Savigny et les siens rejettent ces positions issues des Lumières, d'une *Aufklärung* qui est,

[7] Le sociologue et historien Hinnerk Bruhns définit cette méthode comme « cherchant à découvrir à partir de concepts et de types-idéaux, construits à partir du matériel historique, les principes mêmes des systèmes et des processus économiques » ; il conjoint là les approches de Roscher et de Max Weber, marquant respectivement le début et le terme de l'École – mais il nous semble aussi de ce fait en simplifier l'histoire, ou du moins anticiper chez Roscher des éléments qui allaient se révéler au fil de l'évolution de l'école. Cf. Hinnerk Bruhns, « Économie et religion chez Max Weber et Werner Sombart », in Collectif, *L'éthique protestante de Max Weber et l'esprit de la modernité*, Paris, éd. de la MSH, 1997, p. 95-120.

pour le courant romantique avec lequel ils fusionnent souvent leurs thèses, le véritable ennemi.

Toutefois, l'historicisme juridique qui légitime une approche réactionnaire (celle qui portait la Restauration des princes contre les «idées françaises») comporte une teinte politique forte, revendiquée par Savigny, qui est peu discutée par Roscher, voire qui allait être écartée dans l'évolution de l'école historique de l'économie. Ainsi un auteur comme Adam Müller peut, par exemple, être mentionné au titre des auteurs romantiques traitant d'économie et d'orientation nettement réactionnaire, mais on ne saurait le compter comme historiciste⁸.

Il serait également faux de juger d'emblée incompatibles l'École historique de l'économie et l'esprit des Lumières tel que le classicisme smithien en est une forme d'héritage en conséquence de ses fondements dans la philosophie sensualiste de la *Théorie des sentiments moraux*. Seulement les auteurs historicistes viennent assez tard pour observer les ravages sociaux de l'industrialisation britannique et se proposent de freiner les risques d'excès au sein de la société civile allemande naissante tout en reconnaissant ce qui peut et ce qui devrait servir au développement économique. Ainsi paraît-il souhaitable d'imiter du modèle anglais le modèle de l'entrepreneur ; s'il doit à terme couvrir le pays d'usines, les banlieues ouvrières inévitables doivent conserver un état de salubrité décent. Concurrencer le dynamisme et les innovations anglaises tout en en condamnant la misère, cela va de pair ; tout comme les réticences originelles à accepter une description idyllique de l'univers des lois économiques classiques annoncent l'évolution ultérieure de l'École, de manière croissante notamment dans la «jeune école historique» avec Schmoller.

Il n'en reste pas moins que les seules lois au sens propre de régularités explicatives de l'économie sur lesquelles puisse déjà compter Roscher au début de son entreprise proviennent des thèses classiques existantes : de Smith, de Ricardo, de l'École libre-échangiste de Manchester. Celles que le fondateur de l'historicisme tente ensuite d'élaborer n'ont pas pour but de résister à la modernité, mais de l'accueillir dans des termes hérités des vues classiques mais adaptés cette fois à la réalité germanique. Alors que Roscher tentait de combler de

[8] Niall Bond lui consacre un chapitre in Alain Alcouffe & Claude Diebolt (dir.), *Histoire de la pensée économique allemande*, Paris, Economica, 2009, p. 69-90.

la sorte les lacunes de l'application des caractéristiques de la matrice libérale, certains de ses héritiers, Schmoller en particulier, devaient les rejeter tout de bon. Ainsi une première conception historiciste consista-t-elle en une resucée de classicisme rendue « applicable » à une réalité locale pour retenir l'attention des décideurs politiques allemands, avant tout les princes, rallier les bonnes volontés et rassembler le matériau d'enquête historiographique sur le passé, les arguments du présent et parer les objections à venir.

Chez Roscher, Smith se trouve alors moins récusé qu'interprété. L'auteur de la *Richesse des nations* n'avait-il d'ailleurs pas consacré une bonne part de son ouvrage à des rappels, voire des enquêtes historiques, et les Livres IV et V de l'ouvrage ne sont-ils pas une historiographie critique de la pensée économique passée ? L'œuvre fondatrice de l'économie politique classique trouve à être interprétée dans les termes d'une *histoire* de la *richesse des nations*, chaque mot prenant son importance et se dressant à l'encontre de l'interprétation ricardienne (puis libérale au sens de libre-échangiste) qui avait, c'est indéniable, *méconnu* cette dimension de l'œuvre de Smith. Les historicistes allemands adoptent ainsi une part des Lumières écosaisées mâtinées de considérations sur le passé et dénuées de leur côté abstrait. Ils les adaptent pour rénover la vieille « police » héritée de leur propre fonds, des *Kameralwissenschaften*. Roscher a besoin d'une méthode à cet effet, il la trouve chez les historiens.

1.2 – Théorie de l'histoire et méthode des parallèles : de Gervinus à Roscher

J'ai considéré la politique comme la doctrine des lois du développement de l'État ; l'économie politique et la statistique comme des aspects de la politique et des branches particulièrement importantes et par conséquent élaborées de manière particulièrement détaillée. J'ai réfléchi chaque loi de développement à travers la comparaison des âges des peuples que je connais. [...] Ma science de l'État [*Staatslehre*] se fonde sur des études préalables d'histoire universelle⁹.

Cette déclaration d'intention ouvre son *Inauguraldissertation*, que Roscher fait porter sur Thucydide et où il met au point sa méthode propre de recherche en économie. Il devait en réitérer le programme

[9] Wilhelm Roscher, *Leben, Werke und Zeitalter des Thukydides*, Göttingen, 1842 @, p. VII. Nous traduisons.

dans l'introduction de son *Histoire de l'économie nationale*, déjà citée, publiée deux ans plus tard, et qu'il allait actualiser ensuite sans jamais plus modifier ces fondements. Ce sont ceux qui forment la base de l'historicisme économique. Karl Knies ou Bruno Hildebrand devaient certes y repérer assez tôt des difficultés, mais l'apparente fécondité des résultats comme l'adéquation profonde de cette attitude au modèle académique l'emportèrent toujours – du moins jusqu'au renouvellement de l'école en «jeune école», une génération plus tard. Roscher n'inventait d'ailleurs pas sa méthode ; il la reprenait d'un cadre où elle s'était développée précédemment, à l'extérieur des considérations d'économie. L'École de Göttingen avait forgé un outil d'investigation historique de premier ordre avec Gottlob Gervinus qui l'avait formulée et appliquée vers 1830. À Göttingen, il utilisait lui-même des idées tirées de l'œuvre de Friedrich Christoph Dahlmann. Roscher s'inscrivait de la sorte dans une tradition ; l'innovation roschérienne fut de l'appliquer à l'économie.

La méthode consiste dans une «construction de parallèles» (*Parallelismenbildung*) pour rechercher des trames significatives et répétitives dans le cours des événements. L'entrecroisement des références est censé permettre de garantir la reconnaissance de critères pertinents pour l'interprétation de régularités pouvant alors apparaître comme autant de «lois». Ainsi, Dahlmann écrivait :

Le résultat méritoire d'une comparaison des âges est de différencier avec un regard plus assuré les constructions nouvelles nécessaires des innovations qu'on imagine sans cesse, que ce soit par frivolité, ou par ennui¹⁰.

Roscher trouve dans la «comparaison des âges» un critère pour faire le départ dans les termes neufs de l'économie classique importée alors depuis la fin du siècle précédent. L'étude comparée doit être la pierre de touche de leur validité dans l'application aux époques de l'histoire allemande. Mais quelle garantie offre ce critère ? Gervinus avait franchi un pas décisif en faisant reposer la justesse des choix effectués sur la cohérence de l'histoire parcourue dans son ensemble

[10] Friedrich Christoph Dahlmann, *Politik*, Göttingen, 1835, p. 236. Nous traduisons. Les nouveautés dites «fantaisistes» n'ont pas bonne presse ! Notons comment l'ennui ou la frivolité apparaissent : si les hommes n'épousent pas les bonnes méthodes et études, ce sont là les causes, un manque de sérieux invoqué comme reproche ici comme chez Fichte.

(«*die Geschichte in seinem ganzen Umfange durchwandert*»). La vision synoptique permettrait de discriminer entre les lois nécessaires et les variations «frivoles» pour reprendre l'incrimination. Si les auteurs «sérieux» posent ainsi, on n'en lit pas moins la formulation d'une méthode compréhensive et comparative : pour décrire le développement des peuples et des États, on trace le tableau en s'aidant des seuls faits avérés, le témoignage, le souci de la source vérifiée deviennent essentiels. Aussi Gervinus reprochait-il à la *philosophie* de l'histoire son absence de preuves empiriques ; il entend s'approcher de la réalité effective des événements par la reconstruction à quoi tend son enquête.

Il écrit que «[sa] théorie aurait une signification similaire à une histoire de l'État, [son] histoire de l'État à une philosophie de l'histoire et elle deviendrait la pierre fondatrice la plus nécessaire à une philosophie de l'humanité ou, ce qui revient au même, de l'homme». Le vocabulaire trahit une ambiguïté constitutive du discours : «La politique scientifique pure ne doit être rien qu'une philosophie de la partie politique de l'histoire, comme l'esthétique devrait être la philosophie de l'histoire de la poésie¹¹.»

Mais dès lors que les expressions choisies par Gervinus ne convenant plus à un discours d'économiste étaient abandonnées par Roscher, l'écart par rapport à toute philosophie était assumé et la recherche s'installait dans un domaine sciemment plus éloigné de toute intention «philosophante». Dire pourtant que le monde préparé par Roscher allait être celui, désenchanté (*entzaubert*), dont devait, à l'autre bout de l'entreprise historiciste, parler Max Weber, serait cependant anticiper son déroulement. Roscher reste profondément religieux et la narration faite toute d'empirisme n'est pas absolument prosaïque¹².

Tout en l'adaptant, Roscher n'abandonne nullement l'ambition de fond, à savoir de retracer l'histoire complète des us et des coutumes,

[11] Gottlob Gervinus, article des *Literarische Untersuchungsblätter* (1838) in *Gesammelte kleine Historische Schriften*, Karlsruhe, 1836-1838, vol. VII, p. 596.

[12] Menger allait aisément plus tard trouver à reprocher des éléments de romantisme poétisant qui passèrent de fait de la narration historique au façonnage de textes d'économie encore très littéraires : l'appendice IX des *Recherches sur la méthode* sur la «soi-disant direction éthique en économie» se clôt sur la dénonciation des échos moyenâgeux dans les textes historicistes. Carl Menger, *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politische CEkonomie insbesondere*, Leipzig, Dunckler & Humblot, 1883, p. 288-291 ; trad. Campagnolo, *Recherches sur la méthode dans les sciences sociales et en économie politique en particulier*, Paris, Éditions de l'EHESS, p. 377-379.

des pratiques et des réalisations régulières dans le champ économique – comme les juristes historicistes le faisaient de la jurisprudence et méritent des éloges qui leur valent une domination bientôt assez complète des facultés de droit. L'empirisme assumé doit selon Roscher prouver assez la scientificité de l'entreprise et la validité d'une conception globale qui rapporte alors le discours économique à une généralité *de faits*, contre l'universalité de principe des Lumières, contre l'«abstraction» que celle-ci est censée manifester. L'histoire selon Gervinus était un art d'interprétation étendu à l'ensemble des faits humains, dans lequel il existe un sens (une orientation) ; si la poésie y est convoquée, c'est en raison de la nature littéraire de l'exercice car la liberté de l'historien est en somme analogue à celle de l'artiste qui recompose son sujet. Chez Roscher, cette liberté devient plutôt, si l'on poursuit l'analogie, celle du critique d'art qui analyse le travail de composition pour en trouver des règles intangibles, le fait empirique demeurant la mesure et la preuve de la scientificité et de la supériorité par rapport à l'abstraction classique. Après Gervinus, Roscher propose une matrice scientifique où la création suit l'enquête.

D'ajustement en ajustement, depuis la simple comparaison à l'accumulation des faits retrouvés à propos des événements, à leur généralisation à une enquête comparative étendue, la définition de critères de pertinence a-t-elle progressé ? Les auteurs historicistes le pensent. Et de Dahlmann à Roscher, une méthode a été forgée dont l'analogie est hautement revendiquée avec la jurisprudence. Le point est discutable (et il le devait l'être violemment par Menger dans la querelle des méthodes), mais il obtient longtemps gain de cause et augure d'un grand succès académique. Chez les juristes, Savigny est entre-temps devenu le maître de l'université de Berlin ; il éclipsa Hegel, au moins quant à l'influence interne au monde académique.

La méthode de Dahlmann et de Gervinus était conçue pour la politique en particulier, mais Roscher prend l'économie pour objet, une fois convaincu que le déroulement historique suit au moins autant la production des biens dans le cours des civilisations que celle des conquêtes militaires. En triant le matériau historique de Gervinus, Roscher entend laisser demeurer les seuls faits probants d'une évolution comparative démontrable :

Pour extraire de la grande masse des apparences l'essentiel, ce qui est régulier selon des lois, but dans lequel tous les

peuples disponibles doivent être comparés les uns aux autres, la prise en considération est économique [*in wirtschaftlicher Hinsicht*]¹³.

L'économie historique devait avoir ses régularités, et donc ses *lois*. En cela, elle allait pouvoir rivaliser avec l'économie classique, avec l'avantage de prouver ses points de manière plus empirique. Roscher ne transigea jamais sur l'exigence de fournir des lois, son ambition demeurerait théorique – et c'est ce que la jeune École allait lui reprocher comme un manque de cohérence que l'accumulation des preuves ne suffisait pas à soutenir.

Pour avoir des démonstrations, puisque ces lois ne peuvent pas être connues selon la méthode historique avec la précision voulue par le seul truchement du raisonnement universel et abstrait, c'est à des opérations d'induction qu'il faut recourir, ainsi surtout qu'à la méthode chère à Roscher de la «construction de parallèles».

La *Parallelismenbildung* permet de dépasser la variation des circonstances, qui sont en effet changeantes avec le temps, mais qui n'empêchent pas de déterminer des régularités. Le pari de Roscher est en somme qu'à terme, moyennant des études suffisantes et satisfaisantes, l'ambition théorique doit être mieux accomplie ainsi que par l'abstraction chez les auteurs classiques. Elle doit ainsi permettre de corriger également leur libéralisme, causé en somme par un manque de données factuelles et la confiance excessive dans le raisonnement qui en résulte.

À terme, toutefois, l'ambition théorique apparaît soluble dans la description historiciste jamais achevée du monde économique. Ce n'est qu'à terme cependant que la chose apparaît, même si elle n'a pas (encore) disparu dans les monographies directement inspirées par Roscher. Cette orientation de la réflexion économique allait se renforcer à chaque étude.

Elle n'était d'ailleurs pas sans arguments : les études de terrain donnaient de la chair à une analyse très sommaire dans les textes classiques, en particulier ceux des traités et des catéchismes de vulgarisation. Les abrégés des descriptions qu'on trouvait chez Smith, déjà moins chez Ricardo, ne laissaient des théorèmes classiques

[13] Roscher, *Grundriss zu Vorlesungen über die Staatswirtschaft nach geschichtlicher Methode*, op. cit., Avant-propos, p. IV.

que le squelette irrémédiablement condamné à tout ignorer des événements de la vie économique réelle des peuples. La méthode historique (*die historische Methode*) visait à combiner dans une approche élargie les bénéfices des deux types de savoir ; c'est aussi pourquoi les auteurs historicistes pensaient moins infirmer l'économie politique classique que la compléter, voire en parachever l'entreprise.

La plupart des économistes allemands se convainquirent bientôt qu'ils cherchaient à dépasser le classicisme sans le réduire à la manière des libéraux manchestériens. Leur critique était *pratique* et le fait que l'Angleterre inondait les territoires germaniques de ses produits les conduisait à penser qu'il était temps de refaire son retard sur le savoir britannique et, dans ce but, de tenter d'*améliorer* la matrice qui avait légitimé de tels succès à une époque antérieure, dans le cadre d'une autre culture.

Ajuster la doctrine classique aux conditions réelles du peuple allemand, pour ce faire retrouver l'inspiration ancienne du monde germanique, notamment des auteurs caméralistes, et s'en remettre au génie de leur propre peuple qui devrait bien finir par se constituer de nouveau politiquement en une nation : tous ces thèmes se mêlaient en une synthèse effective si elle n'était pas toujours explicite, formant une matrice neuve dont les productions devaient permettre de réaliser l'objectif d'un renouveau dans un Saint Empire épuisé par les guerres, et reconduit à sa misère par la Restauration.

2 – Définition de l'espace économique et de l'espace national :

les difficultés et la chance de constituer économiquement une identité nationale

Les troupes de Napoléon et les produits de l'industrie britannique avaient tour à tour envahi les territoires allemands ; ils avaient en réaction suscité un renouveau national. L'École historique s'installa dans ce cadre et se développa parce qu'elle répondait à une attente profonde d'un peuple. Les limitations imposées par l'enclavement des principautés devenaient criantes pour qui prenait conscience du retard germanique. Les limites des manuels d'économie classique n'étaient parallèlement que trop patentes. Fonder une action sur les éléments d'économie classique laissait tant à désirer dans le détail concret de toute action modernisatrice envisagée qu'une source de connaissance

adaptée à cette application toute différente était urgente. Le développement national, économique et politique l'appelait.

Roscher proposa la méthode historique qui s'imposa assez rapidement dans l'université aux niveaux d'étude supérieure, dès qu'il s'agissait de rédiger des mémoires d'étude et des monographies sur des sujets plus pratiques alors que les bases de la théorie classique continuaient d'être enseignées dans les premières années. Hors de l'université, d'autres auteurs tentaient de reprendre les fondations d'une compréhension vaste du système national d'économie politique.

Le plus célèbre d'entre ces auteurs fut Friedrich List. Sa définition d'un espace économique national veillant à protéger l'industrie, durant une première étape de son développement, joua un rôle essentiel dans la diffusion de l'argumentation qui aboutit une vingtaine d'années plus tard à une première union douanière (*Zollverein*), elle-même premier pas vers des unions plus larges et, enfin, l'unification nationale allemande. La visée ne fut dans ce cas ni scientifique, au sens où ce n'est pas la vérité, mais l'efficacité qui est recherchée, ni révolutionnaire, au sens où l'internationalisme de Marx ou les velléités démocratiques et sociales ne sont pas l'objectif, mais une unification nationale revendiquée comme telle. Pourtant la relation de réciprocité établie entre l'essor de l'économie et le cours de la politique fut essentielle en montrant que si la première sert les buts de la seconde, alors il faut inversement que le pouvoir comprenne qu'il doit promouvoir les forces économiques : l'espace économique défini comme national, la nation est le cadre des efforts économiques.

2.1 – Économie nationale et nationalisme économique : Friedrich List

L'ouvrage de List, le *Système d'économie nationale*, est, en 1841, contemporain du *Grundriss* de Roscher. Sa notoriété fut à bien des égards plus grande. Avant tout actif comme publiciste, List avait fondé, dirigé diverses associations à commencer par l'Association du commerce et de l'industrie, créé un journal qu'il dirigea, le *Zollverein Blatt*, feuille en faveur de l'union douanière qui eut un écho considérable à la fin de sa vie (il mourut en 1846), et multiplié les démarches auprès des industriels et des gouvernants. Son grand ouvrage avait été préparé par toute une vie d'activisme militant et d'entreprises aventureuses, dans divers États allemands, en France et en particulier aux États-Unis, orientée vers la promotion d'un nationalisme économique allemand. Au travers des multiples péripéties d'une

existence sur lesquelles nous ne reviendrons pas en détail, List n'avait cessé de débattre d'un sujet : « la liberté et les restrictions en matière de commerce extérieur, envisagées du point de vue historique », qui fut d'ailleurs l'intitulé d'une étude qu'il envoya en 1840 au *Vierteljahrschrift* (la *Revue trimestrielle*) où il se trouvait en accord avec les principaux enseignements de la doctrine caméraliste, mais l'appuyait sur l'expérience historique et une doctrine réaliste. La propagande de List accompagnait le mouvement historiciste.

List n'était toutefois pas membre de l'École historique, en ce qu'il n'était pas avant tout un universitaire. Certes, au début de sa carrière, dans le Wurtemberg, il avait été nommé professeur d'économie politique plus par un effet de son amitié avec le ministre Wangenheim que par vocation – au contraire, List se voulut toujours homme d'action. Il se fit élire député, multiplia les prises de position, tant et si bien qu'il fut condamné, dut s'exiler, une première fois à Strasbourg puis, après des péripéties qui le virent député de sa ville natale de Reutlingen, déchu de son mandat par ses pairs, exilé plus ou moins volontaire aux États-Unis, et citoyen américain (autant qu'un poste de consul des États-Unis à Hambourg le rendait tel).

À son retour des États-Unis, où il a exercé différents métiers mais s'était lié avec des personnages aussi haut placés que Henry Clay et Andrew Jackson, futur président, List reprend son activisme ainsi que la direction des instruments qui lui sont adéquats (association, journal, démarchage des autorités avec une intensité qui le ferait appeler de nos jours du nom de « lobbyiste »). Le but qu'il s'est fixé est de susciter une union douanière qui doit permettre à l'Allemagne de « décoller » économiquement. Son protectionnisme date d'avant son séjour américain, mais il l'a modelé sur l'exemple rapporté d'outre-Atlantique – auquel List avait lui-même pris une (modeste) part au travers de ses relations personnelles. L'antimodèle est au contraire la Grande-Bretagne pour laquelle List a nourri dès ses premières lectures une aversion marquée, qu'il renforce dans l'ancienne colonie devenue indépendante et entrée de nouveau en guerre (1812) avec l'ancienne métropole.

L'argumentation listienne est moins théorique que pratique – d'emblée, pour List, l'économie politique n'était pas née en 1776 : elle avait vécu dans les peuples, elle est vivante par les peuples et ne se résume pas dans des manuels théoriques organisés de manière méthodique

(List s'était cru plusieurs vocations dans sa jeunesse, et il était assurément plus ce qu'on appelle un «littéraire» qu'enclin aux exposés scientifiques). L'union douanière qu'il souhaite pour l'Allemagne est une affaire pragmatique : permettre de moderniser le pays en éliminant les barrières internes d'une part, et en en dressant contre les produits d'importation, en particulier britanniques, d'autre part. Le moyen en est une politique dirigée, libre-échangiste si besoin, mais plutôt protectionniste, selon les besoins de l'industrie¹⁴.

Quoique demeurant principalement hors de la sphère académique, List a déjà publié, soit sous l'impulsion de la Société de commerce et d'industrie dont il représente les intérêts en Allemagne, soit durant son séjour américain. C'est un auteur hétérodoxe dont la réputation est déjà grande (et sulfureuse auprès des autorités) quand paraît son ouvrage majeur de 1841. La série de lettres ouvertes dites *Lettres à Ingersoll*, du nom du correspondant (et mécène) américain de List, Charles Ingersoll, président de la Société de Pennsylvanie pour le progrès des manufactures et des arts, est une œuvre d'économiste, préparatoire au grand œuvre en ce qu'elles font voir les germes des idées-forces : approche sociale compréhensive plutôt que méthodiquement économique, approche dynamique de longue période plutôt que calcul de notions évaluables dans l'échange instantané. Ainsi le véritable gain du commerce est moins selon lui le bénéfice immédiatement réalisé dans la vente effective (agrégée au niveau de la balance des échanges d'une nation) que la somme des gains présents et de l'expérience accumulée par l'entrepreneur en vue de la réalisation de ceux à venir.

La conséquence est une vision perspective de l'histoire chez List, qui le conduit à tresser les louanges des peuples capables de sacrifice dans le présent pour viser la grandeur dans l'avenir. Or, la gloire passe par l'unification et la défense de l'indépendance : le parallèle entre l'histoire alors toute récente des États-Unis et ce que l'Allemagne devrait selon List réaliser se dessine clairement. Et List soutient le droit de chaque nation à utiliser à plein «son capital matériel et son capital intellectuel». Jackson le nomma consul des États-Unis à Hambourg en 1830. L'agitateur en faveur du *Zollverein* peut repasser les frontières,

[14] C'était déjà la politique que le président Hamilton, bien avisé, avait menée pour la jeune nation américaine : List allait souvent se référer à l'expérience vécue aux États-Unis, cette autre nation qui se modernise en parallèle.

et prôner un protectionnisme adapté, tout en restant favorable au libre-échange quand les termes de l'échange ne sont pas en principe nettement défavorables à l'un des partenaires – en d'autres termes, l'Allemagne ne devrait rivaliser avec la Grande-Bretagne qu'une fois qu'une unité douanière suffisante par rapport à l'extérieur, avec des capacités productives compétitives à l'intérieur, serait effective : List cherche moins à invalider les thèses classiques qu'il ne destine son discours à favoriser l'éducation progressive visant l'industrialisation allemande.

Dans la théorie du commerce international, si la théorie des avantages absolus de Smith et celle des avantages comparatifs chez Ricardo sont des obstacles à la réalisation des avantages de l'union douanière, List pense qu'il faut les écarter. Il est en accord avec ce que les nouveaux entrepreneurs allemands demandent, à savoir cette protection temporaire face à la concurrence des marchandises anglaises, le temps de se hisser à leur niveau pour les battre à leur propre jeu. Les mêmes avaient été les soutiens de List avant son exil, mais le temps a passé, leur poids s'est accru, et ils allaient devenir suffisamment compétitifs pour assurer l'essor industriel. L'idée est qu'il serait alors toujours temps de baisser les droits de douane : ce discours pragmatique s'assume *en deçà* de la théorie et insiste sur l'éclairage que l'histoire peut apporter dans l'action et dans ses conséquences pratiques. List les prend en compte pour une politique économique d'ajustement anticipé, tout en critiquant le « principe cosmopolite » qu'il assigne à Smith, Ricardo et leurs suiveurs, ainsi le comte Pellegrino Rossi avec lequel List ferraille, même s'il lui montre de la sympathie, à propos de la question mise au concours de l'Académie (française) des sciences morales et politiques en 1834, qui montre toute l'actualité et l'importance attribuée au sujet dont il est question :

Lorsqu'une nation se propose d'établir la liberté du commerce, ou de modifier sa législation sur les douanes, quels sont les faits qu'elle doit prendre en considération pour concilier, de la manière la plus équitable, les intérêts des producteurs nationaux et ceux de la masse des consommateurs ?¹⁵

Pas plus au concours que dans ses écrits antérieurs, List n'avait démontré de position théorique conforme avec le savoir dominant, ou

[15] La question fut posée par le baron François-Charles Dupin, jouissant d'une certaine célébrité. Le jury comportait le comte Rossi, La Borde, Villermé, ancien ministre et Passy. Aucun

assez cohérente pour se poser en tant que telle. La raison n'était toutefois pas seulement le manque réel d'érudition académique de l'auteur dans le domaine, mais aussi son refus affirmé de concevoir une théorie devant valoir en tout temps et tout pays. Le *Système* de 1841 ne devait pas plus être conçu de plain-pied avec les traités existants de l'économie politique classique. List s'opposait à eux et demandait à être jugé par les effets. Il est aisé de voir sur quels points List a pu trouver une large approbation populaire d'essence *politique* nationaliste, le soutien des entrepreneurs, qui ont grand avantage à la protection de leurs industries, mais aussi le soutien d'une part dissidente du monde académique, celle des historicistes allemands, auquel il demeure cependant étranger, mais dont les positions convergent dans une certaine mesure.

Si la formation universitaire allemande reste en effet libérale dans les premières années de l'enseignement universitaire de base (en attestent des manuels comme celui de Karl-Heinrich Rau, réédité neuf fois durant le XIX^e siècle et qu'on peut tenir pour caractéristique des matières étudiées), l'orientation historiciste croît avec le niveau des études, de sorte qu'un même souci *pratique* allait inspirer tout ensemble nombre de professeurs, de décideurs industriels et politiques, les partisans de la Ligue pour l'union douanière et les patriotes «libéraux-nationaux». List portait leur voix commune : son talent résidait indiscutablement dans sa capacité à assurer sa propre publicité et celle des thèmes qu'ils chérissaient ensemble.

Si la théorie classique décrit les conditions et les avantages du libre-échange et qu'elle le prescrit en conséquence, l'idée d'une détention exclusive de la légitimité scientifique par les disciples des classiques devait être d'abord mise en cause, pour être ensuite noyée dans la préoccupation croissante que suscitait le cas national allemand. La remise en question devait venir plus efficacement de l'extérieur, au nom de principes qui en appelaient à d'autres réalités. Cette tension produisait parallèlement une réforme du cadre des études académiques par le recours à la méthode historique voulu par Roscher. Devait ensuite le porter à son apogée, en niant la validité même de la théorie pour privilégier l'effort de constitution nationale dans le

prix ne fut délivré, mais bien après, «l'économiste Frédéric List» fut encore commenté, dans le rapport d'Eugène Eichthal lu à la séance du 15 mars 1913, et parue dans la *Revue politique et littéraire* du 29 mars 1913.

champ socio-économique au détriment de toute autre considération, un habile chef de file comme Schmoller.

Les idées de List répondaient à des préoccupations similaires, mais List les répandait de préférence hors de l'université. Toutefois, un accord concernant le jeu consistant à user du protectionnisme sur certains marchés et de l'ouverture à d'autres quand l'appareil productif paraîtrait apte à supporter la concurrence, voilà un sentiment que List le publiciste et Schmoller l'économiste s'employèrent successivement à répandre. Leur impact ne fut pas moindre que celui des théoriciens. Cela devait d'ailleurs devenir tout le problème de la pensée allemande... Car, si les historicistes continuaient de vouloir parler au nom de la science, List et ses disciples ouvraient, eux, la voie à un ton bien différent et leur objectif socio-politique outrepassait largement la question économique : List était un « avocat » (il a déjà été dit quel sens péjoratif le professeur viennois Menger donnait au terme), mais List s'assumait comme tel au nom d'une cause, celle de l'identité allemande. Son pangermanisme (mâtiné de sympathie pour la France, de respect pour les États-Unis et d'une hostilité irréductible contre la Grande-Bretagne) allait s'avérer redoutablement efficace. La protection ne permit certes pas seule de couvrir, en un demi-siècle, l'Allemagne d'usines, mais elle y contribua¹⁶.

2.2 – État et fonction d'entreprise dans l'Allemagne en voie d'industrialisation

Une représentation identifiant espace économique et espace national émerge dans les consciences allemandes au cours du XIX^e siècle. Pour forger une telle identité, le cadre académique était, certes, indispensable mais point suffisant. La transformation profonde alors en cours suscitait aussi les réactions d'industriels, d'administrateurs, d'hommes politiques : List fut un catalyseur et un des plus actifs porte-parole de leurs *desiderata* pour une Allemagne rénovée. Au-delà la sphère pro-

[16] Il ne faudrait pas que la postérité de ces mouvements nous induise en erreur encore aujourd'hui : List ne figurait ni parmi les conservateurs (il fut condamné dans le Wurtemberg, perdit ses postes et dut s'exiler pour son libéralisme, notamment sa demande de libertés comme la liberté de la presse), ni parmi les zéloteurs de l'Autriche impériale (dominante jusqu'à la bataille de Sadowa) ni ensuite parmi ceux de la Prusse. S'il incarne un nationalisme allemand du XIX^e siècle, c'est surtout la modernité observée aux États-Unis (le développement des réseaux de chemins de fer et de canaux, l'industrialisation accélérée dans les aciéries) et ses relations avec des hommes de pouvoir qui prouvèrent la réussite de ces thèmes qui lui fait prêcher le protectionnisme éducateur.

ductive et administrative, la problématique du rôle de l'État dans l'économie, en particulier dans la fonction d'entreprise, se trouvait posée.

La prégnance de la dimension du rôle du prince comme initiateur du développement dans le cas allemand a souvent attiré l'attention des historiens de l'économie ultérieurs sur le rôle économique de l'État. Il convient de le lire dans l'historiographie consacrée au développement économique allemand. Un point notable pour notre propos est le constat paradoxal d'une relative myopie à l'égard de la fonction d'entreprise dans ces textes. Il peut apparaître sous deux jours : soit du côté du réel objectif, on ne reconnaît qu'une faible part de la réalité des entrepreneurs dans la modernisation allemande, soit c'est du côté des observateurs que leur visibilité a paru limitée. Il s'agit ici simplement de noter ces points – ce n'est pas le lieu d'en donner une étude approfondie, mais seulement les aspects principaux nécessaires à la compréhension de l'évolution à retracer¹⁷.

En premier lieu (et le chapitre prochain le montrera encore), l'évolution de la structure sociale doit être notée : la faible place politique assumée par la bourgeoisie (et son rôle tronqué par l'échec de la révolution de 1848 après l'effervescence du *Vormärz*) et la politique économique forte de la monarchie prussienne se conjuguent en particulier pour diminuer le poids des réussites qu'on peut attendre de l'initiative de la part des entrepreneurs. Ce thème traditionnel de l'histoire économique allemande souligne un point en rapport direct avec le protectionnisme éducateur de List, à savoir que l'apprentissage du marché moderne par les agents économiques ne peut que rester embryonnaire tant qu'il se déroule dans un pays enclavé, mal desservi et grevé par le coût des transports. Fort de son expérience américaine (une mine de houille qu'il exploita et qu'il voulait faire desservir par le chemin de fer), List avait d'ailleurs des projets ferroviaires pour l'Allemagne. Il en fut question en Bavière, mais surtout en Saxe, lorsqu'il publia la brochure *D'un système de chemins de fer saxon comme base d'un système allemand, et en particulier de l'établissement d'une voie ferrée de Leipzig à Dresde*¹⁸.

[17] On trouvera une introduction à l'étude de ce sujet dans Michel Hau, *Histoire économique de l'Allemagne, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Économica, 1994.

[18] Les démarches faites auprès du roi de Bavière par des partisans des chemins de fer avaient été vivement discutées, des lettres de List publiées dans la *Gazette d'Augsbourg*, l'une adressée au roi, mais au total l'entreprise jugée hasardeuse par les milieux conservateurs, qui eurent gain de cause. Celles concernant Leipzig eurent plus de succès. Mais le

Alors que le monde universitaire avait, dans une certaine mesure, pris une conscience relative des difficultés à entrer dans la modernité, la population (y compris ses classes dirigeantes...) devait être accoutumée à l'entreprise de modernisation. Si un certain enthousiasme devait être insufflé, toutes les entreprises ne pouvaient pas réussir... Et peut-être en était-il mieux, au moins parfois, ainsi? Plus généralement parlant, dans ces territoires allemands promis à un bel essor, certains souverains furent timorés, certaines populations ingrates, mais certaines entreprises étaient assurément aventureuses. Quoi qu'on pense d'un raisonnement contrefactuel discutable, l'historien Michel Hau a estimé que «si l'on pouvait faire le compte de toutes les entreprises inconnues qui ont fait faillite, on constaterait sans doute que la rationalité économique n'était pas nécessairement du côté de l'entrepreneur¹⁹».

La propagande pour le désenclavement intérieur (pour l'établissement de lignes de chemin de fer, la construction de canaux, comme celui de l'Elbe à l'Oder que Goethe, déjà, avait en tête dans ses *Conversations avec Eckermann*) se double de celle pour la relative fermeture protectionniste des frontières aux produits d'importation : les conseillers du prince apportent alors leur contribution à la modernisation. Les publicistes sont-ils plus efficaces que les universitaires? Les entrepreneurs n'ont pas toujours gain de cause, car il s'agissait bien de susciter une politique d'impulsion actuelle aux secteurs professionnels neufs, pas seulement de représenter des avantages pour un développement futur.

Et si l'interventionnisme était déjà ancré dans des domaines traditionnels comme la formation technique professionnelle, et la diffusion de décrets sur les techniques manufacturières pour assurer une standardisation bénéfique, le potentat local dépendait lui aussi de ses propres ressources. Un principule ne pouvait pas toujours exercer son influence sur de nouveaux terrains à lui encore plus inconnus qu'aux innovateurs potentiels. Mais les monarques d'États dignes de ce nom avaient les moyens d'agir là où les agents privés ne le pouvaient pas : dans les cas d'investissements trop lourds à effectuer, dans la préparation d'infrastructures d'abord peu rentables en

temps avait passé, les initiatives avaient évolué. List fut victime du succès dans le second cas, une cabale s'ourdait contre lui.

[19] Hau, *Histoire économique de l'Allemagne, XIX^e-XX^e siècles*, op. cit., p. 272.

elles-mêmes mais devenues indispensables (tels les chemins de fer), etc. Avant même que l'augmentation corollaire du prolétariat ne pût nourrir la social-démocratie révolutionnaire naissante, dans les plus avancés et les plus puissants des États allemands (la Prusse assumant incontestablement un rôle de chef de file), un accord implicite pouvait ainsi émerger entre les élites économiques, administratives et politiques, sur la représentation tant économique que politique de l'identité nationale en cours d'unification, un accord qui tranchait par son ton national et libéral sur la vision libérale-classique. Cette dualité recoupaît une distinction entre deux orientations du cours du capitalisme :

Si l'on compare le capitalisme allemand avec le capitalisme anglais, on remarque la disposition des entrepreneurs allemands à se plier à des réglementations élaborées dans le cadre de la profession. Au XIX^e siècle, ils parviennent mieux que leurs homologues anglais à concilier la valeur bourgeoise de la liberté individuelle avec le sens de l'efficacité des organisations collectives et le souci de la moralité des affaires. Cette soumission à des codes de bonne conduite est génératrice de réduction des coûts et joue, de ce fait, un rôle stimulant dans l'industrialisation. Paradoxe d'une situation où des comportements dictés par des croyances traditionnelles accélèrent la croissance économique et, par là, la modernisation de la société allemande²⁰.

En d'autres termes, deux « mondes éthiques » (au sens de Hegel) étaient ainsi possibles pour une même histoire de l'essor du capitalisme : d'une part, notamment en insistant sur la lutte ouverte pour partager profits et salaires, la conception ricardienne sur laquelle se fonde Marx – et dont Engels souligne de son côté au même moment, la dureté dans *Les classes laborieuses en Angleterre* –, d'autre part, la vision d'une coopération administrée des entrepreneurs et des travailleurs qu'ils regroupent, sous la tutelle vigilante d'un gouvernement soucieux de renforcer la nation allemande, éventuellement par l'unification. Différence existe dans les faits. L'organisation matérielle, le rôle de l'État dans les investissements en premier lieu, et les représentations mentales conscientes (du rôle de l'entrepreneur, de sa relation à ses ouvriers, de la subordination à des règlements) sont en cause. En définissant des règles pour les agents et en soutenant les

[20] Hau, *Histoire économique de l'Allemagne, XIX^e-XX^e siècles*, op. cit., p. 286.

entreprises privées que la concurrence britannique aurait taillées en pièces dans un premier temps, l'État (en particulier la monarchie prussienne) pouvait se trouver à l'origine d'une économie en partie administrée pour des succès qui requéraient alors un marché de plus en plus vaste : l'union douanière et politique s'imposait. L'École historique infléchit ses méthodes et ses thèmes, l'activisme d'un List trouvait son public.

2.3 – De l'« ancienne » à la « jeune » École historique : Hildebrand, Knies et les difficultés de la méthode révélées

De facto, l'École historique académique légitimait par ses recherches, voire sa seule existence, la quête d'un régime national qu'elle allait contribuer à édifier, puis à stabiliser. Elle devait cependant aussi en révéler des difficultés. En particulier, dans la voie inaugurée par Roscher, la méthode historique suscita des difficultés internes qui ne doivent pas être négligées. À la suite de Roscher, les membres de l'École historique fondèrent un domaine de recherche commun à la fois économique et historique : les relations entre État et société civile en formaient l'objet. À cette interrogation moderne, l'ancienne science indifférenciée de la *police* ne convenait plus – montrons cette disparition de l'ancienne *Polizeiwissenschaft* au bénéfice de la matrice historiciste moderne qui allait se diviser en une « ancienne école », celle que Roscher avait inaugurée, et une « jeune école » qui allait relever les points préoccupants dans les résultats de la précédente, afin de proposer ses propres solutions, au prix de modifications substantielles l'écartant de plus en plus définitivement de la matrice de l'économie politique classique.

Roscher avait eu conscience de changer ainsi l'objet du savoir dans ses *Conférences sur l'économie politique* programmatiques de 1843 que nous citons en entame de ce chapitre. Tout en cherchant à connaître le passé national comme la source légitime de toute connaissance économique de quelque valeur dans le détail des indications qu'elle pouvait fournir, Roscher reconstruisait inévitablement ce passé dans la perspective du monde en évolution dont il était contemporain. Le but de l'entreprise historiciste portait en vérité sur les transformations contemporaines de l'Allemagne, notamment sur l'État modernisé. Or, si la théorie classique parut d'un secours limité pour rattraper le fameux « retard allemand », Roscher ne proclamait pas pour autant l'inutilité de la théorie *per se*, voire de toute théorie – au contraire, il souhaitait en somme la parachever en lui donnant les moyens d'une

application effective à la réalité. Mais on pouvait douter cependant de la pertinence de sa prétention à conjuguer les résultats des théorèmes classiques « abstraits » au récit renouvelé du passé national.

Les disciples les plus clairvoyants de Roscher comprirent qu'un choix douloureux inévitable pour la cohérence du discours historicistes s'imposait : il fallait soit assumer le classicisme dans une partie de son abstraction, soit y renoncer et s'engager résolument dans un relativisme historique. Mais il fallait alors, dans le second cas, renoncer à toute ambition de trouver des « lois naturelles » (*Naturgesetze*) de l'évolution économique des peuples. Karl Knies et Bruno Hildebrand furent pris dans cette alternative. Ils marquèrent le point haut des débats à ce sujet et des solutions qu'il était possible d'adopter. L'infléchissement de l'École vers un tel renoncement, sans pourtant s'y résoudre encore, ni sortir déjà de la double contrainte roschérienne, était déjà en germe dans leurs travaux.

Hildebrand comprit que, dans ce cadre, il valait mieux renoncer à formuler des « lois naturelles » de l'activité économique des hommes. Un parcours parallèle à celui de Roscher dans ses débuts le conduisit à exposer sa méthode en 1845 sur un sujet d'histoire ancienne, présentant les textes économiques de Xénophon et d'Aristote²¹. Suivit la rédaction d'une *Économie nationale du présent et de l'avenir* (*Nationalökonomie der Gegenwart und der Zukunft*) qui fit date (1848). De l'histoire grecque, Hildebrand retint pour son approche et l'absence de subjectivisme tant du côté de l'observation de la part du savant qu'au sein de l'agent lui-même, et que les Grecs auraient refusé de définir l'individu en dehors de la Cité – hormis des caractères exceptionnels, mais ceux-ci sont précisément des demi-dieux, tel Héraclès, ou des demi-hommes, tels les faunes.

Le point de savoir si l'homme, animal politique, peut préexister à sa Cité devient bientôt une question aisément résolue par la négative dans la vulgate post-aristotélicienne de l'université allemande du XIX^e siècle (le point allait être discuté explicitement, avec explication de texte du Stagirite, ultérieurement par Menger²²). Aussi étonnant

[21] *Xenophontis et Aristotelis de œcon. publ. doctrinae illustrantur*, Marbourg, 1845. Il devait apparaître seulement plus tard que les textes d'Aristote étaient assurément apocryphes ; mais ils lui restèrent attribués encore longtemps et Menger allait être victime de la même erreur philologique.

[22] Voir le premier chapitre de la partie III de cet ouvrage.

que cela puisse sembler, ce point de vulgate devient un argument historiciste essentiel pour justifier la méthode que Hildebrand prône, qu'il appelle un *collectivisme méthodologique* (*Kollektivismus*) et qui consiste à envisager le tout du développement de l'histoire de l'humanité sous l'aspect économique des degrés de civilisation matérielle des peuples, c'est-à-dire selon un concept exactement antagonique de l'*homo economicus* du XVIII^e siècle écossais qui représente les traits caractéristiques d'un homme générique supposé universel²³.

De même que Roscher recourait à une analogie avec l'école de la jurisprudence, Hildebrand élabore une « doctrine des lois du développement économique des peuples » (*Lehre von den ökonomischen Entwicklungsgesetzen der Völker*) et de leurs degrés de civilisation qui doit beaucoup aux vues de Wilhelm von Humboldt et ses émules, quant à la science du langage (*Sprachwissenschaft*) qui distingue des étapes de leur évolution, d'une part, à Johann von Herder, d'autre part, pour ses *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité*. Les couches, ou étapes de développement (*Entwicklungsstufe*) de Hildebrand au XIX^e siècle se calquent sur ces modèles respectifs de la fin du siècle précédent de la linguistique naissante et du romantisme philosophique.

Smith et les classiques avaient daté d'une époque antérieure des Lumières, avant le mouvement du *Sturm und Drang*. Et leurs suivants méconnaissaient ce mouvement qui, non seulement était né en Allemagne mais s'appuyait sur une dimension collective des actions économiques que la matrice classique négligeait sciemment : même au sein des classes dont Adam Ferguson reconnaissait l'existence, les actions restaient individuelles. Les groupes visés par Humboldt, Herder, Hildebrand sont au contraire des « collectifs » où émergent des phénomènes impossibles sans eux (ce qui est typiquement le cas

[23] L'histoire de ce concept des plus célèbres passe par le moment du repoussoir historiciste. Pourtant Roscher soulignait combien Smith recourait lui-même à l'histoire des peuples en tant que telle dans la *Richesse des nations*, qui porte bien son nom. Hildebrand témoigne *a contrario* que l'œuvre de Smith fut interprétée dans un sens quasi exclusivement libéral qui assura le succès de Smith, et conduisit les partisans de systèmes nationaux, comme List ou lui-même à se représenter en lui leur adversaire par excellence. Sur l'histoire du concept, nous renvoyons le lecteur à Pierre Demeulenaere, *Homo economicus : enquête sur la constitution d'un paradigme*, Paris, PUF, 1996. Voir aussi le collectif dirigé par Raphaël Chappé & Pierre Crétois, *L'homme présumé*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2014.

du langage qu'un homme isolé n'acquiert pas). Hildebrand voit cette correction comme un apport à l'analyse classique qui resterait acceptable et légitimerait l'ambition de fonder sur une matrice classique le savoir historiciste – et avec lui, les règles pour une évolution de l'Allemagne contemporaine.

Pourtant, quinze ans plus tard (1863), le ton de Hildebrand a changé : les lois de la matrice classique qu'il n'admettait que sous la condition de reconnaître, paraissent définitivement exclues : « La science de l'économie n'a pas affaire à des lois naturelles, comme la physiologie des organismes animaux, ou d'autres champs des sciences de la nature²⁴. »

En tenant ferme la pratique historienne et en abandonnant les lois naturelles, Hildebrand s'est entre-temps séparé des vues qui prennent l'analogie organiciste du développement du peuple du point de vue quasi physiologique d'un « organisme social » naturalisé. Hildebrand s'en tient à l'histoire, où les *Entwicklungsstufen* occupent alors tout le champ de l'économie :

Son résultat [celui de l'économie politique] consiste à explorer le déroulement du développement économique national aussi bien que celui des peuples particuliers, que de l'humanité entière, étape par étape²⁵.



Un autre auteur allait être conduit à débattre des méthodes l'École historique, mais il allait montrer ses impasses plutôt que la conviction absolue dans une solution aussi péremptoire. Les problèmes de méthode occupent la plus grande part de l'œuvre de Karl Knies, alors même que tant d'autres auteurs historicistes se contentent de rédiger d'imposantes monographies suivant les principes édictés par Roscher ou Hildebrand. Knies n'entend pas s'accommoder des obscurités sur la nature des concepts collectifs concernant les objets (et en conséquence, la nature même) de la science – ce que Roscher laissait assez prudemment de côté. Soucieux de ne pas renoncer à l'existence de lois naturelles, Knies rencontrait dans son parcours toutes les difficultés que les critiques ultérieurs devaient reprocher à ce courant. Avant Weber, il en entama donc une critique, et s'il n'acheva pas celle-ci, il

[24] Bruno Hildebrand, *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1863, n° 1, p. 3.

[25] *Ibid.*, p. 145.

laissa le champ libre à Schmoller qui, confronté aux mêmes obstacles, trancha le nœud gordien en portant une condamnation «finale» contre la théorie classique.

Knies refusait toute discussion oiseuse sur la justesse du vocabulaire utilisé par Roscher. S'il le tenait pour souvent inadéquat, il tenta plutôt de définir le difficile point d'équilibre entre naturalité et historicité dans le champ économique. En adoptant la perspective d'un tout unifié de la science économique, Knies cherchait à fonder le discours historique en démontrant qu'il fallait d'abord formuler des postulats clarifiés qui seraient, dans un second temps, validés (ou non) par les résultats des enquêtes. Knies voulait en somme inverser le regard de l'historien pour qu'il ait à *valider* des hypothèses formulées *a priori*, plutôt que de se lancer à l'aventure afin de découvrir des lois censées apparaître selon des investigations certes poussées mais sur des critères discutables. En d'autres termes, Knies entendait forger les éléments d'une sorte d'*expérimentation historique*.

Sa démarche était neuve. Quoique vouée à l'échec, car ne correspondant ni à la pratique de l'École, ni à une réforme méthodologique insérable dans le mécanisme roschérien, cette investigation méthodologique approfondie devait avoir de profondes répercussions sur la théorie de la connaissance. Une enquête de ce genre devait-elle nécessairement conduire à invalider l'entreprise de l'École historique même? Knies n'en avait du moins pas l'intention; il s'en regardait comme un membre et il souhaitait la perfectionner, non la condamner. S'il avait entrepris de concilier la définition rigoureuse des postulats de l'économie politique avec les traits du réalisme empirique et de l'approche holiste (ou «collectiviste» selon le terme forgé par Hildebrand), il jugeait ces aspects compatibles. Mais en avançant à son tour des «lois empiriques» de l'économie, il laissait éclater l'ambiguïté héritée de Roscher²⁶.

D'autres œuvres encore, comme celle de Karl Bücher par exemple, eurent une position et un rôle intermédiaires entre l'École roschérienne originelle et la «cure de rajeunissement», en particulier du point de vue institutionnel, qu'allait lui imposer Schmoller. Ces

[26] Si l'on songe au succès dont devait jouir au siècle suivant le critère de falsification de Karl Popper, il est regrettable que Knies (qui ne l'avait naturellement pas émis) ait ainsi échoué dans sa réforme.

auteurs²⁷ déployèrent des convictions forgées dans la pratique de l'économie historique, dans le but de démontrer que la pluralité des discours historiques demeurait possible, mais ils échouaient également quasi systématiquement à résoudre les difficultés qui apparaissaient, se réfugiant alors dans les compilations de connaissances déjà accumulées.

Pour Schmoller, toutes ces tentatives demeuraient insuffisantes par leur ambition et leur construction même. Non seulement il jugeait qu'il fallait au moins s'appuyer désormais sur des enquêtes de terrain de l'Allemagne contemporaine, mais Schmoller avait en effet, lui, une prétention différente : il souhaitait non plus amender le domaine classique mais reconstruire à neuf l'édifice du savoir économique en son entier.

Il devenait alors impératif d'abandonner le style de l'ancienne école historique : il ne s'agissait plus de réviser la matrice classique dans sa version économique pour l'adapter mais de la rejeter pour qu'une matrice toute différente se forme d'où naîtraient des sciences sociales neuves. Or une telle science devait aller de pair avec une économie politique propre à la réalité germanique, forgée en son sein, de nature à la fois descriptive *et* normative, qui pourrait en décrypter les particularités et prescrire la voie de la gestion des ressources d'une contrée unifiée. Schmoller reformulait en somme le *Sonderweg*. Schmoller pensait pouvoir affirmer, à titre de constat sur la période de trente années précédente, que rien n'avait été véritablement accompli, car il était convaincu d'ouvrir lui-même une ère nouvelle.

[27] Une partie de la bibliothèque de Bücher peut être consultée dans les archives de l'université de Kyoto. Généralement parlant, un nombre non négligeable de fonds d'archives en sciences sociales, en particulier de langue allemande, sont aujourd'hui localisés au Japon, pour des raisons historiques liées aux bouleversements historiques depuis le XIX^e siècle. Nous en avons donné un répertoire, sans doute le plus exhaustif à ce jour, en allemand et en anglais : « Deutsche Archive In Japan Und Das Beispiel : Carl Menger Und Sein Verständnis der *Nikomachischen Ethik* Des Aristoteles– Mit Der Liste Deutscher Und Österreichischer Archive Von Sozialwissenschaftlern In Universitären Sondersammlungen In Japan », in Heinz Kurz (ed.), *Schriften des Vereins für Socialpolitik Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften*, Berlin, Duncker & Humblot, 2012, p. 131-177 et « Archives of Western Social Scientists in Japanese Collections, with Special Reference to the Kansai Area », with a list of the collections, in P. A. George (ed.), *Changing Global Profile*, Actes du colloque (mars 2009) à l'université Jawaharlal Nehru, New Delhi, 2010, p. 78-120.

3 – Gustav von Schmoller et la « jeune École historique »

De 1845 à 1875, Roscher, Hildebrand et Knies avaient fondé l'École historique qui se proposait d'ailleurs plus de corriger l'ancienne dogmatique que de construire un nouveau système²⁸.

Un demi-siècle après le *Grundriss* de Roscher, à la fois Menger puis Weber, de son extérieur et depuis Vienne pour le premier, du sein d'une « jeune » École historique complètement renouvelée pour le second, formuleront des critiques dirimantes contre elle. Ils avaient alors toutefois moins pour cible le fondateur des années 1840 (auquel Menger dédia son premier travail)²⁹ que l'évolution prise par l'École sous la conduite de Schmoller.

La seconde école d'économistes historicistes allait en effet finir par se heurter à de profondes critiques. L'apogée devait en être la fameuse querelle de méthodes qui n'allait s'éteindre véritablement qu'avec elle dans la Première Guerre mondiale. Si l'attaque venait de Menger, celui-ci avait été dépité de la mauvaise réception par Schmoller et les siens à ses *Principes d'économie politique* de 1871 puis à ses *Recherches sur la méthode* de 1883 et les insultes comme la polémique étaient des deux côtés³⁰.

Le point essentiel demeurerait (jusque dans les œuvres des héritiers autrichiens de Menger, comme parallèlement chez des historicistes

[28] Gustav Schmoller, *Ueber einige Grundfragen der Social-politik und der Volkswirtschaftslehre*, Berlin, Duncker & Humblot, 1898, textes de 1874 à 1897 ; trad. *Politique sociale et économie politique : questions fondamentales*, Paris, Giard et Brière, 1902, p. 312 @.

[29] L'épigraphe des *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* (1871) est un hommage à Roscher dont Menger a pu vouloir se présenter d'abord comme un continuateur mieux averti que les suivants historicistes allemands.

[30] Le feu avait déjà été mis aux poudres avant la fameuse recension par Schmoller de l'ouvrage de Menger : « Die Schriften von C. Menger und W. Dilthey zur Methodologie der Staats- und Sozialwissenschaften », *Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im deutschen Reiche*, 1883, p. 974-994. Souvent cité par les commentateurs sous le titre raccourci « Zur Methodologie der Staats- und Sozialwissenschaften », ce texte marquait le sommet de la confrontation, suscita de la part de Menger la série de lettres ouvertes : *Die Irrthümer des Historismus in der deutschen Nationalökonomie*, Vienne, Alfred Hölder, 1884 @. Essentiellement polémique, le texte de ces *Erreurs de l'historicisme* avait le tour exacerbé et personnel des débats *ad hominem*. Nous les citons abondamment dans le dossier formant la troisième partie de l'ouvrage comportant notre traduction de *Untersuchungen über die Methoden der Socialwissenschaften und der politischen Oekonomie insbesondere* (1883) : *Recherches sur la méthode en sciences sociales et en économie politique en particulier*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011.

«plus jeunes» comme Sombart et Weber, précisément) l'interrogation sur les pratiques scientifiques de la recherche pouvant exister au sein de l'historicisme. Knies et Hildebrand avaient signalé les problèmes : ils devaient reparaître ultérieurement, une fois l'école passée sous la férule de Schmoller – mais comme par une ruse de la raison l'économie se mua alors en une forme de sociologie économique comparative pour laquelle Weber joua un rôle fondateur.

Entre ces deux moments, c'est-à-dire entre la répudiation de l'ancienne école roschérienne, d'une part, et une «quasi-défaite» au final dans la querelle des méthodes, d'autre part, la «jeune École historique» de Schmoller et de ses disciples allait marquer son époque de son empreinte bien au-delà des cercles académiques. En effet, tandis que les successeurs directs de Roscher se confrontaient aux difficultés insolubles de marier l'enquête empirique sur les époques passées et les théorèmes classiques, dans le but somme toute paradoxal d'établir des lois *universelles* par la méthode de la construction de parallèles situés dans le temps et l'espace, Schmoller écartait tout bonnement ces questions au profit de l'interrogation sur les *motivations* économiques et les particularismes locaux du passé jusqu'au présent, pour viser l'organisation à venir de l'économie et de la politique sociale allemandes. À travers l'Union pour la politique sociale (*Verein für Socialpolitik*), il allait exercer ce pouvoir de légitimation scientifique bien au-delà, sur le pouvoir politique (du chancelier, de l'empereur), sans comparaison connue ailleurs.

Schmoller prétendait construire un nouveau système. Il renouvelait en tout cas assurément de la sorte non seulement l'École roschérienne, mais jusqu'à l'ancienne approche caméraliste même en privilégiant d'emblée une analyse en termes moraux – et donc certes individualisés (puisque la morale reste le fait de choix individuels) mais nationalisés (en raison de la culture inhérente à une civilisation, ces choix, quoiqu'individuels, sont censés valoir pour tous les membres d'un peuple).

Il paraît évident que cette vue allait à l'encontre de l'individualisme méthodologique causal strict mis en avant par Menger : l'opposition était irréductible entre deux hommes, deux styles et deux sciences. Le combat qui les opposa, le *Methodenstreit*, est connu³¹.

[31] Le troisième chapitre de cette partie et la suivante considèrent la question en la présentant à nouveaux frais quant à la perspective historiciste. La troisième partie de cet ouvrage est

Les positions sur lesquelles Schmoller allait guider la «jeune» École historique expliquaient également l'appellation, d'abord péjorative mais reprise par ses cibles, de «socialistes de la chaire» (*Kathedersozialisten*), alors même que ses membres n'avaient certes rien de révolutionnaire.

Les difficultés heuristiques de la matrice roschérienne une fois discernées (certes pas résolues), l'approche historique pouvait se renouveler par une autre voie, la conception de la communauté (*Gemeinschaft*) des individus moraux où la pratique de l'échange (économique) devait moins requérir d'abord la théorie que la compréhension d'une «disposition d'esprit» (*Gesinnung*), en l'occurrence populaire et nationale (allemande). L'«antithéoricisme» de principe qu'on peut attribuer à Schmoller³² peut se lire comme la simple conséquence de cette priorité accordée à la volonté morale (pratique) sur des théorèmes d'économie politique classiques récusés pour leur caractère abstrait.

Mais cette position de principe qu'on lit chez Schmoller, le plus souvent considérée comme ce qui devait mener son œuvre dans une impasse (qu'allait dénoncer Menger), est en fait moins profondément originelle au système qu'il avait à l'esprit que cette autre, à savoir l'idée que la rationalité économique de l'agent *incorpore* sa propre perception des valeurs morales et que celle-ci provient de sa culture (de sa civilisation, si l'on préfère cette traduction pour «*Kultur der Menschen*»).

L'idée de justice que se font les individus moraux, par laquelle débiter l'investigation doit donc s'approfondir donc par son articulation au sein des «communautés morales» que les agents humains forment dans une civilisation, afin de mieux saisir la signification de l'antithéoricisme de Schmoller.

consacrée à la pensée de Carl Menger. Pour un dossier très complet sur le *Methodenstreit*, nous renvoyons à notre présentation et commentaire de notre traduction des *Recherches sur la méthode* déjà citée.

[32] On peut accepter cette imputation sur la base de textes assez explicites même si certains écrits assez tardifs peuvent venir partiellement contredire la primauté absolue accordée à l'induction. Voir Vitantonio Gioia, «G. Schmoller e la 'Scuola Austriaca': l'analisi economica e il ruolo dell'induzione», in Michael Bock *et al.*, *Gustav Schmoller heute: die Entwicklung der Sozialwissenschaften in Deutschland und Italien*, Berlin-Bologna, Duncker & Humblot-H Mulino, 1989, p. 163-184.

3.1 – Le rôle joué par la question de la justice économique

«Suédois et économiste d'origine³³», titulaire en début de carrière de la chaire de *Staatswissenschaften* à l'université de Halle, Schmoller n'était pas historien de formation à la différence des membres de la «vieille École historique», ses prédécesseurs. Il fit carrière en Allemagne, notamment dans la capitale alsacienne, Strasbourg, devenue allemande après 1870, et il devint prussien de cœur pour finir sa carrière en maître incontesté régnant sur les disciplines économiques de l'université depuis Berlin où il mourut en 1917.

Schmoller n'observait donc plus l'Allemagne des «années de fondation» (*Gründerjahre*) au terme de sa carrière mais celle des usines couvrant des régions entières, où il sut voir l'organisation à venir du capitalisme autour de l'économie d'une société entièrement administrée par des bureaucraties, tant privées au sein des *Konzerne* et des *Kombinaten* que publique, sous l'autorité impériale. Ce n'était plutôt le monde d'entrepreneurs semi-artisans audacieux ni le jeu encore assez libre de leurs talents, mais un monde d'agents disciplinés définitivement dégagés du monde rural traditionnel³⁴.

Surtout, la Prusse avait depuis 1870 unifié l'Allemagne en un II^e Reich forgé sous la férule de Bismarck pour le compte des Hohenzollern. Dans ses effets, comme dans ses sources, l'unité allemande enfin réalisée a modifié les relations entre les agents économiques au sein de la nation. Mort en 1846, List avait triomphé à titre posthume. Selon Schmoller, il s'agissait d'orienter les consciences à partir de la monarchie moderne et la tension se situait désormais moins entre méthode naturaliste classique et empirisme historiciste qu'entre ce que réclament des hommes le calcul de l'efficacité économique ou leur conscience solidaire :

Je cherche à établir par une analyse scrupuleuse que le principe de causalité ne doit jamais nous amener à fonder la vie psychologique et morale sur des influences purement extérieures,

[33] Comme le rappelle Pierangelo Schiera, *Il Cameralismo e l'Assolutismo tedesco*, Milano, Giuffrè, 1968, p. 122.

[34] Cf. Gilles Campagnolo & Christel Vivel, «Before Schumpeter : forerunners of the theory of the entrepreneur in 1900's German political economy - Werner Sombart, Friedrich von Wieser», *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 19/6, 2012, p. 909-944 @ et «Power and Entrepreneurship in the Works of Sombart and Wieser», *Workings Papers of the International Center for Economic Research*, Turin, 2011 @.

qu'il faut admettre la responsabilité personnelle, parce que tout homme a le sentiment inné du juste et de l'injuste³⁵.

L'emploi du recours au « sentiment inné » mérite explication : Schmoller fait moins appel aux sentiments d'une supposée nature humaine qu'à la raison prise au sens *pratique* qui imprégnait la pensée allemande depuis Kant. Le sentiment en question est celui attaché au recours à la volonté morale libre par laquelle chacun suit la loi morale et affirme ce faisant son autonomie (et non son hétéronomie, c'est-à-dire une dépendance par rapport à un élément ou à une personne extérieurs). Le rôle central dévolu aux motivations et à la responsabilité personnelles, en tant qu'elles obéissent à des motifs universels, ou au moins communs, et conformes au sentiment du juste, bref en tant qu'il s'agit de membres de « communautés morales ». Ces *Gemeinschaften* donnent son importance à la *Nationalökonomie*. Schmoller ne fait pas appel à un instinct, fût-il grégaire (ou « social ») pour générer nos jugements de justice et d'injustice, mais à une considération de « disposition d'esprit » (*Gesinnung*) innée mais censée être commune, c'est-à-dire au moins partagée au sein du groupe, au-delà des intérêts économiques individuels qui sont dès lors censés lui obéir. Bref, les individus sont liés entre eux par ce sentiment du juste et de l'injuste qui est l'expression d'une raison pratique commune. Schmoller traite de ce qui unit et de ce qui sépare les hommes. Il le formule ainsi :

[La question qui] est au centre des études économiques [...] existe-t-il une répartition juste des biens économiques ? La répartition des biens économiques est-elle juste ? Doit-elle l'être ? Les hommes se le demandent encore, comme ils se le sont toujours demandé, depuis qu'il y a des sociétés humaines et des institutions sociales³⁶.

Schmoller n'entend pas répondre directement ; il refuse toutefois qu'on écarte la question de la formulation d'une pensée économique, car elle a des *effets réels* puisque « même ceux qui s'accordent un peu d'idéalisme, la trouvent sans utilité, parce que personne ne peut y répondre [mais] le fait qu'on en parle toujours, qu'on y croit, qu'on

[35] Schmoller, « Lettre ouverte à M. Heinrich von Treitschke », in *Politique sociale et économie politique : questions fondamentales*, op. cit., p. 21.

[36] Schmoller, « Économie nationale, économie politique et méthode », in *Politique sociale et économie politique : questions fondamentales*, op. cit., p. 335.

spécule sur cette croyance [...] a des conséquences pratiques³⁷ ». L'économiste ne saurait donc ignorer la question de la justice, ne serait-ce qu'en raison des effets induits par la croyance indéfectible que les agents économiques lui attachent. Même si le sens commun peut se tromper sur le contenu assignable à l'idée de justice, voire même s'il errait en voulant la justice, ce sentiment est selon Schmoller tout autant indéracinable que celui qui l'incite à poursuivre son intérêt singulier. Le savant fait donc fausse route s'il néglige l'influence de l'une ou de l'autre de ces considérations qui agitent l'esprit des agents et qui guident leur volonté. Or, puisque c'est des décisions des agents que dépendent les relations d'échange, alors la forme même que prend le cadre de leur vie communautaire est l'enjeu. Et c'est d'ailleurs en son sein que les valeurs ont été et sont élaborées au cours du temps :

Il ne nous sera pas difficile de réfuter cette objection enfantine, que l'idée de la justice n'a rien à voir dans le domaine économique, parce qu'on n'a affaire ici qu'à des quantités et des qualités incommensurables : les différentes espèces de travail, l'activité de l'entrepreneur et du salarié, qui ne peuvent avoir aucune mesure commune. Comme si, dans la formation des prix, on ne comparait pas ce qui semble plus hétérogène encore, par exemple une édition de Goethe et une bouteille de champagne. [...] Partout, pour la formation des prix, comme pour le droit, le jugement conventionnel traditionnel est le point de départ qui nous sert à décider si une chose est ou non égale. Ce n'est que si les hommes devaient à chaque moment former de nouveau leurs jugements que l'objection ci-dessus serait exacte³⁸.

L'enjeu de l'économie considérée de la sorte est une forme de *Lebensphilosophie* (philosophie de la vie) qui ne dit pas toujours son nom – mais qui émerge également à la même époque, par exemple dans les écrits de Wilhelm Dilthey, et surtout de Rudolf Eucken. Schmoller se tient prudemment loin des débats sur ces considérations, mais la

[37] Schmoller, « La justice dans l'économie », in *Politique sociale et économie politique : questions fondamentales*, op. cit., p. 241-244.

[38] Schmoller, « La justice dans l'économie », in *Politique sociale et économie politique : questions fondamentales*, op. cit., p. 258. Pour le dire dans un vocabulaire anachronique, parmi les anticipations des agents économiques, certaines sont dictées par des considérations de justice qui appartiennent au domaine défini par la philosophie allemande comme *raison pratique* – mais quelle que soit la caractérisation de la raison (du domaine de la philosophie) des effets surgissent dans les décisions prises ayant trait à l'économie.

longue citation ci-dessus montre les termes du débat tel qu'il les pose : des préférences et une convention fondée sur la tradition signalent des conditions de vie et des valeurs qui ont cours dans une société. Voilà qui implique que le discours de l'économiste soit *historique*. La validité de l'enquête historique consiste moins dans des parallèles, toujours discutables, que dans la transmission de valeurs dirigeant les actions dans une communauté.

Que le jugement de chacun s'exerce «à chaque moment» en faisant abstraction de telles valeurs, au nom du seul intérêt égoïste, voilà l'exigence inconcevable qui suffit à prouver l'aberration de l'économie politique classique quand elle considère un individu dans l'isolement *complet*, même réalisé par la vertu d'une abstraction conceptuelle. Schmoller définit sa position par rapport à celle des partisans de l'*homo economicus* et il refuse de concevoir l'homme comme isolé, même par abstraction.

Une certaine mauvaise foi peut être imputée à Schmoller quand il caricature ainsi son adversaire – mais comme toute caricature, elle saisit et grossit un trait caractéristique majeur. Schmoller veut montrer que tout jugement qui devrait être formé de nouveau par un tel agent demeurerait incompréhensible en raison de cet isolement. Il désigne ainsi une faille qui fragilise la description de l'agent classique, individu seulement doué de sympathie et d'«amour-propre» (*self-love* de Smith) qui est censé réfléchir et agir seul, alors même que la répartition classique en classes sociales le range dans un groupe et le fait agir dans un cadre donné (comme propriétaire, comme capitaliste ou comme prolétaire). Schmoller juge qu'un tel agent ne peut pas perpétuer son existence sur ces seules propriétés contradictoires, qu'il n'est donc que fiction. Schmoller réfute la méthode classique au nom de cette absence de fondement justifié, tandis qu'il entend redonner vie et chair à cet individu en l'envisageant dans sa communauté nourricière.

L'alternative à l'orientation schmollérienne n'est pas dans un retour à l'*homo economicus* classique, mais dans un individualisme *méthodologique* véritable qui évite la critique et l'écueil ainsi dénoncé³⁹. Toutefois, avant même d'engager la querelle des méthodes, Schmoller

[39] L'individualisme méthodologique que Menger allait opposer à Schmoller devait remplir ces critères en se donnant un fondement heuristique, à savoir une théorie des prix et de la valeur *contraire* à celle des classiques.

avait déjà donné le sens relativiste le plus fort auquel allait atteindre l'historicisme allemand en suggérant qu'il n'y a d'économie que par la seule existence concomitante de l'individu doué d'un jugement pratique en commun avec ceux d'une communauté. Dans cette perspective, c'est finalement cette dernière, et non de simples individus, qui se retrouve elle-même sur les marchés modernes comme sur les foires médiévales. Cette communauté était d'ailleurs alors plus consciente d'elle-même pour les historiographes du caméralisme qui ont nourri la nostalgie quasi romantique d'une époque avec laquelle la notion moderne de société (*Gesellschaft*) a conduit à rompre. Or la tradition ne se maintient cependant toujours qu'en vertu de cet être collectif, qui requiert à son tour une confirmation que lui fournit le recours à l'histoire comme répétition de sa mémoire propre – la communauté passée en partie fantasmée sert ainsi à prôner la reconstitution d'une communauté dans le présent et qui passe par des échanges sur les marchés.

3.2 – La « communauté morale » des agents humains

L'échange le plus simple n'est pas possible sans qu'il y ait une certaine communauté morale entre les coéchangistes; on doit convenir qu'on est en état de paix [pour échanger des biens]. Chaque entreprise importante, dès qu'elle réunit d'une façon durable et pour un but économique commun, un certain nombre d'hommes, représente une communauté morale⁴⁰.

Mécanismes économiques et sentiment de justice sont alors compatibles; le rôle joué par le sentiment de justice est de lier ces mécanismes à une réalité que Schmoller nomme « communauté morale » (*Gemeinschaft*) et qui est irriguée par un « esprit du capitalisme » qui anticipe la distinction entre *Gesellschaft*/*Gemeinschaft* qu'allait faire Ferdinand Tönnies comme l'analyse qu'en allait donner Max Weber. Saisissons ici le processus tel que Schmoller l'envisage.

À l'origine, il y a l'échange. Les conditions de sa possibilité sont le fait que la communauté existe (elle lui préexiste donc) et qu'à l'échelle d'un grand nombre d'hommes réunis pour une association qui doit durer, il subsiste au sein de la multiplicité de formes de la vie sociale l'élément

[40] Schmoller, « La justice dans l'économie », in *Politique sociale et économie politique : questions fondamentales*, op. cit., p. 268. « Entreprise » a bien sûr ici un sens générique, mais il n'en comprend pas moins celui de l'entreprise-firme, et du rôle de l'entrepreneur à son initiative, s'il ne s'y réduit pas.

commun d'un sentiment partagé – celui que Schmoller nomme justice, comme nous l'avons vu dans la section précédente. Toutes les formes de la vie sociale sont susceptibles d'analyse en termes économiques, sociaux et moraux. Or le cadre moderne où doivent, au XIX^e siècle, être traitées ces questions est celui de la nation : la *Nationalökonomie* se définit donc comme le sol commun de la vie économique moderne. Chaque agent y a ses lieux de vie (d'habitation, de travail, de distraction) entre lesquels il divise son temps de repos, d'activité de travail, d'activité de loisirs, pour fonder sa famille, maintenir sa propre vie et celle des siens. Tout individu y inscrit l'horizon intellectuel de ses désirs et de ses plaisirs, ayant même peine, une fois accoutumé à eux, à en envisager d'autres.

L'économie selon Schmoller exprime donc, au-delà de la mécanique des échanges, la conscience réflexive de cette vie ordonnée que tout un chacun parcourt. À l'instar de ce que disaient du droit coutumier Savigny et les membres de l'École historique du droit, cette existence ne saurait être reformulée *ab nihilo* par aucun esprit législateur (prince ou corps législatif) mais seulement mise en forme par ce souverain au bénéfice de son peuple selon les us ancestraux et les conseils modernes du juriste (de l'économiste) : une fois que le rationalisme des Lumières est rejeté comme produisant les aberrations juridiques d'un l'entendement sourd à la coutume, la matrice classique peut à son tour être évincée de l'économie qui étudie la formation historique de la communauté morale dans son expression matérielle : elle traduit en effet nécessairement ce dont est porteur ce peuple donné qui s'est exprimé dans cette coutume-là. Les règles économiques appropriées à un tel peuple sont toujours déjà présentes en lui : à charge au savant de leur apporter l'ordre et la cohérence naturellement absents de la conscience populaire naïve.

La connaissance historique sert donc le propos économique au sens large donné par Schmoller. Les conséquences portent aussi sur la perception de l'évolution des étapes de développement de la civilisation (les *Entwicklungsstufen* de Hildebrand revisitées à cette aune). Schmoller put ainsi argumenter en faveur d'un constat d'existence d'un « Quart-État », celui de l'« homme industriel », vivant toujours à la limite de la pauvreté et/ou du chômage. Schmoller décrit un mécanisme de formation de la « populace » (*Pöbel*) sur cette base empirique – dont il faut toutefois bien remarquer la proximité avec l'intuition hégélienne dans les *Principes de la philosophie du droit* de 1821,

quoique Schmoller se pense très éloigné de tout rapport avec une philosophie idéaliste d'un demi-siècle auparavant ! Schmoller détaille l'actualité de solutions pour enrayer cette formation. Schmoller met le paupérisme des couches populaires sous la lumière crue de la science pour en appeler à l'intervention de l'État. Il argue en effet, que la vie de la communauté est mise en danger par l'inégalité qui s'accroît en son sein et qui, en rompant son unité, l'affaiblit dangereusement⁴¹ : « On réaliserait ainsi dans chaque nation une unité de civilisation et de pensée que [...] je considère nécessaire, mais que je crois très difficile à réaliser, quand l'inégalité des fortunes est trop grande⁴². »

Sans la communauté d'intérêts, mais surtout de valeurs qui conditionnent la vie nationale, point d'économie moderne dit Schmoller. Mais pour qu'elle se maintienne (et se développe), confrontée aux excès qu'engendre spontanément l'échange, Schmoller prêche sinon une harmonie impossible car la vie d'une communauté est faite des tensions qui s'y expriment, du moins la force commune qui dépend d'une unité *minimale* de disposition d'esprit, dont il considère la conscience nationale comme la base. Or cette économie nationale est « sociale » ou n'est pas, car, pour être légitime, même au seul titre d'une croyance partagée, elle doit se vouloir « morale » :

Non, l'harmonie n'existe pas : les tendances égoïstes entrent en lutte. [...] Mais si les classes et les conflits ne semblent pas devoir cesser, cependant, dans le cours de l'histoire, ils changent de caractère. [...] L'offre et la demande ont des effets différents dans les différents systèmes de morale et de droit. En un mot, toutes les manifestations de l'égoïsme ont été adoucies, réglées, par le travail de la civilisation morale, qui se fait depuis des siècles. S'il en est ainsi, on le doit uniquement à ces notions idéales qui naissent de la vie sociale [;] l'idée de justice en est du moins une des plus importantes⁴³.

Qu'on ne s'y trompe donc pas : Schmoller demeure évidemment favorable à un développement de type capitaliste, pas à une révolution socialiste. C'est même tout le sens du rattrapage à effectuer

[41] Tout en restant ouvertement hostile à la pensée spéculative, Schmoller retrouvait les concepts de la *Sittlichkeit* hégélienne. Une comparaison texte à texte avec les § 244-245 des *Grundlinien der Philosophie des Rechts* serait assez parlante à cet égard.

[42] Schmoller, « Lettre ouverte à M. Heinrich von Treitschke », in *Politique sociale et économie politique : questions fondamentales*, op. cit., p. 18-19.

[43] *Ibid.*, p. 274.

de la Grande-Bretagne, qui apparaît comme un contre-modèle mais aussi comme la puissance dont il ne faut plus dépendre. Schmoller ne rejoint pas les préoccupations de Marx, mais celles de List, quoique par d'autres voies. Et leurs suiveurs respectifs, libéraux-nationaux et socialistes de la chaire, se reconnaissaient cette parenté.

Le reproche le plus unanimement fait à la bourgeoisie du XIX^e siècle, son hypocrisie dans sa prétention à une moralité qu'elle réduit à une façade, trouve ici tant son acmé que son antidote : en tant que simple expression de « bons sentiments » par une « belle âme » (au sens de Hegel), l'idée de justice comme *idéal formel* n'est qu'une illusion à dénoncer (ce que fait Marx) ; mais comme lien entre des hommes disposés à défendre leur nation au nom de quelque communauté sentie d'intérêt et de justice (même illusoire, tant qu'elle est sincèrement crue), l'idée de justice corrige (au moins dans les esprits) l'inégalité matérielle réelle née des excès dans les pratiques modernes de l'échange économique. Les excès sont au moins idéalement corrigés et l'antagonisme dépassé dans une vie éthique supérieure de la communauté morale. Cette dernière permet d'expliquer que les agents acceptent des situations relativement inégales, tandis que son rejet (de principe, ou suite à l'indignation que provoque le dévoilement de l'hypocrisie des plus riches) entraîne des réactions violentes face aux inégalités. Même en situation où ces dernières seraient moins criantes, la conscience qui en est prise prime le constat que les économistes peuvent objectivement établir.

La question de la nature de la science, enfermée dans ce jeu de perceptions et de sentiments à l'égard de la réalité, vient donc à se poser. Pour l'évoquer, il faut noter deux autres influences qui se lisent par ailleurs dans les textes : l'une est que les princes allemands vécurent longtemps dans la terreur des soubresauts révolutionnaires français du XVIII^e siècle... et l'autre, que la tradition aristotélicienne imprégnait encore l'université allemande (nous le verrons encore à propos de Menger) et que la distinction entre justice *distributive* (ce qui revient à chacun en fonction de son rang et des honneurs qui lui sont attachés) et justice *corrective* (ou *commutative*⁴⁴ – ce qui revient à chacun dans un échange commercial non fondé sur le statut social), et le souci du

[44] En effet, la justice corrective est une partie de la justice qui allait être nommée « commutative », notamment par Thomas d'Aquin dans la *Somme théologique*, pour regrouper ces cas.

bonum comune inhérent au bon prince qui s'en déduit depuis l'époque caméraliste, valaient encore comme des éléments d'analyse réputés dignes de la réflexion de la science :

L'idée qui se retrouve à la base de tous ces jugements est toujours la même : nous rangeons les hommes en groupes et en séries d'après certains points de vue, d'après leurs qualités, actes, travaux, origine, fortune ; charges et avantages doivent correspondre à ces séries⁴⁵.

3.3 – Signification de l'antithéoricisme de principe de Schmoller

Schmoller substitue aux questions de théorie « abstraite » de l'économie politique classique celles de l'action pratique au sein de la communauté morale des agents : il place alors le sentiment de justice au cœur de l'analyse économique⁴⁶.

Le but manifeste de Schmoller est alors moins la recherche d'une vérité scientifique, qu'il croit cependant apporter de la sorte, mais le regain d'une activité de « conseil au prince » qui, pour être efficace, puisse se fonder sur ce qu'un dirigeant national comprend le mieux, à savoir l'expérience qu'il a lui-même vécue comme héritier d'une dynastie ayant régné sur des territoires. Lui, son père ou ses pairs administrent des régions qui se distinguent les unes des autres. Il appartient à l'économiste qui les conseille sur la direction à prendre de retrouver l'esprit spécifique de ce peuple, de ces lieux, afin d'ordonner et de formuler la coutume en une doctrine vérifiée par les faits et assimilable par les princes. Ce programme constitue en somme l'historicisme révisé de la « jeune » école, mais il implique également, et ceci à la différence des velléités de l'ancienne école, que c'est là toute la théorie dont le conseiller entend se doter, voire même, selon certaines formules de Schmoller qui légitiment cette limitation, qu'il est effectivement possible au savant de donner.

[45] Schmoller, *Politique sociale et économie politique : questions fondamentales*, op. cit., p. 248.

[46] Le lecteur qui connaît les débats ultérieurs portés par Friedrich Hayek sait que cet héritier de Menger porte avec une véhémence aussi forte la thèse exactement inverse selon laquelle l'idée de justice en économie est l'illusion non seulement superflue (si la science doit être neutre sur ces questions) mais tout spécialement *néfaste* (en conduisant à attendre, puis à réclamer des droits-créances là où la liberté et toute justice consistent seulement dans le fait de suivre exactement des procédures impartiales). Schmoller et Hayek identifient la même préoccupation fondamentale, en épousant chacun le parti-pris diamétralement opposé.

Cette position d'«antithéoricisme» de principe allait être qualifiée et un temps avalisée comme telle par Schmoller. L'extension de la revendication explicite de l'antithéoricisme est discutée par les historiens spécialisés dans les nombreux textes de Schmoller, parfois légèrement décalés les uns par rapport aux autres, en particulier sous l'effet des ripostes nécessaires aux attaques de Menger et aux effets du *Methodenstreit*. Notons-en les deux facettes principales : d'une part, il existe un impératif de la communauté morale qui se substitue au débat classique (sur le partage des rentes, profits et salaires) : « nous voulons aujourd'hui que les échanges soient justes »⁴⁷ ; d'autre part, la question de la justice se pose chez Schmoller tout autrement que chez Smith et chez Malthus, qu'il oppose : « L'économie politique d'Adam Smith avait placé l'idéal de la justice dans la liberté des contrats [tandis que le pasteur anglais – Schmoller pense ici à Malthus] s'était indigné contre la nouvelle loi sur les pauvres »⁴⁸. »

On sait que Marx appelait Malthus « le pasteur sanglant » pour son opposition aux lois censées soulager la pauvreté – non seulement sans bien entendu véritablement y parvenir, mais même y toucher réellement, le contrôle social et policier étant plutôt leur effet réel dans l'Angleterre victorienne la plus dure aux misérables. Schmoller reprend également de Roscher la critique de l'aveuglement que la pensée classique manifeste face à la réalité socio-économique allemande et à la conscience que les agents y prennent de leur vie :

Partant de cette idée que les hommes sont naturellement égaux [...], elle [« l'économie anglaise », *sic*] ne connaissait pas les classes sociales [et] le mouvement social résultait à ses yeux uniquement de l'activité des individus.

Nous avons déjà rappelé que le concept de classes n'est *pas* postérieur à Smith, comme le dit ici à tort Schmoller, et qu'il date des premières Lumières écossaises⁴⁹. Mais il est exact que les classiques en firent abstraction quand son usage induisait dans la théorie des éléments d'approche révolutionnaire (ceux dont, précisément, Marx

[47] Cet impératif serait catégorique au sens de Kant mais que Schmoller pose dans une maxime qui vaudrait pour une étape historique donnée seulement.

[48] Citation de Schmoller, *Politique sociale et économie politique : questions fondamentales*, *op. cit.*, p. 283.

[49] Notamment Ferguson, cf. Norbert Waszek, *L'Écosse des Lumières. Hume, Smith, Ferguson*, Paris, PUF, 2003, p. 69 et sq.

allait faire son bien). Inversement, cet individualisme, comme il a été dit, n'allait jamais si loin que de libérer l'individu des contraintes de sa classe (comme capitaliste, la pression de la concurrence induite par les autres industriels, comme prolétaire, celle suscitée par l'«armée de réserve» des chômeurs).

Selon les thèmes abordés, Schmoller peut donc se présenter ainsi comme l'adversaire irréductible de Smith (à la manière d'un List dans la période antérieure), soit comme celui qui poursuit en son cœur véritable l'œuvre de Smith dévoyée par des épigones libéraux qui en ont écarté la notion de justice. En resituant celle-ci au centre de la réalité économique, Schmoller redonne à l'entité économique *proprio sensu* qu'est pour lui la *Gemeinschaft* dans laquelle les échanges ont lieu, une légitimité comme objet de la science économique qui avait été de plus en plus réservée au seul agent isolé, l'*homo economicus* devenu «otage» des positions classiques libérales. Schmoller peut (et veut) ainsi parfois lire chez l'auteur de la *Richesse des nations* autre chose que l'éloge de l'*homo economicus*, le souci des peuples, c'est-à-dire de la communauté locale, régionale et enfin, nationale.

Une hypothèse que, par conséquent, on pourrait formuler ici consiste presque à faire voir là une économie *opposée* à la théorie libérale mais en conformité avec une certaine lecture de l'entreprise smithienne. L'«antithéoricisme», que revendique parfois Schmoller⁵⁰, est alors ce refus de la représentation dominante dont les conséquences sur l'évolution de la science allemande seront grandes, cet antagonisme revendiqué avec, par exemple, les *Principes d'économie politique* de John Stuart Mill (1848) qui visaient à récapituler l'état définitif de la théorie économique classique entière en son temps.

Institutionnellement, de Halle à Strasbourg, puis à la consécration de sa position de chef de file reconnu à Berlin, Schmoller avait pris les clefs du pouvoir académique en Allemagne. Il devait les garder jusqu'à sa mort, en 1917. Il s'engagea dans un activisme militant qui fit de lui le maître de l'université allemande à travers la création de l'Union pour la politique sociale. Il allait exercer son pouvoir de légitimation scientifique bien au-delà des cercles universitaires, jusque sur le pouvoir administratif et politique (du chancelier, de l'empe-

[50] En dépit des ambiguïtés déjà signalées qui allaient en augmentant dans les livraisons des *Schmollers Jahrbücher* devenus la référence des revues économiques en langue allemande.

reur), jusque dans le monde industriel (avec les études de terrain du *Verein*, réputées et largement reprises dans ces cercles) à un point sans comparaison ailleurs.

La «jeune» École historique put elle-même être regardée comme un exemple d'institutionnalisation de la vie économique nationale. Cet institutionnalisme pratiqué méthodiquement redoublait la domination qu'il élaborait dans le domaine scientifique, retrouvant ainsi, et malgré qu'il en ait, les traits de doctrines (sinon de théories) de la tradition germanique d'administration du caméralisme revisités pour les adapter à l'époque de l'industrialisation. Schmoller se retrouvait de plain-pied avec des types d'approches anciennes de l'économie, d'une part, mais aussi contemporaines, quoiqu'à certains égards, adverses, ou du moins concurrentes, puisqu'elles ne se définissaient pas comme historicistes, mais qu'elles accompagnaient le mouvement de prise en compte de la communauté morale nationale. L'exemple le plus brillant et parlant est celui de Lorenz von Stein, et nous en traiterons dans le prochain chapitre : il s'agit de concevoir l'ordre économique comme un mode d'administration. Stein entend s'appuyer sur la méthode spéculative, Schmoller la refuse : «La méthode de la philosophie spéculative semble être pour lui [Stein] le seul habit correct⁵¹.»

Mais Stein comme Schmoller faisaient également l'éloge d'une monarchie sociale (*soziales Königtum*) ou «monarchie de la réforme sociale» (*Königtum der sozialen Reform*), qui présentait une homologie de raisonnement dans le fait que le but des études économiques est regardé comme de donner un conseil avisé au prince plutôt que d'aboutir à la connaissance exacte approfondie de la vérité scientifique. L'influence accrue sur le pouvoir qui s'ensuit vise des effets pratiques, conformément à une idée de justice dont les auteurs reconnaissent eux-mêmes le caractère vague, mais tout autant indépassable à leurs yeux car elle conditionne la croyance au succès dans les réformes modernisatrices. C'est alors à travers le droit que se cimente la communauté nationale, en donnant aux agents la conscience et la fierté de leur destinée commune – ce qui doit éviter les révolutions et renforcer toujours plus l'unité de la nation qui en fait la force. S'interrogeant plus sur son influence que sur ses résultats et ses propres pratiques

[51] Gustav Schmoller, notice concernant Lorenz Stein, *Preußische Jahrbücher*, 1867, n° 19, p. 262.

scientifiques, l'économiste pratique dit alors avec Schmoller ce que celui-ci définit comme l'activité propre à la recherche économique, enseigner la vertu morale nationale :

Cette activité consciente et raisonnable qui tend à produire par un effort soutenu quelque chose qui soit conforme aux aspirations humaines, activité qui, en un sens, devient son propre but, puisqu'elle peut passer pour l'école de toutes les vertus⁵².

[52] Schmoller, *Politique sociale et économie politique : questions fondamentales*, op. cit., p. 50.

Chapitre II

Économie administrée et administration de l'économie

Il n'y a de critique raisonnée possible que dans l'écart entre une situation souhaitée et une situation réelle : les économistes allemands mirent le dogme de l'économie politique classique à l'épreuve de la réalité continentale – et de leur déception dans la doctrine dominante les outils conceptuels dont ils jugeaient avoir besoin. Ils conclurent qu'il leur fallait trouver par eux-mêmes et proposer à leurs princes comme aux populations germaniques des voies neuves, alternatives au libre-échange, même dans le but de tenter de parvenir à ce libre-échange ultérieurement. Le retard de territoires allemands et autrichiens morcelés, enclavés, à peine industrialisés à l'orée du XIX^e siècle, interdisait, du moins dans l'immédiat, d'envisager un simple alignement sur ce qu'avait accompli la Grande-Bretagne depuis plus d'un siècle.

On a parfois pu soutenir que l'École historique de Roscher puis de Schmoller n'avait pas été ni vraiment historique, ni spécifiquement allemande, ni qu'il y eût même finalement d'école en tant que telle^[1]. S'il faut entendre qu'existèrent des auteurs différents plutôt que des thuriféraires disciplinés, nous n'en disconviendrons pas. Le point essentiel reste toutefois sans doute que le mouvement de contestation du classicisme au nom des réalités historiques plus large que celui des auteurs évoqués jusqu'ici. Ces derniers revendiquaient une méthode explicitement fondée sur la perspective historique ; ils eurent du succès avant tout en Allemagne, sous la houlette de Roscher puis de Schmoller dont ils reconnurent l'autorité de chefs de file successifs. Le *Verein*

[1] Heath Pearson, historien américain, soutient ainsi qu'il n'y aurait eu concernant l'objet de notre étude dans le chapitre précédent ni école, qu'elle ne fut ni historique, ni essentiellement allemande (cf. « Was there really a German Historical School of Economics ? », *History of Political Economy*, n° 31/3, 1999, p. 547-562 @).

für Socialpolitik et les *Schmollers Jahrbücher* (qui prirent la suite du *Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft* en étant réintitulé en l'honneur de l'économiste), ces institutions témoignent de l'existence d'une sphère commune. Le mouvement de contestation portée contre les thèses des classiques libéraux britanniques s'appuya de plus en plus sur des institutions ; il s'accompagna donc assez naturellement d'une analyse historique *de type institutionnaliste*².

Ce même mouvement existait d'ailleurs à l'échelle du continent européen tout entier dans la deuxième moitié du XIX^e siècle alors que certains autres pays, hormis l'Allemagne, cherchent à s'unifier, comme l'Italie. Ou encore que d'autres développent leur industrie en parallèle de l'industrialisation allemande, comme la France : la prédilection pour les ingénieurs y encourage un essor de la production qui émerge de l'époque des manufactures pour se transformer en semblant renouer avec un certain colbertisme porté par les gouvernements monarchique, sous Louis-Philippe, impérial, sous Napoléon III, mais aussi républicain, entre ces deux régimes avec l'arrivée à certains ministères de radicaux ou de socialistes ; on trouve des porteurs des thèses favorables au travail ou aux producteurs, socialistes (notamment Louis Blanc en 1848) ou saint-simoniens (par exemple, Michel Chevalier sous le Second Empire) parmi les personnages influents des différents régimes.

Il n'en reste pas moins exact que l'historicisme tel que nous l'avons caractérisé dans le chapitre précédent n'a nulle part été aussi clairement présenté, revendiqué comme méthode systématique valide de la science économique que par les auteurs de langue allemande, qui, au-delà de la langue, s'appuyaient en commun sur l'héritage du *Kameralismus* encore bien présent, sous-jacent, dans les esprits en dépit de la vogue incontestable de la pensée classique dans le premier tiers du XIX^e siècle. Ces auteurs allemands qui s'émancipèrent de la tutelle théorique libérale occupaient d'ailleurs des chaires d'économie intitulées *Kameralwissenschaften* (d'abord à Francfort-sur-l'Oder, dès 1772). Les universités allemandes formaient une constellation aussi éclatée que la carte politique jusqu'en 1870, mais une certaine unité

[2] L'ouvrage d'Erik Grimmer-Solem, *The Rise of Historical Economics and Social Reform in Germany 1864-1894* (Oxford UP, 2003) rappelle au contraire très clairement l'importance des institutions historicistes, le rôle des éditeurs (Duncker & Humblot), des revues savantes, l'influence dans les milieux politiques et économiques, notamment.

de réflexion thématique les imprégnait en raison de la grande mobilité des professeurs dans l'espace germanophone en fonction des propositions et des engagements. Après 1870, l'unité du Reich formalisait l'autorité de Berlin, mais celle-là était déjà élevée d'un point de vue scientifique ; elle se confirmait seulement rapport à l'administration.

À l'intérieur des territoires germaniques, les distinctions à faire entre les régions rhénanes et celles de l'Est existaient naturellement ; elles renvoyaient souvent notamment au fait que celles qui avaient été sous protection, sinon sous administration impériale française (la Confédération du Rhin) avaient évolué rapidement vers plus de liberté dans les professions, dans les associations, sinon toujours dans l'expression. List ou Marx avaient expérimenté ces humeurs changeantes dans le Wurtemberg, à Francfort/Main. Mais plus on allait vers l'Est, plus le retard était criant et plus les méthodes étaient autoritaires.

Quant aux méthodes de production économique (agricoles, artisanales, etc.), d'anciennes continuaient à prévaloir dans les régions orientales, où l'organisation sociale se rapprochait encore parfois du monde médiéval même après l'abolition du servage, même au XIX^e siècle. Qui était mieux à même d'envisager la nécessité de l'unification et l'industrialisation, sinon des économistes allemands confrontés au spectacle de la pénétration des produits britanniques sur les routes défoncées par les armées de toute l'Europe ? Mais l'unification restait bloquée par la domination autrichienne et l'*Hinterland* demeurait enclavé.

L'Allemagne n'avait pas non plus – autre facteur de retard majeur, car cela va de pair – connu de révolution agricole avant 1850³. L'urgence de moderniser le pays en utilisant, mais en révisant si nécessaire, la théorie classique conduisit à fournir des critiques et

[3] Michel Hau (*Histoire économique de l'Allemagne, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Economica, 1994) prend en compte la thèse des « *stages of economic growth* » de l'industrialisation qui a actualisé (sans se présenter comme telle) les notions allemandes historicistes d'étapes de développements, du type de Hildebrand, thèse soutenue par Walt Rostow dans les années 1960. Walter G. Hoffmann la discute en détail dans le cas germanique : « *The Take-off in Germany* », in Walt Rostow (ed.), *The Economics of Take-off into Self-sustained Growth*, New-York, 1963. Le lecteur germanophone se reportera également avec intérêt à J. Heinz Müller, *Das deutsche Volkseinkommen, 1851-1957*, Tübingen, 1959 ; Walther G. Hoffmann, Franz Grumbach, Helmut Hesse, *Das Wachstum der deutschen Wirtschaft seit der Mitte des 19. Jahrhunderts*, Berlin, 1965 ; Wilhelm Abel, *Der Pauperismus in Deutschland am Vorabend der industriellen Revolution*, Hannover ; 1970. Des études plus récentes, souvent statistiques et régionales, vont dans le même sens.

des propositions qui puissent se traduire dans la *pratique*. List avait prôné l'essor des chemins de fer, des canaux (la réalisation du canal Oder-Elbe-Rhin fut un grand événement). Les historicistes savaient que l'Allemagne devait évoluer. Quand Schmoller soulignait la réalité des effets du sentiment de justice, il donnait un socle à des efforts de réflexion qu'il paraissait nécessaire de synthétiser chez des auteurs divers. Certains provenaient en effet d'horizons différents de l'histoire inspirée par l'École de Göttingen, Ranke, Dahlmann ou Gervinus et repris par Roscher⁴.

Lorenz Stein en fut un exemple remarquable (nous lui consacrons une section) car le procès fait aux classiques rencontrait avec lui une combinaison de l'inspiration philosophique hégélienne discutée dans la première partie de cet ouvrage et d'un idéal de justice, assez compatible avec la vision schmollérienne, jusque dans les conséquences dans le conseil à apporter au prince – sinon que Schmoller exerça à Berlin dans une Prusse devenue dominante, et que Stein conseilla le gouvernement impérial autrichien qui l'avait recueilli, mais qui ne cessa de perdre de son influence après 1848, ce que vint confirmer la défaite de Sadowa (connue comme la bataille de Königgrätz en allemand, en 1866). Schmoller comme Stein affrontaient la doctrine régnante et voulaient mettre en évidence les fondements d'une légitimité alternative. C'est sa nature scientifique qui allait être discutée dans les deux cas par Menger. Mais l'ambition de réforme qui les portait était parallèle et il s'agit dans l'esprit des auteurs allemands d'un recours commun à un passé national commun pour forger l'avenir. Le chapitre précédent l'a montré, celui-ci le confirmera : cette ambition était au cœur du projet.

Or, il n'est de critique efficace dans les réalisations pratiques que celle qui trouve quelque élément du corps social pour la porter. List, Schmoller et Stein s'adressaient aux dirigeants – et Marx aux prolétaires. Mais dans tous les cas, de même qu'il ne suffit pas de décréter le libre-échange, car encore le pays doit-il être en mesure de supporter la concurrence des biens manufacturés importés de l'étranger, de même industrialiser l'Allemagne était un besoin qui requérait une

[4] C'est d'ailleurs la variété d'approches sur laquelle que ce chapitre va illustrer qui justifie dans une certaine mesure que l'appartenance *stricto sensu* des auteurs ici étudiés à une école ait pu être contestée par Pearson. Mais on dirait de manière plus nuancée et plus équilibrée que les auteurs allemands du courant historiciste « firent école » dans une mesure somme toute assez analogue à celle des classiques après Smith et Ricardo.

classe d'entrepreneurs capables – savants et publicistes ne pouvaient évidemment ni y suffire ni suppléer leur manque.

Or si, du point de vue «moral», les travailleurs allemands avaient effectivement l'esprit industriel et consciencieux que leur avait par exemple reconnu Madame de Staël dans son *De l'Allemagne* dès le début du XIX^e siècle, et si la formation piétiste (qu'il faut faire remonter aux prêches et aux activités de Spener et de Francke) avait inculqué à la population des écoles techniques (*Realschule*) une éducation populaire (*Volksbildung*) de premier ordre, les techniques de fabrication restèrent longtemps surannées et inadaptées à une production de type industriel des marchandises modernes. La demande existait toutefois – mais les produits anglais se vendaient et la satisfaisaient. Les traditions artisanales (celles des guildes d'origine médiévale, les *Zünfte*) demeuraient souvent contraignantes sous le poids de traditions bourgeoises qui garantissaient un état médiocre, mais prévenaient les efforts des entrepreneurs potentiels, empêchant d'accroître la compétitivité des produits en qualité et en prix. L'industrie anglaise dont la révolution datait du XVII^e siècle proposait des produits à maturité de leurs cycles, de bonne qualité et à bon marché. Comment doper alors l'économie ?

La question se posait d'autant plus que le bourgeois allemand rassis avait connu l'échec de ses ambitions politiques avec celui du *Vormärz* et l'incapacité flagrante de la bourgeoisie libérale à s'affirmer dans la révolution de 1848⁵. La seule instance qui pouvait se moderniser de manière efficace pour imposer une réforme était le monarque d'un État assez puissant pour entrer les principicules et forcer le respect des grandes nations d'Europe. L'Autriche-Hongrie, avec ses préoccupations internes multinationales et ses mœurs dignes du régime russe tsariste dans les provinces orientales, bloquait plutôt une telle évolution. La Prusse paraissait le meilleur candidat pour unifier l'Allemagne et susciter les efforts économiques d'une bourgeoi-

[5] Lamentable et timoré, le «Parlement de Francfort» présenta au prince Hohenzollern une couronne que celui-ci n'entendait tenir que de Dieu. Engels et Marx purent railler amèrement «les bavards de Francfort [qui] n'étaient jamais plus heureux que lorsqu'ils pouvaient errer dans le royaume aérien des rêves» («Revolution and counter-revolution in Germany» @ parut en feuilleton dans le *New York Daily Tribune* en 1851-1852, écrit par Engels et signé de Marx, réédité in *Œuvres choisies*, Moscou, Éditions du Progrès en langue française, vol. 1, 1978, p. 348).

sie matée politiquement. Cette intuition guida List, puis Schmoller, soit les partisans du *Zollverein* comme les économistes du *Verein für Socialpolitik*. Dans la décennie 1860-1870, Bismarck œuvra à l'unification nationale par l'instrument militaire, autant que douanier et social. Sciemment belliciste, il écarta les princes pour établir un Reich au nom des Hohenzollern, mais aussi faire croître les exportations allemandes de manière impressionnante (elles devaient dépasser celles des Britanniques à partir de 1900, sous Guillaume II).

L'essor économique n'était pas seulement lié à un protectionnisme «éducatif» (interprété selon les thèses de List), mais encore au regain d'un esprit national retrouvé dans la tradition et revivifié dès le début du XIX^e siècle. Outre List, Julius Kautz avait émis l'idée de forger une «conscience économique nationale». Le «conseil au prince» avait dès lors porté l'idée d'une compétition économique dans la tradition impériale (autrichienne et antifranaise, à l'époque de Louis XIV déjà) des fiscalistes de la fin du XVII^e siècle, Johann Joachim Becher, Philip von Hörnigk et Wilhelm von Schröder. La réception du caméralisme dans les ouvrages des économistes historicistes qui firent œuvre d'historiens proprement dits (et formaient là encore effectivement une école en ce sens) fut le premier acte de la conquête d'une pensée économique en Allemagne. Retenir du passé ce qu'il en fallait adapter pour accélérer le processus d'entrée dans la modernité, s'inscrire dans une tradition nationale et lutter contre les classiques, dont les thèses devaient apparaître inadéquates à la promotion du *Sonderweg*, tout cela se fit d'un même élan. Aussi sûrement que la nouvelle organisation de la production industrielle, les préoccupations originelles du monde germanique reparurent et toute critique à l'encontre de l'économie politique classique trouvait une légitimité dans sa référence à un «bien commun». Si le mercantilisme avait représenté une étape que le libre-échangeisme avait prétendu dépasser au nom de la théorie, le retour au souci du bien commun amenait à revisiter le caméralisme. Kautz soulignait cette réversibilité et la nécessité, à chaque époque, de replonger dans la tradition⁶. Revisiter l'héritage caméraliste était le premier pas vers une administration de l'économie.

[6] Citons de Julius (Gyula) Kautz, *Die geschichtliche Entwicklung der Nationalökonomie*, publié à Vienne chez Gerold en 1860 ou encore le texte «Ein Beitrag zur Geschichte der politischen Wissenschaft in Deutschland», proche des thèses sur la nature de l'économie nationale dans *Die Nationalökonomie als Wissenschaft*, Wien, 1858. Le rôle des ouvrages

1 – L'héritage caméraliste revisité

Le thème du *Sonderweg*, la voie particulière empruntée par le monde germanique pour se moderniser, s'ancre dans une longue historiographie. Un élément principal de celle-ci est comment elle-même fit voir la manière dont les auteurs allemands allèrent se ressourcer dans une redécouverte et une apologie du caméralisme plus ancien⁷.

En rejetant l'analyse de l'*homo economicus* (comme consommateur ou producteur, smithien ou ricardien) et l'aspect conflictuel de ce que nous avons appelé le «partage ricardien» entre profits et salaires, Schmoller avait déjà largement outrepassé la méthode de Roscher (la *Parallelismenbildung*) comme les objectifs de celui-ci. Mais tous les deux donnaient la priorité à l'enquête historique, soit pour la construction des parallèles qui induisaient des lois, soit pour discerner des variantes différentielles, car Schmoller ne voyait pas vraiment l'utilité des lois, mais bien de saisir la variété dans le projet de construction *nationale*.

La méthode qui avait conduit les économistes à se faire historiographes les muait en conseillers pragmatiques du prince sur le modèle des caméralistes qu'ils étudiaient. Contre l'universalisme des Lumières, Roscher avait installé la discipline historique en économie politique, Schmoller la plaçait auprès du trône.

1.1 – L'apologie de l'histoire de la pensée économique allemande

Dans sa *Geschichte der Nationalökonomik in Deutschland*, Roscher avait entrepris de retracer l'histoire de la pensée économique d'un point de vue «national-allemand» qui était porté sur les époques antérieures depuis le XIX^e siècle et le développement qu'il avait connu, dans une perspective devenue moderne. Des trois parties de son ouvrage, la deuxième, et quasiment la plus conséquente, était entièrement dédiée aux auteurs caméralistes⁸. Roscher présentait les époques en mettant les écoles successives au sein du caméralisme en relation systématique avec un monarque ou un penseur majeur.

de Kautz est souligné dans Hans Maier, *Die ältere deutsche Staats- und Verwaltungslehre (Polizeiwissenschaft)*, Berlin, 1966, rééd. München, 1986.

[7] Le montrer en détail dépasse ici notre propos, mais nous évoquerons au moins ici clairement ce qui concerne le retour de l'École historique aux caméralistes.

[8] «Seconde époque: l'ère de la police et de la caméralistique [*das polizeilich-cameralistische Zeitalter*] de l'économie nationale allemande».

Ainsi la *philosophia practica perennis* de Leibniz coïncide avec les débuts de l'École de Halle et la référence dans l'histoire de la pensée économique est à la fois au développement philosophique, institutionnel et naturel d'une des premières universités d'Allemagne des temps modernes. L'ouvrage de Roscher inscrit la légitimité des origines de la tradition nationale comme support de tout discours économique scientifique. La notion de caractère allemand est formée trait après trait dans une approche historiographique qui retrouve les sources du concept de *bonum comune* afin de légitimer le pouvoir du prince. Les historicistes légitimaient ainsi leur critique de l'économie politique classique au nom d'une tradition antérieure – un exemple consistait à remonter jusqu'à Leibniz, mais d'autres cas de formation de la matrice caméraliste ancienne s'ensuivaient :

Après avoir établi l'ordre dans ses États, constitué une armée forte, le prince a pour tâche de développer l'industrie, le commerce, l'agriculture, l'exploitation des ressources naturelles. Mais, comme la connaissance règle l'action, il doit aussi veiller à l'instruction et à l'éducation de la jeunesse, en multipliant les écoles, en les orientant vers la pratique, et enfin en donnant aux savants – par des crédits, des observatoires, des Académies, etc. – la possibilité de réunir, résumer, classer, accroître l'ensemble des connaissances⁹.

Le philosophe et historien spécialiste de la pensée leibnizienne Yvon Belaval relève encore : « L'utilité commune et le progrès, voilà la règle du bon prince et du bon citoyen. » Sans se classer parmi les auteurs caméralistes *stricto sensu* – d'ailleurs, comment définir selon des critères stricts un mouvement aussi large qui engloba juristes pré-jusnaturalistes, trésoriers du prince, premiers grands financiers privés ? –, Leibniz avait placé son programme d'études à l'université de Halle qu'il contribua à mettre en tête des places fortes des sciences camérales.

Leibniz influença aussi profondément la vision académique que l'esprit religieux (notamment par l'apport piétiste) comme devait le souligner Weber le fit de la « conscience du peuple allemand ». Le projet historiciste se légitimait en redéfinissant la science économique sur de semblables bases, autour de l'objet « Allemagne » compris dans sa géographie, son histoire et sa culture, ancré dans des mœurs populaires

[9] Yvon Belaval, *Leibniz*, Paris, Vrin, 1962, p. 276.

(*völkisch*) et nationales. Ce *Volksgeist* imprégnait de fait les auteurs historicistes. Il convient donc de relever les thèmes caméralistes repris par les historicistes, avec l'historien Pierangelo Schiera qui note à propos de Roscher :

Le but [de Roscher et de l'École historique] n'était pas la simple enquête sur la pensée économique – et encore moins sur le caméralisme comme tel –, mais la tentative de reconstruire l'essence même du phénomène économique, à travers l'indivision la plus exacte et circonstanciée possible de ses coordonnées historiques, aussi dans le champ théorique et culturel que politique et social¹⁰.

1.2 – Les thèmes du caméralisme relevés par les historicistes

Conformément à l'objectif de « la tentative de reconstruire l'essence même du phénomène économique », les historiographes regardaient le droit comme la discipline associée par excellence à l'art de gouverner (*ars gubernatoria*) et l'économie celle de l'art de commercer (*ars mercatoria*). Concernant cette dernière, ils reconnurent qu'avait existé assez tôt dans l'histoire germanique un véritable corpus de *Polizeiwissenschaft*, c'est-à-dire d'une « police » qui consistait dans l'*administration* de la Cité (ou plutôt du royaume ou de la principauté concernés). Ce corpus traitait de règles de commerce qui correspondaient à des pratiques informelles, mais aussi à de premiers essais de réglementation visant le « bien commun » sur le territoire concerné. À côté des textes purement juridiques, les aspects *économiques* de l'administration faisaient des conseillers du prince, juristes de formation, des fiscalistes, des financiers et des spécialistes d'*ars mercatoria* formés par leur expérience ou les premiers ouvrages rédigés par un public de commerçants, de voyageurs qui étaient désormais des laïcs sachant écrire, et non plus seulement des hommes d'Église.

Parallèlement aux « miroirs des princes » de la prestigieuse *ars gubernatoria*, le corpus de cette *ars mercatoria* avait grandi. Au souci pratique de la gestion du Trésor princier se joignait celui de trouver des sources d'inspiration pour la gestion des richesses du prince. Désormais, en particulier pour entretenir des troupes régulières de

[10] Pierangelo Schiera, *Il Cameralismo e l'Assolutismo tedesco*, Milano, Giuffrè, 1968, p. 166.

soldats pour protéger ses possessions et tenir ses places fortes, ce dernier avait besoin de ressources non seulement de manière occasionnelle (récupérées sur les territoires conquis par le prince, voire par organisation du pillage), mais régulières et directes (à travers des levées réglées d'impôts) et surtout, mieux et plus, à travers des prélèvements indirects, de plus en plus essentiels, réalisés sur les activités provenant du «commerce». Favoriser l'État commercial signifiait enrichir le souverain¹¹.

La conscience en avait été prise dès le début du XVII^e siècle. Ainsi, Christoph Besold avait publié en 1620 un *De l'argent (De ærario)* et le plus fameux traité est dû à Kasper Klock, dont le titre de l'ouvrage, *Des impôts (De contributionibus)* devint une rubrique générique dans les études camérales. Jacob Obrecht traita de l'«argent sacré» (*ærarium sanctum*) dans ses *Secreta politica*, en établissant à côté de l'*ars politica* qui résume alors encore tout l'art exclusivement politique du prince, des principes dont les prémices se lisaient dans une autre tradition qui appréhendait, elle, dans l'art des marchands la voie que le prince doit désormais suivre. Née chez Giovanni Botero et Ludwig von Seckendorff, elle était issue de Machiavel et les deux traditions, celle des «miroirs des princes» et celle de l'écriture des marchands, puisaient ainsi à des sources communes comme le *Della Ragione di Stato* de Botero (1589) et le *Teutscher Fürsten-Staat* de Seckendorff (1653), diffusés en leur temps dans toute l'Europe¹².

Au XVIII^e siècle, la désignation du *bonum comune* s'approchait déjà de ce qu'on devait nommer «économie publique»¹³. L'historien constitutionnel Otto Brunner écrit :

Tous les termes liés à *Wirtschaft* acquièrent seulement au XVIII^e siècle un sens inhérent à l'économie entendue comme activité rationnelle visant la planification et le contrôle des

[11] La compréhension de cette mécanique impliquait finalement des propositions comme cet *État commercial fermé* que Fichte avance en 1800, comme nous l'avons vu dans notre première partie.

[12] Michael Stolleis, *Geschichte des öffentlichen Rechts in Deutschland : Reichspublizistik und Polizeiwissenschaft*; trad. Senellart, *Histoire du droit public en Allemagne, 1600-1800 (Droit public et théorie de la police)*, Paris, PUF, 1998.

[13] Quant au terme en français, son emploi est attesté chez des auteurs en apparence étrangers à la problématique mercantiliste, comme l'article «Économie politique» de Rousseau pour l'*Encyclopédie* de Diderot (1755).

recettes et des dépenses. Avant cette époque, on renvoie en général à la position du chef de famille, avec tous ses droits et également ses devoirs, économiques, mais autres également¹⁴.

Le Trésor qu'il amassait, le prince le transportait en général avec lui dans ses résidences, de château en château – quand la monarchie était itinérante comme sous la Renaissance française –, de manière plus casanière lorsqu'il s'agissait de certains minuscules territoires allemands de quelques milliers d'habitants. Dans le Saint Empire romain germanique, l'éclatement des territoires apparaît très tôt néfaste sur le plan des ressources mobilisables par l'empereur. Dans les grandes principautés, entre une centaine de milliers et un million d'habitants, les ressources du prince peuvent en revanche maintenant lui assurer des revenus conséquents ; ses impôts s'étendent effectivement à l'ensemble de ses territoires : l'impulsion qui meut vers un développement accéléré est le rendement pécuniaire qui en est attendu. Le prince au pouvoir absolu comprend bientôt qu'il doit encourager ces activités.

La division politique étant ancrée dans la nature du Saint Empire, l'idée d'une unité fondée sur la communauté de langue et de culture germanique, un intérêt commun pour la défense de leur spécificité expliqua la formation d'un premier style caméralisme dit « impérial » dans la triade d'auteurs autrichiens déjà cités : Becher, Hörnigk et Schröder.

Johann Joachim Becher, en particulier, insistait sur une union germanique, nécessaire pour faire face à la « monarchie universelle » forgée par les ministres Colbert et Louvois sous la volonté hégémonique de monarchie universelle de Louis XIV. Accroître la puissance impériale par l'économie passe par le développement du *Verkehr*, terme qui englobe alors diverses dimensions du commerce et de l'échange – tout autant que par les armes.

Polémiste et entrepreneur lui-même, Becher se répand en Autriche, en Bavière et en Hollande, cherchant par ses pamphlets à fédérer commercialement les puissances germaniques, plus fortes si elles s'unissaient avec le territoire hollandais, alors le plus développé¹⁵.

[14] Otto Brunner, « Das "ganze Haus" und die alteuropäische Ökonomie », in *Neue Wege der Verfassungs- und Sozialgeschichte*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1968, p. 37.

[15] Becher publie un *Machiavellus Gallicus seu Metempsychosis Machiavelli in Ludovico XIV Galliarum Rege. Oder einhundert politische französische Axiomata, in welchen der Franzosen Staats- und Kriegs-Maximen und Practiquen, welcher sie sich gebrauchen*

Contrairement à l'expression du Siècle des Lumières, ce n'étaient pas là des adeptes du «doux commerce» et Becher n'avait rien de débonnaire dans ses appels à la guerre européenne : dans le concert des nations, il juge qu'une guerre brutale doit se livrer, dans laquelle les terres germaniques doivent un jour s'unir, par et pour le commerce, qui deviendrait une arme supplémentaire au service de l'empereur.

Née dès le XVII^e siècle, l'idée, quoique perpétuellement empêchée par la lutte perpétuelle que se livrent les uns aux autres les princes allemands, allait survivre jusqu'à sa redécouverte par les historicistes du XIX^e siècle. L'institution d'un commerce sans obstacle à travers des unions douanières, *Zollvereine*, successives de plus en plus larges, était ancienne, mais elle fut comprise longtemps comme un jeu à somme nulle où chacun gagne ce qu'un autre perd, ce qui écartait tout intérêt pour la paix, augmentait les occasions de conflit et prévenait toute union réelle profonde, au sein de l'empire comme à l'échelle de l'Europe. Écoutons le philosophe constitutionnel pacifiste Condillac, fils des Lumières, se lamenter : «Le commerce n'est pas pour l'Europe un échange de travaux dans lequel toutes les nations trouveraient leur avantage : c'est un état de guerre où elles ne songent qu'à se dépouiller mutuellement¹⁶.»

Becher l'entendait ainsi, constat semblable, mais intentions diamétralement opposées : Becher appelait l'union pour la puissance germanique, alors que Condillac devait le déplorer pour la paix de l'Europe. Le caméralisme pouvait être plus ou moins belliqueux. Mais l'esprit de Becher, Hörnigk, Schröder et des caméralistes allemands perpétuaient une vision conflictuelle – qui fut reportée, par-delà les Lumières, dans l'esprit historiciste du XIX^e siècle. Le caméralisme avait fait certes partie d'un esprit mercantiliste général qui avait dominé dans toute l'Europe, comme le colbertisme en France. Mais il restait spécifique à des traditions, notamment quant au souci d'une administration conquérante de l'économie – centralisée en France, politiquement divisée dans les territoires allemands. L'historicisme moderne du XIX^e siècle n'allait avoir qu'à le recueillir pour revivifier

jedem Öffentlich zu sehen vorgestellt werden en 1673. Est-il besoin de traduire le titre et l'intention ?

[16] Condillac, *Le commerce et le gouvernement considérés relativement l'un à l'autre*, Paris, 1776 @ ; rééd., *Œuvres*, volume XXIX, Paris, p. 311.

ce qui formait plus une disposition d'esprit (*Gesinnung*) qu'un corps de doctrine¹⁷.

Antérieur à l'universalisme des Lumières, mais adapté aux conditions locales, le mercantilisme voit dans les ressources et les politiques économiques des princes son objet principal, mais il se décline selon les conditions locales : bullionisme espagnol, colbertisme français, formes prélibérales dominantes en Hollande et en Angleterre, caméralisme germanique. Si le mercantilisme est, à l'échelle européenne, « l'ensemble des opinions doctrinaires des auteurs d'économie politique des XVII^e et XVIII^e siècles qui approfondissent les connexions existant dans l'économie conçue comme totalité¹⁸ », la redécouverte de cet état d'esprit chez les historicistes retrouvant les racines germaniques du commerce porte d'emblée les éléments contradictoires avec toute acceptation réelle de la matrice classique et libérale. Il donne inversement les moyens d'une critique véhémente.

Mais s'il faut ainsi identifier des thématiques distinctes du classicisme et proprement germaniques, il apparaît également que, au-delà du fiscalisme originel, les mercantilistes ne disposaient pas d'une théorie générale du commerce. Cette lacune allait être fatale à terme, car ils conduisirent les économies nationales en tenant compte des effets de la perception des taxes sur le revenu du prince, mais sans toujours penser aussi au peuple pour pérenniser des sources qui se seraient taries. Seuls l'Espagne et le Portugal bénéficiaient d'ailleurs de ressources quasi infinies avec le rapatriement forcé de l'or et de l'argent des Amériques, dont la dépense entraîna paradoxalement leur ruine (en empêchant leurs propres industries de se développer, tandis que la fortune souriait aux manufacturiers de France, de Hollande et d'Angleterre). Les mercantilistes entamèrent d'ailleurs eux-mêmes l'analyse de cette décadence des empires conquérants au profit des

[17] Elle était donc d'autant plus ancrée dans l'« esprit populaire national ». Sans entrer ici plus avant dans des débats historiographiques qui confirment et/ou nuancent les travaux des économistes historicistes du XIX^e siècle, il suffit à notre propos d'avoir montré des traits particuliers à ce mouvement germanique.

[18] Klaveren Jacob van, « Fiskalismus-, Merkantilismus-, Korruption. Drei Aspekte der Finanz- und Wirtschaftspolitik während des Ancien Régime », *Vierteljahresschrift für Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, n° 47, 1960, p. 333 @. Dans cet article, les mouvements européens finissent par se retrouver indifférenciés, ce qui est vivement discuté par Schiera, *Il Cameralismo e l'Assolutismo tedesco*, op. cit., p. 295-297.

puissances commerçantes : la vision caméraliste est exemplaire en ce sens. Centrée sur la matrice d'un « bien commun » (*bonum comune*) dont l'origine peut être rapportée à la définition aristotélicienne du bien suprême, elle le fait résider dans la conduite politique du commerce et une centralisation souhaitable.

Réalisée en France, mais politiquement impossible entre les territoires allemands jusqu'à l'abolition du Saint Empire, elle pourrait apparaître comme la voie ouvrant la modernité à la nation allemande. L'autorité de l'empereur était souhaitée par les caméralistes. L'invasion napoléonienne porte le modèle centralisateur inspiré de la France, mais l'unité nationale se révèle encore longtemps impossible. La fécondité de la redécouverte du caméralisme provint alors peut-être de la tension perpétuelle entre un monde politique éclaté, l'unification culturelle et les chocs économiques reçus au début du XIX^e siècle. Quoi qu'il en fût, la question de l'administration revêtit dans le champ économique une importance considérable, liée d'emblée à la constitution d'une Allemagne politique. Qu'elle aboutît à la communauté morale (*Gemeinschaft*) d'un Schmoller est discutable, mais c'est pourtant l'image qu'en donnait ce dernier. Ainsi seule une théorie adéquate de l'administration pouvait-elle remplacer l'antique *Polizeiwissenschaft*, et la science de l'« ère industrielle » se substituer au caméralisme – comme celui-ci avait, en son temps, supplanté le fiscalisme. C'était le sens d'une lecture *nationale* de l'histoire de l'économie *allemande*.

2 – L'émergence de la science de la société civile industrielle et de son administration : l'œuvre de Lorenz von Stein

En Allemagne, c'est la philosophie du droit hégélienne qui a, la première, manifesté la problématique sociale de l'ère industrielle. En bâtissant directement sur les fondations hégéliennes, Lorenz von Stein a poursuivi l'analyse de la société civile de classes [*bürgerliche Klassengesellschaft*] et l'a conduite à son point culminant dans la poursuite de la réforme sociale par la monarchie sociale¹⁹.

À travers l'histoire allemande une perspective se découvre qui fait se rejoindre la philosophie allemande de l'histoire et l'histoire

[19] Ernst R. Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte seit 1789*, Stuttgart, Kohlhammer, 1957-1990, II, p. 419.

de la philosophie allemande : l'hégélianisme fut le moment de prise de conscience de la modernité – et d'un retour réflexif sur les conditions de son émergence à partir des idées de l'époque précédente. En reformulant les concepts traditionnels allemands, mais en intégrant les notions des penseurs classiques reprises à son compte, mais de manière spéculative, Hegel avait ouvert les yeux d'une époque sur elle-même. Le mérite du philosophe « professeur des professeurs » était d'autant plus grand que lui n'avait pas encore sous les yeux des industries très développées, mais tout au plus des fabriques semi-artisanales. Il décrivait le rôle des « états » [*Stände*] du plus primitif (paysan) au plus universel, celui des fonctionnaires, dans leurs fonctions, depuis retirer les fruits de la terre jusqu'à la double fonction d'ouverture des particularités privées à l'universel (de l'État central) et de transmission des décisions du prince au public.

Le prince hégélien, clef de voûte de la vision dialectique de l'ordre politique et social, fut la source de légitimité par excellence de l'administration, notamment dans ses aspects économiques, ainsi que le fondement de l'autonomie dont devait jouir toute sphère préalable à celle de l'État pour être elle-même et faire l'objet de la connaissance ainsi obtenue au travers d'un savoir positif correspondant à chaque fois à sa nature propre. L'affinité du système encyclopédique de Hegel et de l'ordre prussien n'a pas d'autre origine car, une fois l'agencement spéculatif dissout, il n'en reste que des éclats :

L'être chute dans l'histoire dont il est né, puis l'histoire, une nouvelle fois, le dissout en devenir. Le droit naturel hégélien, pris dans sa totalité, n'a eu d'effets que dans l'École, pas dans la vie. Il a fallu que la vie produise au contraire l'éclatement de l'unité de la pensée pour en agencer de façon neuve les éléments éclatés²⁰.

2.1. Une prise de conscience incomplète de la modernité dans la reformulation de la *Polizeiwissenschaft* par Robert von Mohl

Robert von Mohl et Lorenz Stein (la particule « von » de son nom ne devait apparaître qu'une fois anobli et professeur à Vienne) partirent d'un constat unique : la *Polizeiwissenschaft*, l'ancienne « science de la police », c'est-à-dire de l'organisation de la Cité par l'autorité souve-

[20] Franz Rosenzweig, *Hegel und der Staat*, R. Oldenbourg Verlag, München, 1920 @ ; trad. Bensussan, *Hegel et l'État*, Paris, PUF, 1991, p. 379.

raîne datait encore du moment où était possible l'étude d'un monde vécu de manière indifférenciée sous l'autorité du prince ; ce monde avait disparu avec l'émergence de la confrontation entre la société civile et l'État. Dans cette conviction s'ancrent alors leurs deux tentatives de «sauver» une science unitaire de la communauté conçue comme «*civitas*» totale sous l'autorité du prince, mais également de décrire de manière articulée le rôle de l'État (monarchique) dans le gouvernement de la sphère de la société (civile). Cette dernière est le cadre réel de l'activité quotidienne des hommes qui visent à y satisfaire leurs besoins (par la production, par l'échange) et elle ne peut plus être investie du sens global que prenait la «police» qui comprenait l'ensemble des aspects tant politiques (précisément) que juridiques, économiques et autres : les savoirs caméralistes auxquels les historiographes historicistes donnèrent *a posteriori* une unité ordonnée étaient plutôt encore dans une indifférenciation qui faisait traiter de tous ces aspects *à la fois*, globalement. Or l'unité ordonnée rétablie par les savants du XIX^e siècle avait certes moins existé dans la réalité des œuvres du passé. La différence tenait à la prise de conscience de la confrontation moderne.

Pourtant ces mêmes Modernes charriaient bien de la sorte la nostalgie d'une saisie compréhensive globale de leur communauté (la *Gemeinschaft*) dans la constitution de la société civile (*Gesellschaft*) qui s'en distinguait et s'en éloignait inexorablement^[21]. L'État moderne s'est également substitué aux savoirs fiscaliste et caméraliste, et deux sciences sont nées de la sorte : l'économie politique, d'une part, et la science de gouvernement, d'autre part. Le prince demeure au principe des décisions. Mais le cadre conceptuel a bougé quant aux couples de savoirs des deux époques, caméraliste et historiciste. Là où existaient une *ars gubernatoria* et une *ars mercatoria* unies selon une conception large de la *Polizeiwissenschaft*, la refonte des *Kameralwissenschaften* en économie politique et en science politique les fait apparaître comme

[21] L'allemand dit *bürgerliche Gesellschaft* confondant le «bourgeois» et le «civil». Mais il peut recourir au sens (éventuellement polémique) de «bourgeois» du mot français (en tant que citoyen) : «*der Bürger als bourgeois*» écrit Hegel dans les *Grundlinien der Philosophie des Rechts* ; trad. Jean-François Kervégan, *Principes de la philosophie du droit*, Paris, PUF, 2013, § 190, p. 359. L'opposition *Gemeinschaft/Gesellschaft* allait être commentée par Ferdinand Tönnies, mais elle est déjà l'objet de la prise de conscience de Mohl et de Stein.

deux branches du savoir conçu à nouveaux frais. Mohl et Stein constatèrent les premiers la fin de la « police », l'avènement de la confrontation nouvelle. Or celle-ci conduit à redéfinir l'État comme État de droit (*Rechtsstaat*) protecteur de libertés nouvelles qui émergent dans la sphère civile.

Le changement du cadre où concevoir l'objet d'étude appelait la modification de la méthode d'examen. Mohl écrit un *Die Polizeiwissenschaft nach den Grundsätzen des Rechtsstaates* de 1832-33 (*Traité de la police selon les principes de l'État de droit*) qui devait rester fondateur quant aux origines de la tradition du *Rechtsstaat* allemand. Notamment pour Stein, la conception de Mohl se relie à Hegel car Mohl lui attribue le déchirement moderne.

Mohl reste guidé par la dualité société/État, sans laquelle la modernité est incompréhensible²². Mais il refuse de croire qu'elle puisse correspondre à une réalité *rationnelle* de l'esprit allemand : l'unité que Mohl suppose est originelle et se voudrait supérieure à la conception hégélienne. Cette dernière serait d'autant plus fausse qu'elle distinguerait tout en les mêlant ces deux types d'institutions (étatiques et civiles). C'est un malheur qu'elles ne soient plus indifférenciées et réclament chacune de l'autre les garanties de leur propre maintien (des libertés individuelles, de l'efficacité des décisions principales) : Mohl déplore cet affaiblissement. Il voudrait croire qu'il ne saurait être rationnel et son *Traité de la police* reproche à Hegel ce déchirement interne de la communauté. Mais il le reconnaît en le reprochant de la sorte. Mohl prit simplement ainsi le symptôme (le discours philosophique) pour la cause, oubliant l'avertissement du philosophe dont le rôle est d'intervenir « quand la philosophie peint gris sur gris », c'est-à-dire « alors [qu']une figure de la vie est devenue vieille et, avec du gris sur gris, elle ne se laisse pas rajeunir, mais seulement connaître²³ ».

Mohl aurait voulu trouver un moyen de sauver l'unité de la science de la police. Il tenta alors de conjuguer une théorie « kantienne » de l'État de droit (une théorie dont il trouve les linéaments chez Kant, alors

[22] Voir l'article de Heinz Mohnhaupt, « L'état de droit en Allemagne », *Cahiers de philosophie politique et juridique*, n° 24, 1993, p. 71-91.

[23] Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, *op. cit.*, p. 134. C'est la phrase suivante du même passage qui voit la chouette de Minerve prendre son envol à l'irruption du crépuscule...

que ce dernier n'emploie certes pas le terme)²⁴ avec des recommandations juridiques et économiques de type caméraliste. Les conséquences contradictoires de cette double dérivation depuis des principes tout à fait distincts ne doivent pas être négligées, car la tentation est grande de souligner rétrospectivement la seule négation sur laquelle Mohl insiste et par laquelle, en pratique, il renforce le constat de départ, à savoir celui de la dualité de la vie moderne entre État et société.

L'émergence de cette dualité devenait graduellement irréfutable d'autant qu'elle était assise par Mohl sur des concepts qu'il juxtaposait dans une unité d'où il voulait tirer leur négation, mais qu'il échouait apparemment à réunifier à nouveaux frais. La tentative de Mohl est paradoxale, illusoire et fondatrice en cela. En méconnaissant le *mouvement* de la communauté, qu'il soit dialectique (de style hégélien, que Mohl refuse explicitement) ou pas, Mohl niait le rapport d'entités autonomes réelles (société civile, instances gouvernementales, décision princière) qu'il posait dans le même geste ; il fit dépendre la renaissance d'une *Polizeiwissenschaft* modernisée d'une administration (*Verwaltung*) et d'un État de droit qu'il dota d'une constitution (*Verfassung*), voire d'une représentation (*Vertretung*). Il les présentait sans ancrage dans l'histoire, mais en voulant se priver du besoin de sciences diversifiées, il en indiquait l'objet et le lieu d'application : tant d'une science politique du gouvernement en tant que telle (une *Staatswissenschaft* renouvelée) que de la société (la *Gesellschaftswissenschaft*) et d'une économie politique (*Nationalökonomie*).

La réflexion de Mohl acquit encore un rôle majeur en préparant une réaction encore plus patente d'aveuglement volontaire contre la dualité de la modernité chez le jeune Heinrich von Treitschke. Son *Habilitationsschrift* (thèse) porta précisément sur la « science de la société » comme objet d'une critique qui la positionnait tout aussi nécessairement comme telle dans le champ des études savantes devenues nécessaires. Publiée en 1859²⁵, l'étude reproche à son tour

[24] Le terme apparaît pour la première fois dans Placidus (pseudonyme de J.V.V. Petersen, *Literatur der Staatslehre*, Strasbourg, sans indication d'éditeur, 1798, p. 73), mais son usage est rendu significatif par Mohl dans une veine kantienne d'opposition au despotisme, d'égalité et d'autonomie. Cf. Norbert Waszek, « Aux sources de l'État social à l'allemande. Lorenz von Stein et Hegel », *Revue Germanique Internationale*, n° 15, 2001, p. 211-238 @, en particulier p. 228-229 sur le rôle de Kant.

[25] *Die Gesellschaftswissenschaft, ein kritischer Versuch*, Leipzig, Meizer, 1859 @.

à Mohl d'avoir *provoqué* cette prise de conscience de l'émergence de la « société » moderne, d'en avoir construit le concept lorsqu'il eût fallu le taire... car sans cela la nation allemande l'aurait elle-même écarté d'emblée (et cela eût été préférable)! Treitschke répéta ainsi, de manière plus véhémence, la même attitude, en y ajoutant la question de l'objectivité (de la validité universelle) des constats de la science : il lui imputait un pouvoir autoréalisateur (ou « performatif ») qui est effectivement une question sérieuse des sciences socio-économiques.

Mais, de toute évidence, il n'eût pas suffi que Mohl, Stein, Wilhelm Riel ou Julius Stahl²⁶ restassent muets pour faire que la société civile n'existât pas ! Treitschke ajoutait qu'une conséquence de cette dissociation irréparable était de reconstituer une *Polizeiwissenschaft* en *Machtpolitik* et il prônait alors, puisqu'il fallait en passer par là, une politique de puissance raisonnée (qui ne fût ni « mystique » ni « philosophique »), mais pratique et belliqueuse. Comme chez les caméralistes impériaux Becher, Hörnigk et Schröder, la guerre devant ressouder autour de l'État la totalité nationale des intérêts socio-économiques légitimes de la « communauté pour la guerre » : à l'économie de lui assurer alors la supériorité.

Comme aboutissement de la tentative précoce de Mohl de refonder une science unitaire de la police sur l'État de droit, ce résultat paradoxal avait deux effets : signaler les limites de la compatibilité entre les thématiques caméraliste et moderne, d'une part, et détourner l'économie allemande des méthodes spéculative (hégélienne) ou « abstraite » (de la matrice classique), d'autre part. L'École historique pouvait certes ainsi soutenir l'unité nationale contre la science anglaise. Pour autant, fallait-il en passer par la guerre ? Schmoller allait s'opposer violemment au conservateur Treitschke, mais tous deux abhorraient de même et Hegel et les auteurs classiques. Les voies pour aborder la modernisation allemande étaient en vérité nombreuses et complexes – l'idée de *Rechtsstaat* était toutefois désormais introduite.

[26] Ces auteurs plus tardifs produisirent de manière assez similaire de nombreux volumes aux titres assez génériques, mais d'autant plus significatifs de la référence au peuple allemand. On en prendra pour seul exemple l'histoire naturelle de ce dernier rédigée par Wilhelm Heinrich Riehl, *Die Naturgeschichte des deutschen Volkes, als Grundlage einer deutschen Social-Politik*, Stuttgart, Cotta, 1854 @. Nous renvoyons tout particulièrement le lecteur germanophone au tome II intitulé *Die bürgerliche Gesellschaft*.

2.2 – L'œuvre de jeunesse de Lorenz Stein et la fondation d'une science de la sociologie en Allemagne

Lorenz Stein²⁷ ne s'engagea pas dans les mêmes impasses que Mohl. Il conserva toutefois l'idée de *Rechtsstaat* pour l'appliquer à la réforme de la pensée politique allemande. Surtout, il demeure jusque de nos jours dans la culture allemande comme le fondateur de la sociologie. Peu connu du public français²⁸, Stein sut renoncer à sauver coûte que coûte l'ancienne *Polizeiwissenschaft* pour ouvrir la voie à une enquête sur la société qui pût se distinguer à la fois de l'histoire et de l'économie politique classique. Stein nourrissait deux prédilections d'où il sut tirer les éléments de sa propre réflexion : sa lecture de l'hégélianisme, auquel il demeura fidèle à sa manière après le décès de Hegel en 1831 (Stein vint trop tard à Berlin pour suivre ses cours), et les voyages en France pour trouver la compagnie des socialistes que Marx devait appeler « utopistes ». Tous deux périlleux dans l'Allemagne du *Vormärz*, ces goûts n'étaient pas rares, mais Stein tira d'eux une expérience qui alimenta l'œuvre qui fit de lui, quoiqu'il demeure méconnu en France, un personnage à la Heinrich Heine, passeur d'idées entre France et Allemagne, et le fondateur des sciences sociales allemandes.

Originaire du Schleswig, docteur en droit (jurisprudence) à Kiel en 1840, Stein n'avait pas pu suivre les cours de Fichte et de Hegel déjà disparus. Mais il avait reçu leur influence, qui rayonnait depuis Berlin, quoiqu'elle marquât le pas devant l'École historique de Savigny (et les *pandectes* au début de leur règne). L'historicisme juridique définissait le peuple allemand par l'histoire de sa jurisprudence dont la multiplicité manifestait moins, selon Savigny, Hugo ou Gentz, l'immense incohérence de l'éclatement des États qu'il ne révélait plutôt la créativité permanente de la source la plus authentique du droit qu'ils

[27] Stein était cependant en effet fils, mais illégitime, d'un noble du Holstein. Il n'allait accepter de porter le « von » dans son nom qu'après l'avoir reçu de nouveau par le gouvernement du Saint Empire en Autriche.

[28] En France, les travaux de Norbert Waszek visent à réparer cet oubli et cette injustice envers un auteur qui connut un grand succès à son époque et qui ne fut pas, au contraire de bien d'autres, notamment historicistes, oublié par la suite dans la culture allemande. Notons sa traduction du chapitre I de l'édition de 1850 du *Mouvement social en France* ; sa présentation de *Lorenz von Stein (1815-1890). Le concept de société*, trad. Béghin, Grenoble, ELLUG, 2002.

voyaient dans l'«esprit du peuple», le *Volksgeist*²⁹. Selon Savigny, le juriste est idéalement le scribe auquel il suffit de mettre par écrit ces us, sans les uniformiser ou les rationaliser.

Dans son *Vom Beruf unserer Zeit für Gesetzgebung und Rechtswissenschaft* (*De la vocation de notre temps à la législation et à la science du droit*), Savigny questionnait également la légitimité des juristes comme savants. Il s'opposait en particulier à ceux influencés par l'esprit français de rédaction d'une nouvelle constitution, à l'instar de Thibaut, de Heidelberg. Hegel avait défendu sa cause contre Savigny et Hugo tout en reconnaissant la portée de l'intuition historiciste quant à la présence de l'esprit populaire dans le droit. Hegel soulignait cependant que se priver de la possibilité de rédiger le code ne pouvait être accepté :

Dénier à une nation cultivée ou, en son sein, à l'état des juristes, la capacité de faire un code – étant donné qu'il ne peut s'agir de faire un système de lois *nouvelles* quant à leur *contenu*, mais au contraire de connaître dans son universalité déterminée le contenu légal qui est présent-là, c'est-à-dire en y ajoutant l'application au particulier, de le concevoir de façon *pensante* – serait une des plus grandes injures que l'on puisse faire à cette nation ou à cet État³⁰.

Si un Code civil et une Constitution sont deux instruments du droit véritable, alors l'Allemagne devait les posséder. Or, Savigny s'opposait à ces créations au nom d'une simple présentation de l'existant, qui ferait droit au titre de sa simple existence même :

La matière du droit donnée par le passé entier de la nation, certes pas par son arbitre, en sorte qu'elle pourrait de façon contingente être telle ou telle, elle est au contraire issue de l'essence la plus intime de la nation elle-même et de son histoire³¹.

Hegel ne disait certes pas que le droit pourrait être créé de toutes pièces par un esprit législateur – fût-il savant, princier ou législatif –, mais pour l'École du droit de Savigny la jurisprudence seule doit compter et tout le rationalisme des Lumières a conduit aux horreurs

[29] Cet «esprit» s'entend au sens de l'*Esprit des lois* de Montesquieu, ou du «génie des peuples» de Michelet.

[30] Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, op. cit., § 211, p. 378.

[31] Friedrich Carl von Savigny Savigny, «Über den Zweck dieser Zeitschrift», rééd. in *Thibaut und Savigny. Ihre programmatischen Schriften*, München, Vahlen, 1973, p. 264.

révolutionnaires et aux erreurs judiciaires. Au contraire, l'étude de la formation historique du droit (la jurisprudence) garantit de ne traduire dans les textes que ce dont est porteur le peuple qui s'est exprimé à travers les âges qui ont sanctionné la sagesse de ses princes. Bref, la coutume a toujours déjà dit le droit. Il est seulement à charge aux savants de mettre en forme la conscience populaire, ignorante de ce qu'elle contient pourtant essentiellement en elle-même. Entre les deux camps (rationalisme philosophique et historicisme juridique), la différence tient moins à une croyance partagée dans un esprit du peuple de l'Allemagne qu'à la manière de le recueillir. Le monde universitaire balançait entre ces deux versions – et Lorenz Stein également. Marqué par cet affrontement (qui datait de 1814) entre les idées de Savigny et de Thibaut, Stein franchit le Rhin pour aller voir sur place la nature des idées subversives : « Nous nous tournions en premier lieu vers la France elle-même », écrit-il.

Stein rapporta de son voyage une histoire du mouvement social en France qui allait faire date³². À travers ce texte, le public allemand découvrit les courants révolutionnaires français utopistes, socialistes et communistes. Cette « contribution à l'histoire contemporaine » trancha tant sur la méthode des historiographes roschériens, confits dans le passé, que sur les rêveries du « socialisme vrai » des disciples « hégéliens de gauche » d'une idéologie allemande dont Stein constatait avec Marx qu'elle était principalement aux prises avec ses propres fantasmes. Les Français donnaient une leçon d'imagination créative appliquée à la réalité, non à des idéaux quasi mystiques. Stein proposait en s'inspirant des Français une approche vraiment empirique de la société, de premières études de terrain qui constituent à la fois un genre de première *Gesellschaftswissenschaft* et l'exposé clair des positions « socialistes » enquêtées correspond à l'histoire réelle de la France révolutionnaire.

[32] Trois éditions, révisées et augmentées, parurent. La première porte d'ailleurs le titre accrocheur de l'enquête initiale : *Sozialismus und Kommunismus des heutigen Frankreichs. Ein Beitrag zur Zeitgeschichte* (Socialisme et communisme de la France contemporaine. Une contribution à l'histoire de l'époque), Leipzig, 1842. La citation précédente provient du premier avant-propos, p. IV. L'édition la plus révisée fut *Die soziale Bewegung und der Sozialismus in England*, Leipzig, 1849 (traduction et présentation du chapitre I par Norbert Waszek, *Le mouvement social en France, Le concept de société*, Grenoble, 2000).

L'assimilation parfois étrange que Stein fit de l'hégélianisme se lit dans son style. Qu'on en juge par cette citation d'une recension précisément consacrée à Savigny :

Si nous reconnaissons la Raison, ou l'Esprit, ou le Soi absolu, ou l'Ego, et la voyons devenir son propre objet comme le plus digne d'être connu, nous reconnâtrons alors la Raison comme la loi suprême de tout le rationnel. Mais la loi est rationnelle, et la loi est déterminée et établie par les hommes, par conséquent la Raison doit dicter les normes suprêmes de la loi, si nous reconnaissons la loi comme digne de l'humanité³³.

Malgré ce vocabulaire jargonnant, il convient de souligner que Stein rapporta de France avant tout *des faits* concernant la révolution et ses suites, et des idées sur l'organisation sociale : il introduisit en Allemagne celles de Cabet et de Proudhon³⁴. La présentation qu'il donnait était neuve car son enquête sur les idéologies sociales décrit aussi le milieu, l'environnement intellectuel, social et politique où elles étaient nées.

La dernière édition (1850) de son introduction au socialisme et au communisme français s'intitulait *Histoire du mouvement social en France de 1789 à nos jours*, et elle devait donner sa forme à de futurs traités de sociologie historique en Allemagne. Par ailleurs, les multiples articles de journaux de Stein contribuèrent à formuler un journalisme critique, parallèlement aux articles plus engagés et qui sont restés plus connus plus tard de Marx dans la *Neue Rheinische Zeitung*³⁵.

«Passeur» des «idées françaises» et enquêteur pointu, Lorenz Stein devint le fondateur, précocement reconnu comme tel, des sciences sociales en Allemagne et d'une première théorie sociologique avant la lettre, au-delà même de la simple traduction des intuitions de son

[33] Lorenz Stein, «Carl von Savigny, System des heutigen Römischen Rechts», *Deutsche Jahrbücher*, 1841, p. 92-96. Mais, à l'exception de Feuerbach et de Marx, il faut reconnaître la pauvreté de l'hégélianisme de ceux que Marx nomme «idéologues allemands» (après la génération française – Cabanis, Destutt de Tracy – à qui le terme avait déjà été appliqué péjorativement).

[34] Marx apprit sans doute beaucoup de Stein mais il ne le reconnut jamais, et jugea toujours Stein de haut.

[35] Citons, par exemple, l'article sur les vols de bois ou le compte rendu du procès des communistes à Cologne, de l'automne 1842 in *Œuvres de Marx*, Paris, Gallimard «Pléiade» volume III («Philosophie»), 1982, p. 235-280.

enquête et en raison de l'approche participative qu'il avait illustrée tout en restant moins militant qu'observateur des mouvements étudiés.

Stein avait repris les termes d'une formation spéculative hégélienne pour tenter de les éprouver dans l'action. Le cadre conceptuel avait servi une enquête qui, à son tour, l'orienta personnellement finalement dans la participation à la révolution de 1848 qu'il avait jugée inévitable non seulement en France, mais aussi en Allemagne dans ses écrits. Il faut reconnaître son échec patent toutefois dans les deux cas, comme héritier du philosophe et comme politicien : d'une part, à force d'accumuler des déclamations de principes (*Prinzip der Egalität, Prinzip der Personalität*, etc.) cimentés par une dialectique très verbeuse et trop verbale, Stein se rendit quasi incompréhensible ; d'autre part, son expérience au Parlement bourgeois de la Paulskirche à Francfort lors de la révolution de 1848 (il y fut député d'un Schleswig objet de contentieux entre la Prusse et le Danemark) se termina dans les pires déboires.

Stein dut se sauver en fuyant à Vienne où, grâce à une relation ministérielle favorable, une chaire à l'université de Vienne lui fut un refuge. Sa conviction en la révolution *trionphante* («à la française») en fut ébranlée : il renonça à l'activisme révolutionnaire. Son goût pour l'hégélianisme et pour la politique ne le quitta pas et, après 1850, il prit parti pour des «réformes» en Autriche-Hongrie, s'appuyant sur une administration dont il fit la théorie.

2.3 – La théorie de l'administration de Stein

Les notions de *Verwaltungslehre* (théorie de l'administration) et *soziales Königtum* (monarchie sociale) sont les termes clefs de la seconde partie de la vie de Stein. Réfugié à Vienne, professeur ordinaire à l'université, il y donna sa théorie de l'administration, qui fixait le cadre des réformes modernisatrices rendues possibles grâce à l'exercice de l'autorité monarchique à travers un corps de fonctionnaires dévoués au pouvoir. Après 1848, Stein a de fait renoncé aux ambitions politiques qui lui ouvraient le destin d'un révolutionnaire, potentiellement comparable à celui de Marx. Mais contrairement à ce dernier, c'est en se rangeant et en s'engageant à ne plus déranger les pouvoirs que Stein vit son influence croître, sans abandonner l'espoir de la poursuite des réformes : «Son travail rouvrit la voie vers les sources de la *Polizeiwissenschaft* et [...] avec lui, pour la première

fois, la muraille construite et défendue par le libéralisme bourgeois contre l'ancienne discipline fut franchie³⁶.»

La doctrine administrative de Stein devint le traité en allemand peut-être le plus célèbre du XIX^e siècle, à l'étranger également³⁷. Stein avait d'abord touché un public large, sinon populaire, avec son enquête en France et, dans la veine de celle-ci, des articles similaires, quoique moins approfondis, sur l'Angleterre et son propre pays dont il s'était exilé, l'Allemagne : le *Mouvement social et le socialisme en Angleterre* (1849) et le *Socialisme en Allemagne* (1852). Une fois installé à Vienne, Stein ne visait (ni n'atteignait) désormais plus les mêmes lecteurs. Il avait aussi perdu en précision dans ses descriptions (car il ne se rendait plus sur place pour enquêter), mais son expérience demeurait une référence. Il ne témoignait plus guère autant d'empathie avec les idées qu'il exposait, mais qu'il ne partageait plus vraiment. Sa critique du travail d'Engels sur les classes laborieuses anglaises le montre par un commentaire très critique :

Ce livre [celui d'Engels] est impressionnant par sa partialité ; il est fondé sur l'idée que la partie la plus basse de la société constitue sa majorité, et que la société est responsable de tout ce dont l'individu souffre et de tous les malheurs qui lui échoient. [...] Nous nous opposons résolument à cette manière de voir³⁸.

La carrière académique à succès que Stein eut à Vienne montre d'ailleurs assez la confiance qu'il inspirait aux autorités. Les gages qu'il donnait par ses choix réformistes l'opposaient désormais complètement à la voie empruntée par cet autre observateur de la modernisation capitaliste, Marx. Stein gardait une teinture d'hégélianisme, sensible dans son style, mais elle restait toujours assez dénuée de la force de la spéculation dialectique – ce que Marx, en connaisseur véritable et en railleur impénitent, sut naturellement relever³⁹. Sans

[36] Schiera, *Il Cameralismo e l'Assolutismo tedesco*, op. cit., p. 95. Une autre source à consulter est Gianfranco Miglio, *Le origini della scienza dell'amministrazione*, Milano, Giuffrè, 1971.

[37] La reconnaissance de Stein dépasse de beaucoup le monde germanophone. Jusqu'au gouvernement impérial du Japon (Meiji) qui envoya une délégation apprendre la législation constitutionnelle et administrative auprès de lui. Parmi les jeunes bureaucrates figurait le futur premier Premier ministre nippon Hirobumi Ito.

[38] Stein, *Die soziale Bewegung und der Sozialismus in England*, op. cit., p. 469.

[39] Marx avait-il senti une parenté avec l'entreprise de Stein, au moins dans ses débuts, et,

maîtriser la logique profonde du système, Stein finit par fournir « au fond, un conservatisme de style hégélien⁴⁰ », aboutissant à une théorie de l'administration qu'il articulait entre la société et l'État. Stein regardait désormais négativement la révolution, comme la domination induite de la première sur le second, et l'absolutisme d'Ancien Régime comme son inverse.

Stein annonçait au contraire que leur coexistence conflictuelle était possible en s'ajustant aux conditions historiques. L'historien de l'administration Gianfranco Miglio résume ainsi :

La société est le règne naturel de l'inégalité et de la sujétion du fait des rapports libres entre les individus aux caractères variés, et de la tendance des vainqueurs à garantir leur domination par la suite par une mise en ordre juridique de celle-ci ; l'État, au contraire, est le lieu où l'on tend à rétablir l'égalité à travers la défense des intérêts de la communauté dans son ensemble, par l'abolition des privilèges et par des conditions de départ semblables pour chaque citoyen dans la concurrence économique⁴¹.

En s'y prenant de la sorte, Stein ne pouvait certes pas donner une critique de l'économie classique de grande portée : le manuel qu'il rédigea montre assez qu'il n'en savait rien de suffisamment profond pour apparaître très fécond. Ce serait pourtant porter un jugement trop sévère que de le décrire comme se plaisant à agencer les concepts selon les répartitions tripartites de son hégélianisme « mal digéré » (Marx) en ses formules qui restaient sibyllines, comme cet incipit de son manuel d'économie politique :

par suite, un *danger* de confusion avec sa propre œuvre ? La question pouvait se poser et s'est de fait posée : Marx s'offusqua de ce que Dühring le comparait à Stein dans une recension du *Capital* ; il écrivait à Engels : « Mais le plus drôle est qu'il [Dühring] m'assimile à Stein parce que je pratique la dialectique et que Stein, quand il coupe maladroitement les cheveux en quatre et opère quelques renversements de catégories à la Hegel, aligne sans s'en rendre compte les pires platitudes » (lettre du 8 janvier 1868, que nous citons dans la traduction des *Œuvres*, Paris, Éditions sociales, 1982, p. 139-140). À cette date, les deux auteurs n'ont certes plus rien de commun, ni par les intentions, ni par la teneur de leurs écrits.

[40] Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte seit 1789*, op. cit., p. 340. On pourra noter au passage que c'était autant la logique que la philosophie du droit qui chez Hegel retenait l'attention des marxistes, de Marx aux commentateurs des années 1960 en passant par Lénine.

[41] Miglio, *Le origini della scienza dell'amministrazione*, op. cit., p. 48.

L'économie politique constitue une partie essentielle et d'une grande signification d'un tout plus grand, que nous appelons la *vie de la personnalité*. Le fondement le plus général de l'intelligence de l'économie politique sera par conséquent donné dans sa relation où elle se tient avec ce tout [et] la vie de la personnalité s'effectue en son concept selon le processus au moyen duquel elle soumet l'être-là naturel à son être-là personnel et en fait le contenu de sa vie⁴².

Aussi contournées fussent ses formulations, et plates ses théories, Stein avait retenu de la dialectique le rôle primordial des médiations. S'il les introduisait partout, parfois sur des principes posés à tort et à travers, cette simple présence imposait dans la théorie le recours pratique à des instances situées entre l'individu, constituant de la société, et le prince, instance décisive du gouvernement. Le rôle des corporations modernisées, des règlements (*Polizei* moderne) et de la justice, enfin et surtout de l'administration surgissait ainsi du cœur même d'un suivisme ancré sur un fond d'hégélianisme et de classicisme bon teint. Une fois le vernis dialectique ôté, restait une science entièrement exposée *en vue de l'application pratique*. Le propos de Stein, qui peut sembler confus pour un économiste et peu consistant pour un philosophe, offrait toutefois à l'administrateur une place indispensable, trouvait en lui un suiveur sinon un lecteur. Le fonctionnaire prenait la place du révolutionnaire pour traduire la «vie de la personnalité» censée renvoyer, dans la compréhension absconse que Stein gardait de l'hégélianisme de sa jeunesse, c'est-à-dire à la personne telle qu'elle est définie dans les *Principes de la philosophie du droit*, comme «universalité de la volonté libre pour elle-même», «universalité formelle⁴³». C'est une science de la «vie de la personnalité» en quoi Stein voit l'économie politique.

[42] *Lehrbuch der Volkswirtschaftslehre*, Wien, 1858. L'enseignement de Stein allait avoir plutôt du succès à l'université de Vienne, mais il devait être jugé de manière peu amène, mais en secret, par Carl Menger, devenu son collègue à l'université de Vienne avec son appui. Stein décédé, Menger rédigea un hommage nécrologique louangeur qu'il lui devait bien, et qui est parfois pris pour argent comptant (cf. l'introduction de la traduction anglaise par Kaethe Mengelberg de *History of the Social Movement in France, 1789-1850*, Totowa, Bedminster Press, 1964, rééd. 1989, p. 5). Mais c'est à tort ! Mengelberg ne connaissait pas les archives où Menger avait noté, pour lui-même, des propos moins amènes.

[43] Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, op. cit., § 35, p. 182.

3 – Constituer, orienter la « monarchie sociale » : Stein et Schmoller

L'économie au sens le plus large du mot est par conséquent naturellement la première partie de la science de l'État, et comme telle une partie de la science de la vie de la personnalité⁴⁴.

Stein soulignait dans l'aspect formel de la personnalité juridique la présence de la liberté véritable au sein de la dépendance mutuelle envers l'État. À ce titre, il devait rejeter la révolution qu'il examinait dans la première partie de sa carrière. Après qu'on aura pu repérer dans cette dernière un certain parallèle avec le jeune Marx, c'est maintenant avec les œuvres de Schmoller que celles de Stein peuvent manifester un parallèle. Les deux auteurs ne se portèrent pas de grands égards : ils œuvraient en Prusse et en Autriche, l'un dans l'École historique *allemande*, l'autre pour fonder à nouveaux frais une *Polizeiwissenschaft* moderne, mais dans le cadre de la vieille capitale impériale. Le parallèle a donc ses limites, mais nous tenterons ici de montrer pour conclure qu'il conduit à une nécessité qui s'en déduit, dans les deux cas, d'instaurer une « monarchie sociale » (*soziales Königtum*).

La monarchie sociale consiste à pratiquer une politique économique déterminée. En cela, elle est déjà un progrès sur l'inconsistance des décisions flottantes de nombreux princes. En cela également, elle s'inscrit dans la tradition camérale. La monarchie sociale consiste à décider d'une politique économique qui écarte le risque de révolution tout en modernisant et en industrialisant, si besoin à marche forcée, la nation en son entier. Cette monarchie se légitime de pair avec le capitalisme qu'elle impulse et non plus en s'appuyant sur un seul ordre, l'ancienne noblesse des *Junkers*⁴⁵.

La *Verwaltungslehre* de Stein fut publiée de 1865 à 1869. Refus de la révolution et redéfinition du rapport société/État vont alors de pair, en rupture, mais aussi dans la ligne méthodologique de l'expérience acquise par sa définition des études sociales dans sa jeunesse. Le résultat fut une rénovation de la *Polizeiwissenschaft*, en parallèle de celui atteint par l'historiographie schmollérienne et un commun *aggiornamento*, pour ainsi dire, de l'économie publique. La théorie de

[44] Stein, *Lehrbuch der Volkswirtschaftslehre*, *op. cit.*, p. 2.

[45] Un paradoxe fut que le chancelier Bismarck conduisit la marche écartant la Prusse puis le Reich de la caste dont lui-même était l'un des ultimes immenses représentants.

l'administration conçue comme *médiation* de l'universel étatique dans l'élément particulier du milieu sociétal fit du moment économique le rapport intermédiaire et le moment décisif : là encore, ce n'est pas un mince paradoxe que la dialectique sommaire de Stein et l'anti-hégélianisme proclamé de Schmoller se rejoignent pour assigner une position commune à l'administration moderne. Dans l'œuvre de Stein, par laquelle nous entamerons la description, la *Théorie de l'administration* et le *Manuel d'économie politique* fournissent des justifications réciproques des positions réformistes et de l'appui mutuel entre l'administration gouvernementale et forces vives du système économique (le « système des besoins » hégélien) : l'administration joue les rôles clefs selon un schéma censé assurer l'égalité de principe entre des agents conscients tant de leur appartenance à une même société unifiée que de leur rôle économique en son sein. Schmoller montre une conscience similaire des rôles de chacun dans la modernité en les tournant vers l'action quand il constitue l'Union pour la politique sociale (le *Verein für Socialpolitik*).

3.1 – La « monarchie sociale » selon Stein

Deux principes jouèrent un rôle inaugural et central dans les travaux de jeunesse de Stein pour fonder des sciences sociales dignes de ce nom : un principe d'égalité, caractéristique de la modernité selon Alexis de Tocqueville comme selon Hegel, et un principe « hégélianisant » de personnalité et d'universalité concernant une liberté formelle consciente d'elle-même. Le principe d'égalité fonctionnait comme un ressort du système que la révolution devait abattre dans la compréhension de jeunesse ; il est maintenu, mais cette égalité est désormais insérée comme équité proportionnelle au rang au sein de la société : celle-ci est censée freiner les excès du pouvoir sur les personnes individuelles, prévenir les révolutions et assurer l'ordre en facilitant l'acceptation de la politique diffusée par le gouvernement dans la sphère économique. Cette diffusion est idéalement assurée par une administration efficace et moderne. Celle-ci doit permettre de toucher toutes les classes de sujets impériaux sur tout le territoire, jusque dans les régions enclavées, les parties orientales de l'Empire, pas seulement les esprits déliés portant les innovations industrielles, mais jusque dans les consciences les moins éveillées, notamment celles des couches populaires, même rurales ; enfin, elle prépare l'infrastructure tant matérielle que morale du développement industriel à l'échelle des

territoires dominés par les peuples germaniques, voire par l'ensemble des nationalités européennes faisant partie de l'Empire. L'autorité provient en effet en définitive du pouvoir de l'empereur. Mais elle est assurée au bénéfice de tous dans la voie de la modernisation.

Ces principes, Stein les résume sous le nom de *soziales Königtum*. La monarchie a pour tâche de réaliser pratiquement ces concepts élaborés dans son œuvre, d'adapter la « police » à l'ère industrielle, et de réussir là où la bourgeoisie avait échoué dans sa tentative de révolution en 1848. L'autorité monarchique peut même imposer la réforme sur des terres qui ne sont pas toutes germaniques (en particulier dans les minorités de l'Empire austro-hongrois). En effet, une fois le renversement de l'État monarchique exclu par principe, le souci d'harmonie sociale se mue naturellement en intérêt pour les questions d'administration.

L'infléchissement de son centre d'intérêt [de Stein] vers l'administration et l'économie politique fut la conséquence nécessaire d'une théorie constitutionnelle qui considérait comme résolue dans le principe la question constitutionnelle avec la réalisation de l'ordre libéral-bourgeois et déplaçait le point crucial de la politique vers la réforme et l'administration sociales par le truchement de l'État⁴⁶.

La monarchie souhaitée par Stein est « sociale » au sens où l'administration correspond à la communauté morale qu'elle structure. Un thème déjà présenté chez Schmoller est présent. Son intervention s'effectue au sein même de la société pour prévenir les conflits des classes qui la composent. Stein ne perd pas pour autant les outils d'analyse qui furent ceux qu'il avait appris dans les milieux socialistes et qu'il avait fait siens, il ne nie ni les classes ni leur soubassement économique : il distingue naturellement capital et travail, mais d'un point de vue technique et repousse la lutte ricardienne du partage profits-salaires. Le refus schmollérien du « partage ricardien » entre profits et salaires offre une vision analogue – certes assez incohérente dans le contexte d'une analyse d'économie politique classique, mais essentielle pour le propos réformiste : Stein ne définit pas les classes exclusivement par leur rapport à la propriété des moyens de production

[46] Ernst W. Böckenförde, « Lorenz von Stein als Theoretiker der Bewegung von Staat und Gesellschaft zum Sozialstaat », in *Alteuropa und die moderne Gesellschaft. Festschrift für Otto Brunner*, Göttingen, 1963, p. 272.

(comme Marx), mais aussi par leur lien à la «vie de la personnalité» des agents; ceux-ci se sentent moins lésés par l'intervention neutre de l'État. Il faut entendre que la loi doit régner dans l'État de droit, *Rechtsstaat* repris des idées de Mohl, et censé rester neutre vis-à-vis de la richesse. Cet État est conçu comme monarchique/princier, mais sa légitimité est aussi de représentation, divine dans la conception traditionnelle de la monarchie catholique, mais dotée de l'assentiment populaire.

Par administration, il faut alors entendre la pure fonctionnalité d'une fiction (cette représentation de l'État aux yeux propres de la personnalité sociale) ayant des effets réels – lui sont alors dévolues ce qui pourrait équivaloir aux fonctions de sympathie et d'imitation qui, dans la philosophie morale smithienne, assurent les relations entre les agents et la qualité d'«observateur impartial» à laquelle tous se réfèrent intérieurement. Cette impartialité est comme assumée et extériorisée dans le fonctionnariat. Puisque Stein édifie un discours qui peut prétendre s'inscrire dans la lignée de la *Richesse des nations*, il reste proche d'une conception de la pensée économique classique sans être libérale. La notion d'État qu'il prône est censée pouvoir régler les échanges au sein de la communauté nationale en aménageant la société où l'autorité du prince garantit tant l'autonomie des agents économiques que l'exécution de règlements qui rendent supportable au peuple l'organisation capitaliste nouvelle calquée sur la matrice classique.

L'organisation administrative se voit assigner un rôle d'encadrement et d'ajustement selon que le moment exige une politique économique plus ou moins libre-échangiste ou protectionniste, plus ou moins interventionniste ou libérale. Stein montrait une voie pragmatique en laissant une latitude pour l'adaptation selon les besoins du moment. Réfugié en Autriche, il s'opposait aussi au pangermanisme qui tendait à imposer, sous l'influence de la pensée de List et de ses héritiers nationalistes une politique restrictive de protectionnisme éducateur. Stein conserve la primauté accordée à la liberté de l'échange – c'est-à-dire que chaque agent puisse nouer et dénouer les relations qu'il lui plaît (selon les termes de Hegel). Ce libre-échange reste assuré tant que tous les agents sont traités de la part de l'État de sorte qu'aucun n'ait à supporter une dépendance à un autre telle que son lien à l'État en soit affaibli.

Aussi, le libéralisme radical de l'École de Manchester, dont une interprétation consiste en somme à nier tout bonnement la souveraineté étatique, se trouve-t-il d'emblée récusé par l'introduction du principe du règlement administratif des différends survenant au cours des échanges – sans qu'il soit pour autant besoin de régler ceux-ci dans tous leurs détails (comme dans le modèle du socialisme fichtéen). Stein paraît moins hostile que pragmatique à l'égard de la matrice économique classique. Il se situe plus souvent en deçà même de la théorie. Dès lors qu'État et société sont reconnus comme des sphères différentes et que la liberté économique l'est aussi, mais que toutefois le choix de participer ou non au fonctionnement de l'État est exclu (c'est-à-dire que la participation est définitoire et impérative), alors le rôle de l'État est de garantir que les rapports économiques demeurent libres entre les agents. Par exemple, et dans l'idéal, les lois de la monarchie sociale devraient suffire pour que les chômeurs ne fonctionnent pas comme une armée de réserve du capital, faisant automatiquement pression pour maintenir les salaires au niveau de subsistance⁴⁷.

Les prolétaires au sens que Stein donne au terme auraient d'ailleurs, à la différence de l'argument donné par Marx, quelque chose de précieux à perdre s'ils secouaient des chaînes qu'ils ne portent donc plus seuls dans le cadre d'un État sagement administré – tandis que les entrepreneurs sont, eux, incités à développer une industrie qu'orientent habilement les choix de politique économique pour enrichir la nation, mais sans profiter d'aucun passe-droit ou avantage indu. Leur richesse n'est après tout considérée par la nation que comme le moyen d'accroître la puissance du tout, incarné par le prince. L'équilibre des forces sous la tutelle du monarque est la clef proposée par Stein. Il craint autant une suppression (révolutionnaire) de l'État que la résorption de la société en son sein⁴⁸.

Les termes de Stein d'harmonie globale d'un tout vivant de la personnalité suprême, ou les termes schmollériens de la communauté

[47] Bien entendu, les travailleurs forment alors une autre armée de réserve, celle des soldats de l'Empire.

[48] On peut interpréter en revanche l'œuvre de Marx en des sens opposés, comme prônant l'un ou l'autre terme de l'alternative dans des buts certes divergents : la révolution vers la dictature d'un État du prolétariat ou bien vers un communisme de type anarchiste. Une analyse du discours de Treitschke pourrait également montrer une duplicité analogue en reflet, du côté conservateur.

morale des personnalités individuelles, sont au contraire le signe de la réussite possible pour proposer une nouvelle *Polizeiwissenschaft*. L'époque moderne apporterait alors l'absence de toute dépendance réciproque coercitive entre les agents – la fin de l'aliénation à un autre individu, ou encore, à un individu autre que la personne du souverain. Tous les essais de restauration d'un conservatisme absolutiste et réactionnaire, comme ceux de révolution, sont alors considérés comme les symptômes d'un mal qui ronge un État libéral « gardien de nuit ». La monarchie sociale peut les éviter en convainquant ceux-là mêmes qui prônent l'autorité absolue de l'État de ne plus s'en mêler. Ainsi, Treitschke reconnaissait-il lui-même cette supériorité : « La supériorité des États modernes sur les États antiques ou la société médiévale réside dans la dissociation entre le niveau purement politique et celui des intérêts sociaux⁴⁹. »

L'entreprise de Stein, comme celle de Schmoller, est de légitimer et de mettre au service du modernisme industriel les éléments intégrés de la critique des déviations possibles, voire probables de la modernité laissée à elle-même. Les deux auteurs peuvent alors s'inscrire et dans une tradition caméraliste ancienne et se conformer en même temps au processus spontané d'adaptation de l'ordre capitaliste. Leur hostilité à la révolution est constitutive de leurs discours, mais la seule puissance du prince, qui est la vie *incarnée* de la personnalité moderne, trouve sa plus haute expression dans la science de l'État qui sert le *bien commun*⁵⁰.

Ce bien n'était cependant déjà plus celui de l'entière communauté des territoires germaniques. Un point réclame en effet l'attention : l'extension du pouvoir territorial d'un royaume sur les autres. C'est par le conflit interne, d'abord celui qui allait déchirer le monde ger-

[49] Treitschke, *Die Gesellschaftswissenschaft, ein kritischer Versuch*, op. cit., cité in Catherine Colliot-Thélène, *Le désenchantement de l'État : de Hegel à Weber*, Paris, Minuit, 1992, p. 113.

[50] Ce n'est pas une coïncidence si l'on peut retrouver l'écho d'une formulation hégélienne : « Si l'État est confondu avec la société civile et si sa destination est située dans la sécurité et la protection de la propriété et de la liberté personnelle, *l'intérêt des individus-singuliers comme tels* est alors la fin dernière en vue de laquelle ils sont réunis, et il s'ensuit également qu'il sait quelque chose qui relève du bon plaisir que d'être membre de l'État » (Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, op. cit., § 258, p. 417). Selon Hegel, comme selon Stein, n'y aurait-il alors plus de peuple ? Réminiscence bien peu spéculative en réalité de la figure dressée par Hegel...

manique que l'unification allemande allait se produire. Stein était resté hostile à la Prusse après l'échec de 1848 et sa fuite, mais c'est bien elle qui allait faire subir un échec cuisant à l'Autriche à Sadowa. Impressionné, Stein entame alors un descriptif général de l'industrialisation massive à l'échelle de l'Europe. Stein se mit à poser la question de l'unité germanique. Comme Becher trois siècles plus tôt contre Louis XIV, devait-elle être envisagée contre Napoléon III? Ce qui à l'échelle européenne correspondait en 1848 à un espoir (le «printemps des peuples») s'était mué en alliances autoritaires et belliqueuses⁵¹. Bismarck allait donner une réponse positive à cette question. Elle n'était toutefois pas du ressort de la science.

Stein faisait opérer une mutation à la *Polizeiwissenschaft*, aboutissant à une réflexion embryonnaire sur les finances européennes, considérant même le cas russe après celui des autres puissances. Il retrouvait l'inspiration caméraliste originelle d'une police fiscaliste attachée au «Trésor du prince». Mais c'est dans un contexte moderne et en vue de réformes sociales dont, avec l'autorité nécessaire, aucun principe interne ne vient limiter l'effet dans la monarchie – Becher le disait déjà de la monarchie universelle de Louis XIV. S'il manquait en Autriche la volonté de moderniser, la Prusse victorieuse la possédait; c'était celle de Bismarck et de Schmoller.

3.2 – Gustav von Schmoller et le *Verein für Socialpolitik*

Schmoller fut le maître de l'université prussienne, puis allemande à un degré inégalé jusqu'à lui dans le domaine des sciences camérales, économiques en particulier. En renonçant au programme de Roscher, l'École historique qu'il entreprit de rénover trouvait une tâche neuve : fonder le domaine devant servir de base pratique aux sciences sociales dans leur ensemble, en remplacement de la vieille *Polizeiwissenschaft*, et infléchir la politique sociale, commerciale, économique du II^e Reich rétabli dans la Galerie des Glaces du château de Versailles sur l'orgueil de la victoire contre la France. Il y avait certes une certaine continuité. En effet, Roscher visait à ancrer le présent dans une ligne

[51] Stein publie un manuel destiné à étudier la question : *Handbuch der Verwaltungslehre mit Vergleichung der Literatur und Gesetzgebung von Frankreich, England, Deutschland und Österreich und Russland*, Wien, 1875-1878. L'édition ne parut pas avec l'ampleur prévue, mais elle indique bien l'état d'esprit qui l'oriente. Voir Maier, *Die ältere deutsche Staats- und Verwaltungslehre*, op. cit.

traditionnelle: «[Roscher n'était] pas tant intéressé par l'objet de sa recherche, que par sa fin, qui consistait dans la reconstruction d'une lignée organique et systématique qui expliquât la réalité économique de son temps⁵².»

Schmoller et ses disciples poursuivaient la tâche, en entendant reconstruire les rapports de l'État monarchique, devenu impérial et de la société civile contemporaine. Les théorèmes classiques formulés par Smith, Ricardo et Mill, et repris depuis lors, furent confrontés aux cas singuliers de l'histoire allemande dans le but moins de les améliorer que d'en identifier les limites, et de servir de repères pour une intervention correctrice auprès du prince. Il s'agissait ensuite de les écarter, une fois qu'il était devenu patent que la recherche d'un système protecteur, plus encore que protectionniste (en reprenant la distinction soutenue par List, devenue une référence majeure des publicistes pangermanistes, quoique décédé depuis 1846) s'imposait plutôt que la matrice classique pour soutenir l'industrie allemande dans sa jeunesse (elle avait été naissante jusque vers les années 1850, mais était désormais entrée dans une première vigueur rendue manifeste sur d'autres terrains, par les victoires militaires).

Enfin, en 1872, à Eisenach, Schmoller fut l'un des principaux artisans de la création, pour conseiller les réformes au prince, de l'Union pour la politique sociale. Ses membres évincent les quelques libéraux allemands (*Freihändler*) jugés servir les intérêts britanniques et voués aux gémonies, moins d'ailleurs pour le contenu réel de politiques dont les historicistes font leur certaines (ils ne furent pas unanimement protectionnistes à tous crins) que pour leur inféodation à la «doctrine cosmopolite» honnie.

Si Schmoller s'est imposé comme chef de file de la «nouvelle» ou «jeune» École historique allemande, puis de toute l'université allemande (dans le domaine de l'économie), enfin entra au Conseil d'État de la Prusse (puis de l'Empire), ce dernier instrument de son influence y fut pour beaucoup. Une vingtaine d'années après sa création, au tournant 1900, tout économiste germanophone devait

[52] Schiera, *Il Cameralismo e l'Assolutismo tedesco*, op. cit., p. 115. Il répond à Albion W. Small, *The Cameralists. The pioneers of German Social Polity*, New York, Burt Franklin, 1909 @. Small reproche à Roscher de mélanger les genres: économie politique, politique, et les auteurs (caméralistes et philosophes), faute de méthode.

y appartenir pour assurer sa carrière, fût-il même de tempérament «libéral-national» par formation ou par opinion (comme Max Weber).

Le *Verein*, de l'époque bismarckienne à la Première Guerre mondiale, exerça une influence telle qu'il ne serait pas exagéré de dire qu'elle approcha ce que les historiographes du caméralisme avaient imaginé quant aux objets de leur enquête et qui n'avait sans doute jamais eu d'importance aussi forte et prégnante aux XVII^e et XVIII^e siècles. Ces membres, nommés un temps par dérision des socialistes de la chaire n'étaient d'ailleurs souvent ni vraiment libéraux, ni assurément conservateurs, ni du tout révolutionnaires, mais réformistes et modérés. En revanche, modernistes convaincus, ils devinrent les nouveaux «conseillers du prince» par leur combat sans trêve contre les idées dominantes chez les conservateurs (longtemps menés par Treitschke) ou les libéraux-nationaux (citons le père de Max Weber) qui se retrouvaient dans l'opposition aux réformes voulues par Schmoller, proposées régulièrement à travers le *Verein*.

Ce dernier passait allègrement par-dessus les milieux politiques en plaidant au nom de l'autorité de la science unie à celle du prince. Le réformisme d'État, c'est-à-dire la «monarchie sociale», devint la politique de l'Empire après celle de l'État prussien pour un demi-siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale⁵³. Avant la défaite mondiale qui en marque le terme, cette monarchie peut correctement être dite «sociale» au sens où elle teinte toutes les institutions qu'elle met en place de la légitimité scientifique que doit apporter la connaissance de l'économie politique par les universitaires historicistes de tendance *kathedersozialistisch*. Ce sont des régularités, certes pas des lois universelles, mais des traits germaniques de la *Volkswirtschaftslehre*, qui trouvent application.

Par suite, la réforme du chancelier (puis de l'Empereur) est imposée sur les conseils des savants, et même aux plus réticents – parmi lesquels la classe de Bismarck lui-même, ces *Junkers*, propriétaires réactionnaires politiquement et surtout rétrogrades économiquement.

[53] On peut considérer en grande partie cet Empire conforme aux caractéristiques de la définition qu'en donne Franz Rosenzweig dans son étude de l'hégélianisme politique, qui n'est pas pour autant le prophète de cette Prusse, et certainement pas un apologiste, comme la critique est trop souvent portée (*Hegel und der Staat*, op. cit.). C'était là le monde que Rosenzweig devait voir disparaître avec la Première Guerre mondiale (avant d'écrire *L'étoile de la Rédemption*).

Sans autre besoin d'asseoir la réforme que sur l'autorité, les réformes sociales sont passées, parmi lesquelles les plus importantes (mise en place de caisses de retraite, de caisses mutuelles de secours en cas d'invalidité, de négociations collectives sur les salaires) apportent une légitimité qui devait rendre supportable la discipline des usines et, à terme, porter au réformisme une social-démocratie d'origine révolutionnaire et s'écartant graduellement, mais franchement, de l'aboutissement prévu par Marx (à savoir, la révolution sociale en Allemagne (et non en Russie, comme il advint).

C'est une idée répandue, et pas totalement fausse, que Bismarck croyait pouvoir par là «couper l'herbe sous le pied» des sociaux-démocrates. Mais cette politique n'était pas le seul fait du politique retors et avisé qui avait rédigé la dépêche d'Ems pour entraîner la France à déclarer la guerre : en arrière-plan, le *Verein* sous la houlette de Schmoller avait préparé ces réformes, et parfois même *contre la classe politique représentée en son entier* (de la social-démocratie encore révolutionnaire dans ses discours aux conservateurs ne voulant pas entendre parler de concessions aux ouvriers). Il est permis d'affirmer que, par ses études de terrain, ses enquêtes statistiques et ses publications, le *Verein* permit de connaître et de stabiliser les éléments frondeurs de la société civile allemande du II^e Reich. Il fut ainsi le pivot de l'identité nationale allemande dans les transformations rapides suscitées par la révolution industrielle. Les conservateurs, par haine du peuple, et les «libéraux-nationaux», par attachement au modèle classique anglais qu'il s'agissait de concurrencer avec ses armes, s'écartaient eux-mêmes des rênes de la politique économique en rejetant l'action réformatrice pour prôner (en paroles du moins) la révolution ou la conservation. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'outil au service de l'Allemagne qu'était le *Verein* des professeurs imprima de son sceau l'identité nationale socio-économique – Bismarck et Schmoller furent *complémentaires*.

Les vocations du savant et du politique étaient idéalement telles que Max Weber devait les définir en 1909, comme s'il résumait par là et par anticipation une «sociologie comparée». Quoi qu'il en fût des péripéties de la réalité dans lesquelles nous ne pouvons de ces deux types de figures, purent durant quasiment un demi-siècle de poursuite de la réflexion historiciste et de stabilité des relations entre savoir et pouvoir, se conjuguer pour soutenir l'évolution de l'Empire allemand.

Les conditions des pouvoirs mêlés de l'université et du Reich contribuèrent à les maintenir réciproquement en position dominante. Quand Weber théorisa ces figures caractéristiques et organisa la structuration de l'Allemagne selon les directions prises à l'origine par la Prusse pour unifier et industrialiser la nation, il décrivait cependant déjà un monde qui allait disparaître bientôt avec la guerre mondiale.

Après la défaite de 1918, les politiques allemands allaient trouver bien moins de pouvoir dans la république de Weimar, et céder de plus en plus devant celui que la rue avait pris et allait encore prendre – ce que Weber stigmatisa un jour dans un amphithéâtre de l'université de Munich en 1919, donnant son avis sur la séparation nécessaire de la rue et de l'*aula* professorale. Quant aux économistes, appuyés sur un corpus qu'ils avaient volontairement privé de fondements théoriques pour ne penser qu'à des solutions pratiques, désormais dépassées, ils se trouvaient face aux désastres économiques comme devant la chute de la matrice classique, dépourvus de ressources : la chute de l'historicisme, qu'avait annoncée Carl Menger dès l'origine du *Methodenstreit*, dans les années 1880, se produisit sous la forme d'une lente agonie – et d'une science économique qui se détournait désormais des lieux où elle avait longtemps attiré des étudiants du monde entier : les amphithéâtres des universités allemandes modernes.

La critique originelle et perpétuelle du classicisme, ce procès intenté par les auteurs historicistes, se retournait finalement contre les soupçons des critiques. Critiquer l'abstraction avait permis de saisir les limites de la matrice libérale, de jauger les théorèmes généraux fondés sur la valeur-travail auxquels la science classique en Angleterre s'était vouée en interprétant l'enseignement de Smith et Ricardo. L'application à la réalité de la vie des hommes dans une civilisation donnée (en l'occurrence, celle des pays germaniques) avait fait éclater ce moule. Il fallait que le nouveau mouvement soit se laissât échouer, soit aboutît à définir, sous le nom de *Nationalökonomie*, les éléments d'une politique et d'une administration économiques adaptées au contexte retardataire qui intéressait ces auteurs. L'accompagnement de la modernisation allemande fut le côté positif de la poursuite de cette voie, sous la forme d'un ancrage dans le nationalisme économique opposé à l'universalisme des classiques préoccupés de formuler des lois générales ayant une portée universelle, et reléguant pour cela en arrière-plan la division du monde en nations. List, Mohl, Stein, Schmoller rappelèrent chacun à leur manière que les nations sont des

unités qu'ils jugeaient naturelles et dont il était impossible de ne pas tenir compte. La reprise des sciences camérales plus anciennes allait dans le même sens que le nationalisme protecteur et l'apologie d'un État de droit prenant la forme d'une monarchie sociale.

Le revers était toutefois évident : n'était-il pas en effet logique que, d'après ces critères relativistes mêmes, un contexte nouveau de la conjoncture historique, et une conception neuve de la science, dussent déliter leurs positions, celles à partir desquelles ils avaient entamé leur critique, et laisser place à d'autres «affinités électives»? C'est ce dernier moment de délitement, ses causes et son déroulement qu'il nous faut maintenant aborder.

CHAPITRE III

Le délitement de l'économie historiciste

Il était caractéristique de nombreux discours économiques du XIX^e siècle de prétendre reprendre la science depuis ses principes. Quasiment chaque auteur proposait de refondre les concepts originels et de corriger les résultats de ses prédécesseurs de manière *définitive*. La simple répétition de cette ambition en marquait assez les limites.

De l'« ancienne » à la « jeune » École historique, en passant par les théories de l'administration, il était de rigueur de souligner sous quels aspects et à quel point la matrice de l'économie nationale (*Nationalökonomie*) – c'est-à-dire de l'économie politique confondue avec celle du peuple dans son appellation de *Volkswirtschaftslehre* – dépassait la matrice classique, notamment quant aux effets pratiques de l'organisation socio-économique qu'il devenait possible de recommander au prince – c'est-à-dire au pouvoir souverain, étatique : une autre appellation était celle de *Staatswissenschaften*, voisinant avec celle héritée du passé, et vue dans les chapitres précédents, de *Kameralwissenschaften*. Or, au tournant des années 1900, les méthodes de la bureaucratie triomphante n'étaient plus le seul fait des États bien organisés, mais devenaient celles des industries de grande taille. Pour elles naissait, parallèlement, une première littérature de gestion¹.

[1] Comme celle de Henri Fayol en France, elle signe l'idéologie de cette étape du capitalisme. En Allemagne, les travaux de Max Weber et de Werner Sombart prennent acte de cette bureaucratisation dans leur analyse de l'évolution du *Hochkapitalismus* (« capitalisme développé ») selon l'expression du second. Son histoire du capitalisme, *Der moderne Kapitalismus*, a été éditée en plusieurs parties à Munich et comprend le discuté volume 3, *Das Wirtschaftsleben im Zeitalter des Hochkapitalismus (Die Grundlagen. Der Aufbau)*, mettant en avant les fondements et la structure dans la première livraison, 1927. Mentionnons aussi Werner Sombart, *Der bourgeois : zur Geistesgeschichte des modernen Wirtschaftsmenschen*, München und Leipzig, Duncker & Humblot, 1913, rééd. 1920 ;

De fait, l'*homo economicus* classique semblait désormais devoir appartenir à une étape antérieure du capitalisme et l'historicisme construisait une enquête systématique sur les fondateurs (*Gründer*) de l'industrie allemande, qui permettaient l'accès à la prospérité et le rattrapage de la puissance britannique. Le classicisme dans la pensée, comme l'Angleterre dans les relations politiques, étaient à la fois l'ennemi détesté et le modèle auquel il avait fallu se confronter. Au plan individuel, de nouvelles fonctions de l'entrepreneur surgissaient qui devaient reléguer dans un passé rapidement devenu quasi mythique (celui des « années de la fondation », les *Gründerjahre*) l'entrepreneur de type « faustien ». En terre allemande, l'organisation bureaucratique de la production, en se révélant compatible avec les thèmes hérités du caméralisme, faisait déployer toute la puissance industrielle d'une « Allemagne des usines ». Les historiens français de la pensée économique Charles Gide et Charles Rist constataient cette fusion dans le cadre des études économiques : « L'économie [historique allemande] est comme fondue et noyée dans l'étude des institutions et dans l'histoire économique. »²

Cette affirmation porte autant sur le champ de l'activité pratique dans le domaine économique. Quant à la recherche académique, elle se répartit entre les monographies historiques et d'incessants prolégomènes portant sur le sens et l'essence (*das Wesen*) de l'économie.

trad. Jankélévitch, *Le bourgeois : contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne*, Paris, Payot, 1926, rééd. 1966.

[2] Quelques chiffres seront ici utiles (mais le sujet est parmi les plus documentés dans la littérature de l'histoire économique et nous y renvoyons le lecteur) : dans la région de la Ruhr, l'extraction du charbon passe de 2 à 12 millions de tonnes en un peu plus d'une décennie, la construction mécanique est encore totalement artisanale en 1848 et elle emploie plus de 37 000 ouvriers en 1861, la chimie pose ses bases industrielles, et les industries textiles (tirées de l'ancien *Verlagssystem* du travail rural à domicile) sont entièrement mécanisées durant ces années fondatrices (*Gründerjahre*). Le moment pivot est la crise de 1873, la Grande Dépression, qui défait une partie du système bancaire. Or ce dernier soutenait une bonne partie de l'industrie, le rôle des banques-maisons (*Hausbank*) dans les firmes (y compris dans leur gestion) étant une caractéristique du cas allemand. L'historiographie appelle ces « années des illusions » (*Schwindeljahre*). Mais ce sont aussi celles d'une grandeur enfin obtenue : les exportations allemandes dans le monde dépassent celles de la Grande-Bretagne en 1900, l'appellation d'abord donnée par dérision de « *made in Germany* » devient synonyme reconnu de qualité, et la population urbaine, quoiqu'éclatée entre de multiples centres majeurs dans un Empire jamais véritablement centralisé, dépasse par exemple bientôt celle d'une France encore en large majorité rurale.

La matrice historiciste se présente alors souvent comme source d'une accumulation de travaux dépourvus de théorie sous-jacente solide, ou plutôt d'une théorie économique, car les méthodes de l'enquête historique et/ou statistique sont, elles, rendues de plus en plus efficaces. Les études pratiques ne sont pas sans résultats. Mais leurs résultats concernant souvent l'application hors du champ de la recherche (par exemple dans la haute administration ou dans la gestion des affaires par les entrepreneurs). Ceci contribue à expliquer, en dehors même de la querelle sur les méthodes sur laquelle nous reviendrons (et, naturellement, des bouleversements historiques du XX^e siècle), l'oubli relatif dans lequel l'École historique allemande allait tomber une fois Schmoller disparu (en 1917). Un oubli dans lequel elle demeure encore, à peu d'exceptions près et quoique la crise récente incite à un regain d'intérêt pour des approches qui étaient *alternatives* à la pensée classique, et qui le restèrent par rapport à la doctrine néoclassique.

Or, une fois posé le jugement de Gide et Rist, il nous semble qu'il reste à le nuancer – et ne serait-ce qu'en raison des études menées dans le cadre du *Verein für Socialpolitik*, le chapitre précédent l'a montré. Le «scientisme historiciste» dans la pensée économique allemande ne fait certes pas de doute. Il était caractérisé au moins autant par la confiance, partagée par tous au XIX^e siècle, dans les possibilités ouvertes par la science que par la préoccupation de réitérer incessamment ses fondements, sans cesse rediscutés. L'économie empruntait alors en toute bonne foi ses éléments à une vision de l'histoire conçue sur le modèle de la philologie. La tendance dépassait largement le cadre des études économiques et juridiques : Friedrich Nietzsche critiquait déjà la tendance à l'historicisme stérile dans la seconde de ses quatre *Inactuelles*.

Non seulement, le cadre historiciste s'était peu ou prou élargi à l'ensemble des *Geisteswissenschaften*, mais il les outrepassait dans la société : du point de vue institutionnel, Schmoller avait veillé à ce qu'aucune autre voix ne pût se faire percevoir parmi les économistes allemands auprès des autorités. Chaque nouvel impétrant à l'université devait passer sous ses fourches caudines et supporter ensuite le poids d'une discipline qu'il lui fallait toujours soit reprendre jusque dans ses principes, soit améliorer sur des points purement historiques ou des études régionales – Max Weber étudia ainsi les migrations des paysans de Poméranie. Il ne fallait espérer de progrès que dans l'accu-

mulation du savoir historique et des études de cas, orientant la science allemande plutôt vers une sociologie économique, à laquelle Weber allait précisément magistralement donner ses lettres de noblesse. La raison en est que le but de Schmoller était tout autre que théorique : l'économie allemande contribuait à définir l'identité politique d'une nation en cours de construction.

De tels discours, soit d'utilité seulement pratique, soit tournant constamment à une métathéorie discutant des concepts possibles de la science, l'éloignaient de tout accomplissement théorique de première grandeur. Peu de résultats émergeaient, le raffinement de la méthode historique tournait en pur savoir doxographique qui occupait systématiquement les nouveaux chercheurs. L'historicisme devenait l'obstacle majeur sur la voie de tout progrès de la science. Il l'enfermait dans une impasse. Si une science économique fondée sur une théorie qui devrait pouvoir progresser en étant assurée de ses principes devait jamais ressurgir, elle aurait donc à surmonter cet « obstacle épistémologique » que constituait la *Volkswirtschaftslehre*³.

Du fait de la domination léonine exercée par Schmoller sur le monde académique allemand, la contestation ne pouvait apparaître qu'en dehors d'Allemagne. Or le domaine anglo-saxon traditionnel restait, après John Stuart Mill, avec Nassau Senior, une source vivante du classicisme, dont l'interprétation manchestérienne excluait tout autant les nuances que l'historicisme en Allemagne. Là le libre-échangeisme, voué aux gémonies par les disciples de Roscher et, surtout, de Schmoller, regroupait un petit nombre d'auteurs *Freihändler* aucunement novateurs : Karl-Heinrich Rau est un exemple – son manuel fut certes le plus réédité, neuf fois, au long du XIX^e siècle, mais précisément comme une introduction pour le plus large des publics étudiants devant rencontrer l'économie dans leur cursus : ceux qui continuaient cette étude, aussi bien en vue de carrières non académiques, le délaissaient.

Pourtant les confrontations qui existaient au sein du courant historiciste, ses écoles exposées dans les chapitres précédents, entraînaient effectivement la coexistence de deux visions divergentes du classicisme : l'une voyait en Smith le fondateur du libéralisme moderne au sens

[3] La catégorie utilisée par Bachelard pour les sciences de la nature est ici particulièrement adaptée en désignant un savoir constitutif d'un état « préscientifique » qui interdit tout progrès en empêchant les théories de naître.

économique comme politique, avec les théories du consommateur et du producteur afférentes – auxquelles hommage était rendu régulièrement par la classe politique britannique (par exemple, quand Pitt le Jeune en personne adressait à Smith ses compliments en se présentant comme son disciple libéral ; l'autre interprétation insistait sur ce que Smith avait élaboré une méthode d'enquête *historique* dans la *Richesse des nations*, qu'il s'inscrivait donc lui aussi dans une lignée, et qu'à tout prendre, la source plus ancienne d'une telle orientation se trouvait dans la pensée germanique. Le procès intenté au classicisme s'inspirait de cette seconde conception concernant Smith, jugeait défavorablement l'évolution libérale et s'en prenait violemment à l'école de Manchester.

Décider en faveur d'une de ces deux versions procédait, autant que de la critique textuelle, d'un véritable *choix de valeurs*. Weber en prit conscience et allait faire de ce thème du «combat des dieux» sa clef de lecture la plus générale quant au rôle des valeurs dans une science qu'il voulut libérer d'elles. La sortie de la période historiciste, longue et difficile, passa par l'énonciation d'une *vérité neutre en valeurs* (*Wertfrei*, disait Weber) de la science économique. C'était donc une remise en question fondamentale et radicale de la *Volkswirtschaftslehre*.

1 – Critique de la *Volkswirtschaftslehre* et de l'économie historique (des événements singuliers)

Une synonymie fut plus ou moins systématiquement élaborée entre le terme renvoyant au peuple constituant le corps politique (*Volkswirtschaftslehre*) et celui de *Nationalökonomie*, telle que nous l'avons mis en évidence dans les chapitres précédents. Cette confusion en partie inconsciente servait la visée politique de modernisation et d'unification nationale – par exemple chez List, pour qui les chemins de fer devaient immanquablement avoir ce double effet. Elle supportait une fonction politique illustrée à son tour par le *Verein für Socialpolitik* lors de l'avènement du Reich. La remise en cause de la domination historiciste et du pouvoir acquis par Schmoller passait par la critique radicale de ce concept, sans pourtant vouloir revenir à la matrice classique. La question est si la méthode d'une *science* de l'économie doit user ou se passer de la notion de «peuple» au sens défini par le XIX^e siècle allemand. À quel titre Menger, et ses successeurs, jusqu'à Karl Popper, voire des néo-historicistes comme Weber, refusent-il de reconnaître toute validité au concept historiciste ? Voici :

La richesse nationale est un organisme de plusieurs richesses privées. Celle-là n'est pas une unité au sens où elle ne peut pas être considérée comme celles-ci, du point de vue de la richesse privée. [...] Un *peuple* n'a pas de revenu [comme tel]⁴.

1.1 – La question du véritable objet de la science économique

La question du véritable objet de la science économique est celle du sujet économique : quel est le porteur observable des intentions à travers lesquelles les actions des agents dans la gestion de leur vie matérielle (production, échange, consommation notamment) deviennent compréhensibles ? La compréhension du raisonnement et du mécanisme de la continuation de cette vie matérielle *à son échelon primordial et en général* est ce que vise une connaissance de type théorique dans « la science ».

À ce titre, le refus que toute autre entité que l'individu doive être considérée dans la théorie, non seulement quant au revenu, mais en général, quant à toute notion dont on souhaite possible une compréhension pleine et entière, notamment par exemple l'évaluation des biens, ce rejet de toute conception collective comme « naïve » (elle qui se voulait au contraire si réaliste, voire empiriste), voilà ce qui définit l'individualisme méthodologique. Cette option est radicale chez le contempteur autrichien des historicistes au sens où, selon Menger, seule cette méthode neuve permettra de distinguer une rénovation effective de la science à la fois de toute approche de type holiste (historiciste, socialiste, communiste) comme tout autant du cadre du comportement imposé à l'agent classique (la division en classes dont les individuelles voient leurs actions dictées en quelque sorte par leur position, puisque leur conscience les guide moins qu'elle n'est elle-même orientée par cette position, selon la fameuse formule de Marx).

[4] Carl Menger, note manuscrite inédite relevée dans Emil Kauder, *Carl Mengers erster Entwurf zu seinem Hauptwerk "Grundsätze" geschrieben als Anmerkungen zu den "Grundsätzen der Volkswirtschaftslehre" von K.-H. Rau*, copie dactylographiée, université de Hitotsubashi, 1960, p. 29. Les notes sur Rau (voir plus loin, dans la partie III, la section 2.2. du chapitre II) servirent à préparer les *Grundsätze*. Le rejet du concept de « revenu national » ne doit pas étonner. Certes, aujourd'hui, la *macroéconomie* nous y a habitués – mais ce n'est ni à celle-ci, plus tardive (Keynes), ni au type de statistiques que nous connaissons que Menger s'en prend (la note est sans doute antérieure à 1871). En revanche, cette vision est bien incompatible avec le schéma mengérien.

Si l'individualisme méthodologique radical devait ruiner les ambitions historicistes au final, il ne justifiait donc pas pour autant un quelconque retour au classicisme. Que l'une ou l'autre position fût moins erronée sur tel ou tel point ne changeait pas le fait que chacune restait cependant profondément inexacte selon Menger. De même que, quelle que fût l'interprétation retenue à propos de l'œuvre de Smith, les historicistes et les «Manchestériens» se conduisaient, parallèlement en quelque sorte, de manière à n'appréhender jamais l'individu dans un rapport radical à sa propre personne seule. La relation à autrui médiatisait d'ailleurs la relation originelle aux biens dans l'exemple du boulanger des calculs (et non de la bienveillance) duquel on attend son pain, dans la *Richesse des nations* de Smith, comme dans la communauté d'origine dite toute «morale», et de fait culturelle et tout ancrée dans la civilisation concernée, selon Schmoller.

Menger proposa une autre source, radicalement autre, de la théorie en mettant sous l'intitulé alors banal de «théorie des biens» (*Güterlehre*) une conception où ceux-ci ne se rapportent qu'au seul sentiment subjectif de l'individu qui perçoit ses propres besoins, qu'il est impossible à autrui de ressentir, et qui tente de les satisfaire (*die Bedürfnisse befriedigen*) dans les conditions qui sont les siennes quant à l'environnement, l'information, la connaissance partielle et la mise à disposition relative de ce qui l'entoure. Cette théorie des biens ouvre les *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* de 1871 en définissant de la sorte un rapport individuel à soi à travers la médiatisation des biens et services – sur lesquels est ensuite défini un ordre, le rang premier correspondant à la consommation immédiate, et chaque ordre supérieur correspondant à un degré de complexité dans la production nécessaire pour obtenir les biens offrant la satisfaction désirée. Les rangs supérieurs sont donc ceux des produits initiaux nécessaires à la production (la farine pour le pain, le blé pour la farine, la terre pour le blé, etc.) Les divisions marxiennes entre biens et services, entre services et services techniques du travail, entre travail accompli et force de travail (*Arbeitskraft*) n'ont pas de place dans ce cadre et la critique définitive du classicisme commence donc avec Menger.

Jusque-là, pour les historicistes comme pour les classiques – et qu'on lise Marx comme le «dernier des classiques» ou comme un «historiciste de la gauche révolutionnaire» –, les débats sur le travail ou le capital s'imposaient d'eux-mêmes dans les débats sur la produc-

tion. L'analyse de la méthode même de l'approche mengérienne faite à nouveaux frais permet de caractériser la manière *neuve* dont le combat peut être entamé par Menger contre les notions et les écrits des économistes de son époque.

Si le terme, qui allait faire fortune, d'«individualisme méthodologique» n'apparaît d'ailleurs, comme la «main invisible» chez Smith, qu'une fois dans l'œuvre (dans les *Recherches sur la méthode des sciences sociales et de l'économie politique en particulier*, de 1883), Menger en a défini sans aucun doute possible le contenu. Lorsque Friedrich von Wieser, puis Josef Schumpeter, dans la tradition née à Vienne, allaient reprendre l'idée pour la nommer telle que nous la connaissons jusque de nos jours, cette approche du sujet au travers de sa subjectivité par construction inconnaissable paraissait extraordinairement paradoxale. La sympathie smithienne comme la raison pratique volontariste présente dans les discours historicistes se trouvaient évacuées. Une forme neuve de théorie de la connaissance (*Erkenntnislehre*) était mise en branle également en mettant le *sujet* au centre de la science.

Ce «tournant subjectiviste» du dernier tiers du XIX^e siècle fut-il d'ailleurs réalisé en partie seulement ? Toujours est-il que, pour Menger, il existe aussi un ordre naturel (réaliste) des besoins selon la triade *survivre-vivre-bien vivre* (héritée d'Aristote, nous le verrons dans le premier chapitre de la partie suivante). Et il serait selon Menger tout aussi erroné de calquer l'économie politique sur de seules fonctions abstraites, données comme «naturelles» (telle la sympathie chez Smith), même lorsqu'elles sont opératoires (comme l'est cette même sympathie selon le commentateur Jean Mathiot⁵) que de reprendre une philosophie de l'histoire envisagée au sens large (et d'ailleurs souvent maltraitée) ou une jurisprudence quelconque comme empreinte d'une soi-disant «sagesse collective» : l'analyse économique ne saurait être qu'individuelle dès lors que l'unité de compréhension fondamentale des intentions dans l'action humaine est précisément l'acteur (ou l'agent) humain individuel. La recherche n'implique d'ailleurs (au moins chez Menger, sinon chez tous ses futurs disciples)

[5] Dans son *Adam Smith. Philosophie et économie* qu'il publiait dans la collection «Philosophies» des PUF en 1990, il plaidait pour une analyse philosophique de la rationalité à l'œuvre dans la source fondatrice du libéralisme économique.

aucune prise de position ontologique nécessaire quant à l'existence «réelle» de la société en tant que telle ou de la «nature humaine», mais seulement une méthode, exacte, pure et analytique qui prend son point de départ dans l'individu⁶.

1.2 – De la composition du peuple à l'organisation de sa science

Le récit historique avait au contraire la faveur de l'école allemande, notamment parce qu'il tentait d'établir la succession des événements *factuels* ayant *effectivement* eu lieu dans l'histoire; il se privait de lui-même de généralisation. Quand Menger entend parler de sa propre méthode, qui est donc à l'opposé de cela, puisqu'elle envisage *en général* un comportement telle qu'un individu envisagé avec le moins de particularités l'exerce, il la qualifie toujours de méthode générale (*generelle, allgemeine*, etc.) et l'individu en question d'«atome». Son sujet n'est jamais un groupe, et la réflexion élaborée sur l'objet de la science qu'est le sujet individuel vaut *pour tout* individu; en ne se fondant évidemment sur aucun moment singulier, elle peut prétendre à valoir pour toute situation, correspondre à un universel, ou du moins à du général – à *de la science*. L'approche historiciste s'écarte donc d'elle-même (et en connaissance de cause, chez les plus clairvoyants au sein de la «jeune école historique») de l'analyse théorique. Menger ne préconise en aucun cas un retour aux classiques, mais certes un retour à la théorie et aux «choses elles-mêmes» (en un mouvement en somme assez parallèle à celui *zu den Sachen selbst* qu'en philosophie allait incarner la phénoménologie d'Edmund Husserl).

Chez les historicistes, le singulier (qui peut être un *collectif* tel qu'un peuple, le *Volk* allemand de préférence, ou individuel: le prince, roi ou empereur de ce peuple), même s'il se répète selon des conditions proches dans l'histoire, n'acquiert pour autant jamais la valeur *générale* d'une loi puisque sa régularité est par construction limitée à un repérage de ce qui a pu être le cas, mais dont rien ne saurait garantir

[6] La terminologie dans les textes de Menger appelle une précision – non pas que le vocabulaire y soit le moins du monde flottant (au contraire, son exactitude permet de suppléer l'absence de définitions mathématisées), mais car il n'est pas fixé selon ce qu'il est aujourd'hui devenu: dans les *Untersuchungen*, les *Recherches sur la méthode* de 1883, «*Individuellen*» désigne l'événement singulier dans son caractère d'hapax *historique*, dans un cadre institutionnel donné (et donc un *collectif*) qui, par définition, s'inscrit dans un instant qui ne saurait jamais se trouver répété à l'identique. Le terme «individualisme méthodologique» caractérise exactement le contraire.

que cela doive, ou même puisse, de nouveau valoir *en général*, et donc même à l'avenir. Est au contraire général (et donc scientifique, au sens ancien d'Aristote comme au sens renouvelé par les penseurs modernes, et Menger dans le cadre des études économiques) ce qui, à partir de la description du comportement individuel *in abstracto*, indique quelles relations causales lient les actions de l'agent se comportant de la sorte dans le champ économique – il s'agit du *wirtschaftender Mensch* auquel la construction grammaticale de l'adjectif sur le participe présent permet en allemand d'assigner comme inhérent par définition du terme même un dynamisme agissant.

Menger fit en somme surgir la possibilité d'une *théorisation* exacte, là où Schmoller présentait des probabilités fondées sur l'enquête rétrospective et la substitution de la quête de « variations différentielles » à celle de la « construction de parallèles » chez Roscher. L'enquête historique se présentait comme devant s'élever contre le raisonnement « abstrait » des classiques. Le caractère propre de la *science* nouvelle est d'être à la fois générale (contre le savoir historique) et *exacte* en refusant de se contenter de relations approximatives et seulement probables entre des grandeurs (rente, profit, salaire) fixées autour de niveaux « naturels » sous- ou surdéterminés (ce qu'étaient les relations chez les classiques). La description réaliste du comportement individuel ne passe pas par l'observation des hommes « sur le terrain », qui est certes tout au plus d'intérêt heuristique, mais par une transformation du concept d'*homo economicus*, et surtout par la relégation au rang des illusions de perspective du concept d'une « économie du peuple en son entier », à savoir ce qu'ambitionnait effectivement une *Wirtschaftslehre* qui fût celle d'un *Volk* en tant que tel. Menger écrit :

Le peuple en tant que tel n'est pas un sujet en grand qui aurait des besoins, qui travaillerait, qui aurait une activité économique et qui entrerait en concurrence – et ce que l'on nomme *Volkswirtschaft* n'est par conséquent pas l'économie d'un peuple au sens propre du mot⁷.

Ni le peuple (*Volk*), ni la communauté (*Gemeinschaft*), ni la nation de la *Nationalökonomie* ne sont des objets prêtant au théoricien de l'économie qui voudrait appréhender des causalités exactes selon un

[7] Carl Menger, *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere*, 1883, p. 86 et 87 (pour cette citation et les suivantes) ;

ordre essentiel de phénomènes des données qui soient à la mesure de cette ambition : trop vastes d'une part (en extension), elles sont trop étroites d'autre part (dans la définition intensive de leur objet, qui manquera toujours quelque détermination conceptuelle au profit des détails factuels). Seuls les comportements à l'échelle de l'individu – qui est défini très généralement en tant qu'il ressent tel ou tel besoin, qu'il se procure tel ou tel bien, soit directement, soit en entrant dans l'échange pour fournir tel autre. La dénonciation des illusions quant à l'objet de la science devient un *leitmotiv* mengerien :

C'est une chose évidente que le caractère erroné de cette doctrine, dont la cause prochaine est dans la confusion des points de vue historique et théorique de la recherche, pris l'un pour l'autre, et dont les raisons profondes sont à chercher dans la méconnaissance de l'essence véritable de la *Volkswirtschaft*, dans ses rapports avec les sciences du singulier.

La question se pose alors d'une théorie « agrégée » des comportements individuels Menger en nie-t-il toute possibilité ? C'est l'interprétation courante, souvent présentée comme évidente, et que Hayek a fait prévaloir (contre Keynes, notamment, et la macro-économie que son approche allait engendrer). Pourtant, la théorie générale des comportements pris à une échelle supérieure à celle de l'individu à partir de statistiques, par exemple, ne paraît pas impossible à Menger⁸. Mais les objets des « statisticiens nationaux » du XIX^e siècle diffèrent à plus d'un titre de ce que nous connaissons et les concepts employés alors correspondent, sous une forme chiffrée – et ainsi rendue plus détaillée, mais pas pour autant plus *exacte* conceptuellement – à la même notion de peuple mythifiée chez les historicistes. Même si des nuances sont donc à apporter en fonction de la définition du rôle qu'on attribue aux statistiques (simple histoire chiffrée, prodromes de l'économétrie, ou science théorique dont l'assignation des objets produit autant de domaines appliqués), la cible des *Untersuchungen* de 1883 n'était pas celle des héritiers de Menger un demi-siècle plus tard. Et le terme *Volkswirtschaftslehre* était bien celui mis en cause, alors même qu'il était graduellement devenu le nom même de la

trad. légèrement remaniée ici de Campagnolo, *Recherches sur la méthode dans les sciences sociales et en économie politique en particulier*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011.

[8] Citons par exemple dans *La monnaie, mesure de valeur*, 1892, p. 173.

science économique dans le vocabulaire qui avait remplacé celui des *Kameralwissenschaften*.

Le lexique compte en effet énormément à l'égard des périodes de redéfinition et de reconstruction des sciences. Menger savait que la mutation à opérer était aussi profonde que l'erreur qui avait conduit à méconnaître que la science, comme son objet, se trouvait elle-même *composée* de dimensions dont celle théorique doit prévaloir pour permettre l'expansion même des sciences singulières – qui doivent être à leur tour rétablies à leur juste place : « Elle [la *Volkswirtschaft*] est dans sa forme phénoménale la plus générale un complexe caractéristique de sciences singulières. »

La critique de l'objet de la science proposé par les historicistes s'étend à celle de l'organisation de cette science elle-même. Les historicistes l'ont conduite dans une impasse que les savants ont su, dans les sciences de la nature, éviter : c'est sur ce constat et la condamnation qui s'ensuit, que s'ouvraient déjà les *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* :

Si, à notre époque, les avancées dans le domaine des sciences de la nature ont rencontré une reconnaissance aussi générale et aussi heureuse, alors que notre science reçoit si peu de considération et que sa valeur se trouve si souvent remise en question – ceci, dans les cercles mêmes de la vie pratique dont elle devrait fonder l'activité –, la raison de cela ne peut laisser place à aucun doute. [...] Elle ne peut être cherchée nulle part ailleurs que dans l'état actuel de notre science elle-même, et dans l'infécondité jusqu'aujourd'hui de ses efforts en vue de conquérir ses propres fondements empiriques⁹.

En vérité, ce n'était pas un unique concept en particulier que les historicistes avaient échoué à comprendre, c'était l'élément *théorique* même dont ils avaient méconnu la nature. Or sans lui il n'est pas de science, dit Menger, en réaffirmant la nature de la science moderne. La théorie réclame une fondation *générale* que n'offre pas l'accumulation, même la plus large, d'événements singuliers. Les théorèmes n'ont de caractère universel que s'ils sont construits comme tels, et non reconstruits sur des parallèles dont le choix demeure sans

[9] Carl Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Vienne, Wilhelm Braumüller, 1871, rééd. Tübingen, J.C.B. Mohr, 1970, *Gesammelte Werke*, vol. 1, incipit de l'avant-propos, p. V.

critère *absolument* fiable, ou même sur des variations censées faire émerger ces critères, mais jamais ni les unes ni les autres, assurées de quelque validité au-delà de l'ensemble des connaissances déjà recueillies. Il n'est de *potentiellement universel* que ce qui est déjà au moins général – ou encore, «il n'est de science que du général»: la leçon d'Aristote est reprise par Menger, et les éléments de la fondation à nouveaux frais de l'économie comme science se lisent dans ce changement.

À travers la méthode empruntée par la recherche allemande, et en conséquence de ses fondements erronés, Menger incrimine la structure globale du savoir dans les sciences sociales, et en particulier en économie, de son temps. Loin de donner lieu à une édification scientifique solide, le concept de *Volk* en a empêché le développement, ce qui explique incidemment l'incompréhension à laquelle se sont heurtés les *Principes* de 1871, ces *Grundsätze* dont la réception défavorable devait ensuite susciter les explications méthodologiques nécessaires et, finalement, la querelle sur les méthodes (*Methodenstreit*) avec Schmoller.

Menger souhaitait d'ailleurs, précisément pour éliminer les ambiguïtés, changer le titre de son ouvrage de 1871 lors d'une deuxième édition (qui n'eut pas lieu de son vivant, et dont son fils, Karl Menger, en donnant une version posthume en 1923 ne connaissait sans doute pas cette volonté, inscrite dans des archives qui lui avaient échappé). Menger souhaitait modifier *Principes d'économie politique* (*Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*) en *Théorie économique générale* (*Allgemeine theoretische Wirtschaftslehre*). Il entendait ainsi traduire dans la terminologie, et donc dans l'usage, l'élimination du *Volk* qui était inscrit presque inconsciemment comme objet de la science. Or, si le peuple n'est *au regard de l'économiste* qu'un complexe d'individus, la connaissance doit bien porter sur le caractère universel de l'agent, tandis que la multitude du peuple n'est, elle, qu'un concept vide *quant aux analyses qui sont demandées à l'économiste* si on tente d'y voir autre chose qu'un complexe, dont ce sont par conséquent les éléments ultimes qui sont susceptibles d'analyse :

[Cette *Volkswirtschaftslehre*] n'est pas une *économie politique* [*Volkswirtschaft*] au sens rigoureux défini ci-dessus, ni même une économie en général [*eine Wirtschaft überhaupt*], mais elle est en vérité bien plutôt un composé [*eine Complication*] ou un organisme d'économies (singulières et générales)

[*ein Organismus von Wirtschaften (von Singular- und Gemeinwirtschaften)*], et en cela, répétons-le, pas une économie elle-même¹⁰.

On ne saurait faire de science «du peuple» comme tel – seulement à la rigueur et éventuellement des lois de composition de cette *Complication* qu'est la société, s'il en existe, et qui relèvent alors d'une autre science, par exemple, d'une sociologie économique, telle que Weber allait l'illustrer dans son œuvre. L'historicisme économique ne parvenait guère, lui, qu'à un «savoir du singulier» sans valeur générale, mais seulement déterminée à des conditions toujours particulières – en ce sens, anecdotique, quoique des connaissances très utiles *d'un point de vue historique* eussent ainsi pu être conquises. Pour Menger, évidemment, une science – et l'économie doit en être une – doit porter sur ses éléments fondamentaux les plus basiques possible, ici sur le comportement des individus.

Le paradoxe génial fut de saisir, à leur propos, que le trait le plus général de ce comportement réside dans le caractère inconnaissable du sentiment subjectif par autrui que par l'individu *et au sein même de ce rapport à soi purement subjectif*. Cette unité insécable¹¹ compose toute communauté humaine. À l'image de son objet, la science change dès lors de perspective: elle se compose de savoirs théoriques et pratiques qui ont leur place dans l'édifice à des titres divers, mais sans que la confusion entre elles puisse dès lors être plus longtemps tolérée, et qu'on puisse désormais jamais confondre l'exploration des faits donnés dans leurs particularités et la compréhension des mécanismes généraux fondamentaux les plus simples possible – et par là même les plus propres à rendre compte du spectre le plus large de phénomènes. C'est parce qu'il a ainsi redéfini l'objet de la science que Menger propose en toute conscience de cause la réforme du lexique dès l'ouverture des *Untersuchungen* (chapitre I, et en renvoyant au détail de la formulation dans l'Appendice IV intitulé «Sur la terminologie et la classification des sciences économiques»):

[10] Menger, *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere*, op. cit., p. 233.

[11] Du moins d'un point de vue rationnel, et sans entrer dans les considérations d'une science en construction à la même époque, dans la même ville de Vienne, la psychanalyse freudienne.

Par économie politique [*politische Ökonomie*], nous comprenons cette réunion des sciences théorico-pratiques de l'économie [*Gesamtheit theoretisch-praktischer Wissenschaften von der Volkswirtschaft*] : l'économie politique théorique [*theoretische Nationalökonomie*], la politique économique [*Volkswirtschaftspolitik*] et la science des finances [*Finanzwissenschaft*], qui sont ainsi groupées sous l'appellation ci-dessus¹².

Menger refond les définitions et les dénominations. Renommer, c'est redéfinir. Le terme de *politische Ökonomie* est choisi à dessein par Menger pour sa neutralité quant aux concepts de peuple (*Volk*) et de nation (*Nationalökonomie*). La langue allemande permet également de jouer sur les composés et met à disposition des doublons de termes d'origine gréco-latine et de ceux de la racine germanique. Menger transforme ainsi le sens des composés ayant trait à la *Wirtschaft* tels qu'ils avaient été construits à partir de l'économie entendue comme activité rationnelle visant l'organisation et le contrôle des recettes et des dépenses du Trésor du prince au XVIII^e siècle¹³.

La nouvelle classification n'écarte pas les diverses sciences existantes, l'ensemble des *Wissenschaften* structurant l'organisation académique, mais il agence de nouvelle manière les savoirs dans l'édifice général, en constituant de la sorte une nouvelle manière de voir la science (la traduction en termes académiques devait, elle, prendre des décennies, comme prévisible, d'autant plus devant le rejet violent marqué par les historicistes. Par exemple, la science des finances, lointaine origine du caméralisme même, demeurerait autonome, mais Menger la situe dans le cadre des savoirs d'application pratique, suivant une stricte distinction entre théorie et pratique. Sur le terrain déblayé des ruines des sciences camérales, Menger traça en fait les nouvelles démarcations du savoir et posa pour l'avenir les fondations des études économiques jusqu'aujourd'hui, selon trois domaines différenciés par un statut défini selon la méthode qui doit y avoir cours, qui dicte à son tour les résultats qu'on en peut légitimement attendre.

[12] Menger, *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere*, op. cit., p. 10.

[13] Cité en exergue de l'introduction de cette partie, Otto Brunner a montré le rôle du vocabulaire au XVIII^e siècle («Das "ganze Haus" und die alteuropäische Ökonomik», in *Neue Wege der Verfassungs- und Sozialgeschichte*, Göttingen, 1968, p. 37). Il nous semble pouvoir dire de même chez Menger.

Il restructure, dans le passage cité ci-dessus, ce savoir économique en distinguant en son sein trois volets rigoureusement distincts :

1) Les sciences économiques historiques (*historische Wirtschaftswissenschaften*) – on peut préférer traduire par « savoirs » – ont pour objet les phénomènes singuliers (Menger dit *singular* ou *individuell*) et leurs relations dans le temps et l'espace, comme aussi les manifestations collectives et individuelles (les personnages historiques), qui sont les « phénomènes singuliers de la vie des hommes » (*die Singularerscheinungen*).

2) Les sciences théoriques (*die theoretische Wissenschaften*) constituent en somme à ses yeux la science entendue *stricto sensu*, c'est-à-dire ce qui est envisagé sous l'angle de la *généralité*, hors de toute inscription spatio-temporelle. Elle déploie la rationalité qui permet de saisir les rapports de cause à effet, et ce sur les questions économiques : production, échange, etc. Comme il en va dans toute science, notamment celles de la nature, les relations générales y sont en droit universelles : la science traite des relations d'essence entre les termes généraux qu'elle considère, et découvre des relations nécessaires et *exactes*, dans le domaine d'objets qu'elle se donne – qu'elle les mathématise ensuite est secondaire aux yeux de Menger. Évidemment, ces lois n'expliquent ni ne prédisent à elles seules aucun événement singulier, de même que le concept d'un objet ne rend pas compte de l'existence d'un objet donné dans l'expérience sous le concept (antinominalisme de Menger).

3) Enfin, les sciences économiques pratiques (*die praktische Wirtschaftswissenschaften*) traitent des mêmes relations que les sciences théoriques, mais en tant que moyens d'atteindre les buts que se proposent des hommes et des gouvernements. Elles formulent des « conseils » en s'appuyant non sur une expérience toujours contestable (même lorsque les conseils sont avisés), mais sur une théorie toujours universelle (même lorsqu'elle est fausse). Elles se divisent en politique économique générale (*Volkswirtschaftspolitik*) et en savoirs pratiques particuliers (*praktische Singularwirtschaftslehre*), à savoir : science des finances (*Finanzwissenschaft*) et économie pratique privée (*die praktische Privatwirtschaftslehre*), soit la gestion des intérêts particuliers (entreprises ou ménages), lointaine héritière de *l'économie* grecque (des νόμοι de l'οἶκος familial). Elles forment en somme le domaine quasiment illimité des applications pratiques possibles du savoir obtenu ailleurs, dont il peut écrire :

Les sciences économiques pratiques doivent finalement nous enseigner les fondements selon lesquels les conceptions économiques des hommes (dans la mesure des circonstances données) peuvent être mises en conformité avec leurs buts [*zweckmäßigen*]¹⁴.

La classification mengérienne rompt à de multiples égards (et notamment par sa simplicité fondée sur des critères de méthode à employer dans la recherche) avec les agencements antérieurs du savoir économique, tels qu'ils avaient certes atteint un haut degré de raffinement (dans le *Lehrbuch* de Stein, par exemple), mais sur des bases toujours très contestables. Tout s'y retrouve des objets des interrogations des économistes du siècle, mais ce tout est recomposé et restructuré autour de la distinction entre la théorie «purifiée» et les besoins d'une pratique reconnue à part entière.

Alors que les historicistes avaient jusque-là revendiqué de voir l'histoire comme la science totale et que Menger entendait montrer qu'elle n'était absolument pas cela *en soi*, mais seulement *pour eux*, la connaissance de ce qui est singulier et unique (*Einzelwissenschaft*), l'histoire, ne devait plus se comprendre comme le recours décisif. Elle avait suscité, en étant ainsi comprise, les impasses de la recherche conduite par les auteurs allemands. Qu'elle fût seulement utilisée à bon escient et son crédit pourrait renaître à côté de la théorie, alors libre de progresser. Du respect de cette distinction et de la méthode analytique et causale devait découler l'exactitude de la science dont les résultats seraient d'autant plus utiles au prince¹⁵. Comme l'individualisme de Menger est méthodologique, sa division, *conforme à un critère de méthode*, voire d'épistémologie avant la lettre, inaugure en droit comme dans les faits l'avènement d'une économie comme science *exacte* de l'échange.

2 – La conjecture mengérienne : une science analytique et exacte *contre* l'École historique allemande

Le contenu des *Recherches sur la méthode* de 1883 de Menger montre en détail l'argumentation qui a prévalu au cœur de la que-

[14] Menger, *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere*, op. cit., p. 255.

[15] Loin de refuser que la science prodigue des conseils, Menger sert l'empire austro-hongrois très directement, comme précepteur du Kronprinz Rudolf et comme conseiller de la *Valutareform* dans les années 1890.

relle sur les méthodes, mettant avec un certain délai (bien après les années 1880-1890 où elle fit rage et resta indécise) un terme non seulement à un demi-siècle de domination, mais à l'existence même de l'École historique allemande de l'économie. Le résultat fut en effet de priver celle-ci de sa légitimité au regard de la science pratiquée de manière très largement dominante dans la profession économique, qui allait prendre un essor considérable. Il est possible d'arguer que la sociologie économique comparatiste « à la mode wébérienne » reprenait partiellement son héritage. Mais l'école allemande se délitait effectivement au final devant la conjecture mengérienne de forger l'économie pure comme science analytique et exacte.

L'ouvrage de Menger de 1883 comporte quatre livres qui dressent un véritable acte d'accusation contre l'historicisme dont le procès se tint durant la querelle devant la communauté entière des intéressés. Les *Untersuchungen* présentent les exigences d'une science exacte à l'encontre des pratiques de la *Nationalökonomie*, une critique du point de vue historique quand il est mal appréhendé et trop ambitieux, une certaine lecture de la conception organiciste du monde (qui donne les linéaments pour se poser en théorie évolutionniste) et une contestation des prétentions des économistes historicistes à suivre authentiquement les traces des juristes historicistes. Menger fait œuvre de polémique, mais ce devait être plus encore le cas dans ses lettres ouvertes de l'année suivante, 1884, intitulées les *Erreurs de l'historicisme* (*Die Irrthümer [sic] des deutschen Historismus*). Aussi fait-il dans les *Recherches* plus encore œuvre de fondation d'une méthode, donnant les explications nécessaires après que sa théorie, parue douze ans plus tôt dans les *Principes*, avait été reçue défavorablement. Ce fut en réponse à un accueil dont ses notes manuscrites personnelles permettent de penser qu'il l'avait piqué au vif, que Menger ripostait en censurant à son tour la doctrine allemande :

Les recherches en théorie de la connaissance dans le domaine de l'économie politique n'ont en aucune manière résulté jusqu'ici en une méthode spécifique à cette science, en particulier en Allemagne. [Les économistes allemands] s'occupent plutôt principalement de la nature de l'économie politique et de son concept, de ses parties et de la nature de ses vérités [...],

mais pas des voies de la connaissance pour parvenir aux buts de la recherche en économie politique¹⁶.

En se payant de mots, sans aboutir à quelque méthode qui soit propre à nourrir la théorie, à lui donner des résultats démontrables de manière causale, mais en fournissant seulement au mieux un mélange de traitement de questions «méta-économiques», d'une part, et de connaissances sur les détails de cas particuliers pour donner des conseils au prince fondés sur plus encore d'expérience, les économistes allemands ressassaient sempiternellement des interrogations sur des concepts finalement vidés de tout sens. Avant Husserl et le mot d'ordre phénoménologique, Menger entendit revenir aux choses mêmes (*zu den Sachen selbst*) et il balaya le champ de la science théorique, ce pour quoi il dut à la fois affirmer la validité de la causalité et différencier la méthode à employer en économie de celle des sciences de la nature : «Les méthodes de l'économie politique théorique et celles des sciences pratiques de l'économie ne sont pas semblables¹⁷.»

2.1 – Les erreurs d'orientation de l'École historique

Remarquons l'absence d'une querelle d'aussi grande ampleur qu'en Allemagne dans les contextes français et britannique : ni Léon Walras ni Stanley Jevons, en dépit de leur critique du classicisme et de ses méthodes peu exactes, n'eurent à soutenir des combats semblables à ceux que Menger mena sur le plan intellectuel contre l'historicisme¹⁸. Cette stimulation suscita dans le monde germanophone, depuis Vienne, la production d'une méthode complète procédant de la critique du classicisme et de l'historicisme, et la naissance de l'école ensuite dite «autrichienne» d'économie politique.

En premier lieu, la faute logique de l'historicisme consistant à prendre les événements singuliers pour chercher à édifier des lois sur des régularités observées échouait à justifier le critère de généralité employé : certes, au-delà de la *Parallelismenbildung* inductiviste de

[16] Menger, *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere*, op. cit., p. V.

[17] *Ibid.*, p. VI.

[18] Naturellement, les difficultés institutionnelles ne leur furent cependant pas épargnées, et Walras trouva un lieu de refuge académique bien plus accueillant à Lausanne, en Suisse, qu'à la Sorbonne, où son père, le philosophe Auguste Walras, lui avait cependant conseillé de ne «pas irriter Messieurs les professeurs».

Roscher, Schmoller proposait de laisser se révéler les éléments les plus significatifs par une approche systématique par «des variations différentielles». Le rejet de la théorie *per se* suivait cependant cette attitude, et c'est la première erreur de *point de vue* fondamentale à dénoncer :

Le monde des phénomènes peut être considéré à partir de deux points de vue essentiellement différents. Ou bien, ils sont des phénomènes concrets à leur place dans l'espace et dans le temps et dans leurs relations concrètes les uns aux autres, ou bien ils sont [considérés] dans l'alternance de ces formes phénoménales qui reviennent et dont la connaissance constitue l'objet de notre intérêt scientifique. La première direction de la recherche s'oriente vers la connaissance du concret, plus exactement du singulier, la seconde vers celle de la généralité des phénomènes. Se présentent ainsi à nous [...] deux grandes classes de savoirs scientifiques, dont nous nommons, pour faire court, la première «connaissance du singulier», la seconde, «connaissance du général»¹⁹.

La méconnaissance de la distinction entre ces «deux grandes classes de savoirs scientifiques», la première la «connaissance du singulier», la seconde, la «connaissance du général» fut cause de ce que l'École historique finit par se détourner de la science. Cette position provenait, nous l'avons vu, d'une volonté d'*imiter* les succès reconnus à l'époque de Roscher dans le domaine de la jurisprudence en recourant à une exploration de savoirs ou de données déjà archaïques, mais choisis précisément pour cela, car ils avaient en somme supporté la sanction du temps, contre les prétentions abstraites et révolutionnaires (françaises) à se fonder sur la seule raison des Lumières. Roscher notamment se réclamait explicitement de l'œuvre de Savigny et l'influence de l'école des études historiques de Göttingen (Ranke, Gervinus) a également joué à plein, comme indiqué précédemment. Mais cela eût encore été, selon Menger, moindre mal, si l'imitation avait été à bon escient : cette orientation historique originelle restait dans le cadre qu'elle s'était fixé avec les sciences administratives et la jurisprudence, quitte à refuser l'édification d'un droit rationnel en tant que tel. Elle ne prêtait pas à confusion dans sa velléité «légitimi-

[19] Menger, *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere*, op. cit., p. 4.

miste» et réactionnaire. Entre théorie et pratique, Savigny légitimait la seconde – niant la valeur d'une théorie du droit créée *ab nihilo*, soi-disant «rationnelle» (philosophique, qu'elle fût de type kantien, criticiste ou fichtéen ou hégélien, idéaliste) ou «purifiée» (ce qu'allait édifier ultérieurement Kelsen *contre* l'École de la jurisprudence, précisément). Après tout, les juristes historicistes se réclamaient d'un «esprit du peuple» (*Volksgeist*²⁰) qu'ils regardaient comme la source la plus authentique du droit. Pour Gentz, pour Rehberg, pour ceux que Hegel avait combattus, comme pour la majorité de l'École historique de la jurisprudence, cette méthode se confondait avec le combat contre les idées révolutionnaires venues de France.

Or, à la différence de ces juristes, et en dépit de ses nombreuses critiques formulées à l'encontre de l'abstraction rencontrée dans l'économie politique classique, Roscher ne rejetait ni toute abstraction rationaliste comme telle, ni tout théorème classique – au contraire, il affirme chercher des lois :

Roscher veut parvenir pour la science de l'État [*Staatswissenschaft*] à quelque chose de semblable à ce que fut la méthode de Savigny et Eichhorn pour la jurisprudence ; mais ce qu'il désigne comme l'essence de sa méthode n'a qu'à peine une ressemblance éloignée avec l'orientation de Savigny et Eichhorn. [...] Ce que Roscher veut, c'est traiter l'économie politique comme Bodin a pensé traiter la doctrine de l'État [*die Staatslehre*], comme Gervinus la politique, mais pas l'orientation historique de la recherche dans le domaine de l'économie politique [*Volkswirtschaft*] dans l'esprit de la jurisprudence historique²¹.

Selon Menger, Roscher se trompait donc en se réclamant des juristes historicistes. Ses vraies sources étaient plutôt des historiens. Et il ne pouvait donc pas suivre le modèle dont il se réclamait sans renoncer, ce qu'il ne voulait pas faire, à produire de la théorie. Il se trouvait entretenir une confusion entre pratique et théorie qui était à son comble lorsqu'on recourait de nouveau aux conceptions surannées

[20] Un «esprit» qui est ici analogue, cela a été indiqué plus haut, à celui de Montesquieu, ou au «génie» de Michelet, qui n'a donc rien de magique, mais qui peut tourner aisément à l'enthousiasme spiritualiste nationaliste.

[21] Menger, *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere*, op. cit., p. 222.

de Gervinus : ce dernier ne voulait-il pas « une politique scientifique pure [*reine wissenschaftliche Politik*] qui ne soit rien d'autre qu'une philosophie de la partie politique dans l'histoire » ?

Knies comme Hildebrand, le chapitre précédent l'a montré, avaient reconnu ce paradoxe intenable et cette hésitation fondamentale au sein de l'ancien historicisme. Schmoller allait leur succéder afin, lui, de modifier radicalement les ambitions des économistes. Mais ce devait en conséquence être à Schmoller de s'enfoncer le plus loin dans l'antithéoricisme en faisant de la « communauté morale » le *sujet* économique. Quant à un tel sujet collectif, Menger allait demander s'il pouvait jamais exister de sujet dont les intentions soient compréhensibles à l'observateur qu'est l'économiste autre qu'un sujet qui ne peut être qu'individuel.

C'est là sans doute le parallèle majeur qui suscita au final une incompréhension réside en ce que le droit reste le fait de volontés singulières, de sorte que la jurisprudence correspond effectivement à sa vérité dans l'accumulation des strates historiques qui se manifestent sous forme d'institutions, et l'économie étant le processus de satisfaction de besoins purement subjectifs dans une relation d'échange (dont émergent les prix par un mécanisme que Menger se met à même de signaler), juristes comme économistes historicistes souhaitaient mettre en avant des entités collectives, des concepts collectifs (*Kollektivbegriffe*) comme l'« esprit du peuple » chez les premiers, comme les institutions productives pour les seconds. Les économistes se voulant plus empiriques refusaient souvent d'invoquer le *Geist*, mais il lui substituait des autorités souveraines.

Au total, la dénonciation historiciste du classicisme pâtissait de ces ambiguïtés, alors que Menger était convaincu que la divergence est irréductible entre le dogme classique et la discipline qu'il convient d'établir : la méthode propre de l'économie obéit à des lois causales aussi strictes que celles de la nature, même si elles en diffèrent car l'observateur humain ne peut assigner de subjectivité et de rationalité qu'à un autre être humain. Pour Menger, les historicistes se sont donc nourris de simples non-sens et de confusions, alors même que les sciences historiques (*historische Wirtschaftswissenschaften*) sont légitimes pour étudier les faits économiques singuliers, et qu'elles doivent pouvoir, pour lui, précisément servir à exemplifier la théorie. L'École historique de l'économie n'avait donc ni été conforme à la tâche qu'elle

s'était d'abord proposée, d'une part, ni elle ne pouvait l'être à celle qui lui incombait vraiment, d'autre part, tant qu'elle se leurrait sur les véritables objectifs que permet d'atteindre la connaissance historique.

L'École historique allemande ne pouvait dès lors se légitimer ni à travers ses propres proclamations, teintées d'illusions, ni par des origines qu'elle avait revendiquées (dans l'École de la jurisprudence), mais dont il était patent qu'elle s'écarterait. Les attaques des contemporains de l'historicisme, à commencer donc par Menger, allaient souligner cette incapacité ; il était alors légitime soit de reprendre à meilleur compte l'intuition des juristes tel que Savigny, soit de refuser tout historicisme, quel que fût son domaine d'application. Il convient d'ajouter que l'attitude de Menger était également efficace stratégiquement (car l'École du droit détenait encore un pouvoir dont il eût été utile de couper Schmoller). Cette possibilité de choisir une attitude différente par rapport à chacune des écoles historiques explique aussi que certains héritiers de Menger, tel Friedrich Hayek, aient pu ensuite marier Hume, Smith et Savigny dans des éloges communs qui allaient parfois surprendre leurs lecteurs les moins avertis au siècle suivant²².

2.2 – De l'organicisme selon Menger

Dans son *Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps*, Robert Derathé rappelle la nature et la variété des théories organicistes de la société jusqu'au philosophe des Lumières²³. La place prise par les auteurs caméralistes dans la production des schèmes jusnaturalistes peut surprendre, mais des auteurs comme Pufendorf (Derathé insiste sur sa conception d'une sorte de contrat civil implicite) ou Hufeland²⁴ se trouvent effectivement à l'intersection de ces deux traditions.

[22] Dans cette même tradition, Hayek eut ainsi à la fois le plus grand respect pour l'école de Savigny et le plus grand mépris pour l'historicisme : le second paraît erroné, mais le premier correspond à son objet (de même que la *common law*, ce « monstre » dénoncé en Allemagne). Ce n'est toutefois pas le lieu de développer ce point.

[23] Robert Derathé, *Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps*, Paris, Vrin, 1950, rééd. 1988, appendice IV : « La théorie de la société chez Rousseau et chez ses prédécesseurs », p. 410-413.

[24] Renvoyons ici à une étude sur le rapport de cet auteur aux historicistes et Menger : Karl Milford, « Inductivism and Anti-essentialism in Menger's work », in Gilles Campagnolo (Hrsg.), *Carl Menger. Neu erörtert unter Einbeziehung nachgelassener Texte. Discussed on the Basis of New Findings*, Frankfurt/Main, Peter Lang Verlag, 2008, p. 59-86.

Dans la troisième partie des *Untersuchungen*²⁵ apparaît également une conception organiciste qui a pu surprendre de manière compréhensible une part des lecteurs de Menger. Ce dernier n'a rien du jusnaturalisme, et quoique la tradition autrichienne trouve en effet une nouvelle expression en lui, c'est seulement à la variété de sens pris par la notion même d'organicisme qu'on doit d'en retrouver ici une variante. Quelque prudence dont il faille faire preuve, puisque l'analogie de la société à un «corps» est revendiquée par les camps animés des intentions les plus diverses, c'est bien d'une telle approche qu'il est question chez Menger. Encore s'agit-il de voir en quel sens.

Pour Menger, il ne s'agit pas, bien sûr, de renoncer à analyser de manière *générale* les comportements *individuels*, mais de répondre à des accusations portées contre lui et de signaler à l'attention l'existence d'un type de phénomènes négligé à grand tort par les auteurs historicistes. Les reproches à affronter sont ceux d'abstraction «atomiste» (*Atomismus*) qui pesait sur l'individualisme méthodologique et un chapitre des *Untersuchungen* est consacré à répondre à ce reproche (*Über den Vorwurf des Atomismus*) en montrant que, loin d'être une erreur, le choix délibéré de cette approche se justifie du point de vue de la méthode, tandis que les conceptions holistes, qui se veulent plus compréhensives, se nourrissent d'illusions quant à la possibilité de connaître les entités dont elles parlent de manière satisfaisante pour la science. Mais la question de l'usage à faire de l'analogie entre phénomènes sociaux et théorie des organismes naturels se pose alors de façon encore plus insistante : comment condamner chez les historicistes des entités dont, en même temps, Menger prétend souligner la valeur heuristique dans ce livre ? Sauf à admettre une contradiction de fond aussi énorme, il convient de concilier, en dépit des limites qu'il révélera, la compréhension atomistique comme manière exacte de saisir l'activité individuelle et l'origine des institutions ou des «corps» sociaux.

Le vocabulaire peut ici nous aider : ce sont des «*Sozialgebilden*» dont parle Menger, des «construits sociaux». Or les historicistes tenaient toute institution pour un ensemble construit consciemment par ses membres et, de manière prépondérante, par le souverain. L'approche institutionnaliste dans l'économie administrée voulait en

[25] Le Livre III s'intitule «La compréhension organique des phénomènes sociaux» (*Die organische Verständnis der Socialerscheinungen*).

somme qu'il y eût effectivement «quelqu'un» pour organiser cette administration des choses et des hommes. Menger souligne au contraire qu'il se pourrait bien qu'une grande part des institutions, voire les plus importantes d'entre elles fussent nées de manière «spontanée», à savoir comme le résultat irréfléchi par personne en particulier du développement des relations inter-humaines et que l'essor des institutions de la société ne dépendît ni originellement, ni principalement de décisions souveraines, ni de décisions éventuellement prises en commun, passées par un quelconque pacte. Les titres des sections concernées sont d'ailleurs clairs à cet égard²⁶.

Ce passage commence par la question de la monnaie : «Über den Ursprung des Geldes». La théorie de l'émergence de la monnaie, déjà présente dans le huitième et dernier chapitre des *Grundsätze* de 1871, propose une sorte de théorie de la complexité adaptative (dans des termes qui nous sont plus contemporains) a souvent conduit les commentateurs à se demander si Menger ne se rapprochait pas des historicistes ou n'entraînait pas en contradiction avec ses propres théories. La littérature est abondante, mais elle souligne avant tout que Menger appelle «organique» le développement spontané (dans un vocabulaire ultérieur, qui devait être celui de Hayek) des institutions²⁷.

Ainsi, Menger contribuait-il également à apurer un certain désordre dans les discours des sciences sociales en constitution au XIX^e siècle qui usaient et abusaient du terme en vogue d'*organisme* prétendant traiter la société comme un corps, mais sans préciser ce qui était entendu par là : une obéissance au «chef» de l'État, un développement naturel, ou une autre conception encore. Le point commun était le refus d'une constitution mécanique des formes sociales : Menger proposait au contraire de saisir une croissance spontanée des institutions, comme la monnaie, à partir du plus petit nombre de mécanismes élémentaires

[26] Par exemple, celui qui porte la conception exacte (atomistique) de la source de ces institutions sociales qui sont le résultat non consciemment réfléchi du développement social («Über das exakte (das atomistische) Verständniss des Ursprungs jener Socialgebilde, welche das unreflectirte Ergebniss gesellschaftlicher Entwicklung sind»). Il s'agit du Livre III, chap. II, section 4 des *Untersuchungen* de Menger.

[27] Notons aussi que Menger allait employer le terme «*automatische Entwicklung*» dans l'article «Geld» à propos des efforts qui sont manifestes dans son développement : «das unreflektierte Ergebnis spezifisch-individueller Bestrebungen der Gesellschaftsglieder» («Geld», 1892 et 1909 ; nous citons de la réédition in *Gesammelte Werke*, Tübingen, J.C.B. Mohr, vol. IV, 1970, p. 16).

de l'échange et de l'innovation entre partenaires individuels. L'erreur de fond consiste à hypostasier en réalité ontologique une approche qui sert *exclusivement* la méthode dont use le scientifique averti :

En premier lieu, une partie seulement des phénomènes sociaux présente une analogie avec les organismes naturels [et] en second lieu, l'analogie entre phénomènes sociaux et organismes naturels [...] ne réunit pas tous les aspects de l'essence des phénomènes considérés²⁸.

En recourant à cette analogie, Menger met donc avant tout en garde contre ses abus et il requiert de limiter cette image à sa valeur analogique heuristique²⁹. Outre cette limitation, qui est constitutive de toute analogie, l'incomplétude (*Unvollständigkeit*) de celle qui se rapporte à l'organisme, en particulier quant aux fondements méthodiques à donner à la recherche sociale (*für die Sozialforschung sich ergebenden methodischen Grundsätze*), doit conduire à distinguer parmi les usages qu'on fait de cette analogie organique selon les domaines. Ainsi est-elle heuristique en économie, mais pas en politique. Or, la « politique économique » (*Wirtschaftspolitik*) fait partie de la politique ; pour le praticien, elle se confond avec l'expérience et on ne saurait faire grief aux historicistes à cet égard :

Le fait que l'histoire soit une institutrice [*Lehrmeisterin*] pour l'homme d'État et aussi un fondement pertinent pour la science de ce dernier, à savoir la politique, c'est une idée qui tombe tellement sous le sens qu'on ne peut faire grief au même [Roscher] de l'énoncer au XIX^e siècle³⁰.

Menger agit en critique à titre philosophique : il traque le bon et le mauvais usage des catégories. Or, puisque la politique s'apprend selon lui par l'expérience, à la différence de la science économique, qui dépend, elle, de la science des savants, il va donc de soi que ce sera à l'histoire d'enseigner cet art. D'ailleurs, le disent les premiers les hommes d'État eux-mêmes³¹. Menger, professeur à l'université de

[28] Menger, *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere*, op. cit., p. 143-144.

[29] Hayek paraît parfois oublier cet avertissement de Menger.

[30] Menger, *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere*, op. cit., p. 187.

[31] Rappelons ici que c'était précisément ce que Fichte avait déploré en son temps. Contre Rehberg ou Gentz dont l'hostilité aux « idées françaises », que Fichte épousait, s'inspirait

Vienne et haut fonctionnaire encore inspiré, un siècle après par les Lumières autrichiennes de l'époque joséphienne, allait d'ailleurs répéter au *Kronprinz*, dont il devait être le précepteur³², cette différence entre les vocations du savant et du politique (pour parler comme Max Weber dont l'ouvrage de 1909 devait en somme faire le bilan de cette sagesse³³).

Or, s'il ne s'agit pas de *science* en politique, l'analogie n'a donc pas la même validité que le raisonnement causal strict en science. Les savoirs juridico-politiques n'ont pas la même méthode *théorique*, au contraire de l'économie politique. La notion d'organisme n'est donc pas déterminante de la scientificité, mais elle peut manifester son utilité, étant donné son immense popularité, en suscitant une meilleure compréhension de la formation des institutions sociales par le jeu des comportements individuels. Autrement dit, Menger signale un aspect négligé qui est celui des formations nées de résultats non intentionnels de l'interaction des individus et il montre que, loin de requérir une enquête d'abord historique, leur mécanisme se fait voir à travers l'individualisme méthodologique qui peut les étudier.

Comme sur la matrice de l'économie politique classique avec ses classes sociales, comme sur les théories historicistes de la communauté morale et nationale, il convient d'abord de critiquer un usage indistinct erroné pour servir enfin un propos théorique : les données de l'histoire peuvent alors venir à leur tour l'exemplifier, et l'analogie organiciste peut suggérer à sa façon le rôle des mécanismes non dépendants d'une décision préalable (Menger appelle au contraire « pragmatiques » ceux qui en dépendent). De la sorte, Menger peut justifier à la fois cet « atomisme » qu'on lui reproche donc à tort, et la constitution de « corps » ou d'institutions, qui en sont en définitive une émanation complexe non

de Burke et soutenait Savigny contre le rationalisme. Nous renvoyons le lecteur aux deux premiers chapitres de ce volume.

[32] Menger enseignait les principes issus de Smith, selon une doctrine libérale et éclairée. On connaît son enseignement par les carnets relevés et publiés par Erich Streissler qui a édité les cours de Menger sur la politique économique et qui a donné leur traduction en anglais : *Lectures to Crown Prince Rudolf by Carl Menger*, Aldershot, Edward Elgar, 1994. Elle n'existe toutefois malheureusement pas en français.

[33] Max Weber, *Die Wissenschaft als Beruf*, 1917-1919 ; trad. Freund, *Le savant et le politique*, Paris, UGE, 1959, rééd. 1992 ; *La vocation du savant et du politique. Une nouvelle traduction*, trad. Colliot-Thélène, Paris, La Découverte, 2003.

prévue. Il pose les bases d'une appréhension moderne de la complexité dans le Livre III des *Untersuchungen*. Le terme alors consacré pour désigner l'individualisme méthodologique est cet atomisme conçu de manière adaptée à l'économie, selon l'analogie suivante :

La conception de l'économie comme analogue à un organisme et de ses lois comme analogues à celles de l'anatomie et de la physiologie s'oppose à la conception physique, comme le point de vue biologique dans la recherche l'est à celui atomique³⁴.

Tout en soulignant que l'organicisme a pâti des définitions diverses qui lui ont été données, notamment dans la conception historiciste, Menger montre que ce qu'on croyait qu'on lui opposerait ne lui est ni plus étranger, ni plus familier qu'à ses adversaires, seulement mieux compris. Menger avait en somme, semble-t-il, accompli une révolution dans l'économie.

3 – Une révolution copernicienne dans l'économie ?

Pour conclure sur la critique mengérienne et le délitement de l'École historique qu'elle provoqua, déclinons, en paraphrasant Menger³⁵, les traits spécifiques de l'historicisme qui condamnaient l'entreprise *conduite par les suiveurs de Roscher* : 1° il régnait une confusion entre sciences historiques de l'économie politique et théorie économique au détriment de celle-ci ; et, également ; 2° une confusion similaire régnait entre la compréhension historique (toujours *singulière*) des phénomènes sociaux et leur compréhension théorique ; 3° il était erroné de prétendre tirer le point de vue historique en économie de la méthode historique en jurisprudence : l'application à la *Nationalökonomie* était illégitime ; 4° la séparation *non conceptualisée* entre les divers aspects des sciences économiques, théoriques et pratiques, et entre celles-ci et les autres sciences des phénomènes sociaux engendrait malentendus et impasses.

Or Menger voit autant d'impasses dans les matrices de l'économie qui s'opposent au cours du XIX^e siècle, nommément les matrices classique, historique et marxiste (qu'on peut regarder comme un point d'aboutissement possible de la première, ou comme une aile – gauche

[34] Menger, *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere*, op. cit., p. VII.

[35] *Ibid.*, p. VII et Livre II : *Über den historischen Gesichtspunkt der Forschung in der Politischen Ökonomie*, p. 92 et sq.

et révolutionnaire – de la seconde), ou encore même, nous le verrons, dans la matrice marginaliste nouvelle de ses « confrères » codécouvreurs du raisonnement à la marge (mais qui l'utilisent à des fins de raisonnement en équilibre), Walras et Jevons. Le Viennois entend substituer à ces voies qui présentent, pour lui, tous les risques d'une stagnation perpétuelle de la science, une pratique qu'il souhaite voir pratiquée de manière enfin *scientifique*, c'est-à-dire théorique et exacte. La recherche en économie politique doit réaliser, dans son genre, en exactitude et donc, en portée, celle en sciences de la nature. La justification de ces exigences constitue les *Untersuchungen*, comme la première présentation en fait avait consisté dans l'exposé de la théorie des *Grundsätze* en 1871, douze ans plus tôt.

Le « marginalisme » de Menger, auquel la troisième partie de cet ouvrage est consacrée en détail, constituait-il alors lui-même une révolution dans les deux registres à la fois de la théorie scientifique et de la méthode pour la pratiquer ? Dans un autre contexte et à propos des sciences de la nature, Kant avait en son temps (1781) dénommé révolution « copernicienne » la mutation qu'il faisait opérer au savoir en s'assignant pour tâche d'en définir ses conditions de possibilité (transcendantales) théoriques et pratiques. Kant avait dans ses trois *Critiques* suscité une heuristique nouvelle. Menger joue-t-il un rôle analogue, quoique dans un domaine plus restreint, au sein d'une seule science (ou d'un groupe d'entre elles, si l'on souligne que les *Recherches* portent « sur la méthode des sciences sociales, et de l'économie politique en particulier », mais par conséquent pas seulement sur cette dernière.

Pour les auteurs se réclamant de l'École historique, une question de cette ampleur ne s'était posée que dans leurs prétentions, et non dans la réalité du changement qu'ils faisaient subir à la matrice classique. Mais la question était certes d'actualité : d'ailleurs, l'héritage criticiste kantien se retrouvait dans la théorie de la connaissance (*Erkenntnislehre*) allemande. Tandis qu'en Autriche, Franz Brentano et Bernard Bolzano avaient écarté la conception criticiste et idéaliste de la conscience et toutes ses conséquences. Menger ne pouvait pas être insensible à l'influence de tels collègues, mais le délitement de l'historicisme n'y était pas lié³⁶.

[36] L'analyse des archives conservées au Japon montre que Menger connaissait nécessairement les travaux purement philosophiques de ces collègues, mais qu'il ne souhaitait

Une double distinction connaissait alors un succès notable, celle proposée par le théoricien de la connaissance allemand Wilhelm Dilthey dans son *Introduction aux sciences de l'esprit*, qui date également de l'année 1883 :

Elles [les sciences de l'esprit] ont une tout autre base et une tout autre structure que celles de la nature. Leur objet se compose d'entités qui nous sont directement données et que nous ne considérons pas par un effort de raisonnement, et qui sont compréhensibles à notre sens interne ; dans ce domaine, nous savons et nous comprenons avant d'avoir une connaissance scientifique. La caractéristique de l'histoire de ces sciences est donc d'analyser progressivement un Tout que nous possédons d'emblée et dont nous avons un savoir et une compréhension immédiats³⁷.

Dilthey établit en parallèle l'opposition fameuse entre «comprendre» (*verstehen*) et «expliquer» (*erklären*) d'une part, et celle entre sciences de l'esprit (*Geisteswissenschaften*) et sciences de la nature (*Naturwissenschaften*), d'autre part. Il reçoit les compliments de Schmoller dans la recension parallèle que ce dernier donne de son ouvrage et de celui de Menger, pour mieux vilipender celui du Viennois³⁸.

Cette recension devint fameuse car elle mit le feu aux poudres entre Schmoller et Menger. Cette recension des *Untersuchungen* par

pas entrer dans les querelles des philosophes de profession – il avait certes déjà assez à faire avec ses collègues économistes ! Les notes manuscrites qu'il laissa montrent son intérêt, mais donnent peu de matériau pour situer sa position : le projet kantien lui paraît intéressant, mais nettement insuffisant dans son propre champ. Les deux écoles de pensée autrichienne, philosophique et économique, semblent cheminer comme en parallèle, avec des intuitions similaires, mais peu d'éléments (ni même d'étudiants en commun, Eugen von Philippovich étant l'exception la mieux connue).

[37] Wilhelm Dilthey, *Einleitung in der Geisteswissenschaften*, Berlin, 1883 @ ; trad. Sauzin, *Introduction aux sciences de l'esprit*, Paris, 1942, p. 140. On sait combien cette distinction influencera Max Weber.

[38] Gustav Schmoller, «Die Schriften von K[arl, sic] Menger und W[ilhelm] Dilthey zur Methodologie der Staats- und Sozialwissenschaften», *Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im deutschen Reiche*, 1883, 3^e vol., p. 239-260 (soit p. 974-994 de la collection annuelle, les volumes étant reliés et une pagination double établie). Le texte a reparu à l'identique sous le titre raccourci : «Zur Methodologie der Staats- und Sozialwissenschaften», in *Zur Literaturgeschichte der Staats- und Sozialwissenschaften*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1888, p. 275-304. La triple pagination qui en résulte implique des confusions dans la littérature.

Schmoller, véritable accusé de non-recevoir, fut en effet ressentie pour ce qu'elle était par ce dernier : une attaque insultante. La manière dont Schmoller traitait l'ouvrage, dont il saisissait tout l'enjeu (à la différence de ce qui avait été le cas pour sa recension des *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* de 1871) manifeste l'irrépressible hostilité entre les deux auteurs, et les approches qu'ils défendent. L'école qui allait être dite « autrichienne » n'était pas encore organisée comme telle, mais Menger s'employait à la forger contre l'école allemande dominante – et il n'était pas plus conciliant. Cette recension devait servir à minorer l'impact de la pensée « autrichienne », mais en faisant éclater la « querelle des méthodes », le *Methodenstreit*, elle suscita paradoxalement la remise en cause qui devait entraîner le délitement de l'école historiciste³⁹.

Menger préférait substituer d'autres distinctions en théorie de la connaissance, portant proprement sur la méthode de traitement de l'objet de la science par le sujet observateur plutôt que sur l'objet. La causalité stricte et un individualisme méthodologique radical caractérisent sa méthode analytique, mais également une nouvelle classification des sciences. Celle de Dilthey porte avant tout sur un critère d'objet – les objets divers imposent des méthodes différentes. Menger propose une méthode parallèle et scientifique pour traiter de disciplines distinctes, tout en tenant précisément à bien les séparer : ainsi de la *psychologie* par rapport à l'économie (comme allait le souligner Weber dans un jugement à propos de la théorie marginaliste)⁴⁰.

Tandis que Dilthey semblait retrouver une opposition absolutisée qui appartenait déjà au criticisme kantien (voire à l'idéalisme fichtéen) entre les domaines de la nature (la raison *pure*) et de la liberté (ou de la volonté, soit la raison *pratique*), pour Menger, la distinction kantienne empêchait de fonder une science de l'économie comme

[39] Pour une discussion en détail de cette littérature et des épisodes de la querelle, voir la troisième partie, de dossier et commentaire de notre traduction en français des *Untersuchungen: Recherches sur la méthode dans les sciences sociales et en économie politique en particulier* (présentation, traduction intégrale et commentaire par Gilles Campagnolo, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011).

[40] Il s'agit de l'article « Die Grenznutzlehre und das psychophysische Grundgesetz », *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 1908. Voir aussi notre article, « Was the Austrian School a "Psychological" School in the realm of Economics in Carl Menger's view? », in Gilles Campagnolo (Hrsg.), *Carl Menger. Neu erörtert unter Einbeziehung nachgelassener Texte. Discussed on the Basis of New Findings*, op. cit.

science pure. Les notes manuscrites dans les archives montrent que Menger jugeait le projet de la *Critique de la raison pure* positif, mais s'indignait que Kant refusât en somme de voir que la raison pure est également à l'œuvre en économie – ou du moins l'interprétait-il de la sorte⁴¹. Il est vrai que, chez Kant, l'économie est du ressort de la raison *pratique*, reposant dans la liberté et la volonté, ce qui fonde la chaîne causale, mais ne permet pas de la déduire toute entière dans un savoir positif – car il n'existe pas de concept positif de la liberté chez Kant et donc pas de schème transcendantal qui permettrait, par exemple, de résoudre au mieux les conditions d'une connaissance *théorique* pure. Pour Menger, c'est là reconnaître qu'on ne saurait garantir la scientificité de l'économie politique dans le cadre kantien, que cette matrice-là ne convient donc pas. La quête des éléments intervenant dans une chaîne causale *théorique* seule peut assurer pour Menger la scientificité de l'économie. La thèse dite du «réalisme des essences» par laquelle le travail du Viennois est souvent caractérisé manifeste outre un aristotélisme foncier (sur lequel la partie III reviendra) le rejet d'un kantisme ainsi interprété.

Quant aux auteurs de l'École historique, leur vision du monde (*Weltanschauung*) relevait soit selon d'une philosophie de l'histoire vulgarisée (celle qui était indirectement héritée, sous une forme abâtardie de la philosophie hégélienne, et celle que devait plus tard stigmatiser Weber), soit, dans une veine diltheyenne, d'une théorie de la connaissance minimale où la connaissance (*das Erkennen*) suppose des capacités variées selon le domaine d'objets à connaître. Sans se prononcer sur les questions philosophiques échappant à leur champ, les économistes (Menger compris) saisissaient en effet que le conflit entre nature et liberté sous-tendait leur approche des phénomènes. Elle se précisait dans une différence foncière quant au rapport sujet-objet entre sciences de la nature et sciences de l'esprit.

Dilthey critiquait parfois l'empirisme grossier des historicistes, mais (comme le comprit Schmoller dont la recension était à cet égard positive) il s'opposait moins à eux dont il s'occupait d'ailleurs fort peu qu'aux tenants de critères autres pour une pratique renouvelée

[41] Menger écrit : «*Kant sieht in der theoretische Nat[ional]ök[onomie] keine reine Vernunft*» (Friedrich Überweg, *Grundriss der Philosophie der neuer Zeit*, Berlin, Mittler, 1872, p. 172, note marginale). La raison *pratique*, pour Menger, ne saurait garantir la scientificité de l'économie politique quand Kant y voit un ancrage décisif.

de la science, que des économistes d'un type différent (comme les Autrichiens) pourraient chercher à appliquer. Dilthey se plaçait du point de vue des conditions de possibilité de la connaissance (donc, au plan transcendantal) *également* dans le domaine *pratique* de la raison, ce qui le faisait diverger de Kant. Mais il n'entrait pas dans l'examen de la méthode des parallèles de Roscher ou des variations différentielles de Schmoller. Celles-ci devaient aboutir, à travers l'enquête historique, au temps présent, dévoilant ainsi, *nolens volens*, un «sens» qui pourrait conduire à assigner une signification globale à l'histoire humaine : les historiens seraient ainsi chargés de révéler ce que des philosophies idéalistes comme l'hégélianisme proclamaient d'un point de vue spéculatif – mais sans ce point de vue toutefois.

Aussi les formes de néocriticisme qui émergeaient dans la philosophie allemande de la fin du XIX^e siècle rejetaient-elles la tentation idéaliste qui sous-tendait ces représentations historicistes. Elles soutenaient au contraire que la science commence dans une caractérisation de son domaine propre, et n'implique pas le recours à un ordre transcendant⁴². Dilthey avait fini par reporter son intérêt sur la psychologie en particulier pour appuyer ses réflexions sur la méthode dans les «sciences de l'esprit» (*Geisteswissenschaften*), notamment quant à la place du savant par rapport à son objet. En souhaitant se passer de la métaphysique tout en conservant la donnée d'un pouvoir créateur de l'esprit, Dilthey parcourut en quelque sorte un trajet qui croisait l'économie historiciste, rencontrait de nouveau des apories dont il avait pourtant eu conscience et le ramenait à l'élément spéculatif (la dialectique hégélienne *créative* par construction) : Dilthey fut conduit à discuter de plus en plus la philosophie de l'absolu de Hegel dans ses dernières œuvres⁴³. Il retrouvait alors la difficulté même qui avait initié sa tentative philosophique originellement – s'il ne l'avait

[42] Les auteurs néokantiens des Écoles de Bade et de Marbourg (Cassirer, Cohen, Natorp) devaient suivre en partie cette veine, mais en s'éloignant plus encore des sciences positives, et assurément de l'économie.

[43] Dans *Der Aufbau der geschichtlichen Welt in den Geisteswissenschaften* (*La structure du monde historique dans les sciences de l'esprit*), Dilthey tentait de rapporter l'esprit objectif hégélien à un concept exclusivement *méthodologique*, en écartant la dialectique et en tentant d'y intégrer *toutes* les manifestations humaines, dont l'art, la religion et la philosophie (qui chez Hegel, en raison de son système spéculatif, ressortissent de l'esprit *absolu*).

ainsi pas dépassée, il l'avait du moins signalée à l'attention des penseurs de son temps. Mais les économistes l'ignorèrent.

Menger possédait l'ouvrage de Dilthey (conservé avec les archives et sa bibliothèque), mais il semble ne l'avoir commenté nulle part. L'économiste de Vienne insistait pour que le scientifique positif n'observât que des causalités dans les phénomènes. Il n'épousait non plus, et sciemment, aucune position sur le statut ontologique des entités socio-économiques en jeu – sauf sa dénonciation des illusions historicistes, sur l'État, le peuple, etc., *Volk* comme entités *vivant per se* et propres aux études économiques *en tant que telles*. Menger privilégia le regard porté sur les phénomènes qu'il divisait donc en fonction de la singularité (les études historiques), de la généralité (les études théoriques), ou de l'applicabilité (le domaine pratique appliqué). Il n'aborda pas la question épineuse de l'identité hégélienne de l'objet et du sujet, ni ce qui allait devenir avec Weber l'occasion de la dernière mutation de l'École historique, à savoir la possibilité d'une relation de l'observateur au milieu observé, qui devait susciter la sociologie compréhensive comparatiste. Alors qu'il est présent à chaque étape des raisonnements tenus dans son *Introduction* par Dilthey, ce point n'apparaît ni dans les *Untersuchungen*, ni à propos de l'essence de la *Volkswirtschaft*, de son concept ou de ses lois, ni encore dans la relation entre l'économie théorique et les « sciences pratiques ». La seule critique d'ordre ontologique que porta Menger⁴⁴ était contre l'hypostase du *Staat*, du *Volk*, et de ces *Kollektivbegriffe* dont la science allemande regorgeait sans pouvoir les justifier. Or Menger montre que seule l'analyse *générale* d'un comportement *individuel* peut être de nature « scientifique » au plan de la *méthode* – à l'égal des autres sciences.

La question qui intéresse alors directement l'issue de la querelle des méthodes est de savoir s'il est possible d'atteindre des lois *exactes* en économie en faisant les mêmes hypothèses formelles sur la causalité qui doit pour Menger régner dans *toutes* les sciences, puisque c'est par la connaissance de ces causes qu'il y a science dans sa méthode. C'est là ce qui a déjà donné des résultats enviables dans les sciences de la nature, de sorte que les lois dites « naturelles » (*sogenannte Naturgesetze*) résultent de cette connaissance comme autant de résul-

[44] Tous les auteurs « autrichiens » n'allaient pas se montrer aussi prudents ; ils dépassent le cadre de cette étude.

tats comparés à attendre de la théorie fondée sur l'individualisme. Dilthey critiquait les historicistes pour le «sens historique» qu'ils prétendaient découvrir. Menger ajoutait qu'ils se revendiquaient à tort du modèle jurisprudentiel, qu'ils trahissaient d'autant plus. Ils payaient le prix de l'abandon de la théorie sans obtenir en échange une doctrine semblable à celle des juristes : à la vérité, leur objet était dissemblable, et il leur eût fallu le comprendre.

Le *Methodenstreit* resta longtemps indécis, mais la fracture allait s'élargissant, un camp devant finalement se trouver rejeté hors de la science économique. La critique de Menger gagnait d'ailleurs en force à ne pas affronter la question ontologique tout en mettant en évidence dans la polémique des enjeux sous-jacents aux discours économiques que les monographies historicistes laissaient insoupçonnés. La dispute ne fut donc pas l'«immense dépense d'énergie inutile» stigmatisée par Schumpeter dans son immense *Histoire de l'analyse économique*. Il fut le combat où s'éclaira la révolution scientifique par laquelle l'économie fut décentrée de la communauté morale schmollérienne pour être recentrée sur la subjectivité individuelle. Par construction inconnaissable, elle est par là même féconde.

Le peu d'attention (malveillante) que Schmoller eut pour les *Grundsätze* avait montré son aveuglement ; il en faisait par rage une règle de conduite dans sa recension des *Untersuchungen*. La nature de la révolution que Menger cherchait à opérer échappait ainsi, mais c'était d'une révolution qu'il s'agissait. Les deux auteurs confrontèrent des aspirations divergentes sur le terrain commun d'une réforme qu'ils souhaitaient voir accomplir à une *Nationalökonomie* vieillie. Ils portaient la question du champ des méthodes à la relecture des fondements de la théorie de la science. Schmoller ne pouvait guère qu'y répéter ce qu'il avait déjà vu comme historiographe. Menger allait chercher dans des sources philosophiques les moyens du renouveau dont il avait retenu l'espoir de la formulation de Kant :

Si, après bien des dispositions et préparatifs, elle [la science] tombe dans l'embarras, sitôt qu'on touche au but ; ou si, pour l'atteindre, elle est souvent forcée de revenir sur ses pas et de prendre une autre voie ; ou bien encore s'il n'est pas possible d'accorder entre eux les divers collaborateurs sur la façon dont le but commun doit être poursuivi, alors on peut toujours être convaincu qu'une telle étude est loin d'être entrée dans le chemin sûr d'une science et qu'elle n'est qu'un simple tâton-

nement; et c'est déjà un mérite aux yeux de la raison que de découvrir autant que possible cette route, dût-on abandonner comme vain beaucoup de ce qui était contenu dans la fin retenue d'abord sans réflexion⁴⁵.

[45] Note manuscrite de Menger dans son volume personnel des *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, avant-propos, où il cite Kant (*Kritik der reinen Vernunft*, préface à la deuxième édition, Riga, 1787, p. VII). Nous utilisons ici la traduction de Delamarre et Marty, *Œuvres*, Paris, Gallimard «Pléiade», tome I, 1980, p. 734.

TROISIÈME PARTIE

**(RES)SORTIR DE L'OMBRE DE L'ANTIQUITÉ
ET (RE)LIRE LES MODERNES:
LA REFORMULATION DE L'ÉCONOMIE
POLITIQUE DE LA MODERNITÉ
PAR CARL Menger**

INTRODUCTION DE LA PARTIE III

La clôture de la critique de l'économie politique classique dans la pensée de langue allemande et l'effondrement des empires centraux et de son empire sur les sciences de l'esprit

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale, le 2 août 1914, marque le coup d'arrêt de l'ascension économique de l'Allemagne¹.

L'ordre impérial allemand, né des guerres voulues par Bismarck (contre l'Autriche en 1866, contre la France en 1870), devint puissant par la conjonction de l'unification politique et de l'industrialisation économique. L'«Allemagne des usines» pouvait, dans le dernier tiers du XIX^e siècle, concurrencer la production industrielle britannique à l'intérieur, où elle avait repoussé l'invasion de produits manufacturés importés du début du siècle, comme à l'extérieur, où «*made in Germany*», d'abord accolé à ses produits par dérision, devenait le signe de qualité (qu'il est resté). Cet ordre avait été stabilisé à son apogée par les membres de l'École historique qui exprimait sa conscience réflexive en quelque sorte. Leurs conseils, relayés auprès du pouvoir par la société savante et influente du *Verein für Socialpolitik*, contribuaient largement à orienter la politique gouvernementale dans le domaine économique et social. L'influence s'exerçait dans la haute administration, court-circuitant le processus parlementaire (souvent jugé par le pouvoir comme par le monde académique comme un obstacle) et jusque dans

[1] Michel Hau, *Histoire économique de l'Allemagne, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Economica, 1994, p. 85.

les sphères dirigeantes des grands *Konzerne*, liés au complexe militaro-industriel qui se développa jusqu'à la Première Guerre mondiale.

C'est précisément dans la Première Guerre mondiale que cet ordre qui devait s'abîmer. Elle clôtura un «long XIX^e siècle», selon l'expression de l'historien Eric Hobsbawn². Le présent ouvrage se clôt également à son tournant. Les empires centraux s'effondrèrent dans le cataclysme. L'Empire austro-hongrois avait déjà été miné, lui, par l'incurie qui y régnait (*Schlamperei*) malgré les efforts de ses meilleurs gouvernants et, surtout, le feu d'artifice de créations et de théories brillantes qui illumina la «Vienne 1900» dans les domaines artistiques et scientifiques. Elles allaient féconder le siècle à venir, mais elles ne pouvaient pas sauver un ordre déjà ébranlé à maintes reprises au cours du siècle précédent.

Les penseurs les plus clairvoyants avaient déjà dénoncé les éléments de désagrégation des empires germanophones. Cela ne s'entendait que *mezza voce* en Prusse, où Schmoller faisait régner l'ordre académique historiciste comme Bismarck celui d'une politique de puissance. Une ironie plus acerbe et maligne se laissait sentir dans les œuvres de génie de l'Autriche-Hongrie déliquescence autour de l'apothéose viennoise.

Dans les études économiques, les décennies précédant la catastrophe mondiale étaient celles de ce grand carrefour de matrices conceptuelles que le présent ouvrage a présentées. Annoncée par des conflits économiques répétés que l'Europe exportait vers ses colonies tant qu'elle le pouvait, la crise des années 1873 puis 1890 modifiait le cadre de la critique formulée depuis le procès intenté dans la philosophie idéaliste allemande à la pensée classique née des Lumières écosaises. Le classicisme s'était mué en un impérialisme attaqué comme stade suprême du capitalisme par les héritiers de Marx (Lénine, Rosa Luxemburg). Mais la véhémence de ces politiques (qu'ils étaient assurément, au regard de l'opinion savante comme publique, plus que des théoriciens de l'économie³) ne doit pas cacher un mouvement plus pro-

[2] Eric Hobsbawn, *L'ère des révolutions (1789-1848)*, traduction Braudel et Pineau, 1960 ; *L'ère du capital (1848-1875)*, traduction Diacon, 1977 ; *L'ère des Empires (1875-1914)*, traduction Carnaud et Lahana, 1989, Paris, Fayard.

[3] Même dans le cas de Rosa Luxemburg, la *pasionaria* allemande. Notons qu'en langue française, ses œuvres viennent de faire l'objet d'un nouveau projet d'*Œuvres complètes de Rosa Luxemburg*, coédition Smolny-Agone @.

fond du point de vue scientifique, puisée à d'autres sources de critique renouvelée, principalement chez Carl Menger, ses contemporains marginalistes non germaniques (Walras, Jevons) et les quelques grandes figures d'une forme d'historicisme « post-schmollérien », pour ainsi dire (Sombart, Weber). Cette troisième et dernière partie de l'ouvrage consacré à la critique de l'économie politique classique est consacrée à la figure de Menger en particulier, car elle permet, à travers le fondateur de l'école autrichienne d'économie politique, dont il a déjà été question dans les parties précédentes d'une part d'approfondir les sources de la fondation de l'École autrichienne, de concert avec celles du délitement de la matrice conceptuelle économique allemande, et de suivre, d'autre part, l'évolution de l'économie politique vers une institutionnalisation des différents courants qui allaient marquer le XX^e siècle.

Du tournant 1900 à la Première Guerre mondiale se lit l'épilogue d'une puissance académique des économistes qui a été plus impressionnante dans l'Empire allemand qu'elle n'avait peut-être encore été sous aucun autre régime ni pays. Et pourtant, elle n'allait pouvoir éviter ni la chute de l'Empire (certes principalement dépendante des chances d'un conflit militaire⁴), ni la menace de la révolution. Quand se fit pressant le spectre d'une révolution d'un type nouveau (le type prolétarien appelé par Marx), ni les vues réformistes des « socialistes de la chaire » ni celles, différentes mais partageant des analogies, de Lorenz von Stein ne prévinrent l'évolution que ce dernier avait déjà décrite, mais avant 1848, au public allemand mais à partir du cas français, comme inévitable. En somme, au plan conceptuel, la matrice historiciste ressassait ses critiques de la thèse ricardienne du partage conflictuel des bénéfices entre salaires et profits, mais échouait à lui substituer une autre conception.

Les foyers de résistance allemands à l'économie politique classique ont marqué les étapes du développement de la pensée économique au XIX^e siècle. Nourris des échecs classiques à réagir à la réalité de la modernisation d'un pays voué au « rattrapage » de la position britannique, ils oscillaient entre des positions toujours ancrées dans la

[4] Mais il en avait été de même lors de la fondation du II^e Reich sur les ruines du Second Empire français – et elle avait été proclamée dans la Galerie des Glaces de Versailles. La dimension économique est présente au cœur de chacun de ces conflits, qui inaugurent et clôturent l'ère de ce régime.

matrice classique. Sur la question des salaires, par exemple entre réaffirmer l'inéluctabilité de la «loi d'airain» qui pèse sur eux et proclamer des mots d'ordre, comme notamment celui d'abolition du salariat, chez Marx.

Le «long XIX^e siècle» qu'avait inauguré l'«invention» de l'économie politique, qu'on juge le devoir aux auteurs français des Lumières ou à la *Richesse des nations* de 1776 de Smith, avait vu l'ascension de la puissance décisive d'un ordre moderne fondé sur une industrie capitaliste dont la formation s'accompagnait des discours qui interprétaient la matrice classique pour la légitimer ou la contester. La Révolution française, de nature politique, apportait une autre dimension à laquelle fit écho, comme en réaction reportée dans le temps, l'effort d'unification allemand. Le délai fut en réalité l'occasion d'un détour où l'adaptation à la modernité passa par la révision des traditions caméralistes germaniques. En engendrant des théories de l'histoire et de la connaissance qui prétendaient refondre l'ancienne *Polizeiwissenschaft*, les penseurs allemands revisitaient la question comment établir une conception scientifique, le temps de crise rendant propice la réforme en profondeur.

Au tournant du XX^e siècle, dans les années 1900, les économistes (pas seulement allemands et autrichiens) ne dressent plus seulement les actes d'un procès fait au classicisme. Ils proposent également des matrices neuves de substitution : le marginalisme prend diverses formes, parmi lesquelles il s'agit de discerner quels points communs partagent Walras, Jevons et Menger (hormis le raisonnement «à la marge», précisément) ; l'historicisme se renouvelle avec Weber, Sombart et Jaffé ; le néoclassicisme (de la synthèse marshallienne, sur laquelle nous ne reviendrons pas) offre une resucée de ce qui reste de la matrice classique. En fait, l'opportunité de faire encore fond sur certains résultats classiques, ou de s'y refuser tout de bon, dépend de la réponse donnée à l'analyse comparée des approches méthodiques et des fondements philosophiques, voire anthropologiques dans l'étude de l'agent économique, de sa nature humaine, pour ainsi dire. Au-delà de la vulgate historique qui voit dans le marginalisme, par exemple, une «découverte multiple» de trois auteurs évoluant quasi indépendamment (Walras, Jevons et Menger) pour aboutir à des éléments pouvant, ou non, nourrir la synthèse dite «néoclassique», ce sont les structures conceptuelles qui ont été employées pour édifier des pensées neuves qui demandent examen – tout comme il a été nécessaire,

pour une appréhension cohérente de la modernité, de partir des spéculations idéalistes des années 1800 au début de cet ouvrage, alors même qu'elles ont été reléguées à l'arrière-plan ensuite, durant le siècle dont le développement dépendit fortement d'elles.

Ainsi convient-il de repérer que dans les décennies autour de 1900, une théorie de la connaissance (*Erkenntnistheorie*) – annonçant ce qui devait plus tard s'appeler épistémologie au sens d'une étude systématique des méthodes et des discours des sciences dites «positives» – a commencé de se substituer aux fondements de la doctrine de la science idéaliste (la *Wissenschaftslehre* de Fichte, l'*Encyclopédie* hégélienne).

Or ce fut là un des enjeux du *Methodenstreit*, cette dispute qui opposa Menger aux économistes allemands se réclamant de l'historicisme alors encore dominant, même en Autriche (ne serait-ce que sous la forme particulière de la théorie de l'administration que donnait Stein). Nous l'avons déjà présentée dans la partie précédente, et n'y reviendrons qu'autant qu'indispensable dans la partie qui suit⁵. Il suffit d'avoir montré que le *Methodenstreit* accompagnait un mouvement de reconstitution général de la science où pouvait aller de pair la contestation du discours critique britannique (classique) et celle du discours allemand (historiciste). Il est moins dit, car moins su, que la critique eut lieu, aussi bien depuis le sein de l'École classique (déjà chez Nassau Senior ou Longfellow) que de celui de l'École historique – quoique la domination de Schmoller bloquât le processus⁶.

L'histoire du *Methodenstreit* fut précisément celle du constat de l'impasse, historiciste en particulier. Le conflit fut dès lors *de facto* plus complexe qu'on ne l'a souvent narré : il révélait surtout, comme le dernier chapitre de la partie précédente l'a montré, qu'un terrain *commun* aux discours tenus par les auteurs de langue allemande sous-tendait une opposition au classicisme qui prenait des formes diver-

[5] Pour une discussion détaillée des épisodes de la querelle, voir la troisième partie, dossier et commentaire, de notre traduction en français des *Untersuchungen* de Menger : Gilles Campagnolo, *Recherches sur la méthode dans les sciences sociales et en économie politique en particulier*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011.

[6] Notons que ce que fit penser une vulgate anglo-saxonne plus tard au XX^e siècle entraîna un certain oubli de ces variantes. Cette vulgate était issue du mouvement ultérieur que fut le néopositivisme viennois des années 1930, en influençant fortement la conception simplifiée (voire simpliste) d'une méthodologie instrumentale répandue aux États-Unis, en particulier par Milton Friedman. La migration du mouvement général de la science économique vers l'Amérique du Nord fit le reste. L'héritage européen se perdit en bonne partie.

gentes. Sur ces différences prenaient sens les objections à l'égard des schèmes de Smith et de Ricardo, la critique des concepts critiques du marxisme (car eux-mêmes d'origine ricardienne). Aussi sévère que fût leur confrontation, l'École autrichienne et l'École allemande partagent un terrain commun qui rend leur confrontation plus détonante encore qu'ils s'accordent pour désagréger la matrice économique classique. Mais l'École allemande, au contraire de l'École autrichienne (et pour des raisons que les conséquences du conflit mondial qui marque la clôture du «long XIX^e siècle» peuvent expliquer), fut victime de son essor en s'enfermant dans l'impasse relevée par Menger. Et cela, en même temps que l'ascension de l'économie qu'elle décrivait et les institutions impériales qu'elle soutenait allaient s'effondrer dans le conflit.

Il serait cependant erroné de conclure de la catastrophe où périrent les empires centraux (Russie comprise, sous les coups de boutoir de la révolution) du XIX^e siècle que les discours économiques et philosophiques sous-jacents aux critiques de la matrice classique furent *inféconds*. Ils ne sauvèrent certes pas les empires concernés – ni celui des Hohenzollern, si péniblement unifié et qui allait se vouer à des instincts démoniaques en échouant à stabiliser et renforcer la République de Weimar, ni celui des Habsbourg, dont la capitale, un temps reine de l'Europe centrale, devait se trouver à la tête d'une nation de la taille d'une province.

Il ne faut pas demander à la science plus que ce qu'elle peut. Mais les matrices qui s'affrontaient produisaient les lignes de fond de la science à venir.

En stigmatisant les impasses théoriques et les échecs pratiques de l'historicisme, Menger condamnait ceux qui pensaient suivre un modèle jurisprudentiel en l'appliquant à la doctrine de Smith, à travers les méthodes de Ranke et de Gervinus. Ceux qui faisaient (en apparence seulement) leurs les concepts de Savigny (Schmoller ou Stein) avaient en réalité, aux yeux de Menger du moins, un but *étranger* à la science (en particulier dans leur éloge de la «monarchie sociale»).

La critique du pourfendeur autrichien de l'historicisme ne portait pas seulement contre ce dernier mouvement : elle mettait encore un terme, en pays germanophone, au suivisme du programme qui avait puisé chez Ricardo et John Stuart Mill des arguments libre-échangistes. Les *Freihändler* défendaient eux aussi moins la science que des intérêts particuliers. Menger reprenait la doctrine à la racine :

il retrouvait le cadre de la *philosophia practica perennis*, reformulé à partir des premières questions économiques posées en Occident. Menger poussait le retour aux conceptions primordiales jusque dans les textes d'Aristote – en cela semblablement à Marx, comme la première partie de cet ouvrage l'a fait voir. La source d'inspiration la plus ancienne redonne sens à la science économique et projette ses conceptions dans l'avenir : les héritiers de Menger allaient montrer plus tard en quelles directions opposées Marx et Menger tiraient⁷. Puisant, eux, plutôt dans les versions germaniques – Savigny, Gentz – d'une pensée contre-révolutionnaire inspirée de la veine anglaise d'Edmund Burke, leurs critiques devaient émerger du constat de la crise généralisée de la rationalité économique. Deux matrices (institutionnelle et libérale) permettent dès lors d'interpréter les sous-théories constituant la science économique, qui requéraient elles-mêmes plus ample explicitation, comme la théorie monétaire parmi d'autres.

Institutionnaliste ou libérale, les deux approches et les tentatives qu'elles suscitaient devaient avoir pour pendant une refonte profonde, mais inachevée, de l'historicisme qui orienta celui-ci vers la sociologie compréhensive que Weber proposait et qui fut ensuite écartée du courant économique principal, le *mainstream*, tandis que Josef Schumpeter offrait une autre direction en reformulant une théorie de l'entrepreneur moderne qui passait par des concepts, eux aussi novateurs, comme celui de « destruction créatrice » pour les forces économiques du capitalisme (et il faudrait citer encore ici Werner Sombart)⁸.

[7] Marx, cherchant l'élément de commensurabilité dans l'échange (entre l'architecte et le cordonnier de l'*Éthique* à Nicomaque, livre VI), découvrait la force de travail ; Menger, quant à lui, renversait la valeur-travail au profit de la théorie de l'utilité (à partir de sa lecture des livres VIII et IX sur la relation « utile » entre des amis). Nous reviendrons sur les passages expliquant cette source aristotélicienne de la conception mengérienne.

[8] Sur Weber, nous renvoyons en particulier à Catherine Colliot-Thélène, *Le désenchantement de l'État : de Hegel à Weber*, Paris, Minuit, 1992 ; *La sociologie de Max Weber*, Paris, La Découverte, 2006, nouvelle éd., 2014 ; à Jean-Marie Vincent, *Max Weber ou La démocratie inachevée*, Paris, le Félin-Kiron, 2009. Voir aussi Hinnerk Bruhns (dir.), *Histoire et économie politique en Allemagne de Schmoller à Weber*, Paris, Éditions de la MSH, 2004 ; et sur la période menant à Schumpeter, beaucoup moins étudiée dans la littérature que celle, abondante, consacrée directement à lui, signalons Gilles Campagnolo et Christel Vivel, « Before Schumpeter : forerunners of the theory of the entrepreneur in 1900's German political economy – Werner Sombart, Friedrich von Wieser », *The European Journal for the History of Economic Thought*, vol. 19/6, 2012, p. 909-944 @. Les œuvres de Weber comme de Schumpeter allaient être caractérisées et vulgarisées comme

Les matrices conceptuelles dominantes du XIX^e siècle engendraient, mais laissaient ainsi également la place à de nouvelles matrices. Le mouvement passait par un détour qui consistait en un retour aux interrogations qui émergeaient de la critique victorieuse du classicisme. Il faisait voir des contraintes nouvelles pesant sur le discours scientifique, mais il le débarrassait également d'éléments qu'il semblait désormais falloir se décider à rejeter ou à renouveler radicalement, concernant les schèmes « culturels » ou « civilisationnels », les éléments soi-disant « éthiques » dans l'enquête historique, le rapport entre les trois dimensions : descriptive, normative et prescriptive dans les sciences économiques.

Pour autant, écarter les concepts-clefs de l'historicisme ne suffisait pas encore à résoudre toutes les questions soulevées. D'une part, le détail de la réglementation de la production, de la régulation des échanges libres, des contraintes financière et internationale du capitalisme moderne occupaient des économistes prenant figure d'ingénieurs des échanges et des marchés (la tradition française des ingénieurs devenus économistes est ici à considérer, quoique ce ne soit pas notre objet ici). D'autre part, le *Methodenstreit* avait élevé les débats à une hauteur de discussion réflexive sur les méthodes de la science et ses présupposés métaphysico-ontologiques qui exigeait le recours à des fondements philosophiques impliquant le retour aux grands auteurs du passé.

Entre l'extrême minutie du détail appliqué à la puissance productive nouvelle et l'attention aux grands concepts fondateurs, le *Methodenstreit* montrait certes une victoire de Menger sur Schmoller (ce qui en est, de manière largement justifiée, et nous y participons, la narration la plus acceptable). Mais il rendait encore plus évident l'écartèlement dans la confrontation entre les interprétations des doctrines les plus anciennes (la philosophie aristotélicienne) et les options épistémologiques les plus neuves (la constitution de l'individualisme méthodologique). La lutte pour des valeurs dans lesquelles Weber voyait autant de « dieux » aux cultes incompatibles était la confron-

antimarxistes, quelles qu'aient été les nombreuses prémisses partagées par ces auteurs avec Marx. Weber privilégiait l'obéissance puritaine à une représentation de la divinité, Schumpeter l'innovation créatrice et Marx insistait sur la transgression de l'ordre ancien par l'entrepreneur bourgeois : c'étaient au fond là trois formes de cet « esprit faustien » que nous avons commencé par signaler dans le capitalisme (et que Sombart, précisément, avait également commenté).

tation de visions de la science et de matrices de l'économie politique en particulier.

Aussi, pour apprendre de la querelle entre Menger et Schmoller, c'est à une exégèse des sources de ses acteurs qu'il convient selon nous de revenir. La pensée économique allemande attirait alors des étudiants du monde entier ; quand l'effondrement de toutes les institutions de l'Empire vit aussi s'abattre le *Verein für Socialpolitik*, l'arène fut finalement délaissée faute de combattants (et en raison des bouleversements du siècle). Mais l'oubli emportait à tort l'aristotélisme de Menger, sa lecture des philosophes britanniques, son jugement sur le raisonnement à la marge de Gossen ou encore la théorie des biens de Rau (*Güterlehre*). Là se lit encore, pour peu qu'on ait recours aux sources et aux archives, l'originalité de la pensée constitutive de l'École autrichienne, tant par rapport aux classiques qu'aux historiciens et aux autres « pères » du marginalisme. Menger a forgé une matrice qui non seulement a écarté celle des classiques, mais qui aboutit, à travers les multiples révisions de ses disciples, à commencer par Böhm-Bawerk et Wieser, à rejeter d'avance nombre de résultats pourtant promus au rang de vérités économiques au XX^e siècle (l'équilibre de type walrassien n'est pas le moindre).

Parallèlement, la matrice marxiste mua en un paradoxal planisme institutionnalisé par force et l'historicisme en une sociologie comparée. La dernière partie du présent ouvrage clôt ainsi une époque, celle où le procès du classicisme a alimenté les espoirs d'un renouveau de la théorie économique. Était-ce alors dans la reformulation de l'économie politique moderne par Menger que se trouvait l'espoir de redonner à la théorie libérale en économie l'impulsion qui s'était enlisée dans les impasses de la pensée classique ? La question allait se poser après la Première Guerre mondiale au-delà de notre étude ; peut-être se pose-t-elle encore.

CHAPITRE I

Aux sources philosophiques de la pensée de Carl Menger : réalisme aristotélicien et individualisme méthodologique

La fin du XIX^e siècle connut paradoxalement un retour à la pensée antique, en particulier celle d'Aristote, soit pour réfuter l'ancienne logique syllogistique (revue par les savants scolastiques médiévaux) et pour en proposer une nouvelle (sous l'impulsion de Frege et de Hilbert), soit pour relever des questions restées non résolues et intéressant la modernité sous une forme renouvelée. Dans le domaine de la philosophie pratique (morale, politique et... économique) le problème de l'échange. Ce que la modernité devait nommer économie était différent de ce que l'Antiquité nommait ainsi^[1]. Dans son *Éthique à Nicomaque*, Aristote inaugurait toutefois (en Occident) une réflexion sur l'évaluation, les prix, la monnaie. Il demandait ce qui rend deux biens commensurables quand deux parties volontairement se les font passer de main en main, estimant faire par là une bonne affaire. À vingt siècles de distance, nous avons vu que Marx reprenait la lecture d'Aristote pour répondre à une question similaire posée dans l'économie politique classique à propos du travail. Les historicistes emboîtaient le pas des classiques. Menger se tournait aussi vers Aristote, nous l'allons voir ici, mais pour le lire autrement afin d'expliquer le mécanisme de l'échange.

[1] L'économie antique, conformément à l'étymologie (*oikos-nomos*) désignait la gestion domestique (la loi du foyer, du domaine) plus particulièrement – même s'il est vrai que le deuxième des trois textes dits *Économiques* longtemps attribués à Aristote et apocryphes évoquait les formes de gouvernement de la Cité : pour autant, politique et économique relevaient de deux mondes distincts, comme l'intérieur et l'extérieur de la vie du maître libre, chez lui avec femmes, enfants, domestiques, employés et esclaves, d'une part, et sur la place publique, l'agora, pour décider de la direction de la cité, d'autre part.

Parmi les ouvrages de sa propre bibliothèque que Menger a le plus annotés², l'exemplaire de l'*Éthique à Nicomaque* se signale par l'importance des concordances établies avec les notes que Menger a apportées à son œuvre maîtresse de 1871, les *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*. Ce point de philologie ne devrait intéresser qu'un petit nombre de spécialistes si l'aristotélisme de Menger n'avait été l'objet d'un débat qui engage en vérité plus largement l'interprétation même de sa méthodologie (essentialisme, réalisme) et d'une théorie faisant pièce à la matrice classique.

L'interprétation qui résulte de l'attention à la lecture que Menger donne d'Aristote peut conduire à souligner la portée de la substitution du subjectivisme à la valeur-travail. Menger ne peut certes trouver chez un penseur de l'Antiquité ni l'un ni l'autre, mais contre la philologie de son temps, il montre que la prétention à appuyer l'historicisme sur l'autorité du philosophe de Stagire est nulle et non avenue, et qu'il est au contraire possible de refonder la science économique en redonnant du sens à une entreprise de compréhension éthique ni moraliste, ni moralisante. Menger forge un outil conceptuel inspiré de l'aristotélisme. S'il juge ainsi des phénomènes autrement que Schmoller (mais également autrement que Walras ou Jevons), si aucune synthèse mêlant classicisme et inductivisme historique, ou classicisme et marginalisme (pour donner une sorte de néoclassicisme sur lequel la science contemporaine vit encore) ne trouve grâce à ses yeux, la raison en tient principalement à sa lecture d'Aristote. Celle-ci importe donc essentiellement.

Les traits de la matrice nouvelle de l'économie politique que propose Menger doivent ainsi être cherchés dans les vues qu'à Vienne autour de 1900, un penseur éclairé, et en quelque façon héritier des Lumières, prit d'une philosophie de deux millénaires antérieure. Non seulement car Aristote avait posé les questions inaugurales des préoccupations économiques, mais parce que celles-ci avaient accompagné les étapes de la pensée politique et économique occidentale (en passant par les scolastiques, Thomas d'Aquin, Bodin, Steuart, voire Smith lui-même)

[2] La bibliothèque est depuis 1923 et jusqu'aujourd'hui conservée au Centre d'archives de la littérature sur les sciences sociales de l'université de Hitotsubashi, au Japon. Menger possède une traduction du texte d'Aristote (Dr Riedler : *Nikomakische Ethik*, in *Aristoteles Werke, Schriften zur praktischen Philosophie*, Bd. I, Stuttgart, Offander, 1856, comportant en appendice deux des trois apocryphes *Économiques* : *Ökonomik. Ein Fragment*).

et que l'université allemande et autrichienne du XIX^e siècle lui faisait encore une place de choix dans son argumentation.

Chez les commentateurs, l'histoire du débat sur l'aristotélisme de Menger est d'ailleurs longue ; il nous semble qu'on peut désormais la trancher grâce à l'examen que nous avons mené sur les archives³. Des auteurs sourcilieux sur la qualité de cet aristotélisme ont contesté partiellement ces résultats. Il était impossible de trancher sans recourir aux archives : celles-ci prouvent le plus souvent les points seulement relevés par intuition chez certains des auteurs cités plus haut ; elles indiquent aussi les éléments qui ne trouvent pas de preuves textuelles⁴.

Nous traiterons dans ce chapitre des résultats que nous avons obtenus à partir des archives dans une enquête continuée durant plus d'une décennie et qui conduira d'abord à des questions de méthode aristotélicienne (réalisme et induction ; théorie et pratique ; économie et chrématistique), puis à la source que la théorie de la valeur mengerienne prend dans les livres de l'*Éthique à Nicomaque* portant sur la justice et l'amitié, et enfin à la conception nouvelle de l'individualisme méthodologique qui a (en apparence seulement paradoxalement) émergé de l'inspiration aristotélicienne chez Menger.

[3] Ont notamment nourri ce débat et pris position en faveur de l'aristotélisme de Menger : Max Alter, *Carl Menger and the Origins of Austrian Economics*, Boulder, Oxford, Colorado University Press, 1990 ; Mark Blaug (ed.), *Carl Menger*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 ; Barry Smith, « Aristotle, Menger, Mises : An Essay in the Metaphysics of Economics », *History of Political Economy*, 22, 1990, p. 263-288 @.

[4] Ainsi Ricardo Crespo (« Three arguments against Menger's suggested Aristotelianism », *Journal des Économistes et des Études Humaines*, 13(1), 2003 @) souligne ces précautions, mais il réfute la thèse que « Menger aurait embrassé une position orthodoxe unique qui affecterait tous les aspects de sa pensée d'une manière similaire » (p. 63) que nous serons loin d'épouser comme les pages qui suivent le montreront. Au contraire, il reconnaît à la lecture d'Aristote par Menger la fidélité et souvent la primauté sur les influences britanniques et allemandes (que nous verrons dans les chapitres suivants). Il souligne encore que seul le recours aux archives (dont il s'abstient comme la plupart de ses prédécesseurs, hormis Kauder) peut confirmer ou non le propos portant sur les sources de Menger. C'est également notre but dans nos articles : « Une source philosophique de la pensée économique de Carl Menger : l'*Éthique à Nicomaque* d'Aristote », *Revue de philosophie économique*, n° 6, 2002, p. 5-35 ; avec Aurélien Lordon, « Menger était-il aristotélicien ? Nouvelles réflexions sur un débat déjà ancien à l'occasion d'une réponse à Ricardo F. Crespo », in Gilles Campagnolo (dir.), *Existe-t-il une doctrine Menger ? Aux origines de la pensée économique autrichienne*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2011, p. 45-74 @.

1 – Questions de méthode aristotélicienne :

réalisme et induction ; théorie et pratique ; économie et chrématistique

Il est par suite évident que l'Économique est par son origine antérieure à la Politique : son œuvre est, en effet, elle-même antérieure, puisqu'une famille est une partie d'une Cité.

Dans ce passage d'une des trois *Économiques* longtemps attribuées à Aristote, un passage que Menger souligne⁵, la distance qui sépare le philosophe antique de l'économiste viennois du XIX^e siècle se lit de pair avec la raison de l'intérêt que le second porta au premier. Assez paradoxalement aux yeux des adversaires historicistes de Menger, ce devait en particulier être eu égard à l'individualisme que Menger lit l'analyse aristotélicienne. Contre la tradition philologique, en dépit de ce que ni politique, ni économie ne peuvent évidemment avoir le même sens pour les deux penseurs, le Viennois réfléchit cette question par-delà (ou en deçà de) la rupture moderne de l'*oikos-nomos* qui régissait le foyer grec et qui a éclaté dans l'appellation même d'économie *politique* chez les Modernes.

Les textes des *Économiques* d'Aristote (comme celui de Xénophon que Menger possédait également) suscitent d'ailleurs moins l'attention de Menger que les livres d'éthique dont la lecture, surtout celle de l'*Éthique à Nicomaque*, à un moindre degré celle de l'*Éthique à Eudème* ou du texte appelé la *Grande Morale*, lui permet d'évaluer des qualités qu'Aristote attribuait à l'*individu*, l'analyse de l'âme (*psychè*) pour ainsi dire de la personne humaine. Menger se penche également sur l'interprétation qu'Aristote présente de l'échange réel (c'est-à-dire de l'échange de biens ou de services), et sur la caractérisation qu'il donne de la science. Ses réflexions se lisent dans ses notes et Menger témoigne alors tant de sa dette envers le Stagirite que des distinctions et des précautions qu'il prend en rapportant la pensée antique à ses propres vues, notamment et en premier lieu dans ses propres *Principes*, les *Grundsätze*⁶.

[5] Une traduction allemande figurait en appendice du volume que Menger possédait : *Nikomakische Ethik*, in *Aristoteles Werke, Schriften zur praktischen Philosophie*, Bd. I, Stuttgart, Offander, 1856 *Ökonomik. Ein Fragment*. Nous traduisons les notes de Menger. Dans la présente citation, il nous semble qu'« opération » conviendrait mieux qu'« œuvre ».

[6] Nous utilisons donc les notes manuscrites relevées sur le volume conservé à la bibliothèque de Hitotsubashi (Japon), *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, qui ont nourri l'enquête de nos premières publications, cf. *supra*.

En premier lieu, en ce qui concerne la conception de la science chez Aristote, les phénomènes sont classés par lui en *nécessaires* (qui se produisent *toujours* de même), *généraux* (qui ont lieu le plus souvent de même) et *accidentels* (qui se manifestent *rarement* de même) : respectivement, la science des figures et des nombres (la «géométrie» grecque recouvrait les deux) traite donc des premiers, la *philosophia practica* (éthique, politique et économique) des deuxièmes⁷. Quant aux troisièmes, les coups du sort laissés à la fortune (la Providence s'y substituant dans un cadre chrétien), ils ne peuvent être l'objet d'aucune science, mais seulement d'un savoir au coup par coup. *Lépistémè* grecque distingue ainsi le domaine de l'immuable (où Platon avait situé les Idées, à l'image des nombres) des sciences du monde physique (qui traitent des êtres en *devenir*). Le philosophe contemple le bien suprême se porte vers la politique en tant que science suprême, mais en ayant conscience de sa nature *pratique* (deuxième type de phénomènes). L'économie (comprise par définition comme *domestique*) est du même registre quoiqu'elle ne puisse lui être mêlée, comme l'intérieur et l'extérieur s'excluent.

Cette exclusion mutuelle devait tomber lorsque les concepts allaient changer. Il en fut de même dans les choses de la nature : le monde physique soumis au devenir se distingue des nombres idéaux, mais c'est là une fracture que réduira la science moderne quand Galilée écrivit que le livre de la nature était écrit en signes mathématiques, ouvrant la voie à la science moderne. L'économie s'est de manière analogue faite *politique* par l'abandon de la conception qui la limitait au *domaine* familial, mais en obligeant par là également à reformuler le bien de la Cité au travers de la scission apparue entre État et société. La société civile allait émerger – Hegel la manifesta, nous l'avons

[7] Le terme latin pour désigner une triade de disciplines déjà grecques est paradoxalement apparu à l'époque moderne (au XVI^e siècle), mais bien pour désigner dès son origine la continuité avec la philosophie antique dans le domaine «pratique» (c'est-à-dire couvrant l'éthique, la politique et l'économie). Il entre dans le cadre de la distinction, issue notamment d'Aristote et reprise par les scolastiques, d'avec les arts libéraux. Associé à l'usage fréquent qu'en fait Leibniz, notons que celui-ci l'avait lui-même trouvé dans les écrits du théologien Augustinus Steuchius (*De philosophia perenni sive veterum philosophorum cum theologia christiana consensu*, volume dédié au pape de la Contre-Réforme, Paul III Farnèse, en 1540). Le terme désigne finalement en somme l'ensemble des thèses et des interrogations générales liées à ces domaines, et s'il est souvent complété par *perennis*, c'est en vue de souligner leur conservation à travers les âges avec l'objectif d'une résolution effective des questions qui y sont soulevées.

montré dans les premiers chapitres de ce volume. De l'effort porté du XVII^e au XIX^e siècle surgirent la notion (par conséquent, inconcevable en termes grecs) de *progrès* et tous les termes évoquant l'économie moderne (dans le monde germanique, ces termes sont forgés autour de la racine « *Wirt* » qui se rapportent également au fait de « prendre soin » d'hôtes, de clients, et dont la survenue a été signalée en introduction de la deuxième partie du présent ouvrage).

Que peut alors retenir Menger d'Aristote quant à la méthode ? D'abord, qu'il n'y a de science que du *général*⁸. Notons également que l'étude des événements *singuliers* (l'histoire) se trouve donc rejetée hors de la science, au sens où elle informe de l'*accidentel*, de ce qui ne se reproduit que *rarement* (voire jamais à considérer les choses exactement) de la même manière. La question de la nécessité que portent en elles des lois de la science et celle des régularités que la raison peut généraliser pour les retrouver dans les phénomènes économiques est plus délicate : Menger en trouve la clef en entendant décrire exclusivement des rapports de *causalité*, comme garantie de la découverte des phénomènes scientifiques. Il s'agit de tracer la causalité, et de préférence d'abord *a priori*, entre des essences, non entre des phénomènes singuliers, car connaître (*erkennen*) ces derniers ne suffira jamais à inférer des lois valables absolument en général. Il faut les comprendre (*verstehen*) au sens (que devait retrouver Max Weber) de « saisir la raison pour laquelle ils sont tels qu'ils sont »⁹.

Puisque l'enchaînement des causes doit être sans faille, cette compréhension même n'est cependant pas du même ordre de nécessité que ce qui apparaît dans les opérations géométriques. Menger trouve là une confirmation de sa conviction que la science ne tire son statut

[8] Outre l'*Éthique à Nicomaque*, Menger fait la référence à Aristote pour ses *Politiques* et sa *Métaphysique* en particulier. Quant à la généralité de la science, cf. *Métaphysique*, livre « Alpha », A, 1, 981a1b9. Mais le volume n'étant pas conservé dans la bibliothèque de Menger, il est difficile d'établir sa lecture.

[9] Nous traduisons la formule bien connue à laquelle tous les commentateurs se réfèrent sur la complémentarité des concepts de connaissance et de compréhension chez Weber, mais d'abord chez Heinrich Rickert (*Erkenntnis-Verständnis*). Quant à Menger, il renvoie à Aristote, mais aussi à Bacon, le premier à avoir (selon Menger) reconnu à juste titre (*richtig erkannt*) la scientificité d'une induction sur des *types* éthiques et non sur des cas particuliers seulement. Les *Untersuchungen* font l'apologie d'un retour à la théorie, c'est-à-dire d'une redécouverte de la généralité nécessaire à la science après l'oubli relatif où elle était tombée chez les historicistes.

théorique ni des compilations de faits toujours relatifs au cadre où ils se sont déroulés, mais pas non plus d'une mathématique idéale qui régit un monde différent de celui des phénomènes en cause ici. Il ne reste que la *philosophia practica* dans laquelle placer l'analyse économique, dans une veine aristotélicienne assumée et selon une «éthique» conçue comme une propédeutique pouvant mener à la politique, mais qui ne relève pas directement du «conseil au prince». Il faut alors distinguer deux sens de ce qui est «pratique» : d'une part, quant à l'objet, Aristote il est possible de souligner les motivations de l'action humaine (éthique) comme du déroulement réel d'effets dans les relations économiques (et également politiques) ; d'autre part, quant à la méthode d'étude, là où la vérité pratique relève du type général, mais pas nécessaire (au sens géométrique).

Menger voit en conséquence dans la science économique une *théorie*, mais il est le premier à approuver l'objectif *pratique*. Il reproche d'avoir négligé la première aux savants allemands, mais aussi de manquer le second aux classiques comme à tous ceux qui délaissent le réel dans leur quête de définitions oiseuses. L'opposition entre «pratique» et «théorique» se comprend non pas comme absolue, entre deux systèmes de critères incompatibles, mais comme un «agenda croisé» qui les replace chacune dans leur rôle, de sorte que l'économie a pour Menger une utilité éminemment *pratique*, pour laquelle elle doit toutefois obtenir des résultats *a priori* en *théorie*. La science de l'action humaine (pour employer une expression de la postérité de cette thématique chez l'héritier de Menger que fut Ludwig von Mises, qui devait proposer l'idée d'une praxéologie sur cette base¹⁰) se *déduit* donc de la situation des agents telle qu'elle est conceptualisée par l'économiste. Le modèle causal est partout sa pierre de touche et l'exactitude oblige à se prononcer sur les causes régissant *les faits typés* (*Real-Typen*) dans la réalité des processus (d'échange, de satisfaction des besoins, etc. – Weber allait parler d'idéal-types, parce que cette réalité n'est pas le détail singulier, mais l'idéalisation de chaque processus).

Dans le cadre de cette compréhension de la science, quels livres de l'*Éthique à Nicomaque* retiennent l'attention de Menger ? Ce sont

[10] Nous n'abordons pas ici l'incorporation de l'économie à une plus large *praxéologie* au sens de Mises, mais signalons simplement que c'est également là, parmi d'autres sans doute, sa source originelle la plus authentique.

les livres portant sur la justice (V), l'amitié (VIII-IX) et la magnanimité (IV) qui attirent particulièrement Menger. Ces vertus y sont décrites le plus exactement, et cela, au titre de comportements individuels rationnels – encore une fois, la proximité est frappante avec ce que Weber allait appeler des «idéal-types». La raison en tient à ce qu'Aristote décrit la manifestation de ces vertus à titre *général*, un universel qui correspond en droit à leur caractérisation exacte sans être nécessaire toujours réalisé au sens où une opération sur des nombres donnera, elle, toujours le même résultat. Cette approche permet l'induction notamment dans l'exemplification pratique¹¹, c'est-à-dire là où la théorie garantit, dans la conception mengérienne de la déduction causale exacte, la scientificité même du savoir acquis par l'économiste.

Par exemple, l'échange peut alors s'analyser depuis ses motivations jusqu'à sa concrétisation dans une description rationnelle théorique du monde pratique; les rapports ne sont ni de concordance nécessaire, ni laissés au seul hasard des circonstances changeantes, mais il y a chaque fois un processus d'ajustement au but recherché, ce qui ouvre la voie à une «manière de faire», à une technè (τέχνη):

Le menuisier et le géomètre cherchent tous deux l'angle droit, mais pas de la même manière: le premier cherche l'angle plus ou moins droit qui est utile à son œuvre; le second cherche l'essence ou la différence spécifique de l'angle droit lui-même, car il est un contemplateur du vrai¹².

C'est encore au sens d'Aristote qui laisse donc un espace de jeu entre théorie et pratique – ce que récuse Kant¹³ – que Menger pour-

[11] L'induction aristotélicienne (ἐπαγωγή) des *Topiques*, parfois évoquée à ce sujet, apparaît en effet chez Menger (on la lit dans les *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politische Ökonomie insbesondere*, Leipzig, Dunckler & Humblot, 1883, notamment p. 35 et sq., et *passim*; trad. Campagnolo, *Recherches sur la méthode dans les sciences sociales et en économie politique en particulier*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011). Mais le volume des *Topiques* est absent de la bibliothèque, empêchant d'établir des concordances et limitant ici à des conjectures les conclusions.

[12] Aristote, *Nikomakhische Ethik*, op. cit.; *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, Louvain, Presses Universitaires de Louvain, 1958, p. 25.

[13] Kant s'élève contre l'opposition que voit la *doxa* moderne entre théorie et pratique dans *Sur le lieu commun: il se peut que ce soit juste en théorie, mais, en pratique, cela ne vaut rien*, 1793. Mais Kant réduit aussi par là la marge de manœuvre que la conception

suit. Est-ce pourtant à dire que, pour Aristote, l'accent doit moins porter sur le *vrai* que sur la *contemplation*? Certes le menuisier ne veut pas le faux (l'angle non droit), mais il sait *se contenter* de celui «suffisamment» droit. Sa prudence l'honore-t-elle? Ou signifie-t-elle le renoncement à la science comme telle? Toujours est-il que pour Menger, si le théoricien connaît le vrai, il doit se distinguer du praticien de l'économie, et qu'il n'appartient pas à l'action pratique (économique, politique aussi) d'atteindre l'essence, mais qu'il lui suffit de saisir quels principes règlent l'action pour agir, sans nécessairement appréhender l'enchaînement exact de toutes les causes. Le savant, lui, se fixe au contraire comme but de connaître le vrai *per se*, non dans un but pratique immédiat, mais pour le contempler. Il veut suivre la causalité entière des phénomènes. Cette connaissance se suffit à elle-même dans son domaine, mais il faut garder présent à l'esprit que l'économie politique *doit* comporter des savoirs à but pratique. Ces derniers, tout en étant conformes à leur essence, ne sont pas plus semblables à la théorie qu'à la seule narration historique des événements. Il nous semble qu'apparaît dans cette reconfiguration des domaines de la connaissance économique la classification même des sciences que les *Untersuchungen* allaient proposer. Cette conception trouve ici une origine, et Menger souligne en effet ce passage qui vient clôturer *l'Éthique à Nicomaque*:

Devons-nous croire que nous avons mené à bonne fin notre programme? Ne devons-nous pas plutôt nous rappeler que, selon notre enseignement, dans le domaine de l'action, la fin, ce n'est pas de contempler les diverses classes de réalités qui composent ce domaine, mais bien plutôt de les mettre en pratique?¹⁴

Or, ce souci de l'action conduit Menger à lire chez Aristote les éléments de réflexion sur l'action qui revêt la plus grande signification à ses propres yeux, celle dont Menger entend donner *l'explication* (*Erklärung*) causale définitive, à savoir *l'échange* de biens et

aristotélicienne autorisait. La raison en est que Kant argumente que théorie et pratique convergent : la substitution moderne du bien selon la loi morale autonome à la conception antique objective du choix pratique entraîne cette conséquence. Menger se range du côté aristotélicien.

[14] Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, *op. cit.*, p. 316. Menger souligne et note, ironiquement (?): «*die Besorgung des Ziel sei!*» («que le but soit de s'en préoccuper»!).

de services, l'échange économique. Menger s'appuie de même sur les *Politiques* d'Aristote, qu'il cite dans ses *Grundsätze* : « La source première et naturelle de l'échange se trouve dans le fait que les hommes ont plus d'une chose donnée, et moins d'une autre, qu'ils n'en auraient besoin¹⁵. »

Menger revient, à propos du livre I des *Politiques*, à des questions abordées par Aristote dans l'*Éthique à Nicomaque* (elle servait d'étude préparatoire selon le propos même donné par Aristote dans l'introduction de son *Éthique*). Or, dans les chapitres III et VIII à XI, Aristote distinguait un art (τέχνη) d'acquisition et un art de conservation des biens. Ces deux activités sont dites former deux branches de l'économie (toujours au sens *domestique*) et le bon usage des biens (leur gestion, dirions-nous) doit suivre la voie de leur acquisition : certains biens sont acquis car produits à la maison (c'est-à-dire, sur le domaine, l'οἶκος grec, la *domus* romaine), d'autres proviennent de l'échange, où il est fait usage de monnaie. Cette dernière peut alors être recherchée pour elle-même.

La richesse *spéculative* provient de la reproduction de la monnaie qui est sans terme assignable – car elle procède d'un désir *infini* qui préside à son accumulation. Cet infini est condamné par Aristote comme forme de démesure (ὕβρις). Le cœur de l'argument aristotélien en condamnant la chrématistique est (trop) souvent placé dans les commentaires de l'élément économique chez Aristote dans une critique de la monnaie *nomisma* et du commerce : or il ne se trouve pas dans une critique du commerce comme tel, même de l'argent, encore moins de l'échange monétaire qui *figure* seulement le résultat de l'action et du comportement. Là où le Stagirite voyait un vice condamné comme tel au regard de la vision du cosmos grec c'était dans l'atteinte à la *juste mesure*, en particulier celle du désir. La chrématistique est insensée parce qu'elle empêche l'homme de bien vivre la *vie heureuse* (εὐζείν, εὐζωία) qui est son but naturel en tant qu'homme. Cette échelle des *biens*, les étapes de la satisfaction des besoins humains (survivre, vivre, bien-vivre) allait être reprise par Menger. Mais l'économiste moderne pose avant tout la question de la *valeur*.

[15] Aristote, *Politique*, I, 6 (malheureusement absente des archives). Menger cite ici Aristote dans ses notes manuscrites relevées sur le volume conservé à la bibliothèque de Hitotsubashi de ses *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, note manuscrite sur la page blanche en face de la page 153.

2 – Une source de la théorie de la valeur mengérienne : l'*Éthique à Nicomaque*

Dans les textes d'éthique aristotéliciens se trouve expliqué comment l'échange privé se déroule afin que la *justice* ait lieu. Ce sont les livres portant sur la justice (livre V) et l'amitié (livres VIII et IX) sur lesquels les annotations manuscrites de Menger (il possédait l'ouvrage en traduction allemande, comme il a déjà été indiqué, et lisait par ailleurs le grec). Les remarques du Viennois dépassent là les considérations sur la seule méthode, sur le but pratique et sur l'exigence théorique liés à une pratique adéquate de la science. Le volume annoté de l'*Éthique à Nicomaque* montre à quel point il servit d'ouvrage de réflexion à Menger, lui donnant à penser en cette fin du XIX^e siècle sur la nature même du projet scientifique qu'il portait. Il y a de l'émotion à lire ces notes qui ont contribué à la réforme de la science.

Concernant la théorie de la valeur, les notes pertinentes se limitent toutefois aux livres sur la justice (livre V) et sur l'échange «entre amis» (lire aussi : partenaires engagés dans des affaires) (fin du livre VIII, début du livre IX – la division en livres étant le fait d'éditeurs ultérieurs, et non d'Aristote lui-même, comme on le sait). À l'exception du livre traitant de la magnanimité (livre IV), les autres vertus éthiques selon Aristote retiennent moins l'attention de Menger. Indiquons des éléments qu'il tire en général pour examiner ensuite la valeur.

D'abord, suivant Aristote (et d'ailleurs une vision traditionnelle de l'Antiquité), Menger distingue trois sortes de biens : les biens extérieurs, les biens corporels et les biens spirituels ; à partir de la satisfaction des deux premiers types, Aristote conclut en définissant le véritable bonheur (la vie contemplative) par les troisièmes comme permettant le bien suprême. Menger repoussait la définition moderne (utilitariste) du bonheur qui dominait de concert avec le cadre de l'économie politique classique (un auteur comme Jeremy Bentham assurant le croisement de ces matrices). Menger reprend la division antique des différents biens dans ses *Grundsätze* afin de discerner ce qui fait l'objet de l'échange économique (les biens extérieurs) et ce qui relève des «biens de l'âme»¹⁶. La classification traditionnelle

[16] On trouve une lecture curieusement opposée des rapports entre les biens chez Menger, qui vise à relativiser cette distinction (mais qui ne s'appuie pas sur des sources textuelles d'archives) dans Birger Priddat, «Die Moralische Implikationen der Ökonomie Carl

antique est spécifiée chez Aristote par rapport au comportement des agents, lui-même observé en fonction des vertus qu'ils pratiquent : les biens du premier type sont destinés à la survie et passent par *l'échange*, les biens d'ordre plus élevé (de rang 2, si l'on veut, au sens où ils sont atteignables seulement ensuite) sont, par exemple, le but que les hommes réunis dans la Cité se donnent, non seulement cette fois pour survivre, mais pour *bien-vivre*.

La progression entre niveaux de biens implique le respect de la justice dans l'échange commercial d'abord et dans l'ordre politique ensuite. Menger voit là une véritable théorie des ordres de valeur dans les formes de justice qui règlent l'échange. Par ailleurs, il convient de souligner qu'à la différence de l'enseignement d'une certaine scolastique influencée par le canon ecclésiastique tout en continuant de se référer à la pensée antique, Aristote, quant à lui, ne condamnait absolument pas la jouissance, en particulier celle des biens *matériels*. *Au contraire*, il montrait qu'ils étaient nécessaires à la réalisation des buts supérieurs, « car il est, sinon impossible, du moins difficile, d'accomplir de belles actions, sans le chœur des biens extérieurs¹⁷ ».

2.1 – La lecture par Menger du livre V de *l'Éthique à Nicomaque* sur la justice

Selon Aristote, le juste s'entend en plusieurs sens. Dans la Cité, la justice « politique » consiste dans les appareils législatif et judiciaire (lois, tribunaux) et concerne, selon Menger, aussi peu l'économie que ce qui relève de *l'intention* du juste, ou du juste « qui est bon », ou de « l'état du caractère [ἥξις] qui nous met en mesure d'accomplir les choses justes¹⁸ ».

Le juste qui intéresse Menger préside à l'échange et aux compensations réciproques, et plutôt dans le cas d'échanges mutuellement consentis que des torts causés à autrui, qui sont du ressort de ce que nous appellerions le pénal. Suivant la distinction d'Aristote, Menger

Mengers », *Dialektik*, 1999, n° 3, p. 81-93, en particulier p. 85. Il nous semble que cela tient à une confusion de l'auteur entre deux couples de biens : les biens extérieurs et les biens spirituels, que Menger distingue selon nous, et les biens et services de nature marchande qu'il confond effectivement sciemment, à la différence des auteurs classiques qui, comme Marx, les séparaient.

[17] Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Tricot, Paris, Vrin, 1967, p. 19.

[18] Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, *op. cit.*, 1129a7, p. 120. C'est en ce sens que Leo Strauss put définir un « droit naturel antique » fondé sur une tendance attribuée aux Anciens, et discutable.

s'intéresse quant à lui alors seulement à l'égal, non au légal. La justice au premier sens est particulière (elle n'est qu'une partie de la justice intégrale qui englobe les deux aspects), mais Menger souligne le passage où Aristote dit qu'elle « porte le même nom parce que sa définition est contenue dans le même genre : l'une et l'autre s'exercent mutuellement dans les rapports avec autrui¹⁹ ».

Quand Aristote cherche ce qu'est l'injuste, c'est un détour pour déterminer ce que signifie ce « juste » (il opère un raisonnement par contraposée). Aristote montre que si le vice existe en soi (et ne se rapporte pas nécessairement à l'un des autres vices qu'il commente), il est ce qu'on appelle injustice²⁰ : dans l'échange, l'injuste consiste à recevoir plus que sa part de biens (au sens général de bénéfices, mais y compris les biens *matériels*, la monnaie, ou les services rendus à la personne qui reçoit), et moins que sa part de maux (de désavantages). L'architecture aristotélicienne est bien connue depuis deux millénaires : la justice particulière qui corrige ce vice se divise en justice distributive et en justice corrective, définies respectivement comme suit :

[La justice distributive] s'exerce dans les distributions d'honneur, d'argent ou de tout ce qui peut être réparti entre les membres de la communauté politique [tandis que la justice corrective] établit l'ordre dans les rapports entre individus [qu'ils soient de plein gré ou à leur corps défendant ; or] les rapports établis de plein gré sont par exemple : la vente, l'achat²¹.

Les rapports qui, pour Menger (comme pour tout lecteur moderne d'Aristote), sont du ressort de la discipline économique englobent donc la justice distributive, qui concerne surtout nombre de biens qui ne sont pas directement économiques en tant que tels (honneurs, gloire, reconnaissance, par exemple – et quoiqu'ils aient des effets dans le bénéfice par la personne de biens, eux, de type économique), et qui *ne s'échangent pas* au travers du troc ou par l'intermédiaire de la monnaie (les médailles ne sont pas de la monnaie, les lots aux braves des armées de la Cité ou de Rome ont une double nature, glorieuse et économique). Les bénéfices de la justice distributive sont en somme

[19] *Ibid.*, 1130a33, p. 126.

[20] Ici, un lecteur de Platon et des discours socratiques verra toute la différence entre Aristote et l'enseignement de son propre maître, mais ce n'est pas notre objet.

[21] Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, *op. cit.*, 1130a33, p. 126 et 1130b30 et 1131a1, p. 127-128.

«rendus» à chacun selon son rang. Les biens purement économiques sont, eux, échangés dans la Cité sans tenir compte du rang : chacun est en droit d'acheter un cheval, par exemple, s'il en a les moyens. Le mélange des deux justices aboutit à respecter la justice particulière tout entière où chacun a un mixte de ce qui lui revient selon son rang et de ce qu'il peut se procurer dans l'échange égal. Le raisonnement est le suivant : si l'injuste est l'inégal, alors l'égal est le juste ; or, le milieu entre un plus et un moins, c'est ce qui est égal, donc le juste est un milieu. Donc un «juste milieu» détermine la répartition la plus louable, qui s'explique car «si, par ailleurs, la notion d'égal implique celle de milieu, le juste doit être, lui aussi, un certain milieu²²».

Menger souligne le caractère proportionnel (*Verhältnismäßiges*) qui est ainsi établi car ce qui est égal est un «juste milieu» qui est proportionnel²³. Cela vaut indépendamment de la question de la validité du mérite dans la distribution et dépend de la référence extrinsèque que la justice distributive requiert, car «la notion de juste doit se définir par rapport à un certain mérite, encore que tous ne définissent pas de la même façon ce mérite²⁴».

La proportion issue de la distribution a donc un contenu *politiquement* défini que la Cité grecque portait, mais que celle des modernes a abandonné. Différents régimes apprécient respectivement la liberté (démocratie), la richesse (oligarchie) ou la vertu (aristocratie) déjà dans le monde grec, mais la modernité a, elle, pour particularité que l'échange finit par y prévaloir – une autre manière de dire que la société civile y a, de fait, émergé, prenant place entre la famille et l'État, et se trouvant, elle, régie principalement par l'échange.

[22] *Ibid.*, 1131a14, p. 128.

[23] Il souligne : «*Da aber das Gleiche ein Mittleres ist, so muss auch das Recht ein Mittleres sein*» et «*Mithin ist das recht etwas Verhältnismäßiges*» (traduction du texte d'Aristote par le Dr Riedler, *Nikomakische Ethik*, op. cit., p. 140). Rappelons le raisonnement d'Aristote de nature géométrique : soit deux personnes et deux biens (Menger y lit la situation d'échange paradigmatique) et quatre lignes A, B, C, D les représentant et «divisées de façon semblable» (1131b3) ; dans la justice distributive, les quatre termes sont dans une proportion géométrique, avec (A, B, C, D distincts pour éviter une proportion continue) : $A/B = C/D$, alors $A/C = B/D$ et surtout $A/B = C/D = (A + C)/(B + D)$, ce qui paraît remarquable à Aristote. Il y a injustice là où ce rapport de rapports n'est pas respecté : le raisonnement est centré sur l'analogie qui privilégie le milieu, c'est-à-dire le moyen terme.

[24] Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, op. cit., 1131a25 et sq., p. 130 et sq., et passim.

Chez Aristote, la proportion du juste distributif est une proportion géométrique ; celle qui lui fait pendant est la proportion *arithmétique*, qui correspond à un contenu indéterminé en termes de place dans l'ordre politique. La justice corrective (dans la traduction de Riedler : *regelnde*) correspond à l'échange, envisagé entre les agents sans avoir égard ni à leur rang, ni à leur mérite, ni à leur respectabilité telles que leur cité les juge²⁵. Cette justice concerne la réparation légale en cas où une personne a été lésée car « peu importe [...] qu'un crime ait été commis par un honnête homme ou par un coquin : la loi n'a d'égard qu'à la nature du dommage » (1131b33). Elle consiste à ce que chacun puisse échanger des biens, sans de même avoir à se préoccuper si c'est une personne de bien, ou un être vil : dans l'échange, chacun ne compte qu'en raison de l'objet de l'échange et du souhait personnel d'échanger.

Ici, Aristote lit la notion de juste en jouant sciemment sur une euphonie, mais un rapport grammaticalement inexact, entre δίχαλον (« scindé en deux ») et δίκαιον (conforme au droit) :

Le juste dans les rapports qui ne sont pas établis de plein gré, c'est l'intermédiaire entre ce qu'on peut appeler un gain et une perte ; il consiste à posséder après l'échange un bien égal à celui que l'on possédait auparavant²⁶.

Une raison pour lier ces termes et les définir ainsi par une origine étymologique (erronée) est de montrer que le juste milieu vaut donc également dans les rapports d'échange volontaire. Aristote souhaite montrer qu'il est juste qu'il y ait correction des biens sans augmentation ou diminution car ils « ont leur origine dans l'échange fait de

[25] Dans ce cas, le raisonnement (1132b6-9) devient (tel que Menger le lit retranscrit par Riedler, *Nikomakische Ethik*, op. cit., p. 142. Soit :

$$\begin{array}{ccccccc} A & \text{---} & E & \text{---} & A' \\ B & \text{---} & & & B' \\ C & \text{---} & F & \text{---} & C' & \text{---} & D \end{array}$$

Si le propriétaire de AA' retire AE à celui de BB', alors la justice corrective exige d'enlever EA' à celui de AA' pour le restituer à celui de BB'. L'opération se lit dans la troisième ligne : le détenteur d'un segment égal à CC'D si EA' = C'D = FC', de sorte que CC'D - A'E = CC'D - FC', alors CC'D = BB' + C'D. Avec AA' = BB' choisi par Aristote la proportion arithmétique est alors continue, privilégiant le moyen terme.

[26] « Telle est aussi la raison pour laquelle on emploie le mot *dikaion* [juste] : c'est qu'il signifie *dicha* (division en deux parts égales) : c'est comme si on disait *dichaion* ; de même le juge (*dikastès*) est un diviseur en moitiés (*dichastès*) » (Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, op. cit., 1132a24-30, p. 133).

plein gré. En effet, posséder plus qu'il ne nous revient, c'est ce que l'on appelle faire un gain²⁷». Cette correction correspond à une commutation et la justice corrective est une partie de la justice qui allait être nommée «commutative», notamment par les savants scolastiques médiévaux et par Thomas d'Aquin (dans la *Somme théologique*) pour regrouper ces cas.

L'intérêt de Menger, qui porte principalement sur les opérations de perte et de gain, d'achat et de vente qu'Aristote rapporte à l'occasion de ces commutations, l'a conduit pourtant à négliger quelque peu la distinction de ces aspects²⁸. Surtout, Menger refuse (d'un «*Nein!*» expressif souligné en marge) l'idée que les partenaires puissent avoir *après* l'échange autant qu'ils possédaient *avant* l'échange – en effet, dans ce cas, pourquoi y auraient-ils procédé? Ils ne s'y seraient certes pas engagés si l'échange ne devait leur apporter une situation plus favorable une fois réalisé! Sous la condition que l'échange soit volontaire, naturellement, mais, hormis les litiges où le juge intervient tel le «juste personnifié», c'est bien le cas dans toute relation de type commercial ou autre: «La loi laisse aux individus la possibilité de régler les termes de l'échange²⁹.»

Menger lit le mécanisme de l'échange dans la conception du juste correctif compris comme l'échange réciproque libre (le juste commutatif). Aristote définit cette réciprocité par une proportionnalité dans un assemblage connu dans la littérature comme «en diagonale» entre deux personnes et deux biens, en somme une sorte de mini-modèle, par lequel il met en avant la distinction nécessaire entre juste et réciproque. Au-delà des difficultés que le texte aristotélicien présente³⁰,

[27] *Ibid.*, 1132b13, p. 133.

[28] L'inversion dans la traduction des passages dont il s'agit ici et dont il existe plusieurs versions accroît d'ailleurs la confusion entre les textes. Gauthier et Jolif font un travail de mise au point dans leur traduction et leur commentaire qui montre comment le texte d'Aristote était édité. Menger est en partie victime des lacunes de son édition, et n'a pas vraiment conscience de ces questions, d'ordre il est vrai purement philologique.

[29] Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, *op. cit.*, 1131a19, p. 130.

[30] La réciprocité présente certains des passages les plus difficiles du livre V, notamment s'agissant du passage et, dans la bibliothèque Menger, d'autant plus que la traduction de Riedler ne signale pas les interpolations nécessaires correspondant aux rédactions successives. Gauthier et Jolif interprètent ce passage autrement que Tricot: cf. Gilles Campagnolo & Maurice Lagueux, «Les rapports d'échange selon Aristote. *Éthique à Nicomaque* V et VIII-IX», *Dialogues*, XLIII(3), 2004, p. 443-469 @.

il convient de garder clairement à l'esprit la distinction entre juste distributif et juste correctif³¹ et que cette distinction rend les deux formes de justice *nécessaires* à la communauté, où l'échange volontaire et libre forme donc (et tout autant que la distribution des mérites à chacun, voire dans les associations d'échange, à titre exclusif) le ciment nécessaire de la vie commune :

Dans les associations d'échanges, ce qui maintient la communauté, c'est ce type de juste, le réciproque, entendu il est vrai selon la proportion, et non sur la base d'une stricte égalité. Car ce qui fait subsister la Cité, c'est que chacun rend l'équivalent de ce qu'il a reçu ; [...] c'est l'échange qui nous lie inébranlablement les uns aux autres³².

La primauté du rôle de l'échange une fois acquise là où elle doit être le cas, il reste donc à en déterminer le mécanisme effectif pratique. C'est pour Aristote la commensurabilité à établir entre les biens échangés qui seule peut rendre l'échange possible. Quel support celle-ci demande-t-elle ? Aristote se heurte à une difficulté de fond que le livre V tente de résoudre, mais qui se conclut par la simple reprise du raisonnement sur le juste, à travers une voie différente, pour chercher à égaliser les éléments qui diffèrent puisque l'échange réciproque implique selon le Stagirite qu'on doive cependant assurer, et retrouver l'égalité.

En établissant d'abord l'égalité professionnelle de ces différents produits et en réalisant ensuite la réciprocité. [...] Le problème est donc celui-ci : l'architecte doit recevoir du cordonnier le travail de celui-ci et lui donner en échange son propre travail³³.

C'est la même difficulté que Marx allait mettre en avant dans les premières pages du *Capital*, et c'est parce qu'il avait pensé réussir enfin à résoudre l'aporie sur laquelle le livre V se clôt que Marx put juger que son concept de force de travail validait l'entreprise de découverte des lois de l'échange. En faveur de Marx, il est possible d'arguer qu'en effet, d'une part, la pensée grecque n'avait pas de terme pour

[31] Il est des éléments d'évidence qu'Aristote rappelle, comme : « Par exemple, si c'est le détenteur d'une magistrature qui donne des coups, il ne doit pas être frappé en retour » (1132b28).

[32] Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, *op. cit.*, 1132b31, p. 15. Dans son propre volume, Menger souligne ce passage : *Nikomakische Ethik*, *op. cit.*, p. 145.

[33] Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, *op. cit.*, 1133a8, p. 138.

le travail « abstrait », conçu « en général », mais seulement un vocabulaire spécialisé pour les différents types d'activités, en fonction de leur nature ou de la personne qui les opérait (esclave, domestique, employé, épouse, homme libre) et, d'autre part, les auteurs classiques fondateurs, Smith comme Ricardo, parlaient du travail de manière « abstraite », du *labour-commanded*, mais en manquant sa nature déterminée, du travail « tout court » ou du « travail sans phrase », comme dit Marx. De sorte que, se rendant assez compte de ces deux lacunes, Marx pouvait penser résoudre la question en apportant sa propre trouvaille, à la fois le concept de « force de travail » *Arbeitskraft* et la conception de l'extorsion de la plus-value qu'on en peut tirer. Cette solution était, en somme, l'apogée du raisonnement possible dans le cadre de la matrice classique.

Or Menger écarte cette prétendue solution. Et la raison s'en lit dans le texte confus et inachevé de la fin du livre V de l'*Éthique à Nicomaque*. En mêlant à la fois le travail, le besoin et la monnaie, Aristote disait bien moins (et confusément) que ce que Marx sut tirer de son texte : le Stagirite échouait à déterminer l'unité permettant de mesurer les biens, et il énonçait la nécessité d'une commensurabilité. Voilà ce qui allait guider (sciemment seulement chez Marx, s'entend) la recherche des classiques : « Il faut que tous les produits puissent être mesurés par une seule unité³⁴. » Mais il disait aussi bien plus que ce que retenaient les suiveurs de Ricardo : la référence aristotélécienne à la monnaie (νόμισμα) et au besoin se lit aussi dans ce texte³⁵. Menger retrouve dans son dernier chapitre (chapitre VIII, « Vom Gelde ») de ses *Grundsätze*, le sens de l'unité entre monnaie et signal du besoin que peut éventuellement suggérer le texte d'Aristote. Le penseur autrichien y devine ce qui n'y est certes sans doute pas comme tel, mais qui le guide, à savoir une analyse subjective qui se rapproche de certaines variantes du texte antique assez significatives³⁶.

[34] *Ibid.*, 1133a25, p. 136, variante lue par Menger.

[35] Le premier sens du mot grec pour monnaie est « ce qui est établi par l'usage et donc qui a cours ». Les historicistes voulaient que le prince (« qui bat monnaie ») fût à l'origine de l'existence même de celle-ci, mais Menger s'oppose à cette vue : là encore, il trouvait chez Aristote les éléments d'une intuition différente.

[36] Comme celle-ci : « La commune mesure, c'est en fait le besoin, qui assure la permanence de toutes les communautés. À supposer en effet que l'on n'eût aucun besoin, ou que les besoins ne fussent pas identiques, il en résulterait que l'échange serait nul, ou qu'il

La question centrale, toujours indéterminée à ce stade, est cependant de savoir ce qui fait le *prix*, car elle reste encore *indéterminée* à ce stade, si la solution que croyait lire Marx n'est pas celle à laquelle se résoudre. C'est alors que Menger continue sa lecture du livre V de l'*Éthique à Nicomaque*, qui se clôt sur une impasse et une assez grande confusion, en passant aux livres VIII et IX qui paraissent traiter d'un tout autre sujet à propos de l'amitié, et pourtant contiennent effectivement les éléments indispensables pour comprendre le mécanisme de l'échange.

2.2 – La lecture par Menger des livres VIII et IX de l'*Éthique à Nicomaque* portant sur l'amitié

À l'encontre les lecteurs d'Aristote qui, à l'instar de Marx, lurent chez le philosophe la nécessité de poser la question des termes de l'échange sous la forme d'un substrat objectif rendant commensurables les biens échangés, Menger a tiré une théorie de la valeur-utilité *subjective* de sa lecture des passages sur l'amitié dans de l'*Éthique à Nicomaque*. La nature *subjective* de la valeur qui est donnée par l'agent au bien qu'il souhaite obtenir est à la fois la source, la clef et la règle de l'échange. Certes Aristote ne posait pourtant pas la question propre de la valeur au sens économique, en particulier au sens que devait donner le XIX^e siècle. Il nous semble assez clair que l'avis d'auteurs trop enthousiastes à ce titre doit être contesté³⁷. Pour autant, la lecture de Menger révèle dans le texte les éléments pertinents.

Chez Aristote, l'amitié (*philia*, φιλία) prend trois formes : *amoureuse* (ou « plaisante »), *vertueuse* (pratiquée pour elle-même) et *utile*, c'est-à-dire celle qui consiste à entrer en commerce avec autrui dans l'espoir d'un bénéfice personnel et qui nous concerne plus particulièrement ici. Elle peut paraître inattendue au lecteur moderne, mais elle correspond assez exactement à ce que nous nommons « partenariat » où l'idée de coopération et de bonne entente l'emporte sans doute sur

s'effectuerait d'une façon différente » (Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, *op. cit.*, 1133a20, p. 137, variante qui n'est cependant pas dans la traduction de Riedler !

[37] Citons à l'époque de Menger lui-même, et laudateur de celui-ci, en particulier Oscar Kraus, « Die aristotelische Werttheorie in ihren Beziehungen zu den Lehren der moderner Psychologenschule », *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, Tübingen, Laup'schen Buchhandlung, 1905.

la bienveillance, mais se comprend de sorte que le cadre permette la relation mutuelle dans le meilleur intérêt des partenaires – nous ne l'appelons donc certes plus guère «amitié», mais, comme les deux autres, on y recherche du bien pour soi-même, quitte dans ce but à en faire également à autrui. Le texte aristotélicien dit :

Le nombre des espèces d'amitié sera par conséquent de trois, autant que d'espèces d'aimable : chacune, en effet, peut donner naissance à un amour réciproque et non ignoré de ceux qui l'éprouvent, mais ceux qui s'aiment les uns les autres se souhaitent du bien les uns aux autres sous l'aspect précis sous lequel ils s'aiment. Le motif pour lequel ils s'aiment les uns les autres est-il donc l'utile ? Alors ils ne s'aiment pas pour eux-mêmes, mais en tant précisément qu'il leur revient de leur mutuel commerce quelque bien : le troisième type d'amitié, ni amoureuse ni vertueuse, se caractérise par l'*utilité*, c'est-à-dire l'avantage (ὄφελος) que chacun des partenaires a dans l'échange. «C'est donc une coïncidence accidentelle qui fonde ces amitiés : ce n'est pas en effet en tant que l'aimé est ce qu'il est dans son essence qu'on l'aime, mais en tant qu'il apporte ici quelque bien, là du plaisir.»³⁸

L'échange de plein gré entre partenaires faisant des affaires sans autre contrainte que leurs ressources (et leur information sur les biens disponibles) et qui sont libres d'exercer leur volonté sans contrainte externe (autre que budgétaire, c'est-à-dire celle de leurs moyens) est une «amitié utile». Elle détermine le commerce qu'entretiennent des individus³⁹. Tout en ayant conscience de la différence implicite entre ces formes d'amitié, c'est alors leur élément commun essentiel qui ressort de leur présentation parallèle. C'est pourquoi dans les livres VIII et IX, il est, comme au livre V, question de ce qui y est juste (Riedler traduit par «*Recht im Verkehr der Menschen*») afin que l'échange se perpétue. Menger repère que l'élément explicatif au plan économique dans le texte réside dans la «manière de mesurer le bienfait⁴⁰» et il

[38] Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, *op. cit.*, 1156a10, p. 216. Menger souligne tous ces passages dans le volume qu'il lit.

[39] Riedler traduit naturellement ainsi *Privatverkehr* et non *Freundschaft*, prévenant toute ambiguïté, mais le grec peut user sans inconvénient de *philia* (φιλία) dans les différents cas.

[40] Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, *op. cit.*, 1163a7-23 et 1164a22-b21, p. 244-247 ; *Nikomakische Ethik*, *op. cit.*, p. 257-259 et 262-263. Riedler, suivant la version en circulation dans les éditions allemandes, n'a pas remarqué qu'il s'agit de variantes du même texte. L'interpolation est relevée par Gauthier et Jolif.

écrit carrément au crayon gras en marge «*Preis*», en face du passage d'Aristote (1164a22) où la question suivante est posée : «À qui appartient-il de fixer le prix?»

Menger note que chaque ami (partenaire) ne sera en effet pas dans la même estimation pour juger de la valeur du bien qui passe de l'un à l'autre. Ce bien qui est ainsi fait est à la fois un bien, et un bienfait. Le sens que ces termes portent en français même est analogue à ce que la notion d'amitié entendue dans le sens d'Aristote tend à exprimer. Elle permet de répondre à la question principale, à savoir : quel est donc le prix ? :

Si le don n'est pas fait pour le bien de celui à qui on le fait [ce à quoi nous restreignons en général le sens de l'amitié], mais dans un but intéressé, l'idéal serait sans doute que les deux parties tombent d'accord pour lui fixer une rétribution qui soit équitable aux yeux de tous⁴¹.

Menger est en quête du principe qui manquait à la fin du livre V pour déterminer la mesure du bienfait qui permet la réciprocité dans l'échange. L'accord ponctuel des deux parties qui les font s'engager dans l'échange effectif dépend de ce sentiment d'intérêt dans le transfert des biens (des bienfaits). Et la perpétuation de l'obtention future de plein gré de ces objets de l'échange dépend de leur sentiment de *justice* observée dans le processus, mais aussi et surtout de ce qu'ils estiment avoir *gagné* à l'échange. Cette question apparaît conforme à tout échange des services que se rendent deux partenaires, utiles l'un à l'autre ? Est-il si différent du prix que donne tout «ami» à l'amitié de celui avec qui il l'entretient ? Disons que, si ce n'est la bienveillance, c'est la juste compréhension de l'intérêt de chacun qui garantit la bonne relation entre les partenaires. L'amitié en ce sens n'a rien de «sentimental», elle est un calcul raisonnable et favorable au maintien de la relation. L'accord doit prévaloir. Il dépend de ce que celui qui reçoit le bienfait est celui qui en mesure la valeur à ses yeux, de manière toujours privée, et de ce fait selon une information toujours incertaine pour celui qui propose, jusqu'au moment où l'accord se conclut. Cela signifie que le *prix* émerge de la procédure d'échange même – et ce n'est que *justice*. La clef de la valeur est dans ces lignes :

[41] Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, *op. cit.*, 1164b6, p. 246, et *Nikomakische Ethik*, *op. cit.*, p. 262.

Si l'on ne peut y parvenir [à un accord], ce n'est pas seulement, tout le monde en conviendra, une nécessité que d'en laisser la fixation à celui qui possède le fruit du premier bienfait, c'est aussi justice. À combien estime-t-il l'avantage reçu? *Combien aurait-il donné pour le plaisir obtenu?* Tant. Que l'autre reçoive cette somme et il aura obtenu de lui le plus juste prix. *Même pour les marchandises, en effet, nous pouvons le constater, c'est ainsi que les choses se passent*⁴².

Cette formulation n'est certes pas encore d'un principe de substitution marginal en son entier – il n'y a pas de moyen d'y déterminer un taux de substitution, et d'ailleurs, il n'est pas évident que Menger ait entendu lui-même expliciter un tel taux dans ses *Grundsätze*, même s'il donne des exemples d'échange (entre vaches et chevaux) où la détermination de ce que les partenaires sont prêts à échanger passe par un segment de probabilité (une «fourchette», pour ainsi dire) plus que par un chiffre exact définitif. L'intuition profonde du passage est, quoi qu'il en soit, de manifester dans toute son évidence comment se confrontent les évaluations purement subjectives des agents et comment ce processus fait émerger le prix du bien dans l'échange, de sorte que sa valeur n'est autre que l'expression de la confrontation de ces évaluations subjectives, eu égard au besoin de chacun, eu égard aux évaluations divergentes et nécessairement perpétuellement changeantes.

En d'autres termes, la mise en évidence de la relation de partenariat, sur le modèle de l'échange amical, montre qu'il n'y a pas de prix fixé d'avance dans la relation volontaire. Or le marché est par excellence le lieu de ce type de rapports. Les agents ne sont pas simplement «preneurs de prix» qui seraient établis (ils ne sont pas seulement des *price-takers*, ils sont ais des *price-makers* au travers de leurs évaluations subjectives. Le principe du calcul de substitution réside dans le for intérieur de l'individu, quant à la nature et à l'intensité de ses besoins, quant au résultat de son évaluation, toujours personnelle, toujours variable. Chacun se demande sans cesse ce à quoi (et à combien) il est prêt à renoncer pour satisfaire tel ou tel désir qu'il ressent; il identifie ce désir à un *besoin*, mais il est le seul qui, en toute justice, peut évaluer la valeur du bienfait qu'il reçoit, du bien

[42] Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, *op. cit.*, 1164b10, p. 246; *Nikomakische Ethik*, *op. cit.*, p. 263. C'est Menger qui souligne.

qu'on lui transmet – et ce qu'il est prêt à donner en retour (soit, dans le commerce, le prix du paiement qu'il effectue).

Dès lors, chez Menger se fait jour, et ceci à la différence d'Aristote et de la pensée antique en général, l'idée suivante : le besoin ne peut pas être déterminé objectivement, mais c'est de son appréciation nécessairement subjective que dépend d'entrer dans des relations d'échange. Ce processus est analogue à celui par lequel des amis nouent et dénouent leurs rapports au fil de leur vie. Si tant est qu'Aristote ait jamais eu en tête une théorie du prix, Menger, lui, en forge une qui renouvelle la théorie économique en radicalisant les éléments qu'il a lus dans les passages de la fin du livre VIII de l'*Éthique à Nicomaque*. La suite se trouve au début du livre IX (rappelons que le découpage en livres du texte d'Aristote fut arbitraire et postérieur au Stagirite), et ces textes constituent les éléments d'une réponse enfin cohérente à la problématique posée au livre V : à travers eux, Menger renouvelle la théorie de la valeur. Dans cette perspective, on peut dire que les éléments de la théorie de la valeur de Menger dans les *Grundsätze* de 1871 sont bien, en ce sens, aristotéliciens. Le paradoxe, du moins aux yeux des auteurs contemporains de Menger, fut que cela supportât une théorie et une méthode foncièrement, radicalement et exclusivement individualistes.

3 – L'individualisme méthodologique d'inspiration aristotélicienne chez Menger

L'ouverture de l'*Éthique à Nicomaque*, au début du livre I, Aristote place la politique *après* l'éthique, qui en est une préparation, dans l'ordre heuristique :

Il faut s'efforcer de déterminer, au moins schématiquement, ce que peut être ce souverain bien, et de laquelle des sciences ou des capacités, il est l'objet. Ce sera [...] la science maîtresse suprême, c'est-à-dire de celle qui est au maximum ordonnatrice. Or, cette science, il saute aux yeux que c'est la politique. [...] Nous voyons aussi que même les capacités les plus estimées lui sont subordonnées, ainsi la stratégie, l'économie domestique, la rhétorique⁴³.

L'économie fait ainsi son apparition, dès les premières pages, de l'*Éthique à Nicomaque* (sous sa seule forme dans le monde grec, natu-

[43] Aristote, *L'Éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier et Jolif, *op. cit.*, 1094a25-30, p. 2 ; *Nikomakische Ethik*, *op. cit.*, p. 16. C'est Menger qui souligne.

rellement, comme économie domestique) à égalité parmi les «capacités les plus estimées» et comme élément préparatoire à la politique. *L'Éthique à Nicomaque* en parle parce qu'elle porte sur les comportements individuels dont l'étude introduit à la science suprême de l'harmonisation de ces comportements dans la cité, c'est-à-dire à la politique. Dans les *Politiques*, qui suivent donc *L'Éthique à Nicomaque* comme de juste dans l'enseignement de l'école péripatéticienne, l'homme se définit notoirement comme l'«animal politique», l'«animal politique à un plus haut degré qu'une abeille quelconque ou tout autre animal vivant à l'état grégaire⁴⁴».

Que voulait dire par là Aristote ? Ou plutôt comment cette proclamation si connue s'interprète-t-elle ? Signifie-t-elle que l'homme est ontologiquement partie de la communauté instituée en vue d'un certain bien (comme pourrait le laisser entendre *l'incipit* de l'ouvrage également⁴⁵). L'«individualisme méthodologique», puisqu'il est ici question de cette approche méthodologique, est-il contradictoire ou compatible avec ce point ?

En donnant une interprétation de la thèse aristotélicienne, Menger renverse l'argument d'autorité qui lui était opposé comme un reproche au sein de l'université de son temps. Et son coup de maître fonde en même temps l'École autrichienne sur une approche économique de la réalité qui permet la reconstruction rationnelle du comportement des agents économiques modernes. Contre la compréhension d'Aristote qui avait cours et, prétendant s'appuyer sur la lettre en s'abritant derrière une formule, méconnaissait non seulement l'esprit du texte aristotélicien, mais la véritable extension même du passage en son entier, Menger impose sur l'autorité de l'Ancien une notion qui prend sens comme la plus moderne des contestations de la matrice classique. Coup de maître, assurément, qu'il convient ici de détailler.

Notons d'abord que le terme qui s'imposera jusqu'à nous, celui d'«individualisme méthodologique» n'apparaît pas chez Menger tel quel. Le terme dont il fait usage dans son texte, nous l'avons vu, était celui d'«atomisme». Mais ses héritiers allaient traduire dans cette expression l'essence même de son renouvellement du concept

[44] Aristote, *Les Politiques* ou *La Politique*, 1253a7-10. Nous utilisons les traductions de Tricot (Paris, Vrin, 7^e éd., 1995) et d'Aubonnet (Les Belles Lettres, 1968).

[45] Aux lignes 1252a1 et sq.

classique d'*homo economicus* et donner toute sa portée à une méthode qui fonde l'analyse exacte du comportement individuel tel qu'elle manquait encore à la science économique (et non seulement selon Menger, mais selon ses adversaires historicistes puisqu'eux-mêmes tentaient, quoique vainement, en raison des lacunes constitutives de leur méthode, d'en produire la réforme adéquate). Menger applique sa méthode comme outil pour des découvertes neuves, une fois la *Volkswirtschaftslehre* écartée, donnant, sur la base des intuitions puisées dans sa lecture d'Aristote de quoi augmenter considérablement la contre-épreuve d'une véritable réforme de la science. Ce que nous présentons à partir des sources textuelles de Menger confirme ainsi ce que la deuxième partie de cet ouvrage indiquait quant au délitement des conceptions adverses à celles du Viennois.

Contre les objecteurs qui invoquent l'autorité du Stagirite en lui reprochant de trahir la définition traditionnelle de l'« animal politique », Menger prononce des arguments définitifs selon trois ordres de compréhension : *ontologique*, *heuristique*, voire *chronologique*, l'idée selon laquelle l'individu viendrait *après* la communauté à laquelle il appartient est une idée *fausse*. L'argument historiciste était que pour les Grecs, la Cité (πολις) est la source d'où l'être humain il tire sa nature. La vulgate historique allemande, (en partie) nourrie par la conception nostalgique que dans sa jeunesse Hegel avait formulée d'une « *schöne Totalität* » perdue (à savoir la Cité grecque), prenait l'unité de cette dernière pour ultime élément, définitoire à tous points de vue de l'essence même de l'humanité selon les Grecs. Hegel n'avait point dit cela, et Hegel avait lui-même montré la naïveté et le caractère vain de la nostalgie qu'il avait évoquée. Menger ajoutait que la vulgate dans laquelle baignait l'historicisme allemand⁴⁶ était à cet égard erronée, et ceci aux yeux mêmes déjà d'Aristote.

Menger rencontrait l'hostilité de l'université : il répondit sur le terrain même de l'accusation. Il argumenta une réponse philologique circonstanciée en faveur de sa méthode, et sans dénoncer l'usage de l'argument d'autorité (il eût pu répondre en rejetant cet argument ou en prenant appui sur ses contacts à la Cour), il sut le retourner à son

[46] Ce qui en soi était une interprétation malencontreuse de la philosophie de l'histoire, participait en outre d'un courant philhellène où la renaissance de l'identité nationale germanique où le concept de *Volk* inscrivait sa trace.

profit en montrant qu'Aristote avait soutenu une thèse qui le confortait. L'appendice VII des *Untersuchungen* de 1883 est consacré à cette démonstration. Il est intitulé «Sur la conception attribuée à Aristote, selon laquelle l'apparition de l'État serait donnée originellement en même temps que l'existence des hommes». Menger y expose en détail sa réponse à l'attaque menée sur une interprétation insoutenable et insensée («*unhaltbare, ja geradezu sinnlose*») du texte original⁴⁷. Pis encore : l'accusation est à la fois fausse et malveillante. Et Menger le montre.

Menger conteste d'abord que l'expression d'Aristote puisse être interprétée de bonne foi dans le sens de ses adversaires. Il soutient l'autorité du penseur grec qui ne se contredit pas et conforte ses propres thèses à condition de bien replacer la formule de l'«animal politique» dans l'ensemble du texte du début des *Politiques* que Menger paraphrase :

Il [Aristote] ne nie en aucune manière que l'homme non civilisé qui a cette tendance [à la socialisation], et qui n'est pas encore parvenu à la construction de l'État ne puisse exister. L'expression d'Aristote souvent invoquée d'«*anthropos dzoion politikon*» ne signifie donc pas que l'homme aurait toujours vécu dans le cadre de l'État, ni que ce dernier soit aussi ancien que l'homme lui-même⁴⁸.

Menger cite Aristote pour établir l'exactitude de la séquence chronologique qui voit apparaître dans cet ordre l'individu, puis la famille et enfin l'État, bien plutôt que l'inverse. Quoique l'enquête sur les temps reculés fût difficile, les adversaires de Menger ne soutenaient-ils pas (en tant qu'historicistes) que l'État fût premier dans tous les sens du terme ? Mais le renvoi aux Anciens et à leur mythologie même rend ce point chronologique impossible à établir : la Cité grecque arriva ensuite – avec la nécessité d'en expliquer la survenue, ce pour quoi les Grecs, et le Stagirite le premier, recouraient à la mythologie. Aristote

[47] Carl Menger, «Über die dem Aristoteles zugeschriebene Meinung, dass die Erscheinung des Staates eine ursprüngliche zugleich mit der Existenz des Menschen gegebene sei», *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politische Oekonomie insbesondere*, Leipzig, Dunckler & Humblot, 1883, Anhang VII, p. 267 et sq ; trad. in Campagnolo, *Recherches sur la méthode dans les sciences sociales et en économie politique en particulier*, op. cit., appendice VII, p. 361-363.

[48] *Ibid.*, p. 363. Nous laissons les termes en grec dans les caractères latins de Menger.

reparle de l'antériorité des mythes des Cyclopes dans la constitution du monde grec antique. Ce n'est pas qu'il y croie nécessairement⁴⁹, mais qu'il y trouve l'explication de comportements quant à la vie matérielle individuelle et sociale⁵⁰.

Les contradicteurs de Menger pouvaient toutefois soutenir que la question était moins historique qu'ontologique : après tout, comment penser les hommes sans l'État auquel ils appartiennent ? Là résiderait la contradiction, même si l'existence des individus avait précédé celle de leur union. En somme, comment trouver un concept d'être humain adéquat à l'analyse sans celui d'État où le citoyen grec prenait sens et, pour ainsi dire, corps ? D'ailleurs, ne s'agit-il pas de traiter pour des Modernes, en effet, et comme économistes, et même chez Menger, de l'homme civilisé (*Cultur* [sic]-*menschen*) qui est, comme tel, censé vivre dans une communauté politique ? État moderne ou Cité grecque, peu importe au fond, la question est celle de l'impossibilité de penser un être agissant sans le cadre dans lequel il agit. La duperie se révèle ici : c'est la surimposition du présupposé historiciste qui conduit à lire Aristote comme un auteur « holiste ». Or, en le lisant vraiment, Menger constate simplement : « Mais que l'homme *non civilisé* ne puisse pas être pensé sans le recours à l'État et, surtout, que l'apparition de l'État soit aussi ancienne que celle des hommes, cela Aristote ne l'a aucunement soutenu⁵¹. »

L'homme non civilisé se manifeste, par définition, *avant* l'homme de la *Kultur*, avant celui qui vit dans une communauté réglée, si primitive soit-elle. Et ajoute-t-il en prenant appui sur les références mythologiques mises en avant par Aristote lui-même, *avant même* que la direction du monde fût réglée (par les Dieux, qui mirent fin au temps des Cyclopes) il y avait des relations d'échanges qui existaient. Antérieurs aux États, les rapports entre individus étaient non seulement possibles, mais reconnus et nécessaires afin même de comprendre l'émergence des communautés. Enfin, les lois qui règlent ces échanges devaient avoir quelque réalité – et donc être connaissables – : en somme, elles

[49] De ce point de vue, voir naturellement Paul Veyne, *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ?*, [1983], Seuil, 1992.

[50] « Et c'est ce qui dit Homère : Chacun dicte sa loi à ses enfants et à sa femme car ces Cyclopes vivaient en familles dispersées ; et tel était anciennement le mode d'habitation », cité p. 269 de la *Politique*, I, 1, 1252b23, p. 27, trad. de Tricot.

[51] Menger, *Recherches sur la méthode...*, op. cit., appendice VII, p. 362.

sont de toujours, même d'avant les cités, même d'avant les hommes. En effet, si les Cyclopes échangeaient, leurs échanges, dans la mesure où ils étaient volontaires, devaient suivre les mêmes lois : en vérité, l'échange prend, même à l'ombre de l'édification que recèlent les récits de la mythologie, un statut autonome, qui est précisément celui que revendique pour lui la construction rationnelle mengérienne. Les conditions de son effectuation réelle dépendent d'enchaînements de causalité conformes à l'essence du rapport mis en jeu. La liaison des aspects au plan ontologique comme chronologique demeure quant à la démonstration même. Mais la vérité est que la totalité politique que forme une communauté humaine n'est pas *per se* indispensable aux relations d'échanges, ni son cadre à leur étude la plus générale.

Il pourrait sembler que Menger retrouve, lui aussi, au fond, et sous couvert de lecture plus proche du texte aristotélicien, une hypothèse bien postérieure, et qui pourrait convenir mieux à son analyse, mais trahir en quelque sorte le texte antique : n'est-ce pas d'un état de nature dont il est ici question, et l'individualisme méthodologique, que chaque camp cherche à toute force à opposer ou à raccrocher à l'aristotélisme ne serait-il pas une radicalisation de la méthode du droit naturel des XVII^e et XVIII^e siècles ? Mais il n'est pas question de cela ici : ce doute perd sa raison d'être si l'on veut bien suivre le texte. Les rapports matériels conçus entre des individus isolés étaient pensés par Aristote quand il insistait *sur la justice comme ciment de la communauté*, quand il proposait une analyse détaillée de l'échange entre amis, quand il indiquait que chacun d'entre eux évalue l'utilité mutuelle qu'il tire de l'échange. Le raisonnement qui s'applique au fonctionnement de la justice entre les individus vaut au plan économique, quelle que soit l'époque, quels que soient les peuples et les États.

L'étude de texte magistrale que fournit l'économiste viennois du philosophe antique a certes pour objet de légitimer sa théorie de la science. Mais il ne le trahit pas en indiquant qu'il suffit que des relations *naturelles* existent entre les individus, *antérieurement* à tout État, tant chronologiquement que méthodologiquement (d'où il tire une démonstration « apurée » de tout fait historique), pour que l'échange relève d'une analyse rationnelle en termes de causalité et d'essences, indépendamment de l'époque, du lieu, de l'existence des institutions : ontologiquement même, c'est l'individu, et non la communauté, qui fonde l'échange.

Dès lors, l'objection qui avait été formulée à son encontre tourne en faveur de Menger : l'argument d'autorité sert à présent l'économiste viennois. Il fait voir dans la vulgate, dont l'erreur est démontrée, la cause d'une erreur dans l'argument historiciste *en général*. Inversement, il permet de fonder l'analyse de la relation d'échange de manière autonome, et sur la théorie, pas telles ou telles conditions historiques. Il rend même enfin possible l'examen de ces conditions, qui ont effectivement existé, à titre d'illustrations des mécanismes qui ont existé en tout temps et en tous lieux. En relisant Aristote, Menger a ouvert une méthode s'appliquant sur un champ qui peut englober les hommes de toutes civilisations – voire d'avant les civilisations : l'*Ur-Kultur-Mensch* et le *Kultur-Mensch* entrent dans une anthropologie avant la lettre⁵².

Au total, de la formule aristotélicienne de l'« animal politique », Menger retient que l'expression selon laquelle « la tendance présente de l'homme le conduit naturellement à la socialisation ou à la construction étatique » ne se déduit pas, et que « l'homme, pris au sens “grec”, l'homme civilisé, ne peut pas dater de plus loin que ne remonte l'État⁵³ ».

Chronologiquement, méthodologiquement, et donc encore ontologiquement, les objections faites à Menger étant manifestement erronées, sa démonstration conforte sa méthode, l'individualisme que ses adversaires entendaient dénoncer. À l'encontre des prétentions de ces maladroits conseillers des princes, l'État qu'ils louent n'apparaît plus, dans la vision mengérienne, ni consubstantiel à la vie humaine, ni même nécessairement à la vie en communauté – c'est au contraire de cette auto-organisation spontanée des individus en communauté qu'à quelque moment (différent selon les civilisations) des États ont émergé. L'homme « *au sens grec* » préexiste à l'État, et il a une « tendance » à le construire ; est-ce toujours même intentionnellement ? Au moins, et déjà chez Aristote, la question se pose :

Aristote établit le processus à travers l'État tire son origine des individus, ou plutôt des familles ; il montre que ce proces-

[52] C'est ainsi que les *Grundsätze* de Menger, tout en montrant l'opposition à l'historicisme, peuvent fourmillier d'illustrations que l'auteur a relevées dans les récits de voyageurs que contient sa bibliothèque et ont pu par la suite inspirer des entreprises anthropologiques telles que la théorie de Karl Polanyi.

[53] Menger, *Recherches sur la méthode...*, op. cit., appendice VII, p. 363 (texte original : « *der Culturmensch nicht älter als der Staat sein könne* »).

sus n'est en aucun cas le résultat d'une vue intentionnelle des hommes visant la constitution d'États, mais au contraire un résultat de leurs tendances naturelles, que ce processus est très naturel, et enfin que l'État lui-même est de la sorte un produit de nature en ce sens-là⁵⁴.

Menger n'a d'ailleurs pas pris soin d'explorer cette question dans cet appendice sur Aristote. Il peut renvoyer au livre III des *Untersuchungen* en son entier⁵⁵. En revanche, concernant le Stagirite, il suffit que l'analyse philosophique et la tâche de l'économiste soient concordantes et valides et que l'échange puisse être analysé de la sorte – même dans un cas où il n'y a pas d'État, et même quand il n'y en avait effectivement pas. Les éléments de *généralisation* trouvés par Menger chez Aristote valent donc, et cela, selon le critère aristotélicien même, comme *science en raison de leur généralité*.

Mieux : Menger entendait également de la sorte pouvoir réconcilier philosophie et sens commun, contre la prétendue science de ses adversaires demi-habiles. Contre eux il préfère se ranger derrière Aristote, dont la vue « ne correspond toutefois pas seulement aux paroles de celui-ci, mais plutôt, bien au contraire, au sain entendement humain qui nous enseigne qu'un tout complexe ne peut pas être aussi ancien que les éléments auxquels il est nécessairement redevable de sa genèse⁵⁶ ».

Mais afin d'établir les principes d'une méthode et d'une heuristique de manière définitive, Menger sait aussi résister à la tentation de l'affirmation vers laquelle son discours pourrait tendre (ou qui pourrait en être extrapolée), à savoir celle d'une supériorité *ontologique* se faisant valoir dans la science, contre les positions ontologiques adverses. Parce qu'il n'y a précisément pas d'autre affirmation que

[54] *Ibid.*, appendice VII, p. 362.

[55] Si, en justifiant la méthode qui part de l'individu, Menger établit le caractère non apodictique de la relation de l'homme à l'État, affirmer plus avant une position générale hostile aux institutions « conscientes » (qui sera celle de Hayek, quant à la spontanéité de l'émergence des institutions) est inutile pour Menger, d'une part, puisque la preuve était faite que l'interprétation d'Aristote qui lui était opposée était erronée, pire, viciée par les mêmes fausses conceptions qui empêchaient les progrès de la science des Classiques et des historicistes, d'autre part, parce que le conseiller auprès du gouvernement impérial souhaite l'action consciente de l'État, limitée, mais réelle (ainsi, qu'il mette fin au bimétallisme et décrète les émissions de monnaie).

[56] Menger, *Recherches sur la méthode...*, *op. cit.*, appendice VII, p. 363.

celle de sa méthode qui compte ici pour Menger, quelques assertions que ce soient sur l'être en tant que tel apparaissent superflues.

Menger est prudent (et encore aristotélicien en cela) : formuler ce qui pourrait valoir sur un autre plan mettrait en péril sa méthode, voire la science. C'était l'erreur des contradicteurs, et il sait l'éviter. Leur méprise (pour avoir sans doute mal digéré les leçons de l'idéalisme) avait été de prendre la « belle totalité » grecque pour une thèse d'ontologie anthropologique, et la spéculation pour un discours scientifique « positif » sur les causes réelles pouvant être connues de manière exacte.

Sans se prononcer sur un statut autre qu'heuristique et méthodologique, Menger n'a donc pas besoin de partisans qui, pour défendre ses positions, renchériraient sur elles et viseraient, à leur tour, la manière « pseudo-hégélienne » (et réellement confuse) des historicistes. Un article d'Oscar Kraus de 1905 est, à cet égard, significatif : premier d'une tradition que caractérise sa maladresse, l'analogie entre les questions pouvant toucher à la valeur chez Aristote et chez Menger qu'il repère lui semble ouvrir à un éloge de la méthode (selon lui) « psychologique » que Menger réintroduirait – ou, au moins, en tout cas, qu'il reprendrait de l'*Éthique à Nicomaque*. Kraus loue ainsi « celui qui examine les matières politiques doit se livrer à des études de psychologie⁵⁷ ».

En désignant Menger comme l'auteur qui aurait retrouvé, en raison d'une inspiration aristotélicienne, la théorie de la valeur que *voulait* Aristote, Kraus opère inconsciemment la reconstruction d'une théorie de la valeur qu'il impute lui-même à Aristote, en forçant les citations pour qu'elles expriment des éléments dont la compréhension est fatalement moderne. Il nous semble que plus de prudence ne nuit pas à la thèse selon laquelle effectivement Menger a été un grand lecteur d'Aristote, et a puisé, ou a trouvé conformes, une partie de ses intuitions avec le texte aristotélicien. Les partisans de Menger, à être plus prudents, gagnent à éviter les erreurs que ce dernier avait dénoncées chez ses adversaires⁵⁸.

[57] Oscar Kraus a repéré l'analogie des conceptions d'Aristote et de Menger assez tôt : « Die aristotelische Werttheorie in ihren Beziehungen zu den Lehren der moderner Psychologenschule », *op. cit.* Mais s'il envoya un tiré à part à Menger qui l'annota de manière globalement assez défavorable.

[58] Mais cette illusion rétrospective est trop fréquente chez les épigones des grands penseurs pour la stigmatiser plus longtemps ici. Pour une discussion plus détaillée, cf. Gilles

L'étude des archives de Menger qui éclairent sa lecture d'Aristote aura suffi à montrer qu'il est inutile de vouloir prouver plus qu'il n'y a déjà, car cela suffit amplement à insérer la lecture aristotélicienne comme source, peut-être même source principale, de la constitution de l'économie politique mengérienne.

Et, par là même, c'est effectivement une source de l'économie politique moderne, des sciences économiques dont la portée s'étend jusqu'à notre temps, une matrice qui a remplacé le classicisme en toute connaissance de cause – cette fois avec justesse, laissons le mot final au rapprochement effectué par Kraus :

Aristote a approché la chose [la théorie de la valeur fondée sur l'utilité marginale née du besoin subjectivement ressenti] de si près que, de sa théorie à celle de l'école psychologique moderne [École autrichienne], le pont pouvait être franchi d'un pas léger⁵⁹.

Campagnolo, « Une source philosophique de la pensée de Carl Menger : l'*Éthique à Nicomaque* d'Aristote », *Revue de philosophie économique*, n° 6, 2002, p. 5-35. Kraus allait s'intéresser d'ailleurs plus aux disciples de Menger, Böhm-Bawerk et Wieser.

[59] Kraus, « Die aristotelische Werttheorie in ihren Beziehungen zu den Lehren der moderner Psychologenschule », *op. cit.*, p. 590.

CHAPITRE II

Menger et la tradition britannique

La présente étude part du principe que c'est seulement à l'aide des textes originels mêmes qu'il est possible de prouver les intuitions que prétendent retrouver les commentateurs de la pensée d'un auteur, et de confirmer ou d'infirmer leurs réticences à admettre les influences qui ont pu s'exercer sur eux. Ce concept d'«influences» est d'ailleurs à nombre d'égards insatisfaisant, et même en présence de textes annotés, s'il devient certain qu'ils ont été lus et réfléchis, la nature de l'accord (ou du désaccord, que le contenu des notes manuscrites rend en général explicite) reste difficile à cerner : le lecteur dont on étudie les réactions y a-t-il puisé son inspiration, ou vu une confirmation d'intuitions qu'il avait déjà, ou était-ce un mélange de ces deux cas ? L'auteur dont on commente les avis sur les ouvrages qu'il a tenus en main (et l'émotion qui accompagne leur redécouverte ne doit pas être sous-estimée) peut être avide de s'expliquer sur sa relation aux penseurs du passé, et citer ses sources, mais volontairement ou pas, il peut aussi en celer certaines qu'il appartient alors aux exégètes de sa pensée de retrouver. Au total, la relation n'est ni simple, ni facile à établir ; en revanche, elle est féconde d'enseignements sur la nature de la pensée étudiée. Et, quoi qu'il en soit, les archives apportent les éléments qui manquent en général aux commentateurs, même les plus intuitifs, pour soutenir leur propos, sinon avec une garantie absolue, du moins avec une assurance relativement forte si les archives sont riches, et absolument indispensables pour retracer des généalogies conceptuelles, comme nous le faisons ici.

En ce qui concerne Carl Menger, la relation au passé fut de prime importance. Autant avec les auteurs anciens et, nous l'avons vu, en particulier Aristote, qu'avec les Modernes, dont nous allons examiner dans le présent chapitre des représentants parmi les plus éminents pour sa réflexion, les penseurs et philosophes, notamment philosophes

politiques britanniques qui avaient eux-mêmes été séminaux pour la matrice de l'économie politique classique. Menger opère dans son œuvre en effet un changement de matrice théorique, une révolution scientifique «copernicienne» pour reprendre les termes kantien. Les conséquences, qu'il reste encore à évaluer exactement, furent en tout cas considérables ; elles portent sur la compréhension de l'économie jusqu'aujourd'hui et, tout en contribuant à faire émerger la matrice dite «néoclassique», elles contribuent également à la contestation de sa domination.

Or, le penseur de Vienne était conscient de la mutation qu'il entraînait. Le mot «économie» en français prend deux sens, celui de l'objet d'étude (la situation dans laquelle les hommes échangent et vivent leur condition matérielle d'êtres finis individuellement et dans le groupe au sein duquel les échanges ont lieu) et l'étude elle-même (la science qui décrit cette situation, en norme éventuellement l'idéal, voire prescrit la voie d'améliorations possibles). Le changement qu'entendait apporter le Viennois porte sur le second terme, la *Wirtschaftslehre*. Il touche seulement indirectement le premier, en passant par l'intermédiaire de la connaissance fondamentale pour revenir éventuellement à celle qui est appliquée, mais en refusant de prétendre commencer par elle.

Menger rejette la prétention des historicistes. Les archives permettent de le voir dans le titre même de son ouvrage de 1871 : sur son volume personnel, en vue d'une seconde édition qu'il ne donna jamais lui-même, Menger a biffé le titre *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, et récrit *Allgemeine theoretische Wirtschaftslehre* (*Théorie générale de l'économie*). L'intitulé initial était banal à l'époque et participait de cette illusion d'une science «conseillère» portant sur le collectif : il ne rendait pas fidèlement compte d'une pensée essentiellement *neuve*. Et si l'ouvrage est resté connu sous ce titre par la postérité, c'est précisément que ces notes sont demeurées inédites.

L'exégète doit donc recourir aux archives. Dans le cas de Menger, elles sont longtemps restées inexploitées, ce qui est assurément dû à leur éloignement de l'Europe au XX^e siècle puisqu'elles furent vendues et partirent dans un lointain exil extrême-oriental¹. Nous en avons fait

[1] Nous avons retracé la vente par la veuve de Menger à des étudiants japonais, mandatés par leur université, l'Université de commerce de Kanda, devenue depuis l'université de Hitotsubashi, ainsi que les péripéties du transfert de la vingtaine de milliers de volumes à travers une Europe en ébullition dans les années 1921-1923, dans les textes : cf. Gilles

grand usage dans le chapitre précédent concernant les annotations portées sur les textes d'Aristote. Mais les lectures de Menger portent naturellement tout autant sur les auteurs modernes. À travers l'histoire des systèmes philosophiques – et des matrices scientifiques qui les accompagnent, les précédant ou les suivant selon les cas, Menger poursuit la quête des critères qui doivent fonder une théorie générale économique nouvelle, et purifiée des éléments non pertinents à un savoir de type général. Sa quête n'est donc pas la seule critique des matrices classique et historiciste, mais bien une refonte du domaine entier.

À cet effet d'une réforme profonde et générale, Menger reconnaît que le mouvement historiciste avait eu le mérite de questionner la doctrine régnante : Menger louait donc Roscher de son entreprise dans son volume des *Principes* de 1871. Cette dédicace surprend toujours (et à tort) ceux qui ne considèrent chez Menger que le *Methodenstreit* et qui confondent parfois allègrement et sans souci d'exactitude les époques et les styles des écoles historiques allemandes successives. Menger prend quand il est nécessaire des positions plus nuancées. En revanche, il sait aussi, en prenant position dans les débats de ses prédécesseurs, rejeter les entreprises factices de réformes, ou celles qui empêchent de penser à nouveaux frais l'objet et la méthode de l'économie politique. Il entend, dans les *Untersuchungen* de 1883, abattre l'obstacle historiciste, mais c'est pour achever la tâche de refondation de la science, et non pour défendre telle ou telle cause extérieure à la science, intérêts des propriétaires, des prolétaires ou de l'État. Il s'élève véhémentement tout aussi bien contre les libéraux et les socialistes qui ont ces causes en vue : « Bastiat d'un côté et les socialistes de l'autre ne veulent pas éclairer les choses, comme elles doivent l'être, mais ils poursuivent des buts pratiques. [...] C'est une méthode fausse (en Allemagne, socialistes de la chaire et libre-échangistes!)². »

Campagnolo, « La bibliothèque viennoise de Carl Menger conservée au Japon : étude des sources d'une pensée économique », revue *Austriaca*, « Vienne 1900 », n° 50, Rouen, 2000, p. 173-197 @ ; « Un exemple de réception de l'économie occidentale au Japon : le Fonds Carl Menger de l'Université de Hitotsubashi », in Nadine Lucas & Cécile Sakai (dir.), *Japon Pluriel* 4, Paris, Philippe Picquier éditeur, 2001, p. 211-221 @. Ce texte fut repris et traduit en japonais (trad. Kôichi Yamazaki) : « Mengô-bunko : aru keizaishisô no genshiryô », *Bulletin of the Center for Historical Social Science Literature*, n° 22, Tokyo, mars 2002, p. 23-39.

[2] Carl Menger, note (rageuse) sur la page blanche face à l'avant-propos et expressions récurrentes portées sur son propre volume des *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, 1871.

Menger écarte du champ de la science les auteurs qui n'apportent d'arguments qu'à la cause d'un parti dans la lutte pour le partage des bénéfices tirés de la production. La vulgate dispensée par les épigones des classiques, notamment dans l'École de Manchester, relève de cette catégorie. Menger reconnaît toutefois aux penseurs britanniques *antérieurs* d'avoir mis au point une méthode originale qui a été féconde : ils l'avaient tirée de la philosophie morale avant et pendant des Lumières, en particulier du mouvement sensualiste (à la différence du rationalisme cartésien français comme de la métaphysique leibnizienne et wolffienne allemande). Les critiques que Menger formule se situent donc dans le domaine de l'économie théorique et portent plutôt contre les options de ses fondateurs (Smith, Ricardo, en particulier) et, surtout de leurs disciples, plus ou moins heureux.

Ceux que Marx, de son côté, appelait « économistes vulgaires » et considérait de haut ne trouvaient guère plus d'aménité de la part de Menger. Mais ses critiques portent moins contre les philosophes politiques britanniques du XVII^e siècle, par exemple. Concernant des auteurs classiques majeurs du XIX^e siècle, comme John Stuart Mill, Menger mit en doute le fait que les révisions apportées par lui et les « postricardiens » eussent tant soit peu réussi à les écarter de ce qu'il regarde comme les erreurs fondamentales du classicisme (notamment la valeur-travail). Au contraire, il lui semble que les tentatives de donner des fondements logiques à la matrice de l'économie politique classique ont tendu à enraciner les erreurs.

Aux yeux de Menger, il n'y a ainsi aucune rédemption à attendre pour la matrice du classicisme. Si le marginalisme (dont Menger donne sa propre version) devait l'abattre, il ferait du bon travail. Peut-on s'y attendre dans le cadre de la pensée britannique ? Il convient de revenir aux sources de la matrice classique pour tenter de répondre à cette question. Les timides critiques du classicisme en Angleterre, Nassau Senior ou Longfellow, le fondateur du marginalisme anglais, Stanley Jevons, réussissent-ils vraiment à constituer une matrice intégralement neuve ? L'édifice classique se trouve plutôt prêt à être *seulement* rénové dans la synthèse « néoclassique » d'Alfred Marshall.

Tout cela, Menger, sans le dire, peut dans une certaine mesure le pressentir, en se penchant sur les origines de la matrice classique, plus profondes que sa seule expression dans l'économie politique ricardienne. L'économie néoclassique devait porter à juste titre ce nom au

regard du fait qu'elle qui ressortit encore à une structure en partie classique (au moins selon les critères de Menger) – en cela, elle devait aussi demeurer condamnable aux yeux de la postérité « autrichienne » du siècle suivant, et jusqu'à nos jours.

En outre, il est impossible de sauver les thèses centrales du classicisme. En acceptant le mécanisme ricardien (comme Marx le fait), on ruinerait tout effort pour porter l'économie nouvelle. En cela, Menger préfère donc écarter cette matrice issue du passé. Il répète le « coup de force » accompli par Adam Smith à la fin du XVIII^e siècle (contre la physiocratie et le mercantilisme, aux livres IV et V de la *Richesse des nations*) en fondant la valeur sur le travail (à l'encontre les premiers auteurs « utilitaristes » italiens également). Smith mettait en avant le paradoxe de l'eau et du diamant, la chose est bien connue. Menger reprit l'édifice anglo-écossais à la base, saisit ce qui en restait vivant et rompit avec tout le reste. Encore fallait-il connaître ce qui était, en somme, devenu la fondation « classique » de l'économie, avant Smith, chez aussi bien Hume que Locke, Hobbes, voire Bacon. Menger entreprenait pour lui-même une relecture et une réévaluation de l'héritage de la philosophie politique britannique des XVII^e et XVIII^e siècles dans son ensemble. Les annotations qu'il a laissées en portent témoignage et nous permettent de saisir les enjeux de la tâche à laquelle il s'était attelé pour éclairer le champ disciplinaire qu'il comptait renouveler.

1 – Carl Menger et la tradition philosophique britannique

L'insatisfaction qu'à l'instar des économistes allemands, Menger éprouvait devant les lacunes de la matrice classique suscita de sa part un réexamen des sources philosophiques qui avaient fondé les discours économiques. Menger utilisa comme introduction un manuel courant de l'époque, le *Grundriss der Philosophie der neuer Zeit* de Friedrich Überweg, paru en 1872. Cette date indique que cette étude fut nécessairement postérieure à la parution de l'ouvrage théorique de Menger, ses *Grundsätze* de 1871 – et que c'est bien un retour réflexif sur les fondements du contraste entre ses positions théoriques et celles des classiques qui a pu l'inciter à se tourner vers cet ouvrage, sans contester dans sa bibliothèque l'un des plus annotés.

Menger s'enquit en détail de maints auteurs, en revenant à leurs textes, non seulement dans les passages cités par Überweg, mais à

l'original quand il le pouvait : sa bibliothèque est ainsi riche de ces ouvrages annotés qui nous demeurent. Puisqu'il est impossible de tout retracer ici, nous nous en tiendrons par souci de brièveté à ses jugements formulés dans le volume d'Überweg. Mais leur confirmation se trouve dans les volumes qui ont été conservés.

Dans l'ordre chronologique historique, concernant les modernes, l'auteur qui le retient d'abord est celui du *Novum Organum*, Bacon. Suivant Überweg, des jugements duquel ceux de Menger sont inévitablement en partie dépendants (mais ce sont en somme assez souvent ceux de l'historiographie la plus traditionnelle), Bacon apparaît comme pivot du renversement qui a lieu entre l'héritage médiéval de l'aristotélisme, et l'avènement de la modernité scientifique. Menger voit en lui le point d'origine de la science moderne, qui s'écarte des affirmations fondées sur une logique (syllogistique) devenue artificielle chez les scolastiques pour tenter de pénétrer à nouveau dans les phénomènes – ce qu'il faut entendre quand Menger note que « [Bacon] caractérisa la méthode empirique fondée sur la recherche inductive³ ».

Surtout, Bacon ouvrait la voie à Hobbes, Locke et Hume. Selon l'historien de la philosophie Überweg, eux fondèrent « le libéralisme dans la philosophie moderne ». Quand, dans les *Untersuchungen*, Menger allait attaquer les économistes allemands pour avoir voulu disputé de mots creux plutôt que des choses elles-mêmes, de la réalité des phénomènes et d'avoir ainsi, en dépit de leurs prétentions empiriques, ruiné en réalité la science, Menger semble bien se souvenir de ces formules de Bacon qu'il avait soulignées :

Il appartient au savant de vaincre son contradicteur non par la dispute [*disputatio*] mais en pratiquant la nature [*naturam operando*]. [...] La science n'est rien d'autre que l'image de la vérité [*imago veritatis*]; car la vérité de l'étant est celle du connaissant sont la même chose, et elles ne diffèrent pas plus l'une de l'autre que le rayon direct et le rayon réfléchi⁴.

Dans la métaphore, on reconnaît les préoccupations de l'époque de Bacon quant aux lois de l'optique que Snell et Descartes allaient formuler exactement. Mais c'est la critique de la vaine *disputatio*

[3] Bacon, *Novum Organum* cité par Friedrich Überweg, *Grundriss der Philosophie der neuer Zeit*, Berlin, Mittler, 1872, p. 41. Nous traduisons de la traduction allemande donnée par Überweg du texte original.

[4] *Ibid.*

médiévale qui inspire à Menger l'idée d'une similarité de situation avec les querelles des économistes du XIX^e siècle, qui opèrent sur des définitions ressassées à maintes reprises, et dont l'effet paraît stérile, pire nuisible au développement de la science. Après la parution et l'accueil relativement froid reçu par ses *Grundsätze*, Menger n'eut pas d'autre choix que de revenir à la méthode et les polémiques dans lesquelles il allait devoir entrer portaient la trace de cette lecture des combats de Bacon pour réformer la science⁵.

Sans doute en s'identifiant pour partie au combatif Bacon s'opposant à la fausse science des scolastiques (une section du volume d'Überweg s'intitule «*Baco's Bekämpfung der Scholastik*»), Menger souhaitait mettre en relief la signification de la science en économie (mise en avant et dépassement, potentiellement, de la signification des sciences de la nature «*Hervorhebung der Bedeutung der Naturwissenschaft*»). Il convenait pour cela d'entreprendre de rechercher l'ordre de la nature même, comme l'avait fait Bacon (Menger souligne la phrase «*die Ordnung der Natur selbst zu untersuchen unternimmt [er]*»). Cette méthode qui date alors déjà de plusieurs siècles, Menger chez Bacon la nécessité de la dépasser : il entend lui aussi prescrire de suivre un ordre de la nature, mais il *refuse* pour autant l'idée qu'il faudrait d'abord relever le plus grand nombre de faits pour les généraliser en procédant par induction.

Si Menger suit donc Bacon dans l'intention, un «*nicht*» lapidaire en marge le montre face à l'affirmation qu'il faut prendre «d'abord les énoncés d'une moindre, puis ceux d'une plus grande généralité⁶». Ce serait en effet là l'idée des historicistes, empiristes maladroits, en quelque sorte «baconiens» malgré eux, et menant la recherche dans une impasse. Le contraire est le vrai : la science ne va pas du particulier au général, mais elle dit une vérité générale (du comportement individuel, en ce qui concerne l'économie, mais de celui des atomes physiques dans les sciences de la nature) et en suit l'illustration dans les phénomènes qui deviennent dès lors interprétables au lieu de se

[5] Même s'il est impossible de détailler ici les textes recueillis dans le volume III des œuvres rééditées de Menger (*Gesammelte Werke : Kleinere Schriften zur Methode und Geschichte der Volkswirtschaftslehre*), signalons cette importance continuelle de la lutte menée contre ceux en qui Menger voit les partisans retardataires d'une forme de science à combattre. Se voulait-il lui-même un nouveau Bacon ?

[6] Überweg, *Grundriss der Philosophie der neuer Zeit*, op. cit., p. 37.

présenter dans leur caractère brut. Menger lit attentivement Bacon : il prend conscience de la nécessité de réformer la science, de s'opposer à la perversion dans l'interprétation d'Aristote (par les scolastiques quant à la logique, par les historicistes vulgaires quant à la politique) et de formuler une science *générale* tout en remettant les faits à leur place. Menger n'entend pas comme Bacon rejeter Aristote, mais le lire avec *prudence*. Il entend réformer la science, comme Bacon, et retenir aussi bien de l'*Organon* de l'Ancien que du *Novum Organum* du héraut de la science moderne ce qui peut servir une science de la sphère éthique sous la forme d'une analyse causale.

Dans cette perspective, il faut reconnaître que les disputes philosophiques intéressent moins l'économiste viennois quant aux formules qu'ils se renvoient les uns aux autres qu'afin de glaner des préceptes raisonnés, comme de « ne pas s'en tenir [*sich einschränken*] aux simples expériences, mais les combiner entre elles méthodiquement⁷ ». Selon Überweg, Bacon n'avait d'ailleurs pas achevé de donner sa théorie de l'induction, et Hobbes devait l'accomplir. Or ce dernier traite, à propos du *Commonwealth* notamment, de thématiques plus proches des considérations économiques qui proviennent de la *philosophia practica* : de Bacon, il approuve au fond la « *methodus resolutiva sive analytica, auch die methodus compositiva sive syntetica* ». Mais il passe, en suivant Überweg, à la pensée de Hobbes⁸.

Après l'analyse, la synthèse doit permettre d'arriver à une théorie, dès lors que les causes des phénomènes sont connues : voilà ce qu'indiquent les notes de Menger. Tout en signalant dans le doute cartésien le moment d'une suspension nécessaire, Menger ni n'épouse la théorie des idées claires et distinctes du philosophe français, ni ne croit que la soit comme *index sui* comme le voulait Spinoza. Il suit une définition traditionnelle de la vérité comme correspondance de l'idée et de son objet à savoir de l'*[idéat]* selon laquelle « *idea vera debet cum suo ideato convenire* ». Dans la théorie de l'État, la loi naturelle est d'ailleurs la même chez la plupart des Modernes, croit pouvoir écrire Überweg et Menger ne voit pas de raison de ne pas le suivre. L'approche scien-

[7] *Ibid.* D'ailleurs, il utilise moins ces textes que les *Éthiques* et les *Politiques* d'Aristote (cf. chapitre précédent).

[8] La connaissance que Menger prend de l'histoire de la philosophie dépend de cette lecture elliptique et fatalement simplifiée d'Überweg ; elle reste significative car Menger attache de l'importance aux principes de la méthode appliquée.

tifique consiste à ne pas analyser autrement les événements de la société et ceux de la nature, à exhiber des *causes* qui fournissent une compréhension rationnelle de la description du réel. La compréhension des phénomènes par les causes ne s'oppose jamais en ce sens à celle prise par les lois – Menger se tient à cela, et il diffère donc tout à fait de ce qui devait être présenté plus tard, mais aussi à Vienne, dans une forme positiviste logique rejetant toute affirmation jugée «métaphysique», à commencer par la catégorie de causalité même.

En l'absence des textes de Hobbes dans la bibliothèque de Menger, ce que ce dernier en retient en reprenant la lecture qu'Überweg fait de l'auteur du *Léviathan* paraît assez pauvre – et c'est regrettable. Le *Treatise of Civil Government* de Locke le retient plus : Menger le cite à maintes reprises dans ses propres *Grundsätze*. Comme au début de l'*Éthique à Nicomaque*, l'analyse du *bonheur* semble d'ailleurs le mieux convaincre Menger⁹. Sa conviction paraît toutefois changer en lisant la définition moderne de l'État que donne Locke : Menger note que «le bonheur des hommes dans leur condition présente n'est *pas* le but suprême¹⁰».

On peut encore conjecturer des notes manuscrites que Menger s'interroge sur les limites du jugement, la nature des idées innées et des sensations que livre l'expérience (notamment celles que le sujet prend de ses propres besoins concernant sa vie matérielle). Les considérations des sensualistes finissent-elles par séduire Menger ? Elles l'éloignent en tout cas de la tradition purement allemande, plus métaphysique pour ainsi dire, que Leibniz représentait à l'encontre de Locke. Überweg insiste sur la confrontation («*Leibniz [...] im Gegensatz zu Locke*»). Rappelons, d'ailleurs, que le fondateur de l'historicisme, Roscher, opérait, lui, la liaison de Leibniz au caméralisme (dans une version propre à l'enseignement donné à Halle) et l'opposait aussi aux sources du libéralisme anglais, mais précisément pour légitimer un *Sonderweg* proprement germanique. Menger diverge profondément de cette inspiration. Il semble que là se trouve un carrefour dans la

[9] Malheureusement, un travail d'établissement des correspondances comme celui du chapitre précédent sur Aristote est ici impossible car l'ouvrage annoté de Locke manque également dans la bibliothèque d'archives.

[10] «*Glückseligkeit*». Überweg, *Grundriss der Philosophie der neuer Zeit*, op. cit., p. 89. La notion apparaît aussi chez Mill et Menger réagit de même négativement à l'affirmation de sa suprématie.

problématique qui mène, d'une part, à la naissance d'un libéralisme économique chez Hume (selon l'expression d'un commentateur comme Didier Deleule^[1]) ou d'une métaphysique potentielle de l'individualisme capitaliste chez Leibniz (en suivant, par exemple, un autre exégète, Jon Elster^[2]) – formations contrastées mettant également en évidence une rupture entre monde anglo-saxon et tradition continentale, où le penseur autrichien se fraie une voie personnelle.

Car les vues de Menger semblent diverger des deux orientations à la fois, dès leurs principes fondateurs. Les notes que Menger a laissées ne permettent pas de douter qu'il suit à la lettre l'exposé, certes parfois maladroit, d'Überweg, mais il prend également connaissance des textes originaux^[3]. Quelques annotations montrent qu'il partage avec ces «pères du libéralisme» le souci des données, qu'il souhaite subjectives, mais qu'il a moins de goût pour l'analyse de la sensation de type humienne, entraînant des confusions dont il voit la théorie se dégager assez difficilement. Menger retient des disputes de ces auteurs que la force créatrice de la pensée se borne à lier des impressions, que la causalité ne peut s'en déduire comme étant une propriété des choses elles-mêmes, mais de l'esprit humain qui les observe et qui emploie trois principes d'association, nommément «ressemblance, relation dans le temps et l'espace, et entre cause et effet^[4]».

Le principe de la concordance entre cette liaison des idées et la réalité observable de la nature est le point que Menger retient comme très important («*Sehr wichtig für meine Lehre !!*»), quoiqu'il ne croie pas le trouver véritablement démontré par Hume. Menger ajoute que cette conception de Hume «n'est pas une explication effective de la connaissance apodictique [*apodiktischen Erkenntnis*]^[5]». Or Menger entend mettre au fondement de la méthode pour sa propre théorie un principe auquel l'esprit humain ne puisse aucunement se soustraire.

[1] Didier Deleule, *Hume et la naissance du libéralisme économique*, Paris, Aubier Montaigne, 1979. On verra aussi avec profit le volume codirigé par Jean-Pierre Cléro et al., *Hume et le concept de société civile*, Paris, PUF, 2001.

[2] Jon Elster, *Leibniz et la formation de l'esprit capitaliste*, Paris, Aubier Montaigne, 1975.

[3] Même s'il est certain qu'il ne connaît pas Hume aussi bien que, par exemple, son disciple Hayek plus tard.

[4] «*Ähnlichkeit, Verbindung im Raum und Zeit, und Ursache und Wirkung*» (Überweg, *Grundriss der Philosophie der neuer Zeit*, op. cit., p. 148).

[5] *Ibid.*, p. 150.

Or si l'on ne peut pas toujours trouver de lien de causalité, quelle théorie mal fondée ce sera ! Sur ce point, Menger semble approuver Kant, et reconnaître que le projet de détermination des conditions transcendantes de toute connaissance possible est nécessaire – même si Menger croit lire chez Kant l'idée qu'il récuse que la raison pratique seule puisse traiter de l'économique. Non, un savoir pur doit être mis en œuvre – semble dire le Viennois.

À la distinction entre les deux classes d'objets de l'entendement humain (les premières, comme les propositions de la géométrie, indépendantes de l'entendement humain ; les secondes, seulement *empiriquement* nécessaires), Überweg croit nécessaire d'ajouter que « même si aucun cercle ou triangle n'était donné dans la nature, les énoncés de la géométrie seraient valides », mais Menger objecte à « cette vue de Hume [qui] est seulement une allégation, en rien démontrée ; elle est seulement tenable sous la supposition pour le moins fortement discutée de la seule subjectivité de l'espace, à laquelle Hume n'est parvenu qu'à travers l'équivalence des qualités primitives avec les secondaires, qualités hypothétiques chez Locke, et plus tard, chez Kant, quoique de manière différente¹⁶ ». Envisagé dans son rapport en contraposition à la pensée de Hume, et comme le complémentaire allemand de la tradition britannique, le criticisme kantien est avant tout pour Menger la démonstration enfin bienvenue du caractère apodictique du raisonnement causal dans la science et de la nécessité de prendre conscience des conditions d'un savoir pur. Leur caractère transcendantal semble lui échapper, ou du moins l'embarrasser. Mais il n'y a pas non plus d'ailleurs d'indice que Menger lui eût préféré la théorie de son confrère à l'université de Vienne, et antikantien déclaré, Brentano.

Aussi dubitatif que le laisse le traitement des catégories de Kant par Überweg, par exemple sur la question de la nature de l'espace (où Menger ne note qu'un point d'interrogation en marge, qui doit sans doute s'entendre autant du texte en rapport à la présentation d'Überweg qu'au concept kantien proprement dit de l'intuition du sens externe), c'est surtout le projet copernicien de refonder la science qui emporte à lui seul l'adhésion de Menger. Celui-ci le reprend en quelque sorte à son compte lorsqu'il cite dans ses propres *Grundsätze* ces passages notoires de la seconde préface de la *Critique de la raison pure*

[16] *Ibid.*, p. 153.

sur le «chemin assuré» de la science¹⁷. Menger regrette d'autant plus, précisément, que Kant ne lui semble pas suivre en ce qui concerne la science économique un même chemin que pour la connaissance théorique des phénomènes, et qu'il traite de pair avec la «doctrine du droit» (*Rechtslehre*) un sujet qui n'est pas seulement du ressort de la raison *pratique*. Peut-être parce que le modèle de Kant est celui des sciences de la nature et que la doctrine du droit fait partie de ce que Kant nommait sa «métaphysique des mœurs» (*Metaphysik der Sitten*), Menger se convaincquit (dans quelle mesure à tort?) que Kant n'avait pas d'intérêt pour l'économie – ou plutôt, disons que Menger désapprouve chez Kant le fait qu'il ne voie pas, selon lui, la «raison pure» à l'œuvre dans la science économique: «*Er sieht in der theor[etische] Nat[ional]ök[onomie] keine reine Vernunft!*»¹⁸

Entre Kant et Hume se jouent une conception de la liberté et une vision du libéralisme, avec leurs implications économiques. La conception humienne de la nature humaine (dans le *Treatise on Human Nature*) présente ce paradoxe d'une doctrine libérale qui n'admet comme toute liberté qu'à peine, et avec réticence, une liberté de spontanéité et qui permet cependant de forger un concept de sympathie dont la reformulation autorisa Smith à forger la matrice de l'économie politique classique. Kant, lui, voit en la liberté non pas un schème positif, mais une rétroaction du sujet sur lui-même. Tout cela donnait à réfléchir à Menger quant à un fondement catégorique de la méthode de la science, immanente et causale, et de l'action individuelle, le comportement des hommes dans un cadre de liberté agissante (comme celui des marchés libres) exprimant une conception rationnelle, lui

[17] Emmanuel Kant, *Kritik der reinen Vernunft*, préface à la deuxième édition, Riga, 1787, p. VII. Menger possédait ce volume. Notons qu'à la venue des archives de Menger au Japon, celles-ci suscitèrent un intérêt (également dû aux relations politiques qui s'établissaient avec l'Allemagne) où les exégètes japonais se satisfirent sans doute trop vite d'un prétendu «kantisme» de Menger sur quasiment la seule base de la présence de ces citations. Cf. K. Sugimura, *Inquiry into Menger's Methodology of Social Sciences*, Tokyo, Shogakenkyōkan, 1926; Y. Yamada, *Carl Menger, The Formation of Modern Economics*, 1955. La recherche japonaise contemporaine (citons Kiichiro Yagi, Yukihiro Ikeda, Shigeki Tomo) a naturellement dépassé ce stade de découverte assez primitive.

[18] Überweg, *Grundriss der Philosophie der neuer Zeit*, op. cit., p. 172. Les pages suivantes (pages 177 à 208) ont été détachées du volume et sont sans doute malheureusement perdues. Concernant Kant, nous avons esquissé la démonstration au chapitre I de ce volume qu'il fut sensible aux questions économiques.

semblant ainsi donner un fondement et une spécificité expliquant l'action humaine, différente de ce que les sciences de la nature montraient. Mais c'est une méthode, et pas une ontologie éventuellement naturelle que trouva là Menger, et on ne saurait dire qu'il épousât les thèses de Hume, à quelque niveau de son expression que ce fût : éthique, juridique, politique ou *économique*.

D'ailleurs, le manuel d'Überweg ne contient rien de Hume en tant qu'économiste, alors que ses œuvres sont pourtant importantes, et Menger ne note rien à cet endroit du manuel, alors même que sa théorie monétaire et commerciale (balance internationale des paiements) lui est connue, puisqu'elle apparaissait déjà dans le chapitre sur la monnaie des *Grundsätze* parus antérieurement à sa lecture du manuel. Enfin, la place de l'œuvre de Smith dans cet ouvrage d'histoire de la philosophie étant sans doute bien inférieure à la connaissance que Menger en avait déjà, il est assez naturel que le Viennois se soit reporté à ses propres lectures et ait délaissé les interprétations superficielles d'Überweg sur le titulaire de la chaire de morale d'Édimbourg – il en nota seulement qu'il forgeait « une vision d'ensemble du fonctionnement de la société marchande comme système autorégulé¹⁹ ». Mais le Viennois avait plus à dire sur la révision nécessaire de l'économie politique classique qui commençait là. Si pour bien des œuvres lues par Menger, il est difficile de juger plus avant, les volumes n'étant plus dans le fonds de la bibliothèque, et si l'économiste viennois préfère manifestement Aristote à tout autre des auteurs cités ici, il reste qu'il avait établi les fondements d'un cadre dans lequel replacer le classicisme pour le relire et mieux le critiquer.

2 – Révisions du classicisme :

la lecture par Menger du classicisme selon Say

L'économie politique reste toujours l'objectif que Menger gare de à l'esprit dans ses lectures philosophiques : ses notes laudatives ou critiques portent sur des points d'économie ou de méthode de la connaissance. S'il a conscience d'ancrer des concepts dans des systèmes métaphysiques en saisissant des catégories de l'entendement, il ne se juge

[19] Ceci dit, la notation est juste et on peut noter une expression similaire dans Alain Béraud & Gilbert Faccarello, *Nouvelle histoire de la pensée économique*, Paris, La Découverte, 1992, p. 365.

pas compétent pour les discuter comme tels, mais il cherche leurs implications dans son domaine – il en va ainsi de l'individualisme méthodologique, fruit d'une élaboration attentive.

Le sens de l'intégrité intellectuelle que Menger déploie dans la recherche économique lui fait systématiquement repousser les causes des «avocats» (*Advokaten*) d'intérêts particuliers, sociaux et/ou politiques, défenseurs des propriétaires ou des prolétaires. L'entrepreneur lui apparaît comme le type de l'individu allant de l'avant, entraînant dans son progrès la civilisation entière, non comme un spéculateur, un simple «manager» voire un profiteur²⁰. La science n'est pas affaire de domination, mais de vérité : il en va de la validité de la théorie car, aussi pratique que soit le but ultime de la science appliquée (selon le principe aristotélicien qui la subordonne au politique), elle doit rester *neutre en valeurs* – l'origine de la fameuse *Wertfreiheit* wébérienne n'est pas autre que celle-ci, chez Menger déjà.

La critique mengérienne de l'économie politique des auteurs classiques ne consiste donc pas à leur imputer (au contraire de ce que fait Marx) une position de classe qui expliquerait leurs assertions scientifiques, mais de voir lorsqu'ils présentent des plaidoiries en faveur de tel ou tel groupe social si une approche théorique sous-tend, ou pas, leur position : Menger revendique que la science seule soit l'objectif assigné au penseur, et assumé par lui. Elle est le sien.

Il est certes toujours possible d'objecter que Menger s'illusionne, que cette bonne foi même sincère chez des économistes serait une marque de leur aveuglement, qu'ils fraient avec des praticiens de l'économie (Menger a d'ailleurs lui-même pratiqué le monde des affaires, et il incarne la haute administration de la bureaucratie Habsbourg que combattront les révolutionnaires). Mais aux soupçonneux, il faut répondre en demandant sur quelles bases scientifiques ils avancent leurs reproches, et examiner celles-ci comme si elles étaient dénuées de préjugés afin de juger de leur validité. Si elles s'effondrent, les prétentions annexes, qui en sont comme des sous-produits, tombent

[20] Voir Gilles Campagnolo & Christel Vivel, «Before Schumpeter : forerunners of the theory of the entrepreneur in 1900's German political economy - Werner Sombart, Friedrich von Wieser», *The European Journal of the History of Economic Thought*, 19(6), 2012, p. 909-944 @ et «The Foundations of the Theory of Entrepreneurship in Austrian Economics. Menger and Böhm-Bawerk on the Entrepreneur», *Revue de philosophie économique*, 15(1), n° spécial «Les figures de l'entrepreneur», 2014.

avec elles. Menger anticipe également sur la signification donnée à la «profession-vocation» (le terme *Beruf* joint les deux connotations en allemand) du savant telle que devait la définir Weber.

Ces deux grands critiques du classicisme (Marx et Menger) parcoururent ainsi dans leur révision de l'économie politique des voies antagoniques, dans la théorie comme en pratique. Leurs positions déterminèrent nombre des conflits du siècle suivant. Mais l'économie politique classique, leur adversaire commun, ne doit pas être regardée comme un bloc unitaire. Il y eut des variantes en son sein : Ricardo avait révisé l'œuvre de Smith tout en reconnaissant sa paternité de fondateur, d'autres tentèrent à leur tour, tout en s'inclinant devant l'auteur des *Principes de l'économie et de l'impôt*, de se démarquer de lui dans la doctrine. Bailey chercha un élément de commensurabilité pour l'échange, Say fut à l'origine de réflexions dans un positionnement ambigu avec Ricardo, ce que traduit sa correspondance à laquelle Menger porta un intérêt hors du commun. C'est d'abord à cet exemple que nous demanderons de nous instruire ici quant à la démarche du penseur viennois, avant d'aborder le rapport de Menger à la méthode employée par Say, puis dans la section suivante, à celle du représentant de la forme la plus achevée de l'économie politique classique, à savoir John Stuart Mill.

2.1 – Un exemple de réaction de Menger aux débats classiques : les notes sur la correspondance de Ricardo et de Say

La bibliothèque de Menger contient chacune des six premières éditions du *Cours d'économie politique* de Jean-Baptiste Say, ainsi que la traduction allemande. Elle abrite mais aussi les *Mélanges* posthumes qui comportent la correspondance que l'économiste français avait renoncé à publier²¹. Menger annota plus particulièrement dans ces *Mélanges* posthumes l'échange de correspondance issu d'une lettre du 18 août 1815. Say, en mission d'étude sur la vie économique anglaise pour le gouvernement de la Restauration, avait rendu visite

[21] Say écrivait à l'économiste britannique de la monnaie Thomas Tooke en 1848 : «J'avais prié Francis Place [le traducteur] non de vous consulter sur la traduction qu'il avait entreprise d'un *Essay* économique et d'une petite correspondance entre David Ricardo et moi. [...] Je me suis convaincu que le moment était fort peu propre à une semblable publication. J'ai renoncé à faire paraître ce morceau en Angleterre» (*Œuvres complètes de Jean-Baptiste Say*, Paris, Guillaumin, vol. X, 1852, p. 113).

à Ricardo à sa résidence de Gatcombe Park ; ils avaient entamé une conversation comparant leurs théories respectives. Ils la poursuivirent épistolairement : dans ses lettres Say se montre plein de déférence pour son interlocuteur mais, quoique soucieux de lui complaire, il discute sans cesse les thèses ricardiennes d'une manière qui laisse dubitatif Ricardo. Lui, au contraire, ne le lui envoie pas dire. Sous la politesse et l'empressement mutuels perce toutefois une incompréhension réciproque, et le sentiment assez frustrant pour Ricardo que Say soit ne saisis pas son système quand même il le prétend, soit tente de lui échapper systématiquement²².

Menger est sensible à cet aspect, qui éclaire sa lecture, qui, elle, entend compter les points dans la théorie mais encore observer la méthode mise en œuvre. Dans l'échange dont Menger suit les étapes, lettre après lettre, Say semble substituer sa propre analyse, qui ne correspond pas à la matrice ricardienne *stricto sensu*. Il donne l'impression de pouvoir dès lors agencer à nouveaux frais cette matrice. Mais il n'y parvient pas, finalement, notamment parce qu'il reste attaché à la notion de valeur-travail : quoi que les textes de Say à différentes époques puissent révéler par ailleurs à cet égard, c'est la très nette impression qui se dégage de cette correspondance, et l'interprétation qu'en donne Menger, comme le montrent ses notes²³.

Ricardo reprochait régulièrement à Say de ne pas avoir correctement saisi sa théorie de la valeur-travail et des coûts relatifs de production, de la réduire à une relation directe entre la quantité de travail incorporée dans un produit et le prix de ce dernier, alors que Ricardo compare des relations, celle entre les quantités de travail pour deux ou plusieurs productions impliquant les rapports de prix entre ces produits. Ce n'est pas là un raffinement logique que propose Ricardo mais une solution pour sortir de l'impasse smithienne à ce

[22] L'incompréhension était en partie réelle, on le verra, et la fuite hors du ricardianisme en partie consciente, quoique rarement avouée ouvertement – surtout pas publiquement, comme le montre cet aveu de Say après le décès de Ricardo : « Si j'ai évité de le combattre sous les yeux du public, je soutenais néanmoins à huis clos contre lui quelques combats dans l'intérêt de la vérité » (*Œuvres diverses de J.-B. Say*, Paris, Guillaumin, 1848, p. 279). Say donne l'impression de vouloir se targuer de sa relation éminente.

[23] La section qui suit fut à l'origine d'une publication détaillée dans notre article « Carl Menger, lecteur des économistes libéraux français », *Revue française d'économie*, XXII(4), 2008, p. 139-198. Une version en anglais l'avait précédée : « Origins of Menger's Thought in French Liberal Economists », *Review of Austrian Economics*, 22(1), 2009, p. 53-79 @.

sujet. Or il est vrai que Say, à la suite de Smith, néglige cela et « compose » tout bonnement (et à tort) rentes, salaires et profits pour obtenir le prix du produit à la vente. Cette hérésie au regard de l'attention à la proportionnalité qu'établit Ricardo dans le partage des bénéfices entre salaires et profits entraîne l'incompréhension mutuelle : pour Ricardo, Say échoue à voir les lacunes dans la théorie léguée par Smith, alors même que lui, Ricardo, s'employait à les combler.

Comme nous l'avons déjà noté à propos de ce « partage ricardien » des bénéfices entre salaires et profits, la relation entre ces derniers est nécessairement inverse, ce qui implique que les salaires ne puissent pas « décoller » durablement du niveau de subsistance et que s'ensuive une confrontation entre travailleurs et capitalistes (Marx suit Ricardo). Say, quant à lui, pense autrement : hausse des salaires signifie hausse des coûts, donc des prix (dans une théorie de la valeur-travail) et, inversement, baisse des salaires doit signifier baisse des prix. Cette baisse constitue une sorte de « politique d'offre »²⁴ suscitant un écoulement grandissant des produits, une consommation accrue exigeant une production à son tour accrue.

Tout effort de conciliation est vain tant ces discours sont étrangers. Observer l'évolution de la correspondance par laquelle ils tentent, mais échouent à se faire reconnaître l'un par l'autre devient alors paradoxalement d'autant plus instructif sur les impasses de la pensée classique. La réaction des disciples ricardiens, comme James Mill, allait être d'écarter simplement les remarques de Say²⁵. Menger semble parfaitement saisir ce quiproquo quand il constate que Ricardo répète son grief à Say de ne pas l'avoir compris et d'avoir repris une théorie erronée dans son volume du *Catéchisme d'économie politique* que Say lui a adressé :

[24] Ou plutôt ce qui correspond à une telle politique pour employer une expression anachronique. Nous reviendrons plus loin sur la question des débouchés et de la fameuse loi de Say, qu'on peut, plus ou moins correctement, interpréter comme l'intuition selon laquelle « l'offre crée sa propre demande » ; rien de tel n'est cependant thématiquement ici, et cet élément reste implicite dans ces lettres, nous faisons donc silence à ce propos ici.

[25] « Il [Say] n'a pas compris une seule de vos théories et il n'en a perçu la portée en aucune manière. [...] Le personnage ne sait pas du tout ce sur quoi porte votre ouvrage », écrit James Mill à Ricardo le 24 décembre 1818, à propos des notes que Say apporte dans son *Traité d'économie politique* sur le système ricardien (correspondance qui se trouve dans les œuvres de Ricardo, *The Works and Correspondence of David Ricardo*, œuvres éditées par Piero Sraffa, rééd. Cambridge UP, 1951-1973, VII, p. 375).

L'utilité des choses est incontestablement le fondement de leur valeur, mais le degré de leur utilité ne saurait être la mesure de leur valeur. Une marchandise d'une production difficile sera toujours plus chère que celle que l'on produit aisément, quand même les hommes conviendraient unanimement qu'elle est plus utile que l'autre²⁶.

On le voit, la question débattue porte sur l'utilité, sa nature et son rôle dans l'échange des biens : un bien inutile n'entre pas en question, mais la mesure de la valeur ne dépend pas cette utilité. Ricardo ne peut pas être plus clair : il croit avoir affaire à de l'incompréhension, il rencontre plutôt un refus profond qui trouve mal à s'exprimer.

En outre, les notes montrent que Menger prend parti : il souligne ce qui paraît de la sorte *faux* dans le texte Say à Ricardo, ainsi que les reproches explicites que Say s'attire de la sorte de la part de l'Anglais sont à ses yeux à lui, Menger, ce qui paraît proprement neuf, et signale quoiqu'intuitivement et inexactement encore la possibilité d'orienter la science dans une autre direction. Say aurait pu le faire, et modifier le classicisme en profondeur. L'économie politique classique pouvait conduire à une matrice autre qu'au ricardianisme – mais Ricardo ne pouvait pas le voir, lui qui construisait son système avec assurance. En conséquence, Ricardo méconnaissait complètement ce qui était latent chez Say : «*Er [Ricardo] hat Say total missverstanden*²⁷.»

Constatant l'impasse dans laquelle s'était engagé leur débat, Menger souligne encore plus attentivement ce qui lui paraît rester vrai, encore en son temps (plus d'un demi-siècle après l'échange d'origine) des remarques de Say. Quand Ricardo rappelle qu'«un homme est riche par la quantité de biens qu'il possède», Say répond ainsi par exemple :

Je n'ai point voulu dire comme les stoïciens, et comme vous m'en accusez, qu'on est d'autant plus riche qu'on a moins de désirs, mais d'autant plus qu'on peut acquérir à meilleur mar-

[26] Jean-Baptiste Say, *Mélanges et correspondance d'économie politique*, éd. Comte (posthume), Paris, 1853, lettre de Ricardo à Say du 18 août 1815, p. 93. Les lettres de Ricardo sont en français dans l'édition. Menger les cite aussi dans cette langue dans ses propres notes manuscrites qu'il ajoute à son volume d'épreuves de ses *Grundsätze*.

[27] Carl Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, note manuscrite sur une page intercalaire blanche (face p. 73) dans le volume annoté par l'auteur et conservé dans les archives.

ché les choses qu'on désire, *quelles qu'elles soient*, c'est-à-dire des maisons, des domestiques, des chevaux, si on le désire²⁸.

Say se défend de tout confondre. Ricardo reprochait à Say d'assimiler «richesse», «utilité», et «valeur échangeable». Menger souligne chaque occurrence de l'objection de Ricardo, qui revient toujours. Ricardo visait-il juste ? Une simplification immense en résulterait dans la théorie classique, à savoir d'évacuer tant la problématique du prix naturel et du prix courant, que celle des proportions de valeur-travail intrinsèque dans les produits et, par conséquent, la recherche d'un étalon standard de la valeur dans les produits par lequel leur commensurabilité est assurée, et par conséquent leur échange possible. En réalité, la conception de Say déferait la matrice classique. La clef de voûte de l'édifice ricardien est cependant que si un étalon est nécessaire, il doit être objectif, et qu'il existe toujours, en ultime recours (celui qu'allait signaler Marx) l'élément du travail humain dans la production économique. Tant que ce dernier reste toujours nécessaire – et Smith a manifesté combien il l'était, dans le paradoxe de l'eau et du diamant, et a posé la pensée classique sur cette base –, alors la matrice classique reste inamovible sur son socle. Ricardo peut se croire légitime à la défendre contre les étranges idées de Say...

C'est qu'il manque en somme à Say un appui aussi solide. Que cet appui soit la conception *subjective* de la valeur, pour Menger à son tour, c'est la clef du problème – et le point d'appui sur lequel faire levier pour renverser l'ordre classique que Say n'avait pu que déstabiliser temporairement (et inefficacement)²⁹.

Pour Menger, Say a en somme eu le tort de tenter de se raccrocher à toute force au système ricardien, dont la justesse et la force de ses intuitions l'éloignaient nécessairement. Say aurait-il pu ne pas tenter de résister aux conséquences de ses propres positions ? Il aurait en tout

[28] Say, *Mélanges et correspondance d'économie politique*, op. cit., lettre du 2 décembre 1815 de Say à Ricardo, p. 98.

[29] Seul Menger nous concerne ici ; pour un traitement de la pensée de Say en tant que telle, de son rapport à Ricardo, renvoyons, dans une littérature abondante, à l'ouvrage primé par l'Académie des sciences morales et politiques : Jean-Pierre Potier & André Tiran, *Jean-Baptiste Say. Nouveaux regards sur son œuvre*, Paris, Economica, 2002, notamment, pour le sujet qui nous occupe, les chapitres de Gehrke & Kurz, «Say et Ricardo», de Béraud, «Jean-Baptiste Say et la théorie quantitative de la monnaie» et de Steiner, «La théorie de la production de J.-B. Say».

cas transformé la matrice classique. Or Say juge lui-même «inadmissible dans son excès» la force de son idée principale, à savoir que les prix dépendraient moins de ce qui est incorporé aux produits (rente, travail, profit, tout ce qui constitue le cœur théorique du classicisme) que d'une intensité relative externe à la production et non objectivable qui ressortit à l'offre et à la demande comprises *en général* mais dépendantes du «sentiment» selon lequel on veut, si l'on peut «acquérir à meilleur marché les choses qu'on désire, *quelles qu'elles soient*». Say imagine par exemple de se placer dans le cas où «les difficultés des frais de production se réduiraient à peu de choses ou à rien». Cette voie ferait sortir la matrice classique de l'ornière ricardienne – mais c'est Menger qui voit l'ornière, alors qu'elle demeure pour Say la voie royale indiquée par le grand penseur anglais.

Il suffirait de peu : que cette supposition (l'absence de prise en considération des coûts de production) ne fût pas comprise comme *réelle* (auquel cas, elle est en effet inadmissible), mais simplement *heuristique*, et les frais ne font plus alors la valeur et la composition relative des rémunérations des intrants dans la production n'est plus en question. La question de la valeur, elle, se retrouverait posée sur des bases neuves.

Cependant, Say conserve l'idée de la composition smithienne du prix – il en conserve même une interprétation (comme sommation des rentes, profits et salaires) trop simpliste et fausse, précisément au regard des précautions que Ricardo prend pour éviter les impasses où elle enfermait Smith. L'incohérence inévitable de cette position de Say rend son intuition inefficace, en dépit de toutes ses interventions et des inventions astucieuses qu'il propose à Ricardo pour passer outre la difficulté : par exemple, de distinguer entre richesses «naturelles»³⁰ et «richesses sociales» (travail, capital), ou bien entre profits du capital et de l'industrie. Ricardo écarte ce en quoi il reconnaît aisément des astuces de la part de Say, des détours empruntés pour ne pas en venir à la véritable question. Acculé à se dédire, Say recule chaque fois, et dans une nouvelle lettre, tente de prendre un nouveau chemin détourné.

L'intérêt mais l'irritation de Menger se lisent dans ses notes. Si Ricardo semble échapper à l'incohérence, c'est au prix du maintien

[30] Sur le thème selon lequel la terre est «féconde», un concept hérité des physiocrates et une idée qui demeure toujours naturellement forte dans un pays agricole comme la France.

d'un raisonnement erroné (ou plutôt, que Menger juge tel) qui se trouve réaffirmé d'autant plus posément. Say, lui, n'a en somme pas le courage de la vérité que son discours porte. La frustration devant cette pusillanimité se sent dans les notes de Menger. Selon Ricardo, Say confond revenu brut et revenu net ; Say répond en se réfugiant dans encore plus de distinctions multipliées, entre «richesses *naturelles*» et «*sociales*», entre ceci et cela. Le point souligné est pourtant frappant : ce qui caractérise les «richesses *naturelles*», c'est, dans cette perspective, d'avoir des frais de production *nuls* et de donner lieu à des produits dont il faut cependant évaluer la valeur, et le prix. L'utilité seule peut servir de recours, et la question économique devient de savoir comment l'exprimer. Les «richesses sociales» peuvent toujours rester tributaires de l'analyse de type ricardien. Say avoue son intuition fondamentale à Ricardo quand il lui pose la question suivante :

Maintenant, comment pouvons-nous mesurer l'étendue de l'utilité que nous avons créée dans un produit ? [et il répond à Ricardo :] « M. Say, dites-vous, oublie toujours la différence essentielle qu'il y a entre la valeur en utilité et la valeur échangeable. » Sans doute, je la néglige ; car, en économie politique, nous ne pouvons nous occuper que de la portion d'utilité qui a été donnée avec des frais, car l'utilité sans valeur ne saurait entrer dans l'appréciation de nos biens, pas plus qu'une santé robuste, si ce n'est pour remarquer la jouissance qui en résulte³¹.

Or, ce qui paraît à Ricardo autant de sempiternelles échappatoires de la part de Say agacent l'Anglais, qui se demande où son interlocuteur veut donc en venir. Menger, lui, pense ne voir que trop bien où cela aurait dû conduire le Français : à s'émanciper de la matrice ricardienne, à abandonner la valeur-travail et ses embrouillaminis insoutenables, à refondre et à refonder la science économique. Au lieu de cela, Say multiplie les révérences et les arguties, s'embarque dans des raisonnements abscons, devient proprement quasiment incohérent aux seules fins de satisfaire son interlocuteur. Or Ricardo n'en a pas vraiment cure : il voit seulement qu'il n'est pas compris. Et Say ne juge jamais qu'il en est ainsi, parce que le système de Ricardo serait pris en défaut. Les notes de Menger témoignent alors de sa lassitude devant ce qui devient, dans l'échange de lettres, quasiment une saynète de

[31] Say, *Mélanges et correspondance d'économie politique*, op. cit., lettre de Say à Ricardo, le 19 juillet 1821, p. 114.

théâtre, assez comique dans sa répétition, mais finalement tragique dans les conséquences qu'elle eut sur le devenir de la science.

L'exégète voit dans les marges les signes d'impatience et d'incompréhension grandir : des « ??? » significatifs en marge des passages qui provoquent parfois une réaction positive de Ricardo, lorsque Say en vient à se contredire lui-même de toute évidence. La preuve même de l'impuissance de Say à convaincre Ricardo se lit dans ce jugement, enfin positif, que l'Anglais adresse à son correspondant à la suite d'un exemple portant sur le contenu qu'on peut lire comme « objectif » en valeur d'une masse de métal :

En admettant comme vous que dans une livre de fer, il y ait la même utilité que dans une livre d'or, quoiqu'elle vaille 2000 fois moins, je dis qu'il y a dans le fer 1999 degrés d'utilité que la nature ne nous fait pas payer. [...] Je suis heureux de constater que les différences entre nous sont moindres que je ne l'avais pensé jusque-là³².

Et pourtant, non. En jugeant que Say ne saisissait pas Ricardo, le disciple ricardien James Mill avait assurément en partie raison : Say appartenait à une autre orientation de pensée. Seulement il ne la suivait pas jusqu'au bout, provoquant cette opposition des deux auteurs, qui éclate à nouveau dans les lettres suivant ce jugement de Ricardo, inévitablement. L'aboutissement est cependant clair, le terme du raisonnement patent aux yeux de Menger : Say s'incline, alors qu'il fallait abandonner la valeur-travail et reprendre les choses à nouveaux frais. Say ne s'y résolvait pas, Say restait prisonnier de la matrice ricardienne ; il échouait à lui substituer une théorie neuve, en partie par timidité, peut-être, mais aussi parce qu'elle n'était pas assez cohérente tant qu'elle continuait de vouloir se fonder sur l'erreur dominante de la valeur-travail. Les notes de Menger montrent sa conscience de devoir reprendre les termes du débat à son compte. Influencé par Say, il est désireux de dépasser enfin l'immense frustration née de l'échec de celui-ci.

2.2 – Menger et la méthode de Say

L'effort de contestation du ricardianisme par Say aurait pu entraîner l'économie politique classique sur une autre voie. Il devenait pos-

[32] *Ibid.*, lettre de Say à Ricardo, lettre du 5 mars 1822.

sible, en suivant certaines intuitions de Say de se défaire de l'emprise de Ricardo. Mais cela suffit-il pour faire de Say l'inspirateur principal de Menger, ou pour sauver une version amendée du classicisme ? Il faut répondre par la négative à ces deux questions, comme les archives nous le montrent. La redécouverte de l'intérêt de la pensée de Say concernant l'entrepreneur et le libre marché a pu susciter de l'enthousiasme chez des auteurs contemporains nord-américains de l'école « autrichienne »³³.

La lecture des archives oblige à tempérer cet emballement aussi tardif que maladroitement fondé. D'une part, parce que la tentative de Say tournait court – cela vient de nous apparaître clairement, et Menger l'avait repéré et souligné. C'est en effet peut-être surtout, voire seulement quant à la théorie de l'entrepreneur que Say présente des résultats théoriques « non ricardiens » qui ont perduré. Menger ne semble pas s'y pencher en tant que telle chez Say, bien qu'il ait lui-même des éléments sur cette figure centrale du capitalisme³⁴.

Say ne pouvait s'extirper des difficultés qu'impliquait pour lui de vouloir soutenir à la fois la valeur-travail et la compréhension du fondement du prix dans l'échange en rapport avec l'intensité relative de l'offre et de la demande, de la capacité à vendre la production sans pour autant compter d'abord avec les composantes de son coût. Say devait donner son nom à une « loi des débouchés » dont l'appellation (qui pourrait être tout autant celle de « lois des marchés ») devait lui rester comme propre : elle illustre en effet assez exactement la piste alternative qui l'éloignait du ricardianisme. Rappelons que l'orthodoxie classique envers les thèses de Ricardo impliquait une stagnation à moyen et long terme de la production et du développement même du capitalisme. Pour des raisons qu'il exposa, il semblait impensable à Ricardo que les proportions relatives n'aboutissent pas à un tel état. On en trouve en quelque sorte une transposition, comme pour d'autres

[33] En anglais, citons comme références au contenu intéressant, mais discutable : Kenneth Sanders, « A Note on Jean-Baptiste Say and Carl Menger regarding Value », *Review of Austrian Economics*, 1999, 7(1), p. 141-143 @ ; Joseph Salerno, « The Neglect of the French Liberal School in Anglo-American Economics : A Critique of Received Explanations », *Review of Austrian Economics*, 2(2), 1988, p. 113-56 @.

[34] Cf. Campagnolo & Vivel, « The Foundations of the Theory of Entrepreneurship in Austrian Economics. Menger and Böhm-Bawerk on the Entrepreneur », *op. cit.*

concepts, chez Marx – simplement, la stagnation se transforme chez lui en crise inévitable³⁵.

Say rejette tout bonnement l'idée (ricardienne) d'un état *final* du capitalisme. Le ricardianisme lui paraît peu conforme aux faits (qui sont «nos maîtres à tous» selon une expression que Say aime à répéter et que Menger lui reprend allègrement) et bien pessimiste dans ses prévisions sans pour autant en cela éclaircir les fondements de ce noir pronostic de façon qui paraisse à Say satisfaisante. Quant à Menger, les éléments implicites de la pensée classique lui semblent incongrus : les exemples abondent du manque de correspondance entre la prétention de cohérence de Ricardo qui excelle à culpabiliser son interlocuteur et la réflexion brouillonne que Say mène, en orientant vers la théorie des réflexions issues d'une saine pratique mais sans parvenir à les appuyer solidement sur des concepts adéquats. Il existe chez lui une identification implicite de la richesse et de l'utilité³⁶ à propos de laquelle Ricardo est clairvoyant en en reconnaissant chez Say la tentation mais pour la condamner immédiatement, l'imputer à des idées fausses quand c'est seulement à des fondements différents des siens qu'elles renvoient. Ainsi Ricardo juge-t-il que Say ne comprend pas – alors que Say fait autre chose, en réalité, que ce dans quoi Ricardo s'est enfermé.

Ainsi, aux yeux de Ricardo, Say ne comprend-il pas le mécanisme de l'évaluation en numéraire et en réel monétaire s'il écrit «qu'un manufacturier, pour savoir si son capital est accru, doit faire un inventaire de ses biens, où chaque chose soit évaluée selon son prix courant³⁷». Menger pense saisir là l'intention de Say, à la différence de Ricardo, qui ne l'a pas comprise : Say entend donner une évaluation qui fasse état des capacités d'échange du moment, c'est-à-dire, en d'autres termes, de la valorisation effective au cours du marché du moment, et non pas d'une potentielle valeur objectivement naturelle

[35] Pour prendre une analogie mécanique qui vaut ce qu'elle vaut, comme un moteur qui s'enraye et ne cale pas tout simplement sans faire de dégât, mais implose et oblige à le changer.

[36] Say interprète en fait souvent la formation du prix chez Ricardo comme la sommation des composantes (rente, profit, salaires), ce qui est évidemment faux, et non en termes de proportions relatives, ce que Ricardo croit juste, mais qui n'est qu'une conséquence de ses propres hypothèses – et pas nécessairement exact au regard des faits.

[37] Say, *Mélanges et correspondance d'économie politique*, op. cit., p. 95.

(de ce stock de marchandises que possède le marchand, et qui ne vaudra demain peut-être pas la moitié de sa valorisation actuelle, s'il pouvait l'écouler dans l'instant). Une raison pour laquelle l'Anglais ne voit pas ce que Say veut dire pouvait être qu'il empruntait la vision de *l'industriel*, et non du marchand; pour qui produit les marchandises, celles-ci s'échangent contre d'autres marchandises, la monnaie ne joue qu'un rôle intermédiaire de voile qui couvre la réalité des contreparties matérielles. Say, qui connaît évidemment le principe de l'évaluation et des dévaluations monétaires (dans une France qui en a tant connu avant et durant la période révolutionnaire!), combat cette considération d'un échange de marchandises contre des marchandises dans l'abstrait au nom de l'évaluation que tout entrepreneur fait spontanément de ses ressources. Or il la mène plutôt nécessairement en termes monétaires, fluctuants mais disponibles, plutôt que réels; cela revient à privilégier le niveau du besoin présent de ses contemporains, mais c'est bien de ce besoin que dépend l'écoulement de ses produits. Et il change constamment aux différentes périodes: c'est-à-dire que l'entrepreneur calcule sans cesse la possibilité effective d'écouler ses marchandises sur le marché – il ressort de cette évaluation spontanée, la seule possible, une cohérence profonde avec sa fameuse «loi des débouchés», tandis que la réflexion de Ricardo échoue à prendre en compte ce simple *fait*.

Il eût en somme fallu selon Menger, pour la cohérence du propos de Say qu'il se débarrassât de la valeur-travail, qu'elle n'intervînt en aucune façon chez lui – mais c'était inenvisageable dans le cadre de la fondation smithienne. Aux yeux de Menger, c'est cependant là le fond implicite de la doctrine de Say, que ce dernier n'osa avouer ni à Ricardo, ni à lui-même: il fallait abandonner la valeur-travail. De même, dans la méthode «des faits», qu'il approuve (ses notes en attestent), Menger juge centrale non pas l'induction dont Say se réclamait, mais le souci de voir ces faits se conformer à une conception exacte a priori, comme celle des débouchés qui implique de tenir compte de l'utilité personnelle. Or chaque agent économique a d'abord soin de celle-ci, l'entrepreneur notamment.

En n'étant pas conscient que le rejet de la valeur-travail, d'une part, la primauté de la subjectivité, d'autre part, s'ensuivaient de sa propre réflexion et pouvaient seules le sortir des difficultés qu'il rencontrait, Say avait échoué, tant dans son but, à demi avoué, de

concurrencer la matrice ricardienne, qu'à sortir du classicisme vers une matrice neuve. Le ricardianisme, lui, se déduit de façon cohérente d'une base que Menger juge fausse et néfaste au cadre d'une économie enfin scientifique, tel qu'elle aurait pu devoir être : la révolution du marginalisme devait réussir là où Say s'était enfoncé dans des incohérences grandissantes.

Menger fait un travail d'interprète en lisant la correspondance des deux penseurs. Il le fait pour lui, mais l'impact sur ses conceptions nous paraît fort. Il faut ajouter sa lecture de Malthus. Menger y marque cependant moins son approbation, sinon sur la phrase célèbre de Say, symbolique de sa « loi des marchés » : « J'avance que ce sont les produits qui ouvrent un écoulement aux produits³⁸. » En dépit de nombre de commentaires (parfois émis sans recourir aux archives), Menger ne trouvait donc pas chez Say suffisamment d'éléments pour mener au marginalisme – et cela, pour la bonne raison qu'ils ne s'y trouvent pas³⁹ ! Mais, en relisant avec attention les débats classiques, Menger sut voir chez Say une démarche fondée sur une autre logique que celle de la matrice classique dans la postérité ricardienne dominante. La relation causale demeurerait cependant insatisfaisante chez les deux auteurs pour Menger, et seule une interprétation en termes de besoins individuels pouvait substituer la vision que Say avait de la réalité économique à celle issue de la valeur-travail smithienne et ricardienne. Les notes de Menger sur la correspondance entre les deux auteurs (comme celles sur les œuvres de Ricardo⁴⁰) montrent que si Menger ne fut pas le simple continuateur de Say, ni Say un précurseur du marginalisme, le fondateur de l'École autrichienne sut néanmoins interpréter les hésitations et les reculades de Say comme les symptômes d'un effort théorique nécessaire.

3 – Révisions du classicisme : Menger et la logique de John Stuart Mill

De Smith, Ricardo et Say à leurs successeurs au milieu du XIX^e siècle, les insuffisances, voire les incohérences de la matrice

[38] *Ibid.*, p. 159.

[39] Sur la théorie de Say et « sa » loi, Potier & Tiran, *Jean-Baptiste Say : Nouveaux regards sur son œuvre*, op. cit. est un point des connaissances actuelles.

[40] Menger a aussi annoté la traduction allemande de Ricardo (de 1837, sur l'édition de 1821). Il s'y trouve confirmé dans un détail intéressant les économistes ce qui a été dit dans cette section, que la suivante éclaire également.

classique s'accumulaient. C'est à elles que réagissait Roscher en fondant l'historicisme dans les années 1840. C'est elles que le jeune Marx relevait et qu'il allait tenter de pallier, depuis les *Grundrisse* jusqu'à la dernière version du livre I du *Capital* et des ébauches qu'il donna des livres II et III, qui ne furent pas achevés par lui. Mais ces lacunes et ces inconsistances ne mettaient pas véritablement en péril la matrice classique tant que celle-ci offrait une représentation théorique globale avec laquelle aucune tradition locale (comme le caméralisme germanique) n'était en mesure de rivaliser. Aucune critique ne se présenta avec une consistance logique égale au projet classique.

Et de même qu'il est excessif de lire chez Hegel les préceptes d'un «libéralisme interventionniste» (à la manière de son commentateur postkeynésien, Paul Chamley, par exemple⁴¹), il serait erroné de tirer des visées explicitement révolutionnaires de Marx en politique la conviction qu'il révolutionnait la matrice classique : il la parachevait plutôt, dans ses intentions mêmes, aveugle de ce fait à des lacunes plus profondes que celles dues aux présupposés des économistes bourgeois «vulgaires», des lacunes persistantes qu'il n'allait pas combler. En appelant à des efforts plutôt pour les pallier que pour les renverser, Marx faisait perdurer une compréhension datée, en lui apportant des rustines. Ce processus de sauvetage plus que de révolution (du moins, quant à la science) est expliqué parfaitement dans les paradigmes de Kuhn – il l'est encore mieux, nous semble-t-il, en suivant le concept de «matrices» que nous avons proposé dès l'introduction de ce volume si l'on veut bien lui donner une teinte hégélienne à savoir qu'il n'y a que la deuxième négation qui soit négation véritable : il n'y a de changement que lorsque les premières adaptations qui modifient une tradition, mais en font encore partie, finissent par se révéler inopérantes et disparaissent elles-mêmes. Alors – et alors seulement – une époque a passé.

Le moment advient tôt ou tard où une époque a passé. C'est moins lorsque les limites initiales d'un projet scientifique sont rencontrées par les chercheurs, que lorsque l'objectif initial est reconsidéré à nouveaux frais, non plus seulement pour tenter de ne plus laisser de question sans solution, mais pour poser des questions différentes – ou

[41] Paul Chamley, *Économie politique et philosophie chez Stewart et Hegel*, Paris, Dalloz, 1963.

reposer les mêmes (qu'est-ce que le profit, par exemple?), mais dans une tout autre perspective. Au milieu du XIX^e siècle en Angleterre, on n'en est pas encore là en ce qui concerne la matrice de l'économie politique classique; au contraire, on attend d'elle toutes les solutions.

De cette doctrine classique, c'est John Stuart Mill qui reformulait alors de la sorte l'édifice tout entier en le reprenant aux fondements, en cherchant à l'établir sur un système de logique qui devait en combler les insuffisances. Ses *Principes d'économie politique* (*Principles of Political Economy*, 1848) sont bâtis sur un système de logique (*System of Logic*) publié antérieurement, selon un ordre dont la combinaison des deux ouvrages indique assez le but: faire référence, proposer la version définitive de la science son temps. John Stuart Mill incarne la pensée classique de l'ère victorienne⁴². La méthode philosophique et la théorie économique de Stuart Mill devinrent les «pierres de touche» de la pensée classique de la seconde moitié du XIX^e siècle: la validité de la critique portée par Menger contre le classicisme sans évoquer sa relation à elles. Menger s'occupa d'ailleurs assez de Mill pour que cette influence, dans l'École autrichienne au XX^e siècle, lui ait valu ce reproche: «Menger se trouvait trop influencé par l'empirisme de Mill pour développer son propre point de vue jusqu'à ses ultimes conséquences logiques⁴³.»

Ludwig von Mises fut sans doute porté à ce jugement par une hostilité profonde pour le penseur anglais⁴⁴. Mais formuler ainsi contre le fondateur de l'école dont il se réclame le reproche suffit à montrer combien il lui semblait que Menger avait suivi la voie du classique anglais. Qu'en est-il? Certes, les archives attestent que Menger a *beaucoup* lu et annoté Mill. Mais sa postérité a été avec Mises peut-être trop prompte à dénoncer le manque de caractère radical des

[42] Le Premier ministre, Lord Balfour comparait son autorité en Grande-Bretagne à celle dont avait joui Hegel, «professeur des professeurs» à Berlin pour la génération précédente. Mill avait, fait rare en Angleterre, lu Hegel et correspondu avec Comte sur sa philosophie qu'il jugeait «ténébreuse» (lettre du 22 mars 1842, *Collected Works*, éd. Robson, Toronto, London, Routledge and Kegan, 1963-1991, vol. XIII, p. 509).

[43] Ludwig von Mises, *The Historical Setting of the Austrian School of Economics*, New Rochelle, Arlington House, 1969, rééd. 1984, p. 35 @.

[44] Tandis que Friedrich Hayek, cadet de Mises et son protégé, devait, lui, manifester une véritable fascination pour Mill, et la relation qu'il avait entretenue avec sa maîtresse – à laquelle Hayek pense qu'il dut nombre des idées féministes et sociales qu'il défendit, que Hayek condamnait plutôt, mais que Mises, quant à lui, abhorrait

thèses de son fondateur et l’empreinte du classicisme millien⁴⁵. La question de la pertinence de ce jugement se pose en examinant les pièces. Cette démarche d’enquête minutieuse s’impose à chaque fois qu’un jugement est porté qui implique que l’auteur a subi l’«influence» d’un auteur antérieur : heureusement, les abondantes annotations manuscrites qu’a laissées Menger permettent de la mener ; elles font foi. Ici, il s’agit des notes portées sur la traduction allemande des *Principles* de Mill, que Menger possédait⁴⁶.

Il faut d’abord noter que les correspondances entre annotations montrent que le texte de Mill a effectivement beaucoup servi à Menger lors des révisions de ses propres *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*. Si ces correspondances qu’on relève entre les annotations portées sur les deux volumes prouvent sans conteste l’intérêt de Menger pour Mill, l’examen de leur contenu ne montre toutefois absolument pas un accord systématique ou une influence reçue sans réserve. Menger porte au contraire de nombreuses et violentes critiques contre le texte de Mill : en premier lieu (évidemment, serait-on tenté de dire) contre la valeur-travail reprise par Mill de la révision ricardienne de Smith, mais ensuite également sur la théorie du salaire et celle des usages alternatifs possibles du capital⁴⁷. Les exemples sont multiples. Ainsi dans la «Table des matières» (*Inhalt*) en face de la mention du chapitre V «Énoncés fondamentaux en relation au capital ; § 9 La question des biens matériels est [*ist*] la question du travail⁴⁸», Menger souligne en rouge le verbe «*ist*» et ajoute en marge un «*nicht*» lapidaire et explicite.

De manière générale, et sans entrer en détail sur chaque point, il faut admettre qu’au point de vue de la théorie, Menger ne se range *quasiment jamais* du côté de Mill. Il a biffé par endroits, nombreux, le texte de celui-ci en ajoutant un «*Nein !*» rageur en marge. Plusieurs raisons expliquent aisément ces commentaires défavorables : d’une part, la critique de Menger contre la théorie de Ricardo doit valoir

[45] En dehors de Mises, et sur des bases différentes, un exemple frappant se trouve dans l’article de Ludwig Lachmann intitulé «Carl Menger and the Incomplete Revolution of Subjectivism», *Atlantic Economic Journal*, 1978, vol. 6, n° 3, p. 57-59 @.

[46] John Stuart Mill, *Grundsätze der politischen Ökonomie*, trad. Soetbeer, Hamburg, Perthes-Besser und Mauke, 1864.

[47] Sur ces points, partie I, chapitre 2 des *Principles*.

[48] Nous traduisons de l’allemand de la traduction de Soetbeer depuis l’anglais.

a fortiori contre Mill, qui marque l'apogée de la matrice classique⁴⁹ ; d'autre part, le libéralisme millien est en partie fondé sur des préoccupations sociales et morales exogènes au raisonnement économique⁵⁰.

Il est clair que, comme dans le cas des socialistes «de la chaire», Menger refuse la pertinence de ces préoccupations *au niveau de la théorie scientifique* : c'est là (la question peut se poser différemment sur d'autres plans) un simple non-sens (« *Unsinn !* »). L'agent économique millien substitue trop souvent valeurs et us moraux au simple énoncé des besoins économiques, et dans la mesure où ils sont du genre moral ou psychologique, cela rapporte la méthode de recherche à l'éthique⁵¹.

Si Menger n'explicite pas toujours le principe de neutralité axiologique de la science qu'il propose effectivement, sa méthode exclut nettement que la science puisse se trouver réduite à un quelconque rôle ancillaire. C'est précisément quant aux postulats méthodologiques de Mill que sa critique porte enfin. Le reproche de Mises portait d'abord en effet sur la *méthode*, en soutenant que l'empirisme de Mill influençait la conception mengérienne ; or Menger reprend le mot de Say, à savoir que «les faits sont nos maîtres à tous». Cela a déjà été noté mais chez Menger, cette citation revient souvent (déjà dans ses *Grundsätze* de 1871, *passim* dans ses écrits de méthode).

Menger critique également Mill au regard de Say et souligne les points communs apparents entre eux, qu'il dénonce, mais insiste aussi

[49] Et au moins autant que contre Marx, qui en marque un terme, ou une chute, mais que Menger, quoi qu'il en soit, ne semble pas s'être soucié de lire, voyant en lui plus un pamphlétaire qu'un savant.

[50] Elles furent d'une grande importance notamment au regard de sa postérité, comme le féminisme qu'il contribua à rendre audible. On peut juger que certains héritiers de Menger voulaient mettre en garde contre ces dernières. Hayek ajoute que « [Mill] a probablement conduit au socialisme plus de personnes que n'importe quel autre auteur » (*The Fatal Conceit: the Errors of Socialism*, London, Routledge Press, 1988, p. 148-149 ; trad. Audouin, *La présomption fatale : les erreurs du socialisme*, Paris, PUF, 1993). Le contenu tout entier n'est sans doute pas de Hayek lui-même mais demeure comme son dernier ouvrage.

[51] Selon ce que Menger annote en marge de la traduction de Soetbeer : « *aber die Ursachen moralischer oder psychologischer Art sind* » (mais ces causes sont de nature morale et psychologique) et « *gehört ihre Untersuchung nicht der Naturwissenschaft, sondern der Ethik* » (leur recherche [de ces causes] n'appartient pas à la science de la nature mais à l'éthique). Notes de Menger sur le volume de Mill, *Grundsätze der politischen Ökonomie*, op. cit., p. 17.

sur les différences radicales entre les deux classiques. Il critique un logicisme, qui est propre à Mill, et l'inductivisme que Say revendiquait, et enfin l'empirisme de Mill. Il semble que Menger cherche à mesurer la théorie de Mill à celle de Say, comme il avait pu le faire en lisant la correspondance du Français avec Ricardo : Menger attend de la déduction systématique des contradictions internes à la matrice classique l'ouverture qui en ferait enfin s'échapper effectivement. Depuis son système de logique jusqu'à la structure entière du système de l'économie politique de son économie politique, Mill prétend porter la même vérité dont Say reprochait déjà l'abstraction à Ricardo. Mais Mill pousse la doctrine encore plus loin de la réalité, à laquelle Menger veut rester attaché, et croit que Say avait en vérité entrevu :

Mill se préoccupe de ne pas prendre d'hypothèses contradictoires en elles-mêmes pour qui que ce soit comme prémisses, mais il en vient par là à plusieurs endroits de son ouvrage à des conclusions de caractère formel. Car on ne trouve pas ces hypothèses et ces propositions dans la réalité⁵².

La vision de Menger repose sur un réalisme causaliste qui se fonde sur son aristotélisme, certes sans doute, mais qui le conduit surtout à concevoir l'opération de connaissance comme le « savoir de ce qui est » selon des situations conçues comme « typiques » – d'une vertu, comme dans l'*Éthique à Nicomaque*, d'une notion, par exemple celle de l'échange *réel* effectif où des partenaires entrent en ligne de compte. Inversement, Mill procède par une *induction* qui part de faits pour suivre la forme donnée par la logique à l'enchaînement des propositions. Au fond, Mill et les historicistes ont un élément d'empirisme commun porté à la perfection logique chez l'Anglais seulement car, pour éviter de caricaturer la pensée de Mill, il faut souligner le rôle essentiel que celui-ci donne à la *déduction*, qui survient à la fois chronologiquement et ontologiquement *après* l'induction, mais alors que cette dernière est surtout *heuristique*, et non reconnue comme démonstrative.

Or, dès l'*incipit* des *Grundsätze*, Menger a voulu que la science fût strictement *causale* et la déduction générale sur la base des concepts appropriés et formulés *a priori* : les faits sont les maîtres, mais ils ne

[52] Annotation manuscrite sur le volume de Mill, *Grundsätze der politischen Ökonomie*, *op. cit.*, p. 2.

sont pas des données observées, ils sont les éléments des relations typiques que l'esprit de l'observateur scientifique établit. Ils ne sont pas ce qui permet le raisonnement, qui provient de l'entendement – mais peuvent éventuellement risquer d'en invalider les résultats⁵³.

Il appartient donc à l'économiste de découvrir des causes *réelles* des interactions, mais l'intervention des concepts de l'entendement est le point de départ. Ce qui, pour autant, n'implique pas la nécessité (mais seulement la possibilité) de manifester l'exactitude du raisonnement en usant d'un appareil mathématique, voire logique. Cette forme *possible* n'est pas non plus forcément la meilleure (car elle est statique) et tout dépend de l'explication dont on attend qu'elle éclaire les questions posées⁵⁴.

Au total, Menger juge que Mill se trouve ainsi conduit à un empirisme qui n'explique pas plus les questions économiques fondamentales que ne le faisait l'abstraction chez Ricardo. Le point économique essentiel reste d'ailleurs toujours à résoudre chez ces grands auteurs : comment les prix se fixent-ils effectivement ? Les coûts, d'une part, le marché à l'équilibre, d'autre part, surdéterminent la notion et l'idée que sur le long terme le prix de marché s'égale avec le « prix naturel » relève-t-elle de l'évaluation des proportions relatives des coûts entre deux ou plusieurs productions (dans le cadre de la valeur-travail ricardienne, non de la simple composition retenue par Say, cela a été dit), d'une autre théorie – ou d'une illusion, voire d'un vœu pieux ? La réponse de Mill tient substantiellement (du moins, telle que semble la comprendre et telle que la relève Menger) d'un effet de « lissage » sur le long terme sous l'effet d'un nivellement général autour du niveau dit « naturel ». Mill reprend *ad libitum* l'image de la surface de l'océan globalement égale (et pouvant même dès lors servir de repère pour mesurer les altitudes, le niveau de la mer, comme les prix naturels fournissent donc une référence) tandis que les variations temporaires et/ou locales sont comme les vagues plus ou moins fortes (et donnent

[53] Ici, la différence entre l'« a-priorisme » de Menger et celui de son disciple plus tardif Mises entre en jeu. S'y ajoute la question d'un principe de falsifiabilité qu'allait publier Popper et dont il serait difficile de trouver l'énoncé dans le texte même de Menger. Des éléments sont déjà présents, mais on se trouve de toute manière éloigné des perspectives millienne comme historiciste, elles-mêmes divergentes.

[54] Menger anticipe la manière dont Weber souligne le rôle du cadre de pensée donné par la scientifique en formulant les questions qu'il juge pertinentes.

les prix de marché). Pour Menger, voilà qui n'explique rien : le niveau de cette surface supposée être égale ne demeure-t-il pas un mystère ?

« Mais qu'est-ce qui en est donc le fondement [*Was ist nun aber der Grund hievon*] ? Le point central de la Terre qui exerce l'attraction (comme il en va aussi de la valeur)⁵⁵. »

Menger demande encore, plus prosaïquement encore : « Déterminer la valeur de la chose d'après la valeur de ses éléments, voilà qui est très joli, mais alors, où prendre les éléments de la valeur ? ».

Dans le cadre théorique qu'allaient établir ses *Grundsätze* de 1871, Menger situe sa réponse d'emblée hors du champ classique – même si ces derniers n'avaient pas ignoré le jeu des besoins, ils les avaient jugés impropres à déterminer le prix (comme Ricardo contre Say) : « L'acheteur qui consomme [*konsumtive Käufer*] est la *conditio sine qua non* de la valeur de l'élément [note explicative : composant le produit, c'est-à-dire du facteur de production] ».

Dans ses réponses, Menger feinte une naïveté qui prend en défaut l'édifice classique du logicien anglais : il faut demander dans quelle mesure la satisfaction des besoins individuels que recherchent les agents est prise en compte. Pour Menger, le vice théorique classique radical, la foi dans la valeur-travail, est là plus qu'ailleurs encore en cause. Toute la méthode logique de Mill ne compense pas l'aveuglement, dont l'incapacité à la détermination des prix révèle l'ampleur. Les classiques envisagent la valeur d'usage comme *objective*, pour la rejeter, car cela la rend effectivement intenable, comme Smith l'avait vu à juste titre. Mais l'erreur inaugurale est cette saisie même et conduit Mill à fonder l'économie politique sur une structure logique dont le contenu est par avance déterminé dans une direction erronée.

Mill tentait donc, mais en vain, de fonder la science à nouveaux frais. Préparait-il en quelque sorte la théorie de Stanley Jevons ? Jevons devait apporter, lui, au même moment où Menger publiait ses *Grundsätze* (et alors que Walras élaborait l'équilibre général qu'il allait publier en 1874) les outils pour la mutation théorique à opérer qui devait conduire à la matrice marginaliste. L'approche de Jevons aussi est de type logique. Telle qu'il la présente dans l'introduction de

[55] Cette citation et les suivantes se trouvent sur le volume de Mill, *Grundsätze der politischen Ökonomie*, op. cit., les notes portées aux livres I, chap. V, § 9 (déjà évoqué) et livre III, chap. III, § 2. Dans l'expression « *Wert des Elementes* », « élément » désigne les facteurs de production.

sa *Theory of Political Economy* de 1871, elle s'apparente à un équilibre compris en termes de mécanique statique, en étant redevable à l'utilitarisme de Bentham et de Mill pour l'évaluation du plaisir, comme le texte le dit :

La théorie de l'économie ainsi considérée présente une analogie étroite avec la science de la mécanique statique (*Statistical Meccanos*) et les lois de l'échange se trouvent ressembler aux lois de l'équilibre d'un levier (*Laws of Equilibrium of a lever*) ainsi que le principe des vitesses virtuelles (*principle of virtual velocities*) les déterminent. [...] La nature de la richesse et de la valeur (*Wealth and Value*) s'explique en considérant des quantités infiniment petites de plaisir et de souffrance (*infinitely small amounts of pleasure and pain*), de même qu'on fait reposer la théorie de la [mécanique] statique (*Theory of Statics*) sur l'égalité de quantités infiniment petites d'énergie⁵⁶.

Jevons introduisait les outils mathématiques adéquats à cette recherche avec les dérivées et la mathématisation de la fonction d'utilité (censée représenter une satisfaction de l'agent dont le statut conceptuel et le sens *subjectif* restent alors encore imprécis). La fonction croît (dérivée première de la fonction positive) à un rythme décroissant (dérivée seconde négative) avec la satisfaction de l'agent considéré⁵⁷. Jevons substitue une utilité subjective dans l'intention à la valeur-travail ; il fait échapper l'analyse de la matrice classique, mais quel est l'agent en question ? Est-ce son individualité, sa subjectivité, son idiosyncrasie qui sont ainsi appréhendées – ou quelque autre notion ? Cet agent standard dont la formulation privilégie la statique au mouvement dynamique de la vie individuelle est-il de la même nature que celui de l'individualisme méthodologique autrichien ? Toujours est-il que le résultat semble au plus proche dans une perspective d'analyse d'utilité, et au plus loin, dans la perspective de la nature reconnue à l'agent, de ce que Menger conçoit.

Un élément reste déterminant : Menger affirme toujours le mouvement, et donne priorité au processus même. Quoiqu'il modifie la

[56] Stanley Jevons, *Theory of Political Economy* [1871], rééd. 1965, p. VII. Nous traduisons ce passage de la préface et renvoyons le lecteur à l'étude de Sandra Peart sur le sujet : *The Economics of W. S. Jevons*, London and New York, Routledge, 1996.

[57] La formulation mathématique pour l'utilité u fonction de la quantité de biens q , c'est-à-dire $u = f(q)$, est alors très légère : $u' = f'(q) \geq 0$ et $u'' = f''(q) \leq 0$. Ces premières formulations faisaient déjà sortir du cadre millien et de la matrice classique.

tradition benthamienne⁵⁸, Jevons maximise statiquement une forme de «jouissance» ce à quoi les notes de Menger montrent l'hostilité du penseur autrichien. Mais Menger l'exprime contre un auteur qui a été précisément redécouvert par Jevons, l'Allemand Gossen, dont les réflexions avaient fait long feu à leur publication au milieu du siècle. Le prochain chapitre doit permettre de discuter la lecture de Gossen par Menger. Concernant Jevons, il est malheureusement difficile d'aller plus loin car les archives ne montrent pas de textes de Jevons annotés par Menger et, à la différence de Walras, il n'y a pas de correspondance pour délivrer des éléments. Menger suivait de toute manière une voie différente et récusait le calcul conséquentialiste de type utilitariste. Quant au libéralisme prégnant de la tradition anglaise, Menger n'entendait pas se prononcer à son propos sinon d'un point de vue historique et pédagogique⁵⁹. Pas plus que les thèses socialisantes ou la cause féministe, Menger ne voyait là en soi d'argument pouvant à quelque titre valoir comme tel pour servir d'argument dans le cadre de la recherche digne de la science.



Concluons que, dans sa longue et sérieuse fréquentation des auteurs qui ont alimenté le libéralisme anglo-saxon, et l'importance que leur donnait le fait que l'économie politique classique fût principalement britannique, et que le *mainstream* de l'économie néoclassique devait également se déployer en contexte anglo-saxon, Menger jugeait avec attention et sévérité la «compatibilité» des matrices ainsi formées avec les tâches véritables de la science.

[58] On peut renvoyer en français à Nathalie Sigot (*Bentham et l'économie : une histoire d'utilité*, Paris, Economica, 2001), qui a réévalué la place de la théorie benthamite au regard rétrospectif de l'évolution chez Stanley Jevons et montré l'importance de cette évolution.

[59] L'enseignement que donna Menger des fondements de la doctrine libérale au Kronprinz lui fut reproché à la Cour ; il consistait cependant dans les éléments de formation les plus répandus présentés de manière très neutre. Cf. Erich Streissler, « Carl Menger on economic policy : the lectures to Crown Prince Rudolf », *History of Political Economy*, 1990, n° 22, supplément annuel ; Bruce Caldwell (ed.), *Carl Menger and his Legacy in Economics*, Duke University Press, 1990. Rappelons la référence de la traduction anglaise des leçons : Erich Streissler (ed.), *Carl Menger's lectures to Crown Prince Rudolf of Austria*, trad. Streissler & Good, introduction et notes d'Erich W. Streissler, Aldershot, Brookfield, 1994 (le texte en allemand figure avec sa traduction anglaise en regard, texte établi à partir des notes de l'archiduc d'Autriche Rodolphe).

Reprenons dans cette édition ces mots du préfacier de la première édition, tant ils sont avisés et appropriés ici : « Il est vrai que la philosophie britannique de la nature humaine s'est jugée – en raison de l'universalité idéale visée dans son objet, l'*homo economicus* se libérant lui-même réellement dans le développement historique du marché mondial – comme une pensée véritablement universelle élevée au-dessus des conflits opposant les métaphysiques abstraites. Naïveté insulaire qui allait se heurter à la critique continentale ».

Cette naïveté allait prendre un tour étrange quand la confrontation allait devenir directe chez nombre de penseurs de l'École autrichienne dans la postérité de Menger, une fois ceux-ci exilés, en raison des bouleversements de l'histoire européenne au XX^e siècle, du continent européen vers la Grande-Bretagne et les États-Unis. Bref, de la *Mitteleuropa* jusqu'au *Midwest* (au moins pour certains) et, quel que fût le lieu de destination, en présence d'un milieu *exclusivement* nourri des influences analysées dans ce chapitre. Sous la contrainte de l'exil, le cadre de pensée né de l'héritage continental devait sombrer de différentes manières chez eux, selon leurs propres cadres de pensée et l'héritage transporté.

Dans le cas du fondateur, un demi-siècle plus tôt, la pensée spéculative de langue allemande, même au crible du scepticisme viennois, demeurait le socle à l'aune duquel était jugée la tradition philosophique anglo-écossaise. De Menger ne devaient certes pas venir les accommodements avec le statisme et l'utilitarisme, comme dans le marginalisme de Jevons (ou la synthèse à venir d'Alfred Marshall vers un néoclassicisme dont on peut estimer, tout compte fait, que Menger l'aurait rejeté). La postérité du Viennois ne devait donc jamais se dissoudre complètement dans le *mainstream*. Elle le devait, comme les lectures de Menger pouvaient le laisser effectivement déjà pressentir et viennent le confirmer, à l'esprit de critique qui effectuait un partage, au sein de la pensée classique et libérale, entre ce qui était mort de ce qui demeurait vif pour une réforme de la science économique. Ce fut la révolution marginaliste, aux origines de laquelle il convient d'examiner maintenant le rôle de Menger.

CHAPITRE III

Menger, aux origines du marginalisme

En 1959 et 1960, l'historien de l'utilité marginale Emil Kauder, émigré aux États-Unis comme nombre d'économistes autrichiens, a relevé une partie des notes portées par Carl Menger sur les volumes de sa bibliothèque. Vendue par sa veuve en 1922 à des négociateurs mandatés à Vienne par l'université de commerce de Kanda, à Tokyo (devenue l'université Hitotsubashi), cette bibliothèque nous a également fourni, après Kauder, les notes qui ont servi à établir les résultats obtenus ici.

Le travail de Kauder, accompli avec les moyens de l'époque, et relativement peu connu (notamment l'article qu'il a publié à Tokyo en 1959) demandait à être révisé en profondeur et complété, mais il fut séminal et il demeure essentiel par le souci constant de renvoyer aux textes originaux mêmes. La bibliothèque de Menger avait été l'une des premières bibliothèques privées d'Europe et le lieu de réunion du séminaire privé auquel avaient participé Eugen von Böhm-Bawerk, Friedrich von Wieser, Eugen von Philippovich et nombre d'autres élèves et, pour certains, disciples de Menger¹.

[1] Peu de commentateurs ont ensuite partagé le soin de Kauder. Il convient néanmoins de citer Kiichiro Yagi et Yukihiro Ikeda, parmi les érudits japonais qui se sont penchés sur cette bibliothèque qui est donc maintenant conservée au Japon. Le reste des archives personnelles (carnets, correspondance) conservées par la veuve de Menger fut emporté par son fils, le mathématicien Karl Menger lors de son émigration aux États-Unis et récupéré après son décès en 1990 par Roy Weintraub, de l'université de Duke. Nous avons pu examiner tous ces documents à loisir pour les présentes recherches à la bibliothèque de Hitotsubashi et à la bibliothèque Perkins. En ce qui concerne le centre d'archives japonais, il faut suivre les détails d'un transfert mouvementé où les archives échappent à la fermeture de la frontière autrichienne, aux troubles en Allemagne, au grand tremblement de terre du Kantô en 1923 et même aux bombardements américains de la Seconde Guerre mondiale), et en détaillant leur contenu, nous avons retracé les péripéties et les richesses de ces archives dans deux articles : Gilles Campagnolo, « Le Fonds Carl Menger de l'université de Hitotsubashi », *Japon*

Comme il est clair d'après les chapitres précédents, des précisions précieuses peuvent être tirées des annotations de Menger à propos de ses lectures, portées dans les marges des ouvrages mêmes. Menger fit également des corrections, demeurées jusqu'ici inédites, sur les volumes de ses propres œuvres envoyés à lui par l'éditeur. Menger avait entendu réviser son texte. Il faut ajouter à cela sa correspondance avec Walras, autre père fondateur de la théorie marginaliste. La tradition historiographique a longtemps assimilé, sinon confondu, les idées de Menger et de Walras avant de mesurer, plus récemment, et, depuis lors, de souligner l'étendue de leurs divergences².

Pour ce faire, il nous semble que, comme dans les chapitres précédents, seul un recours systématique aux archives peut au mieux (et jamais parfaitement) garantir l'exactitude des affirmations que les commentateurs ont émises sur les affinités et les différences entre les auteurs. En ce qui concerne Menger, dans un premier temps, les sources économiques germaniques permettront de saisir l'évolution du «raisonnement à la marge» et de considérer dans un second temps le «marginalisme» de Menger³.

Menger lut non seulement ses prédécesseurs, nous en avons fourni des exemples détaillés dans les deux chapitres précédents, mais ses contemporains à Vienne. Parmi eux, citons Lorenz von Stein, son col-

Pluriel 4, Philippe Picquier, 2001 et «La bibliothèque viennoise de Carl Menger conservée au Japon : étude des sources d'une pensée économique», *Austriaca*, n° 50, «Vienne 1900», 2000 ; et dans des publications sur le devenir des archives, notamment en Allemagne : «Deutsche Archive in Japan und das Beispiel Carl Menger – Mit der Liste deutscher und österreichischer Archive von Sozialwissenschaftlern in universitären Sondersammlungen in Japan», in Heinz Kurz (dir.), *Schriften des Vereins für Socialpolitik Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften*, Duncker & Humblot, Berlin, p. 131-177.

[2] La correspondance de Walras (incluant les échanges avec Menger) a été publiée par William Jaffé dès 1965. Les divergences entre les deux auteurs ont été souvent soulignées depuis les travaux d'Erich Streissler, car définir le marginalisme en termes d'équilibre (général ou partiel) et d'allocation optimale des ressources permet déjà de différencier ces pensées. Mais cela suffit-il ? Le présent chapitre contribue à discuter cette question.

[3] La tradition historiographique a insisté sur la conception individualiste inhérente à l'idée de valeur fondée sur l'utilité au lieu du travail (à la fois chez Walras, Menger et Jevons). Mais, les chapitres précédents l'ont montré, l'utilité au sens de Menger ne se laisse pas reconduire à l'utilitarisme britannique et l'individualisme méthodologique que définit Menger se différencie par son approche profondément ancrée dans le subjectivisme. Nous limiterons ici notre analyse à ce qui concerne le raisonnement qui donna son nom à la révolution théorique ainsi opérée, la théorie où la valeur d'échange est fonction de l'utilité de la dernière unité disponible d'un bien.

lègue bienveillant à son égard (puisqu'il l'avait recommandé comme professeur en 1870). Menger allait rédiger une notice nécrologique louangeuse. Mais sur le volume de Stein qu'il possédait, il notait toutefois des remarques beaucoup plus sévères, comme celles-ci : « On pourrait parodier ici le mot selon lequel les mots servent à couvrir la pensée et dire que la science est ici considérée de sorte à rendre le connu inconnaissable et le simple incompréhensible », et ailleurs : « Stein appartient à ce genre d'écrivains, heureusement rares en Allemagne, qui s'en prennent au lecteur compétent avec des lubies avancées par inadvertance en vue de le moraliser⁴. » Ces notes parlent assez pour indiquer que Menger n'appréciait pas l'œuvre de Stein... mais on notera qu'il utilisa malgré tout certaines formulations reprises de lui pour son propre travail : les archives le montrent, et nous avons souligné l'importance dans le chapitre sur l'économie administrée dans la deuxième partie⁵.

Les historiens s'accordent également pour reconnaître à certains économistes viennois, en particulier le prédécesseur de Menger, Hans von Mangoldt, d'avoir effleuré le concept d'utilité marginale et/ou commencé d'utiliser les outils importés des mathématiques en économie. Pourquoi alors attribuer à Menger la fondation du « marginalisme viennois »⁶ ? En premier lieu, on trouve des occurrences d'idées proches de cette nouvelle conception, mais elles ne sont pas centrales chez les auteurs antérieurs qui les formulent. Menger, en revanche, ancre ce raisonnement au cœur de sa pensée sur l'échange.

En second lieu, quant à l'usage des mathématiques, qui est d'ailleurs indépendant, il est le plus souvent seulement illustratif chez les mêmes auteurs, et de caractère superfétatoire : ainsi, Mangoldt allait-il de lui-même, et à rebours de la tendance qui devait plus tard imposer la présence de mathématiques en économie, supprimer

[4] Notes manuscrites de Menger sur ses *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Wien, Braumüller, 1871, p. 112.

[5] Nous y avons déjà signalé l'étude de Kaethe Mengelberg, introduction de la traduction anglaise, *History of the Social Movement in France, 1789-1850* [1964], Totowa, Bedminster Press, 1989, p. 5. Mengelberg ne connaissait pas les archives avec ces propos moins amènes de Menger – elle montre également une lecture assez naïve.

[6] L'attribution semble exacte, si l'on accepte l'idée qu'existe un courant tel que le « marginalisme autrichien ». Je conteste une interprétation récente de Menger, sans doute trop pressée à se défaire des assimilations erronées du passé : Erich Streissler, « To what extent was the Austrian School Marginalist? », *History of Political Economy*, 4(2), 1972, p. 426-441 @.

la partie géométrique de la seconde édition de son *Grundriss der Volkswirtschaftslehre* alors que la première édition la présentait. La raison est que l'outil vaut la peine s'il accompagne une démarche heuristique. C'est le cas de la révolution opérée par le concept d'équilibre général de Walras, mais pas chez ces auteurs. Ils partagent cependant avec ce dernier (quand ils ne sont pas historicistes) un certain statisme dans l'analyse. Menger, lui, le refuse au profit d'une analyse dynamique de l'échange économique vu comme processus.

Pour saisir cette double opposition de Menger à ses prédécesseurs prémarginalistes et à ses contemporains fondateurs du marginalisme, il faut saisir ses intuitions au fil de ses lectures, pour mettre en évidence les termes de la nouveauté qu'il apporte ; au regard des archives, l'étude des lectures d'Hermann Gossen et de Karl-Heinrich Rau s'impose. Le premier demeura en apparence étranger aux débats de son temps, exposa les lois de l'échange humain dans l'*Entwicklung der Gesetze des menschlichen Verkehrs*⁷. Il conviendra enfin de voir dans sa correspondance avec Walras, l'élément irréductible qui montre son originalité.

1 – Menger lecteur de l'*Entwicklung der Gesetze des menschlichen Verkehrs* de Gossen, une source d'inspiration pour Menger ?

Le raisonnement «à la marge» et la notion de maximisation de la jouissance que Gossen avait élaborés restèrent longtemps ignorés. Gossen fut plus tard reconnu comme un précurseur, au point que l'économiste italien Maffeo Pantaleoni accusa Menger de plagiat à son égard. Mais les notes de Menger sur le volume de l'*Entwicklung der Gesetze des menschlichen Verkehrs* qu'il acquit permettront ici de faire justice. En effet, les dates figurant dans les notes que nous y avons relevées suggèrent que Menger n'étudia le travail de Gossen qu'après la publication de ses propres *Grundsätze*. L'accusation de plagiat, formulée dès le début du XX^e siècle (d'autres suivirent Pantaleoni), doit déjà être écartée du point de vue chronologique puisque Menger a acquis l'ouvrage assez tard⁸ – même s'il en avait sans doute eu connaissance

[7] L'auteur et son texte furent rappelés à l'attention des économistes par Walras dans l'article «Un économiste inconnu», pour le *Journal des économistes* en 1885, soit quarante ans après l'ouvrage.

[8] Hermann Gossen, *Entwicklung der Gesetze des menschlichen Verkehrs, und der daraus fliessenden Regeln für menschliches Handeln*, Braunschweig, F. Vieweg und Sohn, 1854.

par la mention qu'en fait son collègue viennois Julius Kautz dès 1858⁹. Mais il ne semble pas lui avoir porté attention alors. Menger s'est procuré l'ouvrage de Gossen (qui était devenu quasi introuvable depuis 1854) le 8 mai 1886 (Menger notait sur les volumes leur date d'entrée dans sa bibliothèque) et il n'a donc pas pu l'utiliser dès 1871 (sauf à supposer un emprunt improbable). Il a annoté le volume et porté à la main des remarques correspondant à ses réflexions sur ses propres *Grundsätze* : or Gossen figure dans les annotations manuscrites inédites sur les volumes d'épreuves, mais pas dans le texte de l'édition originale. Menger se montra donc critique, mais non plagiaire ! Quant aux remarques qu'il porta sur son volume de l'ouvrage de Gossen, nous avons relevé ce contenu en correspondance avec les notes sur son volume des *Grundsätze* conservé au Japon¹⁰.

Juger de la pertinence de l'influence reçue de Gossen par Menger à partir d'un exposé du raisonnement à la marge tel qu'il apparaît dans l'œuvre de Menger ne peut pas suffire : c'est à partir de la lecture mengérienne du *Développement des lois de l'échange entre les hommes, et des règles qui en découlent pour le commerce des hommes* qu'il faut revenir à la question. Gossen est aujourd'hui reconnu comme sans doute le premier à avoir énoncé le « raisonnement à la marge ». Qui était-il ?

Hermann Gossen (1810-1858) a connu la carrière sans éclat d'un petit fonctionnaire, à Berlin puis dans les territoires occidentaux de Prusse jusqu'en 1847. Entrepreneur malheureux en assurances contre la grêle, mais bon mathématicien de formation autodidacte (ce sont des cours de droit qu'il suivit à l'université de Bonn, à partir de 1829, puis à Berlin, auprès de Savigny et Hoffmann), il rêve de gloire académique. Il publie l'œuvre de sa vie, avant de mourir du choléra en en révisant l'édition à compte d'auteur ; le texte reste totalement

[9] Julius (Gyula) Kautz, *Die Nationalökonomie als Wissenschaft*, Wien, 1858, p. 9 ; *Die geschichtliche Entwicklung der Nationalökonomie*, Wien, Gerold, 1860, p. 704.

[10] Envoyés par l'éditeur Braumüller (et déjà maintes fois cités ici), il y avait trois volumes sur lesquels des notes manuscrites étaient portées. Le n° 3 se trouve au Japon, les deux autres allaient être emportés aux États-Unis par le fils de Menger et servir à la seconde édition, posthume (1923) que le fils de Menger porta à terme. Or Menger fils modifia assurément cette édition posthume dans un sens parfois propre à lui plus qu'à son père. Le volume conservé au Japon reste donc seul à faire absolument foi de ce que Menger père souhaitait voir révisé.

méconnu jusqu'à ce qu'en 1870 un certain Dr Lange le sorte de l'oubli et surtout, Walras et Jevons, puis Menger et tous les marginalistes, le redécouvrent.

Que Menger pensa-t-il du livre ? Tout d'abord, il lit que tout découle chez Gossen d'un premier principe, qu'il nomme «loi de jouissance» et qui est une maximisation globale : «[*Die Gesetze des Genießens*] : L'homme doit diriger ses actions de sorte que la somme des jouissances de sa vie soit la plus grande^[1].»

Gossen proclame beaucoup plus qu'un simple utilitarisme avec cette loi. En justifiant l'égoïsme individuel par la farouche détermination à jouir que chaque individu poursuit, il formule un premier principe de maximisation de la jouissance qui s'ensuit chez Gossen d'une idée de décroissance marginale : au fur et à mesure que la somme totale de jouissance obtenue augmente, chaque objet de nouvelles jouissances en procure, selon Gossen, une dont l'intensité est moindre que la précédente. Par le moyen de cette décroissance de la jouissance obtenue, qui diminue (mais pas encore de l'utilité espérée qu'on pourra lire chez les marginalistes), il articule un dispositif rendant la jouissance maximale, établissant le concept de «plus grande somme des jouissances de la vie [*Lebensgenusses*]» d'emblée attaché au seul agent individuel.

Par ailleurs, cette somme de jouissance est *quantifiable*. Les mathématiques s'introduisent donc dans la construction de la science économique. Enfin, contrairement à la formulation qui fait penser à une somme globale, la jouissance telle que la conçoit mathématiquement Gossen en utilisant l'outil mathématique des dérivées est toujours *instantanée* : le calcul n'est pas celui d'une moyenne, mais d'une dérivée première (de même qu'en physique, elle permet de distinguer vitesse moyenne et vitesse instantanée). Quand le «brigand utilitariste» invoqué par Bentham (et par le marginaliste Jevons) calcule coûts et bénéfices du méfait qu'il se propose de faire, son calcul est *intertemporel* (il porte sur au moins deux périodes), tandis qu'en proposant une fonction dont la dérivation donne la mesure de la dernière jouissance obtenue, Gossen formule le premier raisonnement «à la marge».

La notion d'instantanéité de la jouissance prend parfois chez Gossen un caractère fantasmatique étonnant : dans son texte, le «jouir» (*das*

[1] Gossen, *Entwicklung der Gesetze des menschlichen Verkehrs*, op. cit., p. 4. Nous traduisons.

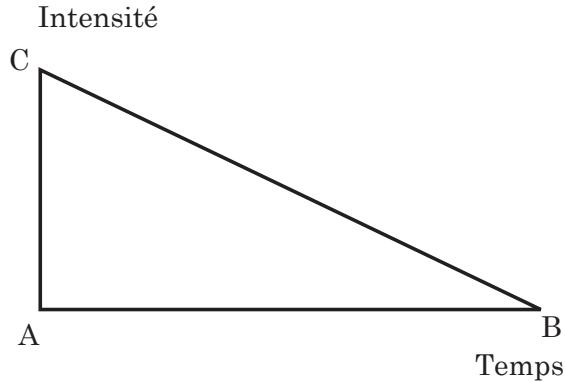
Genießen) est au-dessus de tout critère moral, il est une nécessité logique, spontanée et vitale de l'individu, qui se trouve sciemment réduit à sa satisfaction matérielle. Cet agent économique, contre lequel aucune objection ne prévaut, cherche son bien sous l'unique forme de la plus grande sommation de jouissances terrestres. C'est là un principe à la fois de méthode et de foi dans le jouir pour Gossen qui révoque, avec tout espoir de salut divin, tout jugement moral sur la jouissance matérielle ; il s'agit seulement de l'évaluer et l'amoralité est un caractère de l'utilité économique. Gossen finit par proposer un impératif catégorique *immoral* du jouir qui doit prévaloir (mais il ne donne aucun critère de règlement des conflits qui seront engendrés sous les contraintes subies, budgétaires par exemple) pour l'individu et entre les agents.

Si la distinction entre jouissance totale et jouissance instantanée est présente, en revanche aucune théorie des biens économiques autre que la somme de la jouissance maximale des *biens* n'apparaît. Menger souligne cette limite comme nuisible à la cohérence du raisonnement gossénien maximisateur. D'ailleurs, les classiques avaient déjà dégagé des lois des « rendements décroissants », en particulier dans un domaine tout autre, celui de la rente des parcelles agricoles exploitées (en commençant par la plus riche, ce qui crée un différentiel à chaque nouvelle bande de terre mise en culture). Mais dans ce raisonnement, notamment dû à Malthus et à Ricardo dans sa théorie de la rente foncière différentielle, la loi de décroissance ne portait que sur des biens séparés et elle restait de nature strictement objective.

Gossen la rend *subjective*, portant sur des unités de jouissance ressenties par l'agent, et *individuelles*, car cette loi s'applique à la capacité individuelle de retirer de la jouissance au fur et à mesure de la consommation des biens. Selon Gossen, l'agent cherche à se procurer les objets dont il pense qu'ils lui offrent toujours plus de possibilités de plaisir, en renonçant à tout nouvel objet dont il ne tire pas une jouissance au moins égale à la dernière qu'il vient d'obtenir. Ce faisant, l'agent augmente certes la somme totale de ses jouissances, mais il faut aussi voir que la part de chaque nouvel objet de plaisir dans le total diminue.

Gossen représentait cette géométrisation de la sensation par un triangle à « pente » négative dont l'interprétation psychologique est que la jouissance s'émousse jusqu'à parvenir (asymptotiquement,

si le raisonnement est conduit exactement) à la satiété (*Sättigung*). Remarquons que ce terme, significativement, ne devait pas apparaître chez Menger. L'idée apparaît sous une forme plus détaillée dans l'ouvrage, mais sa forme schématique est :



Que cette première loi de Gossen soit le fruit d'une analyse psychologique envisagée comme telle ou pas, il n'échappe pas à Menger qu'elle doit susciter des interrogations^[12]. Dans les années 1880-1890, la théorie autrichienne était souvent identifiée à la psychologie de Weber-Fechner (et nommée « École psychologique », ainsi par Kraus), mais ceci par confusion comme le montrera Max Weber^[13].

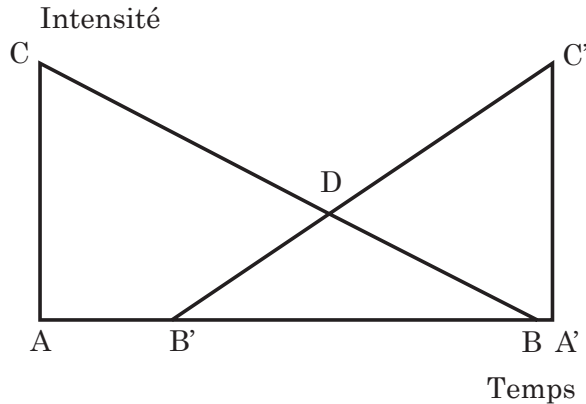
Ensuite, Gossen *compare* les jouissances occasionnées par deux biens qu'il met en regard et il joint un principe de substitution à son raisonnement à la marge : tant que la dernière unité que l'on peut recevoir du premier bien procure plus de jouissance qu'une unité supplémentaire du deuxième, elle lui est préférée. La comparaison entre les degrés de jouissance se poursuit jusqu'à ce que l'unité du deuxième bien ne soit

[12] Menger lui-même allait s'intéresser à la psychologie ultérieurement, comme en témoignent ses carnets les plus tardifs (datés des premières années du XX^e siècle), conservés à la Bibliothèque Perkins (université de Duke).

[13] Max Weber, *Die Grenznutzlehre und das psychophysische Grundgesetz* [1908], in *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*, J.C.B. Mohr, Tübingen, 7^e éd., 1988, p. 384-399. Sur ce point, voir notre analyse : « Was the Austrian School a "Psychological" School in the realm of Economics in Carl Menger's view ? », in Gilles Campagnolo (ed.), *Carl Menger. Neu erörtert unter Einbeziehung nachgelassener Texte/Discussed on the Basis of New Findings*, Frankfurt/Main, Peter Lang Verlag, 2008, p. 165-186. Il existe une version japonaise de ce texte publiée avec Naoki Matsuyama : *Economic Studies. Journal of Economics of Hokkaido University* (in Japanese), 62(3), Hokkaido UP, p. 177-206.

plus préférée ; ce dernier détermine la valeur attribuée par l'agent tandis que l'instant de l'égalisation (où les jouissances offertes s'équivalent) donne un point appelé « point d'indifférence » entre les jouissances. Leur « nature » permet encore de les différencier, mais leur intensité est égale et donne en même temps le point où la somme totale de jouissance que peut procurer la combinaison des deux biens est maximale.

Les courbes d'indifférence de l'analyse microéconomique devenue standard depuis lors relèvent de ce même type de réflexion. En effet, si l'on acquérait une unité supplémentaire de l'un des deux biens, la jouissance procurée par une unité supplémentaire de l'autre resterait supérieure – et on la préférerait. L'agent atteint donc un maximum. En termes mathématiques, il égalise simplement les dérivées premières qui représentent des jouissances *instantanées*. Cette formulation mathématique est ce qui fait de Gossen un précurseur également dans la tentative de formaliser son propos. Gossen l'illustre d'ailleurs géométriquement, avec force détails et schémas. Nous ne les reproduisons pas ici¹⁴, mais on se contentera du schème qui fait pendant au précédent triangle, celui des deux triangles inversés dans le principe :



Dans ce schéma, les triangles ABC et A'B'C' représentent l'intensité de jouissance ressentie dans le temps selon une abscisse inversée.

[14] Le lecteur les trouvera commentés chez Paola Tubaro, « Les mathématiques du plaisir et de la peine : la théorie du choix individuel de Hermann Heinrich Gossen », in Alain Alcouffe & Claude Diebolt, *La pensée économique allemande*, Paris, Economica, p. 245-267. Tubaro poursuit cette veine dans « A tale of two destinies : Georgescu-Roegen on Gossen », *History of Political Economy*, 46(1), 2014, p. 33-54 @.

Leurs hypoténuses, de pente négative, indiquent la décroissance de la jouissance pour chaque bien, et concourent en D, point du maximum de jouissance combinant les deux biens. Gossen tente d'étendre le raisonnement à tout bien supplémentaire par principe de récurrence : si un seul schéma n'y suffit plus, il est possible d'en entreprendre une démonstration analytique. Dans l'ouvrage, le calcul est alors présenté comme fondant l'innovation du raisonnement. Gossen voulait voir là sa révolution copernicienne en économie. Cette lecture suscite l'enthousiasme de Walras¹⁵, mais aussi la critique de Menger sur des points fondamentaux que nous listons maintenant.

Tout d'abord, l'hédonisme de Gossen et son éloge de la jouissance matérielle la plus directe rebutent Menger. Il y a là une question de tempérament, car le haut fonctionnaire viennois répugnait à l'exaltation des rêveries enflammées du petit homme « sans qualités » que fut Gossen et qui ne manque pas de se faire voir dans l'exhortation au terme de l'ouvrage, quand Gossen se présente en prophète inspiré de Dieu, en nouveau Messie¹⁶. Ces critères n'appartiennent pas à la science et ils révèlent sans doute l'incohérence d'un ouvrage qui s'ouvre sur la négation de tout jugement moral portant sur la loi de la jouissance, mais se clôt sur un appel à la réforme morale de l'humanité !

Le principe de l'égoïsme sacré et assumé des agents économiques assure-t-il la cohérence suffisante à de telles proclamations ? Puis, chacun devant s'octroyer le maximum de jouissance, Gossen ne trouve d'arguments autres que moraux, ni (en tenant compte des statistiques) d'argumentation économique contre les monopoles qui tienne : Menger voit là une régression par rapport à la matrice classique. Il condamne encore cet hédonisme auquel recourt Gossen, d'un point de vue philosophique autant que personnel : pour Gossen, le « jouir » (*das Genießen*) semble être investi d'une vertu de rédemption universelle, au lieu de

[15] Et Walras le reconnut effectivement à cet égard comme précurseur lorsqu'il le présenta, quarante ans plus tard (en 1885), dans le *Journal des économistes* – sans doute n'avait-il ni tout à fait tort ni pleinement raison. La traduction française de l'ouvrage de Gossen date d'alors.

[16] Gossen n'hésite pas à écrire : « Homme ! Sonde les lois de ma création et agis selon elles ! » ou, toujours à propos de sa loi : « Il ne manquera dès lors plus rien à la Terre pour parvenir à la perfection » (*Entwicklung der Gesetze des menschlichen Verkehrs, und der daraus fliessenden Regeln für menschliches Handeln*, Braunschweig, *op. cit.*, p. 4 et 276 respectivement. Menger finit par n'annoter plus les dernières pages de l'ouvrage qu'avec des points d'exclamation qu'on devine très réprobateurs.

l'utilitarisme benthamien, que Gossen juge à son tour à plusieurs reprises comme *mesquin*, car il transforme l'intensité du jouir dans l'instant en un calcul d'«intérêt bien compris» déprimant où «le plaisir du gain n'est pas aussi grand que la souffrance de la perte¹⁷».

Le raisonnement benthamien se trouvait déjà dans les *Principles of Civil Code* de 1785 et dans les *Pannomial Fragments*. Mais il faut remonter plus loin avec Menger : le bonheur au sens d'Aristote le conduit à considérer plutôt des besoins à satisfaire comme la matière susceptible d'exercer de fait une action sur la forme de la pensée de l'agent. Contre l'utilitarisme repris par les classiques, Menger reconnaît que ce n'est pas ce qui est objectivement conçu comme «utile» qui détermine les agents, mais seulement ce qu'ils se représentent *subjectivement* comme tel. Peut-il s'agir du «jouir» au sens de Gossen, s'il s'évanouit dans l'instant ? Il ne permet pas d'inclure dans le raisonnement d'information, ni de prise de décision dans le temps dont dispose éventuellement l'agent. La critique de Menger se formule comme suit, dans une critique de son ignorance du rôle véritable que jouent les biens, à savoir la satisfaction des besoins servant effectivement la vie : «Gossen élève la jouissance à une haute signification et il néglige son effectivité pour le maintien de la vie¹⁸.»

Par ailleurs, et c'est la critique principale de Menger à l'encontre de Gossen : ce dernier ne parachève pas sa formulation de nouveaux principes économiques et il continue paradoxalement de se situer dans le cadre classique. En effet, Gossen ne s'émancipe pas, en particulier, de la notion de valeur-travail au fondement de sa théorie des prix. Le fait de la retrouver dans son œuvre serait d'autant plus surprenant que son raisonnement s'applique même à cet égard sous une forme de «marginalisme», notamment quant au choix d'ajouter ou non une unité supplémentaire d'intrant dans la production. Gossen pourrait proposer une solution alternative à la vision classique concernant l'investissement technique ou l'embauche des travailleurs. Il ne serait alors pas si éloigné ce qui allait faire des marginalistes des théoriciens révolutionnaires dans la science. Ils allaient être des rénovateurs conscients de l'impact de leur raisonnement dans l'approche

[17] Jeremy Bentham, *Introduction to the Principles of Morals and Legislation*, London, 1789, p. XXV @.

[18] Note manuscrite portée par Menger sur la page 38 de son volume de l'*Entwicklung* de Gossen.

scientifique, comprenant précisément ce point, que Gossen énonce quasiment, mais qu'il échoue à voir, préoccupé qu'il est de la seule jouissance du consommateur, et de l'importance de sa réforme «pour le bien de l'humanité»...

Gossen manque de voir le plan épistémique. Sa théorie du consommateur donne le moyen de parvenir à la compréhension des points d'indifférence dans la substitution entre les biens que l'agent économique désire consommer, mais il ne l'applique jamais à l'entrepreneur capitaliste, il n'en fait non plus ni l'outil ni le point de *départ* d'un raisonnement ultérieur : pas de théorie du producteur autre que celle des classiques. La distance entre son apologie de la jouissance égoïste et un concept purifié d'utilité subjective est ici à son maximum. Gossen ne préparait pas les conceptions de Menger, il offrait une voie divergente où il s'apercevait le premier d'un raisonnement de type marginal, en mathématisait la présentation, mais sans en réaliser véritablement l'impact majeur. Jevons crut nécessaire de se distinguer de lui, une fois que son œuvre fut retrouvée ; Walras participa à cette redécouverte ; Menger, lui, fut très conscient que leurs tentatives divergeaient. Le trait de génie de Gossen, ses lois, se perd dans la question pendante de la commensurabilité des biens dans l'échange à travers la quantité de travail. Menger relève sans peine les incohérences qu'incorporer ce substrat substantiel suscite, et l'accumulation d'équations ne permet pas de l'éviter. Menger juge sans appel que «Gossen échoue : pour lui, le travail (technique) a une place tout à fait exceptionnelle. [...] Tous les défauts de la méthode mathématique dans le domaine des choses psychologiques. Seulement la jouissance – et non ce qui est effectif pour la vie et le bien-être (plus grande jouissance de toute la vie). Uniquement travail et jouissance, comme chez Bastiat...¹⁹».

2 – Les *Grundsätze* de Rau : le brouillon de Menger ?

Un autre auteur allemand, Karl-Heinrich Rau, écrivit, sous le titre générique et banal à l'époque de *Principes d'économie politique* (*Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*) l'un des manuels les plus en vogue dans les universités de langue allemande au XIX^e siècle, qui ser-

[19] Note manuscrite de Menger, portée au dos de la page de couverture de son volume de *Entwicklung* de Gossen : elle résume sa condamnation et marque la parenté d'erreur qu'il voit avec le classicisme de Bastiat.

vit, quant à lui, de brouillon à Menger et influença ses idées en réaction durant la rédaction de ses propres *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*. Comme Kauder le releva en 1959 et 1960, les notes de Menger sur le manuel de Rau sont si nombreuses qu'elles semblent quasiment avoir donné sa structure aux *Grundsätze* de Menger²⁰. Une attention à la chronologie démontre que ces notes sur le manuel d'économie libérale (Rau peut passer pour « libre-échangiste », *Freihändler*, parmi les auteurs de son temps) ont constitué une sorte de brouillon préparatoire du chef-d'œuvre de 1871. Elles sont datées de 1867 et le fils de l'économiste, le mathématicien Karl Menger, allait plus tard écrire, en s'occupant des papiers de son père après le décès de ce dernier en 1921 :

Exactement cinquante ans se sont passés depuis que mon père a délivré au jour ses *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*. Il s'était lancé dans l'étude de l'économie politique et de la littérature de l'époque dans cette science à l'automne 1867, comme il ressort de ses notes²¹.

Quelle que soit la référence exacte de ces notes²², Menger avait entrepris vers cette date de 1867 l'étude approfondie de l'économie politique, après avoir été journaliste financier et employé au cabinet du ministère impérial traitant du commerce, et quatre ans avant de publier son ouvrage. Kauder transcrivit les notes de Menger sur le manuel de Rau et sur ses propres *Grundsätze* en relevant des

[20] Emil Kauder, *Entwurf Carl Mengers erster Entwurf zu seinem Hauptwerk „Grundsätze“ geschrieben als Anmerkungen zu den „Grundsätzen der Volkswirtschaftslehre“ von K.-H. Rau* : ce relevé exhaustif des annotations manuscrites a été dactylographié par l'université de Hitotsubashi en 1960. Il n'a eu ni diffusion ni traduction, mais demeure essentiel, en dépit de quelques erreurs, à une exploration archivistique des textes et des notes de Menger. Notre traduction des passages significatifs que nous citons ci-après.

[21] Karl Menger, introduction de l'édition seconde (de 1923) des *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*. Dans cette *Einleitung der Herausgebers*, le fils parle des notes (*Aufzeichnungen*) de son père.

[22] Il n'est pas évident que l'allusion se réfère exclusivement aux notes sur l'ouvrage de Rau, mais elles y renvoient aussi très certainement. Toutefois, la seconde édition fut en grande partie élaborée sans notes tirées des archives qui sont aujourd'hui au Japon. Il faut noter que le fils utilisa de nombreux papiers paternels pour la deuxième édition, mais qu'il ne disposait plus de la bibliothèque de son père, mise en vente au plus offrant vendue par sa mère une fois veuve et échue aux étudiants japonais en mission à Vienne. Les carnets restants, qui ne firent pas ce voyage, sont ceux que le fils avait à disposition. Ils se trouvent aujourd'hui à l'université de Duke. Ils nous ont semblé, lorsque nous les explorâmes, de moindre portée que les annotations qui se trouvent au Japon et sur lesquelles nous fondons en priorité notre étude.

concordances dans l'agencement des matières telles qu'il n'hésita pas à présenter les notes sur l'ouvrage de Rau (pas cet ouvrage lui-même) comme la première ébauche (*erster Entwurf*). Nous relevions que Rau appartenait au courant vite devenu minoritaire dans l'université allemande des économistes libéraux, qui coexistèrent avec l'École historique tout en demeurant fidèles à une vulgate inspirée de la tradition ricardienne et millienne. Attaquées par les historicistes, mais demeurant à la base des études économiques élémentaires en Allemagne tout au long du XIX^e siècle, les thèses des classiques allaient garantir le succès du manuel de Rau. Celui-ci fut en effet réédité neuf fois à Leipzig et à Heidelberg au long du XIX^e siècle, presque à l'identique.

C'est la septième édition que Menger lisait, celle de 1863 : il avait alors en somme en main une version peu révisée d'une doctrine vieille de plus de trente ans. Un effet de cette distance dans le temps était important : la doctrine économique de Rau était restée *de facto* à l'écart du courant historiciste et des réformes de la matrice classique par la pensée allemande. La scission qui était résultée dans le champ universitaire allemand à cet égard recoupait donc celle de deux savoirs différents et tels que nous les avons discutés dans la deuxième partie de ce volume.

Le courant minoritaire prolibéral fut-il pour autant un précurseur du néoclassicisme ? La prudence s'impose à cet égard, mais assurément, un décalage existait aussi à Vienne par rapport à la doctrine dominante en Allemagne – par exemple dans l'usage embryonnaire des « fonctions », de l'inspiration mathématique déjà relevée, même hésitante, par exemple chez Mangoldt. Cette étrange combinaison échappant à la domination historiciste laissait place à un espace où voir émerger des concepts théoriques neufs. Certes peut-être pas avec des auteurs tel que Mangoldt, mais du moins l'éventualité existait-elle.

Quoi qu'il en soit de ce contexte, la bibliothèque montre que Menger relevait effectivement des expressions et des passages entiers, en particulier pour les critiquer, dans les ouvrages tel que le manuel de Rau, ou encore celui de Joseph von Kudler de 1846, autre prédécesseur à l'université de Vienne²³. Menger a notamment repris l'architecto-

[23] L'ouvrage de Joseph von Kudler (1786-1853), *Grundlehren der Volkswirtschaft* (Vienne, Braumüller, 1846) distinguait déjà une « valeur relative » (*verglichene Wert*), cependant sans préciser à quoi elle devait être relative...

nique du manuel de Rau (qui était assez banale) : chapitre inaugural traitant de la « théorie des biens » (*die Güterlehre*), chapitres suivants sur la valeur, la marchandise, et finalement la monnaie et les finances, mais aussi certaines thèses classiques qu'il exécute ensuite dans son propre ouvrage – car c'est également du point de vue d'après lequel Menger a surtout bénéficié du travail de Rau par les erreurs qu'il y relève qu'il n'est sans doute pas exagéré de dire qu'il a utilisé le texte comme brouillon. La place des commentaires négatifs – en vrac : « *Unsinn* » (non-sens), « *nicht richtig* » (inexact), « *nicht wahr* » (pas vrai), « *sehr unrichtig* » (très incorrect) impressionne bien plus que les approbations et ne laisse guère de doutes sur l'avis de Menger. L'économiste discerne là des impasses où il entend ne pas se fourvoyer. Passons-en certaines en revue ici.

En premier lieu, Menger repousse le dogme « classique-libéral » dans la copie qui circule en Allemagne comme dans l'original : ni Rau ni les *Freihändler* ne trouvent guère plus grâce à ses yeux que Ricardo, Mill et leurs suiveurs. Menger identifie les passages où Rau se contente de répéter Mill ; Menger renvoie notamment aux alinéas des *Principles* de ce dernier dont il reconnaît des alinéas.

En second lieu, la version germanique n'a en outre même pas le mérite de la cohérence avec son modèle, car elle cherche à ajuster le paradigme ricardien à des thèmes encore teintés de caméralisme : au moins les historicistes étaient-ils plus francs dans leur critique. Menger refuse le discours classique, mais plus encore celui que Rau y mêle dans sa « *Volkswirtschaftslehre* », alors même que lui, Menger, dédie ses *Grundsätze* de 1871 à Roscher, certes pas pour épouser l'historicisme, mais car il reconnaît une tentative nette de réforme. Chez Rau, des concepts tels que le « revenu national » (*Volkseinkommen*) sont mêlés à des considérations incompatibles, dont Menger allait montrer l'erreur (les *Untersuchungen* de 1883 devaient justifier l'individualisme de 1871, mais Menger n'a en fait pas varié sur ce point depuis 1867).

Pour Menger, Rau néglige encore et surtout la nature de la relation causale qui fait que la chose (*Ding*) est un bien (*Gut*) économique que subjectivement pour le sujet individuel qu'est l'agent considéré dans sa relation aux choses, à ses propres besoins et à ses attentes par rapport à son environnement. Cette erreur était déjà celle des classiques dont Rau transmet l'enseignement. Elle consistait à cher-

cher dans les biens mêmes la mesure de leur valeur et dans une commune mesure objective et substantielle l'explication de l'échange. L'argument parfois avancé dans cette orientation libérale allemande, qu'on pourrait dire «prénéoclassique», en raison de leur anticipation de la «fonction de demande», n'est pas repris par Menger. Le terme, d'ailleurs attribué rétrospectivement, n'apparaît évidemment pas – et demeure discutable l'idée même, bien éloignée des préoccupations d'un Rau en particulier. On voit que Menger entend plutôt que la théorie saisisse des fonctions générales de l'*individu* et que, selon lui, «Rau n'a aucun soupçon [*keine Ahnung*] de la valeur individuelle. [Or.] la *valeur* est la dépendance du sujet envers l'objet²⁴.»

La caractérisation mengérienne de la valeur comme *relation* entre la chose qui devient un bien économique (ou service, car Menger ne fait pas de différence à cet égard) et le sujet qui veut satisfaire ses besoins entraîne Menger à attribuer de la valeur à ce qui obtient la qualité d'être un *bien* dans cette relation exclusivement. Les remarques de Menger sur le manuel de Rau montrent que l'idée de la valeur que Menger élabore est en réaction à ce qu'il considère des erreurs profondes, notamment l'idée que la valeur puisse jamais être un *quantum* objectif (de quoi que ce soit, notamment de travail) «incorporé» au bien, et cela, indépendamment des agents qui désirent ce bien. Menger rejette ces fondements de la vision classique ; à ses yeux, la valeur surgit toujours déjà individualisée.

Menger soutient à la fois que la valeur n'a *pas* de mesure objective subsistant en dehors du processus d'échange, mais que, cependant, elle permet celui-ci car elle émerge du sein de l'échange. Les termes que Rau emprunte aux auteurs classiques ne permettent pas de saisir une telle évaluation, qui est donc, non mesurable *en soi*, mais seulement *pour soi* par chacun des deux partenaires. Cela est seulement apparemment paradoxal et Menger formule à la fois sa critique de Rau et de la valeur classique et sa propre théorie de la valeur-utilité individuelle subjective en six points. Il a noté ces points dès 1867 et il les a repris en 1871. Ce sont les suivants :

[24] Kauder, *Entwurf Carl Mengers erster Entwurf zu seinem Hauptwerk „Grundsätze“ geschrieben als Anmerkungen zu den „Grundsätzen der Volkswirtschaftslehre“ von K.-H. Rau*, op. cit., p. 29 mais aussi dès la page 3, soit les notes qui se trouvent sur le manuel de Rau, p. 70 et sur les quatre pages intercalaires blanches qui ont été ajoutées en tête de l'exemplaire et que Menger a abondamment couvertes de ses remarques.

- a. Il n'y a de *valeur qu'individuelle*. [...]
- b. Celle-ci n'est pas mesurable.
- c. La mesure par laquelle on met en relation cette valeur avec une autre est au plus haut point [*höchst*] imparfaite.
- d. La valeur extrinsèque n'est rien d'autre qu'un produit de la valeur individuelle occasionné par l'échange (elle n'est valeur que de façon *médiate*, modifiée par les individus).
- e. Elle n'est qu'une relation, pas une quantité [*nicht ein Maß*].
- f. C'est par une illusion pratique que nous attribuons une invariabilité à l'unité de quantité de valeur extrinsèque comme une quantité de valeur (déterminée)²⁵.

La valeur économique se forme donc selon *une chaîne causale stricte* qui a son origine dans l'individu, et non dans la chose. Celle-ci ne possède aucune mesure en elle-même, comme le croyaient les classiques (libre-échangistes), les historicistes (administrateurs de l'État), les marxistes (révolutionnaires). Seul le caractère individuel de la valeur rend, entre autres conséquences majeures, possible l'échange – et à la fois impossible de mesurer la valeur objectivement, de lui attribuer une valeur cardinale définitive.

Aucune échelle interindividuelle ne soutient non plus de comparaison entre ce que ressentent, souhaitent, sont prêts à se procurer les sujets – puisqu'un sujet, agent économique, donné ne connaît pas plus l'intensité des besoins d'un autre que l'intensité de sa douleur ou de son plaisir. Les préférences peuvent seulement être révélées, mais précisément là où un schème de pensée néoclassique surgit, c'est bien contre la matrice classique smithienne, qui appréhendait la composition de l'objet comme *produit*, contre la ricardienne qui entraînait à penser en termes de répartition du bénéfice de ce produit. Menger, lui, traite d'une tout autre chose : la relation subjective à l'objet échangé parce qu'il existe un besoin tel qu'il devient utile de l'obtenir – éventuellement à cet effet, de le produire (seulement éventuellement, c'est-à-dire s'il n'est pas déjà quelque part présent dans l'environnement de l'agent de manière connue par lui).

De facto, ces préférences sont d'ailleurs encore différentes chez Menger et chez les autres fondateurs du marginalisme, la prochaine section le montrera : en effet, chez Menger, l'approche est intégralement

[25] *Ibid.*, p. 29, note sur le manuel de Rau, p. 70 ; ces points reparaissent au chapitre III des *Grundsätze* « Théorie de la valeur » (*Die Lehre vom Werthe*) : *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* (1871, rééd. 1968, tome I), p. 77 et sq.

subjective et on n'abandonne pas le sujet une fois ces préférences supposément observées de l'extérieur. Le renversement mengérien du point de vue sur l'objet de l'échange économique est radical : là où les classiques (et Rau) traitaient de la valeur d'échange contenue dans le produit, Menger saisit l'émergence de la valeur au cours de l'échange.

Menger répète alors (encore contre Rau, mais sur le manuel de celui-ci) qu'il y a nécessité à donner un caractère véritablement universel à la seule conception qui puisse saisir la vérité de la valeur, mais que ce caractère universel ne se trouve nulle part ailleurs que dans le *sujet* et accessible à lui seul. Impossible de l'attribuer à l'objet dans lequel on repèrerait une mesure propre de sa valeur car tout échange entraînera un résultat différent des termes de l'échange.

Disparaissent de ce fait dès lors un certain nombre de questions chères aux classiques, qui étaient exposées à nouveau, mais (évidemment) jamais résolues dans l'exposé de Rau plus que dans ceux de Ricardo et de Stuart Mill, parmi lesquelles à savoir : l'existence d'un étalon « standard » de la valeur, l'évaluation *extérieure* des « qualités » différentes de « travail », la répartition du produit ou la fixation même des prix, entre « prix naturel » et prix de marché.

Menger redit dans ses notes que seule l'intégration des objets nécessaires à la satisfaction au sein d'une chaîne causale aboutissant au besoin individuel donne à la valeur une réalité telle que l'échange la révèle. Dans la confrontation des besoins (l'échange), la valeur existe dans le moment de son expression, comme *relation*, non comme mesure intrinsèque.

Cette conception de la valeur ouvre un champ neuf à l'économie, incommensurable avec la vulgate de la matrice classique que ressasse Rau. Rau donne ainsi, selon le calembour de Menger, « plein de *valeur* » à son exposé (« *die ganze Darstellung wertvoll* »). Mais il y a mieux à faire²⁶. Les traces de cette lecture heureusement conservées dans sa bibliothèque à travers les vicissitudes du XX^e siècle sont néanmoins essentielles en montrant ce qu'il en est de la critique de la matrice

[26] Ajoutons une remarque que nous n'examinerons pas plus avant ici, mais sur laquelle nous travaillons désormais par ailleurs : Menger retrouve là à la fois une interprétation originelle d'Aristote, mais aussi une lecture de la théorie de l'essence dans la *Logique* de Hegel. La valeur mengérienne est-elle une telle essence ? Il est possible, selon les critères mêmes de la conception mengérienne de la nature de la valeur, que la réponse à donner soit positive. Mais cela requiert une enquête plus approfondie.

classique par Menger. La source que le manuel de Rau constituait tenait moins en une inspiration qu'en des objections : elle fournit des clefs pour saisir la constitution d'une matrice spécifiquement neuve chez Menger, à l'encontre des fondements classiques, mais aussi distincte de celles des autres fondateurs du marginalisme, et spécifique parmi ceux-ci.

3 – La place de Menger dans la fondation du marginalisme

Menger retrouvait les questions originelles d'Aristote pour faire ressortir de l'ombre de l'Antiquité une problématique neuve adaptée à son époque sans être pour autant contrainte ni par la matrice de la pensée économique britannique qui allait être appelée «classique», ni par la matrice historiciste qui s'était formée en réaction à cette dernière. Menger relisait les philosophes antiques, mais aussi libéraux, nouveaux classiques de la modernité, ainsi que les auteurs germaniques non historicistes, sans doute ceux qui ont été le plus oubliés depuis lors – évidemment en partie à tort. Menger recomposait à nouveaux frais l'économie et la repositionnait dans le champ de la science, sous les feux des projecteurs de l'actualité académique polémique aussi bien. Il ouvrait un champ théorique neuf, il combattait deux écoles de pensée dominantes, il devenait un héraut du XX^e siècle, à l'égal et comme en pendant de Marx – qui, lui, «ouvrait le continent histoire» selon l'expression d'Althusser.

Mais chez Marx, la théorie ne pouvait pas se limiter au domaine économique sans manquer de fournir toute sa justification propre au marxisme – une épiphanie du prolétariat était indispensable. Au contraire, Menger limitait d'emblée son ambition au savoir. Il surmontait par là les antagonismes des écoles qu'il dépassait. Menger écrivait : «*Kommunisten, Kathedersozialisten, Freihändler, alle Advokaten*²⁷.» Il fallait donc rompre avec la matrice classique pour ne pas être victime des illusions qu'elle charriait, jusque chez les historicistes ou chez

[27] «Communistes, socialistes de la chaire, libre-échangistes : tous des avocats» : note manuscrite de Menger sur ses adversaires socialistes étatistes, révolutionnaires, mais aussi libre-échangistes militants, mais insouciant d'une véritable théorie scientifique. Note portée sur son propre volume des *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, de 1871, dans le volume envoyé par l'éditeur, où apparaît encore cette réflexion : «Que l'économie politique soit une science totalement neutre, cela n'est [reconnu] ni pas les socialistes de la chaire, ni par les libre-échangistes, ni n'est [un thème] communiste.»

les adversaires politiques du libéralisme : par une ironie proprement dialectique, historicistes et marxistes perpétuaient dans leur combat (et Marx incarne ce mouvement dans toute son ampleur) les paradoxes et les impasses de la tradition classique ricardienne, puis millienne. Or d'autres auteurs devaient se détacher du classicisme.

Mais Marx ne connut que les prodromes de cette révolution théorique. Elle fut initiée par Walras, Jevons et Menger. En 1883, Marx mourut. Il laissait les deux derniers volumes du *Capital* à l'état de brouillons la même année de la parution des *Recherches sur la méthode*, les *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politische Ökonomie insbesondere* de Menger, et alors que les trois marginalistes venaient de publier une douzaine d'années plus tôt leurs ouvrages théoriques séminaux. Le marxisme devait se développer sur le terrain révolutionnaire du rapport aux institutions – nous le verrons en épilogue ; le marginalisme, lui, devait emporter les convictions dans le champ de la science.

3.1 – De nouvelles lignes directrices pour la science économique

La science *exacte* que veut Menger n'est pas uniforme avec celle de ses contemporains, contrairement à ce que laissa ensuite penser l'idée de « découverte multiple » présentée par le sociologue américain Robert Merton. Appliquée à ces pensées nées en parallèle dans les années 1870-1880 chez Menger en Autriche, Stanley Jevons en Angleterre et Léon Walras, en France et en Suisse, elle signale des points communs majeurs, mais néglige des différences essentielles.

La réaction des trois auteurs concernant l'œuvre de précurseur de Gossen est significative de ce point de vue. Quant à Rau, seul Menger perçut l'inspiration économique allemande non historiciste car isolés par le courant dominant de l'École historique, les auteurs de langue allemande aux options théoriques différentes demeuraient ignorés (Gossen), ou dans l'ombre portée du classicisme d'importation (Rau). Leur apport à la contribution de Menger une fois évalué dans la section précédente, voyons comment Menger se positionnait par rapport à Walras et à Jevons.

Menger ne devrait ni être assimilé, ni être opposé aux deux autres pères fondateurs du marginalisme sans nuances. Les positions de Menger quant à un certain nombre d'hypothèses communes minimales définitoires du marginalisme chez les trois auteurs ont pu être interprétées depuis l'identification pure et simple jusqu'à une radicale

différenciation. Qu'en est-il au regard des archives, de la correspondance, des informations que les textes non publiés peuvent livrer ? La dissension règne parmi les commentateurs, après une période de confusion dommageable. Il ne s'agira ici que de souligner quelques points.

Les trois auteurs marginalistes mirent au point des méthodes alternatives pour échapper aux impasses de la recherche économique auxquelles se heurtaient les classiques, notamment à l'occasion de la « mise au point » générale effectuée par Stuart Mill en reprenant la théorie depuis les éléments de logique. Les points communs des marginalistes vis-à-vis de la matrice classique semblent donc plutôt pouvoir être le résultat d'une reconstruction *a posteriori*. Car il ne suffit pas qu'un noyau central de positions concordantes puisse être isolé – si c'est effectivement le cas²⁸. Ces tentatives pourraient justifier d'appliquer le schéma sociologique de Merton, à savoir la vision partagée par des auteurs, qui étaient des contemporains, qui furent en relation quoique le développement de leurs recherches fût autonome²⁹.

Pour autant, ces auteurs eux-mêmes doivent aussi être considérés dans leur originalité et la spécificité de leurs travaux, contre une vulgate qui rabattrait leurs théories les unes sur les autres.

À cet égard, les notes que Menger a laissées sont de nouveau précieuses. Elles permettent de saisir la portée de la différence des termes dans lesquels trouvait à s'exprimer la matrice nouvelle. Dès le milieu du XIX^e siècle, John Stuart Mill avait lui-même pressenti la nécessité pour la matrice classique de reformuler son système logique, afin de fonder l'économie politique. Mais cette crise profonde, dont la vulgate d'auteurs tel Rau ne pouvait rien laisser deviner, allait finalement toucher dans le dernier tiers du XIX^e siècle et à l'orée du XX^e siècle, l'ensemble des fondements de la rationalité moderne, depuis la logique

[28] Ainsi, dans la tentative que fit le biographe de Friedrich von Hayek, héritier de Menger, l'historien Bruce Caldwell à cet égard : « Praxeology and its critics : an appraisal », *History of Political Economy*, 16(3), 1984, p. 363-379 @. Voir aussi le collectif du numéro spécial qu'il a dirigé : « Carl Menger and his Legacy in Economics », *History of Political Economy*, 22, annual supplement, 1990.

[29] L'indépendance des recherches menées et une homologie suffisante des résultats sous des formulations différentes sont les critères retenus, les divergences (qui ne manquent pas) étant considérées comme secondaires, ainsi que le sentiment subjectif des auteurs : à l'histoire de trancher, mais, précisément, aux historiens d'exhumer les éléments nécessaires pour en prendre conscience.

(avec Gottlob Frege et David Hilbert) et les fondements des mathématiques (avec Bertrand Russell et Alfred North Whitehead notamment) jusqu'aux méthodes des sciences les plus variées, y compris la science économique qui nous intéresse ici, en passant par la théorie des valeurs et des affects (citons Alexius Meinong et Christian von Ehrenfels) ou encore la formulation d'une «phénoménologie comme philosophie rigoureuse» dans le projet d'Edmund Husserl. En économie politique, le fait que Menger, Walras et Jevons aient su reconstruire leur science est central, mais ne doit pas inciter à assimiler hâtivement leurs tentatives si eux-mêmes ne reconnaissaient pas une telle identification.

Mais dénoncer à son tour cette confusion ne doit pas conduire inversement à remettre en cause trop largement la nature marginaliste de la crise fondatrice³⁰. Il convient de nuancer les propos, de clarifier l'originalité des formes diverses sous lesquelles la théorie de la valeur utilité «subjective» se manifeste, par exemple, dans le processus de formation d'un taux de substitution entre des biens désirés, ou encore quant au raisonnement «à la marge» et son application dans les théories du consommateur comme du producteur peuvent effectivement se lire de manière différente chez les auteurs.

D'ailleurs, il y eut de leur part des hésitations, qui auraient dû requérir de la part des commentateurs plus de prudence. Ainsi Walras eut-il d'abord le sentiment plus ou moins net d'un possible accord entre sa théorie et celle de Menger, en raison de leur opposition commune à la matrice classique: il le lui écrivit dans sa lettre du 2 juillet 1883 qui insistait sur cette opposition commune au classicisme. Walras en appelait à l'«intérêt à vous comme à moi d'être en accord» et à une compréhension mutuelle qui pouvait contribuer à éclairer leurs approches respectives³¹ en vue de promouvoir la matrice nouvelle qu'allait être le marginalisme.

Prenant connaissance de l'argumentation, Menger reconnaît certes une «ressemblance», mais il est d'autant plus réticent devant cet enthousiasme qu'il semble mieux voir que Walras les points d'achoppement rédhibitoires qui les séparent. D'abord, il paraît peu pertinent à Menger d'appliquer à sa théorie les traits de celle de Walras et, en

[30] Streissler, «To what extent was the Austrian School marginalist?», *op. cit.*

[31] Léon Walras, *Correspondence of Walras and Related Papers*, Jaffé (ed.), Amsterdam, North Holland Publishing Company, 1965, lettre du 2 juillet 1883, volume II, p. 771.

premier lieu, le concept d'équilibre. Ce dernier fût-il même partiel (ce qui est le cas dans la théorie de Jevons, et ce par quoi l'Anglais et le Français se reconnaissent dans des modèles de mécanique statique, mais à un niveau local ou sur un plan général), et s'il est *a fortiori* général, Menger y lit une analyse exclusivement statique quand, lui, en veut une de nature dynamique.

La répugnance de Menger pour la pensée centrée sur l'équilibre se manifeste à la lecture de sa correspondance. Elle témoigne également d'un autre aspect des divers combats menés dans des contextes distincts par les deux penseurs : pour affirmer son autorité de guide d'un courant de pensée, Menger était contraint de combattre autant (voire plus) que l'école de pensée des classiques, l'École historique toute puissante dans le monde germanophone et au-delà (mais moins en France ou en Grande-Bretagne qu'en Italie et plus largement jusqu'aux États-Unis, dans la mesure où Schmoller fit des disciples chez les étudiants qui venaient du monde entier en Allemagne étudier l'économie).

La réflexion méthodologique qu'imposait cette confrontation correspondait à une lutte académique, mais aussi à un « obstacle épistémologique » majeur, au sens où Gaston Bachelard entendait la notion dans l'épistémologie qu'il allait déployer un demi-siècle plus tard. Menger se trouvait donc seul et devait lutter pour affirmer la spécificité de l'École autrichienne dont la nature si particulière s'ensuivit. Walras tentait, lui, de trouver une position et faute d'alliés en Sorbonne s'exila sur les bords du lac Léman. Mais la nature de la science qu'ils forgeaient différait quant au travail épistémologique qui en résulta. Walras tentait cependant de souligner des points de rencontre avec l'Autrichien ce que, de fait, Menger lui reconnut dans une certaine mesure : « Il y a une analogie de concepts sur certains points³². »

Notamment si l'on retient comme possible triade d'éléments définatoires du marginalisme (et déjà mentionnés ci-dessus) la théorie de la valeur utilité, la formation d'un taux de substitution entre biens désirés et le raisonnement « à la marge », alors ces traits se retrouvent chez eux. Mais l'étude détaillée des deux théories montre toutefois que les rapprochements ne résistent pas à une attention aux orientations prises par les deux auteurs : l'œuvre de Menger reste ainsi en contrepoint de celle de Walras – il est indéniable que, les divergences

[32] *Ibid.*, lettre du 27 janvier 1887, volume III, p. 176.

se manifestent clairement. L'examen de la méthode utilisée dans les deux œuvres la fait déjà voir : divergence de plans de construction de la science puisque Menger construisait sa méthode dans le but de faire œuvre de science, à l'encontre de l'historicisme dominant et d'un empirisme compilateur, mais également afin de saisir ce en quoi il voyait l'objet de la science, à savoir l'essence (*Wesen*) des phénomènes économiques mêmes. Sur les « points décisifs » ensuite, Menger souligne explicitement dans sa réponse à Walras qu'il n'y a pas accord entre eux. Des éléments implicites s'y ajoutent : un exemple est que là où Walras propose le calcul d'un véritable taux de substitution, on serait bien en peine de le trouver dans les *Grundsätze*. Inversement, l'explication du raisonnement marginal dans le fameux triangle qui liste les unités de bien en fonction du degré de satisfaction de l'agent, ou la description du processus d'échange à travers le célèbre exemple d'échange de chevaux fournissent une compréhension des mécanismes d'échange que Walras ne donne nulle part à l'identique³³.

Il est même possible de soutenir une opposition : certes les pensées de Walras et Jevons n'apparurent à Menger ni si fausses que les séquelles du classicisme en Allemagne, ni si étrangères à la théorie nécessaire à la science que le relativisme historiciste. Mais elles présentaient le tort de laisser non éclaircie la *nature* du fait économique.

Cette lacune déjà sous-jacente aux impasses classiques se retrouve d'ailleurs chez les tenants d'une définition purement formelle du raisonnement marginaliste. Ils purent alors insérer le raisonnement neuf dans un cadre à peine renouvelé de variantes « classiques ». Ce fut là l'œuvre d'Alfred Marshall qui reprit le raisonnement par substitution. Menger devait peu avoir le temps de les apprécier, mais il doutait de la pertinence de ces tentatives, et donc du « néoclassicisme », si on le définit ainsi.

La perception de cette évolution ultérieure peut inciter à reconstruire *a posteriori* les deux théories pour choisir leurs traits communs ou signaler leurs points de divergence. D'une part, deux réflexions analytiques et exactes (en un sens encore neuf pour cette science de l'économie à cette époque) qui partageaient les trois éléments notés

[33] Ces passages se trouvent respectivement dans Carl Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Vienne, Wilhelm Braumüller, 1871, rééd. Tübingen, J.C.B. Mohr, 1970, *Gesammelte Werke*, vol. 1, p. 93 et p. 163 et sq.

supra. D'autre part, ces visions divergent, Walras prônant l'équilibre (statique) et la détermination mathématisée de l'utilité, Menger la description rationnelle d'un processus reconnu pour réaliste par l'enchaînement des causes dans un échange né de la relation entre subjectivités reconnues pour elles-mêmes et irréductibles l'une à l'autre. Walras voit l'agent représentatif comme servant à la modélisation, la théorie de Menger souligne inversement combien la subjectivité est soumise aux aléas du temps et de la disponibilité des biens et de la connaissance.

Ajoutons que l'idée de «découverte multiple» proposée par Merton n'est donc pas étayée non plus au sens où il serait possible d'identifier une théorie commune de la connaissance (*Erkenntnistheorie*) entre Walras et Menger, car nombre d'aspects des théories de Walras (comme de Jevons) sont irréductiblement étrangers à Menger. La véritable révolution apportée par Menger fut de faire surgir une spécificité autrichienne incompatible par principe avec tout renouveau de l'économie classique³⁴.

Au total, les éléments communs que sont théorie de la valeur utilité, la formation d'un taux de substitution entre biens désirés et le raisonnement «à la marge» doivent chacun être nuancés : la subjectivité de l'agent radicalement assumée comme telle ne se trouve que chez Menger, le taux de substitution explicitement calculé que chez Walras, et le raisonnement «à la marge» leur est certes commun, mais présenté différemment.

Par conséquent, la nouvelle théorie de la valeur-utilité s'inscrit d'emblée et définitivement dans une tension entre ces différentes définitions et elle pouvait devenir la source de débats et d'affrontements autour des notions conçues elles-mêmes différemment selon les auteurs marginalistes : ainsi en était-il dès l'origine de la subjectivité avec ses attributs (temps, savoir, voire rationalité limitée chez Menger) ou de la théorie sous-jacente de l'information (toujours partielle et décentralisée) ou du temps (avec la notion de «détour de production»). Le calcul marginal pouvait permettre de mettre sous forme d'une matrice

[34] Ceci alors même qu'une fois émigrée en Grande-Bretagne et aux États-Unis, l'École autrichienne devait voir apparaître en son sein, contre des matrices adverses communes (le socialisme, le keynésianisme) et des tentatives de conciliation avec les modèles néo-classiques. Une version autrichienne «irrédentiste» subsiste toutefois jusque de nos jours aux côtés du *mainstream* de la profession économique.

d'équations prix-quantités les échanges sur les marchés (Walras), mais ce n'était pas sa seule forme ni sa fécondité exclusive.

Par conséquent, l'intérêt de demander jusqu'où va l'affinité entre les trois penseurs marginalistes, en particulier entre Walras et Menger ici, pour ne pas s'éloigner du contexte de pensée mengérien qui nous occupe principalement, consiste à la fois à relever les écarts et à voir que, dans l'espace que ces nouveaux économistes ouvrent, un champ neuf de la science se déploie : cette tension est donc constitutive d'une nouvelle matrice, tout autre que celle fournie par Smith et par Ricardo, différente de la matrice de l'économie politique des auteurs qui les rejoignent dans ce statut de «classiques», notamment Say et Stuart Mill.

Notons encore que, de même que de l'économie politique dite «classique» avait suscité des positions plus variées qu'il ne nous a été possible de le dire pour leur faire justice dans le présent volume – nous avons privilégié le spectre des critiques –, il devait en être de même concernant la matrice neuve, née des ruptures survenues à la fin du XIX^e siècle. Au grand carrefour des nouvelles orientations qui allaient écarter définitivement le classicisme de la science nouvelle, aucune version du marginalisme ne peut se dire seule légitime.

L'héritage mengérien put triompher de l'historicisme à ce titre, mais tout le programme de recherche ne se situe précisément pas seulement en lui, mais dans la tension alors créée avec les autres versions du marginalisme. C'est sans doute de ce point de vue qu'après Hayek, certains commentateurs (nous nous comptons parmi eux) peuvent voir en Menger le fondateur de l'économie politique dans son ensemble.

Toutefois les positions ontologiques et quasi métaphysiques étaient absentes chez Menger, suffisamment prudent à cet égard pour ne pas s'engager comme le lointain disciple Hayek dans une philosophie substituant au marché la catallaxie, et une action militante politique en faveur d'un nouveau capitalisme. Menger resta et entendait rester un scientifique. Après avoir écarté les termes du positionnement économique des classiques, il le précisait d'ailleurs de nouveau à Walras dans leur correspondance. Celle-ci doit nous servir pour prolonger de manière plus détaillée cette confrontation pour clôturer cette troisième partie consacrée à la critique mengérienne.

3.2 – De l'opposition entre Menger et Walras

La distinction radicale entre les projets mengérien et walrassien se fonde dans la divergence de leurs approches. La conscience de cette

variété conduit à demander si une seule matrice neuve surgissait ainsi, ou bien deux. Avant tout l'équilibre général walrassien traite *tous* les biens par l'ajustement des prix par les quantités dans le cadre de l'hypothèse de concurrence pure et parfaite. Walras ne la pose pas comme une manifestation du *réel*, mais une hypothèse heuristique : des individus tous identiques en ce qu'ils sont «preneurs» d'un prix unique défini par leur interaction (avec les offreurs de biens) sur tous les marchés et pour le marché tout entier.

La vision walrassienne est moins neuve qu'il n'y peut paraître. Gossen (nous l'avons vu en étudiant les réactions de Menger à ses conceptions), mais aussi Augustin Cournot en avaient anticipé certains aspects. Dans les chapitres VII et VIII de ses *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses*, intitulés «De la concurrence des producteurs» et «De la concurrence indéfinie», Cournot présentait en effet la notion moderne de concurrence, elle aussi en rupture avec la matrice de l'économie politique classique, dès 1838. L'usage des équations et des fonctions mathématiques pour modéliser les principes de la théorie des richesses, soit les échanges économiques, permet un traitement neuf dans les études économiques. Il ne s'y trouve pas le concept d'utilité dont nous avons vu qu'il eut des précurseurs (Gossen, Mangoldt) notamment, mais l'ouvrage relève d'une approche relevant d'une matrice de concepts nettement différente de l'économie classique³⁵.

Or, à propos de la mise en équation des prix et des quantités des biens, Menger dit à peu près ceci : si les résultats de la recherche économique peuvent se présenter en usant de formules mathématiques, cette méthode de représentation n'est en aucune façon essentielle à l'entreprise de la recherche en économie. Walras paraissait en avoir, lui, saisi tout le bénéfice pour la recherche dès ses *Éléments d'économie politique pure* de 1874 (une lettre, datée du 1^{er} juin 1883, montre son enthousiasme)³⁶. Mais la méthode mathématique fournit-elle un profit

[35] Augustin Cournot, *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses* @. Réédition des *Œuvres complètes* par Gérard Jorland, Paris, Librairie philosophique Vrin, 1980. La série des œuvres comporte dix tomes, dont le volume VIII reprend cet ouvrage et le volume IX les *Principes de la théorie des richesses*.

[36] Cette lettre est également citée dans Étienne Antonelli, *Principes d'économie politique. L'économie pure. La théorie de l'échange sous le régime de la libre concurrence*, Paris, M. Rivière, 1914, p. 272.

heuristique? Pas aux yeux de Menger. Cet élément, d'où il suit que l'école autrichienne devait toujours demeurer réticente à l'usage des concepts importés des mathématiques, a tant intrigué la postérité et a tant contribué à marginaliser l'école autrichienne, qu'il est impossible de ne pas évoquer ce que Menger pense à ce propos.

Walras paraît à Menger manquer l'objet *propre* de l'économie. Ce dernier consiste en effet, pour le fondateur viennois de l'école nouvelle qui allait s'appeler «autrichienne», moins à obtenir une représentation d'ensemble d'un système économique (qui pourrait rappeler le *Tableau général* du Dr Quesnay, chef de file des physiocrates sous le règne de Louis XV) que de se donner les moyens de saisir 1° des essences (ce que *sont* effectivement les phénomènes économiques) et 2° des causes (pourquoi ces phénomènes se produisent tels qu'ils sont), et cela, 3° selon une logique des relations qui rapportent ces phénomènes les uns aux autres de manière dynamique, par exemple dans les principes qui régissent les échanges.

Or ces échanges dérivent de séries de causes (un thème qui pourrait rappeler l'analyse de Cournot, certes), mais dont la connaissance ne peut jamais être que 1° *partielle* (et limitée à ce qu'on peut analyser de partenaires ayant leurs caractéristiques propres, notamment quant à la connaissance qu'ils peuvent prendre de leur environnement, de la disponibilité – *Verfügbarkeit* – des biens en vue de satisfaire les besoins – *Bedürfnisbefriedigung*), 2° *dynamique*, comme le sont aussi nécessairement de tels phénomènes (et non statiques) et 3° *instable* – ce qui résulte du caractère dynamique des phénomènes, mais ne permet pas de fixer beaucoup plus que des processus généraux dont la mécanique peut être appliquée à des situations très différentes.

De ce fait, l'automatisme d'une prise en compte générale d'une situation d'équilibre, même en posant la question d'un processus de tâtonnement, pour aboutir à des prix fixés par un commissaire-priseur (fût-il seulement un opérateur conceptuel, mais *a fortiori* s'il devait être pris en un sens réel ontologique quelconque) paraît à Menger relever d'une vision des affaires du monde qui n'a pas lieu d'être recherchée comme telle.

Il s'y ajoute un élément de volontarisme réformiste chez Walras, que Menger juge chez lui aussi inopportun que ce qu'il lisait chez Gossen, même si la cohérence du raisonnement est cette fois plus grande, à savoir que la fixation des prix de l'équilibre général par un

mécanisme global peut être (et fut) interprété, et déjà par Walras en personne, dans le sens d'une économie collectiviste, pouvant légitimer la proposition walrassienne de collectivisation des terres qu'on trouve au terme des *Études d'économie sociale*. L'État calculerait des indemnités pour les personnes expropriées et le prix de production de chacun des biens agricoles, puis des autres biens. Le dernier chapitre de ces *Études* est une préfiguration d'une économie intégralement planifiée – qui n'est pas sans écho (non explicité par Walras) avec l'*État commercial fermé* de Fichte en 1800. Comme Fichte et Smith formaient les pôles antagoniques d'un couple dont la tension animait la matrice de l'économie politique classique, Walras et Menger forment une paire similaire pour la nouvelle matrice de la pensée économique qui conduit du tournant du XIX^e au XX^e siècle jusqu'à nos jours, au tournant séculaire suivant.

Pour qu'il puisse exister une tension, et non une simple étrangeté complète entre ces méthodes des deux économistes, elles doivent posséder certes des similarités : ainsi sont-elles toutes deux monistes, mais seulement au sens où la science doit valoir tant pour la nature que pour la société, et également causalistes – cette fois, à la différence de la pensée classique, avec une causalité prise en un sens très strict, distincte des relations lâches reconnues par Smith ou Ricardo. Ces doctrines nouvelles prennent aussi pour point de départ la satisfaction que les hommes recherchent de besoins qu'ils ressentent, non la division du travail destinée à produire ce qu'il faut pour y pourvoir.

Pour Menger, le processus effectif de fixation des prix n'en échappe pas moins à toute saisie par l'approche totalisante d'équilibre *général*. Selon Menger, ce schème walrassien doit échouer par construction à prendre en compte la réalité répétée du processus fugace de l'échange et Menger souligne que c'est précisément là pourtant ce dont l'économie a pour tâche d'apporter la connaissance. Lisons notamment l'énoncé suivant que Menger puise chez Pellegrino Rossi et qu'il approuve hautement («*sehr richtig*»)³⁷ :

Si vous pouviez suivre à travers les mille vicissitudes du marché, les parties contractantes, en analyser rigoureusement la

[37] Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, op. cit., note manuscrite dans le volume possédé par Menger, sur la page intercalaire qui fait face à la page 108 (en français dans le texte).

position, en peser pour ainsi dire les besoins, vous auriez la solution vraie du problème.

L'éloge d'une telle démarche accompagne le reproche mengérien à l'encontre de Walras d'un manque de réalité dans la représentation de la matrice prix-équations de l'équilibre général. Ce n'est évidemment pas pour autant une critique de l'utilisation du raisonnement *a priori* dans la théorie scientifique : il ne s'agit pas de retracer comme les historicistes des échanges qui ont eu lieu à telle date, dans tel lieu, entre telles personnes, mais de pouvoir connaître par le menu détail tous les principes du déroulement de tout échange – et, par là, de *tous* les échanges, d'où même dans le cas de tel échange donné qui n'est plus alors qu'une illustration des principes généraux permettant de le suivre à la trace dans ses « mille vicissitudes ».

La science selon Menger est de la sorte indissolublement *analytique* et *génétique* : elle suit au plus près les *besoins individuels* dans le comportement de l'agent, le *reconstruisant* rationnellement (sous la forme d'un « type réel », ou *Real Type* dont la mention explicite apparaît dans les *Recherches sur la méthode* de 1883) en tenant compte *dans la théorie* des facteurs inévitables que sont l'information, le temps, et la disponibilité des biens notamment. C'est bien ce à quoi échoue le schème walrassien où la nécessité de supposer toutes les conditions parfaites garantit seule le succès de l'analyse ; or toutes les conditions ne le sont jamais. Mais comment considérer ces imperfections comme des données ? Il faut décrire les relations, non les calculer par un algorithme synoptique.

L'objection faite aux mathématiques est par conséquent une objection *de principe* et ce qu'il convient de savoir, c'est comment l'agent propose le prix qu'il est prêt à payer pour un bien, et pas le tableau parfaitement hypothétique des équations prix-quantités à ajuster. Quel que soit le sens d'une relation, il est accessible par la description (éventuellement littéraire, le langage est secondaire à cet égard). Menger pointe les lacunes dans les conditions inaugurales de la concurrence pure et parfaite (information parfaite, fongibilité des biens) sans vouloir la condamner, mais en exigeant que l'économiste reconnaisse l'agent dans ses dimensions, déterminées certes principalement par son intérêt égoïste dans tous les cas, mais jamais seulement comme le représentant dérivé d'un *homo economicus* incomplet et incompris et, en un sens, encore classique, qui se situerait dans des conditions

d'équilibre traduisibles en équations. En fait, l'agent n'est jamais dans une telle situation. Une preuve en est qu'à peine a-t-il acquis un bien, les conditions de sa revente ont changé de sorte qu'il trouverait bien des difficultés à le céder à son tour pour le même prix.

Limitons ici la confrontation à un seul concept : par exemple, celui de la représentativité de l'agent économique dans le modèle d'équilibre (Walras) et en dehors de ce cadre. La doctrine de Walras sous-entend l'homogénéité des besoins des agents avec celle des agents eux-mêmes. Or les besoins sont pour Menger responsables de l'entrée dans l'échange de la part de l'individu – sinon, il n'en voit tout simplement pas l'opportunité : Menger le dit au début du chapitre consacré à la valeur dans les *Grundsätze*, à l'encontre d'un soi-disant « instinct de l'échange » que Smith mettait en avant (si l'individu n'éprouve pas de besoin particulier, quel instinct pourrait-il le pousser à se défaire d'un bien pour en acquérir un autre ? S'il n'est pas insensé, aucun).

Mais, si le cadre walrassien conduit à faire voir des besoins d'agents identiques entre eux, entrer dans l'échange perd là aussi tout sens (puisque chacun aurait *déjà* ce dont il a besoin !).

On reconnaît sur cet exemple une critique sans doute forgée par Menger au cours de sa lecture de *l'Éthique à Nicomaque* puisqu'il se prononçait dans une note *contre* le passage où Aristote disait que l'égalité « sans perte ni gain » est nécessaire pour que se réalise l'échange³⁸. Menger s'élève contre cette vision pour les mêmes raisons que contre le concept d'équilibre dans l'échange mathématisé de Walras. Menger signale là une incompatibilité des plus profondes quant aux principes mêmes de ce qui est l'objet de l'analyse économique³⁹.

Il s'y ajoutait une double répugnance supplémentaire de la part de Menger : d'une part, l'approche mathématique, statique par construction, lui paraît surtout voiler en fin de compte l'objet véritable de

[38] Menger refusait à cet endroit la leçon du Stagirite, réfutant encore la leçon des commentateurs traditionnels sur la commensurabilité des biens, à la différence de Marx et de bien d'autres – quant à Léon Walras, l'étude des archives montre surtout qu'il a reçu à cet égard l'héritage de pensée de son père, le philosophe Auguste Walras.

[39] Malgré le perfectionnement des outils rendant l'économie de l'équilibre plus « dynamique » (mais en fait souvent, sous la forme plus exactement d'une *statique comparative*), et malgré tous les accords stratégiques, académiques et politiques, entre économistes « autrichiens » et « néoclassiques » du *mainstream* que le XX^e siècle allait connaître à l'occasion de leurs alliances contre les socialistes et les keynésiens, cette différence profonde devait demeurer.

la science sous un fatras technique – en cela, les économistes du XX^e siècle, en particulier dans sa deuxième moitié, allaient développer les outils mathématiques au-delà de tout ce que les deux auteurs du XIX^e siècle pouvaient imaginer ; d'autre part, Menger rejette l'ambition de réforme politique économique très présente de manière sous-jacente, puis explicite chez Walras, cela a été noté à propos de son éloge de la collectivisation des terres.

Pourtant sur ces deux points, l'avenir devait-il sourire à Menger ? L'avenir immédiat, certes pas : Menger paraît déjà isolé à l'orée du XX^e siècle dans son refus d'une mathématisation qui se répand. Les économistes allaient y voir de manière croissante la garantie de la scientificité de leur discipline, en se réfugiant dans la technicité de cette discipline, donnant sans doute raison à Hayek qui allait parler dès les années 1930 de l'économie comme d'une branche de la mathématique appliquée. Pourtant l'exactitude et la formalisation ne sont pas identiques – si un discours formalisé est par construction exact, tout discours exact n'est pas nécessairement formalisé, et l'expression littéraire mengérienne en fournit un exemple. C'est pourquoi celle-ci devait ensuite pendant longtemps être jugée comme la forme « imprécise » du marginalisme qu'on devait croire exprimé plus clairement dans les équations walrassiennes⁴⁰ – mais l'on échouait ainsi à la saisir pour ce qu'elle était, à savoir la récusation *consciente* de la confiance excessive dans un tel usage des mathématiques.

En outre, Menger a surtout sous les yeux des mathématiques qui sont d'abord définies comme l'usage de l'appareil statistique (dont lui-même se sert abondamment pour donner ses conseils lors de la *Valutareform* de 1892) : de tels travaux relèvent du singulier, de l'« histoire sous forme chiffrée ». Et là où, par ailleurs, les mathématiques sont d'un usage théorique, alors elles ne sont pas pour autant véritablement heuristiques, c'est-à-dire que l'exactitude du raisonnement causal,

[40] Un autre point est la capacité de Menger à maîtriser l'outil mathématique, qui fut discutée : Hayek jugeait que le travail de jeunesse de Menger sur les marchés financiers l'avait assez familiarisé avec elles pour que l'objection de l'obstacle technique qu'elles pouvaient représenter ne soit pas pertinent. Mais le fils de Menger, mathématicien lui-même et célèbre dans la Vienne des années 1920, en doutait puisqu'il écrit : « J'ai peur qu'il [mon père] n'en ait pas acquis une connaissance opératoire [des mathématiques], bien moins encore un regard sagace sur le calcul » (Karl Menger, *Selected Papers in Logic and Foundations, Didactics, Economics*, Dordrecht, Reidel, 1979, p. 45).

quelle que soit son expression, y compte seule, mais que Menger peine à voir en quoi elles apporteraient des éléments favorisant la recherche.

En tout état de cause, le premier cas (l'«histoire chiffrée») se rencontre le plus fréquemment à l'époque. Et même cette forme statistique est loin de se généraliser à *titre de théorie*, d'être saisie comme une branche mathématique de la *Volkswirtschaft*. Dans ce sens vont les efforts du grand statisticien allemand Wilhelm Lexis, que Menger reconnaît en même temps qu'il n'épouse pas l'inspiration qui les guide.

L'usage des équations reste *a fortiori* superflu lorsqu'il est au mieux illustratif du propos – ce qui est d'ailleurs vrai de la plupart des textes de l'époque où des formules apparaissent. Pour Menger, cet usage est même *trompeur*, en suscitant une vision fausse des événements économiques, en substituant une statique comparative à la description des processus dynamiques que sont l'échange, la satisfaction des besoins, et en suscitant une négligence coupable quant aux aspects liés à la saisie du *déroulement temporel* des phénomènes, à l'information disponible, et aux concepts eux-mêmes, car on use des mathématiques pour introduire propriétés et hypothèses *ad hoc*⁴¹.

Menger avertit donc comme par avance les économistes de la confusion entre science *exacte* et science *mathématique*. Il dit aussi qu'user de la clause *ceteris paribus* et de l'analyse fonctionnelle (déjà en essor) se fait souvent au détriment de la clarté et de la distinction des idées économiques. Dans sa correspondance, Menger dénonça, derrière l'accumulation des formules, et chez des auteurs moins doués que Walras, la faiblesse ou les lacunes du raisonnement qu'elles dissimulaient, soit en introduisant subrepticement des hypothèses supplémentaires, soit en rapportant l'objet de la démonstration à un cadre d'équilibre qui lui était inapproprié⁴². Ce sont toujours là questions de principe, mais aussi de minutie des textes.

[41] Le fils de Menger, Karl, devait tenter plus tard, sinon de justifier ce en quoi il vit un aveuglement de son père, mais de rapprocher la pensée économique autrichienne de l'algèbre des fonctions et de la théorie des jeux inspirée de von Neumann et Morgenstern : son article de 1953 est repris dans ses *Selected Papers in Logic and Foundations, Didactics, Economics*, *op. cit.* En dépit de la peine évidente qu'il prit, il reste possible de demander s'il a réussi à saisir les intentions paternelles réelles à cet égard.

[42] Ce fut en particulier vrai pour certains qui, dans l'École autrichienne, voulurent conjuguer équilibre et théorie des cycles du capital, ce qui par construction, appartient à une des incompatibilités dans la réflexion autrichienne.

Un exemple tiré de la bibliothèque de Menger l'illustre par excellence, à savoir la lecture qu'il fit de la théorie des prix chez Auspitz et Lieben : à en juger par la graphie, ses notes manuscrites traduisent ses interrogations et un désaccord énergique⁴³. Il porte notamment sur l'usage de la clause *ceteris paribus* dont la justification est inexistante, sur la conclusion concernant l'égalité des coûts marginaux et de l'utilité marginale sous des conditions d'équilibre. Peut-on douter du « marginalisme » de Menger à partir de tels points ? Il faut plutôt signaler en premier lieu comme pertinente sa critique d'une formulation mathématique impropre. Un examen attentif des notes montre d'ailleurs que Menger ne rejette pas les équations comme telles, mais qu'il souhaite en considérer un usage large et plus réaliste, jugeant que la démonstration purement mathématique a privé les auteurs d'une appréhension véritable de leur objet (les prix). L'égalité des coûts marginaux et de l'utilité marginale résume-t-elle le marginalisme ?

Si tel était le cas, la doctrine de Menger ouvrirait à un *au-delà* du marginalisme. Mais il souligne seulement demander une démonstration dont le but soit d'atteindre une compréhension des phénomènes.

Il est connu qu'Auspitz et Lieben allaient être reconnus pour avoir en partie anticipé le théorème dit « de l'enveloppe », découvert plus tard. Menger n'en a évidemment pas l'intuition, mais il voit bien ce qui pêche dans les définitions incomplètes données par les auteurs, dans une présentation de la science faite d'équations et de graphes, mais qui demeure loin d'être aussi *exacte* qu'elle le prétend⁴⁴. Les auteurs ne demandent-ils pas au lecteur d'accepter certains arguments *ad hoc* et « en général » tout en se targuant de la précision du calcul, rendant la théorie incohérente, finalement aussi empêtrés dans les calculs que les historicistes allemands dans leurs proclamations « éthiques »⁴⁵.

[43] Ces notes sont portées sur son volume de Rudolf Auspitz & Richard Lieben, *Zur Theorie des Preises*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1887. Les citations qui suivent sont pages 2 et 5.

[44] Les pages de courbes géométriques qui suivent l'exposé d'Auspitz et Lieben sont encore assez neuves à l'époque, mais elles restent plus illustratives que démonstratives. Leur intérêt devait être reconnu plus tard.

[45] Un autre exemple déjà évoqué du rapport aux mathématiques à l'époque est celui de Mangoldt dans son *Grundriss der Volkswirtschaftslehre* de 1863 : une première version de l'utilité marginale des biens s'y lit-elle ? Menger en a annoté les premières pages,

La seconde réticence de Menger envers Walras, nous l'évoquions, est moins explicite, mais plus profonde (après tout, un usage heuristique des mathématiques pourrait être inventé) car il concerne l'usage de la science : Walras épousait une cause politique en lui fournissant des arguments scientifiques. Marx, Schmoller ou Bastiat faisaient de même. Or appartient-il vraiment à l'économiste de suggérer le terme assigné à l'humanité – fût-ce la stagnation prévue par Ricardo, le « salut » dans la jouissance de Gossen, l'État prussien de Schmoller, le monde des propriétaires de Bastiat, ou celui des prolétaires de Marx ?

Walras est collectiviste. Qu'attendre de là ? Menger ne croit à rien de tout cela, ou plutôt juge plus modeste le rôle du penseur économique. Si la science est utile, elle diminuera l'incohérence et (comme Marx qui l'attribue au capitalisme) le gaspillage des forces. La concurrence entre industriels est-elle une cause d'efficacité ou de gaspillage (par redondance des efforts) ? L'économiste peut proposer des arguments d'efficacité, ce qui pousse Walras à proposer la collectivisation des terres, de sorte que l'État soit la figure du « commissaire-priseur » de l'équilibre général⁴⁶.

Cela impliquait-il de défendre une cause ? Menger rejette la conséquence incohérente qui subordonnerait une science ancillaire au pouvoir politique. Nulle autre cause à défendre pour le savant que celle de la connaissance. Par ailleurs, serait-il même possible d'évaluer *ex-ante* l'intérêt économique d'un groupe (d'une classe, d'un peuple) en son entier ? Les notions à la base de ces démarches d'avocats sont des chimères et l'illusion régit tout concept collectif (*Kollektivbegriff*), comme celui des « classes » des auteurs classiques (Marx compris) et celui de *Nationalökonomie* chez les historicistes allemands. Menger (et ses héritiers) y voient un constructivisme présomptueux, illustré par excellence dans l'historicisme. Menger, qui ne refuse certes pas pour autant d'être utile à la politique économique (lors de la *Valutareform*

mais il a été sans doute lassé par des suites d'exemples chiffrés et de courbes purement illustratives, et il semble avoir délaissé l'ouvrage. Pourtant, un premier raisonnement à la marge s'y lit dans les remarques (*Anmerkungen*). Menger le souligne, mais refuse les béquilles mathématiques.

[46] Déjà mentionné ici, ce point évoqué dans le dernier chapitre des *Études d'économie sociale*, ce point demanderait également une explicitation de l'architectonique de l'équilibre général qui dépasse le présent propos.

de 1892), souligne qu'aller au-delà du seul avis consultatif sur ce qui est rationnel, c'est outrepasser le domaine de la science⁴⁷.

Menger avait ainsi émis, au sein même des critiques multiples que sa théorie et sa méthode portaient contre les discours passés et contemporains, l'exigence la plus haute pour un renouveau de la connaissance scientifique.

Au total, les désaccords fondamentaux entre le penseur autrichien et les autres penseurs de son temps, les derniers classiques, les historicistes, mais aussi les autres pères du marginalisme, sont assez grands pour expliquer l'ambiguïté durable d'une École marginaliste «autrichienne» elle-même en marge du courant qui allait dominer la pensée économique du XX^e siècle, ce «*mainstream*» à l'essor duquel elle contribuait, mais qui écrivit la science économique à partir d'une autre vision, celle de l'équilibre général. Le raisonnement «à la marge» se trouvait lui-même donc assez nettement présent chez les trois économistes à la fois pour autoriser les historiens de la pensée à les rapprocher, en soulignant leur parenté dans le succès de la révolution anticlassique enfin menée à bien, et à la fois présenté assez différemment et appuyé sur des concepts assez divers pour justifier des distinctions majeures dans le cadre de la révolution opérée.

Car il s'agit bien d'une révolution «copernicienne» au sens kantien dans ce moment de crise de la rationalité au tournant du XX^e siècle. Le concept d'économie politique même change alors, en passant d'une théorie de la production et de la répartition, à une science du marché où se déroulent des échanges de produits suscités par la subjectivité (toujours impénétrable) des besoins. La tension qui reformule la problématique économique hors de la matrice de la valeur-travail explique la sortie de la matrice économique classique, mais aussi la différence avec les suiveurs de Marx. L'époque où régnait la matrice de la science classique subissait ainsi sa deuxième négation, après celle de Marx et des auteurs de l'École historique, qu'on peut assimiler à cet égard, même s'ils ont des objectifs distincts.

C'est-à-dire qu'arrivait ainsi, pour reprendre des termes chers à Hegel, le moment de la deuxième et *véritable* négation de la pensée classique – la première négation avait entraîné seulement une redite,

[47] Le fondateur de l'École autrichienne n'aurait pas nécessairement partagé tous les points de vue du *libéralisme* qui dictent les positions de ses héritiers : il entendait se limiter à la science, tout entière, mais à elle seule.

d'ailleurs parfois bien maladroite lorsque la vulgate marxiste allait s'institutionnaliser selon des modalités bien peu compatibles avec nombre des écrits de Marx. La négation véritable établit le discours sur un sol neuf : un monde était alors passé. Une fois le classicisme vaincu au carrefour des discours qui en étaient les critiques dans le dernier tiers du XIX^e siècle, l'entreprise de réalisation pratique des éléments de ces discours économiques allait devenir possible au XX^e siècle – sur les ruines de l'Europe, des Empires centraux d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et de Russie –, avec la fin des écoles classique et historique. De cela aussi l'on allait devoir dire : « *Die Zeiten sind vorbei* ».

Il est temps de donner l'épilogue de ces discours critiques du XIX^e siècle dans les affres qui allaient en institutionnaliser certaines formes (abâtardies) dans les régimes du XX^e siècle.

ÉPILOGUE

L'institutionnalisation paradoxale des critiques du classicisme

Entre la proclamation de l'Empire (le II^e Reich après le Saint Empire romain germanique), dans la Galerie des Glaces de Versailles en 1871 et son effondrement à l'issue de la Première Guerre mondiale, suivant l'armistice signé dans un wagon de la gare de Compiègne en 1918 et la révolution à Berlin, l'évolution de l'identité du peuple allemand (si le terme a un sens politique et historique à défaut de se prêter à l'analyse économique) s'est poursuivie sur la voie d'un nationalisme belliqueux qui allait encore au cours du XX^e siècle provoquer d'autres catastrophes. Cette marche au désastre peut-elle, doit-elle être imputée, ne serait-ce qu'en partie, à la science allemande, en particulier à la science économique et aux échecs qui ont accompagné sa formation, principalement contre la matrice classique, et son enfermement dans une impasse – celle que dénonçait le Viennois Menger ?

Le phénomène des Écoles historiques allemandes – au pluriel, puisqu'il faut distinguer la « vieille » école, fondée par Roscher, de la « jeune » guidée par Schmoller, voire de la « plus jeune », qui consiste dans des tentatives de réforme comme celle de Max Weber et de Werner Sombart – a accompagné la « monarchie sociale » et les ambitions unificatrices puis impériales allemandes. Servant le peuple « german » (celui dans l'imagerie duquel la figure des chevaliers teutoniques n'a peu ou prou jamais disparu), en prônant et en influençant la redécouverte de son passé, les auteurs qui purent se reconnaître dans ces Écoles historicistes avaient contribué à donner à l'Empire pendant son demi-siècle d'existence, de 1870 à 1918, son cadre théorique et à assurer en grande partie sa stabilité institutionnelle. Les critiques de Marx et de Menger avaient délité les fondements de la théorie économique classique ; leurs héritiers allaient remettre en cause ce « laboratoire bourgeois » germanique du XIX^e siècle, qui se pensait

comme devant succéder au «laboratoire bourgeois» britannique de la révolution industrielle du siècle précédent¹.

L'issue de la querelle des méthodes (le *Methodenstreit*) compte à cet égard : Schmoller négligea de réaliser son impact après avoir affronté la verve de Menger, l'avoir attaqué à son tour, il se résigna à réviser certaines de ses propres vues : les *Schmollers Jahrbücher* témoignent de ses hésitations². Le résultat fut d'établir l'École autrichienne sur les principes d'une conception nouvelle de la science (individualisme méthodologique, prise en compte de l'ignorance et du temps), nous l'avons vu. Un basculement dans les questions de théorie économique s'opérait de Berlin à Vienne. Là, dans la «*Paris der Mitteleuropa*», ce qu'on appela la «Belle Époque» en France se présentait sous la forme d'une «Joyeuse Apocalypse». Vienne au tournant 1900 condensait un précipité des conceptions modernes qui parachevaient et conduisaient à leur apogée puis à leur dépassement (*Aufhebung* toute philosophique) les idées du siècle passé. Nulle part la notion de «destruction créatrice», cette *schöpferische Zerstörung* dont un héritier de Menger, l'économiste Josef Schumpeter, devait faire plus tard son mot d'ordre en théorie de la firme, de l'entrepreneur et de l'innovation, n'avait trouvé sans doute d'expression plus brillante. Le paradoxe du parachèvement des idées du XIX^e siècle consiste en ce que leur caractère de doctrines critiques (de l'économie politique classique) conduisit à leur *institutionnalisation*.

En effet, à l'issue de la Première Guerre mondiale, les régimes impériaux germaniques (et russe) s'effondrèrent en emportant avec

[1] Nous avons été surpris et intéressé de retrouver l'expression de «laboratoire bourgeois» comme titre d'un ouvrage de Domenico Losurdo : *Il laboratorio borghese : scienza e politica nella Germania dell'Ottocento*, Urbino, Il Molino, 1987. Le spécialiste italien de Hegel interprète le contexte allemand en marxiste en en faisant une analyse toujours fine et recommandable.

[2] Dans l'édition de 2004 du présent ouvrage, nous écrivions qu'«une histoire détaillée du *Methodenstreit* reste à faire». Quelques ouvrages ont paru depuis lors qui y ont contribué : Hinnerk Bruhns (dir.), *Histoire et économie politique en Allemagne de Schmoller à Weber*, Paris, Éditions de la MSH, 2004 ; Alain Alcouffe & Claude Diebolt (dir.), *Histoire de la pensée économique allemande*, Paris, Economica, 2009. L'étude majeure est désormais notre présentation et notre commentaire accompagnant la traduction intégrale des *Untersuchungen* de Menger : *Recherches sur la méthode en sciences sociales et en économie politique en particulier*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011, cent vingt-huit après l'original allemand, pour un total de 576 pages, pour moitié consacrées à cette histoire.

eux dans la débâcle l'édifice institutionnel ancien tout entier qui avait garanti leur stabilité. C'est notamment l'influence de l'université allemande dans le domaine des études économiques historicistes qui fut balayée. Schmoller mort (en 1917), son influence disparue, le flux se tarit des étudiants du monde entier, notamment américains, qui s'y rendaient avant-guerre afin d'acquérir les éléments du savoir historiciste. Ce temps aussi était fini : seuls des philosophes (parmi lesquels Sartre, Aron, Quine) continuaient d'aller y puiser la connaissance. Ils venaient au crépuscule, comme la chouette de Minerve dont Hegel manifestait l'essence philosophique dans son introduction à ses *Grundlinien der Philosophie des Rechts* de 1821.

Le champ académique était sinon épuisé en économie, du moins son originalité disparaissait-elle avec le régime ; il allait falloir attendre la Vienne des années trente pour le revivifier avec la philosophie positiviste – où le rôle de Karl Menger (le fils) fut considérable³.

Mais des voies s'ouvraient hors de lui, dans la *réalisation institutionnelle pratique* de nouvelles formes d'organisation, inédites et inventives, fondées souvent, comme avec un décalage dans le temps, sur les théories critiques de l'économie politique classique. La prise en charge d'une économie administrée par l'État à travers la planification, la formation d'instituts de conjoncture et/ou de politique économique deviennent les traits marquants à la suite des idées d'un historicisme révisé, mais surtout de Marx et de Menger. Les deux penseurs du XIX^e siècle (décédés respectivement en 1883 et 1921), fils des Lumières à leur manière (respectivement, du rousseauisme français et des Lumières du joséphisme autrichien), apparaissent ainsi comme les hérauts du XX^e siècle.

Le champ était à la fois libre institutionnellement – et ce fut la tentative républicaine de Weimar, d'une part, d'une Autriche réduite à la taille d'une province, d'autre part – et clos par les idées du XIX^e siècle

[3] La traduction donnée par lui de la pensée paternelle, en dépit de sa bonne foi, trahit une partie de l'inspiration réaliste et essentialiste du fondateur de l'école autrichienne. Le fils, mathématicien, positiviste logique et férù de la méthode hypothético-déductive, diffère de son père, aristotélien et hostile à l'emploi des mathématiques et/ou de l'équilibre walrassien. Il donna la seconde édition des *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* en 1923 en conservant le titre, mais avec des variations dans lesquelles il faut trier entre ce qui est de son cru et ce qui relève des notes paternelles destinées à la révision de son texte et qu'il faut donc retrouver dans les archives.

pouvant servir les affrontements singuliers du XX^e siècle. En d'autres termes, la lice était prête pour les affrontements du XX^e siècle qui allaient conduire au suicide des civilisations européennes qui se découvraient mortelles, selon le mot de Paul Valéry : les combats entre les divers nationalistes, les socialistes et communistes et les « Autrichiens », entre les héritiers des libéraux et les tenants de la planification, un combat constitutif d'options opposées en théorie de la connaissance (l'épistémologie naissante), dans l'ordre métaphysique comme en philosophie politique et morale.

De la confusion de la mêlée surgissaient la révision de la théorie de la science, des luttes qui diffusèrent ces courants hors et loin d'Europe, forçant nombre à émigrer, mettant en mouvement des masses jusqu'alors jamais remuées de la sorte, jusqu'en Orient. Les conflits du XX^e siècle ont eu pour enjeux l'organisation politique du monde selon des théories du XIX^e siècle, par le fer et par le feu le plus souvent, les conflits de valeurs inexpiables que diagnostiquait Weber furent (ou non) réglés.

Auteurs et écoles n'étaient plus de simples observateurs de la vie de leur temps mais des acteurs de ses convulsions, comme Marx l'avait annoncé mais sans doute au-delà de ce que lui-même ou Menger auraient pu souhaiter ou envisager. La réalisation pratique des doctrines économique, sociale, voire politique, de ce qui avait été les discours critiques de la matrice classique passa par leur institutionnalisation. Cette réalisation était naturellement déjà en cours dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, et ce qu'avaient réclamé et activé les économistes le montrait : les réformateurs schmollériens inspiroient à Bismarck une part de sa politique économique et sociale, en particulier à travers l'instrument du *Verein für Socialpolitik*, avec des réformes du travail encore inouïes en Europe, Marx fondait l'Internationale en vue de la révolution et Menger installait son école dans l'université impériale.

Toutefois, hors l'École historique sous la houlette de Schmoller, aucun de ces discours ne trouvait encore d'application à grande échelle. L'Internationale semait des germes – selon l'image que Zola sut catalyser dans *Germinale*. L'école académique autrichienne restait d'un essor limité dans une ville réduite à la capitale d'un pays de la taille d'une province. La forme même du capitalisme des entrepreneurs individuels conquérants (le « modèle faustien » sur lequel nous ouvrons cette étude) était en train de se transformer en une série de fonctions

correspondant chacune à un trait de l'entrepreneur, mais pouvant de la sorte être réalisées en dehors de lui.

Ce mouvement accompagnait et permettait l'essor d'appareils de production dont la taille appelait une nouvelle organisation. Cette mutation des structures de production en gigantesques organisations entraînait une gestion requérant une bureaucratie que seuls l'État, des cartels ou de très larges monopoles pouvaient maîtriser, substituant au discours des classiques l'application systématique par une « machine » bureaucratique de lois imposées : hiérarchiques, administratives, technicisées et *autoritaires*. Elles se nourrirent des théories diverses (révolutionnaires, réformistes, conservateurs, réactionnaires) des critiques du classicisme ayant en commun des ambitions à la taille de ce nouveau monde.

La description de cet essor forme donc l'épilogue naturel de notre étude des théories critiques de la pensée classique durant ce que l'historien Eric Hobsbawm a nommé un « long XIX^e siècle » (de 1789 à 1918). La clôture d'une époque, celle de la formation des concepts critiques du classicisme, sur la césure de la Première Guerre mondiale, ouvre une « ère des masses ». Ce sont elles qui devaient décider de l'histoire d'un court (et catastrophique) XX^e siècle (de 1917 à 1989⁴).

S'arrêter un instant au seuil de ce dernier doit nous permettre, pour conclure cette étude, de voir comment les matrices *scientifiques* et critiques relevées jusqu'ici furent fondatrices ; comment, une fois constituées en tant que telles, ces matrices, qui se transformaient en s'institutionnalisant, ont conduit à éliminer les concepts des classiques pour en promouvoir d'autres dont le rôle avait été négligé jusqu'alors (notamment le rôle du temps dans la production, de la connaissance dispersée, de la position de l'homme dans son environnement, de la monnaie, qui est plus qu'un « voile »).

Nous envisagerons d'abord les formes politiques institutionnalisées du marxisme révolutionnaire révisé par la théorie politique des élites avant-gardistes (qui avait son pendant « bourgeois » dans les vues de Vilfredo Pareto, successeur de Walras à la chaire de Lausanne). Est-il besoin de redire l'impact majeur sur la population entière du globe ?

Nous analyserons ensuite le sens possible d'un institutionnalisme et d'un monétarisme mengériens en un sens, et enfin l'évolution de

[4] Eric Hobsbawm propose une lecture orientée politiquement (les dates retenues sont celles des révolutions et des guerres, qu'il n'est pas besoin de préciser) mais suggestive et, de notre point de vue, ici pertinente.

l'historicisme en institutionnalisme, de la sociologie comparatiste de Weber à l'ordolibéralisme de Walter Eucken qui marque le *terminus ad quem* de cet épilogue – comme l'œuvre de Menger marque globalement celui de l'entreprise de ce volume.

1 – Du marxisme institutionnalisé dans ses formes politiques

Le paradoxe est assez notoire : une version de la critique marxienne du classicisme s'inscrit dans la réalité politique dans la partie de l'Europe où cela était le moins attendu, et dont on sait à quel point Marx et Engels jugeaient l'état retardataire vu son faible développement en comparaison de l'Allemagne où tout faisait attendre (et espérer pour qui la souhaitait) la révolution. Tout en désespérant des Allemands après le spectacle de la révolution avortée en farce de 1848, Marx jugeait les conditions de réalisation de la crise de reproduction du capital plus avancées dans sa patrie d'origine que partout ailleurs – ce en quoi il jugeait correctement du rattrapage dans le développement effectué dans les territoires allemands les plus développés.

Mais si la révolution y éclata en 1918, la défaite dans la Première Guerre mondiale en avait plutôt été le déclencheur, et elle fut elle-même défaite à Berlin. Elle se réalisa ailleurs, toujours par la violence, et moins en raison des attentes de Marx, qui étaient différentes, mais de cet « accélérateur de l'histoire » (Lénine) que fut la Première Guerre mondiale. Née des échecs du *Vormärz*, pensée à partir du retard industriel, de l'enclavement, et de l'éclatement politique, la matrice marxienne d'origine pouvait paraître inadaptée si Lénine n'avait su adapter la vision de l'histoire pour mener la révolution au succès en Russie. Du *Manifeste communiste* (1848) à l'*État et la révolution* (1917), c'est la version bolchevique d'un marxisme révisé qui en sortit triomphante, avec ses ambiguïtés et ses faux-semblants.

Proclamée dogme des « soviets » formés au sein des centres industriels qui étaient concentrés s'ils étaient peu nombreux, elle fournissait l'explication de l'exploitation vécue intensément tandis que, par ailleurs, sur des territoires immenses, la soumission à la puissance autocratique n'avait jamais cessé de régner dans les esprits.

D'emblée international par la volonté de son fondateur, mais occidental dans ses concepts, le socialisme réduit à un seul pays se retrouvait oriental, à cheval entre Europe et Asie. Les jugements de Marx et Engels sur le « despotisme oriental » trouvaient-ils une réfutation

ou une illustration supplémentaire ? L'expansion se poursuit en conquérant le plus grand pays d'Asie de l'Est, la Chine, où une certaine forme de marxisme est encore aujourd'hui doctrine officielle. À l'origine de ce mouvement mondial, les bouleversements des empires suite à la Première Guerre mondiale permirent l'essaimage des idées communistes : les décennies 1870-1900 réalisaient l'annonce par Marx de l'impossibilité de séparer activité théorique et action pratique ; les semailles pouvaient prendre si le climat s'y prêtait.

Le marxisme fut en ce sens exactement cet équilibre précaire que Malraux décrit dans *La condition humaine*, et la tension forte (par là féconde), entre une interprétation historiciste de l'économie fondée sur un fatalisme déterministe de type classique, mais voyant la révolution mondiale aussi inéluctable que Ricardo pensait l'état ultime de stagnation économique, d'une part, et un volontarisme dont le sujet marxien, le prolétariat, pouvait prétendre incarner en son dénuement les valeurs de l'humanité entière.

Cette tension, dont les termes sont contestables – ainsi du rôle du prolétariat, que devait démystifier Raymond Aron – pouvait se résoudre en des formes variées : celles qui institutionnalisèrent le marxisme-léninisme comme dogme s'imposèrent au gré de l'histoire, contre d'autres, toutes nées dans des oppositions préalables au sein du courant originel social-démocrate et illustrées par différentes tendances dont les luttes fratricides ont marqué l'histoire d'un siècle et demi : la charge révolutionnaire originelle se muait ici, en réformisme, là en appel à la violence rédemptrice, au fur et à mesure que des courants radicaux naissaient. En pratiquant une politique qui ne laissât aucun ennemi debout « sur sa gauche », en ne reconnaissant que des adversaires de « classe » et des « traîtres », le parti bolchevik imposa l'exclusive au sein du mouvement ouvrier au XX^e siècle. Il sut faire oublier des formes d'institutionnalisation potentiellement différentes issues de la pensée de Marx et pratiquées antérieurement dans de premiers essais pour mettre la critique au service de la politique⁵.

La tension née de l'ambivalence constitutive de l'entreprise, à la fois scientifique et politique, intellectuelle *et* partisane, de Marx comme

[5] Le bolchevisme s'imposa en isolant l'aile « droite » *menchevik* minoritaire du Parti ouvrier social-démocrate russe *et* en écrasant le « gauchisme, maladie infantile du communisme » (Lénine). Mais au-delà de ces affrontements politiques, des enjeux plus larges quant à la nature de l'optique révolutionnaire étaient disputés.

théoricien du capital et comme dirigeant de l'Internationale, rendait possible ces développements. Le socialisme et le communisme furent vécus et théorisés selon des modalités ne s'exprimait pas moins dans des gouvernements de social-démocratie urbaine adaptée aux conditions locales que dans la dogmatique du système soviétique. Comme Marx le disait, la «*praxis*» rendait nécessairement multiple toute pensée se présentant sous l'apparence d'un monolithisme⁶.

1.1 – Rôle pivot de l'austromarxisme dans l'institutionnalisation politique de la critique théorique donnée par Marx

La forme institutionnelle que peuvent prendre des rapports des classes dont le renversement est souhaité, à quelque titre que ce soit, trouva à s'illustrer d'abord dans l'austromarxisme. Sa place est déterminante pour saisir la nature *paradoxe* de l'interprétation du marxisme dans un second temps par la planification soviétique. L'austromarxisme fut qualifié de révisionniste, là où la planification intégrale fut suivie alors même qu'elle est introuvable dans les écrits de Marx !

La pensée de Marx offre évidemment, comme toute grande philosophie, plusieurs entrées. Le point est disputé de savoir si c'est par la théorie de l'histoire, plus que par la théorie économique (qui concerne toutefois plus la présente étude) que s'amorça la diffusion de la pensée marxiste en Autriche⁷. La lutte des classes en fut le concept-clef. Mais il fut bientôt mis en question, dans un empire où l'administration (*Verwaltung*) encadrait le pouvoir effectif des Habsbourg, et où le rôle des nationalités croisait celui des classes sociales. Le rapport

[6] Le monolithisme soviétique même devait s'adapter, sur le fonds commun des traits définis comme totalitaires par Hannah Arendt, aux conditions de cette société encore à industrialiser (en commençant par l'électrification en même temps que les soviets), et plus tard, à d'autres sociétés paysannes (Chine, « national-communisme » vietnamien, romantisme révolutionnaire latino-américain, voire népotisme africain). La racine commune de courants aussi divers se trouvait dans la critique de la matrice économique classique donnée par Marx, mais elle ne put mouvoir au XX^e siècle la moitié de l'humanité sans quitter la science pour l'action, en substituant, comme l'avait souhaité Marx, « aux armes de la critique, la critique par les armes ».

[7] C'est le point de vue de Hermann Böhm, *Die Tragödie des Austromarxismus am Beispiel von Otto Bauer*, Frankfurt, Peter Lang Verlag, 2000 (en particulier affirmé page 33 sur ce point). Il conteste donc un point de vue plus traditionnel qui faisait de l'austromarxisme un économisme « entre » le révisionnisme (de Bernstein) et le bolchevisme (voir par exemple Norbert Leser, *Zwischen Reformismus und Bolschewismus. Der Austromarxismus als Theorie und Praxis*, Vienne, 1968).

aux institutions des unes comme des autres était essentiel en raison de son rôle pour gérer la vie des «sujets» très diversifiés de l'Empire.

Même les marxistes les plus ardents partageaient alors la confiance générale dans l'Empire : ainsi, l'organisateur du grand parti social-démocrate, Victor Adler, menait-il ses partisans à accepter le pouvoir, et à avoir plus de députés que tout autre parti au *Reichsrat* dès que le suffrage universel (masculin) fut adopté (en 1907) ; il défendait le régime impérial qui le méritait plus que tout autre à ses yeux :

À l'exception de la France et de l'Angleterre, l'Autriche possède peut-être les lois les plus libérales de toute l'Europe, à tel point qu'elle ressemble à une république qui aurait à sa tête un monarque au lieu d'un président⁸.

Dans la Vienne des années 1880 déjà, l'expression des revendications sociales fut en partie efficace : les recommandations de la II^e Internationale n'y étaient certes pas directement écoutées, mais les bénéfices sociaux y étaient déjà mis progressivement en place⁹. S'y mêlait toujours la «question des nationalités» en raison du cadre de domination austro-hongroise exercée sur les peuples slaves et sur les autres minorités de l'Empire (soit de type régional comme la minorité italienne, lombarde ou vénitienne, soit de type transnational, dans les cas des Juifs ou des Tziganes), toutes fortement représentées dans la capitale impériale. La résolution des conflits semblait pouvoir toujours passer par l'arbitrage de la puissance impériale tutélaire transformée en bureaucratie. Les efforts des économistes (dont Lorenz von Stein, nous l'avons dans le chapitre sur l'«économie administrée») pour la moderniser eurent des effets positifs, quoique mitigés. Au-delà des discours, tant que l'Empire dura (soit jusqu'en 1918), il se trouve que la majorité des dirigeants sociaux-démocrates ouvriers, qui se réclamaient du marxisme, s'accommodaient aussi des structures législa-

[8] Cité in Heinrich Benedikt, *Die Monarchie des Hauses Österreich*, München, Verlag für Geschichte und Politik, 1968, p. 181. Le parti social-démocrate autrichien avait été unifié par Adler au congrès de Hainfeld de décembre 1888. Adler avait fait plusieurs séjours en prison, ce qui ne l'empêchait pas de voir dans le régime un garant de lois plutôt avancées.

[9] La ville ne reçut son surnom de «Vienne la rouge» qu'après la Première Guerre mondiale, et le «socialisme municipal» de Karl Lueger, qui régna véritablement sur la ville dans l'avant-guerre, n'était certes pas de tradition marxiste mais chrétienne (la Christlichsoziale Partei avait été fondée en 1893).

tives et surtout, administratives impériales, les jugeant garantes de progrès, certes lents, mais certains.

L'analyse économique fournissait d'ailleurs un argument supplémentaire à l'option réformiste : l'Autriche avait un retard industriel à la fin du XIX^e siècle presque comparable à celui de l'Allemagne en 1800, au début du siècle ; si la révolution devait suivre le plein essor du capitalisme, elle devait concerner l'Empire allemand, pas l'Empire austro-hongrois. D'où le développement économique pouvait-il venir ? Au milieu de tant d'intellectuels brillants (qui ne pouvaient faire envier aux Viennois que la vie intellectuelle parisienne dans toute l'Europe), l'innovation scientifique, littéraire ou artistique se déployait.

L'innovation économique et technique s'exprimait aussi, mais celle-ci ne trouvait cependant en général que rejet et maints exemples existent de découvertes d'inventeurs autrichiens alors restées dans les cartons de l'administration ou, par dépit, développées à l'étranger, où leurs auteurs migrèrent. Malgré le brio de quelques-uns, la peur de la modernisation et l'absence d'esprit d'entreprise l'emportaient partout.

L'absence d'encouragement à l'investissement capitaliste entravait un plein essor, surtout en dehors de la capitale et de quelques villes majeures (Prague, Budapest). En dehors de ces centres industriels géographiquement très localisés (ainsi Wiener-Neustadt), l'Empire demeurait surtout rural¹⁰. La prégnance de l'Église catholique « nationale » retenait encore l'initiative s'il était besoin. Elle allait inspirer dans une certaine mesure à Weber sa comparaison de l'esprit du capitalisme dans le catholicisme et dans l'éthique protestante (des sectes dissidentes en particulier). Enfin, l'antisémitisme ambiant d'origine catholique trouvait un pendant dans un anticléricalisme virulent et lui aussi antisémite. Par contrecoup, les enjeux secondaires épuisaient toute critique réformiste modernisatrice qui eût pu se faire entendre¹¹.

Conformément à l'intuition de Stein, les seules innovations qui pouvaient réussir dans un tel cadre venaient de la bureaucratie même

[10] Pour des exemples édifiants de cette lacune due à l'incurie généralisée, cf. William M. Johnston, *L'esprit viennois* [1972], trad. fr. Dauzat, PUF, 1985, p. 50 et sq. En 1891, Menger dénonçait le manque d'initiative dans l'Empire : il disait que les trois fils d'un propriétaire de café – ce lieu essentiel de la vie viennoise – en ouvriront eux-mêmes...

[11] L'antisémitisme fut attisé par la « Grande Dépression » des années 1880 et la faillite du Kredit Anstalt des fonds « chrétiens » fut dite et répétée survenir « par la faute de la banque juive », haine gravée dans les mémoires.

– comme la création d'une Inspection du travail par la loi Taaffe en 1883, par exemple. Mais elles occasionnaient des coûts supplémentaires tandis qu'une industrie encore faible était incapable de lutter contre les produits de l'«Allemagne des usines» : là se reproduisait un schéma ayant des similarités avec la relation des territoires allemands à la Grande-Bretagne au début du XIX^e siècle. La différence résidait toutefois dans l'inféodation du pouvoir autrichien à la diplomatie prussienne à partir de la victoire bismarckienne de 1866. Après 1918, dans les séminaires et instituts de conjoncture qu'allaient ouvrir les membres de l'École autrichienne (en particulier Ludwig von Mises et son cadet Friedrich von Hayek), on devait découvrir les tares du cycle du capital dans le cas autrichien. Libérale ou socialiste (marxiste), la critique des lacunes du capital local se diffusait sur le fond de convictions profondément enracinées dont Stein (anobli depuis son professorat à l'université de Vienne) avait en son temps saisi les ressorts, à savoir qu'au-delà des discours, l'attrait de la révolution cédait devant la conscience de l'importance de la législation sociale, qui semblait elle-même l'emporter sur celle de la nécessité de moderniser le pays¹².

Les efforts de Stein en vue de réaliser la «monarchie sociale» n'avaient-ils alors que trop bien réussi ? Ils correspondaient en tout cas à l'esprit du lieu. Mais l'impasse théorique dans laquelle une économie politique de ce type enfermait la science, dénoncée par Menger, trouvait par malheur, quoique logiquement, son pendant dans la réalité matérielle d'un empire toujours quasiment pré-industriel autour de 1900. La «Vienne 1900» était certes, selon une boutade locale, «recouverte de culture, alors que les autres capitales d'Europe l'étaient d'asphalte».

Le sentiment de sécurité et de longévité, dans la fragilité et l'insalubrité même¹³, faisait attendre à tous, et à ceux-là mêmes dont le discours révolutionnaire prétendait en contester les valeurs, mais s'y complaisait pour les accepter de fait, la survenue de quelque catastrophe à laquelle ils ne souhaitaient pas prêter la main. L'apocalypse de l'Empire était attendue, sans savoir d'où, et l'on y jouissait de la valse dans les salons de la noblesse, d'un confort *Biedermeier*

[12] Des ouvrages tels que Ludwig Brügel, *Soziale Gesetzgebung in Österreich von 1848 bis 1918*, Vienne, 1919, le montrent clairement dans leur facture même.

[13] Les taudis d'Ottakring ou Brigittenau à Vienne en attestaient.

médiocre dans ceux de la bourgeoisie, et d'un progrès social chiche mais réel dans les classes populaires, au moins celles des centres urbains, tandis que les campagnes n'avaient pas changé depuis des siècles.

Les austromarxistes comptaient parmi ceux qui attendaient : toute intention véritablement révolutionnaire s'en trouvait *de facto* écartée. La reprise d'une analyse économique à partir de la critique de Marx se faisait pour suggérer un révisionnisme : il était plus facile de le théoriser que de forcer l'émergence d'un système de production et/ou de gestion alternatif¹⁴ Victor Adler, Otto Bauer, Karl Renner, Max Adler, à des titres divers et avec des caractères différents, institutionnalisèrent un marxisme révisé pour l'adapter aux conditions impériales existantes. Il fut paradoxalement mis en pratique dans la Vienne dévastée d'après 1919 par l'administration municipale qui valut alors à la ville son surnom de « Vienne la rouge ».

L'institutionnalisation d'un régime socialiste de dictature du prolétariat n'eut donc pas lieu, mais une amélioration accélérée des conditions de vie populaires fut l'objectif, en partie atteint. Pour autant, les couches urbaines bourgeoises comme les campagnes furent convaincues qu'une « dictature rouge » s'était établie. En réalité, la pression des manifestations de rue et une fiscalité sciemment spoliatrice imposée à la bourgeoisie visaient moins à abattre cette dernière qu'à renouer avec un ordre bureaucratique stable mitigé de préoccupations sociales encore accrues. L'austromarxisme reformulait la critique marxienne, mais il éprouvait toujours la nostalgie des fastes impériaux. Les révolutionnaires russes purent ironiser à ce propos, même ceux qui avaient été à l'université en Autriche et avaient écouté les cours de disciples de Menger, notamment Eugen von Böhm-Bawerk¹⁵.

[14] Il n'en allait pas différemment en Hongrie, sinon qu'il s'y trouva une personnalité exceptionnelle, Bela Kun, pour forcer l'épisode d'une république des soviets, toute temporaire et bientôt défaite, en 1919.

[15] L'exemple de Nikolai Boukharine est parlant : étudiant l'économie à Vienne de 1912 à 1914, polémiqueant contre Bauer et contre Renner, il défendait la validité du marxisme contre les attaques que Böhm-Bawerk émettait dans *Zum Abschluss des Marxschen Systems*, Wien, 1896 (rééd. Leipzig, 1926) @. Boukharine écrit *Nationalitäten und Sozialdemokratie*, qu'il publie avec comme coauteur (véritable?) Staline à Berlin en 1913, et *Economic Theory of the Leisure Class*, en 1919 @, qui connut une édition à New York dès 1927.

1.2 – L'institutionnalisation soviétique : retour inavoué à Fichte ?

Marx disparu en 1883, le livre III du *Capital* restait inachevé. Sur ses notes, reprises par Engels, ce fut toutefois Karl Kautsky, Autrichien mais méfiant à l'égard de Vienne, qui sut prolonger cette partie théorique de l'œuvre, jusque dans la pratique politique internationaliste. Il inspira les sociaux-démocrates russes avant d'être à son tour leur cible, particulièrement celle de Lénine. Sa version autrichienne personnelle d'un marxisme atypique, comme d'autres, par exemple celle d'Otto Neurath, croisaient les variantes austromarxistes reconnues d'un économisme révisionniste (celui d'Eduard Bernstein), tandis que le bolchevisme allait venir de Russie. Mais l'heure n'était plus seulement (et depuis un certain temps déjà) à la critique *théorique* de l'économie politique classique par le marxisme : désormais des institutions allaient naître sur les ruines des administrations européennes après la dislocation des empires.

Il serait hors de propos de discuter ici le concept d'*homo sovieticus*¹⁶. Il est, en revanche, utile de demander si, et à quel titre, le système de planification intégrale et impérative soviétique peut se lire comme une application de l'ouvrage par excellence de critique du classicisme que fut *Le capital*, à la seule raison que les porteurs du régime politique soviétique édifièrent à un Marx, et à un Engels plutôt slavophobe, des monuments et des instituts d'étude. Or, il est notoire que les textes de Marx comportent peu d'indications quant à l'étape socialiste du régime de production. L'embarras des maîtres de la Russie, une fois qu'ils avaient fait trembler le monde (selon l'expression de l'historien et *reporter* de guerre américain John Reed) et pris le pouvoir, en témoigna assez.

La confrontation avec les théoriciens marxistes de la génération, du Russe Evgueni Preobrazhenski, et de Kautsky, dont l'antibolchevisme devint militant, montre un désarroi intellectuel notable dans le champ économique. L'étape ultime de l'évolution économique, selon Marx, à

[16] Il faudrait pourtant disséquer enfin le cadavre de cette création du XX^e siècle, ce à quoi tous les « livres noirs » du communisme ne parviennent pas selon nous : il ne suffit pas de dénoncer et de décrire les horreurs si largement partagées du XX^e siècle. Le *concept* de ce type d'homme nouveau est ancré dans des réalités nationales également. Mais est présent en son sein un noyau de rationalité universelle mal entendue dont la compréhension, comme celle des discours de la « Terreur » de la Révolution française, possède une signification à expliciter. Notons que jusqu'ici, et en dépit des révélations des historiens, l'opération se fait plutôt attendre.

savoir le communisme, suppose une ère d'abondance qui n'existait absolument nulle part dans les territoires en révolution – c'est plutôt au dénuement le plus total, et non pas à une crise du capitalisme mais de la guerre (qu'il avait sans doute contribué à susciter selon une analyse marxiste) que la révolution devait son éclatement. La question se pose alors : comment organiser la production ? Nous ferons l'hypothèse que, tout en se réclamant de Marx, les dirigeants eurent à l'esprit des schèmes conceptuels dont on trouve l'analogue sans doute bien plus dans *L'État commercial fermé* publié par Fichte en 1800 que dans les éléments du marxisme. En d'autres termes, la matrice conceptuelle qu'ils développaient n'était pas celle qui venait *au terme* du développement du classicisme mais qui se présentait comme une alternative dans l'entendement au moment des débuts de l'économie classique¹⁷.

Ce qui s'approche le plus de la planification soviétique autoritaire et bureaucratique mise en place dans l'Union des républiques socialistes soviétiques une fois les convulsions de la révolution passées, c'est ce monde régi par un entendement sourd à l'unité de la nature humaine et prompt à tout calculer en méconnaissant toute liberté.

Dans l'institution politique forgée par Lénine et par ses successeurs après sa disparition en 1921, Marx prenait la place de figure tutélaire – de même, Pitt le Jeune avait rendu un hommage officiel à Smith au nom de l'Angleterre victorienne. Mais, sinon dans l'analyse critique du capitalisme, au moins assurément dans la conception des modalités effectives de réalisation de l'alternative socialiste, l'examen montre plus de traits communs entre le «socialisme dans un seul pays» (de Staline) et le projet fichtéen d'État autarcique, où les relations d'échange sont déterminées par l'autorité légale. La législation économique y fait de la même manière partie du système juridique. Les vagues indications parsemées laissées par Marx iraient plutôt dans le sens inverse, lui qui tendait à ne voir dans le droit que l'instrument de réalisation de l'idéologie dominante. Quant au socialisme, *a fortiori* à la réalisation du communisme, dans les textes de Marx, ne paraît que le terme idyllique envisagé, non comment l'État y deviendrait si puissant. La remarque provint des historiens : le «socialisme réel» prétendait définir un rapport social nouveau de l'homme aux biens matériels dans la communauté qui lui garantirait le droit au travail.

[17] Nous renvoyons le lecteur au premier chapitre.

Ainsi l'*homo sovieticus* était-il avant tout un travailleur-producteur, comme l'*homo economicus*, de Smith à Menger, a pour modèle le comportement du consommateur. Dans le modèle fichtéen, le gouvernement autarcique voyait l'homme ainsi ; Marx, lui, considérait un être humain qui pourrait réaliser toutes ses potentialités : quelle différence ! L'État fermé de Fichte où tous s'ennuient et le tableau du communisme où tous jouissent de la vie sont aux antipodes d'une conception du monde, qui a certes en commun de condamner capitalisme et libre marché. Mais l'État national centralisé et planificateur, garant du droit au travail pour tous et organisant les rapports commerciaux complètement en autarcie (bref, un régime que l'URSS devait, peu ou prou, illustrer au XX^e siècle) réalisait maints traits du système déterminé par Fichte pour un État commercial moderne – et absolument pas l'ébauche de Marx. D'ailleurs, en 1800, le monde plus agricole et artisanal qu'industriel qu'a en tête Fichte est presque plus prêt de la Russie de 1919 que celui qu'observait Marx à Londres, depuis sa table de travail de la British Library.

Rappelons que rien n'interdit d'ailleurs d'appliquer les conditions que Fichte pose pour développer le commerce à une étape plus avancée de la production : qu'il s'agisse du lin, du blé ou des produits de substitution aux biens qu'il est impossible de produire en l'absence de certaines ressources, bref en évoquant une industrie chimique embryonnaire productrice d'*ersatz* (notamment pour ne pas priver la population de vin rouge que les terres germaniques produisent difficilement, ajoutait Fichte).

Ce que Fichte dit d'une mise en pratique des relations de commerce international intégralement étatisé s'applique aussi, contrôle non seulement total sur la monnaie mais sur tous les déplacements de chaque membre de la population. Sa déduction depuis les principes de doctrine de la science (*Wissenschaftslehre*), selon les termes de Fichte, n'était ni construction utopique (à l'image des cités harmonieuses des socialistes français et britanniques : Fourier, Owen), ni refus de l'économie politique, mais au contraire proposition d'une matrice alternative au libéralisme classique et dont le caractère praticable dans la réalisation requerrait certes une révolution et un autoritarisme de fer, mais qui était envisageable. La conception de Fichte pouvait engendrer une créature telle que l'*homo sovieticus*. De plus, les intentions affichées

étaient également «*bonnes*», au regard de ses critères de justice et de cohérence des activités humaines au sein des groupes humains.

Le rejet de la matrice classique par Fichte est celui du hasard qui fait la loi du libéralisme. La formule de son opposition au «hasard libéral» restela la suivante: «Dire: tout cela s'arrangera de soi-même, chacun trouvera toujours du travail et du pain, et laisser tout cela dépendre de la bonne fortune, cela n'est pas conforme à une constitution pleinement légitime¹⁸.»

L'extension systématique du droit naturel rationnel à *tous* les aspects des relations entre les hommes, et en particulier à leurs échanges matériels, et la traduction de ce droit en texte positif régissant des relations fonctionnelles imposées à tous et à chacun au nom de la volonté gouvernementale censée représenter tout le peuple (les «ministres» sont donc alors seulement des «commissionnés» ou des «commissaires du peuple»), cette extension radicale fondait aux yeux de Fichte un État sur la raison. Cet État absorbait en somme la société civile en son entier, au travers de l'intégrale planification des rapports économiques.

Cette réalisation peut-elle réussir? Elle peut en tout cas être tentée et, moyennant une force matérielle (militaire) supérieure (au moins à terme, si elle ne l'est pas au début de la guerre civile qui éclate nécessairement), elle peut vaincre et s'imposer. Toutefois, elle demeure à plus long terme sans véritable efficacité, suivant une définition de la raison qui propose au contraire de distinguer entre entendement calculeur et rationalité véritable. Hegel opposait au calcul universel fichtéen de l'entendement, sa critique (traitée au premier chapitre de cet ouvrage) en distinguant *Verstand* et *Vernunft*. Sans y revenir ici, notons que certains corollaires signalés alors comme spécifiques à la marche d'une économie étatisée autarcique se sont retrouvés, quasiment trait pour trait, dans les institutions soviétiques:

1° L'autarcie même, qui est assurée par une interdiction formelle et la punition effectivement appliquée aux relations individuelles avec l'étranger et avec les étrangers (sauf autorisation spéciale) passe par la création d'une monnaie nationale *inconvertible*, de sorte que les échanges soient *de facto* réduits au minimum. Seuls les échanges avalisés et réalisés par le pouvoir gouvernemental, agissant au nom

[18] Johann Gottlieb Fichte, *L'État*, trad. 1980, p. 113.

de tout le peuple (en tant que ses membres y sont de simples « commis-saires du peuple ») sont permis.

2° Le droit à la vie même se traduit par un droit incessible à l'emploi pour tout membre de la communauté – son pendant est une obligation conséquente de travail pour tous. L'oisiveté (qui n'existe dans les autres organisations économiques que grâce à des revenus perçus autres que ceux du travail, et par conséquent issus d'une manière ou d'une autre, du travail des autres) en est exclue par principe puisque le facteur de production travail seul est désormais rétribué.

3° La répartition des emplois dans la population requiert un plan exhaustif central des débouchés des biens produits, ce qui correspond manifestement à une « répartition des tâches », et non à la division indéfinie d'un travail indéterminé, telle que la présentait Smith.

L'énumération des facettes du raisonnement fichtéen qui trouvèrent une illustration dans les conceptions soviétiques de la vie en société serait trop longue. Mais elle serait essentielle à comprendre qui fut l'*homo sovieticus*, cette alternative volontariste et apparemment possible, toutefois finalement inefficace de l'*homo economicus*. Il n'est pas jusqu'à l'ennui profond que Fichte devinait devoir s'étendre à la vie de chacun dans l'État tel qu'il le concevait qui, de fait, se réalisa dans l'URSS...

Conceptuellement, notons que les rapports de cause à effet en vigueur dans la matrice classique sont parcourus de nouveau en suivant les mêmes relations, toutefois en sens inverse : dans l'un, l'absence d'assurance de débouchés à *tout instant donné* (ce qu'accorde évidemment la « loi de Say » même si elle décrit la formation de débouchés par l'offre à terme) a pour corollaire le risque permanent du chômage des producteurs ; dans l'autre, la garantie du travail requiert une planification des échanges qui conduit à produire trop peu et des produits non désirés. Si le droit est alors satisfait, selon Fichte du moins, lui-même reconnaissait que la viabilité d'un tel système productif allait dépendre d'une décision prise au nom de tous car « dans cet État, tous sont serviteurs du tout et obtiennent pour cela leur juste part des biens du tout. Personne ne s'enrichira de façon extraordinaire, mais personne ne s'appauvrira non plus. La permanence de leur situation est garantie à tous les particuliers, tout comme celle du tout de la société qui doit demeurer, par là même, calme et imperturbable ».

En seraient ainsi exclus le risque et la spéculation qui sont florissants dans le système libéral soumis au hasard, aux redondances inutiles, aux erreurs et au superflu que la liberté des relations inter-humaines engendre inévitablement. Fichte, en ayant dressé la liste des conditions de réalisation de l'État fermé qu'il prônait en 1800, soulignait toutefois déjà combien l'élimination du risque, de la chance, de l'ambition de dépasser l'existant devaient répugner aux hommes :

À ces êtres humains, on pourrait offrir la même chose qu'ils obtiennent par des intrigues, par la duperie d'autrui ou par le hasard, mais cette fois par un droit chemin et à la condition qu'ils s'en contentent toute leur vie : ils refuseraient [car] on ne voudra rien obtenir par une règle, mais au contraire par la ruse et la chance. La production, et tous les échanges humains, devront être rendus semblables au hasard¹⁹.

Au-delà maintenant de la question de la légitimité de l'entreprise et des difficultés multiples (politiques, diplomatiques et militaires) pour installer un tel régime où tout est volontairement calculé (*berechnet*) par l'entendement, il paraît que l'aspect purement *économique* dans les rapports humains y est à prendre en considération sous un autre jour encore. Est-il possible que les réflexes de l'échange soient fondamentalement divers parce que les contraintes n'y sont pas seulement budgétaires, mais légales et de tous ordres ? En d'autres termes, est-ce que le partenaire de l'échange réagira différemment du citoyen grec, du marchand anglais, du manufacturier français, de tout homme qui se trouve en situation de faire un échange pour satisfaire ses besoins ?

La question est quasiment anthropologique. Elle demeure cependant exclusivement et purement *économique* au plan de la réalisation de l'échange : chacun cherche-t-il autre chose qu'à maximiser l'utilité qu'il trouve dans la relation avec autrui *quel que soit le critère qu'il choisisse pour lui-même de cette utilité* (par exemple, celle de se sacrifier tout aussi bien s'il lui plaît ainsi, puisque la mesure de sa jouissance, à acquérir plus ou à se détruire lui-même est inaccessible à autrui par définition) ?

[19] Johann Gottlieb Fichte, *Der geschlossene Handelsstaat*, 1800 ; trad. Gibelin, *L'État commercial fermé*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1939 ; nouvelle trad. Schulthess, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1980, p. 88 et 179 pour ces deux citations.

Cette considération entre en ligne de compte dans la conscience des résultats que les relations économiques produisent. Ce que les faits historiques montrent c'est que la nécessité de production devait conduire à reformuler le débat théorique plusieurs fois dans l'État soviétique désormais constitué et établi : après la Nouvelle politique économique (NEP) dont l'analyse a trop peu retenu les économistes depuis les années 1920, à travers le débat consacré au «calcul socialiste», posant la question de savoir s'il est possible de faire modéliser la fixation des prix par l'autorité centrale, dans un cadre d'équilibre général (rappelons-le, de type walrassien), jusque vers une organisation centralisée et bureaucratisée de l'ensemble des productions économiques, puis à travers des périodes alternatives de relâchement et de rigidité renouvelée de cette planification. Les questions économiques se posent à chaque fois : ce sont elles qui convoquent le spectre de l'analyse du capital (et pas seulement, à l'inverse, celle de Marx qui reparaîtrait à chaque crise du système libéral).

Les héritiers de Menger (Mises, Hayek) allaient en conséquence s'opposer aux planificateurs socialistes (comme Oskar Lange), inspirés plus par l'équilibre général mathématisé de Walras, voire par des réminiscences du socialisme fichtéen que, fondamentalement, et malgré leurs déclarations, par Marx, pour la réalisation pratique de l'ordre économique nouveau. Les questions que posèrent les adversaires de la planification, les Autrichiens en particulier, furent par exemple les suivantes : l'information que donnent des prix fixés par l'État est-elle fiable pour les agents ? Inversement, ceux-ci se méfient-ils de la gestion étatique ? La querelle dite «du calcul socialiste» dans les années 1920 en résulta.

Les rapprochements effectués plus haut, qui rendent visible la correspondance avec les concepts de Fichte conduiraient plutôt à souligner qu'alors que l'analyse de Marx s'appuyait sur la critique de la matrice classique et de Hegel, les institutions soviétiques relevaient, elles, d'un schéma conceptuel différent, sur bien des points similaire à l'entendement fichtéen dénoncé par Hegel... comme également par Marx. Ces institutions neuves que le XX^e siècle vit éclore (au milieu du sang, comme toujours dans les événements historiques majeurs) et qui devaient se nommer «totalitarisme», selon le terme proposé, entre autres, par Hannah Arendt, eurent pour paradoxe de retrouver des termes de la question économique dont, à l'origine, et en affrontant

les classiques, les penseurs idéalistes allemands avaient eux-mêmes exposé puis critiqué la portée : Hegel avait critiqué Fichte et Marx, à son tour, Hegel.

En revenant de manière inavouée à Fichte, tout en proclamant suivre Marx, il semblerait que ce soit l'argumentation de Hegel qui eût été à tort négligée (même si Lénine annota la *Logique*), Hegel dont les arguments devraient compter. Mais il ne s'agit pas ici d'engager plus avant une analyse contrefactuelle d'histoire ou de philosophie économique qui dépasse le cadre de ce travail sur la critique de l'économie classique au XIX^e siècle. Retenons que ce fut là une des voies suivies, au grand carrefour 1900 des options critiques du classicisme – et passons à une autre voie possible, dont nous avons vu la symétrie à certains égards avec celle de Marx (dans leur lecture d'Aristote, par exemple), celle de la critique mengérienne.

2 – Le marginalisme de Menger : une forme d'institutionnalisme ?

L'œuvre de Menger donna naissance au courant de pensée économique bientôt désigné communément par le terme d'« École autrichienne » en raison de son origine viennoise. Les chapitres de la troisième partie de cet ouvrage auront permis de saisir les enjeux de la critique produite à l'encontre des matrices tant du classicisme que de l'historicisme. L'origine dans le contexte viennois est à différents égards – qu'on souligne la place prégnante de l'autorité de l'Église à la Cour et, à l'université, de celle d'Aristote, et l'usage comme la contestation des positions que ces conceptions entraînent – essentielle dans cette naissance d'une pensée majeure pour les siècles à venir. Menger, comme Smith un siècle avant lui, allait donner lieu à interprétations divergentes dans l'« École autrichienne » marquée par l'exil hors du monde germanique de ses représentants au cours du XX^e siècle. Il y eut Menger, il y eut les mengériens (« Autrichiens »), et les versions différentes de « ce que Menger a dit ». Citons Joseph Schumpeter, Gottfried Haberler, Fritz Machlup, Oscar Morgenstern, Ludwig von Mises, Friedrich Hayek.

Ces « Autrichiens » durent quitter Vienne et émigrer en raison des bouleversements du XX^e siècle, vers la Suisse, la Grande-Bretagne, puis les États-Unis principalement. Ce passage de la *Mitteleuropa* vers le *Middle West* impliquait que les économistes « autrichiens » de la génération ultérieure, leurs élèves, allaient être majoritairement

américains, dans leurs réactions comme dans leurs manières de voir le monde, éloignées de celles des Européens : la *Weltanschauung* et les traits de cette école « néo-autrichienne » (ou encore « austro-américaine ») furent l'occasion du renouveau de la pensée héritée de Menger. Ils furent aussi cause de l'oubli de nombre des traits originels de l'économie autrichienne originelle, sur lesquels les travaux des commentateurs ne reviennent pas toujours suffisamment²⁰.

Nous en présenterons seulement deux dans cette section, donnant une idée du travail encore à réaliser à cet égard : d'une part, la question des « affinités électives » de la pensée autrichienne des origines avec le style de la bureaucratie impériale autrichienne, et les positions en faveur d'un rôle certes limité (au moins par rapport à celui prôné par les « socialistes de la chaire » allemands), mais néanmoins actif et effectif de l'État. D'autre part, les exemples de théorie de Menger notamment dans le domaine monétaire qui peuvent montrer combien le rôle du savant dans la conception viennoise est central.

Dans l'Empire, il ne faut pas oublier que les professeurs – les seuls à qui Menger reconnut l'autorité scientifique, au contraire des pamphlétaires, comme Marx ou Bastiat, donc révolutionnaires ou non – étaient le plus souvent aussi des bureaucrates de haut vol, et que les premiers disciples de Menger (Eugen von Böhm-Bawerk et Friedrich von Wieser) s'illustrèrent *également* et comme économistes et professeurs, et comme ministres.

2.1 – Les économistes-bureaucrates de l'Empire autrichien

La carrière de Menger est elle-même exemplaire de la pratique des hauts fonctionnaires et universitaires de haut vol dans l'Empire

[20] De ce transfert, l'histoire définitive reste par conséquent à écrire. Elle devra restituer exactement les mutations opérées par rapport à la position originelle Karen Vaughn, *Austrian Economics in America. The Migration of a Tradition* [1994], Cambridge UP, 1998 et Sandye Gloria-Palermo, *The Evolution of Austrian Economics. From Menger to Lachmann*, 1999 (trad. *L'école économique autrichienne*, Paris, La Découverte, 2013) proposent une approche introductive générale décrivant les moments majeurs d'inflexion de la tradition autrichienne émigrée. À ces deux ouvrages, au même titre de manuel introductif, il convient d'ajouter celui de Renaud Fillieule, *L'école autrichienne de pensée économique. Une autre hétérodoxie*, Lille, Presses du Septentrion, 2010. Au-delà de ces ouvrages, louables dans le principe, la recherche demeure nécessaire sur l'histoire de l'exil des économistes et des sources d'une pensée qui s'est éloignée d'Europe et n'y revient trop souvent que par le seul prisme américain.

austro-hongrois, où l'on passait de la chaire au cabinet ministériel^[21]. Né en Galicie orientale, étudiant à Prague puis à Vienne, journaliste de la *Lemberger Zeitung* et de la *Wiener Zeitung*, Menger se spécialisa dans les finances et, après un doctorat en droit (la discipline englobant alors les études économiques) à l'université de Cracovie (1867), rejoignit la section de la presse au cabinet du Premier ministre à Vienne^[22].

Économistes et juristes, plus encore que toute autre élite universitaire, fournissaient alors les cadres de la bureaucratie impériale. Menger, spécialiste d'économie des marchés et de la finance, dut également son poste de *Professor Extraordinarius* à l'université de Vienne aux soutiens qu'il sut s'assurer, notamment celui de Lorenz von Stein^[23] et il publia ses propres *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* de 1871 en les dédiant à Wilhelm Roscher. Il fut promu au rang d'*Ordinarius* (professeur ordinaire, c'est-à-dire titulaire). La période de préparation des *Grundsätze*, majeure dans la formation de Menger^[24], fut suivie de la dizaine d'années de polémique que dura le *Methodenstreit*. Menger n'abandonna jamais la théorie pour autant et, corrigeant et révisant les volumes envoyés par son éditeur de ses propres œuvres, qu'il utilisa donc comme autant de volumes d'épreuves, il laissa d'abondantes notes manuscrites inédites – celles que nous avons utilisées dans la troisième partie de ce volume. Menger n'allait pas pouvoir donner la seconde édition de son texte théorique fondamental, comme il le souhaitait, et son fils dut s'y atteler, sans toutefois disposer de tous les documents, et laisser dès lors le champ libre à des interprétations distinctes de celles de son père. Ces variantes discutables sont éclairées

[21] Étrange Empire que celui où l'empereur François-Joseph se reconnaissait comme le « premier des fonctionnaires ». L'Europe de nos jours en a-t-elle oublié le style, ou s'en est-elle inconsciemment inspirée ?

[22] La seule biographie en langue française du fondateur de l'École autrichienne de pensée économique est celle de Gilles Campagnolo, *Carl Menger, entre Aristote et Hayek*, Paris, CNRS Éditions, 2008.

[23] L'atteste la lettre du 13 janvier 1879 de ce dernier au ministère (*Allgemeines Verwaltungsarchiv*, Staatsarchiv de Vienne, pour différents documents comme cette lettre et aussi les *Personalakten Carl Mengers* en particulier).

[24] Elle est retracée dans Yukihiro Ikeda, *Entstehungsgeschichte der „Grundsätze“ Carl Mengers*, Sankt Katharinen, Scripta Mercaturae Verlag, 1997, outre d'autres présentations connues comme celle par Hayek, en introduction à la réédition des œuvres de Menger conduite par lui à la London School of Economics de 1934 à 1936.

par les archives vendues au Japon et qui devaient y rester conservées jusqu'à nos jours tout en demeurant inédites²⁵.

Les héritiers se réclamant de Menger dans la Vienne 1900, ses disciples quoiqu'ils ne fussent pas beaucoup plus jeunes que lui, à savoir Böhm-Bawerk et Wieser, allaient instruire la génération suivante, celle des *Enkelschüler* – selon le mot allemand particulièrement adapté à désigner la continuation des traditions. La grande majorité de ces hommes devait émigrer devant la montée des périls des années trente et former à son tour, mais cette fois aux États-Unis, une nouvelle génération d'économistes « autrichiens » qui, toutefois, n'avaient jamais vécu ni ressenti l'esprit de l'Empire de la *Mitteleuropa*, disparu avec la Première Guerre mondiale. L'horizon même de l'Europe et des concepts qui y étaient nés était désormais loin.

Le prestige d'universitaires qui, en Autriche comme en Allemagne, avait atteint son apogée au seuil de la guerre mondiale, qui y avait attiré les étudiants étrangers du monde entier, avait lui aussi disparu avec la guerre. Si Böhm-Bawerk avait été trois fois ministre des Finances avant de décéder à l'orée de la guerre en 1914, Wieser, fut, lui, le premier du commerce de guerre (en 1917-1918) et aux premières loges pour rédiger son *Österreichs Ende* (1919), dans un Empire qui s'effondrait. Une époque finissait. L'hypothèse que l'hostilité de son élève, Ludwig von Mises, envers toute interférence de l'État provînt également, au moins en partie, du dépit né de l'observation de la catastrophe de la bureaucratie impériale austro-hongroise, est-elle irrecevable ?

L'École autrichienne avait été une création de Menger afin de faire pièce à la domination de l'École historique allemande de Schmoller²⁶. Les plus éminents bureaucrates de l'Autriche de la « Joyeuse Apocalypse » des années 1900 avaient été les collègues de Menger depuis l'ancienne génération, illustrée par Stein, jusqu'aux plus récentes, celle de Wieser, consciente des nouvelles formes d'orga-

[25] Tous nos travaux sur Menger s'inspirent peu ou prou de ce que nous y avons découvert durant nos longs séjours sur place. Nous avons déjà signalé par ailleurs deux universitaires japonais y ayant travaillé de manière notable : Kiichiro Yagi et Yukihiro Ikeda.

[26] Il n'y a pas là simple supposition tirée de l'affrontement entre les deux hommes : la correspondance de Menger atteste cette intention explicite entre lui et le Kultusministerium chargé des universités, telle qu'elle est préservée dans les archives ministérielles (et rapportée notamment dans Ikeda, *Stellungsgeschichte der „Grundsätze“ Carl Mengers*, op. cit., p. 5).

nisation de la production et du pouvoir de l'administration. Wieser prônait une théorie d'économie mixte avant la lettre, sous l'influence des enjeux administratifs impériaux et de cette conscience du rôle neuf des grandes organisations dans les avancées techniques et économiques. Une théorie de la «destruction créatrice» se profilait que Josef Schumpeter devait savoir thématiser plus tard, à Harvard²⁷.

L'incurie qui avait dominé l'Empire austro-hongrois (la fameuse *Schlamperei* des fonctionnaires impériaux) devait se transformer. Y réussit-elle? Elle allait plus tard concentrer les attaques des économistes de l'École autrichienne. Mais il fallut que l'attachement à l'Empire, puis sa nostalgie même, disparussent avec la conversion à des valeurs étrangères à ce monde impérial évanoui, au libéralisme britannique ou au pragmatisme américain (ou à des réactions hostiles à ce dernier, en particulier lorsqu'il fut identifié avec le soutien, plus ou moins réel et affiché de son chef de file, le philosophe John Dewey, à la politique de *New Deal* du président Franklin Delano Roosevelt dans les années 1920). Cette tension entre deux mondes s'exprima dans les œuvres publiées dans l'entre-deux-guerres, la période du départ progressif des représentants de l'école pour l'exil. Aussi, les plaidoyers pour des positions depuis lors parfois qualifiées avec une certaine confusion d'«ultralibérales» ne prirent de sens qu'une fois l'école émigrée outre-Manche et outre-Atlantique, et souvent chez des élèves d'une génération postérieure.

Dans le cadre originel, redisons-le, les positions avaient été plus variées: Wieser avait prôné une forme d'économie mixte, et si Böhm-Bawerk (comme Mises ensuite) dénonçait toute teinte de socialisme, il ne pratiqua pas la même politique audacieuse d'innovation par les encouragements aux entrepreneurs lors de ses passages au gouvernement que dans ses œuvres²⁸. Chez Menger il est possible de qualifier

[27] Parmi une littérature abondante, nous renvoyons le lecteur à nos travaux sur les œuvres des prédécesseurs de Schumpeter, où lui sut habilement puiser: Gilles Campagnolo & Christel Vivel, «Before Schumpeter: forerunners of the theory of the entrepreneur in 1900's German political economy - Werner Sombart, Friedrich von Wieser», *The European Journal of the History of Economic Thought*, 19(6), 2012, p. 909-944 @ et «Power and Entrepreneurship in the Works of Sombart and Wieser», *Workings Papers of the International Center for Economic Research*, Turin, 2011 @.

[28] Gilles Campagnolo & Christel Vivel, «The Foundations of the Theory of Entrepreneurship in Austrian Economics. Menger and Böhm-Bawerk on the Entrepreneur», *Revue de philosophie économique*, 15(1), n° spécial «Les figures de l'entrepreneur», 2014.

des positions toujours nuancées de «prudentes», et sa critique sans concessions de la matrice théorique classique n'empêcha pas de retenir des leçons de libéralisme dans la politique économique à mener²⁹.

Quant aux héritiers plus lointains, comme Joseph Schumpeter, réfugié à l'université de Harvard de 1932 à 1950 et président de l'American Economic Association en 1948, il devint l'observateur lucide et ironique de la débâcle d'un système d'harmonie dans la tradition, orientant son enthousiasme vers l'accélération du changement capitaliste (la «destruction créatrice») tout en doutant qu'on pût finalement échapper à une bureaucratisation synonyme à terme de socialisation (*Capitalisme, socialisme et démocratie*).

Menger avait eu des ambitions plus limitées : il voulait établir la concordance des lois causales exactes avec leur réalisation sur le marché. Cette image de Menger est plus fidèle que celle plus souvent donnée aujourd'hui d'un théoricien du libéralisme ou d'un non-interventionnisme forcené. Au moins simpliste, cette vision est fausse lorsqu'on prétend, par exemple, que l'État est superflu chez Menger.

Ce jugement est erroné au vu du texte³⁰. En effet, certes, les relations d'échange entre les individus sont *préalables* à l'État selon Menger³¹, mais l'État joue un rôle dans leur formation, qui est avant tout de *standardisation* des moyens pouvant entraver ou faciliter l'écoulement des biens (et des moyens d'échange de ces biens). Coercition ou facilitation ont un impact certain. Des interprétations différentes sont donc en jeu : celle qui voit en Menger un haut fonctionnaire conscient des possibilités de l'action gouvernementale, ou inversement, celle qui voit en lui un non-interventionniste. Ainsi, en rédigeant son histoire de l'utilité marginale, l'historien Emil Kauder avait-il su voir la nécessité de chercher les sources de la pensée de Menger

[29] Ainsi dans les cours donnés au prince héritier Rodolphe de 1876 à 1878. Renvoyons le lecteur à Gilles Campagnolo (ed.), *Carl Menger. Neu erörtert unter Einbeziehung nachgelassener Texte/Discussed on the Basis of New Findings*, Frankfurt/Main, Peter Lang Verlag, 2008, deuxième partie entièrement consacrée au débat sur le libéralisme de Menger.

[30] Selon Erich Streissler («Carl Menger's article "Money" in the History of economic Thought», in Michael Latzer & Stefan Schmitz, *Carl Menger and the Evolution of Payments Systems: from Barter to Electronic Money*, Cheltenham, Elgar, 2002, p. 11-24) : «Pour Menger, il [l'État] est simplement d'emblée *superflu*» (commentaire de la première traduction anglaise de «Geld», tiré du *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* (dernière version, 1909).

[31] Le premier chapitre de la troisième partie de ce volume l'a démontré par la lecture que Menger fait d'Aristote.

dans ses notes de lecture. Une interprétation non interventionniste de Menger lui semblait possible en conjuguant l'influence croisée d'une tradition prégnante dans l'enseignement autrichien d'un certain «nihilisme thérapeutique» étendu hors la médecine, d'une confiance dans l'harmonie préétablie tirée d'un vieux fond de leibnizianisme et de la confirmation par des générations de stabilité impériale et de la confiance dans le marché³².

Les sources philosophiques de la pensée de Menger que nous avons exploitées montrent donc la nécessité d'apporter de nombreuses nuances³³. Elles confirment le portrait d'un haut fonctionnaire héritier des Lumières joséphiennes, qui mêla une forme de libéralisme économique, un certain conservatisme politique et moral, et une préoccupation prédominante pour la vérité scientifique et l'innovation dans la vision d'une approche méthodologique de la science exempte des multiples illusions qui y prévalaient.

Menger n'orienta pas seulement l'esprit des économistes de la *Ringstrasse* vers ce que l'État impérial devait réaliser (n'eût été l'incurie qui y régnait), sa critique mit *toute* intervention étatique à l'épreuve de la réalisation d'une science plus rigoureuse et d'une pratique plus efficace. Les vues que développèrent ensuite notamment Mises et Hayek ne se trouvaient pas toutes chez Menger et on ne saurait sans commettre des erreurs les lui attribuer toutes ; en revanche, l'inspiration qui voulait (dé)limiter strictement la science et formuler des critères économiques de compréhension de la vie et de l'action humaine est pleinement sienne. Nous le verrons encore brièvement ici sur un seul exemple : sa théorie monétaire.

2.2 – Le monétarisme de Carl Menger : un évolutionnisme institutionnel attentif au rôle de l'État, un système adaptatif complexe

«Un État, ou un groupe d'États, peuvent décréter la quotité des émissions du numéraire.» Cette formule de l'article «La monnaie

[32] Emil Kauder, «Intellectual and Political Roots of the Older Austrian School», *Zeitschrift für Nationalökonomie*, vol. 17, 1957, p. 411-425 @. Le texte est intéressant, notamment car Kauder conjugue cette exploration à l'aristotélisme.

[33] Ainsi, concernant la lecture de Leibniz, dans le manuel d'Überweg qu'utilisait Menger, les passages sur le penseur de Halle ont été soulignés. Mais en contraposition avec ceux sur Locke, ils montrent plutôt le goût de Menger pour ce dernier. Mais, au total, l'influence de thèmes leibniziens et caméralistes (dans l'École de Halle) reste diffuse et plus prégnante dans les volumes de la riche bibliothèque que celle de la pensée anglaise.

mesure de valeur» de Menger, article peu connu dont le texte en français ne va pas dans le sens de la vulgate «autrichienne» ultérieure, est essentielle, sans contredire mais en nuancant la vulgate et en imposant de prendre conscience de la richesse de la pensée de Menger³⁴. En particulier par rapport à sa postérité: ainsi, Hayek proposa-t-il des concepts, tel l'essor et de la chute du nationalisme monétaire et une vision globale de l'émergence des institutions qui sont inspirées des écrits du fondateur, mais parfois deviennent peu compatibles dans leur systématisation, ou dans la valeur ontologique que Hayek n'hésite pas à leur attribuer³⁵.

Pour Menger, quant à la théorie monétaire, l'État peut décider de l'émission de monnaie. Et Menger mit en pratique sa position puisqu'il le conseilla au gouvernement impérial pour lequel il participa à la *Valutareform* des années 1890. La formation de la monnaie comme intermédiaire des échanges est pour autant chez lui *toute spontanée*, et absolument pas ancrée dans la décision princière, comme c'est le cas chez les historicistes. La création spontanée de monnaie naît de la tendance à faciliter les échanges en fournissant une réserve toujours «écoulable» (*absatzfähig*) et la monnaie est en effet le bien qu'on peut écouler par essence³⁶.

Les institutions y jouent un rôle, parfois négatif (en lui faisant obstacle) et parfois favorable, ainsi lorsque l'État, en standardisant la monnaie en cours, aide à la diffuser en fournissant un repère et une garantie, sans toutefois pour autant la créer. Les historicistes imputaient à l'*imprimatur* du prince, à sa décision, l'origine même de

[34] L'article de 1892, signé Charles Menger, a été donné à la *Revue d'économie politique*. L'a-t-il été en français? Nos recherches dans les archives poussent à le penser; quoique mentionné dans la bibliographie par Hayek des œuvres de Menger, il n'était quasiment jamais cité dans les références d'articles en anglais sur le sujet. Nous l'avons traduit en anglais: «Money as Measure of Value. An English Presentation of Menger's *Essay in Monetary Thought*» suivi de «Menger: *Money as Measure of Value*. Translated by G. Campagnolo», *History of Political Economy*, 37(2), 2005, p. 233-261. Il est depuis lors réapparu dans les bibliographies.

[35] À cet égard, Menger a eu un sort quelque peu comparable à Marx. Si, au regard des textes, il conviendrait sans doute d'invalider une bonne part de la vulgate marxiste, bien peu marxienne (et Marx disait lui-même ne pas être marxiste), il nous semble en aller de même dans une certaine mesure concernant Menger.

[36] Gilles Campagnolo & Gilbert Tosi, «La théorie monétaire de Carl Menger» in Gilles Campagnolo (dir.), *Existe-t-il une doctrine Menger? Aux origines de la pensée économique autrichienne*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2011, p. 203-238.

l'existence de la monnaie autant que la marque de sa valeur faciale (nominale) : ils faisaient fausse route³⁷.

De même, sur les marchés jouent certaines règles générales non décidées consciemment par un quelconque souverain, mais permettant leur fonctionnement : ce sont celles de l'échange que décrivent des relations causales et font saisir le mécanisme suscité par le désir des agents de satisfaire leurs besoins. Cette évaluation réciproque, toujours individuelle et subjective, qui avait été manquée par les classiques, est ce qui préside à la formation des prix, comme Menger en saisit le mécanisme à partir de sa lecture d'Aristote. Les moyens de paiement imposent alors à leur tour des conditions à la réalisation concrète des échanges. Les *Grundsätze* de 1871 décrivaient déjà ces phénomènes où se disent les relations issues de la compréhension subjective de la valeur. La monnaie joue chez Menger un rôle d'*expression*.

Mais l'exposé semble également susciter une tension avec un raisonnement en termes d'individualisme méthodologique pur, puisque la compréhension des institutions se révèle utile à la saisie des échanges. Nous soutenons que cela n'implique aucune contradiction, car Menger indique qu'il est possible de discerner dans le mécanisme de l'échange un mécanisme de jointure, que fournit le concept de « capacité d'écoulement » (*Absatzfähigkeit*). Seul bien toujours absolument prêt à être écoulé, la monnaie, en tant qu'objet spécifique de l'économie théorique (point que refusaient les classiques en ne voyant en elle qu'un « voile »), montre comment se met en place une institution. Elle permet de comprendre les mécanismes de la réalisation effective des échanges, et sa formation spontanée n'y est pas une objection : la logique monétaire est purement économique (contre tout « fait du prince »), mais la gestion bureaucratique peut entraver ou faciliter la circulation qui demeure sous-jacente à l'usage qui est fait de cette monnaie sur un territoire. Menger écrit sur ce sujet alors qu'il est requis par le gouvernement impérial comme expert dans la *Valutareform* de 1892³⁸.

[37] Menger se pose moins la question des manipulations gouvernementales que ne devaient le faire les monétaristes au XX^e siècle. Ces derniers allaient vouloir éviter à tout prix l'extorsion forcée que tout émetteur de monnaie réalise comme bénéfice sur les utilisateurs. Menger se préoccupe de l'importance « d'établir une mesure stable de la valeur intrinsèque des choses » (Carl Menger, « La monnaie mesure de valeur », *Revue d'économie politique*, 1892, n° 6, p. 159-175, citation p. 172 @).

[38] Carl Menger, « Die Valutaregulierung in Oesterreich-Ungarn », *Jahrbücher für*

L'enjeu théorique n'est pas tant d'exclure l'État des marchés, mais de saisir son rôle et ses fonctions dans les limites qui conduisent à leur meilleur fonctionnement : « Les besoins d'une économie avancée quant à son système monétaire ne sauraient être satisfaits par un système tel qu'il pourrait se développer spontanément³⁹. »

Le terme clef n'apparaît pas, mais l'évolution de l'École autrichienne allait l'évoquer : il s'agit de l'*intervention* gouvernementale. Elle n'est pas indispensable en raison de ce qu'elle créerait des mécanismes économiques, car ceux-ci ne résultent jamais que du seul jeu des évaluations des agents. Elle peut l'être cependant si elle les inscrit dans un cadre où leur jeu puisse s'exercer. De ce fait, le libéralisme classique concevait deux sphères, publique et privée, dont la délimitation la plus efficace était l'enjeu des affrontements entre socialistes et libéraux. Une question nouvelle apparaît qui détermine la possibilité d'un libéralisme tout autre, à savoir celle de la légitimité ou pas de l'intervention dans les mécanismes du marché *dans le sens le plus général*.

Par cela même, la question de savoir si l'État est ou n'est pas superflu est essentielle. C'est sans doute ce qu'entend Erich Streissler lorsqu'il écrit que l'État est superflu chez Menger⁴⁰. Mais il nous semble que, chez Menger au moins, il n'en va pas ainsi : le chapitre V de *Geld* intitulé l'« accomplissement de la nature de l'argent de la monnaie par le moyen de l'État » (*die Vervollkommnung des Geld- und Münzwesens durch den Staat*) expose que la monnaie n'est qu'une marchandise parmi d'autres qui s'est distinguée avec le temps en raison de sa plus grande efficacité dans l'établissement d'un troc indirect plus économique (satisfaisant quant aux besoins) que le troc direct.

Différentes qualités ont conduit à la domination successive de tel ou tel bien dans l'échange afin d'accroître sa « capacité d'écoulement » (*Absatzfähigkeit*) et de réserve, qui est proprement ce qui permet de

Nationalökonomie und Statistik, vol. III, III et IV, tirage spécial intitulé *Beiträge zur Währungsfrage in CÖsterreich-Ungarn*, 1892.

[39] « *die automatische Entwicklung desselben nicht zu genügen* » (Carl Menger, « Geld », *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Jena, 1892, révisé 1909, p. 555-610, rééd. in *Gesammelte Werke*, Mohr, 1970, vol. III, p. 41).

[40] Streissler, « Carl Menger's article "Money" in the History of economic Thought », *op. cit.*, p. 13.

saisir les opportunités d'échange. Rine ne changerait certes à cet égard sans État. Mais l'introduction de la standardisation est un fait favorable afin d'accroître la «capacité d'écoulement». L'État peut donc jouer un rôle positif. Entièrement spontanément, cela ne se passerait pas aussi bien.

Par ailleurs, la symétrie établie par Menger entre les biens et la monnaie sert de révélateur à une question qui avait été laissée de côté par les classiques lorsque ceux-ci imputaient la valeur d'un bien à un *quantum* inhérent (de travail incorporé, par exemple) afin de mesurer par là le *quantum* supposé inhérent à l'unité monétaire.

Mais le mouvement des prix des marchandises et celui de la monnaie doivent être imputés à la confrontation des évaluations subjectives. Il en résulte que l'évaluation des marchandises en monnaie par les prix permet aussi d'effectuer l'évaluation inverse (évaluation de la monnaie en marchandises) mais qu'on cherche vainement dans tous les cas à la rapporter à un *quantum* de valeur inhérent au bien (qui serait donc *connaissable* d'un seul côté), ni à une valeur objective incorporée aux biens : qu'elle soit de type classique ou conçue dans sa variante marxiste, Menger juge qu'est toujours aussi imaginaire une valeur intrinsèque qui n'existe *dans le bien*.

S'il convient d'obtenir un repère (et l'État peut le donner en décrétant la quotité de monnaie émise), il n'existe pourtant jamais de prix «donné» qui serait destiné à valoir sur un marché tout entier, *a fortiori* sur l'ensemble des marchés. La preuve en est que, même à conditions inchangées, il est généralement impossible à un agent de revendre au même prix un objet qu'il vient d'acheter. Si des points de stabilité existent certes (des équilibres partiels toujours temporaires et instables), voire des états généraux walrassiens (ou des états partiels relevant d'une analyse similaire, que Marshall entreprend de relever), ces équilibres sont toujours fugaces. L'analyse de Menger manifeste leur caractère labile essentiel et les rend à leur dynamique à ce titre. Rien n'est figé dans un moment statique.

Que le rôle de la monnaie soit supposé donné, ou qu'elle mue insensiblement sous des formes diverses en fonction de l'état des techniques du degré de civilisation où elle est employée, son mécanisme essentiel ne dépend pas de décisions consciemment prises mais d'un processus spontané. Lorsque l'intervention favorise ces processus, les conseils que les écoles peuvent donner au prince en vue des objectifs politiques

à atteindre peuvent être judicieux. Menger saisit donc ce qui caractérise le fonctionnement de la monnaie (qui n'est jamais dans ce cadre un simple « voile ») et il en souligne les fonctions distinctives (réserve, écoulement toujours possible, etc.). Ces traits purement économiques caractérisent sa théorie.

C'est à ce titre qu'il est possible de forger, grâce au contrôle de l'émission par l'État, la monnaie en outil de connaissance du marché et les prix en signaux indiquant son état et la nécessité éventuelle de leur stabilisation – puisque l'État ne peut pas agir de manière uniforme (en garantissant un respect égal des intérêts des agents sur les marchés) sur la production, la distribution ou l'offre des différents biens directement, en revanche, il lui est loisible de régler la quotité d'émission de monnaie, en contrôlant à travers elle, l'évolution des prix⁴¹.

En conséquence de ce rôle potentiel, la quantité de biens qui arrivent au marché est donc seule fonction des offreurs et l'État n'a ni vocation, ni capacité à intervenir de ce côté. L'opposition autrichienne à la planification trouve là son origine, loin d'un dogmatisme plus tardif. Wieser proposait une économie de type mixte dans sa *Theorie der gesellschaftlichen Wirtschaft* (Tübingen, 1914). En revanche, il existe effectivement un bien (et un seul dans ce cas, mais le débat pourrait être développé) dont il peut n'y avoir qu'un seul offreur potentiel, en raison de ce que ce bien ne satisfait pas en lui-même un besoin direct,

[41] Par conséquent, l'État ne doit pas non plus tenter de faire plus que cela. Son rôle peut s'avérer utile, Menger le dit en substance dans *Geld*, en le spécifiant encore sans erreur possible dans la phrase citée plus haut de l'article français. Rappelons le raisonnement de Menger à l'encontre des classiques : d'une part, il s'agit de renoncer au rêve illusoire d'un *étalon invariable des valeurs*. Dans l'article de la *Revue d'économie politique*, mais aussi dans les chapitres X et XI de *Geld*, que le texte en français développe, le grief principal de Menger revient contre les théories régnantes classiques (de Ricardo à l'École de Manchester) et historiciste : il n'y a pas d'étalon de la valeur, car aucun bien ne peut présenter cette caractéristique de ne *jamais* varier, qui serait si commode pour la théorie, mais dont la quête conduit dans une impasse. Les raisonnements à partir d'une telle supposition furent nombreux, ainsi chez Ricardo contre Bailey. Cf. Philippe Mongin, « Sur le problème ricardien d'un "étalon invariable des valeurs" » (*Revue d'économie politique*, 4, 1979, p. 494-508). Mais on ne trouve pas de mesure stable de la valeur extrinsèque des marchandises est « partout et toujours est absolument irréalisable [...], impossibilité de trouver un objet d'échange dont la valeur intrinsèque reste *immuable* » (Menger, « La monnaie mesure de valeur », *op. cit.*, p. 173). Autrement dit, puisqu'aucune qualité inhérente des biens ne peut être invoquée, mais que les mouvements de prix sont fonction des quantités échangées, alors régler celles-ci seulement pourrait signifier stabiliser ceux-là.

mais peut aider à les satisfaire tous : c'est la monnaie dont l'État s'arroge l'émission⁴². Si l'usage de la monnaie est bien réglé par le pouvoir politique, alors les lois économiques elles-mêmes renforcent ce standard reconnu de tous. Rien ne peut imposer d'autodiscipline que le marché contredirait – en ce sens, seules les lois économiques prévalent dans la sphère économique. Mais l'État peut en jouer à condition de les connaître ; il est alors un acteur qui s'acquitte de la tâche importante de régler le *niveau* des prix.

Menger souligne que tout agent use de son savoir pour entrer dans des rapports de causalité visant à lui procurer de quoi satisfaire ses besoins (comme les lois physiques de l'exercice des corps permettent de produire les mouvements désirés) : la politique demeure ici encore la science suprême qu'elle était chez Aristote. Pour des raisons relevant, elles, de l'histoire (qui a donc sa place dans la description du phénomène monétaire), l'État a concentré certains pouvoirs à des époques données. Il est arrivé qu'il se soit constitué en émetteur central de monnaie : l'État impérial austro-hongrois dans lequel vit Menger en est un exemple. L'État a joué de la sorte un rôle *positif* dans la maîtrise de (ce qui ne se nommait pas encore quand Menger écrit) *l'inflation*. En jugulant l'inflation, l'État contribue à préserver le *pouvoir d'achat* des agents. Un État qui échouerait là serait rapidement condamné – et comment ne pas penser à la République de Weimar, dans l'après-Première Guerre mondiale sur les territoires allemands ? Remarquons également, quoique dans un autre contexte, que la *seule* tâche fondamentale impartie à la Banque centrale européenne est celle qu'invoquait Menger.

Or ces concepts apparaissent déjà chez Menger. Il se déduit de ses intuitions que la politique économique n'a de résultat qu'autant qu'elle n'entrave pas, mais qu'elle facilite au contraire le libre jeu des lois économiques dans la sphère de la société civile. La connaissance de telles lois ne peut provenir que de la théorie qui pose *a priori* des concepts adéquats à leur objet, et non pas qui ressasse les expériences tirées du passé. La théorie correctement produite peut à son tour donner ensuite lieu à des applications visant les sciences pratiques,

[42] Cela ne signifie pas que ce bien ne peut pas être désiré pour lui-même, seulement qu'il ne satisfait aucun des besoins *directement* : Menger retrouve une thématique issue de l'analyse de la chrématistique aristotélicienne.

comme la finance (*Finanzwissenschaft*) ou la pratique budgétaire, qui ne sont plus alors fondées sur une expérience trompeuse, mais sur la théorie. Les classiques, comme les historicistes (souvent partisans du bimétallisme sur la base précisément d'une confiance excessive dans les pratiques du passé), se sont trompés eu égard à la monnaie, comme sur d'autres questions.

Les grandes luttes de politique économique au XX^e siècle allaient trouver la base de leurs affrontements dans ces sujets. Les héritiers de Menger allaient radicaliser les positions du camp libéral. Leurs recommandations déplaçaient la question libérale vers le choix du non-interventionnisme, alors que Menger ne prônait pas le «*laisser-aller*»⁴³ intégral mais plutôt l'établissement d'un instrument monétaire efficace comme standard disponible et stabilisateur.

3 – Évolution de l'historicisme dans la sociologie comparatiste de Max Weber

Si Marx et Menger furent des hérauts du XX^e siècle, le troisième courant critique du classicisme, l'historicisme, semble lui appartenir tout entier au XIX^e siècle. Son institutionnalisation dans le *Verein für Socialpolitik* de Schmoller parut devoir être entraîné dans la disparition des structures du II^e Reich, emportant possiblement avec lui toute la pensée économique allemande. Fondée sur les notions de peuple (*Volk*) et de civilisation (*Kultur*) germaniques, toute la connaissance de l'économie et de l'organisation bureaucratique d'un monde semblait appelée à s'évanouir : un «esprit du temps» avait passé et celui qui s'y était substitué avait également effectué une mutation. D'ailleurs, dans le champ de la production, aux «années des fondateurs», les *Gründerjahre*, de l'entreprise capitaliste originelle succédaient celles des organisations plus vastes aux structures bureaucratiques. L'oubli où le rôle du *Verein für Socialpolitik* tomba rapidement après la Première Guerre mondiale suffit à le montrer. Schmoller disparu en 1917, l'évolution du monde universitaire allemand changea également dans les disciplines économiques.

Néanmoins, dans son acheminement vers son terme au XX^e siècle, l'historicisme s'était engagé sur une voie neuve, dictée par les épreuves

[43] L'expression se trouve dans l'article en français sur la monnaie de 1892 : elle est connotée négativement par Menger.

subies dans le *Methodenstreit*. Des sources philosophiques nouvelles influençaient cette évolution selon un processus de critique *interne* au sein de l'historicisme ; citons en particulier le renouveau post-kantien, la « philosophie de la vie » (*Lebensphilosophie*) et la phénoménologie husserlienne naissante⁴⁴.

Dans le cadre d'une science plus « empirique » de l'économie et d'une sociologie économique qu'il allait développer, Weber présente un achèvement (dans tous les sens du terme : quasiment une *Aufhebung*) du projet historiciste. En se référant à Dilthey et Rickert, il montrait l'erreur de la veine antithéorique dans l'historicisme et il soulignait la nécessité de recourir à des instruments théoriques neufs (tel l'« idéal-type »). Les discours critiques de la matrice classique, même dans leur dimension méthodologique à la fin du XIX^e siècle, ne se ramènent cependant pas à la théorie de la connaissance (*Erkenntnislehre*) et Weber renouvelait le projet historiciste en louant l'économie théorique de son temps tout en la mettant en garde contre son évolution précipitée vers la spécialisation et, parallèlement, vers une mathématisation importée pour elle-même. Raymond Aron devait noter sur Weber :

Ce qui l'intéressait [Weber] dans cette idée [celle, rickertienne, d'une *compréhension objective*, universelle], lui qui n'était pas un philosophe professionnel mais un sociologue, c'était qu'elle lui permettait de rappeler qu'une œuvre d'histoire ou de sociologie doit pour une part son intérêt à l'intérêt des questions que les savants posent à la réalité⁴⁵.

Avec la fin de la domination des études historiques, à l'heure où les discours marxiste et autrichien se répandaient et que l'économie se mathématisait, la seule voie offerte à Weber était de formuler l'expression la plus appropriée des causes socio-historiques comprenant le développement capitaliste industriel moderne en Occident. Weber ouvrait alors la voie d'une sociologie comparatiste des civilisations

[44] Les mêmes sources que devait retrouver plus tard l'ordolibéralisme de Walter Eucken, sous l'influence de la *Lebensphilosophie* de son père, Rudolf Eucken (prix Nobel de littérature 1908). Cf. Gilles Campagnolo, « Les trois sources philosophiques de la réflexion ordolibérale », in Patricia Commun (dir.), *L'ordolibéralisme allemand : aux sources de l'économie sociale de marché*, Paris, CIRAC/CICC, 2003, p. 133-159.

[45] Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1976, p. 509. Notons que Weber se voulait économiste et non « sociologue » comme écrit Aron. En témoignent de nombreux passages, dont l'*incipit* « Nous autres, économistes, ... » (*Die Wissenschaft als Beruf*, 1917-1919, trad. *Le savant et le politique*, Paris, UGE, 1992, p. 1).

qui n'accomplissait sans doute pas le destin du chantier entrepris par Roscher dans les années 1840, mais qui s'avérait, à la réflexion, assez fidèle à son inspiration sans pour autant répéter ce que Weber jugeait être certaines erreurs de méthode rédhitoires du fondateur⁴⁶.

L'entreprise pouvait être reprise à nouveaux frais, avec de nouvelles questions : comment des concepts et des attitudes engendrées par le protestantisme et comment du monde du caméralisme avait pu émerger le contexte industriel le plus moderne ? Les historicistes avaient eu plus d'influence dans la politique que n'en avaient sans doute jamais eu leurs ancêtres des XVII^e et XVIII^e siècles, mais ils l'avaient perdue. Paradoxalement, leur écho ne devait plus se faire entendre : mais, au-delà du délitement de l'historicisme, ces questions qu'ils avaient suscitées continuaient à se poser.

3.1 – Weber et l'École historique allemande

Le conflit entre les intérêts et les idées morales n'est naturellement pas supprimé, mais il est atténué : la vie des hommes n'existe que sous cette condition que cette lutte interne n'aura pas de fin. Il y a toujours des revendications de la justice économique qui semblent n'être que des rêveries téméraires ; mais il y a en même temps des revendications nombreuses qui ont triomphé. [...] C'est à elle que la civilisation [*Kultur*] économique doit son caractère humain⁴⁷.

En définissant ainsi l'intention qui inspirait le projet de la « jeune » École historique, Schmoller indiquait que l'économie ne se réduit pas à la connaissance mais engage l'action. Le courage théorique dont Weber fit preuve consista à séparer les vocations du savant et du politique en invalidant, et en réorientant de fait, l'institution même de l'académisme allemand dont l'instrument avait été le *Verein für Socialpolitik* et les revues. Avec Werner Sombart et Edgar Jaffé il prit la direction de la revue qui, tout en se rebaptisant *Schmollers Jahrbücher* en l'honneur du chef de file disparu, entendait ouvrir des perspectives nouvelles. La critique initiale contre Roscher et Knies

[46] Il les stigmatise dans la suite des trois articles « Roscher und Knies und die logischen Probleme der historischen Nationalökonomie » (1903-1906), *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*, Tübingen, J.C.B. Mohr, 7^e éd., 1988, p. 1-145.

[47] Gustav Schmoller, « La justice dans l'économie » in *Politique sociale et économie politique : questions fondamentales*, trad. Pollack de *Einige Grundfragen*, Paris, Giard et Brière, 1902, p. 275 @.

par Weber, dont les précautions de Weber se lisent dans l'incipit pour ne pas la tourner ouvertement contre Schmoller, signale toutefois les failles méthodologiques communes à leurs travaux. Weber savait ce qui avait condamné leur entreprise, qui reprenait l'ornière d'une philosophie de l'histoire alors même qu'elle prétendait écarter l'influence du panlogisme universaliste de Hegel, mais sans lui donner de contenu spéculatif approprié. Car les pères de l'historicisme réintroduisaient inconsciemment, selon Weber, une philosophie de l'histoire qui détournait leur science de son but légitime :

La manière tout entière dont il construit ses concepts montre qu'il reste bien séparé du point de vue hégélien dans son principe, mais que pourtant il travaille avec des représentations métaphysiques qui ne se laissent intégrer de manière cohérente que dans l'émanatisme hégélien⁴⁸.

Ne pouvant s'en prendre à Schmoller pour des raisons académiques trop évidentes à l'époque, Weber soulignait ce qui, dans la «jeune» École même, relevait d'une démarche erronée sur le fond, à savoir le renoncement à la théorie qui était devenu évident dans le *Methodenstreit*. Weber donnait raison à Menger sans hésitation sur cette erreur majeure. Et Weber proposait à son tour une forme d'individualisme méthodologique «typant» l'individu, pour ajuster son examen devenu sociologique au traitement de différentes cultures humaines et des différentes religions du monde.

La construction de l'outil idéal-typique trouve sa source à la fois dans l'influence mengérienne (Menger parle de *Realtype* mais la caractérisation des deux concepts montre leur proximité) et dans sa volonté de parachever l'ambition qui pouvait être reprise de l'analyse des communautés humaines à travers les traits *spécifiques* qui faisaient d'elles des communautés *économiques* – et pas seulement des illustrations d'une «seconde nature» économique dont les lois seraient analogues à celles des sciences physiques ou physiologiques.

[48] «Roscher und Knies und die logischen Probleme der historischen Nationalökonomie», *op. cit.*, p. 19. Weber renvoyait alors (à juste titre d'ailleurs) chez Roscher à une autre cause : «On peut dire qu'à côté de la sobriété du chercheur scientifique, c'est la foi religieuse qui l'immunisait [Roscher], de même que son maître Ranke, contre le besoin panlogistique de Hegel, qui faisait s'évanouir le Dieu personnel traditionnel d'une façon à ses yeux suspecte» (*ibid.*, p. 21 ; ce passage est traduit par Catherine Colliot-Thélène, *Max Weber et l'histoire*, Paris, PUF, 1990, p. 97).

Si la dialectique hégélienne telle que la lit Weber est erronée, et si le raisonnement mengérien pointe, lui, les impasses de l'historicisme, pour Weber, néanmoins, et en dépit de la construction indispensable des *Realtypen*, il convient de décrire les traits individuels de manière adéquate en tentant de renouveler la perspective de l'historicisme.

Weber n'est certes pas un auteur « autrichien », même s'il tient à demander à Wieser un des articles majeurs pour son grand projet de *Wirtschaft und Gesellschaft* (*Économie et société*) et si, à défaut de ce dernier, il se met lui-même à l'ouvrage. Weber pose également ce faisant des questions proches de celles qui avaient pu être celles de Marx, tout en refusant le mécanisme du matérialisme dialectique qui néglige les valeurs qui orientent (mais sans nécessairement les déterminer) les comportements des agents économiques. Weber pense à l'étude des religions qui fournit des éléments majeurs d'une telle « économie culturelle »⁴⁹.

3.2 – Idéal-type, individualisme et *Wertfreiheit* : sortie de l'historicisme

Si certaines des critiques, prudemment adressées à Roscher et à Knies, visaient en réalité Schmoller, les institutions académiques allemandes prévenaient tout changement majeur. En dépit du prestige dont il jouissait, Weber se trouva assez seul (comptons Sombart et Jaffé) et de santé chancelante dans un désir de rénovation profonde en contemplant l'effondrement de l'Empire dans la guerre. On sait que Weber participa aux négociations de Versailles, tentant autant que possible de sauver ce qui pouvait l'être en 1919⁵⁰. L'échec politique – dans l'ensemble, mais pouvait-il en être autrement ? – ne devait

[49] Trop peu de commentateurs ont souligné un point que confirme le travail d'édition des œuvres complètes de Weber entrepris en Allemagne, à savoir que catholicisme, protestantisme, islam, judaïsme, taoïsme et confucianisme sont analysés dans le sens des attitudes qu'ils commandent dans les individus. S'il n'y eut pas de terme spécifique « *Kulturwirtschaft* » dans le vocabulaire économique allemand, néanmoins la *politische Ökonomie* se comprenait comme une « science de l'esprit » (*Geisteswissenschaft*) saisie dans une civilisation, en somme une *Kulturwissenschaft*. Les définitions de Dilthey dans son *Einleitung in der Geisteswissenschaften* (Berlin, 1883 ; trad. Sauzin, Paris, 1942) pouvaient alors être reprises, et bien avant qu'un concept n'apparaisse (de retour d'outre-Atlantique) sous l'appellation de « *cultural economics* ».

[50] Pour une biographie intellectuelle et politique de Weber, renvoyons à ce qui a été la thèse d'habilitation de Wolfgang J. Mommsen, *Max Weber und die deutsche Politik 1890-1920* [1958], 3^e éd. Tübingen, Mohr-Siebeck, 2004 ; trad. Amsler, *Max Weber et la politique allemande, 1890-1920*, Paris, PUF, 1985.

cependant pas éclipser le but scientifique qui était de reformuler un historicisme originel mué en sociologie compréhensive comparatiste donnant un nouveau départ aux sciences sociales allemandes, plus d'un demi-siècle après les premiers travaux de Lorenz Stein.

Weber ne voyait pas dans la méthodologie un sujet d'étude digne en soi. Il écrit :

C'est seulement à travers la mise en évidence et la résolution de problèmes concrets que les sciences ont été fondées et leur méthode développée, et encore jamais au contraire les spéculations purement méthodologiques ou gnoséologiques n'en ont été une part décisive⁵¹.

Il lui apporta cependant le soin nécessaire et des éléments qui devaient survivre au naufrage de l'École historiciste face à la science mathématisée. En soulignant la validité de la distinction mengérienne entre théorie et pratique afin de donner à la première une autonomie véritable pour servir à son tour la seconde, sans plus faire dépendre ni l'une ni l'autre des aléas institutionnels, Weber reprenait les critiques formulées par Menger. Cette fois, c'était toutefois en vue de sauver la pensée économique allemande, non d'édifier une école rivale.

Weber rejoignait sur nombre de points le fondateur autrichien dont il avait utilisé les idées pour son propre (et demeuré fameux) programme de cours (*Grundriss*) de 1898. Weber proposait moins de purifier la science que d'inscrire son concept purifié dans un contexte neuf. Et, du coup, de l'individualiser, de rejeter les concepts collectifs (*Kollektivbegriffe*) illusoire. Weber restait *empiriste*, et il se revendiquait comme tel car l'analyste part selon lui de données (statistiques, textuelles, etc.) pour établir les origines et caractériser la notion qu'il entend expliquer et qui doit être théorisée. Mais ces données n'ont de sens qu'en fonction des questions qu'il pose – et là se situe le cadre *a priori* dans lequel l'enquête prend place.

Ainsi, lorsque Weber traite de l'«esprit du capitalisme», il part de la composition confessionnelle et de la stratification sociale des établissements d'enseignement professionnel allemands, et les textes qu'il retient sont, par exemple (au chapitre II de l'ensemble recomposé que constitue *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*), le sermon

[51] Weber, *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*, op. cit., p. 217.

d'autosatisfaction de Benjamin Franklin qui illustre la signification du terme «*yankee*». Le sociologue, comme le lecteur, est mis d'emblée *in medias res*; il trouve là des *types* de comportements dotés de caractéristiques claires dont l'analyse «*idéal-typique*» est à la fois *éthique* au sens où la pratique et la conscience de celle-ci sont étroitement associées, et *analytique* au sens où le discours en est rigoureusement déduit.

Weber retrouve-t-il alors également certains traits de la *Sittlichkeit* hégélienne? Sans doute⁵². En parallèle et à côté des travaux de Georg Simmel⁵³ et de Ferdinand Tönnies sur «communauté et société» (*Gemeinschaft und Gesellschaft*), la transition d'une connaissance *empirique* des civilisations à leur science théorique portait Weber à introduire *de facto* l'individualisme méthodologique dans une sphère dont les historicistes s'étaient jusque-là acharnés à l'exclure. L'idéal-type satisfait ainsi le but que se donnaient les études historiques tout en légitimant leur scientificité: Weber donne l'outil heuristique d'une définition des types individuels qui porte les traits spécifiques d'une entité collective, mais en décrivant un «agent individuel» avant la lettre doté des traits que l'analyste «comprend» plus qu'il ne les «explique» (selon la dichotomie diltheyenne). Weber illustre sa méthode, par exemple :

Pour savoir si le cours empirique du développement a été effectivement le même que celui qu'on a construit, il faut le vérifier à l'aide de cette construction prise comme moyen heuristique, en procédant à une comparaison entre l'idéal-type et les «faits». Si l'idéal-type a été construit «correctement» et que le cours réel des choses ne correspond pas au cours idéal-typique, nous apporterions ainsi la preuve que la société médiévale *n'a pas été rigoureusement «artisanale»* sous certains rapports. Et si l'idéal-type est construit d'une manière heuristico-idéale, [...]

[52] Cf. Gilles Campagnolo, «Religion et politique de la société civile dans les écrits de jeunesse de Hegel et chez Weber: quelques remarques à l'usage des sociétés civiles en construction», *Cahiers politiques*, numéro spécial, «Max Weber: l'histoire ouverte», mai 2009, p. 67-109.

[53] Cf. Gilles Campagnolo, présentation du texte de Max Weber: «Georg Simmel, sociologue et théoricien de l'économie monétaire» suivi de la traduction du seul texte de Max Weber dédié assez longuement à Simmel: «Georg Simmel, sociologue et théoricien de l'économie monétaire», trad. Campagnolo, *Revue de philosophie économique*, n° 14, 2006, p. 53-67.

alors il dirige sur la voie d'une conception précise de chaque composante *non* artisanale de la société médiévale dans sa singularité et sa signification historique⁵⁴.

Weber effectue une substitution fondamentale à la *Parallelismenbildung* de Roscher et aux variations différenciantes de Schmoller, ici à propos de l'artisan médiéval. Si la science se fait *a priori*, il permet de restituer une analyse causale stricte des comportements des agents, notamment dans leurs échanges, tels que l'analyste peut en donner des types. Entre Weber et Menger, il demeure certes toutefois une différence essentielle : l'économiste mengérien les décrit dans leur généralité, le sociologue wébérien les révèle dans l'observation de leurs traits⁵⁵. Aron relève là l'un des trois sens qu'il repère de l'idéal-type chez Weber :

La troisième espèce des types idéaux est constituée par les reconstructions rationalisantes des conduites d'un type particulier. L'ensemble des propositions de la théorie économique, d'après Max Weber, n'est que la reconstruction idéale-typique de la manière dont les sujets se conduiraient s'ils étaient des sujets économiques purs⁵⁶.

Si l'on retient cette définition du concept heuristique wébérien, alors la critique de la matrice classique trouvait chez Weber un aboutissement : elle avait inspiré la méthode historique depuis Roscher, et Weber donne les moyens de dépasser les impasses de l'historicisme – comme Menger, mais en le préservant. L'historicisme prend avec Weber une direction qui peut le reconduire à la science : il ne renonce pas à en critiquer les abstractions, mais il n'en a pas contre la théorie *per se* – comme Schmoller, qui d'ailleurs s'aventurait de moins en moins à le faire dans les dernières années des *Jahrbücher* avant sa disparition et leur reprise par le trio Weber, Sombart, Jaffé.

Weber cherche une commune mesure entre les communautés humaines au travers de l'étude de types, voire de structures. L'action de l'*homo economicus* telle qu'il l'envisage est purifiée par la méthode d'une sociologie qui vient doubler l'économie dite « pure » à laquelle

[54] Max Weber, « Die "Objektivität" sozialwissenschaftlicher und sozialpolitischer Erkenntnis », in *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*, *op. cit.*, p. 198.

[55] En cela, la sociologie compréhensive fut aussi influencée par la phénoménologie husserlienne.

[56] Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, *op. cit.*, p. 522.

Menger donnait ses premières lettres de noblesse. Là où le classicisme proposait une ontologie de cet agent économique, Weber et Menger s'en tinrent sagement à des propositions de méthode et Weber développa la critique qui met (enfin) l'historicisme sur un pied d'égalité avec les prémisses autrichiennes, tant quant à la neutralité de principe de l'économie théorique qu'à la délimitation des tâches de la science. Il appartient à l'observateur de choisir ou de prescrire les questions qu'il souhaite poser ; il n'est maître ni des valeurs qu'il sert ni de celles que peut épouser l'agent.

L'affinité de la pensée autrichienne à cet esprit neuf de la compréhension du capitalisme se lit dans l'analyse que les deux auteurs donnent de l'échange. L'idéal-type subsume le comportement réel des agents en appréhendant la chaîne causale à partir d'un premier mailon, qui demeure indécidable selon Weber, affaire de valeurs ultimes. Chez Menger, l'économie théorique se fonde nécessairement *réellement* à partir du besoin effectivement ressenti subjectivement, mais aucun jugement surplombant n'y peut non plus présider. L'inspiration des deux penseurs les situe à la source de la réforme scientifique.

En formulant ces orientations aptes à donner à des concepts de rationalité pertinents⁵⁷, Weber retrouve également l'avertissement nietzschéen selon lequel les choix de valeurs sont dictés par la vie, non par la vérité. L'historicisme demeure un relativisme, mais de la mutation de l'historicisme par l'adjonction de cette approche nouvelle naît la sociologie comparatiste :

Les types-idéaux de la science économique peuvent rendre de grands services dans la mesure où ils sont correctement composés, mais ils ne sont jamais ni les fins de la recherche, ni les normes de la conduite⁵⁸.

À sa manière, Weber a par conséquent contribué à séparer la science économique des études historiques enfermées dans leur obses-

[57] Le politique se vouant ainsi par définition principalement à l'efficacité (*Zweckrational*) dans l'action et le scientifique à la neutralité dans la description

[58] Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, op. cit., p. 250. Menger, comme Weber, avait d'abord voulu reprendre le projet historiciste, comme en témoignait la dédicace de Menger à Roscher dans les *Grundsätze*. L'analyse des auteurs allemands donnée par Aron peut certes paraître datée, mais, en dépit des révisions dues aux progrès de l'érudition, elle atteint d'emblée le centre de ce que Weber avait souhaité et qui lui était apparu clairement : « sauver » le projet historiciste en le critiquant de l'intérieur.

sion compilatrice et monographique. Les historicistes s'y épuisaient. En frayant un chemin vers ce qu'on allait désigner comme une «sociologie économique» qu'avant lui seul sans doute Stein avait frayée aussi loin, Weber renouvelait les disciplines entières des sciences sociales⁵⁹.

En parachevant le projet historiciste, Weber fit du moment de la sortie du *Methodenstreit* celui paradoxal d'une institutionnalisation nouvelle des sciences ; il récoltait en somme ce que la lutte entre Menger et Schmoller avait semé et, par rapport aux écoles marxiste et autrichienne, il joua moins la victoire qu'un «coup pour rien». Comme nous le disions en introduction, Schumpeter crut pouvoir en déduire que le *Methodenstreit* avait été une dépense d'énergie inutile⁶⁰. Il est maintenant possible de comprendre pourquoi il avait tort en cela.

Weber constituait une approche réflexive comparative du capitalisme à partir de l'influence exercée par Menger sur la pensée historique allemande⁶¹. Pour sortir des impasses historicistes relevées dans la querelle des méthodes, le monde académique européen était passé par la destruction des institutions qui avaient assuré le succès de la pensée allemande – paradoxe final de la critique de l'économie politique classique dans le domaine d'un développement industriel national accompagné d'un programme lui donnant sa conscience dans le domaine scientifique.

Les termes de la science économique qui avaient motivé la critique allemande du classicisme trouvaient leur véritable aboutissement. Ils purent disparaître en somme naturellement quand les termes du classicisme libéral se trouvèrent suffisamment transformés. Le marginalisme, en particulier sa version autrichienne, avait œuvré : l'insatisfaction née des lacunes des thèses ricardiennes n'avait plus lieu d'être. Chez les derniers historicistes, c'est en déplaçant les ques-

[59] Le concept de «sociologie économique» est parfois mis en avant, mais est-il bien utile en tant que tel ? Nous l'utilisons ici sans disputer des frontières entre disciplines car c'est le contenu que chacune peut apporter à l'étude de concepts scientifiques donnés qui définit les matrices dont l'étude est pertinente.

[60] «[The Dispute Over Methods remains] substantially a history of wasted energies, which could have been put to better use» (Josef Schumpeter, *History of Economic Analysis*, 1954, p. 814).

[61] Gilles Campagnolo, «Constitution d'une approche réflexive comparative du capitalisme : sur la nature de l'influence exercée par Carl Menger sur la pensée historique allemande entre Schmoller et Weber», in Alcouffe & Diebolt (dir.), *Histoire de la pensée économique allemande*, op. cit., p. 172-197.

tions de Roscher et de Schmoller que Weber et Sombart pallièrent dans le champ académique la disparition de l'école dans la chute des institutions wilhelmiennes. La Vienne 1900 était, elle, emportée par la disparition de l'Autriche-Hongrie. Ces mondes étaient désormais passés, ils devaient très bientôt être oubliés – toutefois pas sans que leurs voix eussent été relevées, autant que leurs erreurs. Les restituer a été un objectif de ces pages.

CONCLUSION

Hérauts du XX^e siècle

À l'occasion du soixante-dixième anniversaire de Gustav Schmoller, Max Weber lui écrit :

Soyez assuré que tous ceux qui sont capables d'apprécier le travail de l'esprit humain et ses chances de succès – qu'ils soient plus ou moins proches de vous à titre personnel, et qu'ils s'accordent plus ou moins avec vos positions politiques ou vos idéaux par ailleurs – doivent s'unir et s'unissent effectivement dans la reconnaissance admirative des points suivants, que vous seul avez pu accomplir :

1° Vous avez accru l'influence de l'université sur la vie publique, en un temps qui lui était particulièrement défavorable, soit depuis la période des années 1837-1848, autour de vos centres d'intérêt, à un niveau qu'il avait été impossible d'atteindre jusque-là ;

2° Seules votre intelligence et votre modération ont rendu possible que *l'idéalisme* politique et social des *hommes de culture* de l'université trouve, dans le cadre du *Verein für Socialpolitik*, un instrument d'expression tel qu'il eût été absolument impossible de l'envisager sans votre conduite – non seulement dans l'opinion publique, mais surtout auprès de ceux qui *détenaient le pouvoir* – [...].

3° Dans une époque où régnait le rationalisme économique le plus sec, vous avez assuré à la pensée *historique* une place dans notre science (l'économie), place qu'elle n'avait jamais trouvée avec la même ampleur ni dans la même mesure, et qu'elle ne possède d'ailleurs pas encore dans les autres nations¹.

En même temps qu'il réaffirmait le poids des réalisations historicistes en économie, Weber suggérait à quelles limites se heurtait l'œuvre de Schmoller :

[1] Max Weber, lettre du 23 juin 1908 envoyée de Heidelberg à Schmoller : *Max Weber*

Comme vous l'avez vous-même souvent noté, les exigences scientifiques spécifiques à chaque génération entraînent notre discipline dans une oscillation permanente entre connaissance théorique et connaissance historique. Et, même si nous nous trouvons sans doute aujourd'hui dans une époque où l'on se soucie plus de théorie, le fait même qu'ait pu mûrir pour nous la période du travail théorique, que nous fûmes, quoi qu'il en soit, en présence d'un puissant développement des connaissances, tant dans la pénétration historique que dans l'analyse psychologique et la structure philosophique, et le fait que, plus jeunes, nous devions maintenant tenter de [les] réélaborer au moyen de concepts *théoriques*: de tout cela, nous vous devons en définitive la plus grande gratitude, pour votre œuvre, menée pendant des décennies avec un succès incomparable.

Sous l'éloge, certes de rigueur, Weber avait de nombreuses critiques. Mais il approuvait effectivement un projet historiciste; s'il avait épousé maintes remarques formulées par Menger, celui-ci n'avait toutefois pas résolu à ses yeux les questions soulevées lors du *Methodenstreit*. Schmoller et Menger avaient plutôt mis fin, paradoxalement ensemble, à la domination classique. S'il était devenu à jamais clair qu'en science la théorie primait le savoir historique et que l'individualisme méthodologique permettait l'étude des essences et des «types réels» (*Realtypen*) définis par Menger et dans lesquels Weber voyait également la science véritable, il n'était en revanche pas certain que le *Methodenstreit* eût abouti sur tous les autres points, et encore moins qu'une victoire d'un camp sur l'autre pût être célébrée. Plus tard, la question wébérienne concernant la civilisation (*Kultur*) occidentale allait devoir être posée (pourquoi l'Occident seul avait-il atteint ce niveau de développement?), ainsi que celle à propos de l'observateur engagé (l'économiste comme l'historien le sont dans l'époque où ils vivent). Menger avait, lui, entendu expliquer et comprendre (*verstehen*) l'essence des phénomènes économiques; Weber, voire, plus tard, les «ordolibéraux» étaient ceux qui auraient à reprendre l'ambition de l'objectif historiciste².

Gesamtausgabe II, 5, *Briefe 1906-1908*, Tübingen, 1990, p. 594-595, et citation suivante. Nous traduisons (italiques de l'original).

[2] Persévérance par-delà l'oubli? Menger, comme Schmoller, avait accordé une grande importance au passage à l'observation *in situ*. Mais comme l'application des mécanismes de causalité économique se vérifiait dans l'histoire et devait être déterminée selon le raisonnement réaliste-causaliste, l'enquête de type schmollérien n'était pas si «scientifique»

Weber ne fit pas école lui-même cependant : il eut des lecteurs puissants, comme Raymond Aron, mais aucun groupe ne tenta de faire de son enseignement un dogme. Ce rôle de hérauts du XX^e siècle était dévolu à deux des pères fondateurs du XIX^e siècle en particulier, à savoir Marx et Menger. Ils avaient, eux, défini les enjeux des combats à venir. Les questions qui allaient être débattues au XX^e siècle dans la théorie et dans la pratique (la critique par les armes remplaçant de plus en plus souvent les armes de la critique, selon la formule marxienne) allaient être celles de la légitimité de la propriété privée contre la propriété d'État, la description des cycles du capital et l'issue des crises du capitalisme, les conditions de possibilité d'une planification intégrale et le rôle de l'information, des signaux de prix et des théories de l'agence et de la firme. Tout cela devait à un titre ou à un autre à Marx et à Menger d'avoir existé : ils en avaient posé les fondements.

L'École historique avait, quant à elle, avec la Première Guerre mondiale et la chute de l'Empire allemand, et les bouleversements subséquents, perdu son rôle de premier plan. La critique de l'historicisme dans le *Methodenstreit* avait délité à jamais la domination historiciste au sein des études économiques. La guerre seule aboutit pourtant, de l'extérieur, à achever le mouvement, une fois Schmoller décédé, comme on abat un cheval fourbu qui a un membre cassé. L'héritage refondé sur la méthode de l'idéal-type de Weber, et d'après l'inspiration de philosophies neuves (phénoménologie, « philosophie de la vie », la *Lebensphilosophie* de Rudolf Eucken, père de l'économiste ordolibéral Walter Eucken et prix Nobel de littérature 1908) fut propre à une science « compréhensive ». Celle-ci devait s'éloigner du *mainstream* de l'économie mais l'intérêt du *Methodenstreit* avait été de porter au jour ces difficultés de méthode au sein de l'historicisme allemand. Elles devaient recouper celles présentes dans un marxisme (trop) souvent réduit par ses épigones à un relativisme.

Par exemple, l'épreuve des exigences de falsifiabilité et de consistance, deux ponts-aux-ânes de l'épistémologie du XX^e siècle qui allaient être formulés dans la philosophie de Popper, répétait la critique de l'historicisme *en général*. C'était celle que, paradoxalement, Schumpeter, l'Autrichien réfugié à Harvard de 1932 à 1950, l'esprit

que le projet originel de Roscher pouvait le laisser espérer. C'était pour Menger ce dernier qu'il convenait d'achever.

lucide par excellence devant la désagrégation de son monde d'origine, avait jugé superflue. Selon nous (mais il faudrait montrer cela plus avant dans une étude du XX^e siècle), Menger avait en fait déjà dit ce qu'il fallait en dire. Popper et Schumpeter devinrent célèbres ; peut-être eût-il suffi de mieux et plus lire Menger. Hayek sut le faire et recueillir l'héritage et les fruits à son bénéfice. Toujours est-il que les matrices philosophiques dont un siècle séparait ces économistes, entre 1800 et 1900, voire de 1900 à nous, avaient été oubliées et/ou reniées. Les redécouvrir aura été notre objet.

Restait aussi que leur critique de la matrice de l'économie politique classique avait abouti. Avant même le *Methodenstreit*, la confrontation avec le classicisme avait été entamée par les auteurs allemands, critiques. Certains auteurs, qui n'étaient pas critiques, ont été regardés *a posteriori* comme des précurseurs de la pensée «néoclassique», inaugurant une formalisation qui allait se répandre au tournant du XX^e siècle et devenir incontournable dans sa seconde moitié. Nous les avons évoqués dans les figures de Rau et de Mangoldt ; il faudrait en ajouter d'autres, comme Hermann : en réalité, leurs premiers efforts dans la représentation graphique et géométrico-analytique de l'économie modélisée restaient très lacunaires en l'absence de correspondance stricte entre les concepts et leurs représentations. Les illustrations qu'ils donnaient n'étaient pas encore chez eux le plus souvent des outils adéquats à la recherche. Loin de plagier ces auteurs (à l'encontre des reproches de Pantaleoni), Menger souligna que le défaut essentiel de cette formalisation naissante était (déjà – que dirions-nous aujourd'hui ?) de rater l'essence des phénomènes pour saisir leurs manifestations.

Pour le Viennois, tout résultat ne se conçoit que dans l'appréhension correcte et une compréhension exacte (ce qui ne signifie pas nécessairement formalisée) des causes des processus et des phénomènes socio-économiques examinés. Menger fonda l'école autrichienne à partir de ce qui avait suscité une critique des méthodes heuristiques en économie, tant de l'interrogation portant sur l'usage erroné du savoir historique singulier à la source de lois de la science (chez les historicistes), que de la critique des fondements classiques. On peut certes étudier l'influence d'auteurs «proto»-néoclassiques, mais point l'exagérer³.

[3] Nous sommes en désaccord sur ce point avec Erich W. Streissler, «The Influence of German Economics on the Works of Menger and Marshall», in Bruce J. Caldwell (ed.),

Les *Recherches sur la méthode* de Menger, ses *Untersuchungen* de 1883, s'en prenaient à la matrice classique plus que ne l'avaient encore fait tous les auteurs allemands, car les critères de la méthode qu'ils avaient énoncés imposaient de changer un type de discours grevé d'inexactitudes par un autre, lourd de présupposés conceptuels collectifs. Dans ses *Principes d'économie politique*, ses *Grundsätze* de 1871, Menger avait opéré au sein de la théorie (à propos de l'échange, du travail, du capital et de la monnaie) le renouveau nécessaire.

Le parallèle que nous avons pu dresser entre Menger et Marx a montré que, tandis que les choix critiques de Marx se bornèrent à approfondir la théorie de la valeur-travail, et non à s'en défaire, Menger permettait de sortir du classicisme, accomplissant sa deuxième négation et parachevant ce qu'avaient jugé *indispensable* les économistes du XIX^e siècle, à savoir sortir des impasses de l'économie politique. Encore fallait-il qu'il fût adéquatement reçu...

Au tournant du XX^e siècle, la nature de la science devenait, au moins autant que son contenu, l'enjeu de la science. Les fondements de l'économie en voie de re-constitution se trouvaient questionnés par une épistémologie naissante : il en va ainsi à chaque crise où l'intérêt habituellement si marginal pour la méthodologie, l'histoire et la philosophie de la science renaît. La difficulté est de trouver un point quelconque d'où considérer les phénomènes économiques se déroulant dans l'histoire sans pour autant attribuer le discours du savant à son origine (sa classe dans l'ordre capitaliste chez Marx, une position d'«avocat» honnie par Menger, une théorie de l'ennemi national, ainsi la Grande-Bretagne pour le *Reich* de Schmoller). Cette question de l'impartialité et/ou de l'objectivité du savant, classique en philosophie de l'histoire, fonde l'entreprise aronienne de l'*Introduction à la philosophie de l'histoire*. Nous ouvrons le présent volume en questionnant l'universalité des formulations scientifiques dans l'histoire : nous le fermons sur l'impératif, révélé dans le cours du *Methodenstreit*, d'un mouvement de retrait comme observateur. Il est quasi dialectique dans la narration historique selon Weber et Aron, chez les marxistes il se nomme «pratique théorique» (telle que, plus tard, Althusser devait la définir, comme en réponse à la critique aronienne). Dans tous les cas, il signifie qu'une appréhension

des mécanismes de la progression de la science est nécessaire. À cet effet, nous avons proposé le concept de matrice.



Les critiques de la matrice classique ont ouvert à l'analyse économique un éventail de voies : pour lever l'obstacle ricardien, des positions variées au XIX^e siècle ont été fondatrices des conflits du XX^e siècle. La pluralité de discours économiques avait été permise par la conscience prise dès le début du XIX^e siècle chez les observateurs les plus lucides du retard socio-économique et politique des territoires germaniques : l'enclavement économique et l'émiettement politique auquel le Saint-Empire avait cessé d'apporter tout semblant de cohésion avec l'épisode napoléonien étaient le terrain tout ouvert d'une conception neuve des rapports humains quant à la vie matérielle. Le retard à combler accroissait la conscience aiguë de la situation vécue. Un siècle de débats savants aboutissait à un grand carrefour des orientations économiques possibles dans le dernier tiers du XIX^e siècle.

Quant aux combats ultérieurs du XX^e siècle, ils allaient relever des voies signalées à ce carrefour, sans pour autant qu'on puisse imputer tous les bouleversements à ces auteurs. Marx n'avait certes rien écrit qui dût prôner la planification intégrale, bien plus proche de la conception de l'entendement fichtéen (du *Verstand* régnant en maître dans l'*État commercial fermé* de 1800). Bien plutôt, Marx héritait de la raison (*Vernunft*) hégélienne soucieuse de la liberté des relations effectives (*wirklich*) nécessairement libres. Ses suiveurs politiques le virent-ils assez ? Menger, quant à lui, n'avait certes pas défendu un jeu du marché sans frein ni l'absence de tout contrôle étatique, même minimal – il soulignait au contraire l'importance pour le gouvernement de décréter la quotité de l'émission de monnaie. Il limitait par là le rôle du gouvernement au regard des préconisations des *Kathedersozialisten* de son temps, mais il reconnaissait également en pratique dans l'État un gardien de la stabilité des prix. La quête de critères d'efficience au sein de la production et la préoccupation de la répartition guidaient ces deux penseurs tandis que leurs soupçons pesaient sur toute volonté de réduire à un rôle ancillaire l'État comme la science. Leurs écrits l'auront ici assez montré.

Au terme de cette étude, nous concluons donc que sans doute seul Menger avait su mener à son terme le procès de l'économie politique classique ainsi que l'entreprise théorique de critique scientifique qui

l'accompagnait. Seul, il avait fini de jauger et de rédiger ces sentences qui furent les actes de décès que les historicistes, tournés vers la politique économique de la monarchie sociale, et que Marx, «classique» paradoxalement révolutionnaire, n'avait pas osé dresser aussi fermement, en dépit de leurs déclarations. Le travail avait été laissé inachevé jusqu'à Menger, et Weber. Schmoller n'annonçait aucun temps à venir : il avait régné sur le sien dans la plus grande université du continent, attiré des étudiants du monde entier, mais l'historicisme qu'il avait (dé)formé devait disparaître avec lui, comme Weber le lui signalait déjà, à demi-mot, dans ses vœux pour l'anniversaire du maître de l'université allemande.

Les intuitions théoriques de Menger avaient également souvent semblé peu compatibles avec la voie privilégiée que la science économique prenait alors à son encontre, en conjuguant

1. le concept d'équilibre walrassien pour le statisme duquel Menger nourrissait une hostilité foncière ;
2. la version algébrique fonctionnelle du raisonnement «à la marge» tandis que Menger formulait de manière littéraire ce même raisonnement ;
3. un utilitarisme provenant de la tradition anglaise depuis Jeremy Bentham en passant par John Stuart Mill jusqu'à Stanley Jevons, dans un aveuglement conscient – et paradoxal pour ces philosophes partisans de la liberté individuelle – aux aspects véritablement subjectifs de l'échange (tels que le rôle de l'action, et donc du temps, et de l'information).

Menger concentrait fermement sur le processus de l'échange une attention que les auteurs d'une matrice néoclassique naissante allaient détourner rapidement. Qu'allaient faire les disciples «autrichiens»? La théorie des cycles de capital élaborée par Eugen von Böhm-Bawerk, et jugée par Menger comme l'«une des plus grandes erreurs en économie», intégrait-elle un nouveau *mainstream* ? Qu'en reprirent véritablement Mises, et ensuite son cadet Hayek ? Le «néoclassicisme», à partir de Marshall pour le dire vite, ne pouvait pas être «autrichien» au sens propre, mais les héritiers de Menger empruntèrent aussi, plus ou moins sciemment, la voie de la majorité de la communauté scientifique, moins originale que celle tracée par le fondateur, jouant un rôle de mouche du coche, dont ils allaient redécouvrir seulement dans la deuxième moitié du XX^e siècle qu'il eût mieux valu l'abandonner pour

revendiquer leur identité propre. Les temps de crise sont propices à de tels mouvements. Celle qui sévit actuellement le serait-elle à son tour?

Le *mainstream* économique du XX^e siècle en tout cas n'allait pas être « autrichien »; en revanche, nombre des impasses n'auraient-elles pas bien déjà été dénoncées dans les concepts mengériens? Pour appréhender le marché en saisissant génétiquement sa formation, et sa réalisation concrète en pratique, les questions soulevées à propos de la *Kultur* et du *Sonderweg* allemands pouvaient se trouver pertinentes. Elles devaient cependant d'abord être resituées comme autant d'interrogations irréductiblement séparées de la matrice du classicisme. L'effondrement du cadre historiciste les laissait à son tour plus négligées que résolues et nombre d'interrogations qui auraient pu être développées, et dont le présent ouvrage a tenté d'exhumer les plus impressionnantes des esquisses, se trouvaient avoir été perdues de vue.

Au terme d'une époque où la fécondité de la pensée économique s'était mesurée plus à l'aune de la variété des discours critiques que le monde germanique avait engendrés qu'à celle du ressassement des classiques britanniques, aucun « retour » à ces derniers n'était à attendre. Quelles que fussent être les compromis dits « néoclassiques », appellation aussi douteuse dans cette perspective que celle de son mouvement prédécesseur, ni les efforts pour concilier l'équilibre général de la doctrine walrassienne et l'équilibre partiel de la conception de Jevons avec les vieilles lunes du libéralisme anglais et français, ni les positions dont le positivisme logique triomphant allait accabler plus tard la science économique, ne correspondaient à l'objet propre de la science conçue par Menger. À Vienne même⁴ et dans le séminaire tenu par son fils Karl, où passait Jansci von Neumann (qui ne se faisait pas encore prénommer « John »), l'on donnait la première démonstration d'une version axiomatisée de l'équilibre walrassien. Paradoxalement l'« antimathématisme » de Menger mettait son savoir novateur à l'écart, mais le *mainstream*, s'il ne devait pas ressusciter les fondements classiques, allait en revanche donner au néoclassicisme le même caractère académiquement dominant, mais intrinsèquement insatisfaisant, que la matrice classique passée.

[4] Mais était-ce bien encore dans les années 1930 une Vienne proche de celle de Menger, alors qu'elle n'était plus la capitale d'un Empire à l'échelle de la *Mitteleuropa*, mais celle d'un pays de la taille d'une province, où tout était *vorbeit* ?

De fait, le combat pour une conception dynamique, favorable à la concurrence et à l'action humaine, allait passer aux «Autrichiens». Pour les marxistes, l'apologie de la révolution devait mettre leur école dans une position paradoxale car leur théorie demeurait au fond classique, point que soulignait Enrico Barone dès 1908⁵ et qui allait apparaître dans la querelle sur le «calcul socialiste» des années 1920. La statique de l'équilibre walrassien convient tout autant à un planificateur central (l'État) prenant le rôle du commissaire-pri-seur pour modèle, comme allait le montrer Oscar Lange. La défense du libéralisme par des «Autrichiens» dont l'appareil conceptuel était hostile à toute synthèse néoclassique objectiviste conduisit à une lutte qui laissa exsangues dans le champ scientifique les deux camps du marxisme et du libéralisme; le *mainstream* (c'est-à-dire ce qui allait être nommé tel) s'assurait le succès par son centralisme et les prouesses techniques que l'essor des mathématiques lui permit.

Or, comme l'empirisme historiciste s'était épuisé en une compilation d'études détaillées, chiffrées ou pas, l'«économétrisme» qui allait naître ne devait-il pas plus tard risquer de prendre une voie similaire? La mathématisation de la science économique⁶, la réduction des processus menant des phénomènes apparents à des équilibres purement axiomatisés et pratiquement insaisissables allaient rétablir la domination d'une matrice unique, telle qu'avait été celle du classicisme, non plus en Grande-Bretagne, mais aux États-Unis. Sa chute avait été directement imputable aux matrices conceptuelles des trois courants critiques étudiés dans ce volume depuis leur naissance dans les écrits des philosophes jusqu'au terme paradoxal dans l'institutionnalisation de leurs discours. La question est de savoir ce qui en demeure.

[5] Enrico Barone, «Il ministro della produzione nello stato socialista», *Giornale degli economisti*, 1908 @ ; reparu comme *L'économie dirigée en régime collectiviste*, Paris, Librairie de Médecis, 1939, introduction de Friedrich Hayek. Ce célèbre article est l'un des premiers textes à discuter dans une veine walrassienne l'idée que sous condition de répartition des revenus fixée par l'autorité, l'agence centrale de planification peut tenter d'apporter au problème du calcul économique en régime socialiste une solution analogue à celle qu'on trouve dans une économie concurrentielle. La querelle dite «du calcul socialiste», où Ludwig von Mises allait tenter de montrer l'impossibilité d'une telle équivalence a marqué ensuite l'entre-deux-guerres, et finalement le siècle des tentatives planificatrices, un XX^e siècle désormais clos.

[6] Voir Roy Weintraub, *How Economics Became a Mathematical Science*, Durham, Duke University Press, 2002.

Une conséquence de l'oubli des actes du procès originel que les penseurs allemands rédigèrent contre le classicisme, comme une conséquence de l'éclipse des ressources textuelles éloignées, et en conséquence, fréquemment, de la narration fondée sur les sources des matrices originelles, est que des questions posées au XIX^e siècle qui n'avaient pas été résolues peuvent naturellement resurgir pour peu qu'un contexte *pratique* contribue à diminuer la pression du discours dominant du moment dans la science et à rendre leur intérêt à des questions dont on se passe trop aisément quand l'on croit que la science progresse aisément sur un chemin cumulatif. En bref, il faut que les choses aillent mal pour qu'on prête attention aux discours dérangeants. Cela ne va jamais sans devoir rediscuter l'objet même de la science qui caractérise son extension et l'essence des phénomènes appréhendés : changer l'un conduit à transformer l'autre.

Pour comprendre ces faits dans le passé, la restitution du contexte conceptuel du XIX^e siècle était nécessaire : le présent ouvrage l'a fait voir pour les trois critiques majeures du classicisme. Nous aurons ici montré que, du point de vue épistémologique, le développement des sciences sociales a été possible par un constant mouvement des frontières d'une économie politique critique en constitution qui se différenciait des disciplines voisines (de la sociologie ou de la théorie de l'administration de Stein), ou s'enfermait dans une impasse se confondant avec elles (avec l'histoire en particulier). La délimitation de l'objet de la science est déjà en soi une tâche que le scientifique ne peut négliger sans que le philosophe l'y rappelle et l'y engage. Le procès originel fait aux classiques n'eut pas d'autre source, aussi bien que le programme inaugural de l'historicisme. En rétorquant à la *Nationalökonomie* que l'analyse économique devait pouvoir convenir à n'importe quel être raisonnable, sans que la considération des peuples lointains ou proches entrât en ligne de compte autrement que comme illustration de la variété des formes prises par des mécanismes identiques, Menger soulignait que l'opposition irréductible de l'analyse et de l'histoire pouvait se transformer en féconde complémentarité, dès lors qu'on évitait de prendre l'une pour l'autre. Dans son évolution, même Schmoller allait se révéler moins « antithéoricien » qu'à ses débuts il n'y parut à Menger : la théorie devint chez lui une étape de la constitution du savoir adaptée à l'époque et à la « terre » de chaque peuple, une sorte d'herméneu-

tique historiciste dans un ancrage géographique et historique. Mais si Schmoller se tourne spontanément vers le caméralisme dans le passé, sa psychologie des communautés nationales et «morales» ne change pas, et c'est à Weber et à Sombart que revint de forger une «sociologie du capitalisme», une théorie du *Hochkapitalismus*. Il existait donc un terrain commun dans les réflexions et les résultats de ces adversaires⁷.

Il existait également un sol commun entre les pères du marginalisme, Walras et Menger, sur lequel se déploya la tension constitutive irréductible dans laquelle devait se mouvoir la science du XX^e siècle. Enfin, dans le cadre germanique, la pensée économique nouvelle qui devait ressurgir, déjà à la fin des années 1920, allait devoir s'accommoder du champ de ruines académique allemand, et se tourner vers d'autres horizons, tant philosophiques que méthodologiques : outre la sociologie comparatiste wébérienne, le courant nommé ordolibéralisme allait naître sur ces bases⁸. Il reconnaît cependant, lui aussi, la justesse de la critique autrichienne, poursuivie par Hayek, mais retrouve la tradition administrative du *bonum comune* que l'historicisme avait éminemment développée. Il allait trouver que, la parenthèse du régime totalitaire refermée, l'Allemagne allait de nouveau avoir besoin de se reconstruire, une seconde fois en somme. Quand elle put reparaître, après 1945, dans un «miracle», la tradition germanique conjugua ordolibéralisme et redécouverte de l'esprit du caméralisme du *bonum comune*, comme nouveau point de départ d'une Allemagne ramenée à l'«année zéro». Walter Eucken, chef de file de l'ordolibéralisme, et Hayek avaient fondé ensemble la Société du Mont-Pèlerin et il serait

[7] Schmoller épouse partiellement les thèses de Menger tirées de *Zur Theorie des Kapitals* de 1888 dans une version révisée de son *Grundriss der Nationalökonomie*. Voir Vitantonio Gioia, «Schmoller e la "Scuola Austriaca" : l'analisi economica e il ruolo dell'induzione», in Michael Bock, Harald Homann, Pierangelo Schiera (dir.), *Gustav Schmoller heute : die Entwicklung der Sozialwissenschaften in Deutschland und Italien*, Berlin-Bologna, Duncker & Humblot, Il Mulino, 1989, p. 163-184, en particulier p. 170-172. Il était naturel que Menger, autant que les historicistes, dût par la suite inspirer les néo-institutionnalistes. Nous avons moins traité de Sombart mais sa théorie du capitalisme doit être considérée en parallèle avec la sociologie comparatiste de Weber, dans l'épilogue à notre ouvrage.

[8] Gilles Campagnolo, «Les trois sources philosophiques de la réflexion ordolibérale», in Patricia Commun (dir.), *L'ordolibéralisme allemand : aux sources de l'économie sociale de marché*, Paris, CIRAC/CICC, 2003, p. 133-148.

erroné de réduire son influence, du moins jusqu'aux années 1950, à un seul type de libéralisme : la pensée ordolibérale pouvait viser devenir une forme rénovée de stabilisateur de la spontanéité du marché par l'ordre des institutions, assez conformément, somme toute, à ce que Gyula Kautz écrivait déjà en 1858, à savoir qu'il semble que la pensée économique allemande doive se ressourcer périodiquement à une notion originelle de *bonum comune*, toujours reprise et élaborée à nouveaux frais⁹.

Un tel plan, quoiqu'immanent à la science économique, ne peut donc se fonder que par-delà elle, dans le déplacement de concepts que les philosophes opèrent, comme Hegel saisissant la dialectique de la division du travail smithienne dans son *Système de la vie éthique* (*System der Sittlichkeit*). Marx, disciple rebelle, s'appuyait sur le concept de «force de travail» et le mot d'ordre d'abolition du salariat. Toujours la substitution s'opère par le biais d'une matrice plus féconde : Hegel donne un concept de corporations moderne avec les *Korporationen*, des chambres de commerce en quelque sorte, et non des guildes (*Zünfte*) aux résonances médiévales ; l'énoncé d'une réglementation de type industriel dans les manuels de Roscher et de Schmoller reprend la critique des contradictions engendrées par la liberté d'entreprise (*Gewerbefreiheit*). Le socialisme est-il issu de Marx ou du calcul planificateur fichtéen ? La critique du capital donne-t-elle raison à une théorie de la «valeur-force de travail» et de la plus-value (*Mehrwert*) ? Le mot d'ordre d'abolition de la propriété privée des moyens de production allait ébranler le monde. Était-il plus effectif (*wirklich*) pour cela ?

Depuis le sein des matrices philosophiques naissent (ou pas) les systématisations théoriques dont l'application pratique rencontre (ou pas) le soutien d'une volonté politique (populaire ou monarchique). Hegel voyait «la raison comme la rose dans la croix du présent». Marx donna bien peu d'indications sur l'éventuelle société socialiste à venir. L'incompréhension devant la raison spéculative et dialectique demeura, pour laisser ressurgir le projet fichtéen d'une planification *intégrale* des rapports d'échange. Si personne ne s'avise de nier la dépendance de la modélisation économique aux propriétés mathématiques sur lesquels elle se fonde, la relation est aussi forte entre ces

[9] Gyula Kautz, *Die Nationalökonomie als Wissenschaft*, Wien, 1858.

discours économiques et un retour à leurs fondements philosophiques, formalisés ou non – et ceux du XIX^e siècle ne l'étaient pas.



En d'autres termes, et pour conclure sur ce volet épistémologique : les théories scientifiques reçoivent des éléments philosophiques sous-jacents la cohérence de leurs « visions du monde » (*Weltanschauungen*). Dans les termes de Lakatos, ce sont des « programmes de recherche » qu'ils entraînent après eux. Dans ceux de Kuhn, des paradigmes. Nous parlons de matrices pour manifester dans ces derniers la force motrice qui explique leur cycle : c'est précisément cette énergie dont disposent les concepts philosophiques. Non pas qu'ils soient nés tout armés des systèmes des grands penseurs pour « chuter dans le monde », mais parce qu'ils passent les épreuves qui les transforment et auxquels ils sont contraints de s'adapter. Les concepts vivent ; ils animent les théories ; ils meurent et renaissent sous d'autres formes : l'esprit seul les meut.

Le scientifique est l'observateur qui agence ces « matrices ». Elles lui permettent de relever l'essence des phénomènes socio-économiques. Les concepts survivent à leurs usages plus ou moins surannés dans la science positive, comme les propriétés mathématiques aux modèles qu'elles animent : le paradigme kuhnien relève de la « science normale » acceptée à une époque et celui lakatosien de programmes de recherche de même, et c'est pourquoi nous avons proposé de préférence en introduction ce concept de « matrice ». La conclusion le retrouve, illustré par Weber, qui met en évidence que les savants posent de nouveau, à chaque époque, les questions fondamentales à la science qu'ils élisent, montrant que dans cette élaboration de théories, le plan des valeurs est celui où l'économiste peut décider en fonction du seul niveau de sa science, mais où le décideur tient compte également d'autres paramètres. Selon le mot du poète, l'homme « tourne dans la blessure » des questions que ses prédécesseurs ont laissé irrésolues.

Leurs querelles (tel le *Methodenstreit*) les révèlent, en reformulant les sempiternelles questions de la nature de l'entendement et de la raison, de la pratique et des méthodes de la science (théorie de la connaissance, épistémologie et méthodologie), de l'agencement des communautés et de l'exercice de la décision (souveraineté et représentation), de la politique économique dans le rapport moderne de l'État à la société civile et à ce que Hegel nommait, à l'orée de la modernité, la

«société civile bourgeoise», le «système des besoins», «l'État extérieur du dénuement»: la *Sittlichkeit*.

L'interprétation courante donnée du *Methodenstreit* est que l'analyticité prévalut sur l'historicité; cette lecture de Menger risque à son tour d'être partielle et partielle. Nous aurons toutefois pu montrer, contre les vulgates du XX^e siècle, que les œuvres du siècle antérieur demandent une étude des sources qui soit complète, informée et nuancée. Un esprit était ainsi passé sur le monde européen de langue allemande, de Faust qui se muait en entrepreneur, aux institutions, tant privées que publiques dont l'édification devait traduire une politique de puissance mondiale (*Machtpolitik* et *Weltpolitik* se conjuguant).

Les termes des discours critiques du XIX^e siècle débouchaient sur le dépassement des armes de la critique par la critique par les armes: Marx en avait annoncé l'ère, de révolution et de guerre mondiale – ce fut l'histoire des tragédies du XX^e siècle.

Des guerres clôturèrent les crises. Le présent ouvrage, qui paraît en 2014, se clôt au seuil du siècle qui fut celui des traités de Versailles et de Saint-Germain-en-Laye, là où les héritiers critiques de l'historicisme, Max Weber, et de l'austromarxisme, Karl Renner, négocièrent la fin des empires germaniques. Pendant un siècle, en dépit de la domination classique – *ou plutôt en raison des confrontations qu'elle ne cessa de susciter et de nourrir* –, l'idée d'une matrice unique de l'économie politique avait résulté moins des progrès de la science que d'une appréhension de la réalité où il était enfin apparu nécessaire de formuler des types, de détailler les conditions de possibilité des concepts et des matrices convoqués par les économistes. Le capitalisme engendre ses contradictions, mais elles changent au fur et à mesure et usent les théories et les systèmes, avant de les écarter définitivement. Utiliser une matrice de concepts, en particulier de concepts économiques, c'est accepter d'emblée d'en *changer* à terme. Malgré son extraordinaire résistance, la matrice ricardienne fut démantelée; en dépit de sa puissance académique, celle forgée par Schmoller sombra.

Ce qui fut le cas au XIX^e siècle pour le classicisme et l'historicisme doit inévitablement l'être pour toute matrice dominante de la science, quels que soient l'époque et la civilisation, les obstacles «épistémiques», la résistance des concepts fondamentaux et la puissance des institutions.

Diese Zeiten sind jemals vorbei. Mais il n'appartient pas au philosophe – appartiendrait-il à l'économiste ? – de formuler l'étape suivante de la science, car, ainsi que l'écrivait Hegel :

Pour dire encore un mot de *l'enseignement* qui dit comment le monde doit être, la philosophie, de toute façon, vient toujours trop tard pour cela. En tant que *pensée* du monde, elle n'apparaît dans le temps qu'après que l'effectivité a achevé son procès de culture et est venue à bout d'elle-même. Ce que le concept enseigne, l'histoire le montre nécessairement de la même manière [:] c'est seulement dans la maturité de l'effectivité que l'idéal apparaît en face du réel et qu'il édifie pour lui-même ce même monde, saisi dans sa substance, sous la figure d'un règne intellectuel. Quand la philosophie peint gris sur gris, alors une figure de la vie est devenue vieille et, avec du gris sur du gris, elle ne se laisse pas rajeunir, mais seulement connaître ; la chouette de Minerve ne prend son envol qu'à l'irruption du crépuscule¹⁰.

[10] Hegel, *Grundlinien der Philosophie des Rechts* (1821), rééd. *Werke*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1986, vol. 7. Nous citons la traduction de Jean-François Kervégan, *Principes de la philosophie du droit*, Paris, PUF, 2013, p. 134.

POSTFACE

Jean-François KERVÉGAN
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
& Institut Universitaire de France

Dix ans après sa première publication, le livre que Gilles Campagnolo avait tiré, au prix de bien des sacrifices, de sa monumentale thèse de doctorat n'a pas vieilli, ou plutôt il a bien vieilli. Entre-temps, Campagnolo a poursuivi ses recherches à la frontière de la philosophie économique et de l'histoire de la pensée économique, notamment en traduisant des textes de Carl Menger (en particulier les imposantes *Recherches sur la méthode*¹) et en éditant des ouvrages consacrés au grand théoricien autrichien², auquel il a également dédié une monographie exposant les axes fondamentaux de sa pensée³. Mais il a aussi consacré des travaux, toujours savants et éclairants, à des philosophes classiques qui se sont intéressés à ce qu'on nomme aujourd'hui l'économie politique (Aristote, Rousseau, Hegel), à certains des fondateurs de la science sociale moderne (Max Weber), à des questions d'épistémologie de la pensée économique, et à certains courants « hérétiques », comme les libertariens américains⁴. Tous ces travaux font preuve d'une érudition impeccable, mais aussi – et on reconnaît ici le philosophe de formation qu'est Gilles Campagnolo – d'une grande attention, au-delà des questions proprement historiques,

[1] Carl Menger, *Recherches sur la méthode dans les sciences sociales et en économie politique en particulier*, Paris, Editions de l'EHESS, 2011.

[2] Gilles Campagnolo (hrsg.), *Carl Menger neu erörtert unter Einbeziehung nachgelassener Texte*, Berne, Peter Lang, 2008. Gilles Campagnolo (dir.), *Existe-t-il une doctrine Menger ? Aux origines de la pensée économique autrichienne*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2011 @.

[3] Gilles Campagnolo, *Carl Menger entre Aristote et Hayek*, Paris, CNRS Editions, 2008.

[4] Gilles Campagnolo, «Seuls les extrémistes sont cohérents». Rothbard et l'Ecole austro-américaine dans la querelle de l'herméneutique, Paris, ENS Editions, 2006.

aux problèmes épistémologiques que pose cette science sociale particulière qu'est la science économique. Comme certains de ses auteurs favoris (Menger, Weber), qui ont ainsi montré qu'ils sont des penseurs de haute volée, il considère à bon droit que l'avancement de la science est indissociable, surtout dans le domaine des sciences sociales, d'une réflexion sur les méthodes qu'il est possible d'y mettre en œuvre et, plus généralement, qu'il nécessite des engagements épistémologiques fermes et cohérents. En cela, la science sociale est véritablement parente de la philosophie. C'est le mérite des grands auteurs que l'on a nommés de l'avoir compris ; mais on pourrait aussi citer à cet égard Friedrich Hayek, si soucieux des questions de théorie de la connaissance qu'il leur a consacré des travaux (*The Sensory Order* ; *Misère de l'historicisme* ; *The Fatal Conceit*) qui à ses yeux étaient indissociables de ses contributions à la science économique ou à la philosophie politique.

Revenons à la *Critique de l'économie politique classique*. Son propos est, je cite l'auteur, « d'interroger les sources des critiques du libéralisme afin d'évaluer la pertinence des attaques qui sont portées contre lui ». Pour ce faire, il analyse d'abord l'œuvre et surtout les concepts de deux auteurs, inégalement connus mais également importants qui ont fait le procès des fondateurs de l'économie politique classique (Adam Smith, David Ricardo, Jean-Baptiste Say) : Karl Marx et Carl Menger ; il montre qu'en dépit de leurs prémisses et de leurs buts diamétralement opposés, ces deux auteurs construisent un « procès méthodologique de l'économie politique » (classique) qui va définir le champ des possibles pour le développement à venir de cette science sociale majeure qu'est devenue, au cours du XX^e et du premier XX^e siècle, l'économie politique. La deuxième partie du livre, plus longue, est en quelque sorte une étude de cas : elle analyse la manière dont, dans l'espace germano-autrichien, s'est développée une variante particulière de la science économique, la *Nationalökonomie*, qui tente d'acclimater la science nouvelle aux conditions particulières du monde germanique ; et l'on retrouve ici le fameux *Sonderweg*, un mythe auquel les sciences sociales d'expression allemande ont fini, pour le meilleur et pour le pire, par conférer une réalité. Cette deuxième partie couvre un domaine peu connu en France, sur lequel le livre nous apporte des informations et un éclairage historico-critique précieux. En particulier, il revient longuement sur l'École historique de l'économie (Wilhelm Roscher, Gustav von Schmoller) et sur la

fameuse « querelle des méthodes » dans laquelle Weber, lui-même issu de cette école, fera une intervention retentissante⁵. Il analyse aussi ce lointain héritage de la vieille *Kameralwissenschaft* – une autre spécificité du monde germanique – qu'est la science administrative de Robert von Mohl, poursuivie et systématisée dans l'œuvre de Lorenz von Stein, un auteur dont l'importance a été redécouverte notamment grâce aux travaux que lui a consacrés Norbert Waszek. Enfin, après avoir étudié le « délitement » de l'École historique (à laquelle Menger a porté un coup fatal en révoquant ses prémisses épistémologiques et méthodologiques), Campagnolo consacre la troisième partie de son livre à la refondation de la science économique par Menger, peut-être moins connu chez nous que les autres fondateurs du marginalisme (Jevons, Walras, Pareto), mais dont l'influence sur le développement de la théorie économique a été majeure, *via* deux disciples de premier plan, Ludwig von Mises et Friedrich Hayek. Grâce à ces analyses précises et fines, et aux autres travaux que Campagnolo a consacrés depuis lors à Menger, il est désormais possible d'apprécier à sa juste valeur l'œuvre d'un savant qui, nous dit-il, a « seul mené à son terme le procès du classicisme et l'entreprise théorique de critique scientifique qui l'accompagnait ». Certains jugeront sans doute excessive cette valorisation d'un auteur qui se montrait très méfiant à l'égard des tentatives de modélisation mathématique de la science économique, alors que l'école néoclassique a depuis lors imposé un recours massif à cet outil. Mais le lecteur attentif de Hegel qu'est Campagnolo ne pouvait être insensible aux arguments d'un théoricien qui considérerait que le travail du concept ne saurait être mis en équation sans courir le risque d'un appauvrissement.

On l'aura compris : l'ouvrage de Gilles Campagnolo est un instrument d'information indispensable à quiconque veut s'informer des formes très particulières qu'a revêtues au XIX^e siècle le développement des sciences sociales, et en particulier de la science économique, dans les pays de langue allemande. Mais il est aussi un outil de réflexion précieux pour tous ceux qui se soucient, à la suite du grand Max Weber, des fondements épistémologiques d'une science des pratiques humaines.

[5] Max Weber, « Roscher und Knies und die logischen Probleme der historischen Nationalökonomie », in *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*, Tübingen, Mohr, 1988 (trad. in *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon/ Presses Pocket, 1992).

Liste des références

Entre la première édition de ce livre il y a dix ans et la présente édition revue et augmentée, ce que nous disions alors demeure *a fortiori* vrai : la littérature critique et de commentaire concernant quasiment chacun des auteurs traités dans le présent ouvrage est si volumineuse qu'il vaut mieux d'emblée renoncer à produire ici quelque sélection que ce soit : elle serait déjà trop longue et cependant toujours bien trop réduite. À quelques exceptions près, consistant notamment en actualisations, mises à jour, réparation d'oublis, sont donc ici présentées les références de textes effectivement cités et déjà donnés en bas de page du présent ouvrage. Rappelons qu'il existe des répertoires et des bibliographies spécialisées pour nombre des auteurs traités. Le lecteur saura s'y reporter.

Concernant les traductions, nous avons tenté d'utiliser les meilleures disponibles, en palliant les lacunes que nous pouvions trouver : nous avons donc parfois modifié ou traduit nous-mêmes des passages (sauf mention contraire). C'est en particulier le cas des textes de Menger dont la diffusion en français a été très limitée : toutefois, depuis dix ans, nous avons contribué à diffuser sa pensée dans notre langue et son ouvrage méthodologique majeur, les *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politische Ökonomie insbesondere* de 1883 (Leipzig, Dunckler & Humblot), est disponible depuis 2011 : *Recherches sur la méthode dans les sciences sociales et en économie politique en particulier*, présentation, traduction intégrale et commentaire, Paris, Éditions de l'EHESS, coll. « EHESS-translations », 576 pages. Il comprend une traduction partielle de Menger, *Irrthümer des Historismus* (Vienne, Alfred Hölder, 1884).

Dans la première édition, nous signalions au lecteur plus spécialement les volumes que Menger possédait dans sa bibliothèque de plus de vingt mille titres, l'une des premières collections privées d'Europe en son temps. Ici aussi un astérisque indique ces sources que nous avons utilisées et traduites pour mieux comprendre la pensée de Menger. Les annotations manuscrites de Menger se trouvent en particulier dans ses archives : les références sont indiquées dans la première section de la bibliographie ci-dessous. Suivent les sections « Ouvrages généraux de référence », « Textes des auteurs étudiés et traductions utilisées », « Ouvrages critiques et commentaires cités dans ce volume ».

Archives de Carl Menger

Allgemeines Verwaltungsarchiv, Wiener Staatsarchiv, Vienne, Autriche : listes de cours, notamment ceux donnés à l'université de Vienne, et feuilles de présence principalement, quelques papiers personnels de Menger (*Personalakten Mengers*).

Fonds Menger de la *Perkins Library*, université Duke (Caroline du Nord, États-Unis). Contient les archives de Karl Menger fils (1902-1985) avec certaines archives de Carl Menger père. En effet, après que la bibliothèque entière de ce dernier avait été vendue aux Japonais par sa mère à la suite du décès de son père en 1921, le fils de Menger avait emporté les archives qui lui restaient dans son exil aux États-Unis (au moment de l'*Anschluss*, en 1938). Elles ont été rassemblées après le décès de Menger fils à l'université Duke. Elles sont cataloguées : *Economists' Papers. Series Three: the Papers of Carl Menger, 1840-1921, from the William R. Perkins Library, Duke University. Part 1: Notebooks, Notes on Economic Principles and Notes on Money. Part 2: Lectures, Notes on Methodology, Correspondence, Biographical Materials, Miscellanea and Printed Matter (including the annotated Grundsätze). A Listing Guide to Parts 1 & 2*. Malborough, Adam Matthew Publications and Duke University, 1996. Ces archives ont également fait l'objet d'un numéro spécial de revue : supplément annuel de *History of political Economy*, n° 22, Bruce Caldwell (ed.), *Menger and his Legacy in Economics*, Durham-London, 1990.

Fonds Menger du « Centre pour la littérature des sciences sociales occidentales », université Hitotsubashi (Japon). Le fonds est catalogué en deux volumes disponibles au « Centre de recherches sur la littérature des sciences sociales occidentales ». Le premier date de 1922, quand l'université s'appelait « École supérieure de commerce de Kanda » (quartier au centre de Tokyo) ; il est peu commode d'utilisation : *Tokyo Shoka Daigaku Fuzoku Toshokan Karu Menga bunko mokuroku*. Le second, de 1955, fut consulté et corrigé par l'historien autrichien Emil Kauder : *Hitotsubashi Daigaku Fuzoku Toshokan Karu Menga bunko mokuroku II*.

Des trois fonds, celui conservé au Japon est sans aucun doute le plus riche, notamment en raison des vingt mille volumes, dont de nombreux sont annotés, qui proviennent de la bibliothèque personnelle de l'économiste. Kinnosuke Ootsuka a narré le périple des archives dans un volume collectif consacré à certains aspects, notamment les bibliothèques, de l'histoire de l'université Hitotsubashi : Okazaki Yoshitomi, Mawatari Shoken, et Kinnosuke Ootsuka (eds), *Hitotsubashi Daigaku Fuzoku Toshokan Shi (Histoire de la bibliothèque rattachée à l'université Hitotsubashi)*, Tokyo, 1975. Nous en avons rapporté, traduit et présenté les passages essentiels dans « La bibliothèque viennoise de Carl Menger conservée au Japon : étude des sources d'une pensée économique », in Stieg G. (dir.), « Vienne 1900 », revue *Austriaca*, n° 50, Rouen, 2000, p. 173-197.

Ouvrages généraux de référence

- Anonyme, *Final Report of the Committee on Commercial and Industrial Policy after the War*, Londres, House of Commons, 1918.
- Alcouffe A. & Diebolt C. (dir.), *Histoire de la pensée économique allemande*, Paris, Economica, 2007.
- Aron R., *Les étapes de la pensée sociologique*, 1936, Paris, Gallimard «Tel», rééd. 1967 et 1976.
- Béraud A. & Faccarello G., *Nouvelle histoire de la pensée économique*, Paris, La Découverte, 1992, en particulier : Béraud A., «La contribution fondatrice», p. 309-364, et «Ricardo, Malthus, Say et les controverses», p. 365-508 ; Arena R. & Maricic A., «La postérité ricardienne et l'œuvre de J. S. Mill», p. 509-553.
- Gide C. & Rist C., *Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours*, vol. II : *De l'école historique à J. M. Keynes*, Paris, 1959 ; rééd. Cot et al., Paris, Dalloz, 2000.
- Hartung F., *Zur Entwicklung der Verfassungsgeschichtsschreibung in Deutschland*, Berlin, Akademie-Verlag, 1956.
- Hau M., *Histoire économique de l'Allemagne, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Economica, 1994.
- Hayek F, entrée «Menger, Carl», *IESS*, 10, 1968, p. 124-127.
- Hobsbawm E., *L'ère des révolutions (1789-1848)*, trad. Braudel & Pineau, 1960 ; *L'ère du capital (1848-1875)*, trad. Diacon, 1977 ; *L'ère des empires (1875-1914)*, trad. Carnaud & Lahana, 1989, Paris, Fayard.
- Huber E.R., *Deutsche Verfassungsgeschichte seit 1789*, Stuttgart, Kohlhammer, 1957-1990.
- Humpert M., *Bibliographie der Cameralwissenschaften*, Köln, Kurt Schröder Verlag, 1937.
- Johnston W.M., *The Austrian Mind. An Intellectual and Social History 1848-1938*, University of California Press, 1972, trad. Dauzat, *L'esprit viennois*, PUF, 1985.
- Maier H., *Die ältere deutsche Staats- und Verwaltungslehre (Polizeiwissenschaft)*, Berlin, 1966, rééd. München, 1986.
- Marx R., *Le déclin de l'économie britannique de 1870 à 1929*, Paris, PUF, 1972.
- Rostow W.W., *The Stages of economic Growth, A non-communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960.
- Schumpeter J., *History of economic analysis*, Oxford, Oxford University Press, rééd. 1954, trad. Casanova, *Histoire de l'analyse économique*, vol. III : *L'âge de la science : de 1870 à J. M. Keynes*, Paris, Gallimard, 1983.
- Stolleis M., *Geschichte des öffentlichen Rechts in Deutschland : Reichspublizistik und Polizeiwissenschaft* ; trad. Senellart, *Histoire du droit public en Allemagne, 1600-1800 (Droit public et théorie de la police)*, Paris, PUF, 1998.

Tautscher A., entrée « *Kameralismus* », *Handwörterbuch der Sozialwissenschaften*, Stuttgart-Tübingen-Göttingen, 1956.

Textes des auteurs étudiés et traductions utilisées

Aristote, *L'éthique à Nicomaque*, trad. Gauthier & Jolif, Louvain, Presses Universitaires de Louvain, Paris, B. Nauwelaerts, 1958; trad. Tricot, Paris, Vrin, 1967.

— * *Nikomakische Ethik*, trad. Riedler, *Aristoteles Werke, Schriften zur praktischen Philosophie*, Bd. I, Stuttgart, Offander, 1856 (comportant en appendice: *Ökonomik. Ein Fragment*).

— *La politique*, trad. Tricot, Paris, Vrin, 7^e éd., 1995; trad. Aubonnet, Les Belles Lettres, 1968.

— *Les économiques* (apocryphes), trad. van Groningen & Wartelle, Les Belles Lettres; trad. Tricot, Paris, Vrin, 1958.

Aron R., *Introduction à la philosophie de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1938, rééd. augmentée «Tel», 1986.

— *La philosophie critique de l'histoire*, Paris, Vrin, 1938, rééd., Seuil «Points», 1970.

* Auspitz R. & Lieben R., *Zur Theorie des Preises*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1887.

Bentham J., *Introduction to the Principles of Morals and Legislation*, London, 1789.

Böhm-Bawerk E. von, *Zum Abschluss des Marxschen Systems*, Wien, 1896, rééd. Leipzig, 1926.

— *Die positive Theorie des Kapitals*, Innsbruck, Verlag der Wagner'schen Universitäts-Buchhandlung, 1889, trad. Polack, Paris, Giard, 1929.

Carnap R., «Die physikalische Sprache als Universalsprache der Wissenschaft», *Erkenntnis*, 1932, p. 432-466.

Condillac E. de, *Le commerce et le gouvernement considérés relativement l'un à l'autre*, Paris, 1776, rééd. Paris, Charles Houel, 1798, vol. IV; rééd. Paris, *Œuvres*.

Dahlmann F.C., *Politik*, Göttingen, 1835.

* Dilthey W., *Einleitung in der Geisteswissenschaften*, Berlin, 1883; trad. Sauzin, Paris, 1942.

Engels F., «Révolution et contre-révolution en Allemagne», *New York Daily Tribune*, publié en feuilleton, 1851-52, écrit par Engels et signé de Marx, rééd. *Œuvres choisies*, Moscou, Éditions du Progrès en langue française, vol. 1, 1978.

Fichte J.G., *Der geschlossene Handelsstaat*, trad. Gibelin, *L'État commercial fermé*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1939; trad. Schulthess, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1980.

— «Sonnenklarer Bericht», en traduction française, *Archives de philosophie*, trad. Valensin, Paris, 1926.

- *Beiträge zur Berichtigung der Urteil des Publikums über die französische Revolution*, sans nom d'auteur ni éditeur, 1793; trad. Barni, rév. Richir *Considérations pour rectifier le jugement du public sur la Révolution française*, Paris, Payot, 1974.
- Foucault M., *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1971, rééd. «Tel», 1988.
- Gervinus G.G., *Gesammelte kleine Historische Schriften*, Karlsruhe, 1836-1838, dont : *Literarische Untersuchungsblätter* de 1830-1840, vol. VII.
- Goethe J.W., *Faust, Sämtliche Werke*, VII/1, éd. par Albrecht Schöne («mit Kommentare»), vol. VII/2, Frankfurt-am-Main, Deutscher Klassiker Verlag, 1994.
- *Faust II*, trad. Malaplate, Paris, Flammarion, 1984.
- *Le «Faust» de Goethe traduit par Gérard de Nerval*, éd. Lieven d'Hulst, Paris, Fayard, 2002.
- * Gossen H.H., *Entwicklung der Gesetze des menschlichen Verkehrs, und der daraus fließenden Regeln für menschliches Handeln*, Braunschweig, F. Vieweg und Sohn, 1854.
- Hayek F., *The Fatal Conceit: the Errors of Socialism*, London, Routledge, 1988.
- Hegel G.W.F., *Werke in zwanzig Bänden*, Frankfurt/Main, Suhrkamp Verlag, 1970, rééd. 2000 : II: *Jenaer Schriften 1801-1807* (not. *Realphilosophie*); III: *Phänomenologie des Geistes*; IV: *Nürnberger und Heidelberger Schriften 1808-1817*; V-VI: *Wissenschaft der Logik*; VII: *Grundlinien der Philosophie des Rechts*; X: *Enzyklopädie der philosophischen Wissenschaften*, III; XI: *Berliner Schriften, 1818-1831* (ce dernier sans trad. existante).
- *Principes de la philosophie du droit*, trad. Kervégan, Paris, PUF, 1998, rééd. «Quadrige», édition revue en 2013 et augmentée de la traduction des Additions (*Zusätze*, notamment les fameuses additions de Gans).
- *Constitution de l'Allemagne*, trad. Jacob, *Écrits politiques*, Paris, Champ libre, 1977.
- *Différence des systèmes de Fichte et de Schelling*, trad. Méry, Gap, Ophrys, 1975.
- *Encyclopédie des sciences philosophiques*, Philosophie de l'esprit, trad. Bourgeois, vol. III, Paris, Vrin, 1988.
- Hildebrand B., *Xenophontis et Aristotelis de œcon. publ. doctrinae illustrantur*, Marbourg, 1845.
- * Article inaugural des *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1863, n° 1, p. 1-150.
- Jevons S., *Theory of Political Economy*, London, 1871, New York, A.M. Kelley, «Reprints of economic classics», 1965; trad. Barrault & Alfassa, Paris, Giard et Brière, 1909.

- Kant E., **Kritik der reinen Vernunft*, préface à la 2^e édition, Riga, 1787; trad. Delamarre & Marty, *Œuvres*, Paris, Gallimard «Pléiade», tome I, 1980.
- *Critique de la raison pratique*, trad. Picavet, Paris, PUF, 1985.
- *Métaphysique des mœurs*, première partie: *Doctrine du droit*, trad. Philonenko, Paris, Vrin, 1988.
- Kautz J. (Gyula), ** Die Nationalökonomie als Wissenschaft*, Wien, 1858.
- ** Die geschichtliche Entwicklung der Nationalökonomie*, Wien, Gerold, 1860.
- Kuhn T., *The structure of scientific revolution*, Chicago, Chicago University Press, 1962; trad. Meyer, *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, 1983.
- List F., *Système national d'économie politique*, trad. Richelot, rév. Kodratoff, préf. Todd, Paris, Gallimard, 1998.
- * Mangoldt H., *Grundriss der Volkswirtschaftslehre. Ein Leitfaden für Vorlesungen*, Stuttgart, Engelhorn, 1863.
- Marx K., *Marx-Engels Gesamtausgabe MEGA*, Dietz-Verlag, Berlin, 1956-1985.
- *Œuvres*, trad. Rubel, Paris, Gallimard «Pléiade»; *Le capital*: livre I: tome I, 1965; livres II et III: tome II, 1968; *Principes d'une critique de l'économie politique (Grundrisse)* de 1857-58: tome II; *Salaire, prix et plus-value* (texte original anglais publié en anglais en 1898): tome I; *Critique de la philosophie politique de Hegel (Kritik der Hegelschen Rechtsphilosophie, 1843)*: tome III.
- *Manuscrits de 1844*, trad. Bottigelli, Paris, Éditions sociales, 1968.
- *Correspondance*, trad. Badia & Mortier, Paris, Éditions sociales, en particulier: volume IX (juillet 1867-décembre 1868), 1982.
- Menger C., *Gesammelte Werke*, œuvres réunies et introduites par Friedrich Hayek, Londres, 1934-1936, réimprimés par J.C.B. Mohr (Paul Siebeck), Tübingen, 1968-1970, en 4 volumes (I: *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Wien, Wilhelm Braumüller, 1871; volume II: *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der Politischen Oekonomie insbesondere*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1883; volume III: *Kleinere Schriften zur Methode und Geschichte der Volkswirtschaftslehre* (recueil d'écrits de méthode et d'histoire de l'économie); volume IV: *Schriften über Geld und Währungspolitik* (recueil d'écrits monétaires).
- ** Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Wien, Wilhelm Braumüller, 1871.
- *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, publié par Karl Menger, Wien, 1923 (éd. posthume élaborée par le fils de Carl Menger sans certaines notes des archives – voir la section «Archives de Menger» en début de bibliographie).
- ** Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politische Ökonomie insbesondere*, Leipzig, Dunckler & Humblot, 1883.

- * «Geld», *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Jena, 1892, rév. 1909, p. 555-610.
- * «Die Valutaregulierung in Österreich-Ungarn», *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, vol. III, III et IV, tirage spécial intitulé *Beiträge zur Währungsfrage in Österreich-Ungarn*, 1892.
- * «Zur Theorie des Kapitals», *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, Jena, 1888, neue Folge, XVII (III).
- * «On the Origin of Money», *Economic Journal*, 1892, n° 2, p. 238-255 (non reproduit par Hayek).
- * «La monnaie mesure de valeur», *Revue d'économie politique*, 1892, n° 6, p. 159-175 (reproduit in Campagnolo G., *Carl Menger, Entre Aristote et Hayek: aux sources de l'économie moderne*, Paris, CNRS Éditions, 2008).
- Menger K., *Selected Papers in Logic and Foundations, Didactics, Economics*, Dordrecht, Boston & London, Reidel, 1979.
- Mill J.S., *Collected Works*, publié par Robson, Toronto, London, Routledge and Kegan, 1963-1991.
- * *Grundsätze der politischen Ökonomie*, trad. Soetbeer, Hamburg, Perthes-Besser und Mauke, 1864.
- Mises L. von, *The Historical Setting of the Austrian School of Economics*, 1969, rééd. New Rochelle, Arlington House, 1984.
- Mohl R. von, *Die Polizeiwissenschaft nach den Grundsätzen des Rechtsstaates*, Tübingen, Laupp, 1832-1833.
- * Rau K.-H., *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Leipzig, Heidelberg, 7^e éd., 1863.
- Polanyi K., *The Great Transformation*, New York, Farrar & Rinehart, 1944.
- Ricardo D., *On the Principles of Political Economy and Taxation*, John Murray, London, 1817, 1819, 3^e éd. 1821.
- *Notes on Malthus's Principles of Political Economy*, 1820, rééd. Hollander, Baltimore, John Hopkins University Press, 1928.
- * *The Works of David Ricardo*, ed. Mac Culloch, London, 1846.
- *The Works and Correspondence of David Ricardo*, rééd. Sraffa, Cambridge, Cambridge University Press, 1951-1973.
- *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, trad. Soudan, Paris, Flammarion, 1993.
- * *Grundgesetze der Volkswirtschaft und Besteuerung*, trad. Baumstark, Leipzig, 1837-1838.
- Roscher W., *Leben, Werke und Zeitalter des Thukydides*, Göttingen, 1842.
- * *Grundriss zu Vorlesungen über die Staatswirtschaft nach geschichtlicher Methode*, Göttingen, 1843.
- * *Geschichte der Nationalökonomik in Deutschland* [1844], München, Cotta, Oldenbourg, 1874.
- * *Grundlagen der Nationalökonomik*, Stuttgart, 6^e éd., 1866.
- Rosenkranz K., *Hegels Leben*, Berlin, 1844.

- Rossi P., * *Cours d'économie politique*, Bruxelles, 1842-1843, rééd. 1851-1852, Paris, 1853-1854.
- * *Mélanges d'économie politique, d'histoire et de philosophie*, Paris, 1856-1857.
- Rousseau J.-J., *Discours sur l'économie politique*, 1755, *Œuvres*, Paris, Gallimard «Pléiade», vol. III, 1964, p. 241-280.
- Savigny F.C. von, «Über den Zweck dieser Zeitschrift», *Thibaut und Savigny. Ihre programmatischen Schriften*, éd. H. Hattenhauer, München, Vahlen, 1973.
- Say J.-B., *Œuvres diverses de J.-B. Say*, Paris, Guillaumin, 1848. Notamment : «Examen critique du discours de M. MacCulloch sur l'économie politique», *Revue encyclopédique*, vol. 27, 1825 (p. 694-719), p. 261-279.
- * *Cours d'économie politique*, Paris, 1826-1827.
- *Œuvres* dans la «Collection des principaux économistes», Paris, Guillaumin, vol. X et XI, 1852.
- * *Mélanges et correspondance d'économie politique*, éd. Comte (posthume), Paris, 1853.
- Schmoller G. von, «Lorenz Stein», *Preußische Jahrbücher*, 1867, n° 19, p. 260 *et sq.*
- * *Grundriss der Nationalökonomie*, Berlin, plusieurs éd. de 1880 à 1910.
- «Lettre ouverte à M. Heinrich von Treitschke»; «Économie nationale, économie politique et méthode»; «Théories changeantes et vérités stables»; «La justice dans l'économie», *Politique sociale et économie politique : questions fondamentales*, trad. Pollack, Paris, Giard et Brière, 1902.
- Smith A., * *The Works of Adam Smith*, ed. Dugald-Stewart, London, 1811-1812.
- *An Inquiry into the Causes and the Nature of the Wealth of Nations*, 1776, rééd. *Bicentennial*, Chicago University Press, 1976.
- *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*, trad. Taieb & Greenstein, Paris, PUF, 1995.
- Stein L. von., *Sozialismus und Kommunismus des heutigen Frankreichs. Ein Beitrag zur Zeitgeschichte*, Leipzig, 1842.
- *Die soziale Bewegung und der Sozialismus in England*, Leipzig, 1849.
- * *Lehrbuch der Volkswirtschaftslehre*, Wien, 1858.
- * *Die Verwaltungslehre*, Stuttgart, 1865.
- *Le Mouvement social en France*, trad. et présentation (chap. I) Waszek, *Le concept de société*, Grenoble, 2000.
- Steuart J., *Inquiry into the Principles of Political Economy: being an Essay on the Science of Domestic Policy of Free Nations*, Londres, 1776.
- Treitschke H., *Habilitationsschrift: Die Gesellschaftswissenschaft, ein kritischer Versuch*, Leipzig, Melzer, 1859.
- Walras L., * *Études d'économie pure*, Lausanne, 1874.

- *Études d'économie sociale: théorie de la répartition de la richesse sociale*, Lausanne, F. Rouge, 1896.
- *Correspondence of Léon Walras and related papers*, présentée par Jaffé, tome 1: 1857-1883, tome 2: 1884-1897, tome 3: 1898-1909, Amsterdam, North Holland Publishing Company, 1965.
- *Œuvres complètes*, rééd., Paris, Economica, 1990.
- Weber M., *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*, J.C.B. Mohr, Tübingen, 7^e éd., 1988; «Roscher und Knies und die logischen Probleme der historischen Nationalökonomie (1903-06)», p. 1-145; «Die "Objektivität" sozialwissenschaftlicher und sozialpolitischer Erkenntnis», p. 146-214; «Die Grenznutzlehre und das psychophysische Grundgesetz», 1908, p. 384-399.
- *Max Weber Gesamtausgabe II, 5, Briefe 1906-1908*, Tübingen, 1990.
- *Léthique protestante et l'esprit du capitalisme*, trad. Dampierre, Paris, Plon, 1989; trad. Grossein, Paris, Gallimard, 2003.
- *Die Wissenschaft als Beruf*, 1917-1919, *Le savant et le politique*, trad. Freund, Paris, UGE, 1959, rééd. 1992; trad. Colliot-Thélène, La Découverte, 2003.

Ouvrages critiques et commentaires cités dans ce volume

- Alter M., «Carl Menger and *Homo œconomicus*: Some Thoughts on Austrian Theory and Methodology», *Journal of Economic Issues*, XVI/1, 1982, p. 149-160.
- *Carl Menger and the Origins of Austrian Economics*, Boulder, San Francisco, Oxford, Westview Press, 1990.
- Andreff W., *La crise des économies socialistes: la rupture d'un système*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1993.
- Antonelli E., *Principes d'économie politique: L'économie pure. la théorie de l'échange*, Paris, M. Rivière, 1914.
- Belaval Y., *Leibniz*, Paris, Vrin, 1962.
- Benedikt H., *Die Monarchie des Hauses Österreich*, München, 1968.
- Berger F., *Happiness, Justice and Freedom: the moral and political philosophy of John Stuart Mill*, University of California Press, 1984.
- Bock H. & Schiera P., *Gustav Schmoller oggi: lo sviluppo delle scienze sociali/ Gustav Schmoller heute: die Entwicklung der Sozialwissenschaften in Deutschland und Italien*, Bologna, Il Mulino, Berlin, Duncker & Humblot, 1989.
- Böckenförde E.W., «Lorenz von Stein als Theoretiker der Bewegung von Staat und Gesellschaft zum Sozialstaat», *Alteuropa und die moderne Gesellschaft. Festschrift für Otto Brunner*, Göttingen, 1963.
- Böhm H., *Die Tragödie des Austromarxismus am Beispiel von Otto Bauer*, Frankfurt und Wien, Peter Lang Verlag, 2000.

- Bostaph S., «The Methodological Debate Between Carl Menger and the German Historicists», *Atlantic Economic Journal*, VI/3, 1978, p. 3-16.
- Bourgeois B., *Hegel à Francfort ou Judaïsme, christianisme, hégélianisme*, Paris, Vrin, 1970.
- «Le Prince hégélien», *Hegel et la philosophie du droit*, Planty-Bonjour G. (dir.), Paris, PUF, 1979.
- Introduction à la trad. de la *Philosophie de l'esprit*, *Encyclopédie des sciences philosophiques*, vol. III, Paris, Vrin, 1988.
- Bruhns H., «Économie et religion chez Max Weber et Werner Sombart», in Raulet G. (dir.), *L'éthique protestante de Max Weber et l'esprit de la modernité*, Paris, éd. de la MSH, 1997, p. 95-120.
- (dir.), *Histoire et économie politique en Allemagne de Schmoller à Weber*, Paris, Éditions de la MSH, 2004.
- Brunner O., «Das "ganze Haus" und die alteuropäische Ökonomik», *Neue Wege der Verfassungs- und Sozialgeschichte*, Göttingen, 1968.
- Campagnolo G., «Les *Recherches sur la méthode* de Carl Menger : l'individualisme méthodologique contre les robinsonnades?», in Chappé R. & Crétois P. (dir.), *L'homme présumé*, Publications de l'Université d'Aix-Marseille, 2014, p. 87-110.
- «Elements of the reception of Aristotelian thought in 19th century German-language philosophy and economics», *Philosophia* (revue éditée par R. Crespo, université Cuyo de Mendoza, Argentine), 73/2, 2013 (paru en mai 2014), p. 13-36.
- «Hegel und die Gewerbefreiheit der Modernen», in Arndt A., Gerhard M. & Zovko J. (eds), *Hegel-Jahrbuch 2012 : Hegel und die Moderne*, Berlin, Akademie-Verlag, Erster Teil (gebundene Ausgabe), Berlin, 2012, p. 140-148.
- «Deutsche Archive In Japan Und Das Beispiel: Carl Menger Und Sein Verständnis der *Nikomachischen Ethik* Des Aristoteles – Mit Der Liste Deutscher Und Österreichischer Archive Von Sozialwissenschaftlern In Universitären Sondersammlungen In Japan», in Kurz H. (ed.), *Schriften des Vereins für Socialpolitik Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften* (Neue Folge, Band 115/XXVII, *Studien zur Entwicklung der Ökonomischen Theorie XXVII: Der Einfluss Deutschsprachigen Wirtschaftswissenschaftlichen Denkens In Japan*), Duncker & Humblot, Berlin, 2012, p. 131-177.
- (dir.), *Existe-t-il une doctrine Menger? Aux origines de la pensée économique autrichienne*, Actes du colloque de clôture du programme CNRS «Histoire des savoirs: Carl Menger et l'évolution de l'École autrichienne», Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2011.
- «Adam Smith lu par Jean Mathiot: du "spectateur impartial" au "travailleur impartial"», *Dialogue*, n° 50, 2011, p. 469-509.

- «Friedrich August von Hayek, représentant du libéralisme “autrichien” au XX^e siècle», in Kévorkian G. (dir.), *La pensée libérale. Histoire et controverses*, Paris, Ellipses, 2011, p. 161-178.
- *Criticisms of Classical political economy. Menger, Austrian Economics and the German Historical School*, London-New York, Routledge, avant-propos de Bertram Schefold traduit dans le présent volume, 2010.
- «Archives of Western Social Scientists in Japanese Collections, with Special Reference to the Kansai Area», with a list of the collections, in George P.A. (ed.), *Changing Global Profile, Jawaharlal Nehru*, New-Delhi, p. 78-120.
- «Hegel et l'économie politique : un nouveau concept de travail», in Alcouffe A. & Diebolt C. (dir.), *Histoire de la pensée économique allemande*, Paris, Economica, 2009, p. 47-67.
- «Constitution d'une approche réflexive comparative du capitalisme : sur la nature de l'influence exercée par Carl Menger sur la pensée historique allemande entre Schmoller et Weber», in Alcouffe A. & Diebolt C. (dir.), *Histoire de la pensée économique allemande*, Paris, Economica, 2009, p. 172-197.
- «Religion et politique de la société civile dans les écrits de jeunesse de Hegel et chez Weber : quelques remarques à l'usage des sociétés civiles en construction», *Cahiers politiques*, Proeschel C. (dir.), *Max Weber : l'histoire ouverte*, 2009, p. 67-109.
- *Carl Menger, Entre Aristote et Hayek : aux sources de l'économie moderne*, Paris, CNRS Éditions, 2008.
- (dir.), *Carl Menger. Neu erörtert unter Einbeziehung nachgelassener Texte / Discussed on the Basis of New Findings*, Frankfurt am Main/Wien, Peter Lang Verlag, 2008.
- «Comprendre l'évolution d'une école de pensée économique : le cas de l'École autrichienne», *Économies et sociétés*, n° 40/5, 2008, p. 979-1016.
- «Carl Menger, lecteur des économistes libéraux français», *Revue française d'économie*, XXII/4, 2008, p. 139-198.
- «De Carl Menger à Karl Menger – à Charles Menger ? Sur la diffusion de la pensée économique autrichienne», in Weinmann U. (dir.), «Autriche-France : transferts d'idées/histoires parallèles ?», *Austriaca*, n° 63, 2008, p. 133-150.
- «Penser la vie matérielle des hommes : le jeune Hegel et les producteurs modernes», in Arndt A. et al. (ed.), *Hegel-Jahrbuch 2006 : Das Leben denken*, Berlin, Akademie-Verlag, 2006, p. 302-306.
- Présentation du texte de Max Weber : «Georg Simmel, sociologue et théoricien de l'économie monétaire», *Revue de philosophie économique*, 2006, n° 14, p. 53-60 et texte de Weber traduit par G. Campagnolo, *Revue de philosophie économique*, n° 14, déc. 2006, p. 61-67.

- «Note sur le raisonnement marginal version Carl Menger», *Revue française de sociologie*, n° 46/4, oct.-déc. 2005, p. 799-806.
- «Money as Measure of Value. An English Presentation of Menger's Essay in Monetary Thought», *History of Political Economy*, vol. 37/2, 2005, p. 233-244 et le texte «Menger: *Money as Measure of Value*. Translated by G. Campagnolo», *History of Political Economy*, vol. 37/2, 2005, p. 245-261.
- «La représentation du marché de Carl Menger», in Bensimon G. (dir.), *Histoire des représentations du marché*, Paris, Houdiard éditeur, 2005, p. 453-470.
- «Hegel et l'économie politique: le Système et la science», 4. *Deutsch-französisches Symposion - Akten: Wirtschaft und Wirtschaftstheorie in Rechtsgeschichte und Philosophie*, Francfort/Main, Klostermann, 2004.
- «Les trois sources philosophiques de la réflexion ordolibérale», in Commun P. (dir.), *L'ordolibéralisme allemand: aux sources de l'économie sociale de marché*, Paris, CIRAC/CICC, 2003.
- Recension de Latzer & Schmitz, *Carl Menger and the Theory of Payments Systems*, *The European Journal of the History of Economic Thought*, Cheltenham, E. Elgar, 2003.
- Recension de *L'ipocondria dell'impolitico* de Losurdo, *Revue française d'histoire des idées politiques*, Paris, Picard, n° 17, 2003.
- «Une source philosophique de la pensée de Carl Menger: l'Éthique à Nicomaque d'Aristote», *Revue de philosophie économique*, n° 6, 2002.
- «Le Fonds Carl Menger de l'université de Hitotsubashi», *Japon Pluriel* 4, Lucas & Sakai, dir., Paris, Philippe Picquier, 2001.
- «La bibliothèque viennoise de Carl Menger conservée au Japon: étude des sources d'une pensée économique», *Austriaca*, n° 50, numéro spécial «Vienne 1900», 2000.
- Campagnolo G. & Lagueux M., «Les rapports d'échange selon la justice et l'amitié utile chez Aristote: Éthique à Nicomaque, Livres V et VIII-IX», *Dialogues*, n° 2, 2004.
- Campagnolo G. & Schefold B., «Théories de la connaissance en économie: théories rationnelles appliquées à l'économie et théorie intuitive selon Edgar Salin», *Asterion*, Lyon, 2007, n° 5, p. 265-297.
- Campagnolo G. & Vivel C., «Before Schumpeter: forerunners of the theory of the entrepreneur in 1900's German political economy – Werner Sombart, Friedrich von Wieser», *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 19/6, 2012, p. 909-944.
- Chamley P., *Économie politique et philosophie chez Steuart et Hegel*, Paris, Dalloz, 1963.
- Colliot-Thélène C., *Le désenchantement de l'État: de Hegel à Weber*, Paris, Minuit, 1992.
- Colombatto E., *Markets, Morals and Policy-Making*, New-York, Routledge, 2011.

- Crespo R.F., «Three Arguments against Menger's suggested Aristotelianism», *Journal des économistes et des études humaines*, 2003, p. 63-83.
- «The Ontology of "the Economic": an Aristotelian Perspective», *Cambridge Journal of Economics*, 30/5, 2006, p. 765-781.
- Crétois P. & Chappé R. (dir.), *L'homme présupposé*, Presses Universitaires de Provence, 2014, notamment le chapitre de Campagnolo G., «Les *Recherches sur la méthode* de Carl Menger: l'individualisme méthodologique contre les robinsonnades?», p. 87-110.
- Cubeddu, R. , «Fonti filosofiche delle Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften di Carl Menger», *Quaderni di storia dell'economia politica*, III/3, 1985, p. 73-158.
- *The Philosophy of the Austrian School*, London, Routledge, 1993.
- Deblock C. & Gislain J.-J., «Le crédit et la théorie du cycle économique chez Hayek», in Dostaler G. & Ethier D., (dir.), *Friedrich Hayek: philosophie, économie, politique*, Paris, Economica, 1989, p. 119-142.
- Deleule D., *Hume et la naissance du libéralisme économique*, Paris, Aubier-Montaigne, 1979.
- Demeulenære P., *Homo œconomicus: enquête sur la constitution d'un paradigme*, Paris, PUF, 1996.
- Denis H., *L'«économie» de Marx. Histoire d'un échec*, Paris, PUF, 2^e éd., 1980.
- Derathé R., *Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps*, Paris, Vrin, 1950, rééd. 1988.
- Farinatti A., *Hegel et la démocratie*, Paris, L'Harmattan, 2013.
- Fillieule R., *L'école autrichienne de pensée économique*, Lille, Presses du Septentrion, 2010.
- Findlay J. N., *Hegel: A Re-Examination*, 1958, rééd. Oxford, Oxford University Press, 1976.
- Gauthier R.-A. & Jolif J.-Y., trad. et commentaires de *L'Éthique à Nicomaque*, Presses Universitaires de Louvain, 1958.
- Ginzburg C., «Traces, racines d'un paradigme indiciaire», in *Mythes, emblèmes, traces, morphologie et histoire*, Paris, Flammarion, 1989.
- Gioia V., « G. Schmoller e la "Scuola Austriaca": l'analisi economica e il ruolo dell'induzione », *Gustav Schmoller heute: die Entwicklung der Sozialwissenschaften in Deutschland und Italien*, Berlin/Bologna, Duncker & Humblot/Il Mulino, 1989, p. 163-184.
- Gloria-Palermo S., *The Evolution of Austrian Economics. From Menger to Lachmann*, London, Routledge, 1999.
- *L'école économique autrichienne*, Paris, La Découverte, 2013.
- Granger G.-G., *Pensée formelle et sciences de l'homme*, Paris, Aubier, 1960.
- «L'histoire comme analyse des œuvres et comme analyse des situations», 1961, repris dans *Forme, opération, objet*, Paris, Vrin, 1994.
- Hagemann H., Ikeda Y. & Nishizawa T. (eds.), *Austrian Economics in Transition*, London, Palgrave, 2009.

- Hayek F., Introduction des *Collected Works of Carl Menger*, Londres, 1934, I, p. V-XXVIII.
- «The Place of Menger's *Grundsätze* in the History of Economic Thought», in Hicks J.R. & Weber W. (eds.), *Carl Menger and the Austrian School of Economics*, Oxford, Oxford University Press, 1973, p. 1-14.
- Hutchison T.W., «Some Themes from *Investigations into the Method*», in Hicks J.R. & Weber W. (es.), *Carl Menger and the Austrian School of Economics*, Oxford, Oxford University Press, 1973, p. 15-37.
- Ikeda Y., *Die Entstehungsgeschichte der „Grundsätze“ Carl Mengers*, Sankt Katharinen, Scripta Mercaturae Verlag, 1997.
- Kauder E., *Carl Mengers erster Entwurf zu seinem Hauptwerk Grundsätze geschrieben als Anmerkungen zu den „Grundsätzen der Volkswirtschaftslehre“ von K.-H. Rau*, copie dactylographiée, université de Hitotsubashi, 1960.
- «Intellectual and Political Roots of the Older Austrian School», *Zeitschrift für Nationalökonomie*, vol. 17, 1957, p. 411-425.
- «Genesis of the Marginal Utility Theory: From Aristotle to the End of the Eighteenth Century», *Economic Journal*, 63, 1953, p. 638-650.
- Kervégan J.-F., «L'institution de la liberté», présentation de la trad. des *Principes de la philosophie du droit*, Paris, PUF, 2003, p. 1-86.
- «La théorie hégélienne du contrat: le juridique, le politique, le social», *Revue Germanique Internationale*, n° 15, 2001, p. 127-144.
- Klaveren J. van, «Fiskalismus-, Merkantilismus-, Korruption. Drei Aspekte der Finanz- und Wirtschaftspolitik während des „Ancien Régime“», *Vierteljahresschrift für Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, n° 47, 1960, p. 333-353.
- Kraus O., «Die aristotelische Werttheorie in ihren Beziehungen zu den Lehren der moderner Psychologenschule», *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, Tübingen, Laup'schen Buchhandlung, 1905.
- Lachmann L., «Carl Menger and the Incomplete Revolution of Subjectivism», *Atlantic Economic Journal*, vol. 6, n° 3, 1978, p. 57-59.
- Larrère C., *L'invention de l'économie politique au XVIII^e siècle*, Paris, PUF, 1992.
- Latzer M. & Schmitz S. (dir.), *Carl Menger and the Evolution of Payments Systems*, Cheltenham, Edward Elgar, 2002.
- Lieven d'Hulst M., présentation du «*Faust*» de *Gaëthe traduit par Nerval*, Paris, Fayard, 2002.
- Losurdo D., *Il laboratorio borghese: scienza e politica nella Germania dell'Ottocento*, Urbino, Il Mulino, 1987.
- *L'Ipocondria dell'impolitico, la critica di Hegel ieri e oggi*, Lecce, ed. Milella, 2001.

- Mäki U., «Mengerian economics in realist perspective», in Caldwell B. (ed.), *Carl Menger and his legacy in economics*, Durham and London, Duke University Press, 1990, p. 289-310.
- «Scientific realism and Austrian explanation», *Review of Political Economy*, 2/3, 1990, p. 310-344.
- «Universals and the *Methodenstreit*: a Re-examination of Carl Menger's Conception of Economics as an Exact Science», *Studies in History and Philosophy of Science*, 28/3, 1997, p. 475-495.
- Mattenklot G., «Les premières scènes de *Faust II*», *Revue Germanique Internationale*: numéro spécial *Gœthe cosmopolite*, n° 12, 1999, p. 35-46.
- Mengelberg K., introduction de la traduction anglaise *History of the Social Movement in France, 1789-1850*, de L. von Stein, N. Jersey, Bedminster Press, 1964, rééd. 1989.
- Magnan de Bornier J., «Menger, Böhm-Bawerk et la théorie du capital», in Campagnolo G., *Existe-t-il une doctrine Menger? Aux origines de la pensée économique autrichienne*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2011, p. 187-202.
- Menger K., «Einleitung der Herausgebers», introduction de l'édition posthume des *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Vienne, 1923.
- Miglio G., *Le origini della scienza dell'amministrazione*, Milano, 1971.
- Mirowski P., *More Heat than Light, Economics as Social Physics, Physics as Nature's Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.
- Moland L.L., *Hegel on Political Identity. Patriotism, Nationality, Cosmopolitanism*, Evanston, Northwestern University Press, 2011.
- Mongin P., «Sur le problème ricardien d'un "étalon invariable des valeurs"», *Revue d'économie politique*, 4, 1979, p. 494-508.
- Mohnhaupt H., «L'état de droit en Allemagne», *Cahiers de philosophie politique et juridique*, n° 24, 1993, p. 71-91.
- Nau H. & Scheffold B., *The Historicity of Economics: Continuities and discontinuities of Historical Thought in 19th and 20th c. Economics*, Berlin, Springer, 2002. En particulier les commentaires de Borchardt K. et de Hüser K., sur le texte de Pearson H., p. 23-55.
- Pearson H., «Was there really a German Historical School of Economics?», *History of Political Economy*, n° 31/3, 1999, p. 547-562.
- Potier J.-P. & Tiran A., *Jean-Baptiste Say: Nouveaux regards sur son œuvre*, Paris, Economica, 2002, en particulier: Gehrke C. & Kurz H., «Say et Ricardo», p. 213-263; Steiner P., «La théorie de la production de J.-B. Say», p. 325-360.
- Priddat B., «Die Moralische Implikationen der Ökonomie Carl Mengers», *Dialektik*, n° 3, 1999, p. 81-93.
- Rosanvallon P., *Le libéralisme économique. Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1989 (1^{re} éd. sous le titre *Le capitalisme utopique*, Paris, 1979).

- Rosenzweig F., *Hegel und der Staat*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1920, trad. Bensussan, *Hegel et l'État*, Paris, PUF, 1991.
- Rothbard M., «The Hermeneutical Invasion and Economics», *Review of Austrian Economics*, vol. 3, 1989, p. 45-60.
- Sanders K., «A Note on Jean-Baptiste Say and Carl Menger regarding Value», *Review of Austrian Economics*, vol. 7, n° 1, 1999, p. 141-143.
- Schiera P., *Il Cameralismo e l'Assolutismo tedesco*, Milano, Giuffrè, 1968.
- Sigot N., *Bentham et l'économie: une histoire d'utilité*, Paris, Economica, 2001.
- Smith B., «Aristotle, Menger and Mises: an Essay in the Metaphysics of Economics», *History of Political Economy*, n° 22, 1990, supplément annuel: Caldwell B. (dir.), *Carl Menger and his Legacy in Economics*, p. 263-288.
- «Austrian Economics and Austrian Philosophy», in Grassl W. & Smith B. (eds.), *Austrian Economics. Historical and Philosophical Background*, London, Croom Helm, 1986, p. 1-36.
- «Aristotelianism, apriorism, essentialism», in Boettke P. (ed.), *The Elgar Companion to Austrian Economics*, Cheltenham, Elgar, 1994, p. 33-37.
- «The Philosophy of Austrian Economics» (review to D. Gordon), *Review of Austrian Economics*, 7/2, 1994, p. 127-132.
- Streissler E., «Carl Menger's article "Money" in the History of economic Thought», in Latzer M. & Schmitz S. (dir.), *Carl Menger and the Evolution of Payments Systems: from Barter to Electronic Money*, Cheltenham, Elgar, 2002, p. 11-24.
- «The Influence of German Economics on the Works of Menger and Marshall», p. 31-68; «Carl Menger on economic policy: the Lectures to Crown Prince Rudolf», p. 107-132, in Caldwell B. (ed.), *History of Political Economy*, 1990, n° 22, supplément annuel: *Carl Menger and his Legacy in Economics*.
- «To what extent was the Austrian School Marginalist?», *History of Political Economy*, vol. 4, n° 2, 1972, p. 426-441.
- Swedberg R., *Max Weber and the Idea of Economic Sociology*, Princeton, Princeton University Press, 1998.
- Überweg F., *Grundriss der Philosophie der neuer Zeit*, Berlin, Mittler, 1872.
- Vaughn K., *Austrian Economics in America. The Migration of a Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, rééd. 1998.
- Waszek N., «Aux sources de l'État social à l'allemande: Lorenz von Stein-Hegel», *Revue Germanique Internationale*, n° 15, 2001, p. 211-238.
- «Lorenz von Stein revisited», *Politische Vierteljahresschrift*, n° 37/2, 1996, p. 377-385.
- «L'État de droit social chez Lorenz von Stein», in Jouanjan O. (dir.), *L'État de droit dans la pensée allemande*, Paris, 2000.

- Présentation de *Lorenz von Stein (1815-1890). Le concept de société*, trad. Béghin, Grenoble, ELLUG, 2002.
- *L'Écosse des Lumières. Hume, Smith, Ferguson*, Paris, PUF, 2003.
- Weiss J., « Dialectical Idealism and the Work of Lorenz von Stein », *International Review of Social History*, n° 8, 1963, p. 72 *et sq.*
- Yagi K. « Carl Menger and the Historicism in Economics », in Koslowski P. (ed.), *Methodology of the Social Sciences, Ethics, and Economics in the Newer Historical School*, Berlin, Springer Verlag, 1997, p. 231-258.
- « Carl Menger's *Grundsätze* in the making », *History of Political Economy*, 25/4, 1993, p. 697-724.

Index onomastique

L'index inclut tous les auteurs cités (y compris les traducteurs des œuvres utilisées) et les personnages politiques. Les termes en italiques sont les personnages de fiction apparus dans l'ouvrage.

A

Adler, Max: 440
Adler, Victor: 437, 440
Alcouffe, Alain: 4, 17, 103, 196, 399, 430, 470
Alembert, Jean Le Rond d': 93
Althusser, Louis: 409, 477
Andreff, Vladimir: 93
Antonelli, Etienne: 417
Arendt, Hannah: 436, 447
Aristote: 9, 39, 102, 125, 126, 142, 213, 282, 284, 287, 319, 323-355, 357, 362, 363, 367, 401, 408, 409, 421, 448, 453, 456, 460, 489.
Aron, Raymond: 27, 44, 150, 171, 431, 435, 462, 468, 469, 475, 477.
Auspitz, Rudolf: 424.

B

Babbage, Charles: 122
Bachelard, Gaston: 9, 278, 413.
Bacon, Francis: 328, 359-362.
Bailey, Samuel: 369, 459.
Balfour, Arthur James (Lord): 382.
Barone, Enrico: 481.
Bastiat, Frédéric: 152, 357, 402, 425, 449.
Bauer, Otto: 440.
Becher, Joachim: 20, 86, 240, 245, 246, 253, 268.
Belaval, Yvon: 242.
Benedikt, Heinrich: 437.
Bentham, Jeremy: 333, 388, 396, 401, 479.
Béraud, Alain: 123, 155, 159, 367, 373.

Bernstein, Eduard: 436, 441.
Bismarck, Otto von: 19, 27, 48, 55, 184, 221, 240, 262, 268, 270, 271, 313, 314, 432.
Blanc, Louis: 236.
Blaug, Mark: 39, 59, 122, 325.
Bodin, Jean: 295, 324.
Böckenförde, Ernst Wolfgang: 264.
Böhm, Hermann: 436.
Böhm-Bawerk, Eugen von: 16, 140, 146, 172, 321, 354, 368, 391, 440, 449, 451, 452, 479.
Bolzano, Bernhard: 303.
Botero, Giovanni: 14, 244.
Boukharine, Nikolai: 440.
Bourgeois, Bernard: 7, 9, 55, 109, 183.
Braumüller, Wilhelm: 43, 143, 152, 286, 393, 395, 404, 414.
Brentano, Franz: 26, 303, 365.
Bruhns, Hinnerk: 4, 72, 195, 319, 430.
Brunner, Otto: 179, 244, 245, 289.
Bücher, Karl Wilhelm: 216, 217.
Bunyan, John: 81.
Burke, Edmund: 190, 301, 319.

C

Cabet, Étienne: 257.
Campagnolo, Gilles: 4, 10, 11-16, 36, 128, 144, 152, 154, 172, 182, 199, 221, 285, 297, 305, 317, 319, 325, 330, 338, 348, 354, 357, 368, 377, 391, 398, 450, 452, 453, 455, 462, 467, 470, 483, 489, 491.
Campanella, Tommaso: 90.
Carnap, Rudolf: 47.

Cassirer, Ernst: 307.
 Chamley, Paul: 97, 381.
 Charlemagne: 84, 85.
 Cohen, Hermann: 307.
 Colbert, Jean-Baptiste: 184, 245.
 Colliot-Thélène, Catherine: 49, 267, 301, 319, 464.
 Commun, Patricia: 462, 483.
 Comte, Auguste: 9, 372, 382.
 Condillac, Étienne de: 246.
 Crespo, Riccardo: 325.

D

Dahlmann, Friedrich Christoph: 198, 200, 238.
 Darimon, Alfred: 141.
 Deleule, Didier: 364.
 Demeulenaere, Pierre: 39, 154, 214.
 Denis, Henri: 141.
 Derathé, Robert: 90, 297.
 Dewey, John: 452.
 Diderot, Denis: 93, 244.
 Diebolt, Claude: 103, 196, 399, 430, 470.
 Dilthey, Wilhelm: 223, 304-309, 462, 465.
 Dühring, Eugen: 260.
 Dunckler & Humblot (éditeur): 36, 64, 199, 330, 348.

E

Ehrenfels, Christian von: 412.
 Eichhorn, Johann Gottfried: 295.
 Engels, Friedrich: 211, 239, 259, 260, 434, 441.
 Eucken, Rudolf: 223, 475.
 Eucken, Walter: 434, 462, 483.

F

Faccarello, Gilbert: 123, 155, 159, 367.
 Faust/*Faust*: 51, 69-76, 79, 99, 486.
 Fayol, Henri: 275.
 Ferguson, Adam: 52, 89, 97, 115, 162, 180, 214, 230.
 Fichte, Johann-Gottlieb: 10, 13, 18, 41, 57, 59, 63, 79-81, 83-96, 100-106, 108, 110, 112, 113, 118, 119-123, 150, 181, 191, 195, 198, 244, 254, 300, 317, 419, 441-448.
 Fillieule, Renaud: 4, 449.
 Findlay, John N.: 183.
 Flaubert, Gustave: 63.
 Foucault, Michel: 33, 34, 62, 140.
 Fourier, Charles: 90, 160, 443.

Francke, August Hermann: 239.

Franklin, Benjamin: 467.

Frege, Gottlob: 323, 412.

G

Gauthier, René-Antoine: 330, 331, 334-339, 341-345.
 Gehrke, Christian: 373.
 Gentz, Friedrich von: 192, 254, 295, 300, 319.
 Gervinus, Georg Gottfried: 197-200, 238, 294-296, 318.
 Giard et Brière (éditeur): 132, 218, 463.
 Gibelin, Jacques: 79, 93, 446.
 Gide, Charles: 276, 277.
 Ginzburg, Carlo: 34.
 Gloria-Palermo, Sandye: 4, 449.
 Goethe, Johann Wolfgang: 51, 69-72, 74-76, 99, 168, 210, 223.
 Gossen, Hermann Heinrich: 321, 389, 394-402, 410, 417, 418, 425.
 Granger, Gilles-Gaston: 34-36.
 Grossein, Jean-Pierre: 40, 81.

H

Haberler, Gottfried: 448.
 Habsbourg (dynastie): 64, 179, 318, 368, 436.
 Hau, Michel: 118, 209-211, 237, 313.
 Hayek, Friedrich: 16, 53, 104, 143-145, 154, 161, 229, 285, 297, 299, 300, 352, 364, 382, 384, 411, 416, 422, 439, 447, 448, 450, 454, 455, 476, 479, 481, 483, 490, 491.
 Hegel, Georg Wilhelm Friedrich: 10, 13, 18, 41, 49, 51, 55, 57, 59, 63, 71, 81, 87, 89, 92, 93, 95-123, 150, 158, 160, 165-167, 170, 174, 181, 183, 186, 190, 195, 200, 211, 228, 249-251, 253-255, 260, 261, 263, 265, 267, 295, 307, 327, 347, 381, 382, 408, 426, 430, 431, 444, 447, 448, 464, 467, 484, 485, 487, 489, 491.
 Herder, Johann Gottfried: 214.
 Hermann, Friedrich von: 476.
 Hilbert, David: 323, 412.
 Hildebrand, Bruno: 51, 56, 64, 186, 198, 212-218, 219, 226, 237, 296.
 Hobbes, Thomas: 359, 360, 362, 363.
 Hobsbawn, Eric: 314, 433.
 Hörnigk, Wilhelm von: 20, 86, 240, 245, 246, 253.

Hohenzollern (dynastie): 64, 221, 239, 240, 318.
 Hoffmann, August: 395.
 Hoffmann, Walter: 237.
 Homère: 349.
 Huber, Ernst R.: 248, 260.
 Hugo, Gustav: 122, 192, 254, 255.
 Hulst, Lieven B. d': 71, 73, 75.
 Humboldt, Wilhelm von: 214.
 Hume, David: 39, 88, 92, 95, 180, 297, 359, 360, 364-367.
 Husserl, Edmund: 283, 293, 412.
 Hutcheson, Francis: 180.

I

Ikeda, Yukihiro: 146, 366, 391, 450, 451.
 Ito, Hirobumi: 259.

J

Jaffé, Edgar: 316, 463, 465, 468.
 Jaffé, William: 36, 392, 412.
 Jevons, Stanley: 35, 36, 50, 135, 293, 303, 315, 316, 324, 358, 387-390, 392, 396, 402, 410, 412-415, 479, 480, 491.
 Johnston, William M.: 438.
 Jolif, Jean-Yves: 330, 331, 334-339, 341-345.

K

Kaldor, Nicholas: 11.
 Kant, Immanuel: 10, 24, 41, 87, 88-90, 93, 96, 98, 111, 119, 120, 121, 122, 143, 150, 222, 230, 251, 252, 303, 306, 307, 309, 310, 330, 331, 365, 366.
 Kauder, Emil: 128, 138, 280, 325, 391, 403, 406, 453, 454.
 Kautsky, Karl: 441.
 Kautz, Julius (Gyula): 240, 241, 395, 484.
 Kelsen, Hans: 295.
 Kervégan, Jean-François: 7, 98, 103, 165, 250, 487, 489.
 Keynes, John Maynard: 16, 58, 130, 280, 285.
 Kirzner, Israël: 46.
 Klinger, Friedrich Maximilian von: 71.
 Knies, Karl: 64, 183, 186, 198, 212, 213, 215, 216, 218, 219, 296, 463, 465.
 Kraus, Oscar: 341, 353, 354, 398.
 Kropotkine, Petr: 161.

Kudler, Joseph von: 404.
 Kuhn, Thomas: 29, 30, 32, 34, 39, 44, 60, 62, 381, 485.
 Kun, Bela: 440.
 Kurz, Heinz: 217, 373, 392.

L

Lachmann, Ludwig: 383.
 Lagueux, Maurice: 338.
 Lakatos, Imre: 29, 34, 62, 485.
 Lange, Oskar: 396, 447, 481.
 Lassalle, Ferdinand: 162.
 Leibniz, Gottfried Wilhelm: 40, 242, 327, 363, 364, 454.
 Lénine: 260, 314, 434, 435, 441, 442, 448.
 Leser, Norbert: 436.
 Lexis, Wilhelm: 423.
 Lieben, Richard: 424.
 List, Friedrich: 13, 203-210, 212, 214, 221, 228, 231, 237, 238, 240, 265, 269, 272, 279.
 Locke, John: 40, 131, 359, 360, 363, 365, 454.
 Losurdo, Domenico: 182, 430.
 Louis XIV: 82, 86, 240, 245, 268.
 Louvois, François Michel Le Tellier de: 245.
 Lueger, Karl: 437.

M

Machiavel, Nicolas: 244.
 Machlup, Fritz: 448.
 Madame de Staël: 239.
 Maier, Hans: 241, 268.
 Malraux, André: 160, 435.
 Malthus, Thomas Robert: 12, 122, 157, 162, 230, 380, 397.
 Mandeville, Bernard de: 105.
 Mangoldt, Hans von: 15, 393, 404, 417, 424.
 Marlowe, Christopher: 71.
 Marshall, Alfred: 62, 358, 390, 414, 458, 479.
 Marx, Karl: 7, 10, 13, 15, 19, 21, 22, 26, 32, 39, 50, 51, 52, 57, 59, 60, 63, 64, 83, 102, 107, 115, 116, 118, 121-146, 149-152, 157-175, 181, 189, 203, 211, 228, 230, 237, 238, 239, 254, 256-260, 262, 265, 266, 271, 280, 281, 314-316, 319, 320, 323, 334, 339-341, 358, 359, 368, 369, 371, 373, 378, 381, 384, 409, 410, 421, 425,

- 426, 427, 429, 431, 432, 434-436, 440, 441-443, 447-449, 455, 461, 465, 475, 477-479, 484, 486, 490.
- Marx, Roland: 193.
- Mattenklot, Gert: 69.
- Meiji (empereur du Japon): 259.
- Meinong, Alexius: 412.
- Mengelberg, Kaethe: 261, 393.
- Menger, Anton (frère de Carl et de Max): 132.
- Menger, Carl (père, parfois orthographié Karl dans les textes de l'époque et francisé Charles): 4, 6, 7, 10, 13, 15, 19, 20, 23, 24, 35, 36, 39, 40, 42, 43, 46, 48 50, 52, 53, 56, 59-65, 92, 104, 121, 122, 124-132, 134-146, 149-159, 161, 162, 164, 166, 168-175, 181, 185-187, 189, 199, 200, 208, 213, 217-220, 224, 228-230, 238, 261, 272, 279-306, 308-310, 315-321, 323-326, 328-380, 382-398, 400-427, 429-434, 438-440, 443, 447-461, 464, 466, 468-470, 474-480, 482, 483, 486, 489-491.
- Menger, Karl (fils): 287, 391, 403, 422, 423, 431.
- Méphistophélès*: 69, 70, 73-76.
- Merton, Robert: 410, 411, 415.
- Michelet, Jules: 255, 295.
- Miglio, Gianfranco: 259, 260.
- Mill, James: 175, 371, 376.
- Mill, John Stuart: 12, 26, 58, 60, 83, 122, 123, 136, 149, 175, 189, 231, 269, 278, 318, 358, 363, 369, 380, 382-388, 405, 408, 411, 416, 479.
- Mirowski, Philip: 45, 52, 158.
- Mises, Ludwig von: 329, 382-384, 386, 439, 447, 448, 451, 452, 454, 479, 481, 491.
- Mohl, Robert von: 64, 185, 249-254, 265, 272, 491.
- Mohnhaupt, Heinz: 103, 251.
- Mommsen, Wolfgang J.: 465.
- Mongin, Philippe: 459.
- Montesquieu: 18, 49, 255, 295.
- Morgenstern, Oscar: 94., 423, 448.
- Müller, Adam: 121, 196.
- N**
- Nakayama, Shigeru: 30.
- Napoléon I^{er}: 114, 184, 202.
- Napoléon III: 236, 268.
- Neumann, Jansci (John) von: 94, 423, 480.
- Neurath, Otto: 441.
- Novalis, Friedrich: 121.
- O**
- Owen, Robert: 160, 162, 163, 443.
- P**
- Pantaleoni, Maffeo: 394, 476.
- Pearson, Heath: 235, 238.
- Petty, William: 82.
- Philémon et Baucis*:
- Pitt, William (Pitt le Jeune): 191, 279, 442.
- Place, Francis: 369.
- Placidus (pseudonyme de Petersen, J.W.): 252.
- Platon: 55, 327, 335.
- Polanyi, Karl: 143, 351.
- Popper, Karl: 24, 62, 161, 171, 216, 279, 386, 475, 476.
- Potier, Jean-Pierre: 140, 373, 380.
- Priddat, Birger: 333.
- Proudhon, Pierre Joseph: 160, 257.
- Pufendorf, Samuel von: 297.
- Q**
- Quesnay, François: 40, 82, 418.
- R**
- Ranke, Leopold von: 238, 294, 318, 464.
- Rau, Karl-Heinrich: 15, 128, 138, 164, 207, 278, 280, 321, 394, 402-411, 476.
- Raulet, Gérard: 72.
- Rehberg, August Wilhelm: 295, 300.
- Renner, Karl: 440, 486.
- Ricardo, David: 12, 15, 26, 40, 64, 75, 82, 94, 99, 122, 123, 126, 127, 129-131, 134, 136, 137, 140, 145, 149, 152, 154-157, 159, 161-163, 169, 175, 194, 196, 201, 206, 238, 269, 272, 318, 340, 358, 369, 370-380, 383, 385-387, 397, 405, 408, 416, 419, 425, 435, 459, 490.
- Rickert, Heinrich: 328, 462.
- Riedler, Dr. J.: 324, 336-338, 341, 342.
- Riehl, Wilhelm: 253.
- Rist, Charles: 276, 277.
- Roosevelt, Franklin Delano: 452.
- Roscher, Wilhelm: 11, 15, 18, 22, 24, 51, 56, 59, 64, 122, 175, 183, 186, 188, 192-201, 203, 207, 212-216, 218, 219, 230, 235, 238, 241-243,

- 268, 269, 278, 284, 294, 295, 300, 302, 307, 357, 363, 381, 405, 429, 450, 463-465, 468, 469, 471, 475, 484, 490.
- Rosenkranz, Karl: 97.
- Rosenzweig, Franz: 123, 124, 249, 270.
- Rossi, Pellegrino: 127-130, 134, 136, 206, 419.
- Rousseau, Jean-Jacques: 90, 91, 100, 244, 489.
- Rudolf, prince héritier (*Kronprinz*) d'Autriche-Hongrie: 169, 291.
- Russell, Bertrand: 412.
- S**
- Savigny, Friedrich Karl von: 108, 122, 192, 193, 195, 196, 200, 226, 254-257, 294, 295, 297, 301, 318, 319, 395.
- Say, Jean-Baptiste: 26, 99, 122, 127, 152, 175, 367, 369-380, 384-387, 416, 445, 490.
- Schefold, Bertram: 7, 11, 35.
- Schelling, Friedrich Wilhelm Joseph von: 93, 96, 119, 150.
- Schiera, Pierangelo: 62, 182, 221, 243, 247, 259, 269, 483.
- Schiller, Friedrich: 74.
- Schlegel, August et Friedrich (dits les frères): 121.
- Schmoller, Gustav von: 17, 20, 22, 24, 48, 49, 52, 55, 59, 61, 62, 64, 65, 146, 175, 184-188, 193, 196, 197, 208, 216, 217-233, 235, 238, 240, 241, 248, 253, 262-264, 267-272, 277-279, 281, 284, 287, 294, 296, 297, 304-307, 309, 314, 317, 318, 320, 321, 324, 413, 425, 429, 430-432, 451, 461, 463-465, 468, 470, 471, 473-475, 477, 479, 482-484, 486, 490.
- Schröder, Wilhelm: 20, 86, 240, 245, 246, 253.
- Schulthess, Daniel: 446.
- Schumpeter, Joseph Alois: 65, 282, 309, 319, 320, 430, 448, 452, 453, 470, 475, 476.
- Seckendorff, Ludwig von: 244.
- Sigot, Nathalie: 389.
- Simmel, Georg: 61, 467.
- Small, Albion Woodbury: 269.
- Smith, Adam: 12, 21, 22, 26, 39, 40, 41, 42, 52, 58, 63, 64, 80, 82, 83, 85, 88, 89, 92, 94, 95, 97, 99, 104, 105, 107, 110, 118, 122, 125, 126, 132, 137, 140, 150, 151, 153, 154, 156, 159, 162, 174, 175, 180, 191, 194, 196, 197, 201, 206, 214, 224, 230, 231, 238, 269, 272, 278, 279, 281, 282, 297, 301, 316, 318, 324, 340, 358, 359, 366, 367, 369, 371, 373, 374, 380, 383, 387, 416, 419, 421, 442, 443, 445, 448, 490.
- Smith, Barry: 325.
- Soetbeer, Adolf: 189, 383, 384.
- Sombart, Werner: 71, 136, 221, 275, 315, 316, 319, 320, 429, 463, 465, 468, 471, 483.
- Spener, Philipp Jakob: 239.
- Sraffa, Piero: 11, 140, 145, 371.
- Stahl, Julius: 253.
- Staline: 440, 442.
- Stein, Lorenz von: 10, 14, 19, 22, 26, 49, 59, 64, 185, 232, 238, 248-251, 253, 254, 256-268, 272, 291, 315, 317, 318, 373, 392, 393, 437-439, 450, 451, 466, 470, 482, 491.
- Steiner, Philippe: 373.
- Steuart, James: 13, 97, 180.
- Steuchius, Augustinus: 327.
- Stolleis, Michael: 244.
- Strauss, Leo: 334.
- Streissler, Erich: 125, 301, 389, 392, 393, 412, 453, 457, 476.
- Struensee, Leopold von: 18, 85, 90, 191.
- T**
- Tautscher, Albert: 180.
- Thibaut, Anton: 255, 256.
- Thomas d'Aquin (saint): 228, 324, 338.
- Thucydide: 197.
- Thünen, Johann Heinrich von: 155, 157.
- Tiran, André: 373, 380.
- Tönnies, Ferdinand: 225, 250, 467.
- Tooke, Thomas: 369.
- Torrens, Robert Richard (Lord): 12.
- Tosi, Gilbert: 455.
- Treitschke, Heinrich von: 20, 252, 253, 266, 267, 270.
- Tricot, François: 334, 338, 346, 349.
- U**
- Überweg, Friedrich: 306, 359, 360-367, 454.
- V**
- Valéry, Paul: 432.

Vitantonio, Gioia : 220, 483.

Vaughn, Karen : 449.

Vivel, Christel : 221, 319, 368, 377, 452.

W

Walras, Auguste : 293.

Walras, Léon : 35, 36, 46, 50, 62, 135, 136, 293, 303, 315, 316, 324, 387, 389, 392, 394, 396, 400, 402, 410, 412-423, 425, 433, 447, 483, 491.

Waszek, Norbert : 230, 252, 254, 256, 491.

Weber, Max : 10, 15, 16, 19, 20, 23, 24, 26, 40, 49, 59, 61, 65, 71, 72, 74, 75, 81, 150, 151, 171, 173, 183, 184, 186, 195, 199, 215, 218, 219, 225, 242, 270-272, 275, 277-279, 288, 301,

304-306, 308, 315, 316, 319, 320, 328-330, 369, 386, 398, 429, 432, 434, 438, 461-471, 473-475, 477, 479, 483, 485, 486, 489-491.

Weintraub, Roy : 46, 391, 481.

Whately, Richard : 122.

Whitehead, Alfred North : 412.

Wieser, Friedrich von : 146, 151, 282, 321, 354, 391, 449, 451, 452, 459, 465.

Wolff, Christian : 40.

X

Xénophon : 213, 326.

Y

Yagi, Kiichiro : 366, 391, 451.

Liste des thèmes abordés dans l'ouvrage

Cette *liste des thèmes abordés dans l'ouvrage* se substitue à un véritable *index rerum* tout en en gardant le trait essentiel d'indiquer matières, questions et institutions principales présentes dans l'ouvrage. Y sont croisés les domaines de la philosophie et de l'économie principalement, les termes français, allemands et anglais (quant au monde moderne), latins et grecs (concernant l'Antiquité). Tous les termes étrangers sont en italiques et traduits, l'entrée est celle du terme le plus souvent rencontré dans l'usage (académique) courant. La liste comporte des entrées complexes (à plusieurs niveaux) afin de préciser les notions afin d'en faciliter la compréhension.

A

Absatzfähigkeit (capacité à écouler un bien).

Absolu, ~ en philosophie; esprit ~ au sens hégélien; théorie des avantages absolus en économie (A. Smith); égalité absolue; monarchie absolue; valeur absolue.

Abusus, notion juridique distincte de l'*usus* et du *fructus*.

Acquisition, passion acquisitive (D. Hume).

Administration, ~ économique; théorie/science de l'~ (*Verwaltungslehre*); G. von Schmoller et la théorie de l'~; L. von Stein et la théorie de l'~; ~ et société civile.

Advokaten («avocats», employé péjorativement par Menger).

Aliénation (tant au sens de *Veräußerung*, vente, que d'*Entäußerung*, des-saisissement, que d'*Entfremdung*, éloignement de soi-même); notion marxiste d'~.

Allemagne, unification de l'~; modernisation de l'~.

Allemand(e), *Sonderweg* (voie spécifique) ~; école historique ~; civilisation ~; langue ~

Amitié, ~ au sens aristotélicien (*philia*) et théorie de l'échange.

Ancien Régime.

Anglais, économisme ~; domination ~ sur les marchés mondiaux.

Antisocialiste, loi ~ d'O. von Bismarck.

Antithéorique, tendance ~ de G. von Schmoller.

Anticipations rationnelles, théorie économique des ~.

Arbeitskraft (force de travail), notion marxienne d'~.

Ars gubernatoria (l'art, le savoir des dirigeants, des princes).

Ars mercatoria (l'art, le savoir des marchands, des commerçants).
 Association internationale des travailleurs (ou plus simplement, *Internationale*).
Atomismus (atomisme), ~ méthodologique ; raisonnement atomistique.
Aufhebung (concept hégélien de sursomption).
Aufklärung (Lumières).
 Autriche, Autriche-Hongrie, Empire austro-hongrois.
 Autrichien, marginalisme ~ ; École autrichienne d'économie, issue de C. Menger ; École autrichienne de philosophie, autour de Bolzano, Brentano.
 Axiologique, neutralité ~.

B

Bedürfnisbefriedigung (satisfaction des besoins), concept mengérien déclencheur de l'analyse du raisonnement marginal pour atteindre un état satisfait quant aux besoins en totalité, soit de *Sättigung* (satiété), en rapport avec une gradation des unités le permettant.
Berliner Schriften (*Écrits de Berlin*, ultimes), de Hegel.
 Besoins (voir : Système des besoins).
Bildung (formation, éducation) et *Bildungsroman* (roman de formation).
 Bimétallisme.
Bonum comune (concept caméaliste du bien commun).
 Bourgeois, ordre ~ ; esprit ~ ; société bourgeoise ; mot français utilisé en allemand (chez Hegel, Marx, etc.).
 Britannique, économie politique ~ ; Empire ~ ; invasion de la production ~ de marchandises sur le continent ; hostilité allemande à l'égard de la domination ~.
 Bureaucratie, capitalisme bureaucratique ; notion wébérienne de ~ (M. Weber).

C

Caméralisme (*Kameralismus*), forme germanique du mercantilisme européen ; ~ impérial (de Becher, Hörnigk, Schröder) ; ~ inspirateur de l'historicisme allemand.
 Caméaliste, corpus de textes ~ ; terminologie et influence ~ ; influence des auteurs ~.
Le Capital (*Das Kapital*), de Marx.
 Capital, théorie du facteur ~ ; ~ variable (salaires dans la terminologie marxienne).
 Capitalisme, développement du ~ ; critique du ~ ; économie du ~ ; éloge du ~ ; histoire économique du ~ ; théorie du ~ ; ~ bureaucratique ; ~ destructeur ; *Éthique protestante et esprit du capitalisme* chez M. Weber.
 Catholicisme, ~ autrichien ; influence du ~.
 Causalité, théorie de la ~ ; explication par la ~ ; liberté et ~.
 Chrématistique (aristotélicienne).
 Christianisme, influence du ~.

- Civile, société ~; administration ~; rôle de l'ancienne *civitas*, science de la sphère ~.
- Classes, ~ sociales; lutte de ~.
- Classicisme, ~ économique (soit l'économie politique classique); critiques du ~; néo-~.
- Collectif, concepts ~ (*Kollektivbegriffe*); l'erreur historiciste des concepts ~ selon C. Menger.
- Collectivisme.
- Commerce, doux ~ (des Lumières); *État commercial fermé* (*Der geschlossene Handelsstaat*), de J.G. Fichte.
- Commonwealth* (relation institutionnelle entre les territoires en lien avec la Grande-Bretagne).
- Communisme, développement politique du ~; *Manifeste Communiste*, de K. Marx.
- Comportementale, économie ~.
- Concurrence, notion économique de ~.
- Congrès d'Eisenach (1872), ~ de fondation du *Verein für Socialpolitik*.
- Congrès de Hainfeld (1888), ~ d'unification du Parti social-démocrate autrichien.
- Congrès de Vienne (1815), ~ de restauration des monarchies européennes.
- Conscience, ~ de l'essor économique; ~ collective.
- Constitution, ~ démocratique; ~ monarchique; ~ impériale; lutte pour une ~; ~ de l'Allemagne, en général et comme ouvrage de G.W.F. Hegel.
- Contrat, ~ civil; ~ léonin; liberté de former des ~.
- Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, de K. Marx.
- Copernicienne, révolution ~ selon E. Kant.
- Corrective, justice ~ (ou justice commutative) chez Aristote.
- Criticisme, ~ kantien.
- Critique, ~ de l'économie politique classique; d'E. Kant: *Critique de la raison pure* (*Kritik der reinen Vernunft*), *Critique de la raison pratique* (*Kritik der praktischen Vernunft*), *Critique de la faculté de juger* (*Kritik der Urteilskraft*).
- Cyclopes, de la mythologie grecque.

D

- Débouchés, loi des ~ de Jean-Baptiste Say.
- Demande, loi de l'offre et de la ~; politique de la ~.
- Dialectique, ~ hégélienne; ~ marxiste.
- Différence des systèmes de Fichte et de Schelling*, de G.W.F. Hegel.
- Discours à la nation allemande*, de J.G. Fichte.
- Dissenters* (dissidents), influence des ~ sur le développement du capitalisme anglais et américain; puritanisme des ~.
- Distributive, justice ~ chez Aristote (par opposition à justice corrective).
- Doctrine, ~ classique; ~ historiciste.

Doctrine de la science (Wissenschaftslehre) chez J.G. Fichte.

Dogme et dogmatisme, ~ classique; ~ historiciste.

Droit, connaissance du ~; philosophie du ~ d'E. Kant; État de ~ (*Rechtsstaat*);
~ positif au sens de H. Kelsen; *Principes de la philosophie du droit*
(*Grundlinien der Philosophie des Rechts*) de G.W.F. Hegel.

Dynamique, théorie ~ en économie.

E

Échange, théorie de l'~ économique; ~ mutuel; règles de l'~; prix d'~; valeur
d'~; ~ et amitié au sens aristotélicien (*philia*); réciprocité dans l'~.

École autrichienne, ~ marginaliste; ~ subjectiviste.

École de la jurisprudence, école des juristes allemands (menée par F.K. von
Savigny, G. Hugo, H. Gentz).

École de Manchester, école libérale britannique; disciples libéraux d'A.
Smith, D. Ricardo.

École historique, ~ historiciste allemande.

Économie, ~ politique classique; ~ historiciste allemande; ~ marginaliste
autrichienne; ~ nationale (*Nationalökonomie*).

Économique, liberté ~; théorie ~; science ~.

Effective, réalité ~ et effectivité (*Wirklichkeit*), notion hégélienne d'~.

Égalité, principe d'~.

Ego (*Ich*), notion de la philosophie de J. G. Fichte.

Église, ~ catholique en Autriche; ~ protestantes et développement du
capitalisme.

Empire (*Reich*), Saint ~ romain germanique (962-1806); ~ d'Autriche puis
d'Autriche-Hongrie (1815-1866 puis 1867-1918); Second ~ allemand (*II.*
Reich, *Zweites Reich*, 1871-1918).

Encyclopédie, de Diderot et d'Alembert.

Ennui (au sens de *Langeweile*), état d'esprit nuisible à la réalisation d'une
économie close.

Entendement (*Verstand*), sens à distinguer de *Vernunft*, exprimant l'en-
semble des facultés rationnelles.

Entrepreneur, ~ capitaliste; ~ faustien; ~ créateur.

Entreprise, liberté d'~ (*Gewerbefreiheit*) et restrictions à la liberté d'~ chez J.
G. Fichte, G. W. F. Hegel, et dans l'économie politique classique en général.

Épistémologie, philosophie des sciences et ~; approche comparée de l'~; théo-
ries variées de l'~ de T. Kuhn, I. Lakatos (notamment); ~ et méthodologie.

Équilibre général, théorie économique de l'~ de L. Walras.

Équilibre partiel, théorie économique de l'~ de S. Jevons.

Erkenntnislehre (théorie de la connaissance).

Esprit, ~ du capitalisme (au sens wébérien); ~ du temps (*Zeitgeist*), ~ du
peuple (*Volksggeist*), aux sens de G.W.F. Hegel, des romantiques allemands,
de l'école historiciste allemande; esprit subjectif, objectif et absolu, au
sens hégélien.

État (*Staat*), théorie de l'~; sciences de l'~ (*Staatswissenschaften*); ~ de droit chez R. von Mohl et L. von Stein; ~ absolutiste et/ou monarchiste; unification de l'~ allemand.

États (*Stände*), classes sociales et ~.

États-Unis d'Amérique, comme moteur potentiel du capitalisme après la Grande-Bretagne; comme inspirateurs de F. List.

Éthique, vie ~ et éthicité (*Sittlichkeit*), dans la philosophie de G.W.F. Hegel; interprétations de l'~ dans la modernité par K. Marx.

F

Fabiens, société des ~, association socialiste anglaise; certains membres fondèrent la London School of Economics.

Fable des Abeilles (*Fable of the Bees*), B. de Mandeville.

Faust, personnage historique et personnage de narration, le ~ de Goethe, ~ entrepreneur.

Finanzwissenschaft (science de la finance).

Fiscalisme, forme précoce du caméralisme impérial autrichien.

Force de travail (*Arbeitskraft*), notion marxienne de ~.

France, pays des Lumières, pays de la Révolution, de l'État de droit, ~ combattue par Bismarck.

Frontières naturelles, théorie française de l'époque révolutionnaire; doctrine des ~ annonçant le *Lebensraum* (espace vital).

Fructus, notion juridique distincte de l'*usus* et de l'*abusus*.

G

Geisteswissenschaften (sciences de l'esprit).

Gemeinschaft (communauté), en opposition à *Gesellschaft* (société) chez F. Tönnies; comme structure fondamentale chez G. von Schmoller; comme *Weltanschauung* (vision du monde).

Der geschlossene Handelsstaat (*L'État commercial fermé*) de J.G. Fichte.

Gesellschaft (société), en opposition à *Gemeinschaft* (communauté) chez F. Tönnies.

Gesinnung (disposition d'esprit).

Gewerbefreiheit (liberté d'entreprise), restrictions à la liberté d'entreprise chez J.G. Fichte; ~ chez G.W.F. Hegel; ~ *und Sittlichkeit* (liberté d'entreprise et vie éthique); liberté d'entreprise dans l'économie politique classique en général.

Göttingen, école de ~.

Gründerjahre (années de fondation du capitalisme industriel allemand).

Grundlinien der Philosophie des Rechts (*Principes de la philosophie du droit*) de G.W.F. Hegel.

Grundsätze der Volkswirtschaftslehre (*Principes d'économie politique*) de C. Menger.

Güterlehre (théorie des biens).

H

Habsburg (dynastie Habsbourg), dynastie régnante sur l'Autriche-Hongrie.

Hanséatique, Ligue ~ et l'interprétation de son rôle chez F. List.

Hasard, notion de ~, ~ chez A. Cournot; ~ libéral, notion fichtéenne.

Histoire (tant au sens de *Geschichte*, le déroulement des événements que d'*Historie*, le récit narrant ce déroulement).

Historicisme, ~ allemand; théorie de l'~; combat contre l'~ chez C. Menger; *Misère de l'historicisme*, de K. Popper.

Hochkapitalismus (capitalisme avancé), notion proposée par W. Sombart.

Hofkammer (Chambre de la cour impériale d'Autriche), origine de la *Finanzwissenschaft* (science des finances et du budget), des théories fiscalistes/caméralistes sur le Trésor.

Hohenzollern (dynastie), dynastie régnante sur la Prusse, puis sur le Second Reich allemand.

Homme, Droits de l'~.

Homo economicus (ou *œconomicus*), l'agent économique dans la théorie politique et économique classique.

I

Ich (*Ego*, Je), ~ du sujet transcendantal kantien puis fichtéen.

Idéalisme allemand (fichtéen, hégélien ou schellingien).

Idealtypen (idéaux-types), notion wébérienne d'~ (correspondance avec les *Realtypen* mengériens).

Identité nationale, ~ allemande au XIX^e siècle.

Impartialité, en relation et en contraste avec l'objectivité dans la conception des sciences, et la neutralité axiologique.

Impérial, caméralisme ~; gouvernement ~ austro-hongrois.

Individualisme, ~ méthodologique.

Industrialisation, modernisation et ~; administration de l'~.

Industriel, révolution ~; capitalisme ~.

Innovation, théorie de l'~; ~ et ennui.

Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations (*Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*), d'A. Smith.

Inquiry into the Principles of Political Economy (*Enquête sur les principes de l'économie politique*), de J. Steuart.

Institutionnalisme, ~ et marginalisme autrichien; ~ de M. Weber.

Institutionnalisation, ~ des théories économiques du XIX^e siècle au XX^e siècle.

Internationale, Association ~ des travailleurs (plus simplement, *Internationale*).

Invisible, «main ~», conception smithienne.

J

Jeune, ~ école historique allemande (G. von Schmoller) par opposition à l'école plus ancienne (W. Roscher) et à l'école «la plus jeune» (*die jüngste*) (M. Weber, W. Sombart, E. Jaffé).

Jeux, théorie des ~.

Joie, ~ et ennui.

Junkers (grands propriétaires fonciers germaniques).

Jurisprudence, en opposition à la législation ; École de la ~ (école allemande).

Juste, ~ salaire (*gerechter Lohn, fair wages*).

Justice, ~ et économie politique ; croyance en la ~ ; égalité et ~, «*que justice soit, que le monde périclisse*» (*fiat justitia, pereat mundus*) ; ~ commutative (ou corrective) et ~ distributive chez Aristote ; ~ et amitié chez Aristote ; proportionnalité dans la ~ ; ~ comme illusion des peuples, nécessaire chez G. von Schmoller, nuisible chez F. Hayek.

K

k. und k. (kaiserlich und königlich, impérial et royal), désignation de la monarchie Habsbourg, dynastie régnante sous la double couronne de l'Autriche et de la Hongrie de 1867 à 1918.

Kameralismus (caméralisme), forme germanique du mercantilisme.

Kathedersozialisten (Socialistes de la chaire), économistes historicistes et ~ ; ~ dans le *Verein für Socialpolitik*.

Kohlensyndicat (cartel charbonnier), cartel contrôlant plus de la moitié de la production de charbon allemande à la fin du XIX^e siècle.

Kollektivbegriffe (concepts collectifs), l'erreur historiciste des concepts ~ selon C. Menger.

Konzern (cartel), nom et forme allemande du cartel économique (encore dit *trust* en anglais).

Korporation (corporation moderne), par opposition aux guildes (*Zünfte*) sur le modèle encore médiéval chez G.W.F. Hegel ; comme modèle pour des chambres de commerce, pour des unions de métiers chez les historicistes allemands.

Kultur (culture, civilisation), sens variable entre aspect culturel, civilisationnel, quasiment ethnique suivant les emplois ; ~ *der Menschen*, au sens de civilisation humaine germanique (en rapport avec le *Sonderweg*).

L

Labour/Labor (travail), ~ *commanded* au sens smithien ; ~ *force* (force de travail, *Arbeitskraft*) ; ~ *value* (valeur-travail, théorie de la).

Lebensraum (espace vital), origine de la notion dans la Révolution française (frontières naturelles) ; développement allemand de la notion.

Législation, ~ rationnelle ; ~ positive au sens de H. Kelsen ; rôle de la ~ ; administration de la ~ ; en opposition à la jurisprudence.

Leviathan, de T. Hobbes.

Libéral, hasard ~ chez J.G. Fichte ; dogme ~ ; doctrine ~ ; économie ~ ; politique ~ ; combat anti-~.

Libéralisme, ~ politique ; ~ économique ; ~ classique ; ~ britannique ; néo-~ ; anti-~.

Liberté, ~ humaine (en rapport avec l'action) ; théories de la ~.

Loi, ~ humaine; ~ civile; ~ princière; ~ du marché (le plus souvent au pluriel); ~ scientifique; autorité des ~; ~ de la valeur; ~ de l'offre et de la demande; ~ des «rendements décroissants»; ~ des débouchés de Jean-Baptiste Say; ~ de Weber-Fechner décrivant le comportement individuel visant la *Sättigung* (satiété); *Esprit des Lois* de Montesquieu.

London School of Economics, École d'économie de Londres, institution prestigieuse d'enseignement fondée sur un modèle fabien, puis dirigée par L. Robbins avec notamment F. Hayek parmi ses enseignants.

Lumières, époque des ~; ~ en France, en Écosse et en Autriche.

Luthéranisme, influence du ~ sur le développement du capitalisme allemand.

M

Machtsstaat (État de la puissance), théorie de la puissance étatique, soutenue notamment par H. Treitschke et O. von Bismarck.

«Main invisible», conception smithienne.

Manchester, école de ~, école de pensée économique classique et libérale britannique.

Marginalisme, courant de pensée économique au tournant 1900; ~ autrichien; ~ des théories de l'équilibre; ~ et classicisme; ~ et néoclassicisme; ~ et historicisme; ~ et synthèse d'A. Marshall.

Marginaliste, révolution ~; école ~ en leur diversité.

Marxisme, mouvement politique, économique, social ayant son origine dans l'activité et dans les œuvres de K. Marx.

Marxien, se réclamant des textes de K. Marx, notamment de leur exégèse, indépendamment de l'orientation politique en ayant résulté au XX^e siècle.

Marxiste, se réclamant du marxisme dans toutes ses dimensions, y compris l'engagement politique au XX^e siècle.

Matérialisme, ~ français des Lumières; ~ historique (notion provenant de K. Marx); ~ dialectique (notion provenant de K. Marx); ~ et spiritualisme; ~ dans la modernité.

Matrice, notion de ~ proposée dans l'introduction du présent ouvrage, utilisée en son sein, par opposition et/ou en substitution au paradigme (au sens de T. Kuhn) et au programme de recherche (au sens d'I. Lakatos).

Menger, bibliothèque ~ et archives ~ à Vienne, au Japon et aux États-Unis.

Mercantilisme, mouvement européen dans l'attitude économique, diversifié en tendances nationales, dont le Caméralisme (*Kameralismus*) germanique; et Physiocratie; critique smithienne du ~.

Mercantiliste, auteurs ~.

Mesure, ~ en économie; théorie de la ~ chez G.W.F. Hegel.

Methodenstreit (Querelle sur les méthodes), ~ et critique de l'historicisme; ~ et critique du classicisme; ~ comme cadre de l'avènement de l'épistémologie dans l'*Erkenntnislehre* (théorie de la connaissance).

Méthodologie, ~ économique; ~ des sciences.

Méthodologique, individualisme ~.

Misère (*Not*), détresse physique et morale chez G.W.F. Hegel, chez K. Marx ; Philosophie de la ~ en général, et dans l'œuvre de P. Proudhon ; ~ de l'historicisme, selon K. Popper.

Mitteleuropa (Europe centrale), Vienne, capitale de la ~ 1900.

Modernité, par opposition à l'Antiquité ; comme cadre du développement du capitalisme.

Monarchie sociale, selon L. von Stein et G. von Schmoller ; en combinaison avec les principes d'égalité et de personnalité chez L. von Stein.

Monnaie, battre ~ ; frappe de la ~ ; équilibre des échanges en ~ ; ~ et valeur ; mesure de la ~ ; histoire de la ~.

Moralität (moralité), doctrine de la chez E. Kant, chez G.W.F. Hegel (en opposition à la *Sittlichkeit* ou vie éthique).

N

Napoléonien, empire ~ ; droit et code civil ~ ; invasion ~ ; blocus ~.

Nation, concept de ~ ; définition de la ~ ; idéal de ~ ; construction de la ~, en particulier de la ~ allemande.

Nationalökonomie (économie nationale), doctrine de l'économie politique adoptée et adaptée dans les territoires germaniques ; caméralisme et ~ ; ~ et modernité (en rapport au *Sonderweg*) ; *Système* ~ de F. List.

Nature, comme essence (*Wesen*) ; comme moment hégélien entre le moment de la logique et celui de l'esprit ; comme *natura* (*naturans* et/ou *naturata*) ; comme *physis* de l'enseignement des Grecs anciens.

Naturphilosophie (philosophie de la nature)

Néoclassique, synthèse ~ d'A. Marshall ; pensée ~ ; économie ~.

Néocriticisme des écoles de Bade et de Marburg.

Neutralité, ~ axiologique de la science ; postulat wébérien ; contestation marxiste de la ~ (axiologique, économique, politique).

Nicomaque, *Éthique* à ~ d'Aristote.

Nobel, prix.

Normale, science ~, notion de la philosophie des sciences et de l'épistémologie de T. Kuhn, en relation à sa notion de paradigme.

Novum Organum, de F. Bacon.

O

Objectivité, par opposition à subjectivité dans la conception des sciences, en particulier en économie ; ~, neutralité et impartialité.

Oeconomica, *Économiques* apocryphes, longtemps attribuées à Aristote.

Offre, loi de l'~ et de la demande ; politique de l'~.

Organicisme et développement organique (spontané) des institutions humaines et sociales, chez C. Menger et chez F. Hayek.

Organon, canon aristotélicien.

P

Pandectes, école de juristes.

- Paradigme, notion de philosophie des sciences et d'épistémologie ; notion de T. Kuhn, son développement chez I. Lakatos ; ~ de la science « normale ».
- Paradoxe, ~ de l'eau et du diamant chez A. Smith ; ~ de l'état économique stable ultime chez D. Ricardo.
- Parallelismenbildung* (construction des parallèles), méthode de W. Roscher d'investigation historique en économie.
- Peuple (*Volk*), ~ et esprit du ~ (*Volksgeist*) ; économie du ~ (*Volkswirtschaftslehre*).
- Phénoménologie, *Phénoménologie de l'Esprit* de G.W.F. Hegel ; sociologie compréhensive liée à la ~ chez E. Husserl et M. Weber.
- philosophia practica perennis* (philosophie pratique éternelle), se compose de l'éthique, de la politique et de l'économique (sachant que des sous-disciplines comme la stratégie et la rhétorique politique viennent s'y intégrer).
- Philosophie, ~ des sciences ; ~ économique ; ~ de l'économie ; ~ et économie ; ~ des différents auteurs abordés ; absolu en ~ ; ~ critique ; critique de la ~ ; ~ idéaliste ; ~ matérialiste.
- Physiocratie et auteurs physiocrates, ayant pour chef de file F. Quesnay ; critique smithienne de la ~.
- Piétisme, influence du ~ sur le développement du capitalisme allemand ; puritanisme et ~ comme mouvements parallèles.
- Pöbel* (populace), par opposition au *Volk* (peuple) en particulier chez G.W.F. Hegel.
- Poésie, ~ de la modernité capitaliste dans le *Faust* de Goethe.
- Poësis*, création au sens grec antique, par opposition à la *praxis*.
- Politique, action ~ dans la modernité capitaliste ; philosophie ~ ; économie ~ ; *La Politique* (*Peri politeia*) d'Aristote.
- Polizei* (police), terme allemand signifiant organisation de la Cité, dans ses us, règles, tribunaux et autres institutions.
- Polizeiwissenschaft* (science de la police), doit s'entendre comme savoir en rapport au sens indiqué précédemment pour le terme *Polizei* ; nostalgie pour une ~ unifiée (et non scindée entre société civile et État).
- Praxéologie, science de la pratique, formulée par L. von Mises.
- Praxis*, pratique au sens grec antique, par opposition à la *poësis* ; ~ au sens marxien.
- Principes de la philosophie du droit* (*Grundlinien der Philosophie des Rechts*) de G.W.F. Hegel.
- Principes d'économie politique* (*Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*) de C. Menger.
- Principles of Political Economy and Taxation* (*Principes de l'économie politique et de l'impôt*) de D. Ricardo.
- Privatwirtschaften* (économies privées ou économie des particuliers), activités économiques envisagées dans leur exercice individuel.

- Privé, secteur ~, sphère ~ par opposition au secteur et à la sphère publics; droit ~; économie ~.
- Prix, théorie des ~; querelle des ~ socialiste; ~ et valeur.
- Production, ~ dans la modernité capitaliste (industrielle)
- Progrès, conception du ~ depuis les Lumières.
- Propriété, théorie de la ~; ~ privée par opposition à ~ publique ou collective; ~ privée et signaux de prix; ~ privée et querelle des prix socialiste.
- Protectionnisme, théorie du ~; ~ éducateur chez F. List; ~ douanier dans l'union douanière (*Zollverein*) d'O. von Bismarck; ~ militarisé; ~ et colbertisme français; dérivés du ~
- Protestantisme et protestant, influence du ~ sur le développement des capitalismes allemand, anglais, américain; *Éthique protestante et esprit du capitalisme* chez M. Weber.
- Providence, ~ divine; ~ instrument de la volonté de Dieu dans les récoltes chez les Physiocrates; conceptions théologiques de la ~; critique de la confiance en la ~ chez J.G. Fichte et G.W.F. Hegel; conception smithienne de la ~.
- Prusse, État chef de file de l'unification de l'Allemagne; modernisation de la ~; affinités électives de Hegel et de la ~; monarchie sociale idéalisée illustrée par la ~.
- Psychologique, école ~ (*Psychologenschule*) dans une appellation donnée à l'école autrichienne d'économie.
- Public, secteur ~, sphère ~ par opposition au secteur et à la sphère privés; droit ~; économie ~.
- Puritanisme et puritains, influence des ~ sur le développement des capitalismes anglais et américain; piétisme et ~ comme mouvements parallèles.
- Q**
- Quesnay et son école de physiocratie, auteurs physiocrates, ayant pour chef de file F. Quesnay.
- R**
- Raison, au double sens à distinguer de *Verstand*, ~ calculatrice et de *Vernunft*, ~ incluant la précédente sans s'y limiter, ~ s'exprimant en l'ensemble de ses facultés.
- Raison d'État*, théorie de la ~.
- Rationalisme, comme doctrine assumant la pleine confiance dans la rationalité humaine; en contraste avec spiritualisme; ~ et matérialisme; ~ et idéalisme.
- Rationalité, théories de la ~; ~ de l'agent économique; ~ limitée; ~ parfaite.
- Réalisme, ~ dans la théorie économique; philosophie du ~; induction et ~.
- Realpolitik* (politique du réel), prise en compte directe des rapports de force dans l'élaboration des politiques à mener; développement industriel et ~.
- Realtypen* (types réels), notion mengérienne de ~ (correspondance avec les *Idealtypen* wébériens).

- Recherche, méthodes de ~ en économie politique ; ~ comparée.
Recherches sur la méthode dans les sciences sociales et en économie politique en particulier (Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der Politischen Oekonomie insbesondere), de C. Menger.
Rechtsstaat (État de droit), ~ chez R. von Mohl et L. von Stein.
 Réciprocité, ~ dans l'échange.
 Réforme, influence de la ~ sur le développement du capitalisme ; auteurs de la ~.
 Rente, théorie ricardienne de la ~ ; théorie de la ~ de J.H. von Thünen.
 République, ~ française ; ~ de Weimar ; idéaux de la ~ et développement économique.
 Révolution, ~ copernicienne au sens donné par E. Kant ; ~ française ; ~ industrielle ; ~ marginaliste dans l'histoire de la pensée économique ; éloge et promotion marxistes de la ~.
Revue d'économie politique, journal économique français.
Richesse des nations (Wealth of Nations: Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations) (Enquête sur la nature et les causes de la), d'A. Smith.
 Romantiques, auteurs ~ ; ~ allemands.
 Romantisme, ~ allemand (mouvement du *Sturm und Drang*) ; ~ et idéalisme allemand.

S

- Saint Empire romain germanique (962-1806) ; abolition du ~ par Napoléon.
 Salaire (*Lohn, wages*), juste ~ (*gerechter Lohn, fair wages*).
 Salariat, abolition du ~ souhaitée par K. Marx ; esclavage moderne du ~.
Sättigung (satiété), en rapport à un état atteint de satisfaction des besoins (*Bedürfnisbefriedigung*, concept mengérien) ; notion psychologique de la loi de Weber-Fechner.
schöne Totalität (belle totalité antique), notion hégélienne décrivant l'idéal d'une unité non scindée du monde à la différence de la situation moderne conçue dans les *Principes de la philosophie du droit (Grundlinien der Philosophie des Rechts)*.
Schwindeljahre (années des illusions), années succédant aux *Gründerjahre* dans le développement de l'industrie allemande.
Self-love (amour-propre), notion smithienne longtemps opposée à la *sympathy*, suscitant le fameux *Adam Smith Problem* posé par G. Oncken en 1892, résolu par leur conciliation dans la philosophie morale smithienne.
Sittlichkeit (éthïcité), ou vie éthique, chez G.W.F. Hegel (en opposition à la *Moralität*, moralité).
 Socialisme, ~ fichtéen ; ~ scientifique (marxien) ; ~ utopique ; ~ de la chaire (*Kathedersozialismus*) ; ~ du droit au produit intégral du travail d'A. Menger ; ~ et révolution ; ~ et capitalisme ; ~ et communisme.

Société, ~ civile; ~ bourgeoise; ~ capitaliste; ~ industrielle.

Sonderweg (voie spécifique), chemin particulier pris par la modernisation allemande ou «un mythe auquel les sciences sociales d'expression allemande ont fini, pour le meilleur et pour le pire, par conférer une réalité» (J.-F. Kervégan).

Statique, économie ~; théorie ~ du développement; mécanique ~.

Statistique, économie ~; méthode ~; et historicisme par les chiffres.

Sympathie (*sympathy*), notion smithienne longtemps opposée au *self-love*, suscitant le fameux *Adam Smith Problem* posé par G. Oncken en 1892, résolu par leur conciliation dans la philosophie morale smithienne.

Système des besoins (*System der Bedürfnisse*), notion hégélienne dans les *Principes de la philosophie du droit* (*Grundlinien der Philosophie des Rechts*).

T

Tableau économique de F. Quesnay.

Teutscher FürstenStaat (*L'État princier teuton*) de L. von Seckendorff.

Théorie, ~ économique; ~ politique; ~ de la science; ~ économique en opposition au recours systématique à l'enquête historique.

Theory of Moral Sentiments (*Théorie des sentiments moraux*) d'A. Smith.

Travail, ~ commandé (*labour commanded*) au sens smithien; force de ~ (*laborforce, Arbeitskraft*); valeur-~; théorie de la valeur-~.

Treatise on Human Nature (*Traité de la nature humaine*) de D. Hume.

U

Union douanière (*Zollverein*) voulue par O. von Bismarck pour unifier l'Allemagne.

Union latine, tentative d'union des pays latins autour d'une réforme monétaire inaboutie.

Union pour la politique sociale (*Verein für Sozialpolitik*) association académique cofondée par G. von Schmoller à Eisenach en 1872.

Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der Politischen Oekonomie insbesondere (*Recherches sur la méthode dans les sciences sociales et en économie politique en particulier*), de C. Menger.

Usus, notion juridique distincte du *fructus* et de l'*abusus*.

Utilitarisme, ~ chez J. Bentham; ~ chez S. Jevons; ~ et libéralisme.

Utilité, ~ économique; ~ marginale; valeur-~.

V

Valeur, ~ économique; ~-travail, ~-utilité; ~ marginale.

Value, price and profit (*Valeur, prix et profit*) de K. Marx.

Valutareform (réforme monétaire), réforme dans l'empire austro-hongrois menée dans les années 1890 avec les conseils de C. Menger.

Verein für Sozialpolitik (Union pour la politique sociale), association académique cofondée par G. von Schmoller à Eisenach en 1872.

Verfügbarkeit (disponibilité), concept mengérien de disponibilité des biens et des services.

Vernunft (raison) au sens à distinguer de *Verstand*, raison calculatrice, entendement.

Verstand (entendement) au sens à distinguer de *Vernunft* exprimant l'ensemble des facultés rationnelles.

Verwaltung (administration), théorie/science de la ~.

Verwaltungslehre (théorie de l'administration); G. von Schmoller et la théorie de la ~; L. von Stein et la théorie de la ~.

Vienne, Congrès de ~ (1815); ~ capitale de la *Mitteleuropa*; ~ 1900, apocalypse «fin de siècle».

Volk (peuple).

Volksgeist (esprit du peuple).

Volkswirtschaft (économie politique, la chose).

Volkswirtschaftslehre (économie politique, la science).

Volkswirtschaftspolitik (politique économique), promotion de la ~.

Vormärz (période précédant 1848 dans les territoires allemands), espoirs du ~.

W

Wealth of Nations (*Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*) (*Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*), d'A. Smith.

Weimar, République de ~.

Wirtschaftswissenschaften (sciences économiques).

Wissenschaft (science).

Wissenschaftslehre (doctrine de la science) notamment comme philosophie fichtéenne.

Z

Zeitgeist (esprit du temps).

Zollverein (Union douanière) voulue par O. von Bismarck pour unifier l'Allemagne.

Zünfte (guildes), par opposition aux (orporations modernes, *Korporationen* chez G.W.F. Hegel.

Table des matières

AVERTISSEMENT AU LECTEUR DE LA DEUXIÈME ÉDITION FRANÇAISE	3

PRÉFACE À LA PREMIÈRE ÉDITION (2004), par Bernard Bourgeois	9

PRÉFACE DE LA VERSION PARUE EN LANGUE ANGLAISE (2010), par Bertram Schefold	11

INTRODUCTION Les matrices de l'économie politique	17
1] Volet historique : la science nouvelle de l'économie politique dans le contexte du XIX ^e siècle en terre de langue allemande	17
2] Volet épistémologique : les matrices et les styles de l'économie politique	29
3] Volet économique : rationalisme, individualisme, variété du libéralisme	41

PARTIE I

Le procès philosophique de l'économie politique classique

INTRODUCTION La figure goethéenne de Faust et l'esprit du capitalisme conquérant – sur le dernier acte du <i>Second Faust</i> de Goethe ...	69

CHAPITRE I Le procès intenté par les philosophes allemands aux fondateurs de la pensée économique classique britannique ...	79
1] Fichte et la critique du hasard libéral	85
2] Hegel : louange et critique de la liberté d'entreprendre	95

CHAPITRE II La critique du classicisme par Marx et par Menger	121
1] Du travail, selon Marx et Menger	126

1.1] Travail et «force de travail», la distinction marxienne	127
1.2] Du «juste salaire» (fair wages, gerechter Lohn)	131
2] Marx et Menger, analystes du capital	136
2.1] La question du capital	137
2.2] Le rôle ignoré par les Classiques des formes monétaires du capital	140

CHAPITRE III

Le procès méthodologique de l'économie politique classique ... 149

1] De la relation de type logique: de la causalité stricte dans une science analytique et exacte	152
1.1] Menger, critique de l'insuffisante causale des auteurs classiques	153
1.2] La critique de la théorie ricardienne de la rente	154
2] De la relation de type juridique et social: la politique comme science appliquée	158
2.1] La question du «juste salaire» revisitée du point de vue de la méthode	162
2.2] «Position de classe» et science économique: l'économie telle que les hommes la vivent selon Marx et selon Menger	166

PARTIE II

L'économie politique des hommes et de la *Kultur*: l'économie historique et nationale du peuple allemand (*Volkswirtschaftslehre* et *Nationalökonomie*)

INTRODUCTION

Les termes et les thèmes liés à la *Wirtschaft* dans la pensée allemande moderne 179

CHAPITRE I

L'économie nationale de l'Allemagne (*die Nationalökonomie*) 189

1] Roscher, fondateur de l'École historique de l'économie	192
1.1] Une économie qui se revendique du modèle de l'École historique du droit	193
1.2] Théorie de l'histoire et méthode des parallèles: de Gervinus à Roscher	197
2] Définition de l'espace économique et de l'espace national:	

les difficultés et la chance de constituer économiquement une identité nationale	202
2.1] <i>Économie nationale et nationalisme économique: Friedrich List</i>	203
2.2] <i>État et fonction d'entreprise dans l'Allemagne en voie d'industrialisation</i>	208
2.3] <i>De l'«ancienne» à la «jeune» École historique: Hildebrand, Knies et les difficultés de la méthode révélées</i>	212
3] <i>Gustav von Schmoller et la «jeune École historique»</i>	218
3.1] <i>Le rôle joué par la question de la justice économique</i>	221
3.2] <i>La «communauté morale» des agents humains</i>	225
3.3] <i>Signification de l'antithéoricisme de principe de Schmoller</i> ...	229

CHAPITRE II

Économie administrée et administration de l'économie 235

1] L'héritage caméraliste revisité	241
1.1] <i>L'apologie de l'histoire de la pensée économique allemande</i> ...	241
1.2] <i>Les thèmes du caméralisme relevés par les historicistes</i>	243
2] L'émergence de la science de la société civile industrielle et de son administration: l'œuvre de Lorenz von Stein	248
2.1] <i>Une prise de conscience incomplète de la modernité dans la reformulation de la Polizeiwissenschaft par Robert von Mohl</i> ...	249
2.2] <i>L'œuvre de jeunesse de Lorenz Stein et la fondation d'une science de la sociologie en Allemagne</i>	254
2.3] <i>La théorie de l'administration de Stein</i>	258
3] Constituer, orienter la «monarchie sociale»: Stein et Schmoller ...	262
3.1] <i>La «monarchie sociale» selon Stein</i>	263
3.2] <i>Gustav von Schmoller et le Verein für Socialpolitik</i>	268

CHAPITRE III

Le délitement de l'économie historiciste 275

1] Critique de la <i>Volkswirtschaftslehre</i> et de l'économie historique (des événements singuliers)	279
1.1] <i>La question du véritable objet de la science économique</i>	280
1.2] <i>De la composition du peuple à l'organisation de sa science</i> ...	283
2] La conjecture mengérienne: une science analytique et exacte contre l'École historique allemande	291

2.1] <i>Les erreurs d'orientation de l'École historique</i>	293
2.2] <i>De l'organicisme selon Menger</i>	297
3] Une révolution copernicienne dans l'économie?	302

PARTIE III

(Res)ortir de l'ombre de l'Antiquité et (re)lire les Modernes: la reformulation de l'économie politique de la modernité par Carl Menger

INTRODUCTION

La clôture de la critique de l'économie politique classique dans la pensée de langue allemande et l'effondrement des empires centraux et de son empire sur les sciences de l'esprit ...	313

CHAPITRE I

Aux sources philosophiques de la pensée de Carl Menger: réalisme aristotélicien et individualisme méthodologique ...	323

1] Questions de méthode aristotélicienne: réalisme et induction; théorie et pratique; économie et chrématistique	326
2] Une source de la théorie de la valeur mengérienne: l' <i>Éthique à Nicomaque</i>	333
2.1] <i>La lecture par Menger du livre V de l'Éthique à Nicomaque sur la justice</i>	334
2.2] <i>La lecture par Menger des livres VIII et IX de l'Éthique à Nicomaque portant sur l'amitié</i>	341
3] L'individualisme méthodologique d'inspiration aristotélicienne chez Menger	345

CHAPITRE II

Menger et la tradition britannique	355

1] Carl Menger et la tradition philosophique britannique	359
2] Révisions du classicisme: la lecture par Menger du classicisme selon Say	367
2.1] <i>Un exemple de réaction de Menger aux débats classiques: les notes sur la correspondance de Ricardo et de Say</i>	369
2.2] <i>Menger et la méthode de Say</i>	376
3] Révisions du classicisme: Menger et la logique de John Stuart Mill	380

Chapitre III

Menger, aux origines du marginalisme 391

- 1] Menger lecteur de l'*Entwicklung der Gesetze des menschlichen Verkehrs* de Gossen, une source d'inspiration pour Menger? 394
- 2] Les *Grundsätze* de Rau : le brouillon de Menger? 402
- 3] La place de Menger dans la fondation du marginalisme 409
 - 3.1] *De nouvelles lignes directrices pour la science économique* ... 410
 - 3.2] *De l'opposition entre Menger et Walras* 416

ÉPILOGUE

**L'institutionnalisation paradoxale
des critiques du classicisme 429**

- 1] Du marxisme institutionnalisé dans ses formes politiques 434
 - 1.1] *Rôle-pivot de l'austromarxisme dans l'institutionnalisation politique de la critique théorique donnée par Marx* 436
 - 1.2] *L'institutionnalisation soviétique : retour inavoué à Fichte?* ... 441
- 2] Le marginalisme de Menger : une forme d'institutionnalisme? ... 448
 - 2.1] *Les économistes-bureaucrates de l'Empire autrichien* 449
 - 2.2] *Le monétarisme de Carl Menger :
un évolutionnisme institutionnel attentif au rôle de l'État,
un système adaptatif complexe* 454
- 3] Évolution de l'historicisme dans la
sociologie comparatiste de Max Weber 461
 - 3.1] *Weber et l'École historique allemande* 463
 - 3.2] *Idéal-type, individualisme et
Wertfreiheit : sortie de l'historicisme* 465

CONCLUSION

Hérauts du XX^e siècle 473

POSTFACE À LA DEUXIÈME ÉDITION (2014),
par Jean-François Kervégan 489

Liste des références 493

Index onomastique 511

Liste des thèmes abordés dans l'ouvrage 517

Dix ans et une crise économique majeure après sa première publication (aux PUF), le présent ouvrage revient, dans une version revue et augmentée, sur l'urgence d'interroger les sources des critiques du libéralisme afin d'évaluer la pertinence des attaques qui sont portées contre lui. L'appareil conceptuel des matrices des théories critiques est en effet ressaisi au seuil de l'ère industrielle naissante au XIX^e siècle : en voyant les pensées marxiste, historiciste, utilitariste (marginaliste) de l'espace continental germanophone prendre l'économie politique classique britannique pour cible, on lit les premiers actes d'un procès dont les attendus n'ont pas encore été tous rendus à l'heure actuelle. Même si la discipline économique a depuis longtemps écarté la « valeur-travail » ou la « monnaie, voile des échanges réels », il demeure en discussion des principes méthodologiques (atomisme, rôle de l'*homo economicus*) et des positions pratiques (qui étaient favorables au libre-échange, dans l'École de Manchester, ou à la puissance continentale, dans la *Nationalökonomie*). À l'origine de ces débats se tenaient Marx, Menger et les représentants de l'École historique allemande, opposés au dogme des héritiers de Smith, Ricardo, Say et Mill. « Juste salaire », « valeur-utilité subjective » et « économie du peuple » (*Volkswirtschaftslehre*) fondèrent les matrices alternatives au classicisme. Leurs échecs patents et leurs potentialités latentes marquèrent la marche de leur siècle, du suivant et orientent encore le nôtre. Si l'économie politique classique appartient sans doute à l'histoire de la pensée économique, si le philosophe a le goût du passé, c'est pour mieux comprendre le présent, et ces matrices critiques fournissent dès lors l'aune à laquelle juger des discours redevenus d'actualité.

Gilles Campagnolo, ancien élève de l'ENS (Ulm), des universités de Harvard et de Tokyo, agrégé, docteur et habilité en philosophie, est directeur de recherches au CNRS (GREQAM/Aix-Marseille sciences économiques). Il dirige un programme européen avec l'Asie orientale sur le libéralisme contemporain (LIBEAC) et poursuit par ailleurs l'édition française des œuvres de Carl Menger. Ses publications portent sur les domaines de l'herméneutique de la rationalité économique, de la théorie de l'entrepreneur et de l'histoire des pensées allemande et autrichienne en philosophie et en économie.

eISBN 978-2-919694-67-9
materiologiques.com

15 €



Éditions Materiologiques

Collection « E-conomiques » dirigée par Gilles Campagnolo